

L'Economie régionale lorraine

dans

l'Economie nationale française

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 24 mai 1937, à 14 h. 30

PAR

Françoise TOUCHOT

Lauréate de la Faculté de Droit
et du Concours Général des Facultés de l'Etat

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. de MENTHON, professeur.
Assesseurs . . .	MARCHAL, agrégé.
	GUITTON, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1937

L'Economie régionale lorraine

dans

l'Economie nationale française

L'Economie régionale lorraine

dans

l'Economie nationale française

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le lundi 24 mai 1937, à 14 h. 30

PAR

Françoise TOUCHOT

Lauréate de la Faculté de Droit
et du Concours Général des Facultés de l'Etat

MEMBRES DU JURY :

Président. . . . MM. de MENTHON, professeur.

Assesseurs . . . } MARCHAL, agrégé.
 GUITTON, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE GEORGES THOMAS
Angle des rues de Solignac et Henri-Lepage

1937

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, †, U I).

Assesseur du Doyen: M. HENRY (*, U I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (C *, U I), MICHON (*, U I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, U I).

ROLLAND (U I).

MOREL (*, U I).

GÉNY (C *, U I).

RENARD (U I).

MICHON (*, U I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (U I), docteur en droit.

MM. SENN (*, †, U I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, U I), professeur de Droit criminel.

KRÖELL (U I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (U I), professeur de Droit international public.

LESCOT (U I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (U I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, U I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (†, U A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. de MENTHON (U A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (U I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



Introduction

C'est une banalité de dire que la France, depuis le Moyen Age, est caractérisée par une tendance à la centralisation administrative et politique (1). Pourtant, depuis près d'un siècle, il semble que l'effort vers l'unité soit arrêté et que, dans une certaine mesure, les provinces de France renaissent. Les historiens en étudient le passé, les folkloristes révèlent la grâce des coutumes, des chants populaires, des vieilles traditions. Une exposition prochaine doit nous faire mieux connaître les arts régionaux. L'épanouissement des énergies locales paraît être la condition d'une vie plus féconde. L'évolution économique et sociale se fait dans le même sens : par leurs organisations, ouvriers, agriculteurs, industriels, coopérateurs, élargissent le cadre de leur activité au delà des bornes départementales. Sans doute, il ne s'agit pas de ressusciter, dans leur cadre, les anciennes provinces, mais, entre le mouvement centralisateur à l'excès qui créa les départements, et la vieille féodalité avec ses divisions provinciales lesquelles ne sont plus aujourd'hui que des organisations politiques déchues, on assiste depuis quelque temps, dans tous les domaines de l'activité, à une extension des limites départementales.

Le régionalisme est à la mode et il est curieux de constater que ce mouvement de décentralisation est parti, en 1869, de l'Ecole de Nancy qui le présentait, il est vrai, comme l'accessoire d'un programme politique et le résumait en ces quelques mots : « Ce qui est communal à la commune, ce qui est régional, à la région » (2). Après une timide manifestation dans le domaine intellectuel par la

(1) H. HAUSER. *Le Problème du régionalisme*, page 2.

(2) F. PREVET. *Le régionalisme économique*, page 18.

loi de 1896 qui décentralisa les universités, le régionalisme trouva en 1917 une plus vaste application dans le projet Clémentel qui groupa, autour de quelques centres régionaux, les Chambres de Commerce trop nombreuses, de façon à former 16 et plus tard 20 grandes régions économiques.

Ces régions sont fort vastes et l'expérience Clémentel nous a surtout montré la marche à suivre. Elle n'a été que la résultante de cette constatation qu'avant d'être une théorie, le régionalisme est un fait : il y a, en effet, sur la carte de France, quelques grosses taches, qui représentent autant de condensateurs d'énergie ; où s'accumulent les hommes, les capitaux, les machines, les valeurs intellectuelles. Ces taches, on les désigne sous le nom plus général de régions. Elles se composent d'un certain nombre d'agglomérations humaines assez rapprochées les unes des autres par la faible distance et les moyens de transport pour entretenir entre elles des relations très étroites, basées principalement sur le voisinage. « Dans chaque région, la somme des intérêts l'emporte sur celle des intérêts différents, et chacune est le seul groupement humain où fonctionne de façon continue et permanente la collaboration directe et personnelle » (3).

Chaque région constitue ainsi une petite zone d'influence où, les relations étant plus étroites les industries et les prix seront plus fortement solidaires, les échanges plus fréquents. Toutes ces économies régionales apportent leur concours à cette résultante qu'est l'économie nationale et l'on a pu dire que l'avenir de la France était dans l'utilisation complète, rationnelle, de ses énergies régionales.

Mais si les économies régionales sont complémentaires les unes des autres, elles se distinguent aussi entre elles. « Le mot variété est ce qui caractérise le mieux la France » disait Vidal de la Blache et la variété des sols et celle des climats a déterminé la variété de nos sociétés politiques

(3) L. BROCARD. *Principes d'économie nationale et internationale*, T. I, p. 132.

régionales. Aussi, parmi les régions françaises, certaines sont-elles pauvres, d'autres riches. Quelques-unes sont nettement caractérisées; d'autres, plus difficiles à délimiter. Il n'en est guère qui présente mieux le spectacle d'une unité économique que la région lorraine.

*
* *

La région lorraine est constituée, dans l'ensemble, par la réunion des territoires qui forment les quatre départements de: Meuse, Meurthe et Moselle, Vosges et Moselle. Cependant cette région, comme ses voisines du reste, n'a pas, au triple point de vue: historique, géographique, économique, des frontières absolument rigides.

— Historiquement, depuis les temps les plus reculés jusqu'à la dernière guerre, les contours de la région lorraine ont varié sans cesse et bien complexe est son passé. Lorraine! le mot est bien vague a-t-on dit. Et, en effet, faut-il entendre par lui la Mosellane qui fit partie, à l'époque romaine, de la Première Belgique, et, à l'époque franque de l'Austrasie mérovingienne dont Metz s'enorgueillit d'avoir été la capitale?

Ou bien, s'agit-il de la Lotharingie, ce royaume de Lothaire créé par le traité de Verdun en 843, cette longue bande de terre qui allait de Rome à la mer du Nord? Mais cette Lotharingie comprenait la Bourgogne, les Pays-Bas, l'Alsace, la Vallée du Rhin toute entière « et l'on parlait toutes les langues dans cette tour de Babel ».

Et si l'on envisage, sous la féodalité, le petit duché de Lorraine: « la duché », comme on dit, ne couvre qu'un territoire restreint à côté duquel on trouve de nombreuses principautés ecclésiastiques ou laïques, sans cesse en lutte les unes contre les autres et dont les plus importantes sont: les évêchés de Metz, Toul et Verdun dont les trois villes devaient bientôt s'affranchir de l'autorité épiscopale ou ducale et devenir de véritables républiques, l'archevêché de Trêves, les comtés de Bar, de Luxembourg, de Vaudémont, de Saarwerden, de Sarrebrück, de Deux-Ponts et de Salin.

Sous la féodalité, par conséquent, la province se désagrège, elle devient un puzzle compliqué où les seigneuries s'enchevêtrent comme à plaisir. La description du Comté de Bar en est la plus belle illustration : englobant le Barrois et l'Argonne, Dun, Stenay, Longuyon, Longwy, Pont-à-Mousson, s'insinuant jusqu'aux portes de Metz, descendant vers Bourmont, Vittel, les sources de la Meuse et celles de la Saône, c'est une sorte d'immense pieuvre (4). Enfin, le Barrois lui-même devait se partager en deux parties différentes : Barrois mouvant et non mouvant suivant qu'il se rattachait aux terres françaises ou aux terres d'Empire.

Car, politiquement, la vie de la région lorraine est tout aussi complexe, puisque, réunie de longs siècles à l'Allemagne, la Lotharingie ne devait faire retour à la France que par étapes successives : les évêchés en 1552, les duchés de Bar et de Lorraine en 1766, après la mort de Stanislas Leczinski.

Tous ces territoires différents qui la groupaient conservèrent jusqu'à la Révolution leurs lois particulières et une indépendance qui leur était chère puisqu'elle datait de 700 ans et il ne fallut rien moins que l'invasion Prussienne et la défense acharnée des Lorrains pour les attacher définitivement à la France. Mais même après cette époque, les frontières lorraines sont sans cesse troublées :

La Constituante partage la vieille province en quatre départements : Meurthe, Meuse, Moselle et Vosges. Les traités de Paris lui enlèvent les cantons de Sarrebrück, de Sarrelouis, de Vaudrevange, annexes du département de la Moselle : car si la Sarre se rattache par bien des traits géologiques à la région lorraine, elle en a longtemps fait partie historiquement. Enfin, le Traité de Francfort s'annexa cinq arrondissements lorrains : trois de la Moselle, deux de la Meurthe et les morceaux restants formèrent le département de Meurthe-et-Moselle.

Modifiant encore une fois les limites de la région lorraine, le Traité de Versailles lui restitua la partie annexée

(4) GROSDIDIER DE MATONS. *De l'Argonne aux Vosges*, p. 10.

qui forma le département de la Moselle, de sorte qu'aujourd'hui les quatre départements sont à peu près reconstitués dans leur ensemble de 1870.

Mais la destinée politique qui fit de notre région une région frontière sans cesse ballotée entre la France et l'Allemagne a marqué sur son développement une empreinte profonde, et l'étude de la région lorraine présente un intérêt particulier du fait qu'elle a passé, au moins partiellement, d'une économie dans une autre et que la partie annexée constitue comme une seconde Lorraine qui, en se réadaptant à l'ancienne, lui amena un esprit nouveau, une langue différente, des institutions où l'influence allemande se fait sentir, un nouveau centre régional qui avait drainé pendant un demi siècle le commerce de toute la Lorraine annexée.

La destinée politique de la région lorraine a modifié sans cesse ses frontières et donne encore aujourd'hui à l'étude de son économie un aspect particulier. D'une façon générale l'histoire de notre province aide à comprendre les différences humaines qu'on y rencontre, certaines particularités qui ont survécu à l'unification : par exemple, la concurrence aigre-douce qui se poursuit entre Metz, l'antique métropole, et la capitale française et Nancy, la capitale ducale.

— Si, historiquement, politiquement, ses contours ont varié, la région lorraine n'a pas davantage de frontières naturelles qui la séparent nettement des régions voisines. Le territoire embrassé par les quatre départements lorrains reproduit à peu près les anciennes principautés de la vieille province. Mais au point de vue géographique, vers l'Est, notre pays se rattache à un ensemble plus vaste : la région rhénane, tandis que, du côté de l'Ouest, il semble faire partie du Bassin de Paris. Si les Vosges constituent vers l'Est une frontière naturelle, si l'Argonne peut aussi lui servir de limite au Nord-Ouest, par contre, du côté de Bar-le-Duc on chercherait en vain des hauteurs constituant une frontière naturelle. De sorte que si, dans leur ensemble, les quatre départements forment une région qui se

distingue des régions avoisinantes, on trouve cependant aux environs des limites départementales des territoires qu'il est malaisé d'attribuer ou au contraire d'exclure de la région lorraine. Cette absence de frontières bien définies est du reste, une des caractéristiques de l'économie régionale, un des traits qui la distinguent de l'économie nationale: « les pays, les provinces et même les régions ne sont pas de simples faits naturels. Ces ensembles sont issus de telles volontés humaines unies aux données physiques qu'ils sont, par nécessité, variables en leur expression historique et vitale comme en leurs limites » (5).

— Les frontières économiques de la région lorraine seront, elles aussi, forcément floues. La force d'attraction du centre régional diminue avec la distance et on conçoit que la zone d'influence économique lorraine aille en s'atténuant, et que, vers les limites de sa périphérie, elle se confonde avec d'autres économies régionales. Cette zone d'influence peut être parfois étendue très loin et c'est ainsi que le groupement économique régional de Nancy, organisé par un arrêté du 12 avril 1919, d'après le projet Clémentel, groupa onze Chambres de Commerce.

De plus, si la région naturelle est un phénomène statique, la région économique est, par contre, un phénomène dynamique. L'économie française n'est pas quelque chose de figé. Les caractères locaux s'adaptent aux changements qu'apportent les siècles. Les centres industriels changent et c'est ainsi qu'en Lorraine l'industrie métallurgique, localisée d'abord dans les régions de forêts, devait, après le changement de combustible, se rapprocher des régions de houille. Les régions renaissent au gré des événements et grand est l'écart entre la Lorraine des ducs et même celle de Stanislas et la région lorraine d'aujourd'hui.

*
* *

Ce sont bien pourtant les mêmes pays et les mêmes hommes qui forment aujourd'hui l'unité régionale lor-

(5) J. BRUNHES. *Géographie humaine de la France*, p. 101.

raine. Cette unité qui n'est ni géologique, ni même linguistique, est telle cependant que, de quelque côté qu'on aborde la région lorraine, elle offre au voyageur un front unique, une unité de paysage au sens large.

Une unité de paysage géographique d'abord, dû à un même climat, aux mêmes terres dures à labourer, aux mêmes forêts fermant l'horizon.

Une unité de paysage industriel ensuite, dû, a-t-on dit, à une sorte de déterminisme industriel en vertu duquel les entreprises du travail humain gardent partout des caractères propres qui se dégagent du sol même de la région. Le sol lorrain est tel et les industries lorraines ont entre elles de telles affinités, une telle solidarité, qu'il serait impossible, par exemple, d'étudier la métallurgie du bassin de Briey en la séparant du bassin mosellan, ou d'écarter de la région lorraine les Vosges qui, comme région naturelle en sont distinctes et n'en peuvent, cependant, être séparées industriellement.

Une unité de paysage humain, enfin, des plus frappants et dû à une population qui a beaucoup contribué à l'unité lorraine. Elle possède, en effet, une âme commune résultant de son passé, un ensemble de qualités, de traditions qui constituent l'esprit lorrain, un mode d'habitude à peu près partout le même, un art régional, des institutions, des cadres qui lui sont souvent particuliers. Enfin, pour parfaire cette unité, quelques centres, deux grandes villes régionales surtout, distribuent des capitaux, du crédit, ouvrent des débouchés, concentrent le commerce et font vivre ainsi toute la région avoisinante.

Sous tous ces facteurs d'unité, on retrouve le passé. Car « ce qu'il y a de puissant ici, c'est que l'on sent les siècles, la continuité de volonté qu'il a fallu pour créer ce paysage ».

Cette unité n'est, finalement, que l'expression de la solidarité régionale due à l'interdépendance technique et humaine des membres d'une région, mais peu d'économies régionales la présentent à un aussi grand degré. Elle fait que si, géologiquement, on pourrait rattacher au Palatinat

la Lorraine, si, industriellement, celle-ci a bien des affinités avec la Sarre et le Luxembourg, on ne peut, par contre, à aucun point de vue, disséquer ce noyau de territoire limité en gros par les Ardennes, la Sarre, les Vosges, les Faucilles, la vallée de la Saulx et l'Argonne.

*
* *

A côté d'une unité régionale très complète, la Lorraine possède une véritable personnalité économique dont l'une des principales caractéristiques est de présenter une économie complète. Sans doute, il n'existe pas de région monochrome et, mises à part quelques régions naturelles comme la Beauce ou la Brie, consacrées exclusivement à l'exploitation agricole et quelques régions presque uniquement industrielles comme la région lyonnaise, les économies régionales sont presque toujours de petites économies complexes.

Mais il n'y a pas une branche de l'activité économique et pas un de ses besoins dont l'économie régionale lorraine se soit désintéressée. Peu de régions présentent, comme elle, cette dualité d'une tendance agricole dans la partie Ouest et d'une prédominance industrielle à l'Est. Cette dualité a toujours existé et son histoire est un des faits les plus intéressants de la vie économique lorraine. Mais tandis qu'au début du XIX^e siècle la vie industrielle n'était, en Lorraine, que l'accessoire de la culture, et s'essaimait en de multiples petites industries disséminées dans les campagnes, aujourd'hui l'orientation de notre région est nettement industrielle. Elle fait de la Lorraine la région du fer et rend la France, grâce au minerai lorrain, la première puissance du fer en Europe.

Sans doute, ces transformations de l'activité économique dans notre région ne lui sont pas exclusivement propres. Cette évolution a d'abord été la conséquence de l'évolution générale de l'industrie française, mais, en Lorraine, le progrès a toujours été particulièrement rapide et l'étude de cette économie régionale est une des plus intéressantes qui soit.

Cette région, écrivait-on récemment « permet d'étudier la vie économique en elle-même et non pas seulement dans les livres. Elle est une des plus vigoureusement constituées de notre pays. Une population sérieuse, attachée au travail, mesurée dans ses pensées et ses propos, à laquelle la frontière proche rappelle sans cesse que nous ne sommes pas seuls et que la concurrence entre nations, concurrence aux formes multiples et qui n'est pas toujours pacifique ne permet à aucune de se soustraire à de strictes disciplines; des cadres sociaux solides et instruits, une industrie qui ne se laisse distancer par aucune autre au point de vue technique, ce sont là des conditions de choix pour l'économiste qui veut comprendre le sens de la vie moderne » (6).

*
* * *

On a dressé, il y a quelques années, le bilan des services rendus au cours des âges, par la région lorraine (7), ne pourrait-on, aujourd'hui, établir une carte de son activité? L'exposition internationale de Nancy, en 1909, signala, d'une éclatante manière, l'épanouissement économique de la Lorraine. Ne pourrait-on rechercher si elle a continué son effort de développement et dans quel sens, montrer, sans faire une bibliographie complète (et du reste impossible à dresser) de tout ce qui a été écrit sur notre région, sa zone d'influence; brosser un tableau d'ensemble qui mette en relief sa personnalité; décrire la multiplicité de ses ressources; expliquer la localisation des principales industries, la distribution des grands courants commerciaux; étudier, en un mot dans cette grande symphonie qu'est l'économie nationale, le chant lorrain?

Tel est le but de cette thèse. Nous étudierons rapidement les facteurs qui contribuent au développement de la région lorraine. Ils sont les mêmes pour toutes les économies régionales et seul le résultat de leur action est différent. Parmi eux, on distingue des facteurs naturels,

(6) H. TRUCHY. *Revue d'Economie politique*, juillet-août 1936. p. 1233.

(7) R. PARISOT. *Histoire de Lorraine*.

industriels et humains. Quant aux facteurs juridiques, ils ne jouent dans le présent qu'un rôle limité. C'est pourquoi nous les laisserons de côté, en évoquant parfois certaines particularités que leurs effets donnent à la région lorraine et notamment à la Lorraine annexée.

PREMIÈRE PARTIE

Les facteurs physiques de l'économie lorraine

Il est nécessaire, en effet, d'étudier le milieu physique et les ressources naturelles de la région lorraine: si l'on recherche, en dehors de l'homme lui-même et de la population les causes du développement d'un pays, d'une région, on aboutit toujours à cette cause dernière et profonde: l'influence physique du territoire (1). De même que la route a créé, dit-on, le « type social », le sol, le climat, la végétation ont créé les premiers « types industriels » et il y a des relations étroites entre l'histoire d'un pays d'une part, sa situation, sa configuration et ses ressources de l'autre. La région lorraine, en particulier, a été longtemps dans une dépendance complète vis-à-vis des facteurs naturels et aujourd'hui encore ses principales ressources industrielles, celles qui font sa richesse, sont tirées du sous-sol.

La grande difficulté, lorsqu'on étudie la région naturelle lorraine, est de la délimiter, car on pourrait concevoir, au point de vue physique, une plus grande Lorraine, une Lorraine « sensu lato » qui déborderait sur le pays de Trèves et le plateau du Luxembourg. Un des géographes les plus attitrés de cette région n'a-t-il pas englobé onze départements (la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, les Ardennes, les Vosges, la Haute-Marne, le Luxembourg belge, le Grand-Duché de Luxembourg, la Lorraine annexée, l'Alsace, la Prusse Rhénane et le Palatinat), sous le simple

(1) L. BROCARD. *Principes d'Economie nationale et internationale*, T. I, page 105.

titre: « La Géographie physique de la Lorraine et de ses enveloppes » ?

« Sans doute, la géologie légitime ces annexions, car elles achèvent le complexe dans lequel la petite Lorraine, la Lorraine propre s'est enchâssée » (2). La région que nous étudions, c'est-à-dire l'ensemble des quatre départements lorrains n'est que la partie méridionale de cette plus grande Lorraine et l'on peut dire que, dans ses limites actuelles, c'est une région de collines et de plateaux, comprise entre les deux massifs anciens de l'Ardenne et des Vosges. Du Nord au Sud, elle s'étend entre la Belgique et le Luxembourg, d'une part, les hauteurs encerclant la vallée supérieure de la Saône, d'autre part, tandis que, de l'Ouest à l'Est, elle va de la Champagne à l'Alsace (3).

Il est curieux enfin d'observer que ses frontières sont plus ou moins marquées suivant les pays dont elles la séparent: tandis que la région lorraine trouve dans la Sarre inférieure et le rempart des Vosges des frontières naturelles contre l'Allemagne, la transition avec la terre française, avec la Champagne, notamment, est souvent imperceptible.

L'étude des facteurs physiques qui contribuent à la formation de la région lorraine ainsi délimitée montre qu'elle manque, à première vue, d'unité physique, car, tandis que les couches géologiques qui constituent son sol la rattachent au Bassin Parisien, ses cours d'eau, au contraire, finissent par rejoindre le Rhin. Néanmoins, la région lorraine possède une unité géographique qu'elle doit, d'abord, à sa situation intermédiaire à tous égards entre la France et l'Europe Centrale, situation qui en fait une zone de frontière, « sorte d'observatoire naturel » (4) entre les deux pays; unité qu'elle doit ensuite à son climat qui répand dans les pays lorrains une unité naturelle, à son hydrographie, enfin, qui en fait une région bien à part.

(2) H. JOLY. *Nancy - La région lorraine*, XVIII^e Congrès médical, p. 29.

(3) Ch. DAUDIER. *Le pays lorrain*, 1924, p. 417.

(4) P. VIDAL DE LA BLACHE. *La France de l'Est*.

CHAPITRE PREMIER

LE SOL ET SON RELIEF

La région lorraine apparaît comme un plateau recouvert de nombreuses forêts, dont l'harmonie est troublée par une multitude de bosselures. Cependant, sauf au Nord où il est dominé par l'Ardenne, ce plateau forme table entre des plaines dénudées : la Champagne, l'Alsace, la Bourgogne (1).

§ 1. — LE SOL ET LES TERRAINS QUI LE CONSTITUENT

Le massif vosgien qui, avec les Vosges actuelles, comprenait la Forêt-Noire a dû être recouvert en entier, aux temps préhistoriques par les mers du Trias. C'est pourquoi les mêmes dépôts affleurent, dans le même ordre, à l'Ouest des Vosges et à l'Est de la Forêt-Noire. Le Bassin de Souabe et de Franconie fait pendant aux plaines de Lorraine. Mais la région est formée, géologiquement, d'éléments très variés : le sol lorrain étant constitué par des affleurements de terrains secondaires reposant sur des terrains primaires ou sur des roches cristallines, il en résulte une grande variété d'aspect, de relief et de ressources naturelles.

I. *Les terrains primaires*, auxquels appartient la région lorraine, comprennent eux-mêmes plusieurs étages : le dévonien qui, peu développé dans les Vosges, se présente quelquefois sous l'aspect de brèches calcaires et de schistes ; le carboniférien qui n'affleure pas en Lorraine et dont on ne peut profiter que par des exploitations souterraines ;

(1) GROSDIDIER DE MATONS. *De l'Argonne aux Vosges*, page 9.

le permien, enfin, qui, dans les Vosges, est limité à la série des grès rouges, accompagnés d'un grand développement de porphyrites, de métaphyres, etc.

Aux terrains primaires se rattache la série des roches cristallines avec les granites notamment qui sont, parmi ces roches, une des espèces les plus importantes puisqu'ils constituent presque exclusivement les Vosges cristallines ou Hautes-Vosges.

II. *Les terrains secondaires* qui forment l'ossature de la plus grande partie de notre région, comportent, eux aussi, de nombreux étages dont deux : le trias et le jurassique constituent essentiellement le sol lorrain :

Le trias se rencontre en Lorraine, avec ses trois termes :

1° Le grès vosgien, grès formé de ciment siliceux (parfois très dur, parfois tendre) et de quartz, surmonté quelquefois de grès bigarré qui se distingue seulement du grès vosgien par la finesse des grains de quartz qui le composent. Le grès vosgien constitue l'ossature essentielle des Basses-Vosges qui s'étendent de Saverne à Bitche.

2° Le muschelkalk, le terme le plus calcaire de la série triasique, que l'on trouve notamment dans le département des Vosges où il s'épanouit aux environs de Rambervillers et dans celui de la Moselle où il prend une certaine importance de Sarreguemines à Phalsbourg.

3° Les marnes irisées enfin, ou terrains keupériens forment le dernier terme du trias qui occupe la plus grande partie de la Lorraine désannexée où elles s'étendent entre Sarreguemines et le Sud de Dieuze sur toute la largeur du département.

Quant à l'étage jurassique, il comporte également une multitude de gradins qui, tous se retrouvent en Lorraine, depuis l'Hettangien représenté par de puissantes masses de grès nettement visibles à Hettange en Lorraine désannexée, le corallien fait de sols très variés (calcaires et marnes) qui constituent la majeure partie du département de la Meuse, jusqu'à la série toute entière des oolithes : le bajocien représenté par des calcaires et qui, à Montmédy, contient une grande abondance de polypiers ; le bathonien,

essentiellement calcaire lui aussi, mais qui débute à la base par des marnes auxquelles on a donné le nom de marnes de Longwy; le callovien constitué entièrement dans une partie du département de la Meuse par des terrains marneux, le Portlandien, enfin, dont les calcaires terminent la série des étages jurassiques et qui sont dénommés souvent : « calcaires du Barrois ».

Après le trias et le jurassique, on aborde un troisième étage des terrains secondaires: le *crétacé*, constitué en grande partie par un grès argilo-siliceux auquel on a donné le nom très particulier de gaize, qui constitue notamment la plus grande partie du sol de l'Argonne et avec lequel on quitte la région lorraine.

Toutes ces couches de terrains plongent doucement dans la direction du Bassin Parisien. Un plissement, de date incertaine, les a ondulées en une série d'anticlinaux et de synclinaux en direction N.-E., S.-O. Ces plis font partie d'un même ensemble: ainsi, le synclinal de Boulay se continue en Lorraine par celui d'Hattonchâtel, l'anticlinal double de Boucheporn-Flétrange par l'anticlinal Atton-Commercy, le synclinal de Sarreguemines par celui de Nancy-Vaucouleurs. Cette continuité des axes tectoniques qui, à elle seule, ne permettrait pas de séparer les deux Lorraines (annexée et non démembrée) a été d'une importance capitale pour les recherches de charbon en Lorraine (2).

Finalement, un des traits essentiels qui caractérisent la Lorraine est l'association de couches marneuses d'âge liasique à la base d'escarpements calcaires dits oolithiques (3) et il ne reste plus à ajouter à cette rapide étude des terrains qui forment le sol lorrain que quelques terrains alluvionnaires constitués soit par des alluvions anciennes, source en général de richesse agricole et représentées dans le Bassin de la Moselle et de la Meurthe par des dépôts recouvrant, notamment dans l'arrondissement de Luné-

(2) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise. Territoire de la Sarre et bassin houiller de la Moselle*. Etude Géographique, p. 74.

(3) E. LAVISSE. *Histoire de France*, T. I, p. 208.

ville, de vastes surfaces, soit par des alluvions modernes, amas de cailloux occupant le fonds des vallées de la Meurthe, de la Moselle et de leurs affluents.

Tous ces terrains, si différents, cause de ressources agricoles très dissemblables, donnent aussi au sol un relief très varié qui permet de partager la région en de petits compartiments représentant chacun une région naturelle en miniature.

§ 2. — LE RELIEF ET LES PAYS LORRAINS

Le relief de la région lorraine la divise en deux parties nettement individualisées: le plateau lorrain et le massif des Vosges, celui-ci apparaissant plutôt comme un appendice naturel du plateau.

Le plateau, qui couvre les 5/6^e de la région lorraine est l'extrémité de l'amphithéâtre du Bassin de Paris; il s'incline doucement des Vosges vers Paris et présente l'aspect général de larges et curieuses marches d'un escalier de perron que l'on gravit en venant de Paris. Chacun des étages, qui se superposent sans se recouvrir, affleure en saillie au rebord de ce plateau dont les assises s'étalent de l'Argonne aux Vosges avec une régularité, un rythme remarquable. Chaque étage présente presque toujours des particularités de relief assez marquées pour qu'on puisse les considérer comme formant une ou plusieurs régions naturelles, chacune portant un nom local et souvent historique.

*
! * *

La première de ces marches que l'on rencontre lorsque, venant de Paris, on franchit le seuil de la Lorraine est la zone jurassique où se haussent les plateaux où les gradins calcaires pierreux, aux crêtes dentelées, alternent avec les paliers adoucis des soubassements marneux, plus moux. C'est, tout d'abord *l'Argonne* qui, au Nord-Ouest, sert à la région lorraine de frontière naturelle en dépit de son élévation médiocre (350 mètres au maximum). Jouxant la Champagne, formant à l'Ouest la limite des pays meu-

siens, puissant massif forestier, on les franchit au passage des Islettes, les « Thermopyles de la France » et c'est la plus gracieuse entrée en Lorraine qu'on puisse imaginer.

Le *Bassigny*, petit plateau calcaire, est lui aussi, aux frontières de notre région. Sans cesse ballotté du lias au corallien, du corallien au bajocien, Champagne et Lorraine se le sont, au cours des âges, disputé.

Sur le pourtour de la région lorraine, on rencontre encore deux autres régions transitoires extrêmes: le *Dormois*, vestibule de l'Argonne, le *Perthois*, transaction de la Champagne au Barrois. Le *Barrois*, situé entre ces deux extrêmes, fut toujours une frontière: faisant partie de l'ancien Comté de Bar, ses limites sont restées celles de la Lorraine historique; type de plateau calcaire par les surfaces planes des sommets et les pentes rapides des flancs des coteaux, il s'incline graduellement sur la Champagne. Sculptée par l'érosion, parcourue par de nombreux vallonnements, la région du Barrois la plus découpée s'étend de Gondrecourt à Bar-le-Duc. Les larges croupes de ce vaste plateau sont plutôt dénudées: pourtant de vastes plaques de forêts s'y présentent, mais, par contraste avec les régions voisines, il fait l'effet d'être dépouillé.

Le caractère le plus original du relief lorrain apparaît avec les côtes, et particulièrement avec *les côtes de Meuse*, on les divise généralement en deux parties: la partie septentrionale s'étendant de Vigneulles à Dun-sur-Meuse, plateau d'un seul tenant, la partie méridionale, de Vigneulles au Nord à Neufchâteau au Sud; celle-ci est la partie morcelée bien qu'elle présente encore un plateau d'assez grande étendue entre Toul et Vaucouleurs. Au Nord, avec le relèvement sur l'Ardenne, leur sommet atteint la cote 392 au signal de Haraumont et même 402 à Lissey; puis, l'altitude baisse en descendant vers le Sud: cote 382 à Douaumont, 360 au fort de Thavannes; plus au Sud, l'altitude se relève: cote 400 aux Eparges, 418 à Vigneulles-les-Hattonchâtel.

Réalisant comme le Barrois, au point de vue des formes du terrain, le type des plateaux calcaires, avec des collines

en pentes abruptes au sommet et de plus en plus douces au fur et à mesure qu'on se rapproche du bas des côtes, les Côtes de Meuse jettent un trait particulier dans la physionomie lorraine. Elles appartiennent au gradin corallien et la forêt règne sur leur sommet, seule végétation que se permette l'aridité de ces roches calcaires dont plus de 70 % de la surface sont encore aujourd'hui boisés. Aucune autre nature de terrain, dans l'Est de la France, n'atteint cette proportion (4). La vigne domine sur les pentes. C'est sur leur hauteur qu'est situé le fameux rideau de fer de la Meuse: Verdun, Saint-Mihiel, Commercy.

Si, par plus d'un trait, la constitution des Côtes de Meuse est originale, le grand fait orographique à retenir est qu'elles ne bordent pas la Meuse, mais sont au contraire une sorte de talus unilatéral dominant la plaine marécageuse de la *Woëvre* (5). La *Woëvre* est une plaine marneuse, aux sols argileux, située dans la partie orientale du département de la Meuse. Elle se développe, dans sa plus grande largeur (20 kilomètres) entre Châtillon-sous-les-Côtes et Conflans, et s'étend d'une longueur d'environ 70 kilomètres entre Bouvron et Spincourt. Les Côtes de Meuse ont détaché, au milieu de la *Woëvre*, quelques îlots (Côte de Montsec et celle de Loupmont). Elles y dessinent surtout un éperon fortement accentué vers l'Est, le promontoire d'Hattonchâtel, « l'un des plus magnifiques belvédères de la Lorraine » (6).

Longtemps couverte d'une forêt humide, défrichée peu à peu, la plaine de la *Woëvre* étend sa partie la plus fertile autour de Fresnes-en-Woëvre, et cette région défend encore aujourd'hui sa vieille réputation de « terre à céréales ».

Parallèle à la *Woëvre* et lui faisant suite à l'Est jusqu'à la Moselle, s'étend le *plateau de Haye* constitué surtout de calcaires bathoniens. Typique à l'Ouest de Nancy où il est recouvert entre cette ville et Toul d'une belle forêt, il

(4) E. LAVISSE. *Histoire de France*, T. I, p. 218.

(5) J. BRUNHES. *Géographie humaine de la France*, p. 98.

(6) H. JOLY. *Géographie physique de la Lorraine*, p. 170.

s'étend, au sud, jusqu'aux environs de Neufchâteau et présente un faciès particulier : celui de forêt inclinée en pente douce vers la Moselle.

Il se continue par un autre plateau : celui de Briey ou *Pays Haut* qui ressemble beaucoup au Plateau de Haye, dont il est le prolongement vers le Nord. D'une allure assez mouvementée, présentant de nombreux petits mame-lons coupés de petites vallées, d'une altitude assez élevée vers son extrémité Nord-Est, du côté de Villerupt, il s'allonge du Nord au Sud jusqu'au delà d'Aumetz et présente l'aspect d'ensemble d'une plate-forme qui s'abaisse doucement à l'Ouest et au Nord-Ouest et dont le centre géographique, sinon géométrique, est Briey.

Isolées entre les vallées de la Seille, à l'Est, et les vallées de la Meurthe et de la Moselle à l'Ouest s'étendent *les collines bajociennes* qui forment, pour ainsi dire, les avants-monts du Plateau de Haye ; on les appelle souvent dans une partie de leur parcours, Côtes de Moselle, bien qu'elles ne s'arrêtent point à la Moselle, et qu'on leur rattache le Grand et le Petit Couronné de Nancy, tous deux situés au delà de la Moselle, voire même sur une rive droite de la Meurthe (7). Assez nombreuses, en effet, près de Nancy, elles forment le Plateau de Malzéville, avec son jalon isolé vers l'Est : le Pain de Sucre, et plus au Nord, les Monts d'Amance aussi isolés. Au delà, se dressent les collines de Lay-Saint-Christophe et Bouxières-aux-Chênes, en montant vers le Nord, la Côte de Mousson. A partir d'Ars-sur-Moselle, ces collines ne se montrent plus que sur la rive gauche de la Moselle et rentrent dans la région du Plateau de Briey, dont elles sont plus rapprochées ; elles deviennent ensuite très rares et il faut monter vers le Nord jusqu'aux environs de Thionville pour en reconnaître quelques-unes : Collines de Volkerange, d'Algrange, etc.

Les sols calcaires qui affleurent au sommet des Côtes de Moselle sont parmi les plus pauvres de la région lorraine, ils sont souvent couverts de grandes forêts comme

(7) J. BRUNHES. *Géographie humaine de la France*, p. 98.

celles de Haye ou de Moyeuvre; par contre, les pentes des côtes sont, comme celles des Côtes de Moselle, propices à la vigne, mais cette région est loin d'avoir la richesse naturelle de la plaine liasique au milieu de laquelle, pourtant, on trouve encore quelques collines bajociennes isolées comme la Côte de Delme en Lorraine désannexée.

*
**

La zone du lias qui vient ensuite fait la transition entre les plateaux jurassiques et la plaine triasique, c'est une bande de passage qui s'allonge à travers la région lorraine. Une courbe reliant Mirecourt, Château-Salins et Thionville en marque la limite à l'Est, car elle décrit un demi-cercle qui se cintre vers Nancy; plaine ondulée et élevée où le régime des terrasses est nettement établi et succède aux pentes douces, séparée à peu près en deux dans sa longueur par la vallée de la Moselle, c'est la terre riche par excellence de la Lorraine.

Elle forme: le *Pays Messin* rétréci entre la Moselle, la Nied française et au delà duquel s'ouvre la région luxembourgeoise; le *Vermois*, petit socle que la Meurthe longe en aval de Saint-Nicolas; et surtout le *Xaintois* qui expire avec le Madon, aux bords de la Moselle. Le Xaintois est plus accidenté que les autres pays de la région liasique, grâce à quelques protubérances bajociennes qui chevauchent sur le lias et dont la plus énorme est la « Montagne de Vaudémont » qui a été pour la Lorraine « ce que le Mont Saint-Odile fut à l'Alsace » (8).

*
**

La zone triasique enfin, dont les terrasses s'étagent jusqu'aux rampes des Vosges, forme une large bande dont la limite peut être indiquée par une ligne venant de la région de Bains-les-Bains, passant par Epinal, Rambervillers, Cirey-sur-Vezouze, Phalsbourg, Sarrebourg et, de là allant droit à Sarrebrück (9). C'est une région dont

(8) J. BRUNHES. *Géographie humaine de la France*, p. 46.

(9) H. JOLY. *Géographie physique de la Lorraine*, p. 281.

le relief est caractérisé par des formes de terrains assez variées, mais toujours adoucies, présentant peu de contrastes malgré les pays assez différents qui la composent et qui se déroulent de la manière suivante :

Le *Plateau de Meurthe-et-Moselle* dont le trait significatif est la strie symétrique que creusent les deux rivières jumelles ; il est assez étendu dans ce département, quoiqu'il se prolonge au travers de la Lorraine désannexée et aille former dans le Nord-Est la *région du Westrich*, sorte d'avancée de la Lorraine, encastrée dans la masse gréseuse de la Haardt.

La zone triasique, après avoir embrassé le *Saulnois* qui est, avec le plateau de Meurthe-et-Moselle, le domaine des marnes irisées, prend une importance remarquable dans la Lorraine allemande où elle forme une région triangulaire entre les villes de Sarrelouis, Sarrebrück et Saint-Avold, appelée « *plaine de Creutzwald* »,

En bordure des Vosges gréseuses nous trouvons enfin la *Vôge*, district dont Mirecourt est la capitale, qui fut toujours la limite de la Lorraine et des Trois-Evêchés (10) et qui forme, au Sud d'Epinal, une contrée peu mouvementée.

*
**

Avec la Vôge, on parvient au massif Vosgien dont les Basses-Vosges appartiennent encore à l'étage supérieur du trias. Au relief peu accentué, avec des vallées finement découpées (car le sous-sol gréseux se laisse facilement éroder) les *Vosges gréseuses* sont plus basses, plus lorraines que les *Hautes-Vosges granitiques* qui, de Belfort à Saverne constituent un tout à part avec leurs sommets allongés ou arrondis (le Hohneck, 1.366 mètres ; le Donon, un peu moins de 1.000 mètres).

Les Basses-Vosges, historiquement, appartiennent tout entières à la Lorraine ; elles ont gardé deux vieux comtés : celui de *Bitche* au Nord et celui de *Dabo* entre lesquels

(10) Ch. PFISTER. *La Lorraine, le Barrois. les Trois Evêchés*, p. 15.

l'Alsace glisse une avancée inattendue avec le comté de la Petite-Pierre et celui de Sarrewerden (11).

La transition entre le plateau lorrain et le massif vosgien est souvent insensible lorsque par exemple, au delà de Bitche, la montagne s'abaisse progressivement jusqu'au plateau, dont les Vosges paraissent ainsi vraiment l'appendice naturel. Et, même, lorsque la transition se fait brusquement, le versant lorrain présente encore des particularités qui ne permettent pas de le confondre avec le versant alsacien : l'érosion, activée par l'affaissement de la plaine rhénane, a vigoureusement attaqué le front alsacien dont les vallées sont plus profondément entaillées que du côté lorrain ; quand on traverse les Vosges, par la Schlucht (celle-ci marque la fin de la Lorraine avant la plaine d'Alsace) « on est toujours frappé, après une montée, relativement douce, sur le versant lorrain », de voir brusquement s'ouvrir les abîmes des vallées alsaciennes (12).

Ces particularités du versant lorrain font que si les Vosges paraissent, au point de vue géologique (tout au moins les Vosges granitiques) nettement différentes de la région lorraine qui est essentiellement constituée par l'association du lias et du trias, on ne peut néanmoins les laisser de côté dans une étude même uniquement physique de la Lorraine.

* * *

De ce bref examen de la région naturelle lorraine, deux conclusions se dégagent. La première constatera la grande variété des territoires du plateau lorrain. Cette diversité a de quoi surprendre celui qui vient des plaines picardes ou champenoises : une journée de marche, dans la région lorraine fait passer d'un plateau sec à une zone de larges vallées humides, traverser une forêt épaisse pour déboucher sur une campagne découverte (13). A chaque pas, des vieux noms de pays viennent rappeler une histoire et une topographie différentes.

(11) GROSDIDIER DE MATON. *Le cœur de la Lorraine*, p. 121.

(12) E. DE MARTONNE. *Les régions géographiques de la France*, p. 50.

(13) E. DE MARTONNE. *Les régions géographiques de la France*, p. 40.

Cependant et c'est la seconde conclusion qui s'impose, si la Lorraine n'est pas au premier abord homogène, elle a, dans sa constitution géologique interne, des caractères suffisamment dominants pour qu'en l'étudiant bien on la reconnaisse comme une région d'un seul tenant possédant une individualité propre et se séparant très naturellement des régions qui l'encadrent (14). Il faut retenir à ce point de vue l'inclinaison générale vers l'Ouest des couches jurassiques et triasiques qui constituent le sol de notre région, puisque c'est à ce caractère qu'est due la disposition en gradins et en terrasses qui est un des traits les plus saillants du plateau lorrain (15). La Lorraine est vraiment ainsi une entité géographique.

Un autre fait caractéristique qui assure son autonomie est la longue zone de forêts qui l'enveloppe, au Nord, à l'Est et au Sud.

La région lorraine possède ainsi un sol et un relief nettement différents du sol et du relief des régions voisines. « Le contraste ne manque pas lorsque, du seuil de Saverne, on voit devant soi se dérouler les coteaux lourds et nus qui précèdent Sarrebourg. C'est un nouveau pays qui commence, avec un autre sol (16) ».

Ainsi, si elle ne l'est pas en elle-même, la région lorraine est cependant homogène par rapport aux pays environnants et ce caractère purement physique, par toutes les conséquences qu'il a entraînées au point de vue des ressources, des industries, de la population, a fortement contribué à individualiser l'économie régionale lorraine.

(14) H. JOLY. *Géographie physique de la Lorraine*, p. 329.

(15) H. JOLY. *Géographie physique de la Lorraine*, p. 327.

(16) E. LAVISSE. *Histoire de France*, p. 109.

CHAPITRE II

LE CLIMAT ET L'HYDROGRAPHIE

Ce sont là deux facteurs physiques assez étroitement liés pour qu'on ne puisse les dissocier, qui jouent dans la région lorraine un rôle d'unification et d'individualisation assez particulier pour influencer et orienter l'économie régionale.

§ I. — LE CLIMAT

Le climat lorrain est un climat nettement continental, mais singulièrement rude, plus rude et plus humide que celui de la région parisienne et de la plaine champenoise. Il présente aussi la particularité d'être uniforme dans toute la région, c'est-à-dire dans les quatre départements, avec, il est vrai, quelques variantes suivant l'altitude et autres circonstances topographiques. Plus rude dans les Vosges et à l'Est de la Meuse (par suite de l'altitude des côtes où les Hauts-de-Meuse sont, en hiver, couverts de neige plus d'une fois), il est, au contraire, plus tempéré dans le Barrois qui, par son inclinaison et ses vallées orientées vers l'Ouest est plus ouvert aux influences du climat séquanien.

Rigueur et précocité de la saison froide n'empêchent pas les étés d'être assez chauds pour mûrir fruits et raisins. Le voisinage des montagnes et l'élévation générale expliquent l'humidité particulière des automnes sur les fonds des vallées, surtout sur la Meuse, où les brouillards traînent parfois des semaines entières (1).

(1) E. DE MARTONNE. *Les régions géographiques de la France* (p. 44).

Toutes les particularités du climat lorrain dérivent de son caractère pleinement continental :

I. Sa température capricieuse, avec des oscillations très grandes d'un extrême à l'autre (le thermomètre varie parfois d'une vingtaine de degrés dans la journée), avec ses inégalités (le maximum de froid atteint parfois en décembre, ne l'est souvent qu'en mars) est une première manifestation de ce caractère continental.

Dans les Vosges, cependant, l'écart des températures est encore plus accentué que dans les autres pays lorrains : n'a-t-il pas atteint jusqu'à 63° ? Les variations de température dans ce département, sont, il est vrai, nettement influencées par l'altitude. Elle s'abaisse, semble-t-il, de 1° par 150 mètres (2). La température moyenne annuelle qui est de 9°5 à Mirecourt, à Epinal et à Saint-Dié, n'est plus que de 4°5 au Col de la Schlucht. Aussi le climat vosgien a-t-il la réputation d'être un des plus rudes climats de France.

Dans le département de la Moselle, quelques particularités se font sentir suivant les pays : en hiver où la température diminue de l'Ouest à l'Est, mais irrégulièrement, Château-Salins et Gondrexange ont des températures inférieures à celles de Sarrebrück et Sarreguemines ; par contre, l'été, Sarreguemines serait plus chaud que Metz.

En Meurthe-et-Moselle, malgré quelques différences dues aux circonstances topographiques, la température est à peu près uniforme. A Nancy, la moyenne de l'année, après cinquante années d'observations, serait de 9°23 (3). Pourtant, le climat de Nancy se caractérise, lui aussi, par des écarts très brusques de température et l'on a constaté que, d'une façon générale, il y a moins d'intervalle entre les jours les plus froids et les jours les plus chauds à Nancy que dans les autres villes (4).

(2) Office Régional agricole de l'Est. *Les Vosges*, 1925, p. 14.

(3) Office Régional agricole de l'Est. *Meurthe-et-Moselle*, 1927.

(4) H. JOLY. *Géographie physique de la Lorraine*, p. 249.

	Jour le plus froid	Jour le plus chaud
Bruxelles	10 janvier	15 ou 16 juillet
Paris	10 janvier	18 juillet
Nancy	20 janvier	25 juin
Lyon	14 ou 20 janvier	15 juillet
Montpellier	6 janvier	17 ou 18 juillet

Ce caractère joint aux autres fait, dit-on, de Nancy « le climat le plus continental de toute la France (5).

Enfin, à part ces quelques différences dues au relief et à l'altitude, une température à peu près uniforme règne cependant d'un bout à l'autre de la Lorraine centrale, et notamment tout le long de la vallée de la Moselle: les moyennes de Nancy et de Metz calculées pendant une période d'années qui va de 1841 à 1860, s'écartent à peine d'un demi degré (Nancy 9°23-Metz 9°79), unité qui confirme encore l'unité géographique de la zone du lias lorrain (6).

*
* *

II. Même unité se retrouve dans le régime pluvieux. Il pleut beaucoup sur la région lorraine, particulièrement sur les côtes et davantage encore sur les sommets. La quantité de pluie qui tombe sur les différentes parties de notre région est sensiblement proportionnelle, en effet, à leur relief. Il tombe de 600 à 800 mm. d'eau annuellement sur la portion de la Lorraine comprise entre Meuse et Vosges. Cette quantité est de 800 à 1.000 mm. pour la région située entre Champagne et Meuse. Elle s'élève à 1.200 ou 1.500 mm. sur les Vosges (7).

Dans la Meuse, les pluies sont particulièrement abondantes sur le Barrois dont les côtes sont assez élevées (moyenne évaluée à Bar-le-Duc à 895 mm.). En Moselle, d'après les chiffres donnés pour une période allant de 1893

(5) H. JOLY. *Géographie physique de la Lorraine*, p. 249.

(6) B. AUERBACH. *Le sol et la population de la Lorraine et des Ardennes*,

(7) CHENET. *Le sol et la population de la Lorraine et des Ardennes*, p. 79.

à 1912, le minimum régional se trouve à Metz (630 mm.), et le maximum à Gondrexange (860 mm.) (8).

La vallée de la Moselle est, du reste une des régions les plus arrosées de la Lorraine. D'après les renseignements fournis par les stations pluviométriques, il est, en effet, tombé :

202 mm. 2 à Epinal pendant le mois de novembre ;
137 mm. 6 à Novéant pendant le mois d'octobre ;
231 mm. à Veymerange pendant le mois de novembre (9).

En Meurthe-et-Moselle, la chute la plus considérable de pluie tombe aux Cinq-Tranchées, dans la Forêt de Haye, qui reçoit 871 mm. d'eau annuellement.

Enfin, les Vosges sont infiniment plus arrosées sur le versant lorrain que sur le versant alsacien. Les vents de l'Ouest qui amènent la pluie, obligés de gravir le versant lorrain, y déversent la majeure partie de l'humidité qu'ils apportent. Il en résulte entre les deux versants une différence de climat, de végétation aussi qui les opposent l'un à l'autre et qui, pour le versant occidental, s'ajoute aux autres raisons déjà constatées de le faire rentrer dans la région lorraine.

Cette unité de climat, tant en ce qui concerne la température que le régime pluvieux, se retrouve dans les quatre départements lorrains ; elle y a entraîné une unité d'aspect physique, de végétation, de ressources naturelles qui intervient à chaque instant dans la physionomie de la région lorraine.

§ 2. — L'HYDROGRAPHIE

La répartition des pluies influe non seulement sur le climat d'une région mais encore sur les ruisseaux et les rivières qui la parcourent. Or, la région lorraine, abondamment arrosée, est riche en eaux de toutes sortes.

Elle est d'abord, en maints endroits, couverte d'eaux dormantes. Les étangs sont légion en Lorraine et on les

(8) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 158.

(9) Compte rendu de l'Office météorologique pour le département de la Moselle en 1930.

trouve surtout dans deux régions différentes. Ceux de la Woëvre et les quelques étangs qui se trouvent au pied de l'Argonne forment une première zone qui couvre une superficie totale de 2.000 hectares. Le plus important de tous: l'étang de Lachaussée, au Nord-Est de Vigneulles n'a pas moins de 360 hectares; d'autres comme l'étang d'Amel, près des sources de l'Orne, l'étang du Haut-Fourneau, du Senon, dans la Woëvre méridionale, couvrent une superficie de moins grande étendue.

Mais la zone des étangs la plus importante en Lorraine se trouve en Moselle où 160 étangs totalisent 4.079 hectares (10). Ils forment même un quadrilatère appelé plus spécialement « la région des étangs » et dont les sommets sont marqués par les localités de Sarrebourg, Avricourt, Rémilly, Saint-Avold. C'est là que gisent les étangs les plus importants: celui de Lindre (700 hectares); de Gondrexange (600 hectares); de Mittersheim (300 hectares); du Stock (300 hectares), etc., où leur présence en si grand nombre les fait considérer comme une spécialité du département.

Après les étangs de la Moselle et de la Meuse, il faut tout au moins indiquer les lacs vosgiens (Géradmer, Longemer, Retournemer), qui, non seulement apportent aux Vosges une note pittoresque, mais servent de point de départ à de nombreux cours d'eau qu'ils alimentent.

*
* * *

La région lorraine est, en effet, parcourue par de nombreux cours d'eau et se trouve riche en eaux courantes. C'est un des aspects spéciaux de sa physionomie où tout cours d'eau a son rôle. A l'encontre des notions de provinces, de régions, de pays, les cours d'eau demeurent des réalités précises. Ils ne sont certes pas les seuls liens géographiques entre les hommes, mais ils représentent toujours entre eux quelque principe ou quelque possibilité de liaison. « Les vieilles relations de Rhône à Loire, de

(10) Office Régional agricole de l'Est. *La Moselle* (page 4).

Loire à Seine, de Meuse à Moselle sont inscrites dans notre plus antique histoire » (11).

Mais l'hydrographie lorraine apparaît, à première vue, assez complexe. Au lieu de suivre l'orientation normale des artères du Bassin Parisien comme le font les rivières insignifiantes du Barrois, les deux grands cours d'eau lorrains : Meuse et Moselle se sont complus à opérer une percée qui les a dépayés. La Meuse entame l'Ardenne après avoir quitté la Lorraine, et la Moselle se jette dans le tortueux défilé du massif rhénan (12). Par ses cours d'eau, la région lorraine est donc tributaire des deux grands fleuves : la Seine et le Rhin ; c'est à ces derniers que vont, pour ainsi dire, toutes ses eaux, la Seine ne recevant que le faible contingent d'une partie du Barrois apporté par la Saulx et l'Ornain, eux-mêmes affluents de la Marne.

Le contraste entre les deux grandes rivières lorraines et leurs vallées paraît encore ajouter à la complexité de l'hydrographie en Lorraine.

I. La Meuse, qui fait pourtant partie des sept grands fleuves de l'histoire (Garonne, Loire Seine, Escaut, Meuse, Rhin et Rhône) est bien souvent traitée de rivière déchue. Ce fleuve a-t-on dit, est une « vivante contradiction » : sa longueur totale (950 kilomètres depuis sa source entre les Faucilles et le plateau de Langres) en ferait le second fleuve après la Loire. Mais ce fleuve si long n'a qu'un bassin de superficie réduite ; il chemine si lentement à partir de Commercy surtout qu'il fait l'effet d'une rivière abandonnée, dont les affluents sont, en effet, pauvres et rares.

Des sources jusqu'à Neufchâteau, la Meuse ne reçoit que le Mouzon, le Danger, le Vair et la Vraine. Dans la Woëvre, elle recueille la Loison qui a drainé toute cette plaine marneuse ; mais la rivière principale de la Woëvre, l'Orne va se jeter dans la Meurthe, après avoir égoutté nombre d'étangs entre Conflans et Etain.

(11) J. BRUNHES. *Géographie humaine*, p. 101.

(12) B. AUERBACH. *Le Plateau Lorrain*, p. 349.

Enfin, la Meuse reçoit, avant de quitter la Lorraine, la Chiers qui est son principal affluent. Elle n'en a pas moins jusqu'à Sedan, un aspect monotone, et si, à partir de Charleville, la Meuse coule dans un site sauvage, il n'en est pas de même de la vallée lorraine, trop large pour le maigre fleuve qui y serpente en de nombreux méandres. La vallée meusienne, est, en effet, une « vallée témoin » ; elle fut le siège d'une « capture » géologique qui, à une époque où l'homme semblait déjà habiter la Lorraine, enleva à la Meuse son principal affluent : la Moselle. Aujourd'hui, cette « petite Meuse » qui semble, par sa direction, devoir s'écouler vers la grande, change, à la hauteur de Toul, brusquement d'orientation et s'en va rejoindre la Meurthe devenue aujourd'hui son affluent (13).

II. Contrastant par son allure vivante avec la Meuse, la Moselle est aujourd'hui la grande rivière lorraine. De par son origine elle est d'abord vosgienne, puisqu'elle naît près du col de Bussang et forme jusqu'à Épinal, à travers les roches dures, une véritable gorge. Puis, elle devient plus proprement lorraine où dans cette partie de son cours, sa beauté est célèbre à Liverdun et à Metz. Enfin, après avoir quitté la Lorraine en aval de Sierck, devenue vraiment mesquine à partir de Thionville, la Moselle trévière finit dans le Rhin.

La plupart de ses affluents de droite (la Moselotte, la Vologne, la Meurthe, la Sarre), lui viennent des Vosges. Parmi ses affluents de gauche : le Terrouin draine une partie du Plateau de Haye, l'Ache conflue à Pont-à-Mousson, le Rupt de Mad parcourt la pittoresque vallée de Thiaucourt à Arnaville où il conflue avec la Moselle.

Bien que différentes dans leur allure et dans l'aspect de leurs vallées, Meurthe et Moselle présentent bien des points de ressemblance qui atténuent la complexité du système lorrain. Toutes deux ont une carrière laborieuse :

(13) Le val de l'Ingrassin ou Val de l'Ane est le témoin de cette capture ; son ampleur est hors de proportion avec le médiocre ruisseau qui en occupe le fond. C'est qu'il livrait jadis passage à la Moselle qui venait se jeter dans la Meuse à hauteur de l'emplacement où s'élève actuellement Pagny-sur-Meuse. Depuis cette époque, la Moselle décrit le coude de Toul.

la Meuse a dû trouer le récif corallien, la Moselle enfonce et recoupe le massif de la Haye. Toutes deux, au moment d'attaquer le dernier obstacle, reçoivent le renfort de leur principal affluent lorrain : la Chiers pour la Woëvre, la Sarre pour la Moselle. Toutes deux reçoivent des cours d'eau dont la nature et le nombre est fonction non seulement du relief de la surface du sol mais de la nature des terrains, et leurs affluents ont deux régimes bien caractérisés suivant qu'ils viennent de la Woëvre où les cours d'eau sont très nombreux ou des plateaux de Haye ou de Briey où ils sont au contraire très rares.

Meuse et Moselle enfin ont toutes deux des crues subites, très redoutées des riverains. La Meuse, notamment, malgré son indolence naturelle, a souvent, en amont de Neufchâteau où les terrains sont très imperméables, une chute d'eau très forte.

Enfin, toutes deux contribuent à individualiser la région lorraine par la personnalité que possède chaque vallée. Puissante autrefois, la vallée de la Meuse fut jadis la route principale entre les pays de la Saône et ceux de l'Escaut. La « Petite France de la Meuse » fut jadis, à la porte du duché, la médiatrice qui mêlait la Lorraine à la vie française. Elle est restée encore notre grand fleuve historique, et, si son rôle économique est aujourd'hui bien effacé, c'est tout de même ce couloir superbe quoique médiocrement arrosé, vraie ligne de circulation, qui forme comme une petite région naturelle autonome où se sont installés Commercy, Saint-Mihiel et surtout Verdun.

La vallée de la Moselle a un tout autre caractère, elle fût et est encore une région riante et fertile (« Terroir mosellan, disait Ausone, fertile en blé, fertile en hommes »). Par elles-mêmes ou par leurs affluents, Meuse et Moselle sont souvent d'importantes rues d'usines et de hameaux. Les rivières vosgiennes, notamment, ont séduit les nombreuses industries qui sollicitent la force motrice ; elles ont favorisé, autrefois, le flottage, elles ont été, nous le verrons, l'origine de nombreuses industries (filatures, tissages surtout) dont certaines ont disparu et d'autres se sont mul-

tipliées. La Moselle, enfin, a eu, dans toute l'économie lorraine un rôle de premier ordre: c'est en poursuivant son fécond travail d'approfondissement qu'elle a mis à jour l'incomparable minéral de fer qu'est la minette lorraine. A l'œuvre primitive de la Moselle, nous devons, en vérité, la découverte du Bassin de Briey (14), de la richesse essentielle du sous-sol lorrain.

(14) J. BRUNHES. *Géographie humaine*, p. 101.

CHAPITRE III

LES RESSOURCES NATURELLES DU SOUS-SOL LORRAIN

Le sous-sol est la grande richesse de la région lorraine, c'est lui qui a donné à l'économie régionale son orientation particulière. Ce sous-sol, a-t-on écrit, est un des plus riches du monde (1); mais ce qui frappe peut-être avant sa richesse, c'est la grande variété des ressources qui le composent. Elles font de notre région un pays complet sous tous les rapports. Mais si aujourd'hui le sous-sol lorrain est connu et exploité dans la plus grande partie de son étendue, il n'en a pas été toujours ainsi et ce n'est que petit à petit, au cours des âges, qu'on en découvrit toutes les réserves. On connut et exploita d'abord les ressources les plus proches de la surface du sol: les sources minérales dont certaines (comme les Bains romains de Plombières) s'enorgueillissent de leur passé, puis les carrières dont les pierres de taille servirent à la construction de nos cathédrales et dans lesquelles le sculpteur Ligier Richier tailla le sépulcre de Saint-Mihiel. Enfin les gisements, dont certains, connus depuis très longtemps ont été abandonnés, mais dont les autres, de découverte parfois très récente, sont aujourd'hui la source des grandes industries lorraines. C'est dans cet ordre, un peu chronologique, que nous étudierons les principales ressources du sous-sol lorrain.

(1) E. GORÉ. *La Lorraine, le milieu, les habitants*, p. 87.

§ 1. — LES SOURCES MINÉRALES

Les conditions géologiques réalisées dans toute la Lorraine et surtout dans les Vosges sont très favorables à l'issue d'eaux minérales (2). Si on les considère dans leurs rapports avec la géologie, les eaux minérales lorraines, peuvent se répartir en trois groupes :

1° Les eaux de la région granitique que l'on trouve à Plombières, à Bussang, à Bains et l'on ajoute généralement celles de Luxeuil et de Bourbonne qui, bien que n'étant plus, à proprement parler, situées dans la région lorraine, sont de même nature que les précédentes. Toutes ces eaux sont considérées comme des eaux vierges, d'origine profonde.

2° Au contraire, les eaux de la région du Trias viennent d'une moindre profondeur et sont considérées comme des eaux d'origine superficielle; ce sont celles de Contrexéville, Vittel, Martigny, Heucheloup dans les Vosges; de la Laxière près de Laneuveville-aux-Bois et des Récoilets (Longwy) en Meurthe-et-Moselle; enfin les eaux de Sierck en Moselle.

3° Les eaux du grès dont beaucoup sont inexploitées. Une pourtant d'entre elles a été le fruit d'une recherche voulue et systématique: celle de Nancy-Thermal.

Toutes ces eaux sont d'une nature différente et d'une inégale valeur économique. Plusieurs sont inexploitées aujourd'hui, comme celle de la Laxière rendue inutilisable par les obus allemands. Les sources de Plombières, Luxeuil, Nancy, sont vraiment thermales, c'est-à-dire dotées d'une température propre, supérieure à la température ordinaire (les eaux les plus chaudes de Plombières ont 75°). Toutes les eaux de ce groupe sont très actives par leurs caractères physiques, leur température d'abord, et leurs émanations radio-actives à base de bromure ensuite. Un deuxième groupe est constitué par les eaux froides de Contréxéville, Vittel, Martigny, ainsi que celles de Bussang, de Sierck, etc.; toutes ces sources sont considé-

(2) *L'Illustration économique et financière*, 1926, article M. PERRIN, p. 8.

rées comme agissant surtout par la minéralisation : Vittel et Contrexéville sont des eaux calcaires ; la source de Bus-sang est caractérisée par la présence de l'arséniate de fer et du manganèse ; l'eau de Sierck, enfin, est fortement chlorurée. Le rôle des qualités physiques est, pour toutes ces eaux accessoire. L'eau de Nancy-Thermal, enfin, est active des deux façons à la fois.

Toutes ces sources minérales, sans être rangées parmi les plus importantes richesses naturelles du sous-sol lorrain, constituent, néanmoins, une de ses ressources très anciennes, et trop souvent citées, surtout celles des Vosges, pour être laissées de côté dans une étude même rapide, de l'économie lorraine

§ 2. — LES CARRIÈRES

Il en est de même des carrières lorraines, si importantes et si variées, où, dans la Meuse, notamment, elles sont génératrices des matériaux les plus divers (3).

Ce département est riche d'abord en pierres de taille que le lias fournit sous la forme d'une pierre généralement tendre, à tissu lâche et de coloration jaunâtre. Dans la plaine de la Woëvre, le sous-sol est riche en calcaire semi-dur qui fournit une pierre renommée aux territoires d'Euville, de Lérouville, de Sorcy et, d'une façon plus générale, à toutes les communes des environs de Commercy. L'oolithe du Barrois donne un calcaire blanc grisâtre à petits grains fins qui apparaît dans les carrières de Saint-Joire, et de Givrauval. Les carrières de Rupt, près de Verdun, qui ont fourni les pierres destinées à l'Ossuaire de Douaumont, prennent rang parmi les roches dures de Lorraine. Quant aux pierres tendres qui sont, paraît-il les meilleures de ce genre en France, on les trouve en abondance dans les plateaux qui s'étendent au Sud de Bar-le-Duc, jusqu'au département de la Haute-Marne et notamment à Branvilliers et Savonnières-en-Perthois.

(3) En 1892, on ne comptait pas moins dans le département de la Meuse, de 215 carrières souterraines et de 610 carrières à ciel ouvert. (Rapport de l'ingénieur en chef des mines de M.-et-M., 1936).

A côté de toutes ces pierres destinées par leur nature première à la construction, à la sculpture, le sous-sol meusien est riche aussi en pierres utiles à la fabrication de la chaux et abondantes en M.-et-M., à Xeulley-sur-le-Madon; riche aussi en argile qui forme le soubassement des Hauts des Côtes de Meuse (à Jendelaincourt notamment) tandis que le sommet se transforme en une sorte de gravier calcaro-siliceux connu dans le pays sous le nom de « grève » ou encore de « calcaire à chailles », de « chalin » qu'on utilisera en guise de sable pour la fabrication du mortier (4).

Pierres dures, pierres tendres, pierres à chaux hydraulique, argile et sable, c'est-à-dire la plupart des matériaux nécessaires à la construction, sont renfermés dans le sous-sol meusien, et aussi, bien qu'en moindre importance, dans les autres pays lorrains. Les Vosges cependant, sont célèbres par leurs granites, de nature très dure et homogène, susceptibles d'un beau poli et de toute une gamme de couleurs et que l'on trouve dans tous les environs de Remiremont jusqu'au delà de la vallée du Coucy (5). Le grès vosgien lui-même montre depuis la région de Saint-Dié jusque vers Darney ses plaies rouges béantes. Le Jurassique moyen, exclusivement calcaire des environs de Neufchâteau fournit de belles pierres de taille. Enfin, le sous-sol des Vosges est abondamment pourvu, surtout dans l'arrondissement d'Epinal, de toutes les terres plastiques qu'exploiteront tuileries et briqueteries.

Le département de la Moselle lui-même, possède un sous-sol assez riche en ces sortes de matériaux: le muschelkalk entre Boulay et Séding et le Keuper entre Sarreguemines et le Sud de Dieuze fournissent le gypse ou pierre à plâtre; les nombreux bancs calcaires de l'étage inférieur du lias sont à l'origine de la chaux hydraulique réputée sous le nom de « chaux de Metz ». Une formation importante de gros bancs de grès qui fournit de belles pierres de taille réfractaires a donné son nom à l'étage du

(4) Ch. DAUDIER. *Le Pays Lorrain*, 1924, p. 417.

(5) Le département des Vosges comptait, en 1892, 577 carrières.

lias désigné sous le nom de Hettangien. Enfin, la formation oolithique abonde dans le Pays-Haut en pierres de taille que l'on tire sous forme de gros blocs de calcaire jaunâtre dans tous les flancs des plateaux bordant les collines de Gorze, Gravelotte, Rezonville. Amanvillers, Moyeuvre-Grande, Bassompierre, etc.

Sources minérales de propriétés variées, carrières nombreuses fournissant les matériaux les plus divers, sont donc les richesses les plus « superficielles » du sous-sol lorrain, richesses qui ne sont pas à dédaigner certes, mais qui sont loin d'approcher, en importance et en valeur, les ressources fondamentales que constituent, pour le sous-sol lorrain, les gisements.

§ 3. — LES GISEMENTS

Si l'on met à part les anciens gisements de plomb argentifère et de cuivre que les ducs lorrains concédaient à des sociétés fermières et qui se rencontraient sur le versant lorrain des Vosges, à la Croix-aux-Mines, à Anozel, à Laveline, à Lubine, gisements aujourd'hui tombés dans l'oubli, le sous-sol lorrain doit actuellement sa richesse aux trois bassins : de sel, de houille et de fer qu'il contient.

Il est curieux de noter que les trois gisements sont à cheval, en quelque sorte, sur la frontière de 1870. Les géologues lorrains se plaisaient à voir dans ce caractère commun une sorte de lien profond entre la Lorraine et la France, une protestation contre les amputations de surface imposées par une force brutale (6) et nous y voyons aussi une raison de plus d'englober dans une même économie Moselle et Meurthe-et-Moselle, que la nature a ainsi liées indissolublement.

I. — *Le gisement salin*

Le sel lorrain appartient à la formation des marnes irrisées du trias et, jusqu'au XIX^e siècle, le gisement n'était connu et exploité que dans la partie lorraine désignée sous le vieux nom de Saulnois et sillonnée encore aujourd'hui

(6) *Illustration économique et financière de Meurthe-et-Moselle*, 1923.

d'hui de localités aux désignations caractéristiques: Mar-sal, Château-Salins, Salonne, Salival, etc.

Ce sont les sources salées qui, les premières, ont révélé la présence du sel dans le sous-sol lorrain. Elles viennent à jour dans les vallées de la Seille et du Sânon où on les reconnaît à première vue, car elles interdisent autour d'elles la végétation ordinaire remplacée par des plantes spéciales dites « salicornes ». Longtemps, on ne connut que ces sources salées jusqu'au jour où, en 1819, un sondage exécuté près de Vic rencontra le premier banc de sel gemme, à 65 mètres de profondeur. Deux ans après un semblable résultat était atteint à Rosières (7).

Le gisement lorrain est un des plus beaux gîtes salifères du monde. Il est orienté selon un axe Sud-Ouest-Nord-Est, allongé de la Moselle à la Sarre, sur 70 kilomètres de long et exploité à ses deux extrémités. Les marnes irrisées moyennes forment plusieurs faisceaux de couches plus ou moins riches en sel avec des roches intercalées. Au total, la formation salifère, dans les endroits où elle est complète, peut atteindre une puissance totale de 130 mètres, dont 70 mètres pour les 10 à 15 couches de sel. Ce sel est d'origine marine, il a dû se déposer dans des lagunes, sortes de marais salants naturels, séparés de la mer par des cordons littoraux que le flot salé recouvrait par intermittence.

Les couches épaisses de sel pur sont rares et les mines de sel l'exception: 3 mines de sel gemme se rencontrent seulement; à Saint-Nicolas, Varangéville, et Einville; on trouve presque toujours le sel dissout dans l'eau des sources salées, des nappes souterraines, naturelles ou artificielles, et c'est ainsi que les salines s'échelonnent dans trois vallées:

La vallée de la Meurthe et du Sânon aux environs de Nancy, Laneuveville, Varangéville, Saint-Nicolas, Einville.

La vallée de la Seille, à Dieuze et à Château-Salins.

La vallée de la Sarre, à Sarralbe (8).

(7) MATTENET. *Le sel lorrain. Pays Lorrain*, 1932, p. 255.

(8) *L'illustration économique et financière*, 1923: La Meurthe-et-Moselle.

II. — *Le gisement houiller*

La houille, produit de la décomposition de végétaux accumulés se rencontre, à l'Est de la France dans deux groupes de bassins : celui de Sarrebrück et les petits bassins des Vosges dont le plus important est le Bassin de Ronchamp (Haute-Saône). Le gisement lorrain est le prolongement vers le Sud-Ouest, la partie méridionale du Bassin de Sarrebrück, désigné encore pour cette raison, sous le nom de Bassin Sarro-Lorrain. Celui-ci dessine une large bande de plus de 150 kilomètres de longueur sur 15 à 30 kilomètres de largeur, orienté du Nord-Est au Sud-Ouest, parallèlement au Hunsrück (9). La partie septentrionale du bassin s'étend en Prusse rhénane, de Neunkirchen au Nord-Est, à Dilling, Kaiserslautern et Sarrebrück au Sud-Ouest, avec deux appendices en Bavière rhénane (Frankenholtz et Saint-Ingbert). La partie méridionale (lorraine par conséquent) s'étend de Forbach et Petite-Rosselle à l'Est à Teterchen au Nord-Ouest, à Faulquemont et Saint-Avold au Sud-Ouest. L'exploitation court ainsi sur une longueur de 70 kilomètres et sur une superficie totale de plus de 165.000 hectares (10) sur lesquels environ 21.900 hectares sont exploités dans la partie lorraine.

Le charbon existe sous forme de veines dans ce sous-sol carbonifère. Les couches de plus de 1 mètre sont exceptionnelles : pourtant on trouve en Moselle, à Petite-Rosselle, une veine de plus de six mètres d'épaisseur. Ces veines puissantes n'offrent pas toujours, du reste, les avantages qu'un profane pourrait imaginer par suite de difficultés techniques spéciales d'exploitation et de danger d'incendie d'autant plus grands que la surface de charbon mise à nue est plus considérable. Toutefois, seules ces veines permettent de faire de la concentration en rassemblant 150 à 200 hommes sur une seule taille (11).

(9) CHENET. *Le sol et la population de la Lorraine et des Ardennes* (p. 5).

(10) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de la Moselle, 1936.

(11) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 267.

C'est en 1815 que, le fer lorrain étant une première fois séparé de la houille sarroise, on chercha à se passer de cette houille et qu'après des premiers sondages, le gisement lorrain fit l'objet d'une première concession (de la Houve) en 1858. Depuis, de nouveaux sondages ont permis de constater la présence de la houille, non seulement en Moselle à des profondeurs qui en rendent parfois l'exploitation sans intérêt, mais même en Meurthe-et-Moselle où « la houille a été trouvée à des profondeurs très variables par suite des ondulations du gisement (793 mètres à Atton, près de Pont-à-Mousson, 893 mètres à Dombasle, 1.197 mètres à Mont-sur-Meurthe, dans l'arrondissement de Lunéville » (12). Si l'importance de ces découvertes est fort aléatoire (étant donnée la profondeur à laquelle on rencontra la couche houillère), du moins, attestent-elles la continuité du gisement et l'existence entre l'ancienne frontière et la nouvelle de tonnages importants (13) qui ont permis de dire qu'au point de vue de la houille la Lorraine « était riche d'espoir ».

Les qualités du gisement lorrain sont les mêmes que celles du charbon sarrois: on y rencontre, à la fois, des charbons gras et des charbons flambants. Les charbons gras sont, par excellence, les charbons à gaz, leur rendement en gaz d'éclairage étant particulièrement élevé; on leur donne aussi la préférence pour le chauffage des locomotives et des feux de forge. Enfin, ce sont les seuls à fournir un coke directement utilisable pour la métallurgie. Les flambants ont la clientèle industrielle très spéciale: des gazogènes des fours Martin, des fours de verrerie et de céramique, des centrales thermiques. En outre, concurrence avec les charbons maigres, ils sont employés pour le chauffage des foyers domestiques. En Lorraine, la proportion des gras est très inférieure: 4 puits seulement en fournissent; 2 à Petite-Rosselle; 2 à Sarre et Moselle; il existe, en charbon gras, très peu de réserves connues en

(12) A. CONSTANTIN, *L'Economie sarroise entre la France et l'Allemagne*, page 36.

(13) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, p. 266.

Lorraine et les sondages n'ont rencontré que des flam-bants.

Si, par ses qualités, le gisement lorrain est inférieur à d'autres gisements, ses réserves sont, elles aussi, assez maigres, par rapport, entre autres, à celles de la Sarre. Elles ont été évaluées en 1913, au Congrès de Toronto, à 800 millions de tonnes seulement jusqu'à 1.500 mètres. C'est peu de chose, mais, dans une France chichement pourvue en houille, le bassin mosellan prend une importance de premier ordre (14). Dans toute industrie métallurgique, le problème du combustible est souvent la question capitale. Or, dans presque tous les pays, les bassins ferri-fères sont séparés des bassins houillers par des distances plus ou moins grandes, d'où des nécessités de transport occasionnant des frais importants. L'Angleterre, seule, a l'avantage de posséder les deux bassins et à des distances assez rapprochées, ce qui a été une des causes de la prospérité remarquable de l'industrie du fer dans ce pays. En Lorraine également le gisement mosellan a l'exceptionnel avantage, malgré son peu d'étendue, d'être situé tout près du gisement ferrifère lorrain dont il apparaît comme le complément naturel.

III. — *Le gisement ferrifère*

Le gisement ferrifère lorrain dessine une vaste lentille couvrant, en gros, 1.000 kilomètres carrés, coupée en deux superficies à peu près égales par l'ancienne frontière entre la Lorraine reconquise et la Meurthe-et-Moselle, formant les deux grands districts de Thionville et de Briey. Le Bassin de Nancy forme une deuxième lentille détachée du bloc principal, beaucoup moins importante, puisqu'on peut estimer ses réserves au vingtième environ de celles du bassin principal (15).

Le Bassin Lorrain part de Longwy-Mont-Saint-Martin sur la frontière même de la Belgique, se développe de

(14) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, p. 267.

(15) CRUSSARD, *L'Illustration économique et financière. La Meurthe-et-Moselle*.

l'Ouest à l'Est en France, ensuite en Luxembourg jusqu'à Differdange et Redange, puis, là, tourne à angle droit et prend une direction Nord-Sud, s'élargissant à l'Est, dans la Lorraine hier annexée et suivant le cours de la Moselle jusqu'à Novéant, au confluent du Rupt-de-Mad, alors qu'à l'Ouest, en Lorraine française où il ne s'étend au Sud que jusqu'aux environs de Mars-la-Tour, il forme trois promontoires très accentués à Ville-aux-Montois, à Landres et à Conflans (16).

Au point de vue stratigraphique, la formation ferrugineuse lorraine, d'origine sédimentaire, se trouve dans le jurassique entre les étages triasique et oolithique. Elle participe au gisement ferrifère le plus étendu de l'Europe et le plus riche de France: 43.000 hectares de ce gisement (qui couvre en tout une superficie de 112.900 hectares) se trouvent dans le département de la Moselle et 66.000 hectares en Meurthe-et-Moselle. Le Luxembourg et la Belgique y sont intéressés pour des parts bien plus faibles: le premier pour 3.600 et la seconde pour 300 hectares (17).

En Moselle, la formation ferrugineuse affleure, le long de la Moselle, sur le bord de l'escarpement... Dans les vallées de la Fentsch et de l'Orne, la couche ferrugineuse affleure en différents endroits et peut être facilement atteinte: mais, plus on la poursuit dans la direction Ouest, plus elle s'enfonce sous l'oolithe. A partir de l'ancienne frontière, la plongée des couches ferrifères est environ deux fois plus forte; elles s'enfoncent jusqu'à 300 mètres de profondeur: aussi l'extraction du fer est-elle beaucoup plus difficile dans le Bassin de Briey que dans la Lorraine désannexée (18).

Pendant longtemps on ignore l'existence de couches plus profondes et l'on pensait, d'après la théorie dite « des affleurements » que la « minette » lorraine n'était puis-

(16) F. ENGERAND. *Les frontières lorraines et la force allemande*, p. 74.

(17) H. LAUFFENBURGER. *L'industrie sidérurgique de la Lorraine annexée*, page 19.

(18) Les minerais affleurant à la surface, ou minerais filoniens d'alluvions, les seuls exploités autrefois étaient appelés, selon le parler populaire « les fers forts », par opposition aux minerais oolithiques dits « minettes ».

sante et riche qu'à 2 kilomètres de la zone d'affleurement et qu'à une distance supérieure le minerai perdait rapidement de sa qualité; aussi, les géologues allemands crurent-ils, par la nouvelle frontière de 1870, avoir englobé tous les cantons lorrains sous lesquels pouvaient se prolonger les couches de minerai qui affleuraient à la base de la falaise entre Metz et Thionville, le long de la rive gauche de la Moselle. Cette erreur permit à la Lorraine, restée française, de découvrir, par de nouveaux sondages, le Bassin de Briey.

La formation ferrugineuse lorraine varie depuis quelques mètres jusqu'à une cinquantaine. Dans le bassin de Nancy, le sous-sol comporte trois couches de minerai dépassant 2 m. 50 chacune; il est aussi très rare qu'elles soient toutes exploitables. Le Bassin de Briey que l'on subdivise souvent en plusieurs sous-bassins (dont celui de Longwy et celui de Landres) est beaucoup plus riche par le nombre, l'épaisseur et la teneur des couches de minerai. On peut en citer jusqu'à huit portant les dénominations, à partir de la base, de verte, noire, brune, grise, jaune, rouge calcaire, rouge sableuse, calcaire ferrugineux. La puissance de ces couches est variable. C'est la couche grise qui, dans le Bassin de Briey, présente, sur la plus vaste étendue, le maximum d'intérêt. Sa puissance est de 4 m. 50 en moyenne et peut atteindre, dans certains cas, 7 mètres et même 8 mètres (19).

Le gisement lorrain se compose donc de trois masses distinctes, dont l'une n'est du reste que le prolongement de la première:

1° Le Bassin unique Briey-Thionville, masse principale, à cheval sur l'ancienne frontière, s'étend en gros sur une superficie de 1.000 kilomètres carrés;

2° Ce bassin se prolonge, au Nord, par le Bassin de Longwy qui réunit la minette lorraine au minerai luxembourgeois;

3° Au Sud, le Bassin de Nancy, le seul qui put être exploité pendant la guerre.

(19) E. STALINSKY. *Revue de l'Industrie minière*, 15 septembre 1936, p. 955.

D'après leur nature, les minerais lorrains se classent en deux catégories : les minerais calcaires et les minerais siliceux. Cette particularité, nous le verrons plus loin, facilite singulièrement les approvisionnements des hauts-fourneaux lorrains qui peuvent ainsi fonctionner sans addition de castine parce qu'ils peuvent trouver sur place tous les éléments d'un lit de fusion, tout au moins en Lorraine désannexée, qui a, seule, le privilège d'avoir, dans son sous-sol, du minerai à la fois calcaire et siliceux ou des quantités suffisantes de l'un ou de l'autre.

Le minerai de Briey, par contre, est un minerai calcaire. Mais sa plus grande dureté lui permet de résister parfaitement aux manutentions. Sa teneur constante en phosphore convient bien à la fabrication de la fonte Thomas (procédé découvert en 1878 et dont les conditions thermiques sont telles que la présence du phosphore dans la fonte à transformer en acier est un élément indispensable). Enfin, il possède une grande facilité de réduction (d'où une économie de coke).

Le minerai lorrain est riche en gangues, c'est-à-dire en matières terreuses associées. Une substance manque cependant dans son enveloppe : le manganèse dont la présence dans le lit de fusion améliore la qualité de la fonte, mais c'est là un défaut que se partagent la plupart des minerais en France, entre autres celui de Saumont en Normandie.

Les minerais lorrains, enfin, sont des minerais pauvres en fer : alors que bien des minerais des Pyrénées-Orientales, d'Algérie, d'Espagne, etc., contiennent 60 % et plus de fer, les minerais de l'Est n'en contiennent que 30 à 34 % dans la région des affleurement près de Thionville, 34 à 37 % dans les affleurements de la région de Longwy, 35 à 38 % dans les exploitations de la région de Nancy ; 35 à 40 % ou 42 % dans les exploitations du Bassin de Briey.

Pour produire une tonne de fer, en Lorraine, il faut près de trois tonnes de minettes, tandis qu'avec les riches minerais suédois, il ne faut que 1,7 tonnes. A ce point de vue le minerai du Bassin de Briey présente une supériorité

sur celui du Bassin Mosellan dont la teneur en fer est moindre mais dont la facilité d'exploitation contrebalance ce désavantage.

Mais si le minerai lorrain est un minerai pauvre, le gisement lorrain constitue, par contre, une réserve d'une richesse près de laquelle les autres richesses en minerai de fer de la France continentale sont bien inférieures: pour la Normandie et l'Anjou dont les ressources ne sont mieux connues que depuis une époque assez récente, les évaluations vont cependant jusqu'à 1 milliard de tonnes: pour les Pyrénées, il y aurait seulement dans les 100 millions de tonnes et d'autres gisements isolés (Indre, Aveyron, Tarn, Isère, Ardèche, etc.), sont d'importance totale bien moindre (20). « On peut être aujourd'hui à peu près certain que la réserve contenue dans le gisement lorrain est de 55 milliards de tonnes de minerai, ce qui, eu égard à la teneur moyenne en fer, représente 1 milliard 1/2 de tonnes de métal et, au prix d'avant-guerre, une richesse enfouie de 25 milliards de francs.

« Pour rendre parlants ces chiffres, il faut comparer le gisement lorrain aux autres grands gisements du monde. Peu de temps avant la guerre, l'évaluation des ressources connues en minerai de fer avait fait l'objet d'une vaste enquête; il en était ressorti pour l'ensemble du globe une supputation de ressources à 22,5 milliards de tonnes; à la teneur moyenne de 45 % en métal, la réserve mondiale est donc de 10 milliards de francs. On peut donc dire que l'ensemble du Bassin Lorrain représente en tonnage métal le septième, en valeur marchande le dixième de la réserve mondiale connue jusqu'à ce jour » (21).

Que ces données soient susceptibles de se modifier, cela ne fait pas de doutes. Elles se sont même déjà modifiées, car on craint pour l'avenir l'épuisement rapide du gisement lorrain ou tout au moins le jour où, par suite des difficultés d'exploitation, et, notamment, des frais occasionnés par l'exhaure, l'extraction ne sera plus avan-

(20) CRUSSARD. *Nancy. La région Lorraine*, p. 218.

(21) *L'Illustration économique et financière. La Meurthe-et-Moselle.*

tageuse. Tout fait croire que le gisement lorrain ne pourra alimenter l'industrie sidérurgique pendant plus de cinquante ans, si on ne prend des mesures spéciales pour en sauvegarder les ressources (22).

Néanmoins, la situation actuelle est bien caractérisée par les proportions ci-dessus indiquées et fait du gisement lorrain avec celui du lac Supérieur, en Amérique, l'un des premiers du monde.



« Misère et grandeur » a-t-on dit, sont les deux traits caractéristiques de la région lorraine. Ce sont ceux qui dominent constamment dans l'étude, rapidement esquissée, des facteurs physiques qui contribuent au développement de notre économie régionale : misère et grandeur du sol dont les terrains qui le constituent sont, tantôt des terrains calcaires, pauvres, comme ceux du Barrois, des Hauts-de-Meuse, tantôt des terrains argileux, pauvres aussi comme ceux d'une partie de la Woëvre ; tantôt au contraire, des terrains assez riches comme toute la région liasique qui forme la partie centrale de la Lorraine et notamment le pays messin, ou les exceptionnels terrains d'alluvions qui couvrent une partie de l'arrondissement de Lunéville. Misère du climat trop rude, trop continental, caractérisé par des sautes trop brusques de température. Grandeur du sous-sol, incomparablement varié et dont le gisement ferrifère est, pour la France entière, une richesse de premier ordre. Misère et grandeur seront encore les deux caractéristiques des industries si nombreuses nées des ressources naturelles, que nous allons rapidement étudier.

(22) R. DU FOU. *Le mouvement de concentration de la sidérurgie lorraine*, page 27.

DEUXIÈME PARTIE

Les facteurs industriels

« Je me propose, écrit VIDAL DE LA BLACHE, de relater les changements qui ont fait d'une région presque exclusivement agricole une région parfaitement industrielle (1). Ces changements sont de date relativement récente puisqu'ils ont commencé à se produire vers 1850.

Jusque là, c'est à la culture du sol que la région lorraine a consacré la majeure partie de ses efforts. L'agriculture est l'occupation de la Mosellane à une époque très voisine de nous. Les richesses du sous-sol, cependant, n'étaient pas négligées : avant même la conquête romaine, on a exploité les gisements de sel de la vallée de la Seille. Les mines d'argent des Vosges fournissent aussi, au moins dès la période franque, du métal destiné, semble-t-il, à être monnayé. A défaut de houille, le combustible était tiré des forêts. Les chutes d'eau firent marcher en grand nombre moulins à grains et moulins à papier. L'agriculture est ainsi l'occupation principale jusqu'à la Révolution qui l'affranchit des monopoles et des mille entraves qui la gênaient sous l'ancien régime. Les industries qui existaient alors sont essentiellement isolées et dépendantes, pour la plupart, des industries rurales qui leur fournissent le combustible et les ouvriers (lesquels sont, le plus souvent, des paysans qui viennent travailler à l'usine, les travaux des champs terminés). Le Traité de Francfort fut le point de départ d'une nouvelle évolution pour la région lorraine d'abord en lui amenant les nombreux manufac-

(1) *La France de l'Est.*

turiers alsaciens ou lorrains qui, ne voulant pas acquérir la nationalité allemande, transportèrent leurs usines de l'autre côté de la frontière, puis, en rendant nécessaires, dans la partie restée française, de nouveaux sondages qui amenèrent la découverte du Bassin de Briey. A partir de ce moment, l'industrie minière et métallurgique notamment se développe d'une façon effrayante, au détriment de l'agriculture, et l'équilibre menace d'être rompu en sa faveur. Aujourd'hui, en effet, l'orientation de la région lorraine est nettement industrielle (le mot industrie étant pris ici comme faisant antithèse avec l'agriculture qui est pourtant, elle aussi une industrie).

L'agriculture est restée, cependant, l'industrie mère, la vieille industrie qui a régi longtemps les destinées de la région, et qui, aujourd'hui encore, contribue à l'unité de celle-ci.

De plus, le développement industriel ne s'est pas fait uniformément dans toute la Lorraine. Tandis que les arrondissements de Remiremont, Saint-Dié, Epinal, Briey, ainsi qu'une partie de ceux de Lunéville et de Nancy, se couvraient de nouvelles usines, le reste des arrondissements de Lunéville et de Nancy et à peu près tout le département de la Meuse sont demeurés agricoles. Quant au département de la Moselle qui paraît, à première vue, être de caractère spécifiquement industriel, il fait cependant à l'agriculture une place importante, plus particulièrement sensible dans certains arrondissements (Château-Salins, Sarrebourg, Boulay, Sarreguemines, Metz-Campagne).

L'agriculture, la plus vieille des industries de notre région subsiste donc encore et c'est elle que nous étudions la première parmi les industries lorraines, puisqu'elle les précéda toutes. Elle rentre essentiellement dans la catégorie des industries dite « naturelles » en rapport étroit avec le sol, et c'est dans la même catégorie qu'il faut ranger les industries clés, qui, en Lorraine sont représentées par l'industrie du fer et celle de la soude. Par contre, la plupart des industries « mineures » se sont ajoutées

par la suite aux industries naturelles. En effet, les richesses d'un pays, dûment constatées, ne sont jamais qu'une possibilité. Le phénomène de surimposition économique qui est la règle pour la métallurgie lourde, déjà moins fréquent dans l'industrie de transformation, n'est plus qu'un cas exceptionnel quand il s'agit des industries mineures. « Leur histoire est une série de déménagements » (2).

Tandis que la grande industrie modifie le milieu, les industries secondaires s'y adaptent. Celles-ci changent avec les événements, les besoins du milieu. Aussi, parmi les industries mineures en Lorraine, si certaines, comme l'industrie houillère, sont encore en rapports étroits avec les conditions naturelles, d'autres, comme l'industrie verrière, la céramique, dont la localisation a, primitivement, été dépendante du milieu, ont été, dans la suite, modifiées par l'homme, qui en a fait des industries d'art. D'autres enfin, présentent un caractère nettement artificiel : elles emploient des matières premières absolument étrangères à la région (le coton n'a rien de lorrain) et l'industrie textile, notamment, apparaît comme une industrie importée à la suite des modifications politiques subies par notre région.

Toute économie régionale, formant une petite économie complexe, joint à ses industries, naturelles ou artificielles, un certain nombre d'industries connexes, complément des premières, dont le mécanisme (commerce, voies de transport, ou banques), forme un rouage essentiel dans la vie économique de toute région et qui ont présenté ou présentent encore dans la région lorraine, une originalité et une importance qui couronnent heureusement tout l'édifice économique de cette région.

(2) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 428.

SECTION I

L'industrie-mère: l'agriculture et les industries qui en dépendent

Si l'agriculture fut longtemps la principale ressource de l'économie lorraine, elle n'en a pas moins subi, même à l'époque où elle était à peu près la seule industrie, de nombreux changements en ses modalités, et s'est adaptée sans cesse aux variations de la vie économique. Jadis, l'agriculture était une industrie surtout familiale. Chaque ferme vivait de sa vie propre. Chacun cherchait à produire ce qui lui était nécessaire. Depuis que les voies de communication se sont multipliées, les cultures les moins productives tendent à disparaître.

Ainsi, les cultures industrielles (le tabac, le chanvre, les huiles végétales même), qui, depuis longtemps, ont tenu une place importante dans la culture lorraine ont aujourd'hui presque entièrement disparu (1). A l'origine et pendant des siècles, la culture proprement dite n'est qu'accessoire et complémentaire des autres ressources. La principale ressource de l'habitant est dans son troupeau. Puis la culture du sol prit l'avantage, au détriment des forêts que l'on défrichait pour en faire des champs. Aujourd'hui, par un singulier revirement, les terrains défrichés pour y installer, notamment, des plants de vigne, devenus moins productifs, sont parfois reboisés et retrouvent leur destination première; et l'élevage, comme il y a plusieurs siècles, prend une extension singulière au détriment de la culture des céréales.

(1) Le seul département de la Meuse envoyait à l'étranger une quantité d'huiles végétales pour une somme évaluée à un million par an.

Finalement, ce qui caractérise aujourd'hui la région lorraine, c'est l'abondante variété de ses cultures et aussi de toutes les industries dites « agricoles » qui sont en rapport plus ou moins étroit avec l'agriculture. Sans doute, la Lorraine ne tient le premier rang dans aucune production végétale; elle n'a point les trésors de fertilité de l'Alsace ou de la Beauce; son sol est souvent difficile à travailler, « mais il est reconnaissant » et le rendement à l'hectare en Lorraine, est supérieur à celui de beaucoup de provinces françaises. Remplissant à la fois « le grenier, le fruitier et la cave », la région lorraine est, dit-on, une terre complète.

CHAPITRE PREMIER

LA CULTURE ET SES DIFFÉRENTES VARIÉTÉS

Les quatre départements lorrains ont des aptitudes agricoles diverses. Celui de la Meuse doit être mis à part puisqu'il est resté essentiellement voué à l'agriculture (1). Mais les trois autres, malgré leur vocation industrielle font encore à la culture une place inégalement importante. La plaine lorraine (c'est-à-dire le pays le moins élevé, entre les Vosges et les plateaux calcaires à l'ouest et dont Mirecourt est à peu près le centre), éveille toujours, en particulier, dans l'esprit de ceux qui emploient ce terme l'idée d'une unité agricole, encore que ce pays n'ait aucune individualité physique bien marquée. La plaine, au yeux des populations lorraines, c'est le pays de terre chaude, de bonne culture, par opposition aux terres froides de la montagne et de la Vôge (2).

Les pays très divers qui composent notre région ont donc des aptitudes agricoles différentes. Cependant, lorsqu'on examine les statistiques agricoles sur une période assez longue, leur comparaison et particulièrement celle des années qui précèdent la guerre avec l'époque actuelle, montre dans les quatre départements, les mêmes tendances. Tendance à la diminution des terres labourables et de la superficie consacrée à la vigne; par contre, accroissement de celle réservée aux prairies; légère diminution de la superficie des bois et forêts, en augmentation pourtant depuis quelques années; variations assez peu notables dans les superficies occupées par les landes et terres incultes.

(1) La Meuse, le département lorrain le plus agricole se caractérise par sa polyculture qu'on définit généralement par ces deux traits: « Culture à petits frais, culture à petits produits ».

(2) GRAVIER. *Annales de Géographie*, 1910: *La plaine lorraine*.

Telles sont les grandes lignes qui se dégagent du tableau des modifications subies par les principales ressources agricoles en Lorraine depuis 1913 :

EN HECTARES			
	1913 (3)	1925	1935
<i>Terres labourables:</i>			
Meuse	290.758	245.120	211.880
Meurthe-et-Moselle	261.000	210.000	191.700
Moselle	328.200	307.790	290.400
Vosges.	194.368	161.298	136.661
Total.....	1.074.326	924.208	830.641
<i>Prairies naturelles et herbages:</i>			
Meuse	71.779	86.550	107.870
Meurthe-et-Moselle	75.130	99.220	125.170
Moselle	107.600	102.810	115.800
Vosges.	126.990	140.847	155.810
Total.....	381.499	429.427	504.650
<i>Bois et Forêts:</i>			
Meuse	185.052	185.052	207.378
Meurthe-et-Moselle	137.213	137.213	147.492
Moselle	161.000	160.498	161.582
Vosges.	214.947	216.494	232.772
Total.....	698.212	699.257	749.224
<i>Landes et terres incultes:</i>			
Meuse	30.590	68.190	24.259
Meurthe-et-Moselle	11.920	27.500	29.974
Moselle	4.460	5.480	34.767
Vosges.	17.937	31.306	29.791
Total.....	64.907	132.476	118.791

Avant même d'entrer en détail dans l'étude des différentes productions agricoles, nous voyons ainsi se dessiner

(3) Bien entendu, à cette date, la Moselle fait encore partie de l'économie allemande. Nous l'indiquons néanmoins comme si elle faisait partie de l'économie française, afin d'avoir un chiffre de comparaison global et ferons de même pour les autres catégories de productions agricoles.

immédiatement l'orientation prise par l'agriculture lorraine vers la diminution des terres emblavées au profit des prairies, nouvelle culture moins absorbante que l'ancienne et qui trouve ici le même succès que dans les autres régions françaises.

Une autre remarque se dégage encore de ce tableau général: c'est le pourcentage important du territoire lorrain consacré encore aujourd'hui à l'exploitation agricole. Sur un total de 2.360.876 hectares auxquels la Meurthe-et-Moselle emprunte 523.737 hectares, la Meuse plus de 624.000, la Moselle 622.779 et les Vosges 590.303, les terres labourables figurent encore en 1935 pour 830.641 hectares. Dans ce total, enfin, paraît en bonne place la superficie couverte par les bois et forêts dont l'importance est un des principaux caractères de la physionomie lorraine.

Contrairement à ce que ces chiffres pourraient faire croire, le sol de notre région, ainsi que l'étude de ses propriétés naturelles l'a déjà montré, n'est pas formé de terrains particulièrement aptes à l'agriculture. La plupart des terres en Lorraine sont des terres lourdes et compactes; certaines comme les terres mosellanes ou les terres argileuses de la Woèvre, exigent pour les labourages, en certains endroits, des attelages de 6 à 8 chevaux. Le sol lorrain se distingue donc nettement des sols de lehm et de lœss de l'Alsace (4).

Par contre, d'autres parties et notamment les grandes vallées avec leurs terres plus légères et leur climat plus tempéré, connaissent une exploitation plus intensive. Ainsi apparaissent des zones d'aptitudes différentes pour les cultures dont l'ensemble forme une région agricole très complète et très variée.

§ 1. — LA CULTURE DES CÉRÉALES

Si l'on considère l'agriculture française dans son ensemble, on constate que, loin d'augmenter leurs emblavures, les cultivateurs ont au contraire réduit de 20 %, depuis

(4) THISSE. *Revue d'Economie politique*, 1924, p. 1057.

1913, les surfaces consacrées à la culture du blé (5); la région lorraine a malheureusement illustré cette tendance générale puisque, de 1882 à nos jours, on assiste à une diminution progressive et souvent rapide des superficies consacrées à toutes les céréales quelque elles soient (blé, seigle, orge ou avoine).

SUPERFICIES CULTIVÉES D'APRÈS LA NATURE DES CÉRÉALES (6)
EN HECTARES

	1882	1912	1925	1935
<i>Blé:</i>				
Meuse	97.981	82.130	51.840	54.350
Meurthe-et-Moselle	87.500	70.500	46.500	44.153
Moselle	93.830	76.820	66.070	59.665
Vosges.	43.871	38.100	32.657	23.070
Total.....	323.182	267.550	197.067	181.238
<i>Seigle:</i>				
Meuse	6.280	4.840	4.120	2.550
Meurthe-et-Moselle	6.500	6.200	5.600	3.489
Moselle	14.340	25.800	18.800	13.504
Vosges	17.731	11.861	7.466	6.570
Total.....	44.851	48.701	35.986	26.103
<i>Orge:</i>				
Meuse	17.500	8.380	4.560	5.190
Meurthe-et-Moselle	5.700	3.100	3.500	2.845
Moselle	14.230	3.870	6.370	5.875
Vosges	2.156	1.560	1.238	1.338
Total.....	39.586	16.910	15.668	15.248
<i>Avoine:</i>				
Meuse	90.000	84.480	58.200	59.650
Meurthe-et-Moselle	75.500	71.000	50.000	44.889
Moselle	82.270	86.980	76.160	72.654
Vosges.	49.699	50.386	29.534	28.836
Total.....	297.469	292.846	213.894	206.029

(5) M. BRAIBAND. *L'agriculture française*, 1936, p. 32.

(6) Statistiques agricoles de la France, publiées par le Ministère de l'Agriculture en 1913, 1926 et 1936 et statistique de l'agriculture française en 1884.

Bien que les superficies qui lui sont consacrées aient notablement diminué (de 323.182 hectares en 1882, elles passent, pour les quatre départements, à 181.238 hectares en 1935), le blé est encore, pour la région lorraine, une source de recettes importantes: la céréale « noble » jouit d'une production intense en Meurthe-et-Moselle (dans le Xaintois, le Vermois (7), le Saulnois, le pays de la Seille, les environs de Pont-à-Mousson et dans les vallées de la Meurthe et de la Vezouse, aux environs de Lunéville). En Moselle, elle est également très cultivée (le blé y couvre encore près de 60.000 hectares) et le « Pays messin » et celui de Château-Salins sont les deux grandes régions où sa culture est facilitée par un sol meilleur. De tout temps, ce département fut caractérisé par sa grande production de blé ainsi que le département de la Meuse où, si les sols calcaires, argilo-calcaires, argilo-siliceux ne sont pas tous aptes à fournir des rendements élevés, les nécessités culturelles, les vieilles habitudes et les débouchés justifient la place prépondérante qui est encore occupée par le blé. Celui-ci passionne toujours le meusien qui, par attachement, continue à voir en lui la source la plus régulière et la plus sûre de ses revenus (8).

Dans les Vosges, enfin, les superficies cultivées en blé ont baissé rapidement, de près de moitié (43.871 hectares en 1882, 23.070 hectares en 1935). Cette diminution, bien supérieure à celle de l'ensemble du pays, s'explique en grande partie par la rigueur du climat qui n'autorise que la culture des variétés rustiques.

Le seigle, lui aussi, a suivi la diminution générale des superficies consacrées aux céréales, il est encore cultivé surtout en Moselle où, pourtant, il ne trouve plus les débouchés qui lui étaient offerts par les magasins de l'armée allemande pour son grain et sa paille. Sa culture ne prend guère d'importance que dans les terrains légers et sablon-

(7) Un vieux proverbe ne dit-il pas: « Quand le Xaintois et le Vermois sont emblavés, la Lorraine ne risque point de mourir de faim »?

(8) G. HOTTENGER. *La Lorraine économique au lendemain de la Révolution*, page 41.

neux des régions de Bitche, Saint-Avold, et de la vallée de la Moselle où elle est réellement à sa place.

L'orge est la céréale pauvre de notre région, où elle est peu cultivée sauf dans le Xaintois, aux environs de Vézelise (la brasserie qui serait pour elle un débouché naturel l'apprécie peu, lui reprochant d'être pauvre en amidon et de germer mal).

L'avoine, par contre, est la céréale la plus cultivée en Lorraine où elle occupe, dans chacun des départements, une superficie supérieure à celle du blé. Cette importance est due au grand nombre de chevaux dont notre région fait l'élevage, la nature de son sol lui imposant souvent l'emploi de puissants attelages.

Quelque soit la céréale envisagée, la diminution des terres labourables est donc la règle en Lorraine. Pourtant, d'après le tableau de production de ces céréales, on constate que le chiffre qui semblait extraordinaire de 2.934.400 quintaux de blé et 2.535.200 quintaux d'avoine en 1821 n'est pas sensiblement différent du chiffre de production actuelle :

PRODUCTION EN QUINTAUX MÉTRIQUES

	1913	1925	1935
<i>Blé:</i>			
Meuse	896.800	763.000	760.900
Meurthe-et-Moselle	698.500	812.820	673.160
Moselle	1.218.940	1.012.850	871.590
Vosges	453.000	404.700	357.590
Total.....	3.267.240	2.993.370	2.662.940
<i>Seigle:</i>			
Meuse	53.000	56.360	33.150
Meurthe-et-Moselle	53.190	80.810	47.120
Moselle	450.040	294.410	197.540
Vosges.	154.060	110.790	87.750
Total.....	710.290	542.370	365.560

Orge:

Meuse	92.180	56.320	67.470
Meurthe-et-Moselle	28.360	43.470	39.900
Moselle	75.510	93.770	79.230
Vosges.	20.520	16.830	87.750
Total.....	216.570	210.390	274.350

Avoine:

Meuse	929.280	576.180	583.570
Meurthe-et-Moselle	477.320	516.980	715.800
Moselle	93.770	1.103.560	965.490
Vosges	652.880	392.806	312.840
Total.....	2.153.250	2.589.526	2.577.700

Sans doute la production de blé a diminué en Lorraine depuis 1913, mais cette perte est loin d'atteindre proportionnellement la diminution de superficie exploitée. Et l'on constate même une augmentation de production de l'orge et de l'avoine dont les terres cultivées ont diminué de surface. Résultat en apparence contradictoire mais qui s'explique par l'augmentation du rendement moyen à l'hectare, lequel n'a cessé de s'élever.

Si nous prenons, par exemple, le rendement moyen du blé à l'hectare: alors que ce rendement était très faible au début du XIX^e siècle (à peine 6 quintaux) il atteint, pour la Meuse: 12 quintaux en 1925, 15 quintaux en 1934; la Meurthe-et-Moselle a obtenu en 1925: 17 quintaux, et les Vosges en 1934, 19 quintaux. Sans doute ce rendement est essentiellement variable avec les récoltes, mais il est toujours nettement supérieur, bon an, mal an, au rendement moyen de la France.

Les progrès du rendement compensent actuellement la diminution des superficies, mais l'accroissement du rendement (dû en particulier aux progrès des méthodes agricoles) n'est pas infini et une grave incertitude pèse ainsi sur l'avenir de la production des céréales restées jusqu'ici la principale culture lorraine.

§ 2. — LES CULTURES MARAÎCHÈRES ET FRUITIÈRES

Elles sont particulièrement florissantes dans les deux départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle. La Moselle l'emporte par la superficie occupée (7.940 hectares contre 1.280 en M.-et-M.). La Meurthe-et-Moselle obtient une valeur de production plus grande (70.400 000 quintaux en 1935 contre 51.292.000 quintaux en Moselle) (9).

Ces cultures sont localisées surtout aux environs des villes et des centres industriels de Lunéville, Nancy, Toul, Longuyon, dans le voisinage immédiat de Metz ainsi que dans toute la vallée de la Moselle, surtout sur la rive gauche. Les terrains qui les portent appartiennent, pour la plupart, aux alluvions. Lunéville et ses environs sont spécialisés dans la production de deux légumes (céleri-rave et salifis). Les asperges de Montigny, près de Metz, sont réputées. La plus grosse partie de la production est expédiée au loin, surtout celle de Lunéville et des environs.

Enfin, dans les deux départements, les cultures légumières et fruitières en plein champ sont très développées, véritable spécialité de la région. Elles sont consacrées aux cultures qui demandent le moins de soins et dont la plus grande partie est utilisée par les fabriques de conserves. Une de ces cultures en plein champ, la plus caractéristique peut-être du pays messin est celle de la fraise. En Moselle, elle est cultivée sur une surface dépassant 800 hectares et produit le quart de la production totale de la France. Elle est aussi très cultivée en Meurthe-et-Moselle et de plus en plus : à Montauville, Jezainville, Dieulouard, Belleville (dans cette dernière gare, en pleine récolte, il part une moyenne de quatre wagons par jour) (9), mais son berceau est en Moselle, à Woippy. De là, elle s'est étendue aux environs : à Lorry, Saulny, Norroy, puis à d'autres localités plus éloignées (Marange, Novéant, Ars, Jouy-aux-Arches, Corny, etc.). Le centre de Woippy garde cependant la prépondérance dans la production et l'expédition et l'on com-

(9) Office Régional agricole de l'Est. *La Meurthe-et-Moselle*, p. 144.

prend qu'après un tel développement, cette petite production si spéciale en Moselle ait atteint, en 1935 un total considérable :

PRODUCTION EN QUINTAUX EN 1935

M.-et-M. :	830 quintaux de fraises.
Meuse :	80 quintaux
Vosges :	10 quintaux
Moselle :	57.900 quintaux (vient de beaucoup au premier rang des départements français).

Une autre culture très spéciale de la Lorraine agricole est représentée par les arbres fruitiers. La gloire de la Lorraine, a-t-on dit, ce sont ses fruits : d'Ancerville, au seuil de la Champagne, à Gripport, près de Charmes, cerisiers et mirabelliers, se comptent par millions. Le seul arrondissement de Metz possède plus de 110.000 mirabelliers. En Meurthe-et-Moselle les cantons de Bayon, Haroué, Nomeny, Colombey-les-Belles sont très fruitiers.

Les côteaux s'y prêtent admirablement. La petite mirabelle de Metz si parfumée s'oppose à la grosse mirabelle dite de Nancy, plus résistante. Chose curieuse : en dehors de la Lorraine ses qualités s'atténuent et elle perd beaucoup de son parfum.

Terre de prédilection de la mirabelle qui pousse dans les vergers, mais surtout le long des routes (elle borde les chemins de la plupart des communes du Xaintois et du pays messin), la région lorraine est aussi un des terrains préférés du cerisier. En Moselle, il se rencontre partout et la production des cerises dans ce département (61.630 quintaux) n'est dépassée en France que par celle du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Mais le cerisier se plaît aussi particulièrement dans les Vosges où, dans les cantons de Xertigny, de Bains et de Plombières, il sert, sous forme de minuscules petites cerises noires, à la fabrication d'un kirsch renommé (10).

(10) Le seul obstacle qui s'oppose à une plus grande extension de la plantation des cerisiers est la difficulté de trouver plus tard, au moment de la cueillette des fruits, une main-d'œuvre qui se fait rare.

A côté de ces spécialités fruitières si connues, la région lorraine est riche en toutes espèces de fruits, en prunes, d'une saveur spéciale (dispensées en Lorraine par un arbre appelé quetschier), en pommes et poires de toutes sortes, dont la récolte, en Moselle, dépasse même celle des mirabelles et des questches. Finalement l'horticulture lorraine, aussi bien maraîchère que fruitière, est une des principales ressources agricoles de la région ainsi que le montre le dernier tableau de la production fourni par les statistiques agricoles :

	Cultures Surfaces	marai­chères Valeur de la production	Cultures fruitières Production en quintaux		
	en Ha.	en francs	cerises	Pommes et poires	prunes
M.-et-M.	1.280	70.400.000	6.660	25.480	11.120
Meuse	1.990	11.440.000	24.000	38.900	110.000
Moselle (II) ..	7.940	51.292.400	61.630	243.960	243.020
Vosges	740	20.350.000	12.690	16.170	54.120
Total....	11.950	153.482.400	104.980	324.510	418.260

§ 3. — LES CULTURES INDUSTRIELLES

Elles sont appelées souvent cultures commerciales par opposition aux cultures proprement agricoles : alors que l'agriculture fait surtout partie de l'économie domestique, puisque l'exploitant retient souvent une partie des produits pour ses besoins propres et ceux de son exploitation, avec la culture commerciale, l'agriculture entre complètement dans l'économie d'échange moderne. Les plantes commerciales sont, en effet, destinées à être écoulées dans le commerce directement ou après une préparation élémentaire. Or, elles sont aussi parmi les plus intéressantes à cultiver parce qu'elles comportent des travaux multiples, ameublissements profonds et façons occupant une main-

(11) Par la production en prunes, mirabelles et questches la Moselle est de beaucoup le premier département français ; la valeur de cette production est, en effet, de 11.664.960 francs sur une valeur totale pour toute la France de 67.519.800 francs.

d'œuvre abondante, exigent un outillage complet et perfectionné, engagent des dépenses considérables et réclament de gros apports de fumure et d'engrais. Quand ces cultures disparaissent, ouvriers, industriels et commerçants qui vivaient du mouvement d'affaires qu'elles entraînent, sont ruinés et la dépopulation des campagnes s'accroît (12).

Malheureusement pour notre région, ces cultures industrielles, si nombreuses autrefois, ont presque entièrement disparu : le colza, le chanvre, le lin autrefois très cultivés, ne sont plus que des souvenirs. Pourtant, quelques cultures subsistent encore, et le tableau de la production lorraine en osier, en betteraves à sucre, en houblon et en tabac n'est pas entièrement vide bien qu'il indique des chiffres nettement inférieurs à ceux d'autres régions :

	Osier Surfaces en hectares	Betteraves à sucre Surfaces en hectares	Production totale en quintaux	Houblon Surfaces en hectares	Production totale en quintaux	Tabac Surfaces en hectares	Production totale en en kilos
M.-et-M. ...	620	10	3.200	88	704	23,83	72.552
Meuse	—	110	33.000	—	—	—	—
Moselle ...	—	—	—	19	203	5,74	16.750
Vosges ...	—	—	—	—	—	4,33	14.590
Total...	620	120	36.200	107	907	33,90	103.892

Les oseraies n'existent guère qu'en Meurthe-et-Moselle, qui se classe parmi les principaux départements producteurs d'osier et possède des « crus réputés » pour la finesse, la flexibilité et la résistance de ses produits. Elles y occupent les terrains sableux, et plus de la moitié des plantations sont concentrées dans une vingtaine de communes du canton de Blâmont avec Ogéviller comme centre ; de plus, quelques oseraies commencent à se créer dans la région du Tulois, sur les terres profondes et fraîches qu'on rencontre au pied des côtes.

(12) M. BRAIBANT, *L'agriculture française*, page 57.

Les betteraves à sucre ne jouent, en Lorraine, qu'un rôle insignifiant puisqu'elles y occupent seulement environ 110 hectares dans le département de la Meuse en dépit d'essais concluants exécutés un peu partout dans la vallée de la Meuse et dans la Woëvre.

Quant au houblon qui occupait 600 hectares, en 1913 dans le département de Meurthe-et-Moselle (13), il n'occupe plus aujourd'hui que 88 hectares, notamment dans la vallée de la Mortagne où Gerbéviller est un des principaux marchés. On trouve aussi quelques houblonnières en Moselle, mais seulement dans l'arrondissement de Château-Salins. Le houblon est surtout cultivé en Lorraine, par de petits propriétaires, et l'on n'y trouve guère de plantations importantes. Le houblon lorrain ne jouit pas, en effet, en brasserie, d'une grande faveur, les variétés cultivées ne répondant pas toujours aux besoins du brasseur. De plus en plus apparaît la nécessité de faire, dans les plantations, une plus grande place aux houblons fins, d'améliorer les méthodes de cueillette et de séchage. Un grand progrès avait été signalé, à ce point de vue, ces dernières années; il avait permis d'affirmer que la médiocrité du houblon lorrain ne serait bientôt plus qu'un souvenir (14). Nous sommes bien loin, pourtant de la production du Bas-Rhin, dont les 1.411 hectares de houblon ont fourni, en 1935, 21.023 quintaux.

Parmi les cultures industrielles, il est permis de placer, sans y insister, la pomme de terre, dans la mesure où elle alimente les féculeries. Elle se présente particulièrement sous cette forme dans les Vosges où la fécule est utilisée sur place, pour l'apprêt des tissus et la fabrication du glucose. Les superficies cultivées ont sans cesse décrû: en 1882, elles occupaient près de 39.000 hectares; aujourd'hui avec ses 16.000 hectares de pomme de terre, d'une production moyenne annuelle de près de 3 milliards de quintaux, le département des Vosges se classe au dix-neuvième rang

(13) Il avait été notamment importé au XVII^e siècle à Dieulouard par les bénédictins anglais qui fondèrent une brasserie dans cette ville.

(14) Office Régional agricole de l'Est. *La Meurthe-et-Moselle*, p. 136.

des départements français pour la surface cultivée et au septième rang pour le rendement en tubercules (15).

Le tabac, enfin, est une des cultures industrielles les moins répandues de la région lorraine. A part quelques parcelles entre Novéant et Metz et aux environs de Château-Salins, il n'occupe guère qu'une vingtaine d'hectares dans l'arrondissement de Nancy, dont plus de la moitié se trouve dans la vallée de la Seille. C'est peu lorsqu'on songe qu'il y a 100 ans, il couvrait environ 300 hectares ! Le climat lorrain s'y prête pourtant assez bien ; mais de nombreux séchoirs, détruits par la guerre, n'ont pas été reconstruits ; les producteurs estiment d'autres cultures plus rémunératrices et celle du tabac exigeant une main-d'œuvre soigneuse ne saurait être pratiquée sur de grandes surfaces par un personnel salarié. Elle constituait, pourtant, une source de revenus appréciables pour les petites exploitations et bien des familles pourraient encore s'y livrer sur une petite échelle, notamment dans les communes privées de leurs anciens vignobles.

§ 4. — LA CULTURE DE LA VIGNE

La vigne, a-t-on dit, est une « plante témoin ». Particulièrement sensible aux conditions atmosphériques, son absence ou sa présence nous renseignent sur le caractère du climat. Il semble aussi que, partout, la vigne et l'usine s'excluent l'une l'autre parce que la main-d'œuvre indispensable à cette culture délicate est accaparée par l'industrie. Le domaine de la vigne représente ainsi une intégrale de facteurs physiques, sociaux et même parfois politiques. De là ses fluctuations, quand ces derniers se modifient.

Or, il n'est guère en Lorraine de culture qui ait subi plus de vicissitudes que la vigne et dont le tableau représentant les différentes superficies de terrains occupés par elle au cours des âges indique une courbe plus nettement décroissante (16).

(15) *Rapport de la Prime d'Honneur dans les Vosges*, 1936, p. 15.

(16) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 169.

SUPERFICIE ET PRODUCTION DE LA VIGNE
DANS LES QUATRE DÉPARTEMENTS

	Superficies (hectares)				Production (hectolitres)		
	1882	1913	1925	1935	1913	1925	1935
M.-et-M.	16.100	7.050	2.320	1.730	21.700	59.400	95.480
Moselle .	—	5.186	3.300	1.510	21.600	50.180	84.350
Meuse . .	11.000	3.054	600	430	19.611	8.910	22.960
Vosges .	6.717	1.992	760	730	2.692	12.900	18.880
Total .		17.282	6.980	4.400	65.603	131.390	221.670

Les vignobles actuels représentent donc une superficie bien faible (4.400 hectares) à côté de celle occupée en 1882 et même en 1913 où elle était encore de 17.282 hectares.

Dans l'histoire lorraine, la vigne reléguée sur des côteaux abrupts, impropres à toute autre culture, était un véritable bienfait pour la région. Au VI^e siècle, déjà, on avait planté de la vigne près de Verdun (17) et l'on s'étonne, en relisant les vieux écrits, du rôle si important joué autrefois par l'exploitation agricole et du nombre considérable de personnes qu'elle employait (vignerons, tonneliers, serruriers, débitants, etc.), à tel point qu'un hectare de vigne fournissait du travail à six ou sept personnes, sans compter les vendangeurs.

Les causes de cette décadence de la vigne sont nombreuses : elles sont d'abord dans la rigueur du climat, dans les changements brusques de température. Sans doute cette raison a-t-elle toujours existé, même autrefois, quand la vigne était une véritable richesse lorraine, mais on n'avait pas alors à lutter contre la surproduction en vins d'autres régions plus favorisées. Le vignoble lorrain a dû encore surmonter les destructions opérées vers 1902, par le phylloxéra, en 1914 par la guerre, la disparition subite des débouchés faciles et rémunérateurs qu'il trouva longtemps en Champagne où il fournissait d'excellents mous-

(17) PARISOT. *Histoire de Lorraine*, t. I, p. 445.

seux, la difficulté de trouver une main-d'œuvre spécialisée (18).

En dehors des quelques vignerons qui continuent à exercer leur métier surtout par goût personnel, et soignent particulièrement la qualité de leur vin, la culture de la vigne ne se fait plus que par quelques petits exploitants dans le but d'alimenter la consommation familiale. C'est pourquoi, renonçant aux bons cépages du cru et aux vins de qualité que, seuls, ils seraient en mesure de donner, on plante de plus en plus les hybrides producteurs directs : les Oberlin, les Seibel, les Bacos et les Laquenexy. Quand cette règle sera généralisée, c'en sera fait des bons crus du pays lorrain ! Pourtant, on trouve encore la vigne « dans tous les endroits situés dans l'ombre de la plaine », c'est-à-dire sur les collines protégées vers l'ouest par des montagnes élevées et abruptes. Autrefois, le moindre côteau avait son petit vignoble ; les côtes offrent encore aujourd'hui les sites les plus favorables, les moins exposés aux brouillards et aux gelées précoces ou tardives, les mieux abrités des vents pluvieux, les plus propices à une insolation prolongée indispensable à la maturation des raisins (19).

Aussi, n'est-ce pas tout à fait pour mémoire qu'il faut rappeler :

En Moselle, les vins du pays messin et des environs de la petite ville de Sierck, dont les plus réputés furent ceux de Scy, Lessy, Rozérieulles, Kontz, Guentrange. Dans les régions de Metz, de Château-Salins, les cépages courants sont des cépages à raisins noirs, à part l'Auxerrois blanc et gris ; la région de Sierck cultive presque exclusivement des raisins blancs.

En Meurthe-et-Moselle, Thiaucourt et Pagny-sur-Moselle constituent les deux plus beaux fleurons viticoles de la Lorraine. Les vins de Thiaucourt et tous ceux de la vallée du Rupt-de-Mad (de Bouillonville, d'Essey et Mai-

(18) La culture en côteaux ne peut se faire à la charrue, elle nécessite des soins coûteux (il faut greffer, souffrer, sulfater).

(19) E. MILLET. *Les Annales de l'Est*, 1935, 3, p. 131.

zerais, de Jaulny), ceux de Pagny et des côtes de Moselle (Norroy, Arnaville), proviennent de plants en pinots, bien individualisés; vignobles soignés, ils produisent des vins rouges et gris d'une saveur agréable.

Les vins de la côte de Domèvre sont en disparition, inévitable peut-être, mais regrettable. Dans le Toulois: Brulley, Lucey, Bulligny, fournissent des vins plus âpres, plus corsés qui, dans les années chaudes, soutiennent la comparaison avec les crus les plus renommés. La région de Bayon présente des vins intermédiaires tenant des deux groupes précédents.

Dans la Meuse, les vignobles les plus renommés étaient ceux de Bar-le-Duc, avec son fameux claret, Bussy-la-Côte, Varney, Rembercourt-aux-Pots, Thillot et Billy, renommés pour leurs vins rouges; Creuë et Hattonchâtel pour leurs vins blancs (20).

Enfin, il n'est pas jusqu'aux vignobles des Vosges qui n'aient attiré l'attention avec les vins de Lamarche, Charmes, Dompierre, Mirecourt et Vittel, aujourd'hui bien raréfiés.

Dans la gamme si variée des vins de France, la Lorraine apporte sa note toute spéciale, celle de ses vins gris et « tous les côteaux pierreux de la Lorraine peuvent en donner d'excellents dans les années où le soleil n'est point avare de ses rayons. Au Midi, revient la quantité et la coloration des vins, au nord de la France, ce sont les vins de fraîcheur à robe incolore, à la légèreté stimulante et sans excès » (21).

Malheureusement, les replantations en hybrides se multiplient; à gros rendement, elles expliquent le chiffre de 221.670 hectolitres, atteint ces dernières années (22), mais elles donnent une boisson bien vulgaire à côté des vins gris si bouquetés d'autrefois. La vigne, « plante témoin », est surtout le témoin d'une richesse passée. Elle n'arrivera sans doute jamais à retrouver son ancienne extension.

(20) Nancy, la région lorraine (page 319).

(21) J. BOHIN. *La crise viticole en Lorraine*, p. 142.

(22) L'Hérault, le plus grand producteur de vins parmi les départements français a fourni en 1935, une récolte de 13.355.250 hectolitres.

Néanmoins, une série de bonnes récoltes ont encouragé les paysans à « replanter » au moins pour la consommation familiale.

En 1933 et 1934, les cultivateurs de la haute vallée de la Meuse, notamment, ont replanté des vignes à Champougnny, Saint-Germain, Ugny, etc... Les superficies replantées ne sont cependant pas assez nombreuses pour créer un renouveau du vignoble, et bien des anciens vignobles sont encore en friche. D'autres fois, on remplace la vigne soit par des plantations d'arbres fruitiers ou de bois dans les parties les plus hautes, soit par de l'herbe dans les parties les plus basses, conformément à cette tendance générale de la culture qui, ces dernières années au moins, a lentement évolué vers l'élevage.

CHAPITRE II

L'ÉLEVAGE

La région lorraine autrefois adonnée surtout à la culture des céréales s'est depuis orientée nettement vers les spéculations zootechniques. A cela, plusieurs raisons : d'abord la texture physique du sol qui demande une forte traction pour les labours (4 à 6 chevaux) et rend relativement peu à moins d'être drainée, comparativement à l'effort produit ; puis, la rareté et le prix de la main-d'œuvre qu'une industrie prospère accapare et attire par des salaires élevés. L'agriculteur lorrain n'étant pas aussi routinier qu'on a voulu le prétendre, ces raisons furent la cause de la « révolution » qui s'est produite dans notre agriculture.

A partir de 1870, en effet, l'exode vers l'industrie, le développement des transports amenant la concurrence des autres pays, entraînent un changement des méthodes culturales, la diminution des terres labourables (elles passent de 1.074.326 hectares en 1913 à 830.641 hectares en 1935) et l'extension des cultures fourragères nécessaires à l'élevage.

Celui-ci, fortement éprouvé par la guerre, n'a pourtant, depuis 1918, progressé que lentement sans jamais retrouver le chiffre atteint au début du XIX^e siècle et il n'est certainement pas en rapport avec l'extension prise par les superficies consacrées aux prairies et aux pâturages.

§ 1. — LA PRODUCTION FOURRAGÈRE

La diminution des emblavures a eu, pour contre-partie, une augmentation des superficies consacrées à l'élevage : prairies, pâturages, pacages et même des cultures nécessi-

tées par le bétail (prairies artificielles, trèfle, luzerne, betteraves fourragères), cultures qui trouvent naturellement place dans un chapitre sur l'élevage lorrain.

Toutes ces productions fourragères sont essentiellement variables suivant les départements envisagés et le tableau suivant en fait ressortir les différences :

SUPERFICIES RÉSERVÉES AUX FOURRAGES EN 1935

(EN HECTARES)

	Fourrages verts annuels	Prés naturels	Her- bages	Pâturages et pacages
Meurthe-et-Moselle.	1.170	65.250	40.070	19.850
Meuse	1.470	54.420	13.950	39.300
Moselle	1.940	83.110	20.840	11.870
Vosges	1.720	100.760	22.500	32.550
Total.....	6.300	303.540	97.360	103.570

SUPERFICIES RÉSERVÉES AUX PRAIRIES ARTIFICIELLES
ET AUX BETTERAVES FOURRAGÈRES EN 1935

(EN HECTARES)

	Trèfle	Luzerne	Betteraves fourragères
Meurthe-et-Moselle	3.690	10.180	9.950
Meuse	4.660	14.080	9.280
Moselle	16.980	16.980	19.570
Vosges	5.260	7.080	5.370
Total.....	30.590	48.320	44.170

Les prairies naturelles verdissent là où l'humidité abonde. Les plus productives bordent les cours d'eau dont les rivières débordent presque chaque année. Elles sont particulièrement importantes dans le département de la Moselle où les prés se rencontrent dans les vallées de la Sarre, des Niefs, de la Seille et de la Moselle. Dans la Meuse, les larges vallées de l'Ornain et de la Saulx forment des prairies d'une grande richesse et leur extension

a caractérisé l'évolution de l'agriculture meusienne de ces dernières années (1).

En Meurthe-et-Moselle, on trouve un peu plus de 50.000 hectares de prairies naturelles qui paraissent la destination naturelle des marnes argileuses du plateau lorrain. Mais, nulle part, a-t-on dit, il n'est en France de prairies plus renommées que celles des Vosges. Nulle part on n'apporte plus de soins à leur entretien et à leur irrigation (2). Dans la région de la Vôge notamment, à condition d'employer des scories et des sels potassiques sans lésiner, l'herbe dure longtemps et les fourrages sont bons car le grès bigarré est une vraie terre à fourrage.

Les pâturages sont disséminés un peu partout; ils présentent, dans les Vosges, une particularité, lorsqu'ils se trouvent sur les hauts sommets ou chaumes; les marcaires amènent leurs troupeaux (généralement à partir du 25 mai) sur les sommets pelés de certains côteaux où ils servent de pâture aux moutons. A proximité des villages, ils se mêlent aux cultures où ils prennent le nom de parcs; ce sont en général des pâtures closes; chaque ferme, chaque exploitation agricole quelque peu importante, possède aujourd'hui ses parcs et ils représentent une intéressante particularité de l'agriculture mosellane, ou meusienne.

Quant aux prairies artificielles, elles sont également très nombreuses en Lorraine, particulièrement en Moselle où le trèfle, à lui seul, couvre 16.980 hectares sur les quelques 30.000 hectares qu'il occupe dans les quatre départements. En Meurthe-et-Moselle, on rencontre surtout des luzernières qui réussissent particulièrement dans la région du plateau de Haye. Dans la Meuse et dans les Vosges, après s'être rapidement développées au cours des cinquante années qui ont précédé la guerre, les prairies artificielles marquent maintenant un temps d'arrêt.

Enfin, la culture des betteraves fourragères qui se place normalement ici puisqu'elle sert à l'alimentation du bétail a pris, dans quelques pays, notamment en Moselle et dans

(1) Office Régional agricole de l'Est. *La Meuse*.

(2) Office Régional agricole de l'Est. *Les Vosges*, p. 13.

les Vosges une certaine extension (comparée surtout à celle d'avant-guerre), puisqu'actuellement encore la betterave ne couvre, dans les quatre départements réunis, qu'une superficie de 44.170 hectares. Cette extension a été, comme du reste celle de toutes les prairies naturelles ou artificielles, la conséquence du développement de l'élevage.

§ 2. — LE CHEPTEL

Le cheptel lorrain a marqué au cours des années un certain nombre de variations dans sa composition et dans sa structure, certaines espèces d'animaux allant en diminuant, d'autres en augmentant. En 1913, il marque un essor important accompli depuis 1870. La guerre de 1914 fut pour notre cheptel une dure épreuve: la Meurthe-et-Moselle y perdit 47 % de son bétail; dans la Meuse, il ne restait plus une tête de bétail dans certains arrondissements, comme celui de Montmédy. L'Allemagne livra, à titre de réparation, un certain nombre de sujets. Et depuis 1918, le cheptel marque, dans son ensemble, une progression nette, assez lente cependant, encore que les termes de cette progression montrent bien la vitalité de l'élevage lorrain:

LE CHEPTEL LORRAIN DE 1882 A 1935

	1882	1913	1919	1925	1935
	—	—	—	—	—
<i>Equidés.</i>					
Meuse	54.794	46.650	23.110	35.580	36.430
M.-et-M.	55.800	52.500	19.500	40.000	39.010
Moselle	66.238	61.242	45.729	49.773	46.350
Vosges	30.996	31.826	24.430	27.705	26.380
Total	207.828	192.218	112.769	153.058	148.170
<i>Bovidés:</i>					
Meuse	93.735	97.900	30.220	69.960	102.990
M.-et-M.	84.000	88.500	36.600	70.310	93.850
Moselle	137.836	183.355	149.494	189.753	188.540
Vosges	144.565	137.844	113.210	120.442	127.693
Total	460.136	507.599	329.524	450.465	513.073

Ovidés:

Meuse	142.000	76.830	23.120	34.250	35.850
M.-et-M.	86.000	61.000	17.600	41.000	53.760
Moselle	80.519	27.620	17.424	32.246	29.180
Vosges	42.300	25.022	17.580	19.235	22.156
Total.....	350.819	190.472	75.724	126.731	140.946

Suidés:

Meuse	115.589	69.410	18.420	35.160	45.080
M.-et-M.	125.000	74.800	23.500	50.500	55.250
Moselle	175.280	211.009	146.564	189.267	225.810
Vosges	107.096	58.967	33.750	41.889	51.316
Total.....	522.965	414.186	222.234	316.816	377.456

De ces chiffres, on peut déduire, sur l'élevage lorrain, quelques conclusions:

L'espèce chevaline n'a jamais retrouvé le chiffre atteint à la veille de la guerre. Elle est même, ces dix dernières années, en légère diminution, particulièrement en Moselle où le développement du machinisme agricole et la diminution des surfaces travaillées à la charrue en faveur des cultures fourragères ont permis aux cultivateurs de réduire la cavalerie. Néanmoins, les chevaux sont encore nécessaires en Lorraine où, pour exploiter la ferme, on a besoin d'attelages puissants, aussi, les trouve-t-on en plus grand nombre dans les régions à grande culture et à sol lourd et dans les cantons de Montmédy (vallée de la Chiers), de Stenay (vallée de la Meuse), de Varennes-en-Argonne, tous trois contigus au riche département des Ardennes auquel l'élevage lorrain a emprunté le petit cheval ardennais qui a acquis maintenant la naturalisation lorraine.

Si l'espèce chevaline est plutôt en diminution, par contre, l'élevage des bovidés traduit, depuis la guerre, une augmentation croissante à peu près dans tous les départements lorrains: de 329.524 têtes de bétail en 1919 il est passé, en 1935, à 513.073. On a souvent parlé de l'état de « variation désordonnée » du bétail lorrain; pourtant, de plus en plus, deux types principaux dominant nettement dans notre élevage: au sud de la région lorraine, le bétail jurassique

pie-rouge prédomine; au nord le type hollandais est le plus répandu. Ce dernier est même entretenu en Moselle, dans une aire limitée mais continue; dans les arrondissements de Metz et de Thionville en entier, et dans une grande partie de celui de Château-Salins, on ne trouve que la race hollandaise: principale différence de l'élevage mosellan avec celui des autres régions du nord-est de la France, car si, dans les Ardennes, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle il est des régions où cette race domine, nulle part, elle n'existe à l'état exclusif (3).

Sur le nombre de ces bovins, la moitié au moins est représentée par des vaches laitières, ce qui montre bien la voie dans laquelle s'est engagée notre agriculture. Pourtant, on s'étonne du peu de disproportion qui, aujourd'hui encore, existe en Lorraine entre le nombre des chevaux et celui des bovins, en Meurthe-et-Moselle tout particulièrement. Alors que, pour la France entière, la proportion est d'un cheval pour 20 hectares et de 5 bovins pour 1 cheval, en Meurthe-et-Moselle, on trouve un cheval pour 19 hectares, mais à peine 2 bovins pour un cheval. On rencontre en Meurthe-et-Moselle presque deux fois plus de chevaux et presque deux fois moins de bovins que dans le reste du pays considéré dans son ensemble (4). La raison en est dans le système de cultures qui comporte l'ensemencement rapide de surfaces importantes et surtout dans un facteur psychologique: le cultivateur lorrain, par nature plus laboureur qu'éleveur a encore l'amour du cheval.

Quant aux moutons, leur élevage, si en faveur autrefois dans la plaine lorraine (en plus des troupeaux communaux, tous les gros cultivateurs possédaient un troupeau) s'est mal remonté depuis la guerre. Il a gardé quelque importance cependant dans la plaine lorraine, en Meurthe-et-Moselle (53.760 têtes) et dans la Meuse (35.850) où une plus grande extension pourrait lui être donnée, malgré la difficulté de recruter des bergers (c'est le grand obstacle qui s'oppose toujours à l'accroissement du troupeau ovin).

(3) Office Régional agricole de l'Est. *La Moselle*.

(4) Office Régional agricole de l'Est. *La Meurthe-et Moselle*.

Dans ce département, en effet, on trouve une assez grande étendue ou « zone rouge » où les villages anéantis n'ont pas été reconstruits et, de plus, une bonne partie du territoire de la Meuse comprend des sols calcaires et des terres pierreuses qui se prêtent, avant tout, à cet élevage. La mise en valeur et la fertilité des régions deshéritées, arides, plus ou moins dénudées (plateaux, flancs de côteaux) exigent la présence du mouton. Une partie des terrains labourés par la guerre, a été, il est vrai, couverte de nouvelles plantations d'arbres fruitiers, mais nombreux sont encore les friches et terres incultes (en 1935, on en compte 118.791 hectares). Le mouton pourrait amener une richesse relative dans ces contrées à sol pauvre et ingrat.

Enfin, l'élevage porcin est partout répandu en Lorraine mais particulièrement dans le département de la Moselle, qui possède, actuellement, près du double de porcs des trois autres départements réunis (soit 225.810 têtes de bétail) et dont plusieurs marchés (ceux de Sarrebourg, Metz et Thionville) font un commerce important. L'engraissement se fait soit à la ferme, soit dans les porcheries industrielles qui bénéficient de la présence des troupes nombreuses cantonnées dans le département, soit enfin, chez l'ouvrier d'usine qui élève toujours au moins un animal.

Cette revue rapide de l'élevage lorrain nous montre que, malgré l'accroissement indéniable des surfaces engazonnées, l'élevage lorrain n'est pas, dans notre région aussi important qu'on pourrait le croire. A part le troupeau des bovidés, aucune espèce de bétail n'atteint aujourd'hui le chiffre qu'elle présentait avant-guerre. La raison en est que les cultivateurs, touchés par le manque de main-d'œuvre pratiquent surtout la vente en nature du bétail qu'ils achètent pour revendre. En raison de l'insuffisance de l'élevage local, ils font venir du dehors des animaux à engraisser. La vente de ces animaux est facile : la proximité des centres industriels, en est le débouché tout trouvé. Seulement, les autres régions ont fait de même : la demande en bétail maigre s'amplifie chaque année. La marge des bénéfices diminue. Bientôt, il sera indispensable de pro-

duire sur place le bétail à mettre au pré et l'élevage proprement dit est appelé à prendre désormais une importance chaque jour grandissante (5). A moins « que la culture du blé soit plus rémunératrice que celle de la viande, ce dont le cultivateur lorrain commence à s'apercevoir d'autant plus que, par tradition, il n'a jamais cessé de considérer le blé comme « la céréale noble ».

Reviendra-t-on aux 64.907 hectares de friches et aux 267.550 hectares de blé que nous avions avant-guerre en Lorraine? On objectera que, bien que notre région fut de tout temps un pays à céréales, elle n'est cependant pas le pays de prédilection du blé (pays à blé celui où les automnes sont ou trop secs ou trop humides, où les gelées précoces nuisent à la germination, où les alternatives de gel et de dégel déchaussent les jeunes plantes!) Mais, à première vue, elle n'est pas davantage un pays d'élevage ayant, là encore, contre elle: son climat avec son printemps jamais prêt, ses grosses terres qui se gonflent ou se rétractent selon le temps et tiraillent de tous côtés le gazon des prairies. Mais, sous ce rapport, les progrès sont possibles, car notre lias est le même que celui du Charolais, du Nivernais et de la Normandie. N'a-t-on pas appelé le département de la Moselle: « la Normandie de l'Est? »

La culture des céréales concentrée sur des surfaces un peu réduites mais mieux cultivées (et de fait le rendement, nous l'avons vu, n'a pas cessé d'augmenter) permettra d'obtenir une production totale plus abondante. Au demeurant il sera toujours facile de rendre à la culture parcs et prairies, le jour où le grand attrait de l'élevage aura diminué: son grand intérêt est, en effet, en Lorraine comme en bien des régions françaises, de donner à l'agriculteur une série de débouchés faciles et rémunérateurs dans toutes les petites industries qu'il permet: laiteries, beurreries, fromageries où le paysan trouve un revenu journalier et sûr (tant que le marché lui est assuré) tandis que le revenu des céréales apparaît lointain: le blé, le seigle, l'orge ne remboursent leurs frais de production qu'une année envi-

(5) Office Régional de l'Est. *Meurthe-et-Moselle*, p. 179.

ron après les semailles, la vente journalière du lait assure, au contraire, les rentrées d'argent nécessaires au payement des dépenses courantes de la ferme. Finalement, c'est moins vers l'élevage lui-même que vers les industries agricoles auxquelles il donne naissance, que s'est faite l'évolution de l'agriculture en Lorraine.

CHAPITRE III

LES INDUSTRIES QUI DÉPENDENT DE L'AGRICULTURE

Les industries dites agricoles sont des industries de transformation comme les autres, mais elles se rattachent à l'agriculture par le fait qu'en principe elles en maintiennent et en utilisent les produits sur place et sans délai. Les types les plus connus sont la laiterie et la fromagerie, les moulins ruraux, les féculeries, les distilleries, les conserves alimentaires, les brasseries. Toutes ces industries existent et sont florissantes en Lorraine. Elles sont surtout organisées pour éviter les frais de transport (1). Il faut y joindre encore l'industrie forestière, les forêts étant une des principales ressources agricoles de la Lorraine. Toutes ces industries peuvent être réparties en plusieurs groupes, suivant qu'elles sont plus ou moins proches de l'exploitation agricole. Un premier groupe comprendra celles qui sont en rapports si étroits avec cette exploitation qu'on peut les considérer comme ses annexes (laiteries et fromageries, féculeries, distillerie, minoteries). Un second groupe comprend toutes les industries forestières, déjà plus spécialisées. Enfin un troisième groupe formé des brasseries est, dans certaines régions, en rapports fréquents avec la ferme à laquelle il emprunte les matières premières dont il a besoin (l'orge notamment). En Lorraine, les brasseries vont souvent chercher très loin leurs matières premières, appréciant peu celles qui leur seraient fournies par le terroir. Un mouvement plus récent semble

(1) *Bulletin de la Société Générale d'Alsace-Lorraine*, 1926, p. 26.

se dessiner en faveur d'une amélioration des espèces d'orge lorraine et de son utilisation plus fréquente par les brasseurs.

§ 1. — LES INDUSTRIES ANNEXES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

Le lait et ses dérivés représentent une des ressources les plus normales de l'exploitation agricole, ils en sont même la branche la plus importante dans le département de la Moselle où la production laitière atteint 2,5 à 3 millions d'hectolitres par an, selon l'abondance des fourrages. L'effondrement du marché en Sarre, principal débouché du lait lorrain, provoqua après la guerre une perturbation qui eut pu être fatale à l'industrie laitière en Moselle. Après l'introduction du franc en Sarre, la plus grande partie de la production mosellane fut dirigée sur ce marché. Alors qu'avant-guerre on mettait les bêtes aux parcs surtout en vue de les engraisser, aujourd'hui, c'est aux vaches laitières, qu'on destine les meilleurs parcs. Cette transformation n'a rien de spécialement original, on la retrouve sur les plateaux calcaires qui entourent le bassin parisien, depuis la Bourgogne jusqu'à la Normandie. Ce qui est particulier à la Lorraine, c'est plutôt la date tardive et la brusquerie de ce mouvement; c'est aussi le fait qu'il s'est accompli autant sous l'action de facteurs politiques que par suite de l'évolution générale des campagnes françaises. En Moselle, cette transformation s'est faite surtout dans l'arrondissement de Château-Salins, elle a été beaucoup plus faible dans celui de Sarreguemines. C'est seulement à l'ouest d'une ligne: Boulay, Teting, Gros-Tenquin que commence le pays laitier, on pourrait presque dire le paysage laitier: les champs se réduisent à quelques lanières (2).

En Meurthe-et-Moselle, la quantité de lait produite annuellement ne dépasse guère un million d'hectolitres sur lesquels près de la moitié est consommée par la population.

Dans ces deux départements, le lait est donc surtout

(2) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 567.

livré en nature. Au contraire, dans la Meuse la plus grande partie des 1.300.000 hectolitres de lait produits par an est livrée à l'industrie en vue de la fabrication du beurre et du fromage. Pendant longtemps, a-t-on dit « le lorrain n'a pas su traiter le lait » ; il en était de l'économie laitière comme de l'industrie métallurgique : production massive, et faible degré de transformation ; défaut de jeunesse que le temps corrige déjà. Devant la surproduction laitière, on s'est mis à la fabrication des imitations : fromages genre Brie, genre Camembert, etc...

Mais c'est en particulier dans les Vosges, que, loin d'être une imitation, l'industrie fromagère est une véritable spécialité. Elle y remonte au x^e siècle ou au xi^e siècle. Gérardmer en était déjà, à ce moment, le marché important où les marcaires venaient vendre leurs fromages et payer leur location des chaumes avec ce produit qui portait le nom patois (géromé) de cette localité des Hautes-Vosges. Aujourd'hui, les centres fromagers se trouvent dans toutes les communes de l'arrondissement de Remiremont et dans une partie des cantons de Corcieux, Fraize, Gérardmer, Provenchères, Saint-Dié, Senones, Bruyères et même Epinal. Les industriels et les coopératives qui se partagent à peu près également le lait à traiter, produisent annuellement environ 7 millions de kilos de fromage, dont les quatre types principaux : le géromé, le munster (sa production annuelle représente à elle seule 4.600.000 kilog.), le tholy et même le gruyère, font la réputation des Vosges et notamment de la montagne vosgienne.

*
* * *

Une autre grande ressource agricole des Vosges lui est fournie par l'industrie de la féculerie. Les dernières statistiques agricoles indiquent 3 féculeries en M.-et-M., 1 dans la Meuse, 11 en Moselle, 69 dans les Vosges, qui sont de beaucoup le premier département français pour cette industrie. Elles sont, du reste, placées comme peu de régions pour la production de la fécule, possédant à la fois : la pomme de terre (son sol lui est propice), l'eau nécessaire

et, sur place, de nombreuses industries (blanchisseries, papeteries, glucoseries) pouvant utiliser la féculé.

Pourtant, le nombre des féculeries est en régression rapide dans la région lorraine; en M.-et-M., où elles étaient nombreuses autrefois, il n'en reste plus que trois. Dans les Vosges, en 1878, 300 féculeries écoulaient, dit-on, facilement leur production en Alsace et dans le monde entier. A cette époque, la « féculé d'Epinal » jouissait d'une belle réputation. La plupart des féculeries étaient annexées à des exploitations agricoles de la Vôge et de la montagne et les cultivateurs en tiraient de beaux bénéfices. Puis, ils subirent la concurrence de féculeries mieux agencées pour l'extraction et le séchage, installées dans l'Oise, la Saône-et-Loire, l'Auvergne. De 300 en 1878, les féculeries sont passées à 81 en 1925 et ne sont plus en 1935 qu'au nombre de 69. Un certain nombre sont exploitées par les particuliers, d'autres sont de forme coopérative, mais les petites féculeries ont peu à peu disparu. Elles produisent au total 11.500 tonnes de féculé par an (3) dont la moitié est utilisée pour l'apprêt des tissus et le reste pour l'alimentation.



Une industrie agricole bien lorraine est celle de la distillation; c'est non seulement une industrie dans le sens propre du terme, mais aussi une industrie familiale qui intéresse de nombreux agriculteurs distillant soit chez eux, soit à l'atelier public. D'où, deux catégories:

1° Les bouilleurs de profession, c'est-à-dire ceux qui travaillent dans les usines achetant des matières premières en vue de leur transformation, et qui distillent surtout du seigle et des pommes de terre, mais peu de fruits;

2° Les bouilleurs de crû, c'est-à-dire les petits distillateurs qui transforment simplement le produit de leur récolte et qui profitent du privilège du bouilleur de crû, auquel les populations lorraines sont particulièrement attachées. Cette distillation se fait soit à la ferme par le

(3) Rapport de la Prime d'Honneur, 1936, page 21.

producteur lui-même, à l'aide de petits alambics, soit dans les ateliers publics que le brandevinier ambulant installe dans les communes (en Moselle, par exemple, on compte 251 ateliers communaux sur les 763 communes du département).

Les distilleries ont une place d'honneur dans les industries lorraines et particulièrement dans les industries agricoles vosgiennes et surtout mosellanes ainsi que le montrent les statistiques de 1935 :

DISTILLERIES

	Industrielles	Annexes de ferme
Meurthe-et-Moselle	5	205
Meuse	4	19
Moselle	64	2.285
Vosges	18	700
Total	91	3.209

Le département de la Moselle ne compte donc pas moins de 2.285 distilleries annexes de ferme, il n'est distancé en France, à ce point de vue, que par le Bas-Rhin et le Haut-Rhin.

La production, suivant la récolte des fruits, est essentiellement variable. Les fruits qui font l'objet de la distillation sont surtout les mirabelles et les cerises. On affirme que, dans les Vosges, on produit de 200 à 1.000 hectolitres de kirsch, par année. En Moselle, on estime à environ 2.400 hectolitres la quantité en franchise d'alcool exempté de droit (4). En Meurthe-et-Moselle, enfin, certains chiffres donnés pour l'année 1925 (qui, pour la production des fruits fut une mauvaise année) indiquent qu'il a été distillé par 22.060 bouilleurs de crû : 23 hectolitres de vin, 25.538 quintaux de piquette, marcs et lies, 241 quintaux de pommes et de poires et 26.609 quintaux d'autres fruits, de mirabelles surtout (5).

(4) Office Régional agricole de l'Est. *La Moselle*, p. 149.

(5) Office Régional agricole de l'Est. *La Meurthe-et-Moselle*, p. 196.

Cette petite industrie agricole représente, pour la région lorraine un débouché original et intéressant, surtout en forte année de production où il joue le rôle de « sou-pape » et empêche l'avilissement des cours.

*
**

La meunerie, enfin, qui se définit comme « l'art de broyer le grain », est demeurée pendant de longs siècles dans le domaine limité des travaux agricoles. La meule de silex était encore utilisée en 1870 dans les moulins de France. La meunerie n'est devenue véritablement une industrie que dans le courant du XIX^e siècle, où on utilisa la mouture par cylindre (6).

La minoterie est une des industries qui ont le plus obéi à la loi de concentration. Les petits moulins très nombreux, il y a quelques années, échelonnés le long de nos rivières, ont disparu progressivement :

	1925			1935		
	Minote- ries à cylindres	Minote- ries à meules	Pet.mou. à eau ou à vent	Minote- ries à cylindres	Minote- ries à meules	Pet.mou. à eau ou à vent
M.-et-M.	15	7	11	14	2	7
Meuse	32	4	36	22	7	39
Moselle	44	18	114	45	15	84
Vosges	54	14	36	46	5	18
Total.....	145	43	197	127	29	148

Les minoteries à cylindres qui sont les moulins de commerce, au nombre de 145 en 1925, n'atteignent plus que le chiffre 127 en 1935.

Bien que les moulins soient plus nombreux en Moselle et dans les Vosges, ils ont une capacité de mouture bien loin de suffire aux besoins locaux. Aussi, restent-ils tributaires des grands moulins de Strasbourg et de Nancy.

(6) VILGRAIN. *L'Illustration économique et financière. La Meurthe-et-Moselle*, p. 122.

Les 14 moulins à cylindre de Meurthe-et-Moselle, ont, en effet, une capacité de broyage qui atteint 4.500 quintaux par jour et, pour travailler normalement, c'est-à-dire économiquement, il leur faut écraser non moins de 1.200.000 quintaux de blé chaque année (7). Le département, fournissant à peu près seulement la moitié de la quantité de blé exigée par la minoterie, celle-ci doit en faire venir des autres régions.

Grand débouché pour le blé, grosse productrice de farine, l'industrie meunière de la région lorraine bien que placée entre la concurrence de la meunerie alsacienne et de la meunerie parisienne représente, pour notre région, un facteur important de son activité économique.

§ 2. — L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Avant la dernière guerre, la forêt garnissait à peu près le tiers de la superficie du sol lorrain (8). Aussi, bien que l'un des aspects de la région lorraine soit les grandes plaines dénudées comme la Woèvre ou les plateaux du Pays-Haut, la forêt est « un autre aspect », à peu près l'unique poésie du pays lorrain, celui qui marque le plus fortement sa physionomie (9).

Les forêts s'étendent partout, dans notre région : on en franchit la première ligne, avec l'Argonne, au Col des Islettes, mais d'autres se succèdent « car, si l'on franchit la Meuse, c'est un nouveau front de bataille le long des Côtes de Meuse, et plus au Sud : forêts d'Apremont, de Commercy, de Vaucouleurs, du Vaux, de Mureau, de Nidrevaux, de Liffol, les bois de Donrémy. La Moselle franchie, d'autres bataillons se dressent : la Forêt de Haye en est le centre, masse considérable entre Toul et Nancy, et offre, de Colombey-les-Belles au Sud, et Domèvre au Nord, un front imposant. Près de 7.000 hectares de forêts

(7) Office Régional agricole de l'Est. *La Meurthe-et-Moselle*, p. 195.

(8) EISEMMINGER. *La Lorraine au travail*, p. 164.

(9) La Champagne agricole qu'on continue à tort d'appeler la « Champagne pouilleuse » est, comme la Lorraine, un pays de petite culture, mais on n'y retrouve pas la forêt et cela suffit pour établir, à côté de bien des ressemblances, des différences profondes entre les deux régions.

séparent ainsi la Moselle de la Meurthe: à la droite de ce corps imposant, un peu en arrière, voici les bois de Pudenelle et de Moyeuvre, et à la gauche, ceux de Saint-Amond et la forêt de Charmes, les bois de Bleurville et de Monthureux; enfin, derrière les bois feuillus qui, aux portes de Lunéville, rompent la monotonie d'une plaine sans accidents (forêts de Mondon et de Parroy), derrière les forêts de Rambervillers, de Bruyères, d'Épinal, voici le gros de l'armée..., la grande forêt vosgienne: forêts de Noirmoutiers, de Senones, de Raon-l'Étape, de Celles, d'Étival, de Saint-Dié, de Gérardmer, du Val d'Ajol, de Bussang, de Remiremont et vingt autres » (10).

Tout cela représente, actuellement, un total de 749.224 hectares et les départements lorrains apparaissent comme parmi les plus boisés du territoire français: celui-ci possède un taux de boisement de 19 %, alors qu'en Lorraine, le taux de boisement est: 26 % pour la M.-et-M.; 30 % dans la Meuse, et près de 40 % dans les Vosges; le taux de boisement dans ce dernier département (37,50 pour l'ensemble du territoire, 60 à 70 % de la superficie en montagne) classe les Vosges au quatrième rang des départements forestiers français.

Ces forêts lorraines sont de types variés; la végétation forestière étant sous la dépendance étroite du climat et du sol, la physionomie de la forêt est, en effet, une expression fidèle des conditions géologiques et météorologiques. Dans la majeure partie du pays, correspondant aux plaines et aux plateaux calcaires d'altitude variant de 200 à 400 mètres, la forêt est essentiellement constituée par des arbres à larges feuilles qui se dépouillent chaque hiver de leur fondaison: des arbres feuillus. Trois essences mélangées forment le fonds de ces forêts: le hêtre, le chêne, le charme. Sur les plateaux calcaires, c'est le hêtre qui domine et qui d'ailleurs pourrait être considéré comme l'arbre lorrain par excellence. Dans les sols argileux, le chêne prend la première place. Des essences moins importantes

(10) L. MADELIN. *Croquis lorrain*, p. 9.

(le bouleau sur les sols siliceux, l'érable sur les plateaux calcaires), viennent donner de la variété aux massifs.

Dans les Vosges, le climat montagnard ne permet pas la bonne croissance de la plupart des espèces feuillues; le hêtre seul reste abondant, mais partout il le cède en importance à des essences résineuses à feuilles étroites, en forme d'aiguilles. C'est, avant tout, le sapin, et, dans les Hautes-Vosges seulement, l'épicéa. De ce fait, le caractère de la forêt change complètement (11).

Les forêts lorraines ont eu, autrefois, dans la vie agricole de la région, une importance de premier ordre. Le défrichement de la forêt, a-t-on pu dire, c'est le fonds de toute l'histoire économique de la Lorraine (12). Il a commencé avec les premiers habitants venant s'implanter au sol et, au cours des âges, il s'est continué au fur et à mesure de l'accroissement de la population et de ses besoins. Si la forêt s'est conservée en maints endroits, c'est que le sol, trop peu fertile, se prêtait mal à la culture; c'est aussi que chaque agglomération a pris soin de respecter une réserve commune nécessaire pour la construction et pour le chauffage. Aujourd'hui encore, dans bien des villages lorrains, chaque famille (13) a droit à une portion de bois (droit d'affouage).

Néanmoins, les défrichements de forêts ont parfois été si loin qu'il a fallu les règlementer (14). Les forêts ont, en effet, provoqué et aidé les premières industries lorraines: le fer, le verre, le sel (dont l'évaporation se faisait au moyen de la chaleur), y trouvaient le combustible nécessaire. Aujourd'hui, encore, elles donnent naissance à une multitude de petites industries installées à leur voisinage: aux scieries qui contribuent à la physionomie pittoresque du paysage vosgien (il y a 200 scieries dans les Vosges et environ 110 dans la Meuse), aux papeteries aussi qui utilisent le sapin et le pin pour la fabrication de la pâte mécanique du bois.

(11) GUINIER. *Nancy, la région lorraine*, p. 296.

(12) G. HOTTENGER. *Le pays de Briey*, p. 3.

(13) Où comme on disait autrefois, chaque « feu ».

(14) Marquis, préfet de la Meurthe, interdit aux brasseries un autre combustible que la houille.

Mais, par elles-mêmes, les forêts lorraines sont productives. Leur exploitation est répartie entre trois catégories de propriétaires: l'état, les communes ou établissements publics et les propriétaires privés. Les forêts communales et d'établissements publics sont les plus étendues (environ 240.000 hectares), puis viennent les forêts domaniales (195.000 hectares), enfin, les particuliers ne possèdent en Lorraine, que 170.000 hectares. Cette répartition, due à des causes historiques, est très différente de ce qu'elle est dans l'ensemble de la France, où les particuliers possèdent 60 % des forêts, les forêts communales ne formant que 19,9 % et les forêts domaniales 12,1 % de la superficie boisée.

On évalue à 650.000 m³ le produit annuel du bois d'œuvre de diverses essences que nos forêts fournissent annuellement; la production annuelle en bois de feu, dont la consommation est grande sous ce rude climat, est d'environ 1.500.000 mètres cubes (15). Cette proportion très forte en bois de chauffage se retrouve dans tous les départements lorrains; on la signalait déjà en 1912 pour le département de M.-et-M., qui sur 427.265 m³ produisait 331.047 m³ de bois de chauffage (soit 77,5 %). Elle varie, il est intéressant de le remarquer, avec la nature des propriétaires qui poursuivent des buts économiques différents. En Lorraine, ce sont les forêts communales qui dominent, or, les communes cherchent dans l'exploitation du bois des ressources importantes (les particuliers aussi d'ailleurs): elles dirigeront donc la production vers le bois de chauffage qui fournit des revenus élevés; malheureusement, ce genre de production est peu favorable aux forêts qu'il risque de déboiser. L'Etat, comprenant mieux les intérêts de l'industrie forestière, fournit surtout des bois de forte dimension, ou bois d'œuvre.

Dans l'industrie des bois lorrains, le sapin tient une place à part. Aussi, le département des Vosges forme-t-il, à lui seul, la neuvième conservation des eaux et forêts. Cette conservation administre près du 1/16^e de la surface

(15) GUINIER. *Nancy, la région lorraine*, p. 300.

boisée de la France et son rendement annuel peut être évalué à 350.000 m³ de bois d'œuvre et 700.000 stères de bois de chauffage (16). Tous ces bois parfois sont ébranchés sur place et parfois débités en « troncs » sur le terrain de la forêt; comme parfois ils sont laissés « de longueur » suivant les facilités d'exploitation ou les besoins de la construction et de la menuiserie.

La guerre avait porté, là aussi, ses blessures (plus de 5.000 hectares ont été ruinés dans les Vosges). L'œuvre de reboisement s'est poursuivie après l'armistice et de nos jours encore à l'aide d'importantes sociétés régionales telle que la « Société forestière de Franche-Comté et des provinces de l'Est ». Sans parler des syndicats de propriétaires reboiseurs, des sociétés et des coopératives scolaires forestières sont nées sur tous les points du territoire lorrain. La reconstitution forestière de la zone rouge dans la Meuse est à peu près terminée. La Coopérative Lorraine de reboisement, qui siège à Nancy, a fait l'acquisition en 1928 et 1929 de 125 hectares de terrains, dans la zone rouge de Meurthe-et-Moselle sur lesquels elle a déjà planté 65 hectares (17).

La forêt revient dans quelques pays lorrains, dans la Meuse notamment. Or, le « flux et le reflux » de la forêt indiquent toujours des changements profonds dans l'industrie agricole d'une région. Son retrait (quand on la défriche) marque les périodes de peuplement, de prospérité; quand elle s'avance, quand elle reprend les champs jadis défrichés, c'est que le paysan s'en va, et qu'elle remplace des vignes abandonnées, des vergers et des arbres fruitiers improductifs.

Mais, en Lorraine, l'extension des forêts qui font vivre une multitude de petites industries, a été aussi le signal d'une richesse nouvelle pour la population agricole: il n'y a pas, à proprement parler de bûcherons, de voituriers professionnels: les cultivateurs des villages avoisinant les forêts, tout en assurant leur petite exploitation agricole

(16) *Illustration économique et financière. « Les Vosges », p. 30.*

(17) B. MADRE. *La question forestière*, p. 126.

travaillent en forêt durant la saison d'hiver et la période où chôme l'agriculture; ce sont leurs attelages, de chevaux dans la plaine, de bœufs en montagne, qui assurent les transports. Les habitants de beaucoup de villages lorrains, spécialement dans les Vosges, sont ainsi largement solidaires de la forêt, dont ils tirent une partie de leurs moyens d'existence.

Grande ressource agricole, source de richesse pour les populations agricoles « ce que la mer est à la Bretagne, la forêt l'est à la Lorraine ».

§ 3. — L'INDUSTRIE BRASSICOLE

Peu d'industries sont aussi complexes que la brasserie: elle tient, par un côté à l'agriculture, par un autre à la physique et à la chimie; elle nécessite aussi un matériel d'expédition très important. Néanmoins, elle est assez liée avec l'agriculture pour qu'on la mentionne toujours parmi les industries agricoles, et, effectivement, elle emploie comme matières premières: l'orge, sous forme de malt, le houblon et les grains crus (maïs, riz, manioc). L'on a pu dire que la brasserie tendait à devenir une grande industrie, car elle achète, annuellement, pour 300 millions de produits agricoles (18).

Les brasseries lorraines ont peu employé, jusqu'ici, l'orge qui leur serait fournie par la région (elles profitent davantage, à ce point de vue, du voisinage de la Champagne), mais elles sont grandes consommatrices de houblon et représentent pour celui-ci, en Lorraine, un débouché intéressant (19).

La brasserie a toujours existé dans notre région, bien qu'elle se soit particulièrement développée depuis la guerre. C'est pour la Lorraine que l'on doit mentionner les plus anciens documents relatifs à la Brasserie française: on y

(18) HUGON. *L'évolution économique de la brasserie française.*

(19) Et même en ce qui concerne l'orge, il semble que la brasserie lorraine se tourne plus volontiers vers la production locale (peut-être à cause du prix élevé des transports). On commence à cultiver en Lorraine, de l'orge de brasserie, d'espèce pure, qui donne en sol propre et sain, notamment dans les terres pierreuses de la Haye, de bons résultats.

parle de la « cervoise ». La plupart des brasseries sont d'origine seigneuriale ou monacale (les plus célèbres ne sont-elles pas la Brasserie des Bénédictins de Dieulouard, et celle des Cordeliers, de Nancy?). La Révolution supprima le privilège exclusif auquel était soumis la bière et depuis, raconte le préfet Colchen « il n'y a pas de profession à laquelle on se soit adonné de préférence si ce n'est celle de brasseur et de fabricant d'eau de vie ». Aussi, l'on compte, en l'an IX, 80 à 85 brasseries dans la Meurthe, 50 dans la Meuse, 186 dans la Moselle. Jusqu'à la guerre de 1914, les petites exploitations de brasserie se multiplient, la fermentation haute domine; les brasseurs étaient avant tout propriétaires fonciers et il n'y a guère d'agglomération, à ce moment, qui ne compte une ou plusieurs brasseries (20). Depuis la guerre, on assiste au contraire, dans toutes les régions mais particulièrement en Lorraine, à une extension de la concentration sous toutes ses formes dans l'industrie de la brasserie.

La concentration verticale s'est réalisée sous sa forme descendante par la mise sous contrôle de l'exploitation principale des débouchés de cette exploitation (en l'espèce, les débits de boisson), et sous sa forme ascendante, par la mise sous son contrôle de la production des matières premières, en l'espèce par l'annexion fréquente à la brasserie d'une ou plusieurs malteries.

Mais c'est surtout la concentration horizontale qui marque profondément l'industrie de la brasserie en Lorraine. Ce genre de concentration est récent. La première étape fut marquée par la transformation des petites usines à fermentation haute en usines à fermentation basse, mieux agencées, et pouvant servir à une véritable concentration. La seconde étape fut la diminution progressive du nombre des brasseries de la région lorraine, quelque soit du reste le département envisagé, ainsi que le montre ce bref tableau :

(20) Avant 1870, on trouve à Nancy, 63 brasseries produisant 192.155 hectolitres.

	1913	1919	1925	1935
	—	—	—	—
Meurthe-et-Moselle	23	11	12	11
Meuse	20	4	4	4
Moselle	10	16	11	11
Vosges	11	10	10	9
	—	—	—	—
Total	64	41	37	35

Ainsi, 35 brasseries seulement se partagent la région lorraine alors qu'il y en avait 64 en 1913. La région du Nord, au contraire, grande région brassicole, abonde en petites brasseries (on en trouve pour l'année 1935, 582 dans le département du Nord, 299 pour le Pas-de-Calais) mais elle ne fournit pas, sur un nombre aussi considérable de brasseries, une proportion aussi importante de « grandes usines » que celle qu'on trouve en Lorraine.

A ce point de vue, on peut classer en deux groupes les centres de production de notre région :

Un premier groupe comprend le département de Meurthe-et-Moselle dans sa partie Sud, et celui des Vosges. Ils présentent, surtout le premier, quelques types connus de grandes fabriques dont les produits s'écoulent assez loin.

Un second groupe comprend le Nord du département de M.-et-M., et celui de la Moselle qui gardent plutôt des usines moyennes pour une clientèle locale.

C'est dans l'un ou l'autre de ces groupes qu'il faut ranger les principaux centres de brasserie en Lorraine : Metz, Boulay, Uckange, Jarny, Fontoy, Hayange. Mainbottel qui assurent la consommation de la vallée mosellane ; les brasseries vosgiennes (Neufchâteau, Vittel, Xertigny, Fontenoy-le-Château, Charmes) ou meusiennes (Bar-le-Duc au Nord, Vaucouleurs au Sud) ; enfin, la région nancéienne, qui comprend, en aval de Nancy, Champigneulle et Maxéville ; au Sud : Vézelize et Tantonville où PASTEUR vint, vers 1874, poursuivre ses études sur la fermentation basse ; au Sud-Est, enfin, Dombasle, Gerbéviller, Baccarat, Cirey-sur-Vezouve (21).

(21) HUGON. *L'évolution économique de la Brasserie française*, p. 358.

Suivant les lois de la concentration, les établissements de brasserie ont diminué en nombre, mais augmenté en puissance: ainsi, parmi les 11 brasseries de M.-et-M., il en est dont la production journalière dépasse 500 à 600 hectolitres et peut même atteindre plusieurs milliers d'hectolitres.

Enfin, si le département de M.-et-M., n'arrive pas au premier rang de la bière, c'est lui qui fournit à la France le plus considérable contingentement de bière à fermentation basse, bière très fine, mais aussi plus chère et exigeant un outillage plus considérable que la bière à fermentation haute fabriquée presque exclusivement par les deux départements du Nord.

La production de la bière lorraine, cependant, n'a jamais augmenté dans des proportions considérables. De 1913 à 1935, les variations de cette production n'ont pas subi de modifications très sensibles et le chiffre de production actuel n'est pas très différent de celui d'avant-guerre.

PRODUCTION DE LA BIÈRE EN DEGRÉS-HECTOLITRES (22)

	M.-et-M.	Meuse	Vosges	Moselle	Total
	—	—	—	—	—
1913....	4.405.385	996.228	1.258.664		
1923....	5.149.701	1.056.613	1.110.193	1.920.988	9.237.495
1925....	4.279.816	828.979	1.001.732	2.083.012	8.193.539
1927....	3.920.128	645.886	916.109	2.271.436	7.753.559
1929....	5.366.350	1.187.617	1.520.462	3.371.270	11.745.799
1931....	5.036.907	1.067.100	1.202.370	2.912.093	10.218.470
1933....	4.651.432	872.554	1.137.459	2.456.738	9.118.183
1934....	4.311.934	867.975	1.092.890	2.204.456	7.477.255

Après avoir atteint sa production maximum en 1929, la production de la bière a, depuis diminué. En brasserie, en effet, où les débouchés ne sont pas éternellement extensibles, il semble qu'il y ait, pour chaque usine, un plafond

(22) Chiffres tirés du *Brasseur Français*. En divisant ces chiffres par 4 on possède à peu près le total d'hectolitres.

de production. La production en grand est difficile en brasserie surtout dans un pays comme la France où souvent la consommation locale est réduite. De plus, la difficulté des transports de la bière empêche une extension indéfinie de sa production en limitant ses débouchés. Enfin, le retour de la Lorraine annexée a considérablement augmenté le chiffre de production de notre région (de 2.204.456 degrés hectolitres en 1934) de sorte qu'on sent, aujourd'hui, le plafond de production atteint et même dépassé.

Industrie profondément intéressante parmi les industries lorraines, la brasserie a donné naissance à une foule d'autres petites industries, source de richesse pour la région avoisinante: outre les malteries, adjointes maintenant à presque toutes les brasseries, elle s'est annexée des fabriques d'acide carbonique, tout au moins à Nancy où l'usine des carboniques liquides réunis, est dit-on, à la tête des usines similaires de France (23). Enfin, à proximité d'un certain nombre de brasseries, à Nancy, à Jarville et à Charmes, l'industrie de la tonnellerie donne lieu, en Lorraine, à d'importantes affaires d'exportation. L'avenir de la brasserie se résumera sans doute dans la continuation du mouvement commencé, dans la disparition des petites entreprises ou même des plus grandes économiquement ou commercialement mal dirigées. Comment ces dernières pourraient-elles lutter contre les grosses brasseries bien menées comme on en trouve en M.-et-M.?

Ce sont les groupements de brasseries qui l'emporteront dans l'avenir; c'est donc à une accentuation de la concentration horizontale, déjà si fortement marquée qu'il faut s'attendre. C'est le même caractère, le même avenir que nous rencontrerons dans les principales industries lorraines. Le mouvement de concentration s'y est amplifié, comme, toutes proportions gardées, il s'est répandu dans les brasseries lorraines.

(23) *Illustration économique et financière* « M.-et-M. », p. 125.

SECTION II

Les industries-clés en Lorraine

Le fer et le sel sont les deux grandes richesses du sous-sol lorrain. Elles ont donné naissance à deux catégories d'industries qui, à elles seules, suffiraient, par leur importance, à constituer à l'économie lorraine sa base industrielle. Toutes deux ont entraîné à leur suite une multitude d'industries dérivées, qui ont avec les premières des rapports tellement étroits qu'on ne peut les séparer, de sorte que le centre salicole lorrain est une ruche d'industries et qu'on peut en dire autant des centres ferrifères.

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE DU SEL ET SES DÉRIVÉS

C'est une des plus anciennes industries lorraines et c'est pourquoi nous la plaçons en premier. Ses origines se perdent dans la nuit des temps et l'on a trouvé, aux environs de Vic et de Marsal, les traces d'un briquetage (le fameux briquetage de la Seille), qui servait, il y a bien des siècles, à recueillir, sur des briques chauffées, l'eau salée que l'on faisait évaporer (1). C'est une industrie qui eut bien mauvaise presse dans la vieille Lorraine, d'abord parce que le sel était la matière imposable par excellence (2), puis parce que les salines avaient la réputation d'avoir, par leur besoin exagéré de combustible, causé une hausse énorme du prix du bois; aussi, les cahiers de doléances demandaient-ils rien moins que leur suppression pure et simple. Après avoir longtemps fait l'objet d'un monopole, les salines de l'Est, furent enfin, en 1840, aliénées par l'Etat qui rendit ainsi au droit commun et à l'industrie privée la fabrication du sel de notre région (3).

*
**

Somnolente jusqu'à l'introduction en France, peu de temps avant 1870, des procédés de fabrication de la soude,

(1) R. PARISOT. T. I, page 16.

(2) Vis-à-vis de l'impôt sur le sel, Franche-Comté et Lorraine constituent « Les pays de salines » à côté des pays de Grande et de Petite gabelle, des pays de Quart-Bouillon, etc.

(3) A part la Franche-Comté, région voisine, qui compte aussi plusieurs salines, partout ailleurs (sauf en de très rares cantons de l'Alsace, de la Savoie et des Pyrénées où en exploitait quelques sources salées de bien moindre importance) le sel fait défaut et c'est des eaux de la mer, dans les sauneries et les marais salants, qu'on a longtemps extrait la plus grande partie de la production nationale.

l'industrie séculaire du sel y trouva les éléments d'une activité inespérée. L'on oppose aujourd'hui l'Alsace et la Lorraine, au point de vue des industries chimiques, en disant que le Saulnois retient l'industrie salicole et la fabrication des « soudes commerciales », l'Alsace la fabrication des engrais potassiques et du chlorure alcalin, correspondant. Il y a là deux productions différentes du sol, deux variétés de la grande industrie (4).

Au 31 décembre 1935, il existait 23 concessions de mines de sel et sources salées en M.-et-M.; 21 d'entre elles se groupent au voisinage du confluent de la Meurthe et du Sânon, les deux autres sont situées dans la vallée de la Moselle. Après le retour de la Lorraine annexée, le centre salicole s'est accru de sept nouvelles salines. Les concessions exploitées dans ces deux départements couvrent une superficie de 18.644 hectares dont 14.087 en M.-et-M., et 4.567 en Moselle.

Les centres d'exploitation du sel en Lorraine peuvent se répartir en deux groupes suivant le mode d'exploitation, suivant qu'ils cherchent à obtenir du sel raffiné ou du sel gemme :

Le sel raffiné s'obtient par l'évaporation de l'eau salée (c'était déjà le procédé employé avec le briquetage de la Seille). Ou bien on rencontre l'eau salée provenant de courants naturels ou de la dissolution sur place des marnes salifères et du sel gemme en forant des trous de sonde dont la profondeur varie entre 50 et 300 mètres; ou bien, quand les sondages ne rencontrent pas d'eau salée (et c'est le cas le plus fréquent) on introduit de l'eau douce qui est pompée après s'être saturée en créant au fond du sondage une chambre d'éclosion.

C'est sous cette forme que le sel est exploité dans les nombreuses salines lorraines qui se rangent en trois groupes :

Le groupe de la Meurthe, le plus important avec les salines de Saint-Nicolas, de Rosières-Varangéville, de Sommerviller, d'Einviller-Maixe, d'Art-sur-Meurthe, de

(4) P. BAUD. *L'industrie chimique de la France*, p. 350.

Dombasle, de Laneuveville, de Tomblaine, de Maixe, de Bosserville, de Crévic.

Le groupe de Dieuze, moins nombreux, ne comprend que trois établissements : Kuhlmann à Dieuze, Solvay à Château-Salins, et la saline de Salées-Eaux à Lezey.

Enfin, aux deux premiers s'ajoute le groupe de Sarralbe, avec les salines de Sarralbe et celles du Haras ou de Saltzbronn (5).

Plus avantageux et plus facile à exploiter que le sel raffiné (qui exige une multitude d'opérations (le schlottage ou épuration, le salinage, la dessiccation), le sel gemme se trouve en un gisement que l'on atteint par des puits de 120 à 160 mètres de profondeur, en des galeries larges de 10 à 15 mètres, qui ne nécessitent aucun boisage, aucun travail de soutènement, qui ne redoutent aucune venue d'eau : c'est la mine idéale, facile à exploiter. Trois mines de cette sorte se rencontrent en Meurthe-et-Moselle (il n'y en a pas en Moselle) à Saint-Nicolas, à Varangéville et à Einville.

*
* *

La région lorraine, à elle seule, produit annuellement 900.000 à 950.000 tonnes de chlorure de sodium soit au moins la moitié de la production française (1.800.000 tonnes par an), le 1/25^e de la production terrestre. Une partie de ce sel est transformée en sel raffiné dont la production totale est, actuellement, d'environ 251.000 tonnes, c'est-à-dire, à peu de choses près, celle de 1913. Les variations qu'elle a subies montrent, après une forte diminution causée par les conséquences de la guerre, une légère reprise des années 1924, 1925, 1926 suivie d'une diminution de production qui, depuis 1932, remonte légèrement, bien qu'elle ait subi, en 1935, un fléchissement passager :

(5) MATTENET. *Le sel lorrain. Pays lorrain*, 1932, p. 255.

PRODUCTION EN TONNES DE SEL RAFFINÉ

	M.-et-M.	Moselle	Total
1913	179.284	76.672 (6)	255.956
1923	135.952	57.635	193.587
1926	167.747	80.259	248.006
1928	150.278	80.056	230.334
1931	151.295	75.870	227.165
1932	148.412	88.834	237.246
1933	154.373	84.685	239.058
1934	173.192	77.497	250.689
1935	137.382	77.490	214.872

L'année 1935 fut également pour la production de sel gemme, l'année de plus faible production depuis la guerre.

PRODUCTION EN TONNES DE SEL GEMME DES TROIS MINES LORRAINES

1913....	115.908	1927....	190.706	1932....	141.219
1923....	177.751	1928....	215.532	1933....	141.435
1924....	160.962	1929....	184.113	1934....	149.610
1925....	183.198	1930....	161.045	1935....	128.534
1926....	208.760	1931....	153.149	1936....	152.148

En 1923, on annonçait déjà, pour le sel, un commencement de surproduction, qu'aujourd'hui encore on a signalé maintes fois. Les causes en sont: la concurrence du sel marin, d'un prix de revient nettement inférieur et aussi la perte, pour les salines mosellanes, de la plus grande partie de leurs débouchés: pendant les quarante-cinq années d'occupation allemande, la production de ces usines s'était fortement développée (une convention avec le syndicat des salines allemandes réservait au groupe lorrain un rayon de vente très étendu comprenant la lorraine annexée, l'Alsace, le Luxembourg et les provinces de la rive gauche du Rhin). Or, les salines de la Moselle ont perdu la plus grande partie de ce rayon (7).

Les salines lorraines ont confié le soin d'écouler leur production à un organisme commercial: « le Comptoir de

(6) Bien entendu, la production mosellane ne rentre pas encore à cette époque dans l'économie française.

(7) R. PAYELLE. *Illustration économique et financière* « La Moselle ».

vente des sels de l'Est » dont elles font presque toutes partie et qui s'efforce de régulariser la production et les cours des sels, de réduire les frais généraux. Si la question des débouchés est un facteur primordial dans les variations de production du sel, les salines lorraines ont cependant la particularité de trouver, sur place, un débouché naturel, dans les soudières installées à leur voisinage et auxquelles elles envoient une partie du sel contenu dans les saumures qu'elles remontent chaque année.

*
**

Le sel est, en effet, le générateur d'une foule de produits chimiques : sels de soude, soude caustique, carbonate, bicarbonate, sulfate et sulfite ; on en tire aussi les dérivés du chlore (acide chlorhydrique, chlorure décolorant, lessives). Cela suffit à donner une idée de la puissance de l'industrie chimique née sur le sel et concentrée dans les usines de Dombasle, de la Madeleine, d'Art-sur-Meurthe et de Sarralbe (8). Sous le nom de soude, elles livrent au commerce deux produits chimiques voisins mais différents : le carbonate de sodium (9), et la soude caustique. Le passage de l'un à l'autre est aisé, aussi peut-on parler de soude tout court sans préciser, et l'on donne le nom de soudières à ces gigantesques industries si caractéristiques aux environs de Nancy.

La première fut installée en 1874 par un industriel belge, SOLVAY, qui fit breveter une méthode ingénieuse et remarquablement économique (par son processus en circuit fermé) pour la fabrication du carbonate de sodium. Située au contact des puits d'eau salée, du canal et du chemin de fer, à peu de distance de la pierre calcaire indispensable à cette industrie, elle semble réunir les meilleures conditions possibles de production. Dix ans après son ins-

(8) MATTENET, *loc. cit.*, p. 255.

(9) Le carbonate de soude trouve ses débouchés les plus importants dans la verrerie, dans le blanchiment, dans la teinture, dans le foulage des laines et leur nettoyage, dans l'économie domestique et, d'une façon générale, dans toute les industries où l'on a besoin d'un alcali à vil prix. Les applications du carbonate de soude ne sont pas toutes strictement chimiques et ceci donne une idée de la largeur du marché de la soude.

tallation à Dombasle, en 1884, Solvay produisait déjà plus de la moitié de la soude française et 14 ans après, en 1888, il en produisait les $\frac{3}{4}$. Les soudières lorraines ont, du reste, une situation unique en France, trouvant à proximité toutes les matières premières dont elles ont besoin : les calcaires dans les carrières de Toul ou de Laxou (à l'ouest de Nancy), les eaux ammoniacales dans les cokeries avoisinantes, le charbon de la Ruhr, du Nord ou du Pas-de-Calais qui lui est amené par eau, empruntant le canal, tout proche.

Tous ces facteurs réunis expliquent sans doute, d'abord, la disparition progressive en France de la soude Leblanc remplacée au fur et à mesure par une production plus intensive de la soude Solvay.

		Soude Leblanc	Soude Solvay
		—	—
		Tonnes	Tonnes
Vers	1865	45.000	300
	1883	50.000	57.000
	1888	32.000	97.000
	1902	15.000	210.000

Ils sont cause aussi de l'augmentation tous les ans, depuis 1913, de la production en carbonate de soude des trois soudières de M.-et-M. Elle atteignit le point culminant, en 1930, avec 596.750 tonnes. Depuis, elle a légèrement baissé, mais les chiffres de ces dernières années indiquent, en 1933, en 1934, en 1936, une reprise plus ou moins sensible de l'industrie de la soude.

PRODUCTION EN CARBONATE DE SOUDE
DES TROIS SOUDIÈRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE
(en tonnes)

1913....	316.205	1927....	464.653	1932....	458.132
1923....	342.631	1928....	585.739	1933....	464.951
1924....	417.320	1929....	559.608	1934....	467.597
1925....	459.119	1930....	596.750	1935....	477.543 (10)
1926....	523.891	1931....	498.541	1936....	528.933

(10) Tous ces chiffres et ceux qui précèdent ont été extraits des rapports de l'ingénieur en chef des mines de Meurthe-et-Moselle et de l'ingénieur en chef des mines de la Moselle.

Une soudière existe aussi dans le département de la Moselle, à Sarralbe, mais sa production est peu de choses à côté de celle des soudières de Meurthe-et-Moselle (74.000 t. en 1932, 75.000 t. en 1933, 79.000 t. en 1934, 79.000 t. en 1935) ce qui, joint aux chiffres précédents, donnait, en 1935, un total de 556.543 t. de soude pour la région lorraine.

*
**

Production intense, et de beaucoup la plus remarquable en France, telle est la première caractéristique de l'industrie salicole et chimique en Lorraine. La seconde est certainement la concentration très accentuée que l'on rencontre tant dans les salines que dans les soudières. De très bonne heure, en Lorraine, ces industries ont pratiqué l'intégration verticale, l'utilisation en cascade des produits qui est imposée pour ainsi dire, par les conditions mêmes dans lesquelles doit, de toute nécessité, s'effectuer le travail chimique. Cette intégration était peut-être même plus grande autrefois, avec l'utilisation du procédé Leblanc qui donnait des sous-produits plus nombreux encore que le procédé Solvay.

En matière de concentration, il ne faut pas, du reste, comparer une entreprise de la grande industrie chimique à une aciérie par exemple, ou à un charbonnage, ou à une filature. Chaque technique oblige l'entrepreneur à employer, en proportions très variables, les éléments de la production (11).

Pour opérer dans les meilleures conditions économiques et réaliser un « cycle » fermé la soudière type comprend :

1° Une vitriolerie recevant du soufre; 2° un atelier de chlore et de chlorure de chaux; 3° une fabrique de carbonate et un atelier de soude caustique.

(11) Une batterie de hauts fourneaux peut subsister en dehors d'une cokerie ou des ateliers d'affinage. Une soudière soumettant à l'électrolyse des solutions de sel gemme trouve facilement des débouchés pour l'alcali, mais, pour écouler le chlore produit en même temps, elle doit le faire entrer dans de nouvelles réactions... Cette intégration garde une certaine souplesse mais elle reste bien le caractère distinctif de la grande industrie chimique, caractère que les premières soudières Leblanc, celle de Dieuze notamment, présentaient déjà.

L'économie de transport et de temps qui résulte de cette intégration a permis au centre salicole et chimique lorrain de développer et d'améliorer en conséquence les conditions techniques de la production, et l'on a pu dire que, si le saunier contemporain de Colbert, trouverait, sur les salins méditerranéens, vendéens ou bretons, les modes d'exploitation qu'il a lui-même mis en pratique, par contre, il ne constaterait quelques changements que dans les salines de l'Est où le bâtiment de graduation a disparu devant les appareils de concentration, à marche continue, parfois sous pression réduite (12).

Cette concentration industrielle apparaît énorme lorsque, par exemple, de Nancy à Dombasle, ou traverse les usines fumantes de la Madeleine, de Varangéville, de Dombasle, fantastiques assemblages de bâtiments variés, de hautes cheminées, de fours à chaux cerclés de fer, surmontés de monte-charges métalliques, de ponts roulants..., de hautes tours dentaires et tôles d'acier... La vie circule dans cet organisme puissant par les eaux des deux rives de la Meurthe, la grande ligne de chemin de fer de Paris à Strasbourg, le canal de la Marne-au-Rhin, raccordé à Laneuveville au canal de l'Est, tout un réseau aérien de câbles transporteurs.

Tous ces centres industriels ont grandement contribué à la prospérité de la région. Si les salines sont des établissements assez modestes (la plupart n'emploient aujourd'hui que 20 à 50 ouvriers et les 17 salines de M.-et-M., n'occupent pas en tout plus de 1.000 personnes), par contre, les soudières exigent cinq fois plus de personnel que les salines : ce sont elles qui ont transformé le Saulnois et créé un « paysage du sel » aussi tourmenté que le paysage du fer. A elle seule, la soudière de Dombasle occupe près de 3.000 ouvriers ; et l'ensemble industriel qu'elle constitue a porté le chiffre de la population de la région de 1.500 environ en 1873, à 7.000 aujourd'hui.

La concentration industrielle a entraîné la concentration des capitaux. Si l'on a écrit que l'histoire de la grande

(12) BAUD, *loc. cit.*, p. 65.

industrie chimique en France se confond, en fait avec l'histoire de quelques firmes, on trouve également en Lorraine quelques grandes sociétés (les établissements Kuhlmann, la Compagnie de Saint-Gobain, celle de Marchéville-Daguin (13), la Société Solvay), qui ont accaparé la majorité des salines et des soudières, et même des usines ayant avec celles-ci des rapports plus ou moins lointains. Saint-Gobain, par exemple possède, en Lorraine: une saline à Art-sur-Meurthe, une usine à Varangéville pour la fabrication de la soude, une manufacture de glaces à Cirey. La Société Solvay, surtout, possède plusieurs salines: à Haraucourt, à Château-Salins, à Sarralbe et deux soudières: à Dombasle et à Sarralbe.

Les soudières, enfin qui conservent leur indépendance commerciale (leur production n'est pas réglementée comme celle des salines, par le Comptoir des Salines de l'Est), étant des éléments d'organismes industriels puissants, ont une activité qui souvent n'est plus régionale, mais nationale.

C'est par toute cette industrie salicole et chimique jointe à la production sidérurgique, que l'industrie lorraine s'intègre fortement dans la vie économique française.

(13) Le Comptoir de l'industrie du sel Marchéville-Daguin et C^{ie} présente une exception unique parmi les entreprises formant la grande industrie chimique en France: actuellement, dans celle-ci, on ne trouve plus que des sociétés anonymes, or le Comptoir Marchéville-Daguin est dirigé par une société en commandite par actions exploitant deux salines et une soudière.

CHAPITRE II

LE FER ET L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

L'industrie du fer qui est l'industrie de base en Lorraine n'en est pourtant pas la plus ancienne: la mine n'a pas derrière elle un siècle d'existence; il en résulte que le paysage naturel s'est conservé d'une façon surprenante et qu'inversement l'outillage présente encore des imperfections. Les deux départements lorrains d'où l'on extrait actuellement plus des 9/10^e du minerai produit en France n'avaient presque aucune importance à l'époque de la Révolution. Le département de la Moselle, dans ses limites d'avant 1870, y compris par conséquent, l'arrondissement de Briey, n'occupait que le 64^e rang parmi les départements producteurs du minerai de fer. Dans la vallée de Longwy, au commencement du siècle dernier, il n'existait pas un seul haut-fourneau dans la vallée de la Chiers qui est devenue aujourd'hui une rue d'usines continue depuis Mont-Saint-Martin, près de la frontière belge, jusqu'à Rehon, en aval de Longwy.

Par quels prodigieux événements, cette petite industrie locale est-elle devenue la grande industrie régionale? Par quels chiffres aujourd'hui prend-elle rang dans la production mondiale? Comment expliquer enfin, l'immense enchevêtrement d'usines que représente la sidérurgie lorraine? Tels sont les points qu'il faut envisager rapidement pour replacer la région lorraine industrielle dans l'économie nationale.

§ 1. — LES ÉTAPES DE LA LOCALISATION
DE L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

C'est l'histoire, bien souvent rappelée, de ces étapes qu'il est utile de connaître, car elle explique aujourd'hui encore les particularités de l'industrie du fer et ses rapports avec les autres industries lorraines. Trois grandes dates la dominent et apportent, à partir de ce moment, un revirement complet de l'industrie métallurgique.

Jusque là, trois caractères sont le signe distinctif de l'industrie ferrifère en Lorraine: c'est une industrie rurale et traditionnelle, c'est une industrie localisée en rapport étroit avec les conditions géographiques du pays, enfin ce n'est pas une industrie régionale. Ces trois traits font de l'ancienne industrie du fer une industrie absolument opposée à ce qu'elle est aujourd'hui.

1° Tout d'abord, c'était une industrie essentiellement rurale: le temps n'était pas loin, au lendemain de la Révolution, et des cas se présentaient encore où une forge s'achetait et s'exploitait avec la terre, comme les fermes, le moulin, comme les carrières et toutes autres « appartenances et dépendances » qui se trouvaient sur le bien-fonds. Quand quelque maître de forge voulait étendre son exploitation, il créait ailleurs ou prenait à bail une autre usine. Mais ce n'était pas, comme de nos jours les différentes parties d'un même ensemble et ces divers établissements n'avaient entre eux d'autre lien que celui d'une direction commune. Au surplus, la plupart ne travaillaient que quelques mois de l'année, 8 ou 9 au plus et souvent 4 ou 5; leur main-d'œuvre fournie surtout par les populations rurales, était composée d'ouvriers-paysans qui, tous, cultivaient leur lopin de terre (1), et n'usaient que de vieux procédés empiriques que se transmettaient les générations successives.

De plus, la localisation de l'industrie métallurgique était à peu près uniquement en rapport avec les conditions géographiques et les ressources des lieux. On

(1) G. HOTTENGER. *L'ancienne industrie du fer en Lorraine*, page 73.

n'exploitait guère d'abord que le gîte superficiel de minerai provenant de la destruction par érosion des couches en place et dont les plus célèbres étaient les fameuses minières de Saint-Pancré qui prospéraient aux environs de Longuyon. L'extraction en était bien simple puisqu'on se contentait de « gratter le sol », mais elle se compliquait pourtant, par suite de la nature particulière de ces minerais, enrobés dans une gangue dont il fallait les débarrasser au moyen du broyage et du lavage qu'opéraient les « boccards » et les « patouillets », installations alors inséparables de toute exploitation minière. Dans les mois de sécheresse, l'eau manquait pour effectuer ces opérations et, alors dans l'attente des jours meilleurs, « la terre à mine » s'entassait sur les bords du ruisseau desséché (2).

Quant au travail du fer, il se faisait dans de nombreuses petites forges (on ne compte pas moins de 800 petites usines en 1836) alimentées pendant longtemps par des chutes d'eau et dans des hauts-fourneaux dont le seul combustible fut, pendant de longues années, le bois de la forêt voisine. « Comment reconstituer en imagination ces minuscules hauts-fourneaux de deux à trois tonnes, enchâssés dans un épais massif de maçonnerie, alimentés par les bois de la forêt et par le minerai extrait des couches superficielles du sol; ces forges qui, avec une dizaine d'ouvriers, utilisaient d'une façon aussi pittoresque qu'intermittente la force motrice de quelques cours d'eau et faisaient retentir les dalles du bruit de leurs marteaux? ».

Ce mode d'exploitation correspond à un mouvement d'expansion qui en Lorraine répandit le travail du fer sur les petits affluents de la Meuse, sur ceux de la Moselle et de la Sarre, sur la Saulx et sur l'Ornain, partout où le minerai se rencontrait à proximité d'un cours d'eau. Aussi, est-on tout étonné de rencontrer les forges particulièrement dans les Vosges et dans la Meuse, c'est-à-dire dans des régions où elles occupent aujourd'hui une place peu importante. Dans les Vosges et particulièrement dans la Vôge on travaillait le fer dans la grande manufacture

(2) HOTTENGER, *loc. cit.*, p. 91.

de Bains, et dans la majeure partie des cantons de Xertigny, de Darney et de Monthureux; or, le minerai était absent du pays, mais les massifs vosgiens, à défaut de minerai, avaient leurs forêts et la Franche-Comté voisine avait, elle, plus de mines et de minerais que de bois.

Dans le département de la Meuse, on trouve 36 hauts-fourneaux en 1840 et si les forges ou hauts-fourneaux de Bonnet, de Beaupré, de Bertheléville et Dainville, de Moutiers-sur-Saulx, de Jeand'heurs, de Morley ont disparu, ils ont été autrefois des centres vivants et animés de l'industrie du fer.

3° Enfin, le troisième aspect original de cette industrie fut que, jusqu'au milieu du XIX^e siècle au moins, elle n'était pas pour la Lorraine une industrie régionale: les forges vosgiennes avaient, nous l'avons vu, leurs destinées unies aux usines de Franche-Comté qui leur fournissaient leur fonte; les forges du Barrois vivant surtout par Saint-Dizier, par Paris, n'étaient qu'un prolongement de l'industrie champenoise; dans le Nord de la Meuse, les forges étaient une dépendance de l'industrie des Ardennes. Dans la Meurthe, trois établissements minuscules (Abreschviller, Cirey, Blâmont) représentèrent seuls l'industrie du fer pendant près de 50 ans. Seule, l'industrie du futur département de la Moselle, plus importante, avait, semble-t-il, une vie propre, un caractère plus nettement régional, qui pouvait faire présager l'avenir (3).

Etant donnés les aspects si particuliers: d'industrie dispersée, localisée partout où les bois et la force hydraulique abondaient, d'industrie sans caractère régional, l'industrie du fer se signale par le peu de valeur de sa production. Dans les statistiques nationales, c'est la Haute-Champagne (de Châtillon-sur-Seine à Chaumont et à Saint-Dizier) qui était le vrai pays du fer. On comprend alors que, d'après une statistique, relevée par le ministère du commerce et des Travaux Publics sur le travail du fer en 1834, parmi les départements de l'Est, c'était la Haute-

(3) Hayange et ses annexes peut être considéré comme le berceau de l'industrie du fer en Lorraine.

Marne qui atteignait le 1^{er} rang avec 8,78 % de la production nationale, la Moselle n'y occupait que le 5^e rang, la Meuse le 10^e, les Vosges le 12^e, la Meurthe le 63^e avec 0,0006 de la valeur totale, et la statistique de l'industrie minérale de l'année 1842 fait cette prophétie à première vue étonnante: « L'histoire de l'industrie du fer dans le département de la Meurthe, semble y offrir peu d'intérêt » (4). Trois événements allaient modifier l'aspect de l'industrie métallurgique lorraine et la rapprocher insensiblement des grandes usines actuelles dont elle fut, à tous égards, si longtemps différente.

Le premier fut, à partir de 1840 environ, la substitution, grâce surtout à la multiplication des transports, du combustible minéral au combustible végétal. La possibilité, grâce aux chemins de fer, de s'approvisionner largement en houille et en coke allait provoquer une évolution importante dans la répartition géographique des usines, et dans leur mode de travail (5). A la dispersion des temps anciens a fait place une concentration ou du moins une localisation qui est alors en train de créer les régions industrielles que nous voyons aujourd'hui.

Abandonnant les minerais superficiels qui sont vraiment trop pauvres, on se mit à exploiter les gisements de minerais oolithiques. En 1844, fut accordée la première concession du Bassin de Longwy, celle de Coulmy au Nord du département de la Moselle; 4 ans plus tard fut instituée celle de Champigneulle dans le département de la Meurthe. C'est de cette époque aussi que datent quelques-unes des plus anciennes usines qui existent encore en M.-et-M., celle de Longwy-Bas (1840-1863), de Mont-Saint-Martin et du Prieuré (1863-1865), de Maxéville (1865), de Liverdun (1866), de Jarville (1868) (6). Vers 1880, enfin, deux événements vont donner au bassin lorrain, qui jusqu'alors n'avaient eu qu'une importance purement locale, une envergure européenne et mondiale:

(4) LAFITTE. *La région lorraine, son évolution, son essor*, page 35.

(5) Une réalisation du travail lorrain: la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson. *Pays Lorrain*, 1934, page 146.

(6) L. BOUCHOT. *Leçons et récits sur l'histoire de Lorraine*, page 143.

Le premier fut la découverte par deux anglais du procédé Thomas et Gilchrist qui permit d'utiliser, pour la fabrication de l'acier, les fontes lorraines jusque-là impropres à cette fabrication en raison de leur trop grande contenance en phosphore. Peu de temps auparavant, en effet, une révolution considérable fut apportée dans la métallurgie du fer vers 1855-1860 par BESSEMER qui montra qu'on pouvait transformer une masse de fonte liquide en acier restant liquide simplement en soufflant de l'air à travers le bain de métal; la cornue (ou convertisseur) Bessemer dans laquelle on fait ce chauffage est ainsi l'appareil idéal pour fabriquer économiquement des aciers ordinaires toutes les fois qu'on dispose de fonte non phosphoreuse: les cornues Bessemer sont pourvues d'un revêtement réfractaire siliceux à tendances chimiques acides; dans ces conditions, le phosphore n'est pas brûlé et tout ce que la fonte pouvait contenir de cet élément se retrouve dans l'acier. La fonte lorraine, très phosphoreuse, donnait, avec ce procédé, un acier cassant, inutilisable jusqu'à la découverte Thomas et Gilchrist qui, par une simple modification du garnissage de la cornue qu'ils rendaient basique au lieu d'acide, réussirent à débarrasser l'acier du phosphore. Aujourd'hui, on s'accorde à dire que la teneur en phosphore du minerai lorrain est celle qui convient le mieux à la fabrication de la fonte Thomas.

Aussi, est-ce un métallurgiste lorrain (7) qui, le premier adapta le procédé Thomas au minerai lorrain. Après une série d'essais concluants, il se rendit acquéreur de la licence d'exploitation du brevet Thomas pour le département de M.-et-M., et la Lorraine annexée, ménageant ainsi le monopole de la mise en valeur de la nouvelle invention dans la région de l'Est aux usines qu'il gérât: le 9 décembre 1880 la Société de Wendel et Compagnie, mettait en route à Jœuf, la première aciérie Thomas de M.-et-M. Une seconde fut allumée à Mont-Saint-Martin par la Société des Aciéries de Longwy le 19 février 1883. Ce furent longtemps les deux seuls concessionnaires des brevets en M.-et-M.

(7) HENRI DE WENDEL.

Enfin, un autre événement, vers la fin du XIX^e siècle, devait donner à notre industrie une impulsion considérable: ce fut la découverte du Bassin de Briey. Elle fut la conséquence du Traité de Francfort et la perte, pour la région lorraine, d'une de ses forces vives devait être compensée par de nouvelles richesses: la frontière de 1871 entre la France et l'Allemagne fut tracée de manière à laisser à celle-ci la totalité du gisement lorrain connu, excepté le petit Bassin de Villerupt et les Bassins de Longwy et de Nancy. De nouveaux sondages furent aussitôt entrepris et, en 1882, on réussit à trouver de riches terrains miniers dans la vallée de l'Orne, près d'Homécourt. Quelques années s'écoulèrent avant la découverte du minerai situé entre la vallée de l'Orne et le Bassin de Longwy. Dès la fin du siècle, le Bassin de Briey était connu sur son étendue actuelle.

Depuis cette époque, la production lorraine de minerai, de fonte et d'acier n'a pas cessé d'augmenter démentant le jugement si mal fondé de Thiers après les négociations du Traité de Francfort: « Du fer, il y en a partout en France et la prospérité métallurgique de l'Est est une pure illusion qui ne durera pas éternellement ». Après un arrêt dans son essor, par suite de toutes les destructions causées par la guerre et les difficultés de réadaptation apportées par la réunion de la Lorraine annexée qui suscita une crise non encore résolue, la Lorraine métallurgique a repris sa marche ascendante d'avant-guerre et son orientation a continué dans le même sens. Les progrès même des procédés, l'augmentation des besoins de la consommation auxquelles seules pouvaient répondre les grandes usines, ont fait perdre toute importance aux trois éléments: bois, eau et minerai, dont le concours sur les mêmes lieux avait amené notamment le développement de l'industrie métallurgique meusienne et, dans une certaine mesure celui de l'industrie vosgienne. Avec ses 120.000 mineurs et ouvriers d'usines (dont 1/3 se répartit sur les mines et 2/3 sur les usines métallurgiques), la Lorraine n'a certainement pas l'envergure du bassin de la Ruhr, par exem-

ple, avec ses 400.000 mineurs, ou d'autres grands bassins houillers de l'Europe occidentale; elle n'en constitue pas moins, dans la France métallurgique, un véritable petit monde industriel dont l'évolution se fait de plus en plus vers la localisation en certaines régions privilégiées, et la concentration en un petit nombre d'usines dotées d'appareils puissants.

§ 2. — L'INDUSTRIE MINIÈRE ET LA PRODUCTION DE FER

« La France industrielle trouve son point d'appui dans l'Est et le Nord, deux pôles inséparables de son activité, l'un par le fer, l'autre par la houille. Les 9/10^e de la production française du fer lui sont fournis par le département de M.-et-M., les 8/10^e de la production allemande du fer sont fournis par la Lorraine annexée. Et, si nous additionnons les chiffres de tonnes que représente cette double production, il résulte un total équivalent au 1/3 de la production actuelle du fer dans le monde » (8).

Ce que VIDAL DE LA BLACHE exprimait vers 1917, est vrai encore aujourd'hui, où environ 40.000 ouvriers retirent chaque année du sol lorrain une quantité de minerai qui, il y a quelques années seulement, approchait de 50 millions de tonnes. Au 31 décembre 1935, il y avait, dans la Lorraine tout entière, 261 concessions dont 120 octroyées en M.-et-M., et 141 en Moselle; parmi elles 58 concessions sont actuellement exploitées en M.-et-M., et 31 en Moselle. Ce sont donc ces deux départements seuls qui intéressent l'industrie minière en Lorraine; pourtant, quatre de ces concessions sont en partie situées dans le département de la Meuse et deux y ont leur siège d'extraction, mais elles sont administrativement rattachées au département de M.-et-M. (9).

Elles se partagent en trois bassins :

Celui de Nancy, peut être le plus ancien mais aujourd'hui le moins important où le fer est extrait dans les con-

(8) P. VIDAL DE LA BLACHE, *La France de l'Est*, page 238.

(9) Rapport, en 1935, de l'ingénieur en chef des mines de M.-et-M.

cessions d'Amance, Boudonville, Pompey, Bois-du-Four, etc...

Celui de Briey-Longwy (Longwy est, en effet, le prolongement du premier), avec les centres d'extraction de : Tucquegnieux et Bettainvillers, Auderny-Chevillon, Jœuf, Auboué, Droitaumont, Piennes, etc.

Le Bassin de Metz-Thionville, dont les noms les plus connus sont ceux des concessions de Montrouge, de Wendel, de Rombas, d'Ottange, de Bassompierre, de Burbach, est aujourd'hui le centre le plus productif en minerais de fer : ses réserves de minerais sont, en effet, le double de celles des régions de Longwy, de Nancy et du Luxembourg mises ensemble.

Dans la Meuse enfin, Bouligny et les trois concessions : de Bouligny, Joudreville, Amermont-Donmery représentent le point extrême vers l'Ouest du Bassin de Briey.

L'extraction du minerai ne se fait pas, dans tous les bassins, de la même façon, et la minette lorraine est exploitée à l'aide de deux moyens différents suivant que l'on envisage les minières ou les mines.

Les minières sont de véritables carrières à ciel ouvert qui se trouvent toutes dans la région de Longwy, groupées presque exclusivement autour d'Hussigny : sur les cinq exploitées au 31 décembre 1935, quatre étaient situées le long du ruisseau de la Côte Rouge, la cinquième à proximité de Villerupt.

Les mines présentent elles-mêmes deux modes d'extraction :

Celui des mines d'affleurement, dont l'extraction par galeries est le procédé le plus fréquent en Moselle où les gisements, affleurant à flanc de côteau, sont facilement atteints par des galeries de niveau.

Celui des mines profondes enfin où l'extraction se fait par puits. Elles sont presque toutes situées dans le Bassin de Briey et, plus rarement, dans le Bassin de Metz-Thionville où les fonçages à travers les terrains aquifères sont souvent difficiles et coûteux et se rencontrent cependant sur les plateaux d'Aumetz et de Saint-Privat.

Sur toutes ces mines, la crise mondiale entraînant la raréfaction des débouchés, n'est pas restée sans effet : au cours de 1935, dans le bassin de Longwy, les mines de Pulventeux, de Coulmy et de Warnimont ont chômé toute l'année; dans celui de Nancy, les mines de Chavigny-Vandœuvre, Custines, Sexey-aux-Forges et Ludres, arrêtées en 1932, sont restées inactives toute l'année, la mine d'Amance a été fermée définitivement en décembre 1935 (10).

Toutes ces variations dans l'état d'exploitation se sont traduites, ces récentes années, par une légère diminution de la production en minerai de fer. Les bassins lorrains répondent cependant parfaitement aux conditions exigées pour le développement d'un bassin minier. Celui-ci, étroitement lié à la structure géologique, dépend, en plus, de trois facteurs : les conditions d'extraction, la nature juridique et les possibilités financières de l'entreprise, l'abondance et la qualité de la main-d'œuvre. Ce dernier facteur, il est vrai, ne peut être considéré indépendamment de la production car il y a, à chaque instant, action et réaction entre l'extraction qui traduit, avec un retard plus ou moins grand, les dispositions du marché, et le mouvement du personnel (11).

Parmi les conditions d'extraction, il en est une importante qui, souvent vient augmenter le prix de revient du minerai de fer : c'est l'exhaure de l'eau qui survient au fond de la mine. En 1930, près de 170 millions de m³, soit un peu plus de 4,5 m³ par tonne de minerai ont représenté le volume d'eau exhaurée. Celui-ci varie avec les années : ainsi, le volume exhauré dans le Bassin de Briey s'élevait à 51.135.000 m³ en 1933, 43.522.000 m³ en 1934 et 59.373.000 m³ en 1935. La répartition du volume exhauré est aussi des plus irrégulière suivant les mines envisagées : la mine la plus favorisée n'extrait que 170 litres à la tonne, la mine la moins favorisée en extrait 12.340 li-

(10) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de M.-et-M., 1936.

(11) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, page 268.

tres (12). Il y a là une cause d'augmentation du prix de revient qui, pour certaines usines atteint six francs la tonne.

Mais les conditions d'extraction ne sont pas les seuls facteurs du développement d'un bassin minier; la « rentabilité » de l'entreprise en est un autre dont il faut tenir compte: on estime qu'à part la mine de Moutiers toutes les mines lorraines ont employé, pour commencer l'extraction, un capital de 10 à 15 millions (13). On estimait, en 1930, que la construction d'un siège équipé pour produire un million de tonnes revient, dans la région lorraine à 400 millions de francs. Pour payer des intérêts et amortir le capital, il faut réaliser un bénéfice net annuel d'au moins 20 millions de francs, soit 20 francs par tonne.

Toutes ces considérations ont sans doute apporté une limite à la zone d'extraction, mais elles expliquent surtout que les mines ne peuvent produire avec bénéfice qu'autant que leur extraction porte sur un tonnage considérable. C'est sans doute une des raisons qui expliquent la production sans cesse croissante, au moins jusqu'à ces dernières années, de la région lorraine minière.

*
**

Lorsqu'on étudie le mouvement de cette production, et que l'on envisage son chiffre global, on constate une augmentation croissante depuis la fin du XIX^e siècle (le Bassin de Briey vient d'être découvert) jusqu'à 1913. La Meurthe-et-Moselle ne produit pas 1 million de tonnes de minerai en 1875, alors qu'en 1913, elle produit plus de 19 millions de tonnes!

La guerre devait arrêter cet essor: les Allemands occupèrent une grande partie du département de M.-et-M., et, entre autres, toutes les exploitations de minerai de fer des Bassins de Briey, Longwy; ils reprirent l'extraction d'un certain nombre de mines (qui ont souffert d'une exploitation visant uniquement à un rendement élevé immédiat).

(12) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de Meurthe-et-Moselle, 1936.

(13) G. HOTTENGER. *Le Bassin de Briey*, p. 104.

Seules, trois mines du groupe de Landres furent noyées à la fin d'août 1914 (Amermont-Dommery, Piennes et Murville). Il y eut donc pour l'industrie minière, comme du reste aussi pour l'industrie métallurgique, un travail énorme de reconstruction à accomplir en même temps que se produisaient des difficultés économiques de tout genre.

Ce n'est guère que vers 1827, que les mines retrouvent leur production d'avant-guerre. Celle-ci est augmentée de la production mosellane qui, avant 1914 atteignait déjà plus de 21.373 tonnes; c'est-à-dire plus des 2/3 de la production totale du minerai en Allemagne (28.000.000 tonnes).

PRODUCTION DE MINERAI DE FER DE LA RÉGION LORRAINE
En milliers de tonnes

Années	Metz- Thionville	Briey	Longwy	Nancy	Total
1880.....	996		1.658		2.654
1900.....	7.742	232	2.240	1.721	11.935
1913.....	21.373	15.100	2.608	1.916	40.997
1924.....	12.480	11.976	2.159	755	27.370
1928.....	20.404	21.092	3.569	1.501	46.566
1929.....	21.350	21.360	3.780	1.410	47.900
1930.....	20.240	20.583	3.764	1.413	46.000
1931.....	15.765	16.917	2.463	1.079	36.224
1932.....	11.635	12.347	1.405	640	26.027
1933.....	13.138	13.248	1.467	701	28.554
1934.....	13.670	14.094	1.627	734	30.125
1935.....	13.656	14.371	1.520	669	30.216
1936 (4)...	14.125	14.809	1.587	771	31.292

A partir de 1924, la production est croissante: elle atteint en 1929: 47,9 millions de tonnes qui paraît être son chiffre maximum, puisque, depuis cette date, elle a sans cesse décliné et n'est plus, ces dernières années, que la moitié de ce qu'elle était en 1929. L'extraction de 1936 est cependant en légère augmentation sur les années précédentes.

La crise, en abaissant l'extraction, a prolongé d'autant

(14) Chiffres provisoires.

l'existence du bassin minier. Si le chiffre d'extraction de 1929, s'était maintenu, le bassin (dont les réserves avaient été évaluées à 4,155 milliards de tonnes) aurait été épuisé dans 86 ans, et, à moins que le gisement se prolonge en profondeur dans l'Ouest, la Lorraine métallurgique n'aurait continué son existence, ainsi que tant d'autres bassins épuisés, que grâce aux énormes capitaux investis dans les usines (15) et à l'expérience d'une main-d'œuvre entraînée pendant des générations.

*
* * *

Telles sont les observations qui se dégagent de l'ensemble de la production de minerai lorrain. Si, maintenant, nous envisageons celle des différents bassins, nous constatons que c'est le Bassin de Briey qui, aujourd'hui vient en tête, après avoir eu une production inférieure à celle du Bassin de Metz-Thionville.

Le Bassin de Briey est, relativement, le moins touché par la diminution de production de ces dernières années : en 1934, il a produit 68 t. 3 contre 100 en 1930 ou 93 tonnes contre 100 en 1913. Par contre, le Bassin de Longwy ne produit plus que 48 tonnes contre 100 en 1930 ou 62 t. contre 100 en 1913. Le Bassin de Nancy, enfin, ne produit plus que 51 tonnes contre 100 en 1930 ou 38 contre 100 en 1913. (Ce dernier est, de beaucoup, le moins productif des 4 bassins lorrains). Malgré cette diminution de l'extraction, la production lorraine de minerai de fer atteignait encore en 1935 le chiffre global de 30 millions 216.000 tonnes pour une production globale en France de 32.049.000 tonnes, c'est-à-dire presque la totalité de la production française (la Normandie produit environ : 1.390.000 tonnes, les bassins d'Anjou-Bretagne : 235.000 t., les Pyrénées : 23.000 t., et les autres bassins 11.000 t.). C'est donc grâce au minerai lorrain que la France occupe, pour la production du minerai, le deuxième rang dans le monde immédiatement après les Etats-Unis.

(15) A. SÖMME. *La Lorraine métallurgique*.

C'est l'essor de la métallurgie des fontes phosphoreuses qui a développé considérablement la production du gisement lorrain, car non seulement les industriels français utilisaient la minette lorraine, mais encore leurs concurrents sarrois, belges et wesphaliens (en raison de la faiblesse des prix de revient et des facilités de transport). Ce sont donc en partie les fluctuations de la production métallurgique qui sont enregistrées dans les chiffres de production de minerai de fer, l'industrie métallurgique et l'industrie minière étant inséparables.

§ 3. — LES USINES SIDÉRURGIQUES EN LORRAINE ET LEUR PRODUCTION

La nature nous a donné des minerais de fer. En les traitant au haut-fourneau, on en extrait économiquement le fer, mais sous la forme de fonte qui est du fer accompagné notamment de 3 à 4 % de carbone et de divers autres éléments, tels que du silicium, du phosphore, du soufre, du manganèse. Mais la fonte ne peut ni se forger, ni se laminier, car elle n'a aucune consistance au rouge; à la température ordinaire, elle casse sans déformation préalable.

Notre métallurgie actuelle de production d'objets en fer ou en acier consiste alors à traiter la fonte, à l'affiner comme on dit, pour lui enlever tout ou partie des éléments étrangers; on y arrive par une oxydation, l'oxygène étant le plus souvent emprunté à l'atmosphère ambiante (16).

Tous les procédés d'affinage de la fonte ont été employés en Lorraine, depuis le procédé de puddlage (où les fours à puddler, éliminant complètement le carbone, n'en retiennent pas une dose suffisante pour obtenir de l'acier), jusqu'au procédé Bessemer corrigé par le procédé Thomas qui, ainsi que nous l'avons vu, apporta une véritable révolution dans la métallurgie lorraine, jusqu'à la mé-

(16) J. SEIGLE. *Nancy, la région lorraine*, 18^e Congrès de Médecine, p. 219.

thode de l'aciérie Martin qui, en combinant des déchets de fonte avec de la fonte liquide permet d'obtenir, dans les fours à haute température, des aciers supérieurs, pour arriver, enfin, aux procédés métallurgiques plus récents, parmi lesquels le four électrique à acier qui, en raison du prix assez élevé de l'énergie électrique dans notre pays n'y est pas d'un emploi fréquent sauf en fours d'assez faible tonnage.

Longtemps, cependant, la seule dépendance que comportait le haut-fourneau dans son voisinage immédiat était la « sablerie » comme on disait alors, c'est-à-dire le moulage de la fonte. Parmi tous les perfectionnements apportés à l'industrie métallurgique, un certain nombre furent inaugurés pour la première fois dans la région lorraine. C'est en Lorraine que l'on introduisit pour la première fois le procédé du puddlage du fer à la houille et que l'on innova la substitution du combustible minéral au charbon de bois (17).

Partie du haut-fourneau, la sidérurgie lorraine est devenue d'une complexité inouïe. A côté des hauts-fourneaux, producteurs de fonte, nous y trouvons des appareils producteurs d'acier : convertisseurs pour la fabrication des aciers Thomas à partir des fontes phosphoreuses, fours Martin pour la fabrication de l'acier à partir des ferrailles et des fontes d'affinage, fours à creuset ou fours électriques pour la fabrication des aciers spéciaux. On comprend ainsi que la région lorraine puisse être considérée comme la première région métallurgique de France : 60 à 80.000 ouvriers occupent 35 usines ; un des groupes les plus importants du monde pour la production de la fonte, du fer et de l'acier.

Parmi ces usines un premier groupe comprend les usines du Bassin de Metz-Thionville : la large et plate vallée de la Moselle est, en effet, sur sa rive gauche, là où est la voie ferrée entre Metz et Thionville, une rue continue d'usines et de maisons ouvrières ; en quittant Metz

(17) Toutes ces innovations sont dues au maître de forges : François de Wendel.

pour aller à Thionville, on passe d'abord devant les deux usines à hauts-fourneaux de Maizières, puis devant celles d'Hagondange. La cité ouvrière de Rombas atteint presque la voie ferrée tandis qu'on aperçoit leurs usines ainsi que celles de Rosselange et de Moyeuvre appartenant à la maison de Wendel. Au delà de la vallée de l'Orne, à Uckange, à la sortie de la vallée de la Fentsch, où l'espace est plus resserré que dans la vallée de l'Orne, on rencontre d'autres hauts-fourneaux en attendant ceux qui se trouvent aux portes de Thionville.

21 usines sidérurgiques se répartissent en M.-et-M., dans 3 régions principales :

1° La vallée de l'Orne avec les usines de Jœuf, d'Homécourt, d'Auboué ;

2° Le Bassin de Longwy avec celles de Micheville, Villerupt, Hussigny, Saulnes, Moulaine et Mont-Saint-Martin, Gouraincourt, Gorcy et Senelle-Rehon ;

3° Le Bassin de Nancy avec les usines de Neuves-Maisons, Jarville, Maxéville, Champigneulle, Frouard, Pompey, Foug, Pont-à-Mousson.

Parmi ces usines, on compte 9 aciéries Thomas (Jœuf, Homécourt, Micheville, Mont-Saint-Martin, Gouraincourt, Senelle-Rehon, Pompey, Dieulouard, Neuves-Maisons) et 6 aciéries Martin (Homécourt, Mont-Saint-Martin, Senelle, Pompey, Dieulouard, Neuves-Maisons).

Enfin, les usines de Gouraincourt, Homécourt et Réhon possèdent chacune un four électrique.

Parmi toutes ces usines, l'usine de Jœuf est le plus grand producteur de fonte en M.-et-M.

La région de Nancy, malgré ses forges et aciéries importantes, est plutôt, par rapport aux autres régions, dans une situation moins favorable : d'abord, parce que, situées pendant la guerre à l'arrière de la ligne du front, ses usines se sont trouvées vieilles en comparaison des usines reconstruites plus au Nord ; puis, parce qu'elles doivent supporter des charges plus élevées pour le transport du coke et surtout du minerai calcaire de Briey dont une certaine distance la sépare. Aussi, dans cette région, à côté

des usines de Pompey, de Neuves-Maisons, et de Pont-à-Mousson qui sont de gros producteurs, trouve-t-on des hauts-fourneaux qui, comme ceux de Jarville ne seront certainement jamais rallumés, ou comme ceux de Frouard qui chôment constamment.

*
* * *

Le 31 décembre 1936, 38 hauts-fourneaux à feu avaient fonctionné toute l'année en M.-et-M., et 27 en Moselle, produisant, les premiers 2.337.000 tonnes de fonte et les seconds 2.317.000 tonnes; au total: 4.654.000 tonnes. Sans doute, nous sommes loin des 7.843.000 t. produites en 1928 et même des 4 millions de tonnes fournies en 1913 par le seul département de M.-et-M. Avant la guerre, c'est plus de 70 % de la production française que produisait ce département. La reprise de l'activité métallurgique après guerre y fut extrêmement lente. En Moselle, ce furent le manque de coke et les conditions économiques générales qui ralentirent la production.

A partir de 1925, cependant, la production des deux départements lorrains en fonte reprend sa marche ascendante jusqu'en 1931, date à partir de laquelle elle a décliné sensiblement bien que marquant une légère reprise en 1936.

Cependant, le pourcentage de la fonte lorraine dans la production française apparaît encore remarquable dans les derniers chiffres produits qui sont les suivants:

POURCENTAGES DANS LA PRODUCTION GLOBALE DE FONTE :

	1934	1935
Est (sans la Moselle)	42,9	43,1
Moselle	35	36,2
Nord	12,8	11,2
Centre	1,4	1,3
Sud-Ouest	1,2	1,1
Sud-Est	1,4	1,5
Ouest	5,3	5,6 (18)

(18) *Revue de l'industrie minière*, n° du 1^{er} novembre 1936, page 189.

PRODUCTION DE FONTE DES DEUX DÉPARTEMENTS LORRAINS
DE MEURTHE-ET-MOSELLE ET MOSELLE

En milliers de tonnes (19)

Années	M.-et-M.	Moselle	Total
1900	1.670	1.523	3.193
1913	3.493	3.869	7.362
1920	1.182	1.368	2.550
1922	2.060	2.260	4.320
1924	3.052	2.984	6.036
1926	3.816	3.573	7.389
1928	4.184	3.659	7.843
1930	4.271	3.512	7.783
1931	3.550	2.814	6.364
1932	2.427	1.934	4.361
1933	2.770	2.186	4.956
1934	2.626	2.154	4.780
1935	2.495	2.098	4.593
1936	2.337	2.317	4.654

PRODUCTION D'ACIER BRUT DANS LES DEUX DÉPARTEMENTS LORRAINS
DE MEURTHE-ET-MOSELLE ET MOSELLE

En milliers de tonnes

Années	M.-et-M.	Moselle	Total
1900	587	625	1.212
1913	2.298	2.263	4.561
1920	598	1.119	1.717
1922	1.300	1.670	2.970
1924	224	2.362	2.586
1926	2.966	2.793	5.759
1928	3.446	2.964	6.410
1930	3.421	2.835	6.256
1931	2.847	2.334	5.181
1932	2.026	1.747	3.773
1933	2.325	2.114	4.439
1934	2.224	1.924	4.148
1935	2.177	1.971	4.148
1936	2.045	2.217	4.262

(19) Ces chiffres représentent la production totale de fonte; mais ils comprennent de nombreuses subdivisions suivant qu'ils s'appliquent aux différentes catégories de fonte (fonte de moulage, fonte Bessemer, fonte Thomas, fonte d'affinage pour fours Martin, fontes spéciales).

Les chiffres de ces dernières années nous montrent donc que tandis que le nord, le centre et le sud-ouest ont vu diminuer légèrement leur part au profit des autres régions, la région lorraine a vu s'augmenter la sienne: le plus fort progrès, pour la fonte a été enregistré pour la Moselle (de 35 % dans la production française en 1934, elle est passée à 36.2 % en 1935) et si l'on tient compte que, sous la rubrique Est figure pour la plus grande partie la production de Meurthe-et-Moselle, on constate que les deux départements lorrains représentent encore aujourd'hui, même avec une production diminuée, plus de 70 % de la production nationale de fonte.

L'acier lorrain, lui aussi représente, actuellement, une part importante de la production française. Mais, tandis que la fonte a toujours figuré parmi les produits métallurgiques en Lorraine, la production de l'acier était nulle en 1880. Après la découverte du procédé Thomas, l'acier fondu atteint les chiffres de 52.460 t. en 1888, 227.886 t. en 1893, 545.333 t. en 1898 et 2.298.000 tonnes en 1913. Le chiffre de la production lorraine d'acier Thomas représentait environ 73 % de la production française avant guerre (20). Nulle en 1880, la production de l'acier brut atteignait 6.410.000 tonnes en 1928. Depuis ce moment elle a, comme toutes les autres productions, sensiblement décliné. La production mosellane était cependant encore en 1935, supérieure de 2,4 % aux chiffres de 1934 et, tandis que le pourcentage des autres départements de l'Est dans la production globale a baissé, celui de la production mosellane a même sensiblement augmenté :

POURCENTAGE DANS LA PRODUCTION GLOBALE D'ACIER

	1934	1935
Est (sans la Moselle)	38,2	36,9
Moselle	31,2	31,4
Nord	17,2	18,2
Centre	5,6	5,6
Sud-Ouest	0,5	0,5
Sud-Est	1	1,3
Ouest	6,3	6,1 (21)

Avec son total de 4.262.000 tonnes d'acier en 1936, la production lorraine représentait donc encore plus de 60 % de la production française. Sa production a cependant légèrement changé en ce qui concerne la nature de l'acier produit. On écrivait, en 1916: « Si la Lorraine produit à elle seule les trois quarts de l'acier Thomas, elle ne produit pour ainsi dire pas d'acier Martin, ce qui montre qu'elle se cantonne dans les produits ordinaires: rails, poutrelles et gros profilés commerciaux » (22). Mais déjà, on constatait qu'un certain nombre d'usines s'apprêtaient à construire des fours Martin (les aciéries de Longwy, entre autres) et aujourd'hui, dans le dernier recensement des usines de Meurthe-et-Moselle, on trouve qu'à côté de 45 convertisseurs basiques, elles possèdent 15 fours Martin (23) auxquels il faut ajouter 9 fours électriques et que sur une production de 2.177.844 tonnes en 1935, figurent:

1.775.918 tonnes d'acier Thomas
 342.390 tonnes d'acier Martin
 59.536 tonnes d'acier électrique.

L'acier Thomas n'est donc plus le seul but de production des usines lorraines; elles évoluent depuis la guerre vers la production d'aciers plus fins, de toute une série d'aciers de qualité servant à la fabrication des produits finis, alors que,

(21) *Revue industrie minérale*, numéro du 1^{er} novembre 1936, page 190.

(22) CHENET. *Le sol et la production de la Lorraine et des Ardennes*, p. 63.

(23) Les usines de Dieulouard et de Gorcy possèdent des aciéries pures Martin.

pendant longtemps, la région lorraine s'arrêtait à la fabrication des demi-produits (fonte brute, blooms, billettes et fil machine). Il y a là, déjà, une manifestation de l'immense concentration qui, sous de nombreux aspects, caractérise aujourd'hui la sidérurgie lorraine.

§ 4. — LES ASPECTS TECHNIQUES ET TERRITORIAUX DE LA CONCENTRATION DANS LA SIDÉRURGIE LORRAINE

La concentration qui caractérise à peu près toutes les industries aujourd'hui, est particulièrement nécessaire dans la métallurgie. Les conditions actuelles de celle-ci exigent que le minerai soit traité en de si grandes masses et dans des hauts-fourneaux si puissants que les capitaux concentrés sur de tels établissements doivent recevoir sur place toute l'utilisation dont ils sont susceptibles, et pour récupérer de telles dépenses, rien ne doit être perdu de la de la force et de la chaleur mises en œuvre (24).

Aussi, la concentration présente-t-elle de si grands avantages qu'elle a été réalisée d'une façon toute spéciale dans la région lorraine et qu'on l'y trouve sous ses deux aspects : horizontal et vertical.

La concentration horizontale a été réalisée par la sidérurgie lorraine en augmentant la puissance de ses usines, soit en accroissant la production de l'usine première, soit en lui adjoignant d'autres usines avec lesquelles on fusionne, en les achetant (en 1911 les aciéries de Longwy ont acheté les Forges de Champagne) ou en les louant (les Aciéries de Longwy sont aujourd'hui locataires des forges de Brévilly et des établissements de Thionville appartenant à la Société Lorraine minière et métallurgique). Ou bien, on peut détacher complètement d'une entreprise un de ses services et constituer une société filiale qui se chargera de son exploitation (politique suivie par la Marine-Homécourt qui, ayant obtenu une concession de minerai de fer, l'a amodiée en 1907 à la société des mines d'Anderny-Chevillon).

(24) Chambre de Commerce de Nancy, séance du 12 juillet 1932.

Mais la pratique employée le plus souvent par la sidérurgie lorraine est celle de « la prise de participation ». Il y a participation quand une entreprise détient une part plus ou moins importante du capital d'une autre entreprise. (Exemple: les Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey détiennent la majorité des actions des aciéries de Dieulouard).

Ce mouvement de concentration qui, en Lorraine, est d'origine ancienne, puisqu'il est antérieur à 1890 bien qu'il se soit accentué depuis, a entraîné, tout en laissant subsister quelques petites et moyennes entreprises, la formation de grands groupes industriels qui dirigent aujourd'hui toute la politique de la métallurgie lorraine.

Quant à la concentration verticale ou intégration, elle est réalisée par la sidérurgie lorraine de deux manières: d'abord dans le sens de la production par les sociétés métallurgiques elles-mêmes des matières premières qui leur sont nécessaires: c'est l'intégration vers le bas. L'intégration vers le haut s'est faite dans le sens de la transformation sur place de la fonte, du fer, et de l'acier brut en produits ouvrés et même parfois en produits finis.

Telles sont les formes variées qu'emprunte en Lorraine la concentration, dont nous allons étudier l'aspect technique et territorial dans notre région.

1° *L'aspect technique de la concentration en Lorraine*

Actuellement, le bénéfice de la métallurgie réside dans la transformation poussée aussi loin que possible par l'intégration verticale, depuis les matières premières jusqu'aux articles de consommation. Les avantages techniques principaux qui en résultent se ramènent à trois chefs: économies de transport et de manutention, économies de combustibles, économies de force motrice (25). Ces avantages se rencontrent surtout en cas d'« intégration sur place », c'est-à-dire quand tous les éléments d'une usine sidérur-

(25) R. DU FOU. *Le mouvement de concentration dans la sidérurgie lorraine*, page 5.

gique se trouvent rassemblés au même lieu. Dans l'hypothèse « d'intégration à distance » ils sont nécessairement bien diminués, mais remplacés par d'autres avantages d'ordre géographique : la production est adaptée au milieu qui lui est le plus favorable au point de vue de la main-d'œuvre, des matières premières ou des moyens de transport (26).

Tels sont les avantages généraux que présentent les deux grandes formes de l'intégration, si répandues en Lorraine : l'intégration descendante et l'intégration ascendante.

*
**

L'intégration descendante, ou intégration vers le bas, s'est manifestée, dans notre région, par l'effort de chaque entreprise métallurgique à s'assurer les matières premières dont elle a besoin et à fabriquer elle-même toutes les matières annexes, et notamment les objets nécessaires à l'équipement des usines qui peuvent lui être indispensables. L'avantage qui en résulte est ici, principalement, une économie de transport, car la sidérurgie est le type de l'industrie lourde utilisant des matières très pondéreuses. Aussi ne faut-il pas s'étonner de rencontrer dans la métallurgie lorraine trois sortes d'intégration : des mines de fer, des charbonnages et des matières annexes.

I. — Il n'existe guère aujourd'hui de société métallurgique importante qui ne participe à l'exploitation des mines de fer du bassin lorrain : toute entreprise a son domaine minier particulier soit sous la forme de concession, soit sous celle de société filiale, soit enfin par une prise à participation. Les aciéries de Longwy, par exemple, exploitent les concessions de Tucquenieux et de Mont-Saint-Martin. La firme de Wendel a créé la société d'Errouville qui exploite une concession de 948 hectares située dans l'arrondissement de Briey et la société des mines d'Hatrize en vue de l'exploitation de la concession d'Hatrize, située également dans l'arrondissement de Briey.

(26) L. BROCARD. *Principes d'économie nationale et internationale*. T. I, page 77.

L'exemple le plus courant est, ici encore, celui des prises à participations : plusieurs entreprises s'entendent pour obtenir une concession qu'elles exploitent en commun ou pour créer une société chargée de l'exploitation d'une concession ; les cas de participations sont innombrables : les mines de Bazailles entre autres, sont un consortium groupant les firmes de la Marine-Homécourt, Micheville, Nord-Est, Pont-à-Mousson, Schneider et C^{ie}, et exploitant une concession de minerai siliceux de 2.188 hectares, située dans l'arrondissement de Briey.

On remarque, du reste, que dans le domaine minier des entreprises sidérurgiques, il se trouve aussi des concessions étrangères au bassin de l'Est ; exemple : les aciéries de Longwy ont acquis la propriété d'une concession hématite à Limèle, en Bretagne, et, hors de France, une participation de 3,87 % dans les mines de Haras-Santander (Espagne). En effet, la minette constitue l'unique variété des bassins lorrains ; or, les nécessités de la sidérurgie exigent l'emploi d'autres sortes de minerai, en particulier de minerais hématites (27).

II. — L'intégration des charbonnages dans la métallurgie lorraine a suscité des problèmes aussi fréquents mais plus redoutables que l'intégration des mines de fer. Tandis que celles-ci se trouvent sur place et pour ainsi dire à discrétion, il n'en est pas de même du combustible indispensable à la marche des hauts-fourneaux. Ce combustible, consommé en énorme quantité, est essentiellement du coke ainsi que le montre la dernière statistique qui, portant sur le combustible consommé en 1935 par les usines sidérurgiques, indique :

2.549.797 tonnes de coke
188.851 tonnes de houille
699 tonnes de bois et charbon de bois
365 tonnes de combustibles liquides (28).

(27) Exemples empruntés au *Mouvement de concentration dans la sidérurgie lorraine* de R. DU FOU.

(28) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de M.-et-M., 1936.

Déjà après guerre, la question du combustible s'était posée d'une manière inquiétante particulièrement pour les usines de la Lorraine retrouvée dont la plupart des hauts-fourneaux et des aciéries devaient leur naissance et leur développement aux métallurgistes wesphaliens : les magnats de la Ruhr avaient alors proclamé qu'ils tenaient la Lorraine par le coke. Et si effectivement, dans les années qui ont suivi la guerre, la production mosellane en fonte et en acier est devenue bien inférieure à ce qu'elle était avant 1914, cela tient en grande partie au défaut de combustible que nos houillères du Nord, presque entièrement détruites, ne pouvaient combler.

Les prestations en nature que l'Allemagne devait, à titre de réparation, nous livrer, ayant été exécutées en partie seulement, et notre métallurgie souffrant d'une crise causée par la raréfaction du charbon ou plutôt du coke (puisque c'est lui qu'utilisent les hauts-fourneaux), on vit les usines lorraines qui consommaient 12.000 tonnes de coke par jour en 1913, réduites durant les années 1919-1920 à se partager des quantités variant entre 3 à 4.000 tonnes par jour.

Aussi, s'est-on efforcé d'enlever petit à petit aux achats de coke wesphalien leur caractère forcé pour les rendre facultatifs, soit en annexant des cokeries à la plupart des hauts-fourneaux, soit par l'intégration des charbonnages à l'aide d'ententes, d'achats ou de participations.

Le procédé le plus simple est celui d'une entente entre telle entreprise métallurgique et tel charbonnage (par exemple entre la Compagnie des Usines de Vicoigne, Noeux et Drocourt et les Hauts-Fourneaux de Pompey).

Mais les usines peuvent aussi s'allier à des houillères pour collaborer à la création d'une forge (exemple de Commentry-Fourchambault et de Lens : les usines sont construites sur le charbon à Lens, le minerai provient de la concession de Joudreville dans le bassin de Briey). Ou bien elles peuvent aussi échanger la fraction d'une usine de fer contre une fraction équivalente de charbonnage (ce fut la politique adoptée en 1907 par les aciéries de Longwy

et les frères Roechling, maîtres de forges à Voelklingen) (29). Enfin, elles peuvent acheter un charbonnage à coke en exploitation ou tout au moins y acquérir une participation pure et simple, c'est la solution plus radicale adoptée par la Maison de Wendel.

Tous ces exemples d'intégration des charbonnages, en Lorraine, pourraient se multiplier à l'infini, mais il ne suffit pas d'avoir du charbon, c'est du coke qu'utilisent les hauts-fourneaux. Aussi, a-t-il fallu créer des cokeries capables de carboniser la houille provenant des différents charbonnages dans lesquels sont intéressées les entreprises de l'Est. Au 31 décembre 1935, on trouvait, en Meurthe-et-Moselle, cinq cokeries annexées à des usines sidérurgiques (à Neuves-Maisons, à Homécourt entre autres) possédant 370 fours et ayant enfourné pendant l'année: 1.234.012 tonnes de fines à coke. En Moselle, la firme de Wendel possède également des batteries de fours à coke à Rosselange près de Moyeuvre; et des travaux de construction de cokerie longtemps retardés pour des raisons d'ordre financier ont fini par être entrepris par les Aciéries d'Hagondange et de Rombas (30).

Il est curieux de constater que la question du combustible qui revient aujourd'hui sous forme d'approvisionnement en coke a été longtemps sous la forme du combustible végétal la condition d'existence des petites forges du début du XIX^e siècle. Sous une autre forme, mais tout aussi ardu, le problème se pose encore de nos jours et est aussi ancien que l'industrie du fer elle-même.

TABLEAU.

(29) R. DU FOU, *loc. cit.*, p. 45.

(30) H. LAUFENBURGER, *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée*, p. 59.

TABLEAUX INDIQUANT LE DOMAINE MINIER *et* LES COKERIES
DONT DISPOSENT DEUX SOCIÉTÉS LORRAINES
LES ACIÉRIES DE LONGWY (31)

Charbonnages	Superficie	Participation	Distance aux usines
—	Hectares	%	km.
Carl Alexander	3.685	50	238
Faulquemont (Moselle)	4.200	33	130
Longeville (Moselle)	2.400	28	186
Haute-Vigneulle (Moselle) ..	2.400	10	
Ablin-Saint-Nazaire (Pas-de Calais)	2.140	9,5	313

Cokeries	Sièges	Participations %
—	—	—
Acéries de Longwy..	Longlaville (M.-et-M.)	
Soc. Lorraine de Car- bonisation	Auby (Nord)	58
Association Zélandaise de carbonisation ...	Sluiskil (Hollande)	33,3, puis 16,6 (1931) puis 0 (1932)

PONT-A-MOUSSON (32)

Concession	Bassin	Superficie Hectares	Production Tonnes	Modalité
—	—	—	—	—
Petite-Roselle ..	Moselle	5.147	2.070.955 (1932)	propriété
Hamm	Ruhr-Lippe	1.750		propriété
Crespin-Nord ..	Nord	2.800	143.819 (houille) 163.811 (coke) (1933)	
Frederic-Henri ..	Province rhénane			participat.
Orange-Nassau .	Limbourg holl.	4.000	—	participat.
Six Bonniers ..	Belgique	280	—	participat.
Glückauf	Province rhénane	2.200	—	participat.

(31) D'après l'album du Cinquantenaire des Acéries de Longwy, p. 64.

(32) R. DU FOU, *loc. cit.*, p. 52.

III. — Enfin, un dernier aspect sous lequel l'intégration descendante s'est introduite en Lorraine, est celle des matières premières annexes, c'est-à-dire de tous les produits intervenant dans la fabrication de l'acier et de la fonte sans que, bien entendu, ils aient l'importance du fer et du charbon.

C'est ainsi, qu'en 1920, la Société de Pont-à-Mousson a constitué à Ars-sur-Moselle l'Union Lorraine d'explosifs qui fabrique des mèches de sûreté, de la poudre comprimée et des explosifs de sûreté. De même, la production de l'acier suivant les procédés Thomas et Gilchrist, en partant de la fonte phosphoreuse, exige de la chaux. Aussi la plupart des usines possèdent-elles des carrières et des fours à chaux.

Pour dresser, du reste, un tableau complet de cette intégration, il faudrait placer ici bien des sociétés telle que celle des « Produits Réfractaires de Longwy » (fabriquant les briques réfractaires utilisées dans la garniture des hauts-fourneaux), et bien d'autres. Elles ne font qu'accroître une intégration rendue déjà très complète par l'intégration des mines de fer et des charbonnages et que vient parachever, pour en faire un cycle parfait : l'intégration ascendante.

Dans le bassin lorrain, répète-t-on de tous côtés, l'usine métallurgique constitue une usine complète possédant au minimum des hauts-fourneaux, des aciéries et des laminoirs. A part trois exceptions (les hauts-fourneaux de Saulnes et d'Hussigny, de Maxéville et d'Audun-le-Tiche), on peut dire qu'il n'y a plus en Lorraine de hauts-fourneaux seuls.

Les avantages de cette intégration sont nombreux et consistent tout d'abord dans une économie de combustible : la fonte est recueillie au trou de coulée des hauts-fourneaux dans une poche qui la porte, liquide, à l'aciérie où elle est versée dans le convertisseur Thomas ou dans le four Martin ; à la sortie de ces appareils l'acier est utilisé sous

forme de lingots, rouges encore, dans les laminoirs où il est transformé en produits finis ou demi-finis. Dans les fonderies, la poche de fonte remplie aux hauts-fourneaux est amenée directement à proximité des moules dans lesquels elle est déversée. Dans tout cela, pas de réchauffage, pas de déperdition de chaleur (33).

Mais la réunion de ces trois appareils : haut-fourneau, aciérie, laminoir, si longtemps l'exception en Lorraine, paraît être aujourd'hui un minimum ; l'intégration ascendante se faisant de plus en plus dans deux sens : celui de la dénaturation poussée aussi loin que possible, et celui de l'utilisation des sous-produits.

I. — Au sortir de la guerre, notre industrie métallurgique française a dû faire face à de multiples difficultés concernant surtout ses débouchés : les entreprises dévastées du Nord et de l'Est venaient d'être reconstruites sur une échelle plus vaste et plus perfectionnée ; de nouvelles usines avaient été fondées pendant la guerre en Normandie et dans le Centre pour remplacer la production défallante des établissements des régions envahies. Par suite du retour des usines mosellanes enfin, la capacité de production sidérurgique de la France avait augmenté de 75 % (34), la France a fait alors un gros effort pour développer chez elle son industrie de transformation et augmenter ainsi les débouchés du fer et de l'acier.

De plus en plus, on passe, de l'acier brut, par l'intermédiaire de laminoirs dénaturateurs aux produits finis (dont les plus usités sont les poutrelles, les rails, les profilés, les tôles, etc.) qui sont employés ultérieurement soit dans la construction, soit dans les applications mécaniques. Pendant longtemps les aciéries de l'Est n'allèrent pas loin dans cette dénaturation : les gros profilés, rails, poutrelles étaient seuls fabriqués sur place et l'on expédiait à des laminoirs, en dehors de la région, des demi-produits (blooms-billettes ou largets) pour les transformer loin du département en petits fers ou en fers de dimensions moyennes.

(33) R. DU FOU, *loc. cit.*, p. 61.

(34) H. LAUFENBURGER, *Revue Economie politique*, 1924, p. 1008.

Or, l'un des chiffres qui caractérisent le mieux une industrie lourde, parce qu'il indique dans quelles proportions elle transforme l'acier qu'elle élabore, est précisément le rapport des produits finis aux demi-produits destinés à la vente. Ce rapport, on peut l'appeler l'indice de finissage (35).

Longtemps, le processus de la production s'est arrêté, en Lorraine, au moins dans l'atelier de laminage, sauf peut-être en Lorraine annexée, dans la maison de Wendel qui avait intégré le finissage à la sidérurgie: l'industrie de transformation exige, en effet, d'énormes quantités de houille et une main-d'œuvre spécialisée, deux conditions assez difficiles à réaliser.

En 1935, les aciéries de Meurthe-et-Moselle ont livré 809.812 tonnes de demi-produits et fabriqué 1.026.170 t. de produits finis (rails, laminés marchands, fils, machines, tôles, etc.) et celles de la Lorraine annexée: 1.174.360 tonnes de produits finis.

Quant au pourcentage des produits finis par rapport à la production globale, celui de la région lorraine se classait ainsi ces deux dernières années parmi les autres régions:

	1934	1935
	—	—
Est (sans la Moselle)	33,3	32,7
Moselle	26,4	27
Nord	25,4	25,5
Centre	5,9	5,8
Sud-Ouest	1	1
Sud-Est	1,9	1,8
Ouest	6,1	6,2 (36)

C'est donc au moins la moitié de la production nationale qui est représentée par les deux départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle. Peut-être, du reste, cette orientation vers les produits finis (causée par la difficulté de trouver depuis la guerre des débouchés pour les demi-produits) n'a-t-elle pas été sans danger pour la sidérurgie

(35) R. CAPOT-REY, *La région industrielle sarroise*, p. 404.

(36) *Revue Industrie minérale*, 1^{er} novembre 1936, page 190.

lorraine. Les usines de l'Est ont dû s'équiper pour la fabrication des aciers de qualité; les aciéries de Longwy, par exemple, produisent à leur aciérie Martin toute une série d'aciers spéciaux de construction et ont acquis une licence pour la fabrication de l'acier Toncan résistant spécialement à la corrosion; mais cet équipement exige des capitaux importants; peut-être n'est-il pas étranger au sort de certaines sociétés qui, comme la Société Minière et Métallurgique, victimes de leurs immobilisations, ont dû demander la liquidation judiciaire.

Poussant jusqu'à son maximum l'industrie de finissage, la sidérurgie lorraine s'est orientée vers toutes les industries de transformation.

Elles sont plutôt l'exception dans notre région et l'on trouve encore aujourd'hui une « petite métallurgie indépendante de la grande sidérurgie », et dépendant davantage des conditions géographiques.

Aussi, la trouve-t-on encore localisée dans certaines régions et si elle n'a pas en Lorraine l'importance qu'elle a dans les Ardennes, elle reste une des « spécialités du département des Vosges et surtout de celui de la Meuse ». Dans ce dernier, les anciennes usines, si nombreuses au début du XIX^e siècle, sont devenues des fonderies, des usines de transformation, de construction électrique: dans le sud du département, Bar-le-Duc, Danmarie, Pont-sur-Saulx, Pusey, Vadonville produisent des fontes moulées, tuyaux, poêles, poteries, etc., Hairouville, des tôles fines et extra-fines, des barres en fer et en acier de tous profils, Commercy, des fils d'acier doux, des pointes, des clous. La construction mécanique est représentée par les ateliers de Bar-le-Duc et d'Ancerville, la boulonnerie par les usines de Revigny, la construction des machines agricoles à Vadonville, Morley et Cousances. Dans la partie nord, la petite métallurgie n'est plus représentée qu'à Stenay par « la Société de la Meuse » (acier moulé au convertisseur jusqu'à cinq tonnes) et par la « Société de Sambre et Meuse » (moulages d'acier et de fonte, enclumes, etc.), et à Olizy par une fonderie (37).

(37) *Illustration économique et financière, la Meuse*, page 81.

Dans les Vosges, la petite métallurgie est représentée à Darney et à Bussang où l'on fabrique des couverts de table, à Bains par des clouteries, à Saint-Dié, centre des articles de ménages et des engrenages de fonte.

Mais à côté de ces petites industries de transformation qui restent indépendantes, la plupart des groupements métallurgiques comprennent aujourd'hui des industriels transformateurs, soit qu'ils aient employé pour cela l'intégration sur place, soit qu'ils lui aient préféré l'intégration à distance.

En Meurthe-et-Moselle, en particulier, des firmes métallurgiques puissantes (Commentry et Neuves-Maisons, la Marine-Homécourt) sont reliées directement par le procédé de l'intégration verticale ou indirectement par des participations à des usines de dénaturation et de transformation les plus diverses.

Parmi les usines qui produisent directement les objets les plus variés, Pont-à-Mousson a une réputation mondiale pour la fourniture des tuyaux de canalisation, tuyaux de fonte de tous diamètres qui représentent, dit-on, actuellement dans le monde entier, une longueur totale de 120.000 kilomètres, c'est-à-dire trois fois le tour du monde! (38). A côté de la « ruche mussipontaine » d'autres entreprises métallurgiques ont leurs spécialités: Longwy fabrique des rails et différentes pièces de machines, Gorcy des roues de wagons et de tramways, Auboué, Mont-Saint-Martin, Pompey, Dieulouard et Liverdun font des constructions métalliques et mécaniques.

Au lieu de produire directement, d'autres entreprises lorraines pratiquent l'intégration à distance et se rattachent à des entreprises de transformation pure comme aux « Etablissements Delattre et Frouard réunis », gros producteurs de cylindres, de fonte mécanique, d'appareils de chauffage.

On se plaît à remarquer le caractère pacifique des produits de la métallurgie de l'Est: la nature de son minerai lui impose la production des aciers courants pour la cons-

(38) *Pays Lorrain*, 1934, page 175.

truction, tels que poutrelles et profilés divers, tôles, et rails, etc.; or, les fabrications de guerre, canons, obus, blindages nécessitent des aciers très purs en phosphore obtenus en traitant des fontes fabriquées avec des minerais eux-mêmes très purs en cet élément comme on en trouve dans les Pyrénées-Orientales, en Algérie, en Espagne; ce sont donc les usines du Centre de la France qui, mieux placées que l'Est pour leur alimentation en ce genre de minerais, s'occuperont tout naturellement de ces sortes de produits; de plus, ces usines du Centre ont l'avantage inappréciable d'être loin de nos frontières.

Enfin, on remarque également que les entreprises de la Lorraine retrouvée sont rattachées beaucoup moins étroitement aux diverses branches de l'industrie transformatrice que les établissements sidérurgiques de « l'intérieur ». Elles en ont été, en général, tenues à l'écart sauf cependant une exception: l'entreprise d'Hagondange devenue après la réunion à la France, la propriété collective de plusieurs centaines de grands et petits transformateurs groupés dans « l'Union des Consommateurs de produits métallurgiques et industriels » (autrement dit: l'U.C.P.M.I.). Elle présente cette particularité d'être organisée suivant la forme coopérative: les produits métallurgiques bruts et demi-produits sont attribués aux participants au prorata de leurs souscriptions; inconvénient: les consommateurs exigent trop de spécialités variées auxquelles ne peut répondre l'atelier de laminage d'Hagondange.

Quelque fructueuse que puisse être l'idée coopérative en matière de consommation et même, en certains cas, en matière de production, elle paraît irréalisable dans la grosse métallurgie. Rattacher à une grande usine métallurgique, quelques grandes spécialités de transformation qui lui assurent une certaine régularité et uniformité de commandes est une excellente opération, mais non faire diriger une puissante usine sidérurgique organisée pour la production en grande série par des centaines de petits transformateurs qui ont les besoins et les intérêts les plus divergents.

Il faudrait remplacer ici la coopération par l'intégration,

c'est-à-dire restreindre la participation à l'usine à quelques gros transformateurs dont les besoins sont relativement stables (39).

Pourtant, si la Lorraine désannexée possède peu d'usines rattachées à l'industrie transformatrice, on trouve néanmoins, à Hayange, un magnifique exemple d'intégration sur place (les wagons sortant de la mine sur une voie à petit écartement sont immédiatement dirigés sur les hauts-fourneaux de Saint-Jacques).

On peut donc dire pour la région lorraine ce que l'on écrivait pour la France métallurgique toute entière: les grands débouchés de la métallurgie sont: la construction métallique et la construction mécanique qui se développent d'année en année; mais les importations de machines restent toujours considérables. Les efforts des industriels s'orientent donc actuellement vers un finissage de plus en plus poussé des produits métallurgiques et vers leur utilisation en France. Le plus grand avantage de cette intégration est, qu'en temps de crise, elle écarte les risques tenant à la spécialisation des travaux. Elle constitue une sorte d'assurance et c'est encore cet avantage que nous retrouvons dans la seconde forme de l'intégration ascendante: l'utilisation des sous-produits.

II. — La plupart des usines métallurgiques utilisent aujourd'hui les sous-produits des hauts-fourneaux et des aciéries.

Le laitier des hauts-fourneaux qui, longtemps, forma aux portes des usines ces immenses « crassiers » dont on ne savait comment se débarrasser, est utilisé soit pour le « ballast » qui sert à l'établissement des voies de chemins de fer, soit pour le « termacadam » utilisé au revêtement des routes.

Le ciment de laitier intéresse aussi tous les centres métallurgiques et particulièrement ceux de Meurthe-et-Moselle (capacité de production: 260.000 tonnes) et de la Moselle (170.000 tonnes).

(39) H. LAUFENBURGER. *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée*, page 176.

Parmi les sous-produits des hauts-fourneaux, il n'en est pas qui aient d'utilisation plus variée que le gaz considérable qu'ils produisent : la combustion du coke dégage environ 3.000 mètres cubes de gaz par tonne de coke. Ces gaz contiennent surtout de l'oxyde de carbone et ne sont pas utilisables pour l'industrie chimique. C'est donc la métallurgie seule qui peut les employer. Ils y servent d'abord d'agent calorifique, non seulement pour le service des hauts-fourneaux mais aussi pour celui de l'aciérie et des laminoirs. Ils y servent ensuite d'agent de force motrice : on injecte, en effet, de l'air dans les hauts-fourneaux ; cette injection est faite par de grosses machines soufflantes à cylindres. Les moteurs de celles-ci sont généralement des moteurs à gaz alimentés précisément par le gaz des hauts-fourneaux. Finalement, les gaz décrivent un cercle complet, particulièrement intéressant à l'usine d'Hagondange : ils sont produits dans les hauts-fourneaux par l'entrée du vent chaud et par son mélange avec les éléments chimiques de la charge libérés au cours de la combustion. Les gaz passent ensuite par les épurateurs. Les uns, épurés au premier degré, chauffent les appareils Cowper. Les autres, en partie, sont destinés à la mise en marche de la grande centrale électrique. L'autre partie actionne les machines soufflantes qui donnent le vent aux hauts-fourneaux. Le processus recommence (40).

Les cokeries adjointes aux usines sidérurgiques, fournissent également du gaz brut (1.000 tonnes de fines à coke donnent 220 tonnes de gaz brut). La distillation de celui-ci fournit du gaz épuré, de l'ammoniaque, des benzols bruts, du goudron. Une distillation plus poussée permet d'obtenir de l'azote, de l'oxyde de carbone, etc. Aussi voit-on les sociétés sidérurgiques s'intéresser à des entreprises de produits chimiques. Enfin, le gaz des cokeries, comme celui des hauts-fourneaux, est employé pour la production de l'énergie électrique.

Les aciéries elles-mêmes donnent, avec les scories de déphosphoration, un excellent engrais phosphaté à l'agri-

(40) H. LAUFENBURGER, *loc. cit.*, p. 16.

culture et il n'est guère aujourd'hui d'aciérie qui ne possède un moulin à scorie.

Finalement, en face des pauvres forges du début du XIX^e siècle, une usine sidérurgique complète en Lorraine se compose aujourd'hui de la façon suivante (41):
aujourd'hui de la façon suivante (41):

1° Un groupe de hauts-fourneaux, 3 à 8 ou 10 selon l'importance des usines, donnant de la fonte, recueillie liquide dans des poches d'une capacité de 20 à 30 tonnes;

2° Une aciérie Thomas, comprenant 3 à 5 convertisseurs ayant une capacité de 20 à 30 tonnes, traitant la fonte liquide précédente et coulant l'acier à l'état de lingots d'un poids unitaire de 3 à 5 tonnes, parfois davantage;

3° Une aciérie Martin, avec un ou plusieurs fours, de 20 à 30 ou 50 tonnes de capacité, pour la refusion des riblons et des vieilles matières en vue de la préparation de certaines qualités d'acier pour lesquelles le four Martin est plus commode que le convertisseur Thomas;

4° Un ensemble de trains de laminoirs pour transformer les lingots d'acier Thomas et Martin en barres de tous profils, en tôles, etc.;

5° Des ateliers annexes divers, fonderies, ateliers de réparation, briquetterie, moulins pour broyage des scories Thomas, etc.

2° L'aspect territorial de la concentration dans la sidérurgie lorraine

Particulièrement puissante et vaste dans la sidérurgie lorraine, la concentration a eu sur toute l'économie régionale de la Lorraine des effets spécialement importants puisque, d'une part elle a renforcé cette économie, en augmentant sa puissance et son indépendance et que, d'autre part, elle a multiplié les liens qui l'unissaient à d'autres économies régionales, favorisant leurs rapports, créant ainsi là où elle n'existait pas et accroissant là où elle existait déjà l'économie interrégionale.

(41) J. SEIGLE. *Nancy, la région lorraine*, page 223.

*
**

La concentration dans la sidérurgie lorraine a d'abord accentué l'économie complexe que représente notre région en l'obligeant à faire appel à toutes ses ressources, à utiliser toutes les matières premières, minerais, charbon, calcaire qu'elle trouve dans son sol, et surtout en multipliant toutes les industries de transformation du fer, d'utilisation des sous-produits longtemps inconnues dans nos centres sidérurgiques. Aujourd'hui, l'industrie métallurgique, en Lorraine, présente un cycle complet qui, depuis le minerai extrait du sol lorrain, passe par toutes les phases du haut-fourneau et du laminoir pour aboutir à une dénaturation souvent absolue. La multiplicité de ces phases dans une même usine ou dans un groupe d'usines appartenant au même propriétaire, et la multiplicité des industries qui en découlent, entraînant une multiplicité de ressources, sont dues à l'intégration, réalisée à distance ou sur place.

Mais la concentration a surtout renforcé l'économie régionale lorraine en augmentant la puissance et l'indépendance de son industrie sidérurgique. Longtemps, celle-ci n'a été représentée que par une multitude de petites forges isolées. L'intégration fut d'abord lente car il fallait des capitaux élevés pour installer simultanément une aciérie Thomas avec laminoirs et un puits de mine dans le bassin de Briey. Ce fut une concurrence plus âpre qui provoqua, à la fin du dernier siècle, un fort mouvement de concentration : une aciérie peut restreindre sa production en temps de crise, tandis qu'éteindre et rallumer un haut-fourneau est toujours une affaire coûteuse. Mais, si l'aciérie possède aussi des hauts-fourneaux, elle n'utilise dans les temps de crise que sa propre fonte, tandis que les hauts-fourneaux isolés écoulent alors difficilement leur production. L'usine complète vend ses produits laminés bon marché, mais elle demande des prix élevés pour ses lingots d'acier aux laminoirs isolés (42).

(42) A. SÖMME. *La Lorraine métallurgique*, page 13.

La désannexion d'une partie de la Lorraine et les conséquences de la guerre, qui ont entraîné la nécessité d'une liquidation de ses usines, ont accru la puissance des usines de la partie non démembrée qui ont intégré, pour la plupart, les usines mosellanes. Le fait que la sidérurgie lorraine a été une industrie essentiellement allemande (il s'agit, bien entendu de la Lorraine annexée) devait avoir une importance particulière sur son évolution future. A la fin de la période 1871-1918, nous rencontrons dans cette partie de la Lorraine, deux catégories d'établissements sidérurgiques nettement distincts :

1° Le groupe des usines de Wendel qui avait réussi à rester entièrement indépendant, possédant même, à Jœuf, dans la partie restée française, une usine construite immédiatement après l'annexion et destinée à demeurer en constants rapports de débouchés avec les usines du même groupe devenues allemandes ;

2° Toutes les autres usines mosellanes étaient entre les mains des métallurgistes allemands, dont elles dépendaient tant par les liens personnels de propriété que par le combustible ou les débouchés qu'ils leur fournissaient.

Il y avait encore, enfin, des liens entre les hauts-fourneaux lorrains et les établissements sarrois et luxembourgeois : les appareils de Thionville appartenaient à la maison sarroise des Roëchling (Völklingen), ceux d'Ottange à la Société Germano-Luxembourgeoise des Mines et Usines.

L'article 74 du traité de Versailles ordonna la mise sous séquestre de la propriété immobilière allemande dans les provinces recouvrées. Sans doute, le capital régional ne pouvait fournir les 700 à 800 millions nécessaires à l'acquisition du bassin de Thionville et contrôler entièrement la sidérurgie mosellane ; celle-ci, néanmoins, a été attribuée à cinq groupements comprenant en majeure partie des usines lorraines :

1° Nord et Lorraine ;

2° Le groupe Schneider-de Wendel ;

3° Le groupe de la Marine et d'Homécourt ;

- 4° La Société Lorraine minière et métallurgique;
5° L'Union des Consommateurs (U.C.P.M.I.) (43).

Ces groupements se sont mis aussi en possession totale (propriété) ou partielle (participation) des entreprises secondaires et complémentaires de la Sarre, du Luxembourg et de la Rhénanie, qui avaient transformé en partie les matières premières envoyées de Lorraine. Ainsi, les hauts-fourneaux d'Uckange et de Rédange furent rattachés aux aciéries complémentaires de Neunkirchen et de Dillingen à l'intérieur du groupement Nord et Lorraine, d'une part, et du Consortium de la Marine-Homécourt de l'autre. L'indépendance de la métallurgie lorraine s'est donc trouvée renforcée par l'issue même de la guerre. Dans ses relations avec la Sarre, les rôles ont été renversés et deux des anciennes sociétés mères sont devenues indépendantes de leurs filiales d'autrefois. Si, dans les usines d'Hagon-dange, les capitaux lorrains ne sont pas engagés et s'ils sont en minorité dans celles de Knutange, par contre, dans le bassin de Metz-Thionville, le contrôle des usines de Rombas est passé à trois sociétés lorraines; les hauts-fourneaux de Thionville, qui représentent maintenant une usine complète, appartiennent à un groupe de sociétés de la région de Longwy, et le tableau des usines sidérurgiques de la Lorraine désannexée montre le plus bel exemple de concentration horizontale qui soit (44):

Entreprises lorraines désannexées	Propriétaires en 1913	Propriétaires en 1924
1. Etabl ^t de Wendel	Petits-fils de François de Wendel	Petits-fils de François de Wendel
2. Etabl ^t d'Uckange	Gebrüder Stumm- Neunkirchen (Sarre)	1 ^{er} Groupement métallurgique Nord et Lorraine
3. Etabl ^t de Knutange	Société Germano-Belge des Hauts-Fourneaux lorrains d'Aumetz	2 ^e Groupement métallurgique Schneider de Wendel

(44) H. LAUFENBURGER. *Revue d'Economie politique*, 1924, p. 986.

(43) H. LAUFENBURGER. *Revue Economie politique*, 1924, p. 986.

4. Entreprise d'Audun-le-Tiche	Gelsenkirchener Bergwehrs Aktien-Gesellschaft	Société minière des Terres rouges
5. Etabl ^t de Rombas	Rombacher Hüttenwerke	3 ^e Groupement métallurgique La Marine - Homécourt
6. Etabl ^t d'Ottange	Deutsch-Luxemburgische Aktiengesellschaft	Société H. A. D. I. R. (H ^{ts} F ^x et Aciéries de Differdange - Saint-Ingbert-Rumelange
7. Etabl ^t de Rédange	Dillinger Hüttenwerke	Société des mines et usines de Rédange-Dilling
8. Etabl ^t de Thionville	Roehling (à Völklingen - Sarre)	4 ^e Groupement minier et métallurgique
9. Etabl ^t d'Hagondange	Thyssen et C ^{ie}	Groupement U. C. P. M. I.

Aujourd'hui, en Lorraine désannexée, nous trouvons donc trois entreprises intégrées sur place: Rombas, Knuttange, Hagondange, et cinq entreprises intégrées à distance (Thionville, Uckange, Rédange, Audun-le-Tiche, Ottange), la plupart intégrées à des usines lorraines de l'intérieur. Il en résulte, en Lorraine, une puissance extraordinaire possédée par quelques groupements, la plupart régionaux, qui commandent ainsi presque toute la production sidérurgique lorraine. Ils réalisent au mieux la notion de « groupe industriel » (qui est une « réunion d'entreprises afin d'accroître leur productivité en établissant entre elles un lien assez étroit pour atteindre ce but »). Beaucoup parmi ces groupes sont proprement lorrains ou mixtes. Certains sont l'œuvre d'une « dynastie de maîtres de forges » qui, se succédant de père en fils, « ont opéré, en Lorraine, ce qu'avait fait, à Mulhouse, un groupe étroitement uni de patriciat bourgeois » (45).

Tous ces groupes s'enchevêtrent, s'interpénètrent: un des exemples les plus intéressants fut celui constitué, après

(45) P. VIDAL DE LA BLACHE, *La France de l'Est*, p. 139.

l'armistice, par l'Entente Marmiche (Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt et Société anonyme des Aciéries de Micheville). En vue d'obtenir de meilleurs prix de revient, les deux sociétés ont convenu de spécialiser l'usine d'Homécourt dans la fabrication des tôles et des demi-produits et celle de Micheville dans les profils de toutes dimensions et de toutes natures. Les bénéfices, mis en commun, sont partagés entre les deux sociétés, aussi a-t-il été possible après la guerre, de reconstruire dans chaque usine, des appareils moins nombreux, plus puissants, plus économiques. Aujourd'hui, le groupe Marmiche est même devenu le super-groupe Mar-Mich-Pont (Marine-Homécourt, Micheville, Pont-à-Mousson): formule intéressante, qui concentre et intensifie la production et permet des prix de revient plus bas.

Sans être aussi forte que dans le trust américain, mais plus puissante que celle réalisée dans les Konzerns allemands, la concentration a fait de la sidérurgie lorraine comme un bloc métallurgique où quelques grandes usines dirigent la production. (En Meurthe-et-Moselle sept usines sur vingt-neuf représentent 79 % de la production régionale; en Moselle, cinq usines représentent 78 % de la production de la fonte et la totalité de celle d'acier). Dans la mesure où toutes ces usines sont liées entre elles, par des liens de propriété ou par des participations, elles contribuent à rendre plus originale et plus forte la personnalité de l'économie lorraine.

*
* * *

Celle-ci, cependant, est sans cesse en rapport avec d'autres économies régionales, dont la concentration, sous toutes ses formes, n'a pas cessé de la rapprocher. Déjà, dans les domaines minier des usines lorraines, il se trouve ainsi que nous l'avons constaté des concessions étrangères au bassin de l'Est. L'intégration a été encore beaucoup plus forte en ce qui concerne les charbonnages car si le minerai de fer est abondant en Lorraine, la houille ne s'y trouve

qu'en quantité restreinte; de plus, elle ne donne pas un bon coke métallurgique. Aussi, les usines lorraines ont-elles intérêt à s'approvisionner en houille à coke dans le Nord ou dans les bassins belges et allemands et, soit par des participations, soit par des concessions les sidérurgistes lorrains ont cherché à se constituer un domaine houiller dans les autres régions françaises plus favorisées et notamment dans le Nord et le Pas-de-Calais (entente entre les Hauts-Fourneaux, forges et aciéries de Pompey et la Compagnie des mines de Vicoigne, Noeux et Drocourt. Acquisition en 1910, par la Société de Wendel et C^{ie}, de la majeure partie du capital de Crespin-Nord, etc...) (45). Mais si, par le mécanisme de l'intégration, bien des concessions de régions voisines sont sous la dépendance des usines lorraines, inversement, celles-ci sont parfois la propriété de groupes étrangers à la région et notamment des entreprises du Nord et du Centre: Châtillon-Commentry a fusionné avec la Société Métallurgique de Champigneulle et de Neuves-Maisons; la Société de Montataire s'est, avant la guerre, installée à Frouard. Toutes les sociétés qui, en 1920, se sont constituées, notamment pour la liquidation des usines de la Lorraine annexée (Société lorraine minière et métallurgique, Société des Aciéries du Nord et de Lorraine, Société Lorraine des Aciéries de Rombas, etc.), ont groupé à la fois des sociétés du Nord et d'autres de Lorraine pour exploiter les mines et les usines de la Lorraine désannexée qui sont devenues, en quelque sorte, leurs filiales.

Cette économie interrégionale réalisée par l'intégration, dans la sidérurgie lorraine a bien, il est vrai, quelques inconvénients: pendant une crise de sous-consommation comme il s'en est produit en 1923 et 1924, les filiales se ressentent, les premières, du contre-coup; ce sont les établissements principaux et indépendants qui revendiquent les commandes réduites. Avant la guerre, la Meurthe-et-Moselle dépendait autant que la Lorraine annexée du coke de la

(46) Nombreux sont les exemples d'accords entre mines et usines métallurgiques du Nord et de l'Est: entre Lens et Nord-Est-Montataire, Aniche et Denain-Anzin, Escarpelle et la Marine-Homécourt, etc...

Westphalie. Pourquoi donc la première a-t-elle, pendant cette crise, maintenu en feu deux fois plus de hauts-fourneaux que la seconde? C'est que sa sidérurgie se compose d'entreprises principales alors que la Moselle comprend surtout des entreprises dépendant de l'ensemble de la métallurgie lorraine et française.

Mais les rapports interrégionaux, entraînés ainsi entre sidérurgie lorraine et sidérurgie des régions voisines ont amené aussi une collaboration étroite de région à région. Et il existe ainsi une solidarité fort intéressante entre forges de la Haute-Marne et mines lorraines. Juste retour des choses! Jusque vers 1855, le département de la Haute-Marne tenait la palme de l'industrie du fer. Celle-ci était très ancienne. Les abords de Saint-Dizier, de Joinville, de Vassy, étaient la région classique des maîtres de forges. Lorsqu'elle dût céder la première place au département de la Moselle, la sidérurgie de la Haute-Champagne trouva dans ses traditions le moyen d'assurer sa continuité. Elle apprit à utiliser le concours du minerai lorrain pour se livrer exclusivement à la fabrication d'articles ouvragés où elle a acquis une véritable maîtrise. Le minerai lorrain travaille ainsi hors de son domaine propre. A l'une des extrémités de la zone ferrugineuse, en Berry, l'industrie de Montluçon tire de Neuves-Maisons, une partie de son minerai, à l'extrémité opposée, il alimente l'industrie ardennaise.

Ainsi, sur toute la périphérie de la France de l'Est, les industries préexistantes se sont transformées au contact de la métallurgie lorraine (47). De même que l'industrie de la soie pour la région lyonnaise, l'industrie métallurgique a été, en Lorraine et jusque dans les régions avoisinantes, l'industrie tentaculaire, celle qui commande et règle le travail sur tout un territoire, de qui sont nées une multitude d'autres industries et qui bouleverse ou tout au moins modifie le caractère et les habitudes de toute une population.

(47) G. HOTTENGER. *Le Pays de Briey*, page 248.

SECTION III

Les industries mineures

A côté de l'agriculture, longtemps la seule industrie lorraine et encore aujourd'hui la principale ressource de tout un département, à côté des deux grandes industries du sel et du fer qui, en Lorraine, ont créé, à elles seules, d'immenses régions industrielles, une quantité d'autres industries moins importantes se sont développées, parfois en relations avec les premières. Elle sont, moins que celles-ci, dans la dépendance du sol et du sous-sol. Etant, à l'origine, presque toujours des « industries naturelles », elles se développèrent sous l'influence de facteurs, quelquefois étrangers à la région, mais qui en ont fait, néanmoins, des industries originales concourant très nettement à la formation de la personnalité lorraine. Parmi ces industries, que nous appellerons « mineures », l'industrie du charbon est fille du sous-sol et ses industries annexes en dépendent aussi étroitement. Bien que tirant leurs origines premières du sol, la verrerie et la céramique se sont orientées, par la suite, dans la voie des industries d'art, acquérant ainsi un cachet que l'homme seul pouvait leur donner. Enfin, après avoir profité, dès leur naissance, des ressources naturelles fournies par l'économie lorraine, l'industrie textile s'est développée dans les Vosges à la suite de circonstances exceptionnelles, tenant en particulier à l'annexion d'une partie de la Lorraine.

CHAPITRE PREMIER

UNE INDUSTRIE FILLE DU SOUS-SOL L'INDUSTRIE HOUILLÈRE ET LES INDUSTRIES ANNEXES

Le charbon est un des moyens d'influence les plus décisifs lisait-on naguère dans un mémoire adressé au chancelier de l'Empire allemand par les principales associations industrielles et agricoles. Ainsi, en effet, s'allongent les tentacules par lesquelles une contrée en attire d'autres dans son orbite (1). En France, malheureusement, ce qui caractérise l'économie houillère, c'est le déséquilibre entre l'extraction et la consommation. L'extraction du charbon ne dépasse pas les deux tiers des besoins (40 millions de tonnes produites contre 60 millions de tonnes demandées). Force fut aux industriels de se constituer des réserves indispensables par la création de sociétés charbonnières, dans le Hainaut, sur la rive gauche du Rhin, en Westphalie même. Ce sont des dizaines de millions qui ont échappé, momentanément au moins, à l'accroissement de notre richesse nationale (2).

Si réduit soit-il à côté de ceux des régions du Nord et du Pas-de-Calais, le gisement mosellan, les cokeries auxquelles, depuis quelques années, il a donné naissance et tous les sous-produits qu'on en tire et qui constituent : « les ennoblisements du charbon » présentent donc, dans une France pauvre en charbon, un appoint intéressant.

(1) P. VIDAL DE LA BLACHE. *La France de l'Est*, page 227.

(2) BUFFET. *La Lorraine économique*, page 9.

§ 1. — LE CHARBON MOSELLAN

Le gisement houiller de la Lorraine désannexée prend une importance capitale dans une région grande consommatrice de combustible. En Meurthe-et-Moselle les mines et minières seules ont consommé, pendant l'année 1935, 501.531 tonnes de charbon. Mais avec sa frontière actuelle, les besoins de combustible sont, pour l'Est, notablement supérieurs à ce qu'ils étaient pour le seul département de Meurthe-et-Moselle en 1913.

Aussi, l'initiative de la révolution industrielle vint-elle de Lorraine et c'est, vers 1820, l'usine de Wendel, à Hayange, qui, la première, commença à mélanger au charbon de bois un peu de coke sarrois.

L'extraction a dû son impulsion, dans la région lorraine, à l'époque où le département de la Moselle, privé de Sarrebrück par le second traité de Paris, en 1815, avait eu à procéder à un examen sérieux de ses propres ressources. La première concession fut celle de « la Houve », accordée en avril 1858, mais jusqu'en 1871 les mines lorraines furent peu importantes comme au début de toutes les exploitations minières. Désormais, la houille lorraine va se tailler un marché plus large. La Société « Saar und Mosel » se constitua vers 1872 par la réunion des concessions de Carling, de l'Hôpital, de Hochwald, de Falck, de Ham, de Boucheporn, etc.; son capital fut géré, vers la fin du siècle, par la Banque de Dresde qui, ainsi intégrée dans le système économique des grands capitalistes allemands, orientait ses ventes vers l'Allemagne.

En 1907, 46 forages étaient en pleine activité: la plupart avaient été exécutés sur l'initiative des entreprises métallurgiques, comme du reste, à peu près à la même époque, les entreprises similaires effectuaient des recherches semblables en Meurthe-et-Moselle.

Une première concentration industrielle fut réalisée après la guerre, lorsqu'on procéda à la liquidation des mines lorraines relevant de capitaux allemands: Sarre et Moselle fut mise sous séquestre ainsi que mille actions environ de

la Houve appartenant à des allemands, sans que la marche de ces entreprises en souffrit sensiblement. Ensuite, l'Etat amodia les mines séquestrées de minette, de charbon ou autres à diverses sociétés. On procéda également à des fusions nombreuses de concessions contiguës de trop petite étendue. Sarre et Moselle fut attribuée aux exploitants de houillères sinistrées dans le Nord. Des groupements de métallurgistes sinistrés de Meurthe-et-Moselle prirent les concessions de houille inexploitées qu'ils s'engagèrent à mettre en valeur après les avoir reconnues exploitables.

De même Petite Rosselle qui, ayant toujours appartenu à la famille de Wendel, n'avait pas à être liquidée, obtint l'amodiation de la concession de Gross-Rosseln, située en territoire sarrois (3).

Une seconde concentration eut lieu, en 1930, lorsque la Société de la Houve, la plus faible des trois sociétés lorraines, en pleine exploitation, amodia sa concession pour une durée de 25 ans à Sarre et Moselle (qui chercha par là, à étendre ses débouchés en acquérant le « quantum de vente » attribué à la Houve par le contrat de « Charlor », le compoir de vente des houillères mosellanes).

Par leur situation, toutes les concessions de mines de charbon lorraines réalisent aussi une véritable concentration géographique. Tous les puits actuellement en service sont concentrés sur une bande qui suit la frontière et qui n'a pas deux kilomètres de large. De plus, les sociétés de Petite Rosselle et de Sarre et Moselle exploitent par des puits situés en Lorraine des concessions qui leur ont été accordées depuis la guerre en territoire sarrois. Enfin, sur le plateau lorrain, on trouve deux nouveaux puits (Folschviller et Faulquemont), dont le premier est entré en service en 1935 et dont le second doit fonctionner au cours de 1937. Leur nombre ne manquerait pas de s'augmenter, écrivait-on ces dernières années, si le bassin de la Sarre retournait à l'Allemagne (4).

(3) A. EISELÉ. *La charbon mosellan*, page 171.

(4) CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 255.

Si les mines houillères sont concentrées sur un petit nombre de points, elles le doivent en partie à la législation allemande qu'elles ont subie : celle-ci, distincte de la législation française, avait, en particulier, fixé, en 1873, un maximum de 200 hectares à l'étendue de la concession ; elle accordait aussi un droit de préférence à l'inventeur qui en faisait le premier la demande. Les résultats de la loi allemande de 1873 furent que, sur un grand nombre de concessions accordées, un petit nombre seulement étaient exploitées (en 1911, sur 135 concessions, 4 étaient exploitées). Il y a là un effet de l'annexion qui, aujourd'hui encore, permet de caractériser l'industrie houillère mosellane.

Au 31 décembre 1935, 11 sièges d'extraction étaient en activité, dont six à Petite-Rosselle (la Houve comprise). Les houillères disposent de 28 puits, dont 19 sont utilisés normalement pour l'extraction.

Les trois principales concessions dont l'exploitation s'est échelonnée depuis 1858 sont celles de Sarre et Moselle, la Houve et Petite-Rosselle. La première appartient à l'Etat français, après avoir été amodiée après l'armistice au « Groupement des houillères sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais » ; la seconde, à une société française indépendante « La Houve », société anonyme de mine et d'électricité ; enfin, la troisième a été acquise, en 1889, par la Société « Les Petits-Fils de François de Wendel » ; et les mines de Folschviller et de Faulquemont, dont la première seulement commence à produire, relèvent toutes deux de l'Etat français.

De sorte que si, aujourd'hui, on dresse la situation occupée par les houillères mosellanes, on obtient le tableau suivant :

TABEAU DES SOCIÉTÉS HOUILLÈRES EN EXPLOITATION EN MOSELLE

	Superf. en hect.	Proprié- taires	Exploi- tants	Nombre d'ouvriers	En pré- vision	Nombre de puits
Sarre et Moselle.....	11.821	Etat français	Société de Sarre et Moselle	5	4	
La Houve.....	1.732	La Houve Société anonyme de mines et d'électricité	Société de Sarre et Moselle	3	1	
Petite Moselle	5.147	Petits-fils de F. de Wendel et C ^{ie}	Petits-Fils de F. de Wendel	7.722	11	3
Mines de Folschviller..	3.200	Etat français	C ^{ie} des Mines de St-Avold	325	—	2
Mines de Faulquemont.		Etat français	Société des Charbonnages de Faulquemont	661	—	2

Les puits houillers en Moselle présentent sur ceux de la Sarre (bien que le gisement lorrain et le gisement sarrois soient le prolongement l'un de l'autre), l'avantage de n'être pas très profonds. Actuellement, en effet, les étages d'extraction se trouvent, en Lorraine, compris en moyenne entre 300 et 600 mètres, alors qu'en Sarre, on les trouve parfois à des profondeurs plus grandes. Par contre, la Moselle n'a jamais connu les exploitations de surface qui ont labouré, par exemple, la vallée du Sulzbach, vrais trous de taupes ou sapes de courtilières. Les premières tonnes de charbon extraites en Lorraine ont été sorties du puit Saint-Charles à Petite-Rosselle.

L'extraction, de plus, présente bien souvent, en Moselle, des difficultés qui proviennent de la situation spéciale des houillères et d'abord de l'irrégularité du gisement dont les veines se redressent parfois jusqu'à la verticale (à Merlebach par exemple) de la nécessité, aussi, de consommer une quantité de bois et de fer importante pour encadrer la plupart des grandes voies de fond, ce qui augmente d'autant le prix de revient du charbon (une société comme Sarre et Moselle avec ses deux sièges, consomme de 80.000 à 90.000 mètres cubes de bois et quelques milliers de tonnes de fer).

Une menace pèse aussi constamment sur les houillères lorraines par suite des voies d'eau : à deux reprises, en 1912 et en 1933, le puits Folschviller a été, en cours d'installation, envahi par les eaux et complètement noyé. Cependant, l'exhaure, en Moselle comme en Sarre, est beaucoup plus faible que dans les mines de fer du plateau de Briey : dans celles-ci, on a quelquefois à faire face à des venues de 80 m³ par minute, tandis que dans les puits sarrois ou lorrains, elles ne dépassent pas, en général, 20 m³ (et une partie des eaux sert au lavage du charbon). En 1930, l'exhaure a été, pour les mines de houille de Moselle, de 39 millions et demi de mètres cubes contre 100 millions dans les mines de fer du département (5).

Autre cause de dépenses particulières : les dégâts entraînés par les mines à la surface du sol, dégâts qui les obligent

(5) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, p. 270.

à payer des indemnités considérables ou à acheter le terrain (cette dernière solution est celle adoptée par Petite-Rosselle qui est en train d'acheter la ville de Forbach en détail).

Toutes ces charges accroissent considérablement le prix de revient de la houille lorraine et nécessitent une forte production pour en rendre l'exploitation avantageuse.

*
* *

La France, cherchant à parer au déficit de sa production houillère générale, a donné, depuis la fin de la guerre, un élan remarquable à ses mines lorraines. La production de celles-ci, en effet, n'a pas cessé d'augmenter jusqu'au moment où la crise l'a atteinte assez durement.

PRODUCTION DE LA HOUILLE MOSELLANE
EN MILLIERS DE TONNES

	1900	1913	1929	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—
<i>Mines:</i>						
Sarre et Moselle.....	122	1.218	2.959	2.560	2.514	2.544
Petite-Rosselle	957	2.210	2.266	2.117	2.230	2.287
La Houve	58	368	868	717	785	815
	—	—	—	—	—	—
Total.....	1.137	3.796	6.093	5.394	5.529	5.646

Les houillères lorraines produisaient donc au total, 3.796.000 tonnes en 1913. Fortement éprouvées par les difficultés de l'après-guerre, elles ne devaient retrouver ce chiffre que vers 1921 et 1922.

Déjà, de 1873 à la veille de la guerre, la production du bassin lorrain avait plus que décuplé (les besoins de houille étaient devenus plus considérables, les capitaux investis de plus en plus nombreux, les progrès techniques plus rapides).

Pour d'autres raisons, et en particulier, pour lutter contre les effets de la loi de 8 heures (loi du 24 juin 1919) et contre la concurrence des charbons anglais, elles doublè-

rent en quelques années leur production, atteignant en 1929: 6.093.000 tonnes.

On a remarqué bien souvent que, pendant cette période qui va, en gros, de 1919 à 1929, la production lorraine a pris, toutes proportions gardées, un essor que n'a pas atteint la production sarroise: tandis que l'extraction du bassin de la Sarre s'est élevée de 13.216.000 tonnes en 1913 à 13.681.000 tonnes en 1926, ce qui représente seulement un accroissement de 3,5 %, le bassin français de Lorraine, est passé de 3.796.000 tonnes en 1913 à 5.324.000 tonnes en 1926, soit une augmentation de 40, 3 % (6). Tandis que, avant la guerre, la production lorraine ne représentait que 28,6 % de la production sarroise, elle en représentait en 1929: 39 %.

Sans doute, la crise étant survenue, la production de houille n'a pas atteint, en 1935, l'extraction de 9 millions de tonnes que l'on prévoyait déjà, il y a quelques années. Le maximum de la production ayant été atteint en 1929, on assiste ensuite à une baisse de l'extraction: les charbonnages lorrains ont, en effet, pris à la crise générale une part légèrement plus grande que les autres charbonnages, une baisse légèrement plus faible à l'exportation ne suffisant pas, pour eux, à compenser la restriction relativement plus rapide du marché extérieur. Cette situation s'explique par les facilités de pénétration offertes aux charbons étrangers, alors que les houillères mosellanes sont desservies par des voies de communications d'une valeur moindre.

En 1933, cependant, on note une reprise de l'extraction et l'on a remarqué que, même pendant la crise, les résultats étaient plus brillants dans les houillères lorraines que chez leurs voisines sarroises aussi bien pour la production que pour les bénéfices: au plus fort de la crise, en janvier 1932, les mines de la Sarre perdaient plusieurs francs par tonne vendue alors que, la même année, Sarre et Moselle put distribuer des dividendes (7).

(6) Les mines de houille lorraines. *Annales de géographie*, 1928, p. 377.

(7) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, p. 278.

Enfin, au 31 décembre 1935, la production nette accusait une augmentation sur 1934 (5.646.480 tonnes contre 5.529.548 tonnes l'année précédente). Cette production correspond à une extraction brute de 6.530.616 tonnes qui a laissé environ 13.5 % de déchets inutilisables.

A ces chiffres il faudra bientôt ajouter ceux de la mine de Folschviller qui commence déjà à produire et, dans un avenir prochain, ceux de la mine de Faulquemont. Au mois d'avril 1935, en effet, les travaux de forage poursuivis depuis longtemps à Faulquemont en vue de l'exploitation des couches houillères, dont l'existence était connue ont été couronnés de succès; cette découverte a dépassé les espérances puisque, du fait d'une couche insoupçonnée, le contact avec la houille a été pris à la profondeur de 525 m. seulement. D'autre part, les phénomènes (toujours redoutés dans les mines de charbon) d'émissions gazeuses considérables ne se sont pas produits et l'on envisage de la façon la plus favorable la nouvelle cité ouvrière qui devra pouvoir abriter environ 3.000 ouvriers mariés, et l'extraction du nouveau siège qui atteindra, semble-t-il, environ 10.000 t. par jour.

Si l'on considère, dans ce total de production, non plus le chiffre global de la production mosellane, mais l'extraction de chacune de ses mines et leur évolution à ce sujet, on constate une différence curieuse entre Sarre et Moselle et Petite-Rosselle: c'est à Sarre et Moselle qu'on a réalisé les plus grands progrès. Longtemps, Petite-Rosselle qui est la mine lorraine la plus ancienne, a dépassé la production de Sarre et Moselle. En 1927, pour la première fois, le contraire se produisait; les causes en sont multiples: elles proviennent de la nature différente des gisements, du caractère plus récent des installations de Sarre et Moselle, de la différence aussi de destination des produits des deux sociétés: Petite-Rosselle visant dans une certaine mesure à se mettre en harmonie avec les entreprises métallurgiques dépendant du même groupement, alors que Sarre et Moselle

cherche à élargir au maximum son marché; de plus, Petite-Rosselle est une exploitation de famille dont les exploitants ménagent l'avenir en évitant d'épuiser le gisement (8).

Enfin, la mine lorraine la plus ancienne est aussi celle où l'exploitation est la moins concentrée: avec 11 puits, Sarre et Moselle donne une production moyenne de 242.000 tonnes par puits, tandis que les cinq puits seulement de Sarre et Moselle produisent 829.000 tonnes chacun (9).

Si leur production est différente, chaque mine s'est aussi spécialisée dans une certaine mesure quant à la qualité des produits qu'elle extrait du sous-sol. D'une façon générale, la proportion des charbons gras par rapport aux charbons maigres est très inférieure en Lorraine: elle n'a jamais atteint le quart de la production totale et en période de crise industrielle elle est même tombée à moins de un cinquième (18,9 % en 1931). Quatre puits seulement fournissent des charbons gras: deux à Petite-Rosselle, proches de l'épuisement, deux à Sarre et Moselle et la Moselle a des réserves de concessions exploitées qui semblent être beaucoup plus grandes en charbons flambants qu'en gras. Il en résulte que la cokéfaction du charbon lorrain présente des difficultés qu'on ne rencontre pas en Sarre, par exemple, où la production de charbon gras atteint 60 % de la production totale). Pourtant, un léger mouvement semble se dessiner dans la production houillère lorraine dans le sens d'une plus grande proportion de charbon gras qui atteignait, sur le chiffre global de 1935, le pourcentage de 24 %, soit 3 % de plus qu'en 1934.

Enfin, pratiquant une plus grande spécialisation, la Houve s'est cantonnée presque exclusivement dans la production des charbons flambants pour foyers domestiques, et Sarre et Moselle dans celle des charbons industriels. La Houve a même la spécialité toute particulière des « moinettes », agglomérés destinés à remplacer les « têtes de moineaux » dans les cuisinières.

(8) A. EISELÉ, *loc. cit.*, p. 215.

(9) La Houve a été l'exploitation la plus touchée par la crise avec, en 1933, une diminution de 17,4 % (par rapport au maximum de 1929) et Petite-Rosselle la moins éprouvée avec 6,6 % seulement; Sarre-et-Moselle se tenait près de la moyenne avec 13,5 %.



Mais le caractère le plus intéressant peut-être qui se dégage de l'étude du charbon mosellan est l'énorme rendement qui caractérise aujourd'hui la production houillère en Lorraine. Chose curieuse, dans notre région où les problèmes politiques sarrois ne se posaient pas, le rendement a été longtemps moins satisfaisant qu'en Sarre: 777 kilos en 1913 par ouvrier (fond et jour), 790 kilos en 1929.

Depuis 1929, au contraire, le rendement (950 kilos) dépasse celui des Mines Domaniales. Enfin au 31 décembre 1935, le rendement global, jour et fond, atteignait 1.326 kilos contre 1.322 en 1934; le rendement du fond se chiffrait à 2.109 kilos contre 2.085 en 1934.

Pour des raisons qui tiennent en très grande partie au caractère plus favorable des gisements, les houillères de la Moselle tiennent donc au point de vue du rendement, la tête de la production française. Le Pas-de-Calais vient ensuite (rendement fonds et jour en 1935: 863 kilos (10).

La production mosellane en charbon représente seulement le chiffre minuscule de $1/230^e$ ou de $1/240^e$ de la production mondiale. Elle disparaît à côté de celle du plus grand producteur houiller du monde qui fournit annuellement 549.700.000 t., à savoir la république des Etats-Unis. Mais, sans atteindre ces chiffres astronomiques, représentant environ 9 % de la production nationale, les houillères lorraines tiennent leur place, non sans intérêt, dans une région pauvre en houille et particulièrement dans la région lorraine si affamée de ce combustible.

Pourtant, le charbon mosellan n'est peut-être pas, pour la région qui l'entoure, une ressource aussi importante que semblerait l'indiquer le chiffre de 5.646.000 tonnes atteint en 1935; c'est que les mines lorraines consomment elles-mêmes une quantité importante de charbon qu'elles ne peuvent donc livrer au commerce: dans les années qui ont suivi la guerre, on a augmenté considérablement le matériel utilisant la force motrice, notamment l'outillage pneuma-

(10) Rapport en 1936 de l'ingénieur en chef des mines de Moselle.

tique et il en est résulté une forte augmentation de la consommation propre. Les consommations des mines lorraines sont plus fortes, surtout pour Petite-Rosselle et Sarre et Moselle, que celles des exploitations du Nord et du Pas-de-Calais, dont la consommation brute est, par rapport à la production totale, de l'ordre de 6,5 % au lieu de 9,9 % en Lorraine.

Ces différences ne tiennent pas uniquement à des différences de consommation de machines (quoique l'on trouve plus de machines à vapeur en Lorraine que dans le nord de la France où l'on se sert davantage de machines électriques) mais aussi à l'exhaure considérable, à l'aérage fonctionnant sous forte pression, à la consommation d'air comprimé très notablement supérieure en Lorraine, à l'utilisation générale de la traction mécanique, etc.. (11).

Enfin, les houillères lorraines ont eu à subir la concurrence très âpre jusque dans la région lorraine elle-même des charbons anglais, sarrois et allemands et particulièrement des charbons français du Nord et du Pas-de-Calais. Néanmoins, le gisement lorrain a devant lui, semble-t-il, un bel avenir. Le seul gisement de Sarre et Moselle qui est exploité seulement sur 15 % de la concession, renferme des réserves quatre fois plus considérables que celles de Marles et l'industrie charbonnière, expirante dans un grand nombre des usines du Massif-Central a ici devant elle une longue carrière.

Néanmoins, une restriction s'impose à cette constatation. Les puits qui pourront être ouverts d'ici quelques années seront, il est à le craindre, grevés de tels frais de premier établissement que le prix de revient dépassera sensiblement celui des anciens puits. A mesure que l'exploitation s'étend vers l'ouest, le charbon s'enfonce, l'extraction devient plus onéreuse; enfin, au delà de Merlebach, le faisceau des gras semble inaccessible, de sorte que les charbons à coke sont, dès maintenant, le monopole de la Sarre et, en Lorraine, de Sarre et Moselle (12).

(11) A. EISELÉ, *loc. cit.*, p. 227.

(12) A. EISELÉ, *loc. cit.*, p. 405.

Pour ces trois raisons, il existe une limite au développement des mines lorraines et ce n'est pas elles qui pourront jamais chasser la production étrangère de nos départements de l'Est.

§ 2. — LES COKERIES LORRAINES

La houille crue, en effet, ne convient pas au haut-fourneau parce qu'elle gonfle en brûlant. Le coke est le combustible qui lui est nécessaire: il en faut de 1 tonne à 1 t. 3 pour obtenir une tonne de fonte. Et il faut en outre que ce coke pour haut-fourneau présente certaines qualités: qu'il soit dur, non friable, peu cendreux, qualités que possèdent surtout les charbons gras, peu nombreux en Lorraine.

La consommation du coke dépend essentiellement de l'activité des usines métallurgiques et les importations de coke, en France, sont destinées en grande partie aux hauts-fourneaux de l'Est. Les statistiques douanières montrent, en effet, que les 9/10^e des tonnages importés pénètrent en France dans la principalité de Metz et qu'un tableau dressé sur le passage du coke en douane, indique, en 1.000 tonnes, les entrées suivantes:

	1929	1930	1931
Frontières maritimes	25	51	14
Lille, Valenciennes, Jeumont	154	139	109
Charleville	97	58	66
Metz	4.855	4.135	3.087
Sarrebrück	147	38	15
Strasbourg	172	144	107 (12)

La brusque séparation avec le bassin houiller westphalien qui depuis 1870, avait été son grand fournisseur de coke a sérieusement gêné, après la guerre, la marche des usines de la Moselle. Un essai fut fait, il est vrai, par le traité de Versailles pour maintenir une période transitoire en assurant aux maîtres de forges lorrains le pourcentage

(12) EISELÉ, *loc. cit.*, p. 405.

de coke dont ils avaient besoin au titre de la réparation des dommages de guerre imposée à l'Allemagne. Par l'accord du 7 mai 1919, la France et le Luxembourg se sont engagés à expédier sur la rive droite du Rhin 1 t. 25 de minette pour une tonne de coke reçue; système qui n'a fonctionné que pendant quelques mois et fut abandonné complètement lorsque le traité de Versailles fit accepter aux Allemands le principe de livraisons unilatérales et indemnitaires de coke (13).

Les livraisons furent tellement irrégulières qu'il fallut aux usines lorraines chercher ailleurs leur approvisionnement en coke, car à de rares exceptions près (Rombas) la métallurgie lorraine n'utilise que des fines à coke. D'abord un nouveau procédé de cokéfaction permit, depuis 1927, au bassin houiller lorrain d'utiliser pour la cokéfaction non seulement ses réserves très limitées de charbons gras, mais aussi une partie de ses flambants.

Et surtout, depuis plus d'une dizaine d'années, se sont construites partout en Lorraine des cokeries dont le premier but fut d'utiliser le charbon lorrain en le complétant de charbon étranger.

Les cokeries indépendantes n'existent pas en Lorraine (en Alsace on en trouve une à Strasbourg), les cokeries se rattachent soit aux mines de houille, soit aux usines métallurgiques.

1° *Les cokeries minières*

Elles dépendent des houillères; une seule a été jusqu'ici installée sur le carreau des mines lorraines: à Sarre et Moselle. Sa production de coke qui, en 1929 était de 146.000 tonnes, atteignait déjà 196.810 tonnes en 1935; une partie est livrée aux usines métallurgiques de la Moselle le reste est employé pour les foyers domestiques.

2° *Les cokeries métallurgiques*

Beaucoup plus nombreuses sont les cokeries rattachées, ainsi que nous l'avons vu, par le phénomène de l'intégra-

(13) H. LAUFENBURGER, *Revue d'Economie politique*, 1924, p. 995.

tion, aux usines sidérurgiques. Cinq usines en Meurthe-et-Moselle, possèdent une cokerie: Homécourt, Micheville, Mont-Saint-Martin, Pont-à-Mousson, Neuves-Maisons. Elles possédaient au 31 décembre 1935, 391 fours, dont 370 ont fonctionné dans l'année.

En Moselle, trois centres métallurgiques possèdent également des cokeries, celui de Moyeuvre (avec 136 fours), d'Hagondange (66 fours), mis en marche en 1929, et les Hauts-Fourneaux de Thionville avec 54 fours. Au total: 283 fours qui, durant les années de crise sont en chômage suivant un nombre variable: un four chôma à Moyeuvre en 1930, 2 en 1931, 25 à Moyeuvre et 24 à Thionville en 1932, 45 en 1934.

Toutes ces cokeries, comme du reste la cokerie minière de Sarre et Moselle consomment les charbons locaux depuis que l'on est arrivé à améliorer la qualité du charbon lorrain (et sarrois), en mélangeant intimement à ce charbon soit un charbon anthraciteux (contenant très peu de matières volatiles), soit un charbon semi-distillé (14) et bien entendu, le coke métallurgique ainsi produit est absorbé par les usines mêmes qui le produisent.

En Meurthe-et-Moselle, les cokeries ont ainsi produit 926.909 tonnes en 1935, dont 864.582 tonnes de coke métallurgique et 62.326 tonnes de coke d'autre qualité. En 1934, elles n'avaient fourni que 922.799 t. contre 908.843 t. en 1933; 788.314 t. en 1932 et 1.001.850 tonnes en 1930. Si elle n'atteint pas encore le chiffre de 1930, la production de coke métallurgique remonte donc insensiblement et en Moselle on observe le même mouvement.

§ 3. — LES « ENNOBLISSEMENTS » DU CHARBON

Il s'agit ici de tous les sous-produits du charbon ou du coke que, depuis quelques années, les houillères mosellanes, comme du reste toutes les houillères françaises, ont cherché à utiliser pour élargir d'autant leurs débouchés. Les prix de ces sous-produits n'ont cessé de s'élever depuis l'après-

(14) A. EISELÉ, *loc. cit.*, p. 413.

guerre tandis que ceux des charbons bruts, amenés à leur valeur or n'ont que faiblement augmenté ou même ont fléchi.

Or, le chauffage du charbon en vases clos donne un gaz riche en carbures d'hydrogène d'où l'on peut extraire, par distillation fractionnée, des goudrons, de l'ammoniaque et des huiles lourdes et légères; après quoi, les gaz sont renvoyés aux régénérateurs des cokeries, aux fours Martin, et, s'il y a un excédent, aux usines à gaz (15).

Les cokeries, en Meurthe-et-Moselle, ont ainsi produit en 1935:

12.927 tonnes de sulfate d'ammoniaque.

37.785 tonnes de goudron brut.

11.855 tonnes de benzols.

Deux cokeries, aussi, ont pratiqué la distillation du goudron brut (19.792 tonnes).

Elles ont livré encore une multitude d'autres produits: 325 tonnes de naphthaline, 129 tonnes de brai; 27 tonnes d'huiles légères, 685 tonnes d'huiles moyennes, 711 tonnes d'huiles lourdes, 55 tonnes d'huiles anthracéniques, 144 t. de créosote, 280 tonnes de phénate de soude, 381 tonnes de goudron spécial pour aciéries, 7.201 tonnes de goudron de route et de goudron reconstitué, etc... (16).

Mais c'est particulièrement le gaz d'éclairage et la production d'énergie électrique qui constituent les « ennoblissements du charbon ». Le gaz d'éclairage peut être obtenu, en effet, de deux façons: soit en traitant le charbon dans des usines spéciales, soit en récupérant les gaz qui se dégagent des fours à coke, gaz qui ont une haute puissance calorifique et éclairante. Les charbons qui sont susceptibles de cette utilisation, sont ceux qui appartiennent à la catégorie des gras. Dès que la teneur en matières volatiles s'abaisse ou que le charbon donne une proportion de cendres trop élevée, il devient plus économique de le brûler et de transformer l'énergie thermique en énergie électrique.

(15) R. CAPOT-REY, *op. cit.*, p. 444.

(16) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de M.-et-M., 1936

C'est ainsi que les houillères se sont adjointes pour la plupart des centrales électriques, dont trois, notamment : la centrale de Creutzwald (La Houve-Salec), la Centrale Simon de Petite-Rosselle et les centrales de Sarre et Moselle ont vendu au total, à l'extérieur (sans compter leur consommation personnelle) : 131.053.000 kwh.

De tous ces « ennoblissements » possibles, les dirigeants des charbonnages lorrains et autres, se sont efforcés de tirer parti pour pallier les effets d'une crise latente de surproduction du charbon constatée depuis 1914. La production française de charbon peut, en effet, fournir aisément 55 millions de tonnes, chiffres de 1930. En raison de l'apport prochain des nouvelles usines lorraines de Saint-Avold et de Faulquemont, on atteindra 59 ou 60 millions de tonnes. A l'opposé, la consommation française normale doit être évaluée à 85 millions de tonnes, malgré les 90 millions de tonnes de 1929, année où la consommation atteignait son paroxysme. Il y a donc normalement un déficit annuel qui sera réduit d'ici peu à 25 millions. On arrive ainsi à cette situation paradoxale que les houillères d'un pays organiquement déficitaire en charbon ont dû constituer des stocks souvent démesurément gonflés. Le dumping étranger ne saurait tout expliquer, il y a surtout les hauts prix d'extraction et de transport auxquels nos houillères sont contraintes. Les causes en sont nombreuses. Parmi celles-ci, la répartition géographique de nos bassins houillers est telle — les deux principaux : Nord, Pas-de-Calais et Lorraine (fournissant 41 millions de tonnes, c'est-à-dire les trois quarts de la production nationale), sont, l'un à l'extrême nord, l'autre à l'extrême est du territoire — qu'une bonne moitié de la France se trouve, par la force des choses, plus proche des charbonnages étrangers que des charbonnages nationaux si l'on tient compte des frais de transport par fer et par eau.

Les charbonnages lorrains, en particulier, ont demandé bien souvent l'amélioration de certaines voies de communication qui, en diminuant leurs frais de transports, faciliteraient l'écoulement de leurs produits.

CHAPITRE II

DES INDUSTRIES FILLES DU SOUS-SOL

ET DES HOMMES

LA CÉRAMIQUE ET LA VERRERIE

ET LEURS BRANCHES ARTISTIQUES

Une parenté très proche, sinon dans la fabrication, du moins dans la consommation a toujours joint la céramique et la verrerie. Toutes deux ont longtemps extrait du sol leurs matières premières, c'est pourquoi elles ont pu subsister à leur place originale. Mais si le sable, l'argile, la potasse, le quartz qu'elles trouvaient en Lorraine ont été la cause de leur localisation première, toutes ces raisons n'existent plus aujourd'hui. Néanmoins, la question des transports n'étant pas, pour elles, prédominante comme pour le minerai qui approvisionne les hauts-fourneaux, verreries et céramiques ont subsisté dans leur lieu d'origine tandis que les forges se déplaçaient.

Enfin, présentant à leurs débuts un caractère nettement utilitaire, le verre et la faïence se sont revêtus, au cours des âges, d'un cachet artistique qu'ils ne doivent en rien au sol lorrain mais uniquement à l'homme qui le peuple et à une main-d'œuvre spécialisée. A vrai dire, verreries et faïences même lorsqu'elles deviennent des industries d'art, conservent encore leur aspect particulièrement utilitaire. Le pays lorrain, en effet, n'a jamais relégué la beauté dans ses musées (qui, précisément, ne sont pas riches). Satisfaisant à un besoin de son esprit pratique, il la met dans sa vie de tous les jours, des faïences aux cristaux, des choses les plus communes aux œuvres d'art.

§ 1. — LA CÉRAMIQUE

Fille du sol et du sous-sol lorrain la céramique est née de l'union intime entre l'argile des vallées et le quartz fin des montagnes.

Entre 1700 et 1800 la région lorraine vit naître toutes les manufactures de faïence qui font actuellement encore son orgueil des deux côtés de l'ancienne frontière et qui, dans l'ordre de leur fondation, apparurent successivement à Pexonne, Badonviller, Lunéville, Rambervillers, Nieder-viller, Saint-Clément, Bellevue, Sarreguemines et Longwy. En l'an IX on ne trouvait déjà pas moins de 18 faïenceries dans les quatre départements lorrains.

Les centres céramiques formaient ainsi plusieurs groupements : celui de Lunéville à Epinal et Rambervillers, entre Moselle et Vezouse ; celui du Toulinois qui s'étendait jusqu'à Neufchâteau ; le groupement de la région de Sarreguemines et celui de Longwy ; enfin, sur les frontières de la Champagne, le groupe important des faïenceries de la Meuse. La manufacture de Niederviller seule, près de Sarrebouurg, forme le trait d'union entre le groupement Moselle-Vezouse et celui de Sarreguemines (1).

Les plus modestes ne fabriquaient guère que de la faïence brune, assez commune ; d'autres ont livré des pièces rares, actuellement encore fort recherchées : la faïencerie des Islettes, dans la Meuse, a, concurremment avec les sciences de la vie privée, adopté le décor militaire qui fit sa fortune : cavaliers de l'armée impériale, des régiments de la Restauration, caracolèrent au fond des plats et des assiettes.

Dans la Meuse, aussi, la faïencerie de Waly créa un bleu pur, transparent, d'un beau ton cobalt. « Beau comme le bleu de Waly », disait-on autrefois dans l'Est de la France.

Les faïenceries de l'Argonne ont toutes créé des types d'emblèmes intéressants, patriotiques généralement, et décoratifs car, dit-on, « si Nevers avait été le berceau des

(1) La céramique ancienne de la région lorraine, *Pays Lorrain*, 1932, p. 241.

faïences patriotiques, les Islettes et Wally en furent le tombeau »).

Nos meilleurs sculpteurs lorrains ont fait des modèles pour la faïencerie et ce sont encore les bibelots de biscuit et de faïence du sculpteur Cyfflé qui inspirent aujourd'hui les faïenceries de Toul et de Lunéville.

Longtemps, toutes ces faïenceries se sont plaintes de ne pouvoir soutenir que difficilement la concurrence étrangère et notamment la concurrence anglaise qu'elles redoutaient par-dessus tout car la plupart, outre la faïence commune, faisaient, avec de la terre de pipe, de la faïence à l'imitation de la faïence anglaise, faïence sur émail cuite au réverbère, qu'on appelait aussi « cailloutage » et c'était cette fabrication qui s'était développée au cours des dernières années (2).

Plusieurs ont disparu, mais l'industrie de la céramique est encore très vivace en Lorraine où chaque faïencerie apporte sa note spéciale :

En Moselle, celle de Niederviller, placée sous séquestre par l'autorité allemande pendant la dernière guerre, n'a pas cessé de fonctionner. Depuis, elle a abandonné la production artistique à laquelle elle s'était longtemps consacrée pour s'adonner à celle des articles courants.

La faïencerie de Sarreguemines, établie un peu avant 1789 sur la rive gauche du Rhin, possède aussi en Saône-et-Loire, à Digoin, et dans la Marne, à Vitry-le-François, des entreprises similaires où, après l'annexion, elle envoyait travailler les familles lorraines objet des vexations allemandes. Toutes trois se sont partagées les spécialités de faïence : Sarreguemines fait tous les articles, depuis le cendrier jusqu'au service de table et un peu de porcelaine tendre genre anglais ; elle fabrique aussi les services et pièces artistiques ainsi que les articles particuliers d'exportation. A Digoin, elle laisse la production des articles courants et à Vitry-le-François, celle des articles de bâtiment (poêles de toutes sortes, etc.).

(2) G. HOTTENGER. *La Lorraine économique au lendemain de la Révolution*, p. 77.

Dans la Meuse, il ne reste plus guère, de toutes les faïenceries si nombreuses autrefois, que celle des Islettes, la plus ancienne et la plus célèbre.

Dans les Vosges, il faut faire une mention toute spéciale à la Société anonyme des produits céramiques de Rambervillers qui, fondée en 1885, s'est d'abord consacrée à la fabrication des tuyaux en grès vernissé puis, en 1905, commença celle des grès flammés. Elle emploie, dans cette fabrication, l'admirable argile à grès de Jeanménil et elle obtient de merveilleux reflets variés sans aucune peinture ou décor quelconque, rien qu'avec une haute température et par l'unique moyen du feu.

Mais c'est surtout en Meurthe-et-Moselle que la céramique, une des plus anciennes industries de ce département, est représentée par de nombreuses manufactures dont cinq au moins remontent au XVIII^e siècle. Celle de Pexonne, qui semble la plus ancienne, fabriqua longtemps de la faïence fine, blanche et décorée. Celle de Lunéville, qui existait en 1729, a joint, jusqu'à ces dernières années, à la fabrication des articles courants celle de grès de grand feu et de biscuits de porcelaine.

La faïencerie de Toul fournit au commerce les articles les plus variés depuis les vases décorés jusqu'aux poêles de faïence et aux articles de jardin.

Celle de Saint-Clément perpétue la tradition des décors sur faïence stannifère (faïence célèbre du XVI^e au XVIII^e siècle); mais, à côté de cette fabrication d'art, elle a développé, par des procédés modernes, la fabrication de la « majolique », produit courant à qui son bon marché assure de nombreux débouchés.

La faïencerie de Badonviller, qui fut la plus meurtrie pendant la guerre, contrôle actuellement celles de Lunéville et de Saint-Clément.

Enfin la céramique française doit aux faïenceries de Longwy une de ses branches les plus originales: fondées en 1798 dans un couvent des Carmes, elles commencèrent par produire des chefs-d'œuvre, sous émail blanc, à relief statuaire, imités des vases antiques. Mais bientôt, elles subi-

rent la concurrence de l'importation à bon marché de la faïence de Chine et du Japon. On résolut alors de les combattre par des produits analogues avec des coloris au moins aussi éclatants mais plus en harmonie avec les goûts contemporains et l'art purement français: de là sortirent les émaux et les fantaisies de Longwy.

En même temps, les faïenceries de Longwy ne négligent pas les produits les plus courants; elles produisent à bon marché des services de table, des objets divers dont la blancheur peut rivaliser avec la porcelaine, contribuant ainsi pour une large part à la prospérité de la région, et à l'expansion de l'art français sur les marchés étrangers.

Tel est l'aspect des plus variés de la production de la céramique en Lorraine. Sans doute, il n'y a là, à côté des colosses de la métallurgie qu'une petite industrie; mais elle est très ancienne, très vivace, et elle contribue bien souvent à porter très loin le renom de notre région.

§ 2. — LA VERRERIE ET LA CRISTALLERIE

Vers 1530, on parle, dans une chronique du temps, des singularités du « Parc d'Honneur » (il s'agit ici, si joliment désigné, du duché de Lorraine) et il n'y est question, dans tout un chapitre, que « des forges à faire mirouers, voirres fins et communs, avec verres de gros voirres, qui se transportent par toute la chrestienté » (3).

La chronique assure que les premières installations se sont élevées à Raon, à Saint-Quirin et à Bainville-aux-Miroirs et que cette dernière localité devrait ainsi son surnom à une industrie bien antérieure aux temps de la Renaissance (4).

Dans l'Argonne, en particulier, comme le sable où poussait la fougère était fin et doux, comme le bois était là, à discrétion, propre à faire de l'excellent charbon, ainsi que la fougère sèche pour allumer les fours, l'industrie du verre se fonda. Trait original de cette industrie: les gen-

(3) Verriers d'autrefois. *L'Union économique de l'Est*, 15 juin 1928.

(4) P. BAUD. *L'industrie chimique de la France. Essai de géographie industrielle*, page 172.

tilshommes pauvres obtinrent le privilège de travailler le verre sans déroger. Des dynasties de gentilshommes verriers se fondèrent ainsi, que la Révolution devait disperser.

Partout, les verreries ont pullulé dans toutes les forêts de France, en Dauphiné, en Provence, en Poitou, en Normandie, mais au XVIII^e siècle, il n'existait déjà plus aucune des verreries célèbres dans ces provinces. Elles n'ont survécu courageusement que dans la région lorraine et aujourd'hui c'est encore chez nous, s'égrénant par groupe du nord au sud des Vosges, non sans quelques tentatives parfois vers Paris, que quelques 20.000 hommes et jeunes gens, souffleurs et façonniers à la main, entretiennent, dans plus de vingt établissements modernes, le culte de l'art du verre ouvragé (5). Ce n'est pas que les verreries lorraines n'aient pas connu de grandes vicissitudes. Pourtant, depuis le roi Stanislas qui ne semble pas s'être intéressé à leur travail et la révolution qui a supprimé leurs privilèges, elles se sont développées par leurs propres moyens, quelque gêne qu'elles éprouvassent de leur situation géographique. L'usine comprend, outre la halle où se souffle le verre, des ateliers de taillerie, de gravure, de décor où toutes les techniques sont mises à contribution. La suprématie de la verrerie et de la cristallerie françaises, disons lorraines, est rétablie et ne fait que se confirmer. Les expositions universelles de 1855, 1867, 1878, en ont marqué les étapes illustres. Et, même en deça de la frontière provisoire de 1870, les verreries sont restées en communauté de méthodes, de goût, et même d'intérêts avec la partie demeurée française. A première vue, il semble presque anormal, aujourd'hui, que «l'art de faire du verre» se soit épanoui en Lorraine, le sol lorrain ne fournissant pour ainsi dire plus aucune des matières premières nécessaires à la mise en œuvre du verre. Mais toutes ces matières, les verreries les ont trouvées lorsqu'elles ont commencé à s'installer en Lorraine, qu'il s'agisse en effet de verre ordinaire ou de cristal. Les verres sont des silicates doubles résultant de l'union d'un silicate alcalin avec un silicate

(5) Verriers d'autrefois, *loc. cit.*

de calcium. Si on remplace ce dernier par un silicate de plomb, on obtient du cristal. Pour le verre d'optique, on augmente les quantités de potasse et de chaux. Le verre à bouteille, lui, nécessite la présence simultanée au sein de la réaction d'argile marneuse, de sable ferrugineux, de calcaire, de sulfate de sodium et de débris de verre de toute nature.

Or, presque toutes les matières nécessaires à la fabrication du verre, les verriers lorrains les trouvaient déjà dans la forêt où tout sert et tout s'exploite : voici le silice, principe du verre, sous forme de sable fin, ou, plus pur encore à l'état de cailloux de rivière, ou mieux encore les grès calcaires qui sont déjà des verres ; voici les soudes ou potasses extraites de cendres végétales que l'on fait sur place ; on se sert enfin d'herbacées (plantes à pointes et à épines, plantes amères, houblon, centaurees, tabac) et surtout de l'inépuisable végétation de nos fougères. Le verre à la fougère, dit fougère tout court, a été bien souvent cité par les auteurs.

On s'explique ainsi les raisons de la localisation première des verreries lorraines. Tous les pays de grès, du reste, ont toujours été des pays de verreries : celles de Baccarat, Cirey, Saint-Quirin, Saint-Louis, Vallerystal, Goetzenbruck, Meisenthal sont établies sur la bande de grès bigarré ou à sa limite.

Mais, dès le XIX^e siècle, notre verrerie a pris l'habitude, pour obtenir des produits plus fins, d'employer des matières premières que la contrée ne fournissait pas. Le sable du grès vosgien a été abandonné à cause de ses impuretés et remplacé par du sable blanc de Fontainebleau, et, depuis six ans environ, par des sables du bassin de Cologne qui, bien que transportés par fer, reviennent meilleur marché que le sable français transporté par eau. La potasse de cendres n'est plus employée ; on utilise soit la potasse de Stassfurt ou de Dessau, soit, comme ce sel est trop cher, la soude de Sarralbe qui donne des verres à peine moins clairs et moins sonores. Il n'est pas jusqu'au fondant cal-

caire qu'on ne fasse venir, soit de la région de Vaucouleurs, soit de Champagne (6).

Si la localisation de l'industrie verrière est encore en rapport étroit, aujourd'hui, avec les conditions naturelles, c'est pour des raisons relevant essentiellement du passé. Mais la spécialisation de chaque usine dans telle ou telle fabrication dépend actuellement, avant tout, du marché qui s'offre à elle (l'exemple le plus typique est celui de l'industrie du verre à bouteilles qui s'est toujours installée à proximité des sources thermales).

La localisation de la verrerie dans un centre dépend aussi de la main d'œuvre qu'elle peut y trouver tout au moins pour une certaine catégorie de verre. L'introduction de la machine a bouleversé l'industrie verrière en permettant de fabriquer en série les objets en verre pressé, les verres à bière, cendriers, etc., et de même les verres de table. Pourtant, toute une partie de la fabrication échappe encore à la machine, c'est celle des bouteilles et des verres creux, c'est aussi toute la verrerie d'art qui exige une main-d'œuvre spécialisée.

■
* *

Le travail du verre est peut-être le plus varié qui soit : il s'obtient blanc ou coloré, transparent, opalescent ou opaque, monochrome ou marbré, veiné, imagé par des effets de hasard ou des combinaisons voulues ; il peut se travailler à demi fondu, à l'état de lave ; on peut le dénaturer par des additions intercalaires ou superficielles de poudres, d'oxydes, y incruster des métaux, des lamelles d'autres verres, y emprisonner entre deux couches des bulles d'air, des figures, des décors entiers, lui donner enfin toutes les formes possibles depuis les plus sveltes jusqu'aux plus opulentes.

Parmi tous ces aspects si divers, aucun n'est inconnu à la verrerie lorraine et le verre y est travaillé depuis ses formes les plus humbles jusqu'aux applications les plus riches.

(6) R. CAPOT-REY, *op. cit.*, p. 432.

La gobeleterie est travaillée dans les Vosges, à Baccarat, à Portieux (dont la fabrication était déjà qualifiée de «remarquable» en 1855), à Clairey et à Vannes-le-Châtel; en Meurthe-et-Moselle, à Nancy (les frères Daum, émigrés d'Alsace, s'y sont longtemps consacrés à partir de 1889, leur verrerie a même été longtemps l'unique verrerie de Nancy, d'où son nom) et à Croismare; dans la Meuse, à Fains. A Vallérysthal, dont la fondation remonte à plusieurs siècles, et qui appartenait à l'ancien département de la Meurthe, on fabrique de la gobeleterie en verre et demi-cristal. Dans le pays de Bitche, enfin, en Moselle, on fait aussi de la gobeleterie fine et ordinaire.

Mais cette première fabrication n'est pas la seule à laquelle se livre l'industrie verrière lorraine: la verrerie de Gironcourt, dans les Vosges, construite en 1902 sur la ligne de Neufchâteau à Mirecourt, à proximité des stations thermales de Vittel, Contrexéville, etc., fabrique des bouteilles à eau minérale et à bière.

Les verreries d'optique et de laboratoire s'y sont aussi développées, et notamment dans la Meuse: aux Islettes, à Fains-les-Sources, à Ligny-en-Barrois, on fait des verres d'optique et des verres de lunettes. La verrerie de Göentzenbruck en Moselle produit aussi des verres à lunettes réputés et des verres de montres. Celle de Trois-Fontaines, près de Vallérysthal, s'est spécialisée encore dans cette dernière fabrication.

Enfin, la glacerie ou miroiterie qui, dans nos régions de l'Est, est antérieure au xvi^e siècle, s'est épanouie au début du xix^e à Cirey-sur-Vezouse, dans une entreprise appartenant à la Société de Saint-Gobain, et née en 1806 de la transformation d'une forge et aciérie en une verrerie à trois fours.

Telles sont, très rapidement esquissées, les utilisations les plus diverses qu'a su prendre la verrerie dans l'économie lorraine. La verrerie fine n'a pas été négligée non plus et, à côté de toutes les fabrications d'usage courant énumérées précédemment, on trouve aussi tous les spécimens de verrerie fine et de verrerie de luxe: à Vannes-le-Châtel,

en Meurthe-et-Moselle, à Fains-les-Sources, dans la Meuse, à Nancy, avec la verrerie d'art A. Delattre spécialisée dans les émaux à grands feux ; mais c'est surtout dans la cristallerie, que la verrerie a trouvé sa forme supérieure, à tous les points de vue, en finesse et en richesse.

*
* *

L'industrie du cristal ne peut remonter qu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle. Sa fabrication présente, en effet, des difficultés insurmontables pour le verrier du Moyen-Age. Elle demande des sables parfaitement lavés, puis séchés, un alcali sans chlorure et sans matières organiques, du minium ou oxyde salin de plomb, exempt de fer ou de cuivre (7).

Pour la cristallerie, les facteurs naturels ont joué, dans leur installation, un rôle beaucoup moins important que dans la verrerie proprement dite. L'habileté d'une main-d'œuvre locale et l'activité d'un patron suffisent même à créer une industrie lorsqu'il s'agit, comme en cristallerie, moins de produire en grosses quantités que de livrer des œuvres d'art (8).

Ce fut le cas, tout d'abord, de la Cristallerie de Nancy dont les premiers ateliers furent organisés par les frères Daum vers 1875 et qui, tour à tour, se livra d'abord à la fabrication en grandes séries des flacons en cristal taillés pour la production de luxe ; puis, après la crise commerciale de 1921, à la fabrication de la cristallerie de table, de la gobeleterie et des articles riches ; enfin, la parfumerie de luxe y reprit peu à peu son activité commerciale.

A peu près à l'époque où s'installait la Cristallerie de Nancy, la vieille verrerie Sainte-Anne, à Baccarat, substituait à la production du verre celle du cristal à base de

(7) P. BAUD, *loc. cit.*, page 174.

(8) Car, tandis que toutes les autres branches du verre (verre à vitre, glace, bouteille) ont pu se prêter aux procédés de fabrication mécanique les plus modernes, supprimer les ouvriers spécialistes, ici on ne peut se passer d'une main-d'œuvre professionnelle spéciale à laquelle aucun procédé n'a pu être substitué. Cette main-d'œuvre, cette habileté professionnelle ne se crée plus, « ne se trouve plus qu'en Lorraine ».

plomb. Possédant une rare main-d'œuvre sélectionnée par concours, incomparable pour son habileté professionnelle et pour ses traditions transmises de père en fils pendant plusieurs générations, les cristalleries de Baccarat ont conquis le marché mondial. En 1900, leur usine occupait 2.223 personnes et fournissait à la vente des cristaux représentant une valeur de 7.250.000 francs. Depuis, cette production n'a fait qu'augmenter, la cristallerie ayant mis en vente, à côté des services de table les plus luxueux les services les plus simples et jusqu'à des pièces en moulure dont les prix réduits permettent l'emploi dans tous les milieux.

La cristallerie de Saint-Louis, enfin, à Munzthal, a montré que le titre de la plus ancienne cristallerie française n'excluait pas les qualités de fabrication et tous ses produits (services de table, pièces diverses taillées et gravées) sont universellement connus.

Malgré l'annexion allemande de 1871, Saint-Louis est toujours restée une société française; comme telle elle participa à l'exposition de Nancy en 1909. Aujourd'hui, rentrée dans sa patrie d'origine, elle contribue, pour une large part, au bon renom de la cristallerie lorraine et de toute la cristallerie française.

§ 3. — L'ÉCOLE DE NANCY ET SON INFLUENCE

SUR LA VERRERIE ET LA CÉRAMIQUE

Nos verreries et cristalleries de Lorraine, celles de Baccarat, de Nancy, du pays de Sarrebourg, du pays de Bitche, des environs de Toul, des Vosges, de la Meuse sont les seules, ou à peu près, qui fabriquent en France des objets de service ou de luxe nécessitant l'étude de formes, de décors et quelquefois de couleurs ayant, par conséquent, un caractère d'art.

Les faïences lorraines, elles aussi, se dégagent souvent de leur but utilitaire pour rentrer dans la catégorie des industries d'art, et l'on a pu dire que le travail d'art, en

ces matières, était ce qui caractérisait notre province, ce qui lui donnait sa marque particulière.

Ce qui est fort intéressant dans l'histoire de ces vieilles et originales industries c'est qu'à un très riche passé (108 peintres verriers sont nés dans la province, la verrerie actuelle a de qui tenir!) le présent apporte sa part d'efforts issue d'un même esprit d'élégance décorative mais dégagée des formules vieilles. Loi de perpétuelle renaissance qui inspira aussi bien les artistes de la cour de Stanislas que ceux de la moderne Ecole de Nancy.

On appelle encore aujourd'hui, sous ce nom, un groupement d'artistes lorrains dont l'idée première est due à Emile Gallé lorsqu'à la fin du XIX^e siècle il décida de former à Nancy le groupement des artistes du décor qu'il distingua sous le vocable « Ecole de Nancy ». Il ne voyait pas seulement dans cet acte de solidarité un effort profitable, mais prétendait qu'en d'autres centres provinciaux on s'en émut et qu'à cet exemple on y créât des groupements analogues afin que bientôt on put dire « Ecole de Dijon », « Ecole de Lyon », etc.

L'Ecole de Nancy a révélé la poésie du verre; elle fut une sorte de romantisme artistique surgissant au cœur de la région lorraine et troublant de son merveilleux programme les vieilles stagnations provinciales. L'on a pu dire, en effet, qu'en tête du catalogue de l'Union Centrale des arts décoratifs au Pavillon de Marsan, en 1903, Gallé avait écrit une véritable « préface de Cromwell » (9).

Longtemps, les industriels d'art français s'étaient bornés à reproduire, avec plus ou moins de richesse et de perfection, les modèles légués par les siècles antérieurs à la Révolution. Dès 1884, Gallé se révèle déjà comme un chercheur désireux de rénover les arts de la céramique et de la verrerie, quoique, dans la céramique, l'art de Gallé ne déploie pas toutes ses ressources et ce que soient ses verreries qui établirent le plus vite sa réputation.

Il s'y montra révolutionnaire et novateur, à la fois

(9) M. GARCOT. *Le Pays Lorrain*, février 1936.

comme technicien et comme créateur d'un décor féérique tiré de l'étude la plus scrupuleuse de la nature.

On lui doit comme technicien des colorations nouvelles obtenues dans la masse de la matière vitreuse par l'emploi d'oxydes et de sels métalliques, et celui d'émaux vitrifiables à basses températures, d'émaux opaques; des procédés curieux de peinture sur verre, de dorure et d'argenture; le perfectionnement des travaux de taille et de gravure au touret, à l'émeri, à la roue de plomb, de cuivre ou de bois, etc.

Comme créateur, on lui doit son culte fervent pour la fleur, pour toutes les « floralies », non moins que pour les poètes et la poésie et il ne cessa de conjuguer, de fondre ces deux dévotions dans la suite de ses créations artistiques.

Très éclectique, l'Ecole de Nancy laissait à chacun des artistes la composant toutes les possibilités d'expression personnelle: les verreries d'Emile Gallé sont bien différentes de celles d'Antonin Daum qui fut, dans cette industrie, un de ses disciples. C'est pourtant la même inspiration que, depuis cette époque, on retrouve dans toutes les branches de l'art de Nancy aussi bien dans celles qui dépendent directement de la verrerie, que dans celles qui n'ont avec cette dernière qu'un rapport lointain ou même inexistant: dans l'art du vitrail, où Grüber a fait emploi fréquent de la mosaïque de verre, sorte de puzzle artistique; dans le verre lui-même où Walter introduit une formule nouvelle de pâte de verre que modèle Henri Bergé; dans toutes sortes d'industries enfin qui n'ont avec la verrerie et la céramique que ce trait commun d'être des industries d'art: dans l'ébénisterie avec les Majorelle, dans la reliure avec Wiener, dans la décoration avec Camille Martin et Victor Prouvé. Tous ont suivi le geste d'affranchissement lancé par l'artiste qu'était Emile Gallé. Et c'est lui encore qui, dans un domaine plus lointain, a influencé le modelage des bibelots des Mougin, la sculpture des gueux d'un Wittmann, les paysages lorrains d'un Renaudin; car, s'il n'y a pas eu influence directe des maîtres décorateurs sur les

artistes qui furent leurs contemporains, on ne peut s'empêcher de voir, chez certains d'entre eux, des « correspondances ».

Que reste-t-il aujourd'hui dans nos arts céramiques et verriers et, d'une façon plus générale, dans toutes nos industries d'art, de l'Ecole de Nancy? Le vocable subsiste mais, après la guerre, une nouvelle évolution des formes s'est manifestée avec une certaine autorité: marquée d'influence étrangère, elle se développa et se fit impérieuse. De ce fait, à des conceptions d'ordre ornemental succédèrent des normes fondées sur la masse, la surface, le plan (10). Le style de Nancy est entré aujourd'hui dans l'histoire. Il n'a fallu qu'un demi-siècle pour que certaines formes d'art qui étaient siennes apparaissent révolues... Pourtant, nulle part on n'avait mieux compris le charme de Gallé qu'en cette Lorraine endeuillée par la guerre et le vieil art lorrain en avait été soudain transformé.

La crise aussi est passée par là; plusieurs de ces maisons, dont la beauté des produits a si longtemps contribué à l'originalité de cette branche de l'économie lorraine, ont dû, après avoir longtemps marché au ralenti, fermer leurs portes. Cependant, l'Ecole de Nancy n'est pas morte: elle s'est transformée, elle a évolué, les principes qu'elle a semés fleurissent encore dans certaines productions d'aujourd'hui et vivifient, par leur style plein de sève, l'austérité quelque peu monotone de l'art décoratif « moderne ».

Aujourd'hui l'art lorrain, et principalement celui de la céramique et de la verrerie, est encore inspiré de l'Ecole de Nancy dans ses deux caractères originaux:

D'abord, il se tourne encore vers la nature; seulement, au lieu de prendre à la lettre la théorie naturaliste de Gallé, c'est en esprit qu'on s'en inspire aujourd'hui; on ne lui emprunte plus forcément la documentation stricte qui avait si longtemps séduit; mais le verre est plus blanc, plus lumineux, le décor n'est aboli nulle part, il est plus simple, plus schématique; et l'ensemble est toujours subordonné à cette

(10) V. PROUVÉ, *Le Pays Lorrain*, février 1936.

recherche de forme et de grâce dont on ne peut contester le caractère et la maîtrise.

Enfin, comme jadis, l'art lorrain reste industriel : sans doute, il ne méconnaît pas l'intérêt des pièces d'exception, d'exposition où s'est concentré tout un effort, mais aussi fécond et beaucoup plus moderne est le souci populaire de l'art que l'usine seule peut satisfaire ; l'organisation, la division du travail, la collaboration et l'émulation d'artistes inquiétés par des questions de prix de revient, s'ingéniant à faire beaucoup avec peu de choses et réalisant un rêve de beauté à la portée du plus grand nombre, sont des conditions de travail que notre temps ne peut négliger.

Peut-être dans l'exposition de cette année qui veut ressusciter les métiers d'art régionaux trouvera-t-on les traces de cet exemple unique que la région lorraine a donné depuis plus de quarante ans dans l'histoire de l'art français. Sans doute, cette branche de son économie n'est pas la source la plus importante de ses richesses, mais elle représente une industrie séculaire, originale aujourd'hui encore, née de certaines industries modestes comme la gobeletterie, transformées par l'habileté de l'homme. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, la région lorraine a donné un exemple salubre de vigueur et d'initiative fécondes.

CHAPITRE III

UNE INDUSTRIE FILLE DU SOL ET SURTOUT DE L'HEURE : L'INDUSTRIE TEXTILE

Les industries textiles, dit-on, sont parmi les plus récentes des industries lorraines (1). Leur origine première remonte cependant à plus d'un siècle. Mais, aujourd'hui, on est évidemment étonné de trouver en Lorraine une industrie aussi considérable par la main-d'œuvre qu'elle emploie, par la puissance motrice qu'elle exige, par les transports qu'elle nécessite tant pour l'amenée à pied d'œuvre des matières premières qui arrivent de l'étranger dans des ports très éloignés, que pour l'expédition des produits manufacturés qui ne trouvent dans la région même qu'un très faible débouché par rapport à la production.

L'industrie textile qui, en Lorraine, s'est développée particulièrement dans les Vosges est aussi une des industries qui subit le plus intensément les conséquences de la crise mondiale. Elle le doit à sa contexture particulière : originale dans sa localisation, dans sa production, bien que n'ayant rien à première vue de lorrain, elle ne peut, à ce titre, être passée sous silence.

§ 1. — LES CAUSES DU DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TEXTILE EN LORRAINE

L'histoire de l'industrie textile de l'Est, et particulièrement dans les Vosges, présente, à plus d'un trait des épisodes curieux. C'est à une circonstance inattendue et que rien

(1) G. HOTTENGER. *La Lorraine économique*, page 14.

dans les ressources naturelles du pays ne faisait prévoir, que cette industrie doit son existence. Cette circonstance n'est qu'un tout petit fait qui semblait sans importance et qui fut pourtant la cause première des filatures et des tissages d'aujourd'hui : des fromagers vosgiens passaient, tous les ans, les Vosges pour se rendre en Alsace où ils apportaient leurs produits. Là, ils trouvaient une industrie textile développée. Pour occuper les longs loisirs de l'hiver ils eurent l'idée de rapporter d'Alsace le fil qu'ils tissaient en rentrant chez eux et rapportaient l'année suivante.

Longtemps ils tissèrent ainsi le fil à demeure et ne se servirent que de métiers à bras. Longtemps les industriels alsaciens et surtout ceux de Mulhouse ont été les éducateurs des petits tisserands vosgiens. Longtemps annexée à l'industrie alsacienne, l'industrie cotonnière des Vosges fut, jusqu'en 1870, dans la dépendance de la Haute-Alsace, qui lui fournit capitaux, machines, commissionnaires, débouchés, et dirige, en fait, son essor : les tissages demandent aux filatures alsaciennes la majeure partie des fils qu'ils absorbent, ils réexpédient vers Mulhouse la presque totalité de leurs tissus. Il en résulte que les deux régions industrielles des Vosges et du Haut-Rhin forment « les deux parties d'un même tout » (2).

Pourtant, l'industrie du coton qui, au début du XIX^e siècle, était seulement en train de se créer, qui avait commencé si petitement et d'une façon si inattendue, avait déjà pris au moment du traité de Francfort un développement considérable. Il n'y avait rien à première vue en Lorraine qui puisse l'attirer, mais, une fois installée dans notre région, elle trouva, sur le sol lorrain, tous les facteurs propices à son développement.

La partie de la Lorraine où s'est surtout concentrée l'industrie textile est littéralement parsemée de cours d'eau qui constituent une réserve de force motrice hydraulique considérable et qui, en outre, par l'humidité constante qu'ils entretiennent dans l'atmosphère le rendent particulièrement favorable à la manipulation des matières textiles.

(2) L. LAFITTE. *L'essor économique de la Lorraine*, p. 16.

Lorsque les métiers mécaniques à filer et à tisser ont remplacé l'antique rouet ou le métier à toile que l'ouvrier actionnait de ses pieds et de ses mains, véritable travail de forçat du reste, (il se faisait dans les caves à cause de l'humidité nécessaire) l'industrie textile s'est, conformément à la loi d'économie humaine qui exige avant toute autre dépense l'utilisation des ressources naturelles, groupée sur les rives des cours d'eau qui dévalaient principalement des sommets vosgiens.

Puis, on a tenu compte de la nécessité d'une main-d'œuvre importante. Alors que Mulhouse « manquait de monde », la campagne et spécialement les vallées des Vosges regorgeaient d'une population dense et pauvre. L'industrie textile est alors allée au devant de la main-d'œuvre pour la fixer sur place par l'établissement dans les vallées, de nombreuses manufactures. Ainsi s'explique la répartition géographique actuelle de l'industrie textile vosgienne qui, longtemps montagnarde, a fini par s'installer dans la plaine au voisinage des cours d'eau et de la main-d'œuvre.

Lorsque fut signé le traité de Francfort qui sépara l'industrie textile alsacienne et vosgienne, une multitude de petits tissages s'étaient répandus dans toute la région lorraine, non seulement dans les Vosges mais même dans la Lorraine orientale où le tissage à domicile subsista longtemps et dans la Meuse où, disait-on à Bar-le-Duc, vignerons et tisserands étaient les corps de métiers les plus importants.

Tous ces tissages minuscules travaillaient le chanvre et le lin pour en faire des toiles, particulièrement en Moselle et dans les Vosges; on y travaillait aussi le coton (la plus vieille manufacture fut créée à Nancy, rue des Fabriques, en 1785); mais l'industrie la plus ancienne de toutes fut celle des draps: concentrée au nord de l'arrondissement de Briey elle avait pour principal objet les draps de troupes et avait depuis longtemps disparu en 1870.

Quant aux filatures, elles furent longtemps inconnues (le fil était importé d'Alsace); la première fut installée à Senones, dans les Vosges, mais son cas resta longtemps

isolé. Ce fut l'annexion et ses conséquences qui firent prendre à l'industrie textile en Lorraine un essor prodigieux. Elle offrait déjà autour de Remiremont une floraison brillante de manufactures, mais sa voisine d'Alsace en faisait pâlir l'éclat. L'émigration d'une partie de l'industrie alsacienne devait lui infuser une singulière vigueur. En 1871, dans la région de l'Est, la capacité de production de l'industrie textile était évaluée à 500.000 broches de filature et 17.000 métiers à tisser. La France avait donc un besoin absolu de remplacer sur son territoire une partie au moins de l'outillage textile dont le traité de Francfort l'avait privée, remplacement particulièrement urgent pour les filatures et pour l'impression, la moitié des tissages de l'Est s'étant en effet jusqu'ici alimentée en filés alsaciens. Aussi, les industriels de Mulhouse ont-ils commencé, dès 1872, à fonder des établissements textiles dans les Vosges. Chose curieuse, ils commencèrent par des tissages. En 1872, eurent lieu les premiers travaux de construction de la Blanchisserie de Thaon.

Parallèlement à ces fondations de tissages et impressions, on assiste, à la même époque, à des créations d'industries destinées à renforcer l'outillage des filatures existantes (3).

Mais, tandis que jusqu'à 1870, la localisation des industries textiles dépendait essentiellement des conditions naturelles de la région et de la main-d'œuvre qu'on pouvait y trouver, à partir de cette époque l'industrie cotonnière s'est efforcée de trouver des moyens de transport économiques. Ce n'est plus l'eau qui lui sert de force motrice, mais la houille dont elle a besoin; elle s'est alors répandue de plus en plus dans la plaine; puis, les industriels ont cherché les nœuds de routes: c'est le cas de ceux qui, en 1906, se sont établis à Laveline, à portée des lignes conduisant vers Epinal d'un côté et vers Saint-Dié de l'autre, pour y créer la manufacture la plus importante des Vosges.

Ainsi donc les conditions économiques modifient sans cesse les conditions de la tâche, ce sont elles aussi qui ont

(3) H. LAUFENBURGER, *Cours d'économie alsacienne*, t. 2, p. 144.

fait varier les diverses productions textiles en Lorraine et qui expliquent aujourd'hui, au moins en partie, la crise redoutable qui les frappe.

§ 2. — LES CENTRES DE PRODUCTION ET LEURS SPÉCIALITÉS

La région de l'Est (4), prise dans son ensemble, est la plus importante des régions cotonnières françaises puisqu'elle représente, dans la production nationale: 44 % du personnel des textiles, 46 % des broches, 60 % des métiers, 67 % des machines à imprimer.

Dans cette région, deux groupes se partagent presque toute la production: celui formé par l'Alsace et celui des Vosges. Le premier comprend le plus grand nombre d'ouvriers cotonniers et le plus de machines à imprimer (2 millions de broches prouvent bien la prépondérance de l'impression en Alsace). Quant aux Vosges, elles forment, après l'Alsace, la deuxième région française pour les textiles, apportant à la production nationale l'appui de leurs 40.000 ouvriers, d'environ 3.230.000 broches à filer, 127.000 broches à retordre, 80.000 broches à tisser et 30 machines à imprimer. Elles laissent assez loin derrière elles: la région du Nord, surtout spécialisée dans la filature, puis le groupe normand, le plus ancien, et la région du Centre (avec Roanne et Thizy) qui font surtout du tissage (5).

L'industrie textile lorraine manipule différentes matières premières qui sont, par rang d'importance: le coton, le lin, la laine, la soie, et comprend toute la gamme des fabriques nécessaires à la transformation de la matière première en un tissu prêt à l'usage tel qu'il est livré au consommateur.

Le coton se travaille dans toute la région, et il est la seule matière employée dans les centres de Meurthe-et-

(4) Ce qu'on appelle le « rayon de l'Est » compte les départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône et le territoire de Belfort.

(5) La situation des grandes industries textiles en France: *Annales de géographie*, 1933, page 233.

Moselle (Nancy, Pierrepont, Saint-Nicolas-du-Port, Tomblaine et Lunéville). On distingue seulement les usines qui travaillent le coton Jumel, matière textile que l'on cultive en Egypte et qui est réservée aux beaux articles (nanzouks, percales, etc.) et celles qui travaillent le coton d'Amérique, matière textile très abondante mais plus ordinaire qui sert à faire des tissus courants tels que calicots, croisés, satins... (6).

On travaille aussi des cotons de l'Inde, du Brésil, du Soudan, mais en petites quantités et pour les tissus médiocres destinés aux articles bon marché.

Le lin se travaille, mais ne se cultive pas dans les Vosges. Il provient du Nord de la France, de la Belgique, de l'Angleterre, de la Russie, des pays scandinaves. Son emploi, pour la région de l'Est, est surtout réservé à Gérardmer. Le monopole de cette ville et de la région qui l'avoiisine est fort ancien, il tient à la qualité d'une main-d'œuvre spécialisée, mais surtout à la nature des eaux de sa vallée: on étend sur les prairies qui la bordent les tissus écrus de lin en les mouillant abondamment et, en les laissant sécher sous l'action du soleil et de l'air, on obtient la transformation du ton grisaille du lin en un blanc magnifique et inaltérable, le « blanc de pré » avec cet autre avantage que, le fil de lin ne subissant ainsi aucune action d'un corps chimique, le tissu conserve toute sa force (7).

Quant à la laine, elle n'est guère employée à l'état pur en Lorraine et son travail est surtout localisé dans les régions du Nord, des Ardennes et de l'Alsace. Cependant, elle sert dans certains centres de Meurthe-et-Moselle (à Nancy et à Pierrepont) à fabriquer des tissus mélangés de coton et de laine.

L'usage de la soie est peu fréquent. Mais après la guerre, dans la Meuse, pour suppléer aux anciens éléments de prospérité de la région, un groupe d'industriels prit l'initiative de créer à Verdun l'industrie de la soie artificielle par le procédé le plus moderne: celui de la viscose. L'im-

(6) KEMPF, *Nancy, la région lorraine*, page 257.

(7) KEMPF, *loc. cit.*, page 257.

portant établissement industriel est situé à Thierville dans la banlieue immédiate de Verdun et la capacité de production prévue est de 2.000 kilos de soie par 24 heures.

Toutes ces matières premières font l'objet d'une multitude d'opérations de transformations qui peuvent se résumer dans le travail de trois catégories d'usines: la filature, le tissage, et les industries de finissage. La filature reçoit la matière première à l'état brut; après un certain nombre d'opérations (le cardage, le peignage, l'étrépage), on obtient des mèches de différentes grosseurs. Toutes les grosseurs de fils sont, du reste, obtenues en Lorraine: il titrera, en effet, depuis 1.000 mètres aux 500 grammes jusqu'à 140.000 mètres aux 500 grammes avec toute la gamme des numéros intermédiaires.

Les principaux centres de filature, dans la région lorraine se trouvent au Thillot, à Remiremont sur la Moselle, à Cornimont et Saulxures sur la Moselotte, à Gérardmer sur la Vologne, à Planfaing, Saint-Dié, et Lunéville sur la Meurthe, à Senones et Moyenmoutier sur le Rabodeau.

Quant au tissage, il comporte lui-même plusieurs opérations depuis le bobinage jusqu'à l'ourdissage qui consiste à assembler parallèlement entre eux et à une égale longueur et sous la même tension un certain nombre de fils.

Le finissage, enfin, a pour objet le blanchiment, l'apprêt et l'impression des étoffes écruës provenant des tissages. Les blanchisseries sont peu nombreuses, du reste, dans la région lorraine (elles exigent un outillage coûteux et des capitaux considérables). Il n'y a dans les Vosges que les blanchisseries des manufactures de Senones et les usines de Thaon qui furent le premier établissement fondé après 1870 et qui bénéficient de la proximité de la Moselle qui leur fournit un appréciable appoint d'énergie hydraulique et surtout la quantité d'eau impressionnante qu'exigent leurs fabrications.

La teinturerie et l'impression sont représentées par Thaon, Senones, et la Société d'Impression des Vosges et de Normandie dont le siège est à Epinal. Pour l'impression,

l'outillage des Vosges comprend environ 30 machines à imprimer, la Société d'Impression des Vosges et de Normandie en comptant 24 à elle seule (8).

On fabrique ainsi dans la région lorraine tous les tissus possibles, de tous les duitages (il s'agit ici du nombre de fils); on a même fabriqué le tissu pour « pneus » pour lequel on employait (il y a quelques années!) tout ce qu'il y avait de plus beau comme fil. Et, à côté de la fabrication des articles courants, qui sont presque une spécialité des Vosges, les tisseurs produisent aujourd'hui tous les articles supérieurs, depuis la toile de lin comme on n'en trouve guère qu'à Gérardmer jusqu'au velours de coton fin à Blâmont et à Val-et-Châtillon, sans oublier la fabrique de peluches de Sarreguemines qui se rattache à ce genre d'industrie.

Enfin, une industrie annexe: la broderie, s'est développée dans les Vosges. Autour de la fabrique du linge, dans ce département, gravite ainsi un nombreux personnel qui le prépare, le blanchit, le débite, le brode et l'ajoure. On voit donc, à Gérardmer, dans cette branche de l'industrie textile, un bel exemple d'intégration industrielle qui met sous la même direction la transformation du fil de lin depuis le moment où il sort de la filature jusqu'à celui où il est remis dans les mains de l'acheteur, prêt à servir de suite à son usage.

La production des textiles lorrains est difficile à connaître en chiffres exacts, les produits fabriqués étant essentiellement variés en nature et en qualité. On peut néanmoins tirer une première observation des variations du chiffre de l'outillage utilisé dans l'industrie textile: toutes les fois que le nombre de celui-ci s'élève il en résulte l'indice certain d'une augmentation de la production. L'outillage a subi un changement sans cesse ascendant de 1880 à 1914; depuis cette date, il a encore légèrement augmenté jusqu'en 1927, époque depuis laquelle il est à peu près stationnaire.

(8) J. RANDON DE GROLIER. *L'industrie cotonnière dans les Vosges*, p. 61.

PROGRÈS DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DANS LE RAYON DE L'EST (9)

Années	Nombre de broches	Nombre de métiers
1880	650.000	25.700
1890	950.000	30.800
1895	1.480.000	42.000
1900	1.880.000	49.000
1905	2.387.000	55.000
1910	2.786.000	62.000
1914	3.038.000	28.059
1927	3.190.393	73.893
1933	3.396.000	79.900
1934	3.418.000	80.500
1935	3.431.002	79.866 (10)

Ces chiffres s'appliquent à tout le rayon de l'Est ainsi qu'on les donne généralement. Pour permettre un regroupement, on peut cependant préciser qu'en 1935 le nombre des broches pour les Vosges et la Meurthe-et-Moselle était de 2.075.000 et le nombre des métiers 51.000.

D'après ce tableau, on remarque d'abord que le plus gros accroissement de matériel, a été celui de la filature dont l'outillage a quintuplé depuis 1880 alors que celui du tissage n'a fait que tripler (conséquence de l'évolution de l'industrie textile en Lorraine où la région ne possédait, au début de son histoire que des tissages). Mais on remarque aussi que cet outillage n'a pas varié sensiblement depuis 1927 ce qui indique au moins un état stationnaire de la production (l'outillage ne peut jamais diminuer, on se contente, lorsque la production s'arrête, de laisser inemployés les broches et les métiers devenus sans usage).

Pour les productions, on ne possède que des données très générales. Toutefois, on sait qu'une production moyenne d'une broche de filature est, en chaîne: 28, 22 kg. 800 par ans; pour le tissage, la production moyenne d'un métier trois quarts est de 80 pièces de 100 mètres de calicot com-

(9) Malgré les crises commerciales qui se sont produites de temps à autres et la forte secousse de la guerre pendant laquelle 200.000 broches et 9.000 métiers ont été détruits.

(10) Chiffres tirés des Bulletins du « Syndicat Général de l'Industrie cotonnière française ».

portant 20 fils de trame au quart de pouce français. La production dépendra donc du nombre des métiers ayant travaillé pendant l'année et du nombre d'heures pendant lesquelles ces métiers auront fonctionné.

Or, pendant les années 1930 à 1935 où la crise a sévi, des broches et des métiers ont chômé partiellement et quelquefois totalement. En particulier, dans les filatures, le travail est tombé à 32 heures au lieu de 48, durée normale, ce qui indique une diminution de production considérable.

Quoiqu'il en soit, tous les dirigeants des textiles lorrains (et sans doute ceux des autres régions) sont d'accord pour reconnaître que toutes les industries de cette branche de la production ne marchent plus aujourd'hui qu'en « veilleuse » à supposer qu'elles n'aient pas été obligées de fermer leurs portes. Si, actuellement, la crise s'abat durement sur nos textiles c'est qu'ils constituent en Lorraine l'industrie qui est peut-être la plus difficile à coordonner et à organiser dans sa production, comme dans ses débouchés.

§ 3. — L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION DANS LES TEXTILES LORRAINS ET SES DIFFICULTÉS

A première vue, notre industrie textile possède une localisation défavorable sur toute la ligne : la matière première indispensable et essentielle, le coton, doit subir un transport particulièrement long et onéreux avant d'arriver à l'usine, et les matières auxiliaires dont elle a besoin ne sont pas non plus à la disposition directe de l'industrie.

Jusqu'à ces dernières années l'industrie textile s'est pourtant efforcée de réaliser le mieux possible l'adaptation des éléments techniques de la production. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle on assiste à un mouvement très net dans le sens de l'intégration verticale réunissant en un seul établissement les trois branches textiles (filature, tissage, impression). On essaya même de réaliser une seconde étape en intégrant à l'industrie textile l'atelier de constructions mécaniques : l'industrie textile proprement dite fait naître, en effet, autour d'elle d'autres industries : la construction

de son outillage, de plus en plus perfectionné et onéreux, la production des colorants dont elle est le plus grand consommateur, à quoi il faut ajouter les ateliers de dessinateurs et l'art nouveau des compositeurs d'étoffes qui est apparu depuis la guerre.

A vrai dire, l'intégration n'a jamais été poussée aussi loin. Par contre, les rapports entre filatures et tissages sont généralement étroits. La dissociation s'est faite quelquefois, cependant, dans tous les cas où la filature a trouvé avantage à se spécialiser dans le fil à coudre et, plus tard, dans le fil à broder, à crocheter et à tricoter : le plus bel exemple de cette dissociation entre filature et tissage fut réalisée en Alsace, par la maison Dollfus- Mieg et C^{ie} (qui fabriquait du fil à coudre sous la désignation D. M. C.). Après avoir liquidé son impression et le blanchiment, elle ferma en 1898 son tissage et devint ainsi une entreprise « pure ». De même, en Meurthe-et-Moselle, on trouve à Azerailles une usine créée en 1898 pour y faire exécuter le travail de retordage des filés de coton, à qui les fils et cotons à coudre de marque « A la Croix » doivent leur réputation.

Mais dans la majorité des cas, filature et tissage sont restés unis dans la même entreprise. Non seulement, la première fournit, pour une large part, la matière première au second et peut ainsi se spécialiser dans un fil plutôt que d'en fabriquer plusieurs pour le marché plus exigeant ; mais, indépendamment de cette considération, même lorsque la filature peut vendre son fil au dehors, l'union des deux spécialités réalise une espèce d'assurance contre le risque (II).

L'intégration des textiles en Lorraine n'est donc qu'à l'état embryonnaire, ne se manifestant que sous la forme de réunion entre les mêmes mains de la filature et du tissage ce qui est le cas des deux tiers des entreprises vosgiennes, mais le finissage est laissé au soin des grossistes.

Une seule entreprise est véritablement intégrée dans notre région : ce sont les manufactures de Senones. Elles

(II) H. LAUFENBURGER, *loc. cit.*, page 131.

emploient environ 4.000 ouvriers dans 11 usines, comprenant : 3 filatures, 1 retorderie, 6 tissages, complétés par une des plus importantes usines de blanchiment, apprêt et impression. Opposées à toute idée de trust, elles constituent en France un des plus puissants groupements textiles indépendants. Il semble, d'ailleurs, que cet exemple doive rester unique, les capitaux à réunir pour une telle entreprise sont, en effet, considérables.

La concentration horizontale est difficilement réalisable ici. Cela tient à la façon dont se sont établies historiquement et géographiquement les entreprises, usines dispersées dans les vallées et les montagnes ; la répartition de la main-d'œuvre surtout empêchait la concentration. Les ouvriers étant, à l'origine, agriculteurs, ne voulaient pas s'éloigner de leurs champs et de leurs prés. D'où dissémination en petites entreprises ; les établissements de plus de 500 ouvriers sont rares dans les textiles (à part les manufactures de Senones qui en occupent un nombre considérable). Les établissements, d'après le nombre de leurs ouvriers se classaient ainsi, il y a quelques années :

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EMPLOYANT DES OUVRIERS
AU NOMBRE DE :

Nature des Etablissements	1 à 10	11 à 20	21 à 100	100 à 500	Plus de 500
Filature	4	2	9	32	3 (12)
Tissage	15	7	51	108	15
Blanchisserie	13	3	5	3	2

Le nombre des ouvriers dans les textiles n'a fait du reste que diminuer au cours des années par suite des perfectionnements apportés par le machinisme. Lorsqu'on s'est acheminé vers la filature mécanique (après le procédé rudimentaire du filage à la main) on a d'abord employé un métier « self-acting ». Plus tard, de progrès, en progrès, on introduisit le « métier trame continue » puis, on est arrivé à faire conduire 16 métiers « morthrop » à un seul ouvrier,

(12) J. RANDON DE GROLIER, *loc. cit.*, p. 63.

avec moins de fatigue que jadis pour conduire quatre métiers au plus.

La concentration et ses différentes formes ne produit donc, dans nos industries textiles que des effets restreints et elle est encore plus difficilement réalisable sous l'aspect de l'intégration des matières premières. Tous les textiles emploient du coton qu'ils font venir de très loin, qu'il s'agisse du coton Jumel (le plus fin de tous), du coton des Indes (le plus ordinaire) ou du coton d'Amérique (qui représente la qualité intermédiaire), ce dernier étant le plus employé. Le marché cotonnier français principal est au Havre. C'est le port importateur qui fait le plus gros trafic du coton et auquel les industriels s'adressent le plus volontiers. Les autres importateurs principaux sont : Dunkerque, Anvers et Marseille pour l'Égypte. Mais que l'on fasse venir le coton par l'un ou l'autre port, il en résulte toujours pour les industriels lorrains qui en sont très éloignés de gros frais de transport qui grèvent lourdement leurs prix de revient. Gros frais de transport aussi du combustible ; il y a longtemps que la force hydraulique n'actionne plus nos tissages qui ne sont plus comme autrefois des moulins. Il faut donc faire venir le charbon et longtemps, à ce point de vue, les industriels des Vosges ont bénéficié d'une situation exceptionnelle, de tarifs décroissants qui leur étaient accordés, d'autant plus faibles que la mine était plus éloignée (on donnait par exemple 1 centime pour les 100 premiers kilomètres, 1/2 centime pour les 100 suivant, 1/4 de centime pour les 100 autres, etc.). Mais, aujourd'hui, les textiles ne bénéficient plus de ces tarifs de faveur ; on s'est efforcé alors de remplacer le combustible minéral par l'énergie électrique : l'eau abonde dans ces régions (l'attrait primitif des textiles va peut-être redevenir leur principal attrait actuel) et les textiles comptent profiter tout prochainement de l'aménagement récent du Rhin et de l'électricité provenant de l'usine de Kembs.

Peut-être cet avantage éventuel compensera-t-il les lourds frais qui augmentent considérablement le prix des textiles en Lorraine, Actuellement, pourtant, une crise

grave pèse sur eux. La crise commença à se faire sentir en 1927 : sans doute, la production ne diminuait pas encore, mais les stocks s'accumulaient. Les industriels les plus prudents commencèrent à chercher des débouchés : ils les trouvèrent jusqu'en 1929 en Allemagne par l'intermédiaire de la Suisse, toute proche, qui achetait la production textile lorraine et la revendait à l'Allemagne.

On reprit aussi les relations avec la Suède et la Norvège mais elles ne durèrent que jusque vers mai 1928.

Dès que la crise commença à se faire sentir, on appliqua le système de la « veilleuse » : tout ouvrier parti ou décédé n'était pas remplacé. Puis, le chômage devint réel et aujourd'hui, on vend « en blanc ».

Sans doute, les causes de cette crise grave tiennent à la situation générale qui est mauvaise, mais d'autres sont particulières à l'industrie du coton, et elles se font sentir lourdement en Alsace et en Lorraine, d'abord parce que la baisse considérable et continue, ces dernières années du moins, de la matière première, a dévalorisé les approvisionnements des usines et les stocks de produits fabriqués qui se sont accumulés à la suite de la mévente.

Puis, la perte quotidienne subie par les industriels, devait, comme remède, leur suggérer la fermeture complète de leurs usines pendant une certaine période (c'est ce qu'a fait l'Angleterre qui, d'un seul coup, a fait dernièrement détruire 3 millions de broches). Mais ils ont tous une main-d'œuvre spécialisée qui fait partie de familles depuis longtemps attachées à leur commune, qui ne pourraient trouver du travail ailleurs et dont on se séparerait avec peine parce que telle filature ou tel tissage a déjà employé le père et le grand-père de ce même ouvrier.

Certaines usines ont dû cependant s'arrêter, faute de moyens financiers ; la plupart des autres travaillent à horaire réduit tant qu'elles pourront subsister.

Pour vivre, il leur faudrait exporter, or, précisément, les textiles lorrains ne peuvent plus guère exporter : longtemps ils ont envoyé en Espagne d'énormes quantités de fil (qui servait à fabriquer les filets de pêche) et de serviettes épon-

ges. Ce débouché, aujourd'hui, leur est fermé, d'autant plus que de nombreux étudiants, venus faire des études spéciales à l'école de tissage d'Epinal sont ensuite retournés dans leur pays pour y instituer filatures et tissages.

La Belgique, elle aussi, a intensifié sa production de coton Jumel.

En Italie on a développé les usines de coton. Tous ces débouchés se sont fermés peu à peu aux textiles lorrains qui ont encore à subir la concurrence du Japon qui apporte aujourd'hui sur le marché français des tissus absolument égaux aux leurs avec une différence de prix de 40 %.

Devant cette situation déficitaire et menaçante le syndicat cotonnier de l'Est et le syndicat général de l'industrie cotonnière ont préconisé un certain nombre de mesures :

1° L'organisation d'un contingentement, modérant l'importation des produits étrangers.

2° L'abaissement de la taxe sur le chiffre d'affaires pour l'industrie cotonnière française.

3° Un effort à porter sur les moyens d'assurer à cette industrie une part prépondérante dans les marchés de *l'Afrique Occidentale française*, dans lesquels nous venons malencontreusement après les autres nations (13).

La Chambre de Commerce de Nancy émit le vœu que le Gouvernement adoptât ces solutions. Pourtant, bien que considérablement ralentie, l'industrie textile lorraine ne semble pas devoir disparaître. Elle est en quelque sorte privilégiée puisqu'elle produit des tissus qui sont un article de première nécessité et les tissus les moins chers qui existent. Mais elle n'est jamais à l'abri d'une crise de sous-consommation. D'une façon générale, et les industries lorraines en font aujourd'hui la dure expérience, les industries textiles ne sont jamais sûres du lendemain et doivent, à tout instant, conquérir de haute lutte leur place au soleil.

(13) MOLARD, Chambre de Commerce de Nancy, séance du 9 fév. 1932.

SECTION IV

Les industries auxiliaires

Il s'agit ici de moyens mis à la disposition des industries d'un pays pour prospérer et en si étroite dépendance avec elles que, s'ils n'existaient pas, ces industries ne pourraient se développer ni même subsister, et que leur degré de prospérité est en fonction de l'état des voies de communication, du commerce et des banques qui sont, en somme, des rouages faisant partie intégrante des industries d'un pays.

Ces trois industries auxiliaires (transports, commerce des marchandises et commerce des capitaux) sont, elles-mêmes, liées entre elles : il est certain que, sans les voies de communication, il serait impossible aux marchandises de parvenir à leur destinataire et quant aux opérations bancaires elles sont elles-mêmes destinées à faciliter les échanges dont le mécanisme constitue le commerce. Il y a, dans toutes ces étapes de la vie industrielle, un certain nombre de rouages, qui s'emboîtent et s'ajustent si étroitement les uns aux autres qu'on ne peut les séparer.

CHAPITRE PREMIER

LES TRANSPORTS ET L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

On a toujours remarqué, en étudiant l'histoire des diverses industries, que l'établissement de voies de communications judicieuses est absolument indispensable à leur progrès. Une industrie qui ne serait pas desservie par des voies de communications commodes et nombreuses serait condamnée à la médiocrité. Le progrès, une fois amorcé par la construction de voies de communication vers les marchés éventuels, il sera nécessaire de veiller encore à tout instant à la localisation géographique de ces marchés et à la construction des canaux, chemins de fer ou même des routes nouvelles sans cesse nécessaires. Il y a ainsi une constante implication entre le développement de la production, la recherche des marchés et la construction des voies de communication.

Les relations de pays à pays et les voies qui en découlent suivent le développement de l'histoire: à mesure que des foyers de commerce se sont allumés dans la vallée du Main, au seuil de l'Allemagne, la balance des transports s'est inclinée vers les pays transrhénans. L'époque carolingienne a marqué un progrès décisif: les foires de Francfort, du XI^e au XVIII^e siècles ne cessèrent pas de jouer le rôle de grand marché périodique pour Strasbourg, l'Alsace et une partie de la Lorraine. La vie urbaine devint plus intense. Metz, au carrefour des peuples, trouva dans la banque et le change une des sources de son ancienne activité commerciale (1).

(1) P. VIDAL DE LA BLACHE. *La France de l'Est*, page 15.

Il est dans la destinée de nos contrées lorraines d'être un lieu de transit et de circulation. Ce n'est pas en vain que, par là, depuis des siècles, ont cheminé marchands et pèlerins, caravanes commerçantes ou expéditions militaires, car la circulation ne cessa pas de suivre l'ornière une fois tracée.

Notre région possède aussi une situation exceptionnelle, étant placée au carrefour de deux grandes routes européennes qui favorisent le mouvement des transactions : la première va du Sud au Nord et relie la Méditerranée à la Mer du Nord, la seconde de l'Ouest à l'Est et conduit de l'Atlantique à l'Europe Centrale. Aussi, la Lorraine a-t-elle toujours été un lieu de passage (2) notamment pour les marchands qui se rendaient d'Allemagne ou d'Italie aux foires de Champagne et qui souvent y tenaient des étapes, déballant leur cargaison.

On comprend ainsi qu'étant donnée leur situation géographique qui les offrait à la circulation, nombreuses furent les routes qui, dès l'époque romaine, parcoururent les pays lorrains. Leur premier but fut, pour plusieurs, un but stratégique : Forbach et Saint-Avold utilisaient au mieux les avantages du front de côte ; la route des Flandres avait, elle aussi, ses avant-gardes : Sierck, au premier étranglement de la Moselle, Sarreguemines dont le château résista à maints assauts ; celui qui possédait ces places était le maître de la Lorraine.

Mais les routes eurent toujours à remplir une fonction commerciale. Les deux routes essentielles de notre région étaient celle de Paris à Metz et à Mayence par Sarrebrück et la route de Paris à Strasbourg et en Allemagne, s'embranchant à Châlons-sur-Marne pour se diriger, l'une par Verdun et l'autre par Nancy, dans leurs directions respectives. Par leur bifurcation on saisit la double nécessité à laquelle devra répondre toute communication à orienter vers l'Est, d'avoir un bras vers l'Allemagne du Nord par Mayence et un bras vers l'Allemagne du Sud par Strasbourg (3).

(2) Ch. PFISTER. *La Lorraine, le Barrois, les Trois-Évêchés*, p. 100.

(3) L. JOUFFROY. *La Ligne de Paris à la frontière d'Allemagne*, T. I, p. 19.

Parmi les routes les plus commerciales étaient celles qui reliaient les salines lorraines aux pays de la rive gauche du Rhin dépourvus de sel. Plusieurs chemins portent encore le nom de « Salzstrasse » (par exemple au Sud de Haargarten, en Moselle).

Mais la circulation commerciale la plus intense était celle de la vallée lorraine de la Meuse, vestibule de la Bourgogne, médiatrice entre Lorraine et Champagne, entre les influences de l'Europe Centrale et celles de l'Occident : soit par les plateaux calcaires où voisinent les sources de la Meuse et de la Marne, soit par les croupes argileuses et noyées d'étangs où se confondent presque les eaux naissantes des affluents de la Saône et de la Moselle, la Bourgogne se soude à la Lorraine (4).



De tous temps, les moyens de transports lorrains ont exercé sur les prix de revient des produits de la région une influence trop considérable au gré des industriels de la région. Et les rapports entre voies de communication et industries sont nettement caractérisés lorsque l'on rappelle que l'hectolitre de blé (correspondant approximativement à 80 kilos) coûtant sur la place de Nancy 21 fr. 50 ne pouvait être vendu à Paris par les voies les plus lentes à moins de 6,40 de transport ; de même, la houille avait souvent une valeur sextuple du prix sur le carreau : si la tonne ne revenait en moyenne qu'à 28 fr. 20 dans la Moselle, son prix montait encore en 1838 à 49 fr. 20 dans les Vosges, à 49 fr. 50 dans la Meuse et à 52 francs dans la Haute-Marne (5) aux environs de 1850.

Dans toutes les régions industrielles (on l'a constaté en Sarre comme en Lorraine) on trouve une densité exceptionnelle de moyens de transport. Longtemps représentés uniquement par des routes [au début du Consulat, les quatre départements lorrains en possèdent 3.377 kilomè-

(4) P. VIDAL DE LA BLACHE, *loc. cit.*, p. 131.

(5) G. HOTTENGER. *Histoire de l'industrie du fer*, page 126.

tres (6)], ou par une navigation assez réduite sur les voies d'eau existantes, ces moyens de transport devaient modifier entièrement l'aspect de notre région lorsque les premiers chemins de fer apparurent. Leurs premières lignes ont déplacé l'axe des voies de communication. Nulle part, plus qu'en Lorraine, les chemins de fer n'ont eu, avec autant d'intensité, des répercussions sur la situation économique du pays. L'intervention des chemins de fer, coïncidant avec l'expansion de l'industrie précipita un mouvement qui commençait à naître, mais qui, sans cela ne se fut pas produit aussi rapidement et avec la même intensité.

Par suite du système qui présida à la constitution du réseau français (et dont l'essentiel était de relier le plus directement possible la capitale aux frontières, certaines parties du territoire se trouvèrent complètement dépourvues, il en résulta, par exemple, que, en attendant d'autres lignes permettant d'assurer les communications par voie ferrée avec le Midi, les routes historiques de la Meuse furent délaissées. De même ce qu'on appelle généralement en Lorraine « la Plaine », c'est-à-dire le pays entre les Vosges et les plateaux calcaires, est presque toujours demeurée à l'écart des grandes voies de passage : les grands courants : Paris-Strasbourg, Paris-Bâle passent au Nord et au Sud et les lignes actuelles qui la traversent sont, pour la plupart, d'ordre stratégique.

Restée en dehors des grands courants telle est sans doute la raison pour laquelle la plaine comme aussi dans une certaine mesure la vallée de la Meuse, ont plus facilement poursuivi leurs destinées agricoles conservant, à peine modifiés, leurs traits anciens, demeurant essentiellement le vieux pays de culture (7).

Inversement, à l'égard de certaines cultures, l'effet produit fut désastreux, même et surtout lorsque, vers la fin du siècle, le réseau ferré fut entièrement constitué : les vins

(6) R. PARISOT. *Histoire de la Lorraine*, T. 3, page 184.

(7) Dans le système des routes romaines, Reims était le centre d'éclatement des voies provinciales. C'est là que s'établirent les communications d'est en ouest. Le système romain montre tout ce qu'a d'artificiel cette attraction que la capitale a exercée sur le réseau routier et ferroviaire français.

de Lorraine qui trouvaient autrefois preneurs, furent désormais délaissés, les gens des Vosges qui les achetaient trouvant plus d'avantages à s'approvisionner dans le Midi. C'est ce qui explique encore la décadence de nombre de villages lorrains plus que les intempéries et les maladies cryptogamiques.

Si la multiplication des moyens nouveaux de transport a ainsi transformé la région lorraine, elle ne l'a fait au détriment de certaines industries que pour en faire profiter d'autres : la région située tout le long des voies ferrées a pris une activité extraordinaire ; certains départements, celui de la Moselle en particulier, triplent leur puissance motrice, doublent leur production métallurgique. De grands déplacements de population s'ensuivent : le chemin de fer est à l'origine de la prodigieuse fortune industrielle des départements de l'Est (8).

Aujourd'hui, encore, les transports, étant fonction du commerce, ont trouvé dans la région lorraine tous les éléments d'importation et d'exportation dont ils ont besoin ; les matières premières de l'industrie métallurgique et ses produits étant très pondéreux, les transports présentent, pour elle, une importance particulière accrue, depuis vingt ans, par la concentration de sa production qui l'oblige à aller chercher, au loin, le charbon et le minerai, par l'intégration qui, si elle a réalisé d'importantes économies de transports lorsqu'elle se fait sur place, établit d'autre part, entre les usines intégrées à distance une circulation plus active que celle qui existe entre les usines indépendantes.

A ce point de vue, les métallurgistes français sont peut-être moins favorisés que certains de leurs concurrents étrangers. Nos tarifs sont encore relativement élevés, nos voies navigables insuffisamment développées, imparfaitement reliées à nos voies ferrées ; elles n'établissent pas des relations assez intimes entre les différentes régions françaises, particulièrement entre la région du Nord et celle de l'Est, c'est-à-dire entre le minerai et le charbon (9).

(8) L. JOUFFROY, *loc. cit.*, T. 3, page 285.

(9) L. BROCARD. *L'évolution des prix dans la grosse métallurgie*, page 386.

*
**

Ce sont, en effet, les voies ferrées et les voies navigables qui, parmi les moyens de transports, représentent les industries auxiliaires de la métallurgie notamment. Les routes en Lorraine sont nombreuses et comprennent plusieurs catégories suivant qu'il s'agit de routes nationales, départementales, ou de chemins d'intérêt commun ou de chemins vicinaux ordinaires. La guerre en détruisant plus de 4.000 kilomètres a laissé à ce point de vue une grande tâche de reconstruction qui, très rapidement, fut menée à bien. La circulation y est intense: le dernier recensement de la circulation sur les routes nationales a fait ressortir en 1928 une circulation moyenne brute de 760 tonnes par jour pour l'ensemble de la France alors qu'en M.-et-M., par exemple, elle s'élève à 1.050 tonnes. A l'intérieur, la circulation est très variable: elle est particulièrement intense entre Longwy et Villers-la-Montagne, de Châlons-sur-Saône à Sarreguemines; les sections les plus fréquentées, avec un tonnage brut supérieur à 2.000 tonnes, sont celles comprises entre Nancy et Dombasle, Nancy et Marbach, Nancy et Pont-Saint-Vincent. Le tronçon le plus lourdement chargé, en M.-et-M., avec 2.232 tonnes est situé entre Saint-Nicolas et Dombasle.

Lorsque l'on décompose pour le département de M.-et-M., le tonnage brut quotidien moyen (1.050 tonnes), on trouve: 539 t. pour les camions, soit 51 %; 10 t. pour les automobiles de transport en commun; 376 t. pour les automobiles particulières; 81 t., soit moins de 8 % pour les voitures à marchandises hippomobiles; 18 t. pour les bicyclettes; 12 t. pour le gros bétail. Deux faits sont à retenir dans cette décomposition:

1° L'importance relativement faible de la circulation hippomobile (environ 10 %);

2° La proportion considérable des poids lourds (plus de 50 %) (10).

(10) CANAL. *Le réseau routier de M.-et-M.* (Revue Industrielle de l'Est, 23 août 1930, page 639).

Lorsque l'on compare la circulation routière avec celle des chemins de fer, on remarque qu'en M.-et-M., le trafic sur les voies ferrées est près de 30 fois celui constaté sur les routes nationales et plus de 11 fois celui des autres voies routières. Par contre, la circulation des voyageurs est, sur route, très voisine de celle empruntant la voie ferrée et même la dépasse actuellement.

Si l'on envisage les autres départements lorrains où la circulation est moins intense, les mêmes considérations s'imposent : dans le département de la Moselle, l'un des plus industriels, on a bien souvent remarqué l'importance absolument négligeable des routes pour le transport des matières pondéreuses et en particulier pour celui de la houille, la circulation routière ne concerne que la circulation directement locale.

C'est pourquoi nous étudierons comme étant les deux moyens de transports les plus utilisés par l'industrie : les voies navigables et les voies ferrées. Nous y joindrons l'étude de l'énergie électrique qui rentre dans la catégorie des transports immatériels et que l'on ne peut séparer de l'industrie, en particulier de l'industrie minière et métallurgique.

§ 1. — LES VOIES DE COMMUNICATION PAR EAU

La région lorraine possède peu de voies naturelles navigables : la Meuse et la Moselle ont servi pourtant autrefois à la navigation. La Moselle a même été « internationalisée » entre les puissances féodales. Il s'y faisait le trafic le plus intense au temps de la République messine ; les navires venus du Rhin déchargeaient leurs marchandises au Rimport (actuellement quai de l'Arsenal) surtout les laines et les cuirs qui alimentaient les tanneurs et les cordonniers (cordonniers).

Mais si, en l'absence de route, les peuples primitifs se sont servis de ce moyen de locomotion, par la suite, l'ensablement de ces rivières empêcha la navigation, et, alors que l'on trouve des voies navigables naturelles dans le

Nord, le Sud-Est et le Centre de la France, une lacune s'est toujours présentée à cet égard dans la région de l'Est : la Moselle était à peu près impraticable de Nancy à Metz par l'insuffisance de son mouillage. La Meuse, ruinée en tant que rivière navigable (comme d'ailleurs la plupart des cours d'eau de la région) par les retenues pratiquées par les usines, n'était plus accessible à la batellerie au-dessus de Verdun, et, de Verdun à Sedan, elle était pratiquement inutilisable. Alors que toutes les régions voisines étaient depuis longtemps desservies par de nombreuses voies commerciales, la région lorraine se trouvait dans l'obligation d'y suppléer par un « roulage » onéreux.

Les canaux qui sont des voies artificielles créés de toutes pièces n'ont donc constitué en Lorraine un système de voies navigables qu'à une date relativement récente. Ces voies navigables affectent deux directions. Les unes, les plus nombreuses, ont un tracé longitudinal Nord-Sud : tel le canal de l'Est, celui des Houillères de la Sarre et la Moselle canalisée. Par contre, la grande artère de la Marne-au-Rhin a une direction Nord-Ouest (11).

Ces voies navigables ont pour fonction essentielle de desservir les grands centres industriels qui se trouvent sur leurs bords ; elles doivent leur amener le charbon et les matières premières. La circulation batelière est très active dans la contrée métallurgique et salifère de Nancy-Dombasle, dans les régions métallurgiques de la Meuse, et sur le canal des houillères qui dessert le bassin houiller sarrois et lorrain. Toute la partie du Sud a un faible trafic (Lyon demande des matières premières et ne rend rien en retour). Ainsi, au point de vue économique, le réseau navigable de l'Est se compose de deux parties : la grande voie Nancy-Strasbourg et ses annexes ; la Saône et les canaux adjacents, canal de la Marne à la Saône et branche sud du canal de l'Est.

1° Le canal de la Marne-au-Rhin est de beaucoup la première des voies de l'Est par l'importance de son trafic. D'une longueur de 317 kilomètres entre Vitry et Stras-

(11) H. CRETON. *Annales de géographie*, 1932, page 583.

bourg, il passe successivement dans cinq bassins de rivières (Marne, Meuse, Moselle, Sarre et Rhin). C'est aux combustibles et aux calcaires qu'il doit son grand tonnage qui s'élève à plus de 4 millions de tonnes (4.632.910 t. en 1929, mais ces chiffres ont baissé depuis) entre Vichy et Dombasle et à 2 millions de tonnes environ de Dombasle à Strasbourg.

Ce fort tonnage lui est assuré en grande partie par le transit (il est la seule liaison entre Paris et le port fluvial de Strasbourg), mais toute cette importance du canal est due bien plus encore aux sources de trafic que lui offrent ses rives. Nombreux sont les ports dans la région de Nancy et de Dombasle (il y en a 592); Void, Villey, Aingeray envoient d'énormes quantités de calcaires à destination des ports de la région salifère: Dombasle (1 million de tonnes), Varangéville (400.000), Saint-Phlin (19.000) où les soudières Solvay exigent encore de grands arrivages de charbon et fournissent en retour à la voie d'eau des expéditions de sel et de soude. Le trafic est plus important dans la première partie du canal (entre Vitry et Dombasle) où le tonnage est deux fois plus fort qu'entre Dombasle et Strasbourg.

Dans les grands courants de marchandises, les combustibles minéraux viennent en premier lieu (1.270.000 tonnes entre Vitry et Dombasle) plus d'un million de tonnes de Dombasle à Strasbourg.

Si les matériaux de construction donnent aussi un grand courant d'échange sur le canal, par contre, les transports de minerai de fer sont faibles pour l'assez grande région minière qu'est la région de Nancy: la concurrence très active des chemins de fer se fait déjà sentir en cette matière.

Le canal de la Marne-au-Rhin, qui constitue le maître-axe du système de canaux de toute la région de l'Est, est celui qui établit entre cette région et les régions voisines les relations les plus nombreuses rendant ainsi plus fréquents les échanges de produits industriels:

A Coudé-sur-Marne, il opère sa jonction avec le canal de l'Aisne à la Marne, c'est-à-dire avec Reims et la région du Nord par le canal latéral à l'Aisne.

A Vitry-le-François, il se relie au Canal de la Marne à la Saône qui fait communiquer la France de l'Est à la Saône, au Rhône et au versant méditerranéen.

A Troussey, près de Pagny-sur-Meuse, il rejoint la branche nord du canal de l'Est, assurant ainsi, par le canal des Ardennes, la communication entre l'Est de la France et des ports de la Manche et de la Mer du Nord.

Enfin, à Frouard, il atteint la Moselle canalisée et à Jarville, près de Nancy, la Meurthe flottable.

Il n'existe donc pas de canal plus « interrégional » si l'on ose parler ainsi, et il constitue à lui seul tout un système navigable qui coupe dans sa longueur une bonne partie de la région lorraine où, près de Nancy, il détache une boucle (la boucle de Nancy) qui dessert de grands ports comme Neuves-Maisons et Pont-Saint-Vincent.

2° Le canal de la Marne-au-Rhin est mis en communication avec la Sarre par celui des Houillères qu'il atteint près de Gondrexange. Le canal des houillères est ainsi essentiellement un canal de jonction et non pas, comme on l'avait dit au moment de sa construction, une réédition du canal des salines construit sous Napoléon (aujourd'hui, la région des Salines de Dieuze n'est même plus desservie par la voie d'eau). Malgré son ancienneté, il est, comme son nom l'indique, la seule voie d'eau pratiquement d'intérêt exclusif pour nos charbonnages. Ses deux sections comprennent : l'une, la Sarre canalisée : 32.800 kilomètres, et l'autre, le canal proprement dit : 63.400 kilomètres. La navigation sur le canal des houillères présente, dans la Lorraine industrielle, un tout autre caractère que sur le Rhin ou dans le Nord de la France : là, les Sociétés ont à peu près accaparé tout le trafic, le marinier n'est plus qu'un salarié.

Sur le canal, 5 ports pourvus d'outillage se partagent le courant des marchandises : Sarreguemines jouit d'un faible mouvement commercial et envoie surtout des

matériaux de construction et des céréales pour le moulin de Steinbach. Remelfling est le port d'expédition des mines de Sarre et Moselle qui y sont reliées par la voie ferrée. Rech a été utilisé, jusqu'en 1930, par les houillères de Petite-Rosselle qui, depuis, font leurs expéditions par l'intermédiaire du port Sarrois de Malstatt (Sarrebrück), sur la Sarre aménagée. Enfin Sarralbe débarque les matières premières nécessaires à l'industrie de la soude: calcaire, charbon, coke et embarque de la soude et du calcaire.

D'un tonnage élevé, quoique inférieur à celui du canal précédent le trafic du canal des Houillères est, dans l'ensemble, assez bien équilibré; toutefois les transports vers l'aval ont fléchi depuis que la crise a raréfié les demandes de frêt aux ports lorrains: Dombasle, Saint-Phlin, Champigneulle, Maxéville. Les mariniers aiment mieux revenir à vide, à une allure accélérée, qu'attendre un chargement, qui, dans les circonstances actuelles, peut tarder plusieurs semaines. A la remontée, le charbon représente à lui seul les 9/10^e du trafic.

Mais le grand reproche que l'on fait aujourd'hui au canal des Houillères, est d'être, dans la Lorraine industrielle une voie navigable vieillie: il date, en effet, d'une époque où la métallurgie, principale cliente des houillères était concentrée dans la Haute-Marne et les environs de Nancy: l'industrie mosellane ayant pris son essor surtout après 1868; de sorte qu'à l'origine, le canal de la Marne-au-Rhin marquait dans la France de l'Est l'axe principal de l'activité industrielle. Actuellement, l'industrie métallurgique lorraine a remonté vers le Nord, vers Briey, Longwy, Thionville et le transport du charbon par le canal des Houillères, le canal de la Marne-au-Rhin et la Moselle, constituerait un détour considérable de sorte que les relations entre les houillères et la région métallurgique se font par chemin de fer (12).

3° Beaucoup plus neuve est la canalisation de la Moselle d'abord poursuivie jusqu'à Metz seulement, et finalement jusqu'à Thionville. Ce dernier tronçon, inauguré

(12) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, page 223.

le 14 août 1932 est appelé généralement Canal des Mines de fer de la Moselle ». Son but fut de donner aux usines du bassin l'accès à la mer dans des conditions meilleures. Jusque-là, les usines de M.-et-M. exportaient, en partie par Anvers, en partie par Dunkerque. Avec le canal, elles se trouvent reliées à plusieurs grands ports et en particulier à Rotterdam qui peut être considéré comme le premier grand port industriel de l'Europe continentale, offrant les occasions de frêt les plus nombreuses vers tous les pays du monde et partageant, en particulier, avec les ports allemands de la Mer du Nord, le monopole des transports pour la Baltique (13).

La Moselle canalisée dessert, elle aussi, de grandes industries métallurgiques, les forges de Pompey, les Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson, les usines de Novéant. Les expéditions comportent surtout les produits des industries métallurgiques et dérivés (fers, laitiers, ciment). Par contre, les combustibles minéraux ne donnent lieu qu'à un faible courant. Quant à la canalisation de la Moselle entre Metz et Thionville, elle est essentiellement destinée à relier au réseau navigable les grands centres miniers et métallurgiques de Lorraine. Ce n'est, en somme, qu'un canal de desserte des grands ports industriels correspondants : Metz, Hagondange, le port de l'Orne (placé au débouché de l'importante vallée industrielle de l'Orne), le port de la Fensch ou port d'Uckange (le plus grand port de tout le canal raccordé directement au réseau d'Alsace-Lorraine), enfin, le port de Thionville-Beauregard qui forme le port privé de la cokerie de Thionville.

En définitive, le canal de Metz à Thionville n'a qu'un but : réunir les divers ports créés au débouché des mines et usines et leur donner une sortie sur le réseau navigable français. De plus, notre dépendance vis-à-vis de l'Allemagne (pour le coke) sera fortement atténuée le jour où le canal de la Moselle (et il le permet depuis 1932) servira d'intermédiaire à nos établissements pour recevoir non seulement du coke des pays producteurs autres que l'Alle-

(13) A. HOUPERT. *La Moselle navigable*, page 104.

magne mais encore le charbon anglais et les fines à cokes des houillères du Nord.

4° A côté de ces trois canaux, celui de l'Est ou Meuse canalisée offre, dans la région lorraine, du moins, une plus faible importance. Le Canal de l'Est comprend en réalité deux tronçons: l'un se trouve au Nord du Canal de la Marne-au-Rhin, entre la frontière belge et Troussey, l'autre, au Sud, entre Toul et la Saône. En amont de Stenay, la rivière appauvrie par d'anciennes captures, a nécessité l'établissement d'un véritable canal qui n'emprunte le lit de la Meuse qu'à la traversée ou aux abords des principales agglomérations. Au contraire, de Stenay à Givet, le canal de l'Est est constitué ici par la rivière canalisée, véritable gorge de montagne, très pittoresque dans la traversée de l'Ardenne. Enfin, entre Toul et Pont-Saint-Vincent, la branche sud du canal est formée par le cours de la Moselle rendue navigable par des barrages.

La Meuse canalisée dessert les industries des Ardennes et de la Meuse établies sur ses bords; elle effectue les lourds transports de matériaux de construction et de bois fournis par les régions qu'elle traverse. Enfin, voie intermédiaire entre les houillères belges et les centres métallurgiques de Haute-Marne et de Lorraine, on ne peut s'étonner de son tonnage important quoique la Meuse se défende difficilement contre la concurrence de la voie ferrée.



De ces aspects différents que présentent les voies navigables qui sillonnent la région lorraine, se dégage, à première vue, l'impression que le transport par eau, en Lorraine, réalise un système complet ou en tout cas extrêmement cohérent, desservant à peu près tous les centres industriels et, en fait, on est unanime à déclarer que seuls les réseaux navigables du Nord et de l'Est sont des réseaux cohérents en France. Sans doute le doivent-ils à des raisons permanentes et naturelles (au relief faible, au sol en grande majorité perméable, aux pluies suffisan-

tes et assez largement réparties pour donner aux rivières un lit large et profond, un débit abondant et un régime régulier) à des raisons économiques et actuelles aussi (au grand nombre de centres industriels, au besoin de combustible, etc.).

Mais si le réseau navigable lorrain est cohérent, il présente cependant une grave lacune: il lui manque, en effet, un canal de jonction qui réunisse les deux régions si actives du Nord riche en houille et de l'Est où il y a du fer (14).

Un second obstacle entrave sans cesse l'essor de la navigation intérieure dans nos régions: c'est la concurrence incessante qu'elle a à subir de la part des chemins de fer; et il faut bien reconnaître que, par rapport aux voies ferrées, les voies navigables sont dans un handicap permanent. Elles ont contre elles: la lenteur du transport, la plus grande longueur du parcours, les sécheresses, les crues, les gelées, les brouillards, l'impossibilité assez courante de naviguer la nuit, la nécessité où elles sont de prendre des chargements complets (car, à l'inverse du chemin de fer, elles ne font guère le détail), l'indépendance aussi du marinier (la batellerie n'étant pas un service public on ne peut lui imposer aucune obligation).

Un exemple a illustré, il y a quelques années, cette concurrence effrénée que se font le rail et l'eau: le chemin de fer amenait à Paris 12.000 à 13.000 tonnes d'eaux minérales des Vosges. La navigation vint offrir ses services aux Sociétés Thermales et ce genre de transport pouvait lui convenir parfaitement, si le chemin de fer, pour ne pas perdre cette clientèle n'avait fait le sacrifice d'une réduction de recettes de 350.000 francs.

C'est cette même considération des avantages présentés par le chemin de fer qui a fait abandonner le projet d'un canal du Nord-Est qui aurait eu l'avantage d'unir directement le Nord et le bassin minier de Lorraine. Il y a, dans le Nord, des hauts-fourneaux qui ont le coke sur place et qui attendent le minerai de l'Est et, inversement, celui-ci

(14) P. FERRADOU. *La navigation intérieure*, page 9.

appelle le coke du Nord. Le canal du Nord-Est aurait pour objet de doubler le canal de la Marne-au-Rhin en reliant la Moselle à la Meuse et à l'Escaut. Il aurait certainement un gros trafic, et il devait entraîner un essor considérable dans le bassin métallurgique de Briey. Le projet a été abandonné et l'essor s'est produit tout de même, le chemin de fer ayant remplacé la voie navigable qui faisait défaut.

Pour le transport du minerai de fer, notamment, le chemin de fer semble jouir d'un véritable monopole ainsi que l'indiquent les tonnages transportés en 1935 :

Provenance	Expédiés par fer Tonnes	Expédiés par eau Tonnes
—	—	—
Bassin de Briey.....	12.198.159	—
Bassin de Longuy	832.964	—
Bassin de Nancy.....	141.615	127.947
Soit en %.....	78,9	0,8

La voie d'eau, semble-t-il, peut être, dans certains cas bien déterminés (transport de bois, de pierres, de matériaux de construction) le moyen le plus économique pour le transport des marchandises, particulièrement des marchandises qui n'exigent pas un transport rapide; mais, dans la majorité des cas, le chemin de fer est, en France du moins, et pour longtemps encore le procédé de transport le plus avantageux et le plus fréquemment employé pour les marchandises lourdes et encombrantes.

§ 2. — LES VOIES FERRÉES

Les voies ferrées sont peut-être plus nombreuses dans la région lorraine que dans les autres régions françaises: région de passage, la Lorraine est traversée par des trains internationaux (comme l'Orient-Express). Région frontière elle a de nombreuses voies stratégiques: c'était en prévision de la guerre que les Allemands avaient aménagé des gares très importantes à Metz, Sarreguemines, Sarre-

bourg...; c'était dans un but militaire que les Français avaient fait de Mirecourt et de Neufchâteau des nœuds considérables de voies ferrées. Région de grande industrie, enfin, elle a de nombreuses voies d'intérêt local.

L'utilité générale d'un chemin de fer se mesure à la rapidité et au bon marché des relations qu'il établit entre les centres d'échange: villes, ports, agglomérations industrielles et, plus généralement, lieux de concentration humaine et matérielle. Toutes ces conditions, les voies ferrées qui parcourent la région lorraine les remplissent de la façon la plus satisfaisante et elles forment aujourd'hui un des facteurs industriels essentiels de l'économie régionale lorraine.

1° *Les différentes lignes de voies ferrées*

Deux réseaux se partagent la région lorraine: celui de l'Est et le réseau d'Alsace-Lorraine. Le réseau de l'Est dont la ligne principale, la première construite du reste, est le chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne, ne fut ni la plus ancienne, ni la plus populaire des sept grandes artères du réseau français classées sous la monarchie de juillet par la grande loi de 1842; mais elle en était la plus importante tant par les relations commerciales qu'elle devait assurer et la valeur qu'on lui attachait dans l'ordre national et militaire que par la longueur de voie ferrée dont elle exigeait d'un seul tenant la concession (15).

La région lorraine se trouvait comprise dans le réseau de la Compagnie de l'Est. La ligne Paris-Nancy, l'une des plus importantes, était terminée en 1850 de même que celle qui réunissait Paris à Metz par Frouard. Le tronçon Nancy-Strasbourg ne fut achevé qu'en 1852. Sous le second Empire, d'autres lignes furent construites, en particulier celle de Metz à Luxembourg et celle de Nancy à Epinal.

Aujourd'hui, la longueur totale des lignes exploitées représente 5.132 kilomètres. Quelquefois, elles ont été

(15) L. JOUFFROY, *loc. cit.*, T. I, page 9.

construites au prix de grands travaux d'art : à Liverdun par exemple, c'est un curieux spectacle que de voir la route, le canal et la voie ferrée traverser la Moselle côte à côte, sur trois ponts.

Les résultats généraux du réseau de l'Est comptent parmi les plus satisfaisants des réseaux français et il s'enorgueillit d'être, parmi ceux-ci, le réseau dont le solde de fin d'année est le moins déficitaire. On note, en effet, que l'insuffisance des recettes ne s'est élevée, en 1935, qu'à 488.265.978 francs et même à une somme légèrement supérieure si l'on tient compte des insuffisances des exercices précédents ce qui représentait, dit-on le minimum de déficit jusque là atteint (16). Malgré cet effort, depuis trois ans, la Compagnie de l'Est n'a pas eu droit à sa prime de gestion.

Elle a engagé ou poursuit sans cesse des améliorations, soit qu'il s'agisse de nouvelles lignes en construction ou de suppressions de passage à niveau et il est même question de reprendre la fameuse percée des Vosges sans cesse remise sur le tapis, qui eut mis en communication les vallées des Vosges et l'Alsace, et qui était déjà décidée avant 1870. Seules des questions d'intérêt local concernant le tracé empêchèrent d'en commencer l'exécution. Elle fut reprise après la guerre. La première réalisation fut la ligne Saint-Dié-Saales déclarée d'utilité publique le 28 mars 1920 et inaugurée le 21 octobre 1928. Elle établit un courant de circulation entre le Bas-Rhin et le département des Vosges et réalise aussi une sérieuse économie de temps et de distance (de Strasbourg à Saint-Dié, celle-ci est réduite de 168 à 87 km., de Schirmeck à Saint-Dié de 171 à 37 km.). On a réalisé ainsi, du même coup, une économie sur les frais de transport, et on a calculé qu'on réduirait par là de 40 francs le prix de transport d'une tonne de bois. Au point de vue du charbon, également, les combustibles venus par le grand port rhénan sont rendus à bien meilleur compte dans les Vosges que par les ports belges similaires.

(16) Rapport présenté par le Conseil d'administration des actionnaires de la Compagnie de l'Est en 1936.

D'autres projets ont été envisagés touchant la percée vosgienne :

1° La ligne Saint-Maurice-Wesserling.

2° La ligne de Saint-Dié à Sainte-Marie-aux-Mines.

3° Celle de Cornimont à Metzeral.

Seule la première a été commencée, puis arrêtée par suite de la dureté du travail dans le grès. Les deux autres sont loin de posséder la même signification internationale que le Saint-Dié-Saales aboutissant à Strasbourg.

La vitesse de parcours rentre aussi dans les améliorations techniques sans cesse apportées au réseau de l'Est et nous sommes évidemment loin du temps où le carrosse public de Nancy à Remiremont faisait le trajet (18 lieues) en 1 jour 1/2 (17).

Quant à la Lorraine annexée, elle est parcourue par les lignes du réseau d'Alsace-Lorraine qui comprend notamment la ligne de Thionville à Metz sur laquelle sont établies les entreprises d'Hagondange, de Thionville et d'Uckange. Cette ligne reçoit les lignes latérales des vallées de la Fentsch et de l'Orne et relie ainsi toutes les usines du bassin : vers le sud à la Lorraine, l'Alsace et la Suisse, par la ligne principale Metz-Sarrebourg, Strasbourg, Bâle ; vers le Nord, à l'Allemagne par la ligne de Thionville à Trèves, au Luxembourg et à la Belgique par celle de Thionville-Bettembourg-Luxembourg qui reçoit elle-même latéralement les lignes du bassin luxembourgeois. Vers l'intérieur de la France, la communication est assurée par les lignes Thionville-Audun-le-Roman, Longuyon et Hagondange, Homécourt, Conflans.

Des voies ferrées unissent aussi la Lorraine à la Sarre : celles de Metz à Sarrebrück et de Thionville à Völklingen. Pendant longtemps la ligne Metz-Sarrebrück ne se raccordait à la grande ligne internationale Paris-Strasbourg-Munich que par le détour de Nancy. La construction d'une ligne reliant directement Metz à Paris, par Lérouville, retardée par l'annexion de 1871, n'a été réalisée qu'en 1931.

(17) Ch. BERLET, *Les provinces au XVIII^e siècle*, p. 34.

Enfin, il convient de remarquer que les deux réseaux ne sont pas isolés l'un de l'autre mais qu'il existe des points de pénétration réciproques (18).

Considérant le point de vue technique, et comme le trafic essentiel, portant sur des matières pondéreuses, demandait une parfaite régularité d'arrivages, on a cherché à augmenter la possibilité du débit de la ligne. Les machines utilisées sont parmi les plus puissantes des réseaux du Nord et de l'Est.

Tout chemin de fer a un rôle régional : beaucoup plus que des villes il relie des industries ; les chemins de fer qui parcourent la région lorraine sont peut-être ceux qui remplissent le mieux ce rôle en remplissant celui de liaison entre les principales industries lourdes de la région.

2° *Le trafic des marchandises*

Les réseaux de l'Est comme celui d'Alsace-Lorraine, sont essentiellement des réseaux pour marchandises. Le chiffre des recettes est constitué presque entièrement par celles de la petite vitesse, alors que le transport des voyageurs donne lieu à des recettes bien inférieures (19).

Parmi ces marchandises, celles fournies par la métallurgie dominant. Les transports de la métallurgie sont la fonction essentielle de nos voies ferrées : 50 millions environ de tonnes de minerai ou de produits métalliques empruntent annuellement les réseaux de l'Est et d'Alsace-Lorraine.

Le trafic, cependant, se répartit en plusieurs catégories de transports et on distingue généralement les transports intérieurs du bassin minier des navettes métallurgiques.

Les transports intérieurs sont ceux des mines de fer de la mine au haut-fourneau. Le plus souvent, celui-ci est situé à côté de la mine, mais il n'en est pas toujours ainsi :

(18) J. DÉTRÉ. *La répartition du trafic voyageurs entre transporteurs ferroviaires et transporteurs routiers dans la région lorraine*, page 30.

(19) Malgré leur personnel nombreux, les mines lorraines donnent lieu à un transport de voyageurs assez restreint, car elles ont presque toutes leur personnel sur place : il y a moins de 50.000 départs annuels entre Baroncourt et Audun-le-Roman, par exemple.

tel est le cas du centre de la Chiers qui fait venir du Bassin de Briey plus des $\frac{3}{4}$ de sa consommation. Ces transports, à l'intérieur de la Lorraine métallurgique, sont cependant bien inférieurs aux envois à l'extérieur.

Les navettes métallurgiques entre les centres houillers et les centres métallurgiques représentent ici la navette la plus importante de France, et une des plus importantes du monde.

Le trafic est donc tantôt local et régional; tantôt corolaire de la grande industrie. Le trafic local et régional est infiniment plus actif dans la région du Nord par exemple que dans l'Est de la France: dans la première, sur la ligne principale, la moyenne par station oscille entre 35.000 et 40.000 tonnes. Dans l'Est, au contraire, elle s'abaisse, suivant la section, jusqu'à 8.000 et même 6.000 tonnes. Indice curieux du développement inégal des deux régions du point de vue économique et humain.

Parmi les marchandises objets de ce trafic, il faut faire une place à part à la houille et aux produits agricoles (il s'agit ici de la houille pour usage domestique). La caractéristique du transport de la houille est la concentration des points d'expédition (la Lorraine utilisant le charbon mosellan et sarrois). Quant aux transports agricoles, ils sont concentrés notamment entre Longuyon et Pont-à-Mousson où chaque gare, drainant la production de la Woëvre, expédie 25.000 à 35.000 tonnes de céréales ou de farine. Les trafics se font à faible distance, l'Est se suffisant presque à ce point de vue, et sont naturellement périodiques sur cette ligne vivant de transports très réguliers.

Il faut noter également de gros arrivages ou envois de bois expédiés surtout des Côtes de Moselle, les transports des matériaux de construction, d'ardoises (de la vallée de la Meuse) enfin un important trafic spécial aux régions du Nord et surtout de l'Est: celui de la bière, notamment autour de Nancy.

Mais c'est surtout la grande industrie qui donne au trafic des voies ferrées en Lorraine une animation si parti-

culière; elle se résume essentiellement dans des arrivages de houille et des expéditions de minerai.

Quant au trafic corollaire de la grande industrie, il porte essentiellement sur des produits comme: la chaux, les ciments, les produits chimiques, et, finalement, le classement des marchandises par importance de tonnage se faisait, dans l'ordre, de la manière suivante pendant les trois années 1933, 1934, 1935:

CLASSEMENT DES MARCHANDISES PAR IMPORTANCE DE TONNAGE (20)

	1933	1934	1935
Minerais	11.921.764	12.674.083	12.589.626
Combustibles minéraux	9.513.955	9.796.475	8.157.058
Produits métallurgiques . . .	6.049.989	5.314.335	4.901.407
Matériaux de construction..	2.652.029	2.915.047	1.926.440
Céréales, farines, graines, pommes de terre.....	1.674.952	1.465.072	1.075.613
Chaux, ciment et plâtre....	1.159.982	965.868	888.048
Boissons	1.012.905	891.184	914.818
Produits chimiques	455.812	377.676	354.770
Tissus et textiles.....	458.311	314.264	279.376
Mobiliers et objets manufac- turés	302.494	211.996	176.870
Produits céramiques, verreries	207.535	171.649	184.419

Dans ce tableau, on remarque, d'une façon générale, la diminution depuis 1933, du tonnage de la plupart des produits, sauf pour certains, comme le minerai de fer dont les expéditions étaient, en 1934, légèrement supérieures à ce qu'elles étaient en 1933.

Le caractère dominant du trafic dans la région lorraine est le transport par trains complets de 850 à 1.200 tonnes. Nulle part ailleurs en France ce mode de transport n'atteint ce développement: un peu avant que la crise se soit fait sentir, du Bassin de Briey partaient en automne 1930 60.000 tonnes de minerai par jour.

(20) D'après les rapports du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est.

Un autre caractère particulier du trafic de notre région est l'importance qu'il présente dans certaines stations par rapport aux autres: le rapport du Conseil d'administration présenté en 1936 aux actionnaires de la Compagnie de l'Est a fait ressortir cette supériorité de certaines gares sur les autres, en ce qui concerne les tonnes de marchandises qu'elles reçoivent ou qu'elles expédient:

EN PETITE VITESSE
TONNAGE DES MARCHANDISES EXPÉDIÉES OU REÇUES

	Tonnes expédiées	Tonnes reçues	Total
Auboué (halte)	623.286	179.858	803.144
Boulogny (halte)	2.178.191	222.649	2.400.840
Chaligny-Neuves-Maisons ..	4.661	10.269	14.930
Conflans-Jarny	659.091	104.804	763.893
Droitaumont (halte)	515.201	14.553	529.754
Etival-Clairefontaines	20.908	64.108	85.016
Givet	399.773	1.877.334	2.277.107
Hirson	3.091.955	2.348.584	5.440.539
Homécourt-Jœuf	733.023	2.219.768	2.952.791
Longuyon	10.131	23.731	33.862
Nancy-Ville	68.203	137.854	206.057
Nancy-Saint-Georges	166.906	218.513	385.419
Metz P. V.	2.935.513	890.537	3.826.050
Rosières-aux-Salines	7.270	9.161	16.431
Tantonville	6.234	8.743	14.977
Thaon	18.754	47.444	66.198
Vézelize	7.001	12.775	19.776

De ces exemples des tonnages expédiés par différentes gares, il ressort nettement que ce sont les stations de tous les centres industriels qui sont l'objet du plus gros trafic. Dans certaines, cependant, à Rosières-au-Salines par exemple, on trouve un tonnage assez médiocre par rapport à l'importance de ce centre salicole et chimique. Ici, s'est fait sentir la concurrence du canal de la Marne-au-Rhin

qui, depuis la construction de la ligne Paris-Strasbourg est entré en compétition avec ce dernier sur certains points de la ligne et particulièrement dans la région de Nancy, Varangéville, Dombasle.

Les lignes du réseau de l'Est comme celles du réseau d'Alsace-Lorraine n'ont eu, jusque vers 1890, qu'un rôle local qui est devenu capital avec la mise en valeur du Bassin de Briey. Ce rôle, depuis la guerre, n'a fait que s'accroître. Et il y a là un cas très curieux, et à peu près unique, en France du moins, d'adaptation parfaite à des conditions économiques pour lesquelles, en somme, l'outil n'a pas été créé.

Aujourd'hui, encore, l'une des principales caractéristiques des réseaux lorrains sinon l'essentielle, est leur adaptation incessante aux nécessités industrielles actuelles, par toutes les améliorations qui leur sont possibles.

3° *L'adaptation aux conditions économiques actuelles*

Elle se fait tous les jours dans deux sens différents : d'abord par l'amélioration des voies de transport proprement dites, ensuite, par l'adaptation aussi parfaite que possible des tarifs et des frais de transport aux nécessités de l'industrie.

Pour faciliter l'envoi ou la réception des produits, on rapproche la mine ou l'usine de la voie ferrée. A première vue, elles sont indépendantes les unes des autres en ce qui concerne leur localisation réciproque. Les nouveaux puits houillers en cours d'équipement sur le plateau lorrain par exemple n'ont pas été établis immédiatement contre la voie ferrée, on s'est contenté d'un raccord en épi. Il n'est pas du tout indispensable du reste que la mine trouve le wagon à sa portée pourvu que la liaison s'opère dans des conditions économiques.

Elle se fait par des embranchements privés : les mines et usines lorraines possèdent toutes ces embranchements pour se raccorder au réseau général ou pour atteindre la voie d'eau navigable la plus proche : au 31 décembre 1935,

le nombre des établissements reliés au chemin de fer par des embranchements particuliers s'élevait à 865, celui des tronçons de voies de gare concédés à des particuliers atteignait, à la même date, le chiffre de 448 (2). En Moselle, les houillères de Petite-Rosselle possèdent 16 kilomètres de voie ferrée normale reliant les puits entre eux d'abord et ensuite aux gares de Stiring et de Cocheren situées sur le réseau d'Alsace-Lorraine. La longueur totale des voies propres à Sarre et Moselle est de 70 kilomètres. Les puits de la Houve sont, eux aussi, reliés par un raccordement à voie nouvelle à la gare de Creutzwald.

Les chemins de fer ont aussi sans cesse amélioré leurs transports par des progrès techniques et c'est là une des causes de leur supériorité sur les voies d'eau : le canal était préférable quand un train complet n'excédait pas 200 tonnes de charge utile. Mais, maintenant, un train équivaut à 300 chalands de 300 tonnes. Et la voie d'eau coûte, en définitive plus chère. Ce sont ces considérations qui ont arrêté les projets du Canal du Nord-Est, du moins en ce qui concerne les usines lorraines, car celles de la région des Ardennes, moins favorisées par les dégrèvements de tarifs réservés aux envois massifs, verraient la réalisation du canal avec plaisir.

C'est, en effet, par une adaptation de tarifs judicieux que les voies ferrées ont réalisé un rapprochement étroit avec leurs clientes, les usines lorraines. Le tarif représente dans les transports des produits industriels une importance de premier ordre : un tarif ferroviaire n'est pas, en effet, un facteur si arbitraire qu'on pourrait le croire puisqu'il traduit le plus souvent la concurrence que se font les transporteurs, dans une région déterminée : entre 1860 et 1870 l'importation de minerai lorrain pour la métallurgie sarroise a été limitée non par la qualité du minerai, mais par l'élévation anormale du prix de transport sur le parcours Forbach-Sarrebrück.

Aujourd'hui, à côté du tarif général, les tarifs spéciaux sont la règle. Les améliorations de transport, en France,

(21) Rapport du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est (1936).

pour le minéral, ont surtout porté sur les tarifs de trains complets, destinés à des parcours de longue distance. C'est ainsi que les minerais allant vers le Nord et venant du Bassin de Briey bénéficient d'un tarif représentant 3,5 par rapport à celui d'avant-guerre.

En Alsace-Lorraine, il fallut après l'armistice procéder à une révision des tarifs du réseau jusque-là soumis à la législation allemande: les années 1921-1922 furent marquées par un remplacement progressif de l'ancienne tarification allemande par la tarification française unifiée. Conséquence grave: au contraire de la tarification allemande la tarification française est élevée pour les petites distances mais fortement dégressive pour les expéditions lointaines, tout en comportant des avantages particuliers suivant les conditions d'application (trains complets, rames de plus de 10 tonnes, etc.).

Finalement, on s'arrêta à une solution intermédiaire: pour les combustibles et les minerais, la tarification française fut introduite avec certains adoucissements et l'on fit bénéficier les transports à faible distance eux-mêmes de réductions appréciables dans certains cas, ce qui n'empêcha pas la réforme d'entraîner une hausse sensible des prix de revient.

Enfin, les compagnies ne se sont pas seulement occupées de restreindre le prix de transport des matières pondéreuses au minimum possible, mais, chaque fois que cela est nécessaire, elles s'occupent des transports rapides nécessités par certaines denrées périssables. C'est ainsi que dans les centres producteurs de fraises, en Moselle notamment, dès que la nécessité s'en fait sentir, le réseau met en marche un service de transport accéléré par trains spéciaux de grande vitesse assurant le meilleur acheminement possible vers les centres de consommation: organisation telle que les récoltes quotidiennes dont le tonnage annuel varie de 30.000 à 43.000 quintaux métriques ont toujours été enlevées le jour même de la cueillette soit par les usines de la région, soit par les marchés français et étrangers sur la plupart desquels la vente est effectuée 12 à 15 heures après la récolte.

*

Malgré ces efforts de coordination du rail et des entreprises lorraines dans tous les domaines, notre industrie régionale est encore en état d'infériorité très nette en ce qui concerne les transports de leurs produits, vis-à-vis des autres établissements métallurgiques, notamment du Nord et de l'Ouest en raison de son éloignement considérable, tant des marchés consommateurs que des ports de mer ; et aussi vis-à-vis de ses concurrents étrangers les plus directs : les usines belges et luxembourgeoises.

Ainsi, les chemins de fer belges appliquent aux cokes allant en France et aux produits finis venant de France des tarifs plus élevés que ceux dont jouissent les cokes destinés à une usine belge. Mais, par contre, les chemins de fer français allant en Belgique accordent une réduction de 25 % par rapport aux prix de transport payés par les usines françaises pour leurs propres produits.

On reproche aussi aux chemins de fer leurs tarifs trop élevés pour les transports à faible distance et tous ces griefs sont autant de causes de flottement dans les rapports journaliers entre réseaux et industries. Celles-ci se sont parfois tournées, tout récemment, vers les transports automobiles et les chemins de fer en Lorraine ont perdu notamment les transports de bestiaux, et en partie ceux de la bière ; actuellement le textile commence à leur échapper. La voie ferrée lutte difficilement contre cette concurrence automobile. Très bien adaptée, actuellement, aux besoins des gros transports, supérieure sur ce point, à la voie d'eau, elle manque de la souplesse nécessaire à ces envois plus restreints : peut-être devra-t-elle un jour les abandonner. Aussi, pour lutter contre cette concurrence automobile, l'étude de la coordination des transports de marchandises par fer et par route est-elle en cours.

La coordination doit se faire en trois étapes : recensement des camions, établissement des plans de transports coordonnés, application des redevances. Actuellement, la

première étape est franchie et les comités techniques départementaux vont aborder la seconde.

Le chemin de fer a déjà cherché à limiter la concurrence en utilisant, pour les transports automobiles, ses propres services « Starus » dans le Nord, « Sate » pour l'Est (Longwy-Metz), en effectuant de nombreux essais de Michelinés. Il semble que, par là, les compagnies regagnent, au moins en partie, ce que le rail a perdu.

Finalement, nos voies ferrées apparaissent, actuellement, très bien adaptées aux besoins des très gros transports. Mais complexe est le rôle du chemin de fer, instrument à la fois de liaison et de concurrence. Sa puissante originalité, très vivace dans la région lorraine, c'est son rôle dominant de liaison industrielle entre des centres situés à 200 ou 300 kilomètres les uns des autres. Il répond ainsi partout « à l'appel de cette forme d'industrie essentiellement moderne qui met en mouvement d'énormes masses minérales » (22).

§ 3. — L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Elle rentre dans la catégorie des transports dits « immatériels » et, de plus, il existe un lien indéfectible entre le transport des matières premières génératrices d'énergie et le transport de l'énergie elle-même au moyen de certains intermédiaires dont les plus importants sont le gaz et l'électricité. Tous deux présentent de grandes analogies et sont intimement liés à l'industrie houillère. La technique moderne tend d'ailleurs à en faire de véritables sous-produits de la houille.

1° *La production de l'énergie électrique en Lorraine*

Les sources d'énergie électrique sont de trois sortes ; l'énergie électrique provenant soit des forces hydrauliques, soit de la combustion, sur les carreaux des mines, de charbon de mauvaise qualité, soit enfin de la récupération

(22) A. LABASTE, *Annales de géographie*, 1932, p. 257.

de la chaleur perdue par les hauts-fourneaux, aciéries et fours à coke.

Parmi ces sources la première d'entre elles est peu utilisée en Lorraine. La Meuse ne possède aucune chute notable dans sa partie supérieure et toutes celles qu'elle engendre ensuite sont liées aux barrages du canal de l'Est entre Lérouville et la frontière belge.

Pour la Haute-Moselle, toutes les forces hydrauliques sont employées. Quant aux cours d'eau, si nombreux dans les Vosges, filatures et tissages se sont depuis longtemps installées sur leurs bords. Pourtant un producteur futur d'énergie hydraulique se dessine en Moselle: l'usine de Vaux, dont la construction sur la Moselle, a été prévue il y a quelques années comme devant posséder une puissance normale de 1.500 kwh (23).

Mais l'économie lorraine profitera surtout de l'énergie hydraulique alsacienne et l'aménagement du Rhin repris après la guerre, est considéré comme une question d'importance régionale intéressant non seulement la région alsacienne mais la région lorraine. Le grand canal d'Alsace, de Strasbourg à Bâle, doit suivre le Rhin en territoire français, sur une longueur de 114 kilomètres. Il passera par huit gradins destinés à utiliser les forces motrices. A chaque gradin est prévue une gigantesque écluse électrique. La chute totale entre Huningue et Strasbourg est de 107 mètres, ce qui doit permettre de récupérer une force de 800.000 H. P. environ (24).

Déjà, nous l'avons signalé, les textiles lorrains s'approprient à utiliser à la place du combustible au transport onéreux, l'énergie électrique qui leur sera envoyée de l'usine de Kembs.

Le Rhin est, demeure et deviendra davantage encore, dans quelques années, la grande source d'énergie de l'Est de la France et les 800.000 H. P. qu'il fournira seront d'un réel secours pour le développement des industries de l'Est.

(23) M. KLEIN. *L'électricité en Alsace et en Lorraine*, page 60.

(24) P. BRUN. *Les régions économiques*, p. 69.

Si l'énergie hydraulique tient une faible place dans la production lorraine d'énergie électrique, il n'en est pas de même de ses deux autres sources; l'énergie thermique et l'énergie qu'on peut appeler métallurgique qui, toutes deux, représentent la plus belle perspective d'avenir pour notre région.



La production d'énergie thermique, dans les houillères lorraines, est l'application de la rationalisation que nous avons signalée dans l'exploitation minière: adjonction de fours à coke, distillerie des goudrons, fabriques d'ammونياque synthétique. La production de l'énergie électrique rentre dans ce changement de méthodes, déjà amorcé par les houillères lorraines et qui, en les mettant à l'abri d'une crise sérieuse, constituera une évolution nouvelle et très importante de l'économie régionale.

La production de l'industrie électrique réalise elle-même une véritable concentration technique: les centrales thermiques étant placées à l'endroit qui, d'une part, leur assurera le meilleur prix de revient et leur permettra, d'autre part, la distribution la plus rationnelle de l'énergie produite.

Parfois, elles s'installent directement sur le carreau de la mine comme par exemple, à La Houve. Celle-ci s'est annexée la plus importante centrale thermique. Dès 1910, parce qu'elle ne rencontrait sur sa concession, que des charbons flambants de deuxième qualité, d'un pouvoir calorifique inférieur à la moyenne, La Houve s'était outillée pour transformer en électricité tout le charbon qu'elle extrayait et, déjà avant la guerre, elle vendait du courant en France. Aujourd'hui, quatre lignes à haute tension (65.000 volts) partent de la concession de Creutzwald et La Houve est ainsi un des plus importants producteurs alimentant la région de l'Est.

D'autres centrales sont annexées aux mines de Petite-Rosselle (puits Simon) et de Sarre et Moselle (qui ont une importante centrale électrique à Carling).

La production d'énergie électrique s'est élevée en 1935 pour chacune des houillères à :

88.856.000 kwh. pour la centrale de Creutzwald (La Houve).

171.103.000 kwh pour la centrale Simon, de Petite-Rosselle.

107.468.000 kwh. pour les centrales de Sarre et Moselle.

Total imposant de 367.427.000 kwh. auquel vient s'adjoindre la production des usines sidérurgiques lorraines.

*
* * *

L'énergie électrique possède, dans l'industrie sidérurgique, la particularité de revêtir tantôt l'aspect d'une matière première tantôt l'aspect d'un sous-produit dont il faut trouver le placement. En effet, elle est produite généralement dans des moteurs utilisant soit le gaz des hauts-fourneaux, soit le gaz de cokerie. Dans une région où l'on souffre des prix élevés du combustible, elle aboutit à procurer sinon l'énergie gratuite du moins une énergie qu'on utilise en partie.

Cependant, une distinction doit être faite, à ce point de vue, entre hauts-fourneaux et fours à coke. Tous deux laissent d'importantes quantités de calories disponibles sous forme de gaz. Mais les gaz des premiers, toutefois, sont d'une valeur calorifique de 4 à 5 fois supérieure à celle du gaz des hauts-fourneaux. En raison de sa haute valeur thermique, le gaz des fours à coke devra donc être réservé aux usages spéciaux de la métallurgie et ne devra qu'exceptionnellement être utilisé pour la production de l'énergie électrique. On peut donc dire, que « les usines sidérurgiques représentent des « sources naturelles » d'énergie en raison de ce fait que le haut-fourneau met en jeu sous forme de coke, à l'origine des fabrications, plus de calories que n'en exigent toutes les opérations successives ». (25).

(25) M. KLEIN. *loc. cit.*, p. 28.

On estime qu'en Moselle, même si certaines usines ne poussaient pas l'utilisation des gaz jusqu'au dernier degré, la puissance minimum disponible pourrait atteindre 100.000 kwh. La possibilité d'exportation est donc considérable.

Bien des facteurs militent en faveur de l'énergie métallurgique; l'installation d'un groupe électrogène à gaz ne coûte qu'environ le tiers de l'installation hydraulique pour une puissance moyenne égale. Nous assistons donc actuellement à l'évolution de cette source d'énergie consommée dans la région de l'Est. Les progrès réalisés jusqu'aujourd'hui semblent, en tout cas, exclure les usines métallurgiques lorraines (mais non les autres) des clients éventuels de la force hydraulique du Rhin.

2° Sa distribution

Toute la quantité d'énergie électrique produite n'est pas livrée à la consommation extérieure, les entreprises productrices en consommant elles-mêmes une grande partie, l'électricité est utilisée, en effet, pour l'éclairage des mines et des usines, pour l'abatage des minerais au moyen des perforatrices qui ont permis de doubler le rendement par tête d'ouvrier, pour la traction, pour les appareils élévateurs, en un mot pour tous les appareils qui ne travaillent pas avec continuité; on peut ainsi, grâce à l'électricité, proportionner la dépense en force motrice à la durée de son emploi.

Mais la quantité d'énergie consommée est loin d'être égale à la quantité produite. C'est ainsi qu'en 1935, la centrale de Creutzwald a vendu 63.114.000 kwh. en dehors des houillères, celle de Petite-Rosselle 39.607.000 kwh. et les centrales de Sarre et Moselle 20.843.000 kwh (26).

Quant à la consommation intérieure du bassin mosellan, elle est de 32.000 kwh. pour les mines de fer, 8.000 kw. pour les usines secondaires de dénaturation (aciéries

(26) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de Moselle, 1936.

et laminoirs sans hauts-fourneaux) et 5.000 kw. pour les industries non métallurgiques (cimenteries, etc...).

La possibilité d'exportation à l'extérieur est cependant considérable. Elle nécessite, en premier lieu, un vaste réseau national à haute tension qui, d'ailleurs, est, en partie déjà, réalisé et assure la liaison des différentes usines productrices entre elles et la distribution de l'énergie produite. On a construit dans la région de l'Est, un grand réseau exploité par la Société de Transport d'Énergie Électrique de l'Est.

Elle nécessite surtout des ententes entre les producteurs afin de donner de larges bases aux débits d'énergie, d'où entre tous les producteurs lorrains d'énergie électrique des rapports étroits qui engendrent une véritable interconnexion des lignes de distribution, sans empêcher d'ailleurs les rapports interrégionaux de producteurs.

La plupart de ces entreprises font aujourd'hui partie du « groupement des Producteurs et Distributeurs d'énergie électrique d'Alsace et de Lorraine » constitué le 24 février 1921. Parmi eux, deux producteurs sont particulièrement importants : la Société Alsacienne et Lorraine d'Électricité (ou Salec) et la Société Électrique de la Sidérurgie Lorraine.

La Salec se range parmi les plus puissantes entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région de l'Est ; depuis 1922, elle a obtenu la cession du réseau de distribution de la Houve, et elle est devenue ainsi l'unique consommateur de l'énergie produite par la Houve, déduction faite de sa consommation propre..

La Houve n'alimente pas seulement toute la Lorraine désannexée mais encore une partie du nord de l'Alsace, le bassin de Briey, une partie du Luxembourg. La Salec est ainsi en connexion avec les centrales thermiques de Mulhouse, Metz, Strasbourg et Nancy, ainsi qu'avec les usines hydrauliques suisses, les centrales à gaz de Briey et les centrales thermiques du bassin de la Sarre ; elle a su étendre, de plus, ses secteurs sur presque tout le département de la Moselle et les départements du Bas-Rhin, du

Haut-Rhin et de la Meurthe-et-Moselle (dans ce dernier, elle assuré le contrôle de la station électrique de Millery).

Rien qu'en Lorraine désannexée, la Salec, avec la Houve, possède la majeure partie de la clientèle industrielle et rurale.

Autre groupement important de producteurs, la Société Electrique de la Sidérurgie Lorraine réunit les usines métallurgiques de Meurthe-et-Moselle dans le but de répartir entre ceux de ses membres qui en ont besoin l'énergie disponible ou de livrer à l'extérieur les excédents de certaines usines. Les Hauts-Fourneaux de Pont-à-Mousson et d'Auboué ayant généralement un excédent d'énergie, sont devenus, en particulier, de gros fournisseurs de courant (27).

Cette dernière société, à caractère spécial, alimente avant tout le bassin minier et métallurgique par l'emploi de « la houille incolore », c'est-à-dire des gaz des hauts-fourneaux et des cokeries. Elle occupe, d'ailleurs, quant à son rayon d'action une situation plus excentrique que la précédente par rapport aux départements lorrains. Elle est, pour ainsi dire, moins « régionale » étant plus directement reliée par la région de Longwy au réseau de l'Etat français (28); son réseau, en progression constante, relie actuellement plus que la moitié des usines et établit la liaison entre les usines productives et les mines de fer (fortes consommatrices d'énergie) assurant ainsi l'utilisation aussi complète que possible du gaz des hauts-fourneaux.

En 1928, on estimait que la vente de la Société Electrique de la Sidérurgie Lorraine qui atteignait cette année-là 112.000 kwh. pourrait bientôt être portée à 300 millions après la mise en service d'installations nouvelles représentant une puissance de 65.000 kw.

Ces deux sociétés extrêmement régionales bien qu'elles étendent parfois leurs débouchés à l'extérieur, alimentent la région lorraine concurremment avec quelques autres grandes sociétés. C'est ainsi que le département de la

(27) GRANDPIERRE. *Pays Lorrain*, 1934, page 170.

(28) M. KLEIN, *loc. cit.*, p. 31.

Meuse reçoit du courant provenant de la Société des Forces Motrices de la Meuse qui exploite l'usine hydro-électrique de Varney et fournit l'éclairage et la force à quelques communes de la vallée de l'Ornain; et provenant encore de l'Est Electrique qui n'a pas de centrales sur le territoire du département où, cependant, ses réseaux desservent quelques centres. Mais l'une des plus grandes sociétés régionales, productrice et distributrice d'énergie électrique en Lorraine est certainement la Compagnie Lorraine d'Electricité. Elle produit elle-même la plus grande partie de l'électricité distribuée dans ses centrales de Vincey et de Nancy et, soit directement, soit par ses filiales (Société Vosgienne d'Electricité, Société Meusienne d'Electricité, Société Electrique du Toulouais) elle intéresse la majeure partie des départements de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et de la Meuse, ainsi qu'une partie de la Marne et de la Haute-Marne.

Tel est le développement pris par la production et la distribution de l'énergie électrique en Lorraine, qui est ainsi devenue une source de ressource nouvelle et une cause d'orientation différente des industries. Pourtant ce développement ne semble pas devoir être illimité et les débouchés de l'électricité ne s'étendent pas indéfiniment, sauf peut-être pour la Houve qui a conservé une clientèle dans les campagnes lorraines où l'électrification n'est pas entièrement achevée et où la consommation domestique est susceptible d'accroissement. Mais la quantité d'énergie vendue n'est pas susceptible d'une très grande extension. Le débouché alsacien qui a été longtemps pour les sociétés lorraines un débouché extra-régional se restreint; déjà l'électricité de Strasbourg a cessé d'acheter du courant à la Houve et c'est elle qui lui en fournit.

Telle quelle, l'interconnexion des régions minières et métallurgiques lorraines apparaît comme particulièrement étroite et multiple. Elle est réalisée par « un réseau serré et cohérent de lignes à haute tension, reliant les usines thermiques et les centrales à de grands établissements industriels et elle présente sa physionomie propre ».

3° *Les industries annexes*

L'énergie électrique est elle-même créatrice d'industries nombreuses ainsi que l'a prouvé, depuis 30 ans, l'exemple du Dauphiné. Dans la région lorraine elle a suscité toutes sortes de fabriques: de moteurs et de dynamos, à Nancy notamment, d'appareillages électriques à Nancy et à Pagny-sur-Moselle, et, d'une façon générale toutes les industries de construction électrique. Comme toutes les industries qui ne tirent pas leur raison d'être d'une exploitation immédiate des produits du sol, du sous-sol ou des forces naturelles, celle de la construction électrique a été attirée par deux facteurs économiques qui l'ont guidée dans le choix de son établissement: l'approvisionnement en matières premières et le recrutement éventuel du personnel nécessaire. Selon la prédominance de l'un ou l'autre élément elle s'est fixée près d'un port, d'une voie navigable, d'une grande ligne de chemins de fer ou, au contraire, dans un centre populeux. Elle a besoin, en effet, d'ouvriers spécialisés. C'est pourquoi la grande majorité de ces entreprises se sont groupées à Paris, dans le Nord et dans l'Est (où elles sont représentées à Nancy, à Jarville, à Belfort et à Delle) (29).

La Compagnie générale électrique s'est spécialisée dans la construction de certain matériel particulièrement délicat qui intéresse la Défense nationale. Notamment, la plupart des sous-marins français sont équipés avec des moteurs électriques de propulsion venant de Nancy, moteurs dont la puissance individuelle atteint 2.000 H. P. environ.

La Société de Constructions Electriques de Nancy fabrique tout le matériel servant à produire et à utiliser l'énergie électrique: alternateurs, dynamos, moteurs à courants alternatifs et à courant continu, transformateurs statiques, etc...

Tout ce qui concerne la fabrication des transformateurs électriques est également fabriqué à Nancy. Celle des

(29) R. LECAT. *L'industrie de la construction électrique en France*, p. 52.

moteurs électriques depuis un demi cheval jusqu'à 200 chevaux est concentrée dans l'usine de Jarville qui relève de la Société Thomson-Houston, la plus puissante de toutes les entreprises de l'industrie électrique en France.

Toute cette industrie a su s'outiller d'une façon tellement puissante qu'elle se trouve armée pour la lutte internationale de l'exportation, et que nos départements lorrains, mais surtout celui de Meurthe-et-Moselle comptent parmi les plus importants de France au point de vue de la production du matériel électrique.

CHAPITRE II

LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Bien souvent les courants commerciaux se déplacent, signe entre beaucoup que l'histoire n'est pas seulement inscrite dans la nature, et la région lorraine a vu plusieurs fois, au cours de son histoire, se modifier les relations commerciales qu'elle entretenait avec les autres régions. Au temps de la paix romaine, la vallée de la Moselle fut la grande artère irriguant de latinisme les pays rhénans dont Trêves était la métropole et les réunissant au cœur de l'Empire par la Saône et le Rhône, en contournant l'obstacle des Alpes. Longtemps des relations furent suivies entre Rhin moyen et Pays Messin. Dans une contrée au relief morcelé où les vallées se prêtaient mal à la circulation parce que trop étroites ou trop sinueuses, la dépression de Landstuhl offrait un passage naturel : « La Porte de Lorraine et du Palatinat ». Entre Metz et Thionville, d'une part, Francfort, Ulm et Nuremberg, d'autre part, les relations n'ont jamais cessé.

Pourtant le courant normal d'échanges matériels et moraux est orienté naturellement, en Lorraine, du sud au nord et vice-versa et c'est le malheur de notre temps d'avoir vu prédominer au cours des âges un courant ouest-est et est-ouest qui a coûté assez cher pour qu'on puisse soutenir qu'il va contre la nature des choses (1).

Longtemps la richesse commerciale de la région lorraine fut d'être un pays d'entrepôt. Sa configuration générale lui avait attiré ce commerce ; comme l'Alsace, elle se

(1) J. GODFRIN. *Quelques traits de la vie et de l'âme lorraine*, page 22.

trouve à un croisement des grandes routes d'Europe, entre l'Angleterre et l'Italie, entre la Hollande et la Suisse et de nos jours encore la question du transit est une de celles qui s'imposent aux relations commerciales de la région. Sous l'ancien régime, elle avait donné naissance au commerce d'entrepôt. La Lorraine était classée « province d'étranger effectif » ; elle se trouvait entourée d'une simple ou double enceinte de péages suivant les conventions ou les dates d'annexion. Les communications avec les pays étrangers étaient donc affranchies de tout droit de la part de ces derniers et n'avaient à supporter qu'un léger droit dit de « foraine » du côté de la Lorraine, tandis qu'entre celle-ci et la France surgissaient des barrières douanières ininterrompues.

Situation singulière de s'ouvrir aux produits du royaume sans pouvoir y exporter librement les siens, mais qui comportait de lucratives compensations : la plupart des communications directes entre la Hollande, la Haute Allemagne, la Suisse et la Basse Allemagne empruntaient le territoire lorrain. D'où ce commerce de transit et d'entrepôt qui entretenait sur les routes du pays et dans plusieurs villes une vive animation (2).

On distingua donc longtemps dans la région lorraine le commerce qui portait sur les produits indigènes et le commerce d'entrepôt. Le commerce intérieur se faisait par roulage et l'on n'oublie jamais de citer dans les annales de notre histoire lorraine ces fondeurs de cloches des environs de Neuchâteau qui eurent une véritable célébrité, s'en allant au loin, transportant leur primitif atelier d'église en église, d'abbaye en abbaye et dont on retrouve les traces jusque dans les provinces les plus éloignées.

Vers 1870, la Lorraine voit s'éloigner d'elle ce qui avait fait longtemps sa richesse : le transit entre Flandres et Bourgogne, et le commerce mosellan déclinent. Et il faut bien admettre qu'il y eut entre 1780 et 1850 décadence du grand négoce international ou bien qu'il a pris d'autres directions.

(2) G. HOTTENGER. *La Lorraine économique*, page 58.

Longtemps, le commerce fut un commerce tout intérieur, les échanges se faisant surtout dans la région elle-même, chacun produisant au point de vue agricole à peu près tout ce qui lui était nécessaire. Et même quand la grande industrie prit son essor, la physionomie commerciale de la région ne changera pas pour cela d'aspect : la Lorraine métallurgiques est, en effet, par elle-même, une région de production, non de commerce ; la plupart des sociétés ont même leur siège social en dehors de la région ; la vente des produits métallurgiques se fait sur les lieux de consommation et les clients ne viennent en Lorraine que pour assister aux essais de grosses commandes avant la livraison.

Ce fait explique les modestes dimensions de beaucoup de villes lorraines et que le commerce s'occupe surtout dans les centres industriels du ravitaillement de la population ouvrière : une nuée de commerçants s'est ainsi abattue sur les anciens villages devenus villes industrielles. Piennes (dans le bassin de Briey), qui n'a pas plus de 4.000 habitants, possédait avant la crise de ces dernières années une quarantaine d'épiciers. A ceux-ci s'ajoutent encore les commerçants de nationalité étrangère. (A Mancieulles, par exemple, dans le même bassin de Briey, la moitié des aubergistes sont italiens).

Si la transformation de l'industrie lorraine et son développement devaient modifier du tout au tout l'aspect du petit commerce intérieur, la guerre de 1914, en rendant à la Lorraine la partie qui lui avait été enlevée, vint soulever à propos du grand commerce du fer et des produits métallurgiques des problèmes nouveaux. L'effet de la désannexion devait être considérable. Pour la première fois peut-être dans son histoire économique, notre pays verra se dresser devant lui le problème de l'exportation. Commerce particulier, pour lequel, jusque-là, ses progrès paraissaient bien faibles, entachés d'indécision par comparaison avec ceux des autres puissances industrielles, et qui, aujourd'hui encore où les débouchés se raréfient, l'oblige à toute une organisation d'ententes, de sociétés commerciales, de comptoirs qui, jusque-là, lui était inconnue.

§ I. — LA RÉPARTITION DES VENTES

Une des caractéristiques de l'économie régionale est, que si les industries y sont toutes plus étroitement solidaires que dans l'économie nationale, les échanges y sont également plus fréquents par suite des rapports de voisinage qui les rendent plus faciles. Aussi, le commerce est-il très actif à l'intérieur de la région lorraine, il est même le seul qui s'y pratiquait autrefois. La vente du blé se faisait directement (sur le marché ou dans les environs des villes) aux boulangers. Les foires et les marchés étaient jadis nombreux et très fréquentés : sur le marché de Metz, les cultivateurs amenaient leurs grains de 10 à 15 lieues à la ronde. Un trafic intense liait la Montagne qui importait les fers, le sel, les draps du Plateau et celui-ci achetait ses toiles, sa boissellerie.

Pourtant, il ne faut pas exagérer l'importance de cet élément caractéristique de la vie régionale. A mesure qu'on remonte vers le nord, il allait diminuant. Le pays de Bitche était trop pauvre et trop arriéré pour être fournisseur et client des riches campagnes du pays messin.

Les vins de la vallée de la Meuse trouvaient déjà des débouchés vers Paris, Reims et les Ardennes d'une part, et, d'autre part, vers Trèves et Cologne. La dépendance réciproque entre le Plateau et la Montagne a bien diminué depuis lors (les voies ferrées et les canaux ont rendu le marché universel). Le vin lorrain ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Cependant, le mouvement des échanges en devenant national et même international n'a pas tué le trafic intérieur, ni pour les matières industrielles, ni pour les produits agricoles ou forestiers.

L'ancienne unité locale subsiste, non plus isolée, non plus confinée dans ses étroites limites. En s'étendant, elle s'est renforcée grâce à la multiplicité, à la diversité et en même temps à la cohésion des formes d'activité.

1° *Les échanges régionaux*

Ils portent essentiellement sur deux catégories de produits : les produits agricoles et la houille. En outre, les matières premières nécessitées par les industries lorraines donnent lieu à un certain courant d'échange.

Le trafic sur les denrées agricoles est beaucoup plus intense de nos jours qu'autrefois. Le cultivateur actuel achète et vend : qu'il s'agisse d'engrais, de semences ou de races nouvelles destinées à améliorer son bétail. De là, un mouvement commercial jusqu'alors inconnu ou à peine perceptible qui, maintenant, anime toute la vie agricole. La Meuse, notamment, est, parmi les départements lorrains, celui qui fournit aux autres le plus de denrées agricoles : elle trouve, en Moselle et en Meurthe-et-Moselle des débouchés nombreux pour ses produits, étant donnée la forte densité de la population résultant de l'essor des industries métallurgiques qui a créé dans le Pays-Haut de nombreux centres de consommation où les agriculteurs trouvent un écoulement facile des produits de la ferme.

Le lait et la viande notamment sont les deux produits qui partent le plus fréquemment du village agricole vers les centres industriels. L'agglomération nancéienne absorbe à elle seule 100.000 hectolitres de lait annuellement et si les Vosges et la Meuse concourent au ravitaillement en lait du département pour une part faible, la Meurthe-et-Moselle, par contre, approvisionne dans une mesure beaucoup plus large la Moselle. Une partie de ce lait est également vendue et ramassée sur place pour être transformée en beurre ou en fromages.

Pour le commerce du bétail, Metz se classe le premier marché parmi les autres marchés régionaux ; en 1913 il s'y vendaient 6.400 grosses bêtes et 50.000 autres par an. Aujourd'hui, il se classe troisième en France pour ce genre de commerce. Celui des porcelets donne lieu en Moselle à un trafic important dans lequel Sarrebourg, Metz et Thionville se disputent la première place.

Mais ces deux commerces importants (du lait et du bétail), conséquences de la nouvelle orientation prise par l'agriculture lorraine, n'empêchent pas le commerce des autres denrées agricoles d'être fort actif entre les quatre départements lorrains.

Metz est encore aujourd'hui un grand marché du vin qui, pendant l'annexion, avait pris un grand développement même en dehors de la Lorraine annexée : avant la guerre de 1914, en effet, les Allemands avaient établi des droits prohibitifs pour supprimer la concurrence des vins du midi et laisser un large débouché aux vins mosellans. La libre importation de ces vins en Allemagne n'étant plus permise, il leur fallut chercher d'autres débouchés. Les marchés français semblent bien problématiques en raison de « l'hyperacidité » de ces vins. Il ne reste donc que le marché local dont le pouvoir d'absorption pourrait, du reste, être suffisamment grand pour assurer le placement de la récolte.

Chaque année, la Meuse reste normalement exportatrice de blé vers les centres industriels de l'Est. C'est l'une des bases essentielles de son commerce agricole puisque, tous les ans, quelques 600.000 quintaux passent entre les mains des courtiers et des minotiers.

Les fruits s'écoulent aussi tout naturellement sur les marchés des grandes villes de la région, vers les centres industriels et militaires.

Les bois sont en partie transformés ou ouvrés dans l'arrondissement et rentrent dans la catégorie des bois nécessaires à la menuiserie et à la boissellerie. Les rondins donnent lieu à une utilisation spéciale et bien régionale comme « bois de mine ». Les grandes agglomérations réclament aussi une quantité appréciable de bois de chauffage, d'où une grande importance du commerce régional de cette matière première.

*
* * *

La houille lorraine constitue, à côté des denrées agricoles, le second groupe de produits donnant lieu à un commerce

essentiellement régional, bien qu'insuffisant car la production des houillères lorraines est trop faible, et d'une qualité souvent trop inférieure pour répondre aux besoins de la région. La Lorraine a besoin de charbon pour sa consommation domestique, sa production d'électricité et ses industries locales, notamment sa sidérurgie. Le combustible (et surtout le coke), entre pour 50 à 60 % dans le prix de fabrication des produits métallurgiques, et les mines de charbon ne sont situées qu'à 70 kilomètres du bassin de Thionville.

Mais la houille qui fait ici l'objet d'un trafic local est surtout celle qui sert aux usages domestiques : les ventes du charbon lorrain obéissent ainsi aux variations annuelles de la consommation (plus importante en automne) en plus des variations du rythme général de la vie économique.

C'est ainsi que, sur une exportation totale de houille de 4.620.000 tonnes en 1934 et 4.480.000 tonnes en 1935, 867.000 tonnes en 1934 et 806.000 tonnes en 1935 ont été réparties dans le seul département de la Moselle (sans y comprendre les fournitures importantes de combustible adressées au réseau d'Alsace-Lorraine). De plus, les houillères lorraines ont expédié en Meurthe-et-Moselle 11.219 tonnes pour l'année 1935 (en légère diminution sur les 15.000 tonnes de l'année 1934) (3).

Enfin, la grande intégration des usines lorraines leur permet souvent de se servir de débouchés mutuels : c'est ainsi qu'une grande partie de la production de minerai de fer est envoyée au haut-fourneau lorrain (cas du centre de la Chiers qui fait venir du bassin de Briey plus des 3/4 de sa consommation). En 1935, les usines de la Moselle ont absorbé 42,7 % du total des expéditions du minerai de fer mosellan. Celui-ci, en particulier, étant donnée sa faible teneur comparée à celle du minerai de Meurthe-et-Moselle, est un minerai pauvre qui ne peut guère être consommé que dans les usines très proches des mines, qui ne peut donc être surtout consommé qu'à titre d'appoint. De plus, les minerais du bassin de Briey et ceux du bassin de Metz-

(3) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de la Moselle, 1936.

Thionville étant de nature différente se complètent admirablement. Les hauts-fourneaux de Meurthe-et-Moselle qui consomment le minerai calcaire de Briey recourent, à titre d'appoint, à l'excédent de minerai siliceux du bassin de Thionville. Et le minerai mosellan permet aux maîtres de forges de la Lorraine désannexée d'obtenir, comme monnaie d'échange, du minerai de Briey, moins pour compléter leur lit de fusion que pour profiter de la supériorité de teneur en fer de ce minerai. Le rapport de l'association minière d'Alsace et de Lorraine constate l'augmentation constante de l'emploi du minerai de Briey en Lorraine (4).

Pourtant, le tonnage des minerais de fer expédiés en 1935 par les bassins de Meurthe-et-Moselle (Briey, Longwy et Nancy) qui s'est élevé à 11.890.000 tonnes, porte, pour la même année, une diminution de 6 % des envois à destination des hauts-fourneaux français.

De même, la fonte de moulage et l'acier lorrain trouvent, sur place, leurs principaux débouchés dans les fonderies, dans l'industrie de construction mécanique, métallique et électrique. C'est surtout l'industrie électrique régionale qui offre aux firmes lorraines des débouchés sans cesse croissants en raison du champ d'action des centrales existantes.

De plus, on peut prévoir l'extension des deux branches d'industries : de la construction mécanique et de la construction électrique.

Il en est de même de tous les produits corollaires de la grande industrie. Ils dérivent des tendances bien connues « d'intégration », de transformation sur place aussi complète que possible, d'où diminution des transports de matières brutes vers des centres de transformation lointains et, au contraire grande concentration des échanges. C'est le cas des produits chimiques : pour ceux des cokeries situées près des usines de l'Est, leurs expéditions se font, pour les 9/10^e, dans un rayon restreint.

(4) Dans le même ordre d'idées, le commerce régional de la chaux dérive de la nécessité des « castines » pour hauts-fourneaux. Elle vient surtout de la Haute-Meuse, entre Saint-Mihiel et Verdun. Mais les arrivages sont beaucoup plus importants dans la vallée de la Chiers ou en Moselle où le minerai est à gangue siliceuse que dans celle de l'Orne où il est à gangue calcaire.

Il y a là un aspect très régional du commerce lorrain. Ce marché tout intérieur présente sur le marché extérieur l'avantage de la régularité et de la stabilité. Les débouchés à l'étranger, au contraire, sont toujours à la merci du moindre changement de la politique étrangère des pays acheteurs et se ressentent beaucoup plus fortement que les débouchés intérieurs de la lutte de la concurrence mondiale. Aussi a-t-on cherché à éviter à tout prix le retour de véritables crises de raréfactions du métal (elles ne risquent plus de se produire depuis que les années de crise ont diminué les débouchés) telles qu'elles sont survenues, par exemple, au mois de février et mars 1924 : bien que la production de fonte et d'acier ait augmenté pendant ces deux mois, les transformateurs voyaient décliner les demandes et cela parce qu'en raison de la baisse du franc le marché d'exportation était devenu passagèrement plus intéressant que le marché régional et intérieur.

2° Les relations commerciales à l'extérieur de la région

Elles se sont développées en parallèle avec l'extension prise par les diverses industries, aussi les plus gros chiffres atteints tant par les importations que par les exportations sont-ils presque tous en rapport avec l'industrie métallurgique.

■
* * *

I. — Les importations en Lorraine portent essentiellement sur les combustibles minéraux et la Meurthe-et-Moselle, en particulier, vient à ce point de vue, au second rang après le Nord. La houille locale, en effet, produite par les houillères lorraines, ne suffit nullement à la demande lorraine en charbon. D'une part, cette production est trop faible pour la consommation, mais surtout ce charbon est d'une qualité inférieure et souvent uniforme, sa cokéfaction présuppose diverses manipulations et mélanges de charbons plus riches. Posé ainsi de façon générale, le problème

est, aujourd'hui encore, exactement ce qu'il était avant-guerre.

En 1913, la région lorraine importait 12,4 millions de tonnes de coke et environ 2 millions de tonnes de charbon.

Aujourd'hui, les hauts-fourneaux consomment moins de coke avec une production plus élevée. Tandis qu'en 1913 ceux de Meurthe-et-Moselle consommaient 4.400 tonnes de coke, et ceux du département de la Moselle: 4.500 tonnes, ils n'en consommaient plus respectivement en 1927 que 4.080 et 3.832.

Déjà, avant guerre, le charbon et le coke consommés dans la région lorraine provenaient surtout de la Ruhr, des bassins sarrois et belges. Aujourd'hui, ils ont à peu près la même provenance avec cette particularité que les envois de la Ruhr diminuent en faveur de l'expédition des charbons du Nord et du Pas-de-Calais.

La Ruhr fournit encore aux hauts-fourneaux lorrains la plus grande partie du coke consommé. En 1927, elle expédiait encore, vers la Lorraine, par chemin de fer, 5.375.000 tonnes de coke auxquelles il fallait ajouter 418.000 tonnes de coke envoyées par le bassin d'Aix-la-Chapelle.

Le bassin de Metz-Thionville en était, en est encore le plus grand consommateur (pendant l'annexion, le bassin de la Ruhr était son seul fournisseur).

Les houillères allemandes, plus riches, placées dans des conditions plus favorables, présentent une écrasante supériorité sur nos houillères lorraines qui éprouvent de grosses difficultés à les concurrencer sur notre propre marché national et davantage encore sur les marchés étrangers (Suisse et Italie) d'où elles nous repoussent.

Pourtant, depuis 1919, la Ruhr n'intervient plus que pour moitié dans les arrivages de coke en Lorraine, y envoyant actuellement en tout environ 3 millions de tonnes contre 6 millions en 1913, conséquence de l'extension progressive prise par nos houillères lorraines et par l'augmentation dans notre région des arrivages de charbon français.

La Sarre aussi, était surtout un des meilleurs fournisseurs de charbon en Lorraine. La France toute entière absorbe chaque année 4 à 5 millions de tonnes de charbon sarrois, dont 2.878.000 vont en Alsace-Lorraine et 1 million 164.000 dans les départements de l'intérieur: ventes surtout orientées vers les départements de l'Est, les régions parisienne et lyonnaise.

La Sarre avait sensiblement augmenté, avant la crise, ses expéditions vers les départements de l'Est qui, en effet, de 1.805 tonnes en 1928, passèrent à 2.221 tonnes en 1929 (5). La Lorraine lui achète surtout du charbon et non du coke. La raison en est que les forges lorraines se sont outillées depuis la guerre pour cokéfier elles-mêmes le charbon et se réserver ainsi les bénéfices de la distillation; puis, le coke sarrois a toujours été plus cher que le coke westphalien. Les ventes de la Sarre se concentrent surtout dans la région de l'Est, mais présentent une différence à ce point de vue entre les départements: en Meurthe-et-Moselle elle envoyait en 1931: 537.294 tonnes (chiffres pour les mines domaniales seulement, coke compris); en Moselle: 664.838 tonnes (6). Ces deux départements ont été longtemps dans la dépendance incontestée du bassin de la Sarre. Les Vosges, malgré leur industrie, et la Meuse, toute entière agricole, ne sont déjà plus que des clients de deuxième et troisième ordre.

Pourtant, depuis ces dernières années, les expéditions de coke sarrois, en Moselle et en Meurthe-et-Moselle se réduisent à moins de 100.000 tonnes, chiffre infime en proportion des quantités importées du Nord et du Pas-de-Calais, de la Ruhr, de la Hollande, de la Belgique. Pourtant le bassin sarrois est le bassin houiller le plus proche de la Lorraine. Mais les forges lorraines sont enserrées dans un réseau financier aux mailles multiples qui oriente leurs achats autant que leurs ventes: le nom même d'une société, « Forges et Aciéries du Nord et de l'Est » est le

(5) A. EISELÉ. *Le charbon mosellan*, page 299.

(6) L'influence du bassin houiller de la Sarre a surtout été très forte sur la région de minerai de fer, dans la partie la plus voisine de celle qui borde la rive gauche de la Moselle, entre Metz et Thionville.

symbole de la soudure réalisée dans l'après-guerre entre nos deux grands bassins industriels.

Le Nord a pris ainsi vis-à-vis de la Lorraine la place de la Ruhr et de la Sarre et ses charbons représentent pour nos charbons lorrains la concurrence la plus sensible. En 1928, cette concurrence, très vive, fut marquée par une guerre de prix dans toute la région lorraine. Et, en 1931, les charbons du Nord et du Pas-de-Calais pénétrèrent dans la région de Nancy profitant de la faiblesse du fret Douai-Epinal.

Mais les charbons du Nord n'excluent pas, en Lorraine, l'importation d'autres charbons étrangers : la Belgique, qui importe du coke dans son pays, en exporte cependant en France où, en Lorraine, les deux filiales belges de Longwy (Rehon et la Chiers) en consomment environ chaque année 819.000 tonnes. De plus, les aciéries de Rombas et les hauts-fourneaux de la Chiers ont des participations dans la cokerie collective de Zeebrugge. Une concurrence très vive avec les charbons lorrains donna même lieu pendant les années 1927 et 1928, à un véritable dumping (les charbons belges étaient vendus en Lorraine à un prix inférieur de 40 % aux prix intérieurs belges).

Enfin, les charbons anglais ont commencé, en 1927, à pénétrer dans l'Est, en Alsace, dans les Vosges et dans toute la région lorraine ; le charbon domestique anglais, notamment, apparut vers Thionville, relativement à meilleur prix que le charbon lorrain. En 1931, avec la dévalorisation de la livre, la concurrence anglaise s'est trouvée renforcée d'autant que les transports, même réduits, auxquels sont astreints nos charbons en augmentent considérablement le prix de vente tandis que la houille anglaise arrive par mer à très bon compte.

Finalement, malgré la grande offensive des charbons de la région du Nord en Lorraine, nos quatre départements consomment relativement peu de charbon français : la Moselle en consomme seulement 33 %, la Meurthe-et-Moselle 41 %.

Le tableau des importations de coke en Moselle depuis la guerre montre cependant une diminution générale d'abord des expéditions et particulièrement de celles provenant des pays étrangers alors qu'il en ressort une augmentation très nette des importations de charbons français :

IMPORTATIONS DE COKE EN MOSELLE EN PROVENANCE DE : (7)
(EN TONNES)

	Allemagne	Belgique	France	Sarre	Angleterre	Autres pays
1913..	3.506.747	342.935	222.000	189.255	—	4.212
1919..	1.305.900	30.236	—	57.702	—	—
1921..	1.674.500	609	26.484	410	4.871	—
1923..	944.190	264.652	511.457	61.967	179.985	107.933
1925..	2.547.579	237.869	557.751	16.966	3.436	—
1927..	1.953.538	473.164	599.433	74.930	—	166.139
1929..	2.174.903	294.414	837.418	60.390	—	453.852
1931..	1.361.647	162.267	766.167	87.064	—	306.119

Depuis cette date, les chiffres d'importation n'ont pas sensiblement changé.

En Meurthe-et-Moselle, le département a importé, pendant l'année 1935 : 688.554 tonnes du Pas-de-Calais, 1.471 tonnes de la Seine, 979.213 tonnes de l'étranger.

Les importations venant de ce dernier sont donc actuellement encore très fortes ; pourtant avec l'accroissement de la production de nos houillères lorraines et la place prépondérante prise de jour en jour par les charbons du Nord et du Pas-de-Calais, il n'est pas exagéré de dire que nous sommes de plus en plus en mesure de nous passer de l'apport des charbons étrangers.

Si le charbon et le coke tiennent la première place dans les importations de combustibles en Lorraine, nombreuses sont les autres matières premières dont les expéditions sont

(7) A. HOUPERT. *La Moselle navigable*, page 164 (chiffres tirés du *Bulletin de l'Association des Maîtres de forge de Lorraine*).

fréquentes vers la Lorraine métallurgique. Importations d'outre-mer : de minerai de manganèse dont les usines de Moselle, entre autres, consomment plus de 100.000 tonnes par an ; de chaux d'aciérie qui provient, en grande partie, de Belgique ; de bois de mines enfin, dont la consommation, en Moselle, atteignait déjà 223.000 tonnes en 1922 et qui n'a fait qu'augmenter depuis avec le développement des mines et des charbonnages. Actuellement, ils proviennent d'Allemagne, de Pologne, de Tchéco-Slovaquie et du Sud-Ouest de la France.

*
! * *

Enfin, les produits agricoles font aussi l'objet des importations lorraines, bien que toute cette région de l'Est arrive à peu près à se suffire à elle-même. C'est surtout le développement et la grande concentration pris par la meunerie qui ont entraîné, pour la région lorraine, la nécessité d'importer du blé, même de l'étranger, à peu près la moitié du blé mis en œuvre par les minoteries. Les moulins lorrains exportent un tiers de la farine fabriquée. Mais les blés importés coûtent plus chers que les blés locaux, et les farines sont vendues à un faible bénéfice. Ces deux causes divergentes : insuffisance de blé et pléthore de farine concourent au même résultat et donnent la réponse à la question posée par le consommateur quant à la cherté du pain en Meurthe-et-Moselle qui tient en France, à ce point de vue, une des premières places.

Importation également des vins méridionaux qui reviennent, malgré le transport, à bien meilleur marché que les vins de pays.

Importation aussi de l'extérieur du bétail et de la viande, notamment dans la Lorraine orientale. Se spécialisant aujourd'hui dans la production du lait, les bouchers font venir les bêtes de plus loin : bœufs de Normandie, porcs du Berry ou du Limousin.

Il n'est donc pas tout à fait exact de dire que « la région lorraine ne reçoit rien du dehors » et « qu'elle ne déguste que ce qu'elle produit ». Mais les denrées agricoles appor-

tées des autres régions françaises ou de l'extérieur servent surtout d'appoint à la vie agricole lorraine, et ne représentent qu'une part bien inférieure dans le total des importations consacrées presque uniquement aux combustibles minéraux.



II. De même que les importations sont presque toutes destinées à la Lorraine métallurgique, de même les matières à exporter sont presque toutes concentrées dans la région industrielle et consistent essentiellement en minerai et en produits métallurgiques.

Déjà avant la guerre, la moitié environ du minerai lorrain extrait par an était envoyé dans nos départements du Nord et du Pas-de-Calais, en Belgique, en Luxembourg, en Sarre, dans les provinces rhénanes de la Westphalie, un peu aussi en Angleterre, en vue d'y être transformé en fonte et la métallurgie anglaise avait commencé à s'intéresser au minerai du bassin de Briey. L'apport des grandes usines intactes de la Moselle a rendu plus impérieuse encore qu'avant guerre la nécessité de l'exportation (8).

Aussi assiste-t-on à une augmentation croissante des exportations de minerais : la proportion du minerai lorrain vendu à l'étranger (Sarre comprise) est passée de 36 % en 1925 à 44 % en 1928. Les besoins en minerais de la métallurgie belgo-luxembourgeoise, notamment, vont croissant sans cesse et sont couverts en Lorraine dans la proportion des 9/10°.

Dans le département de la Moselle, cependant, le pourcentage des expéditions à l'extérieur est faible : la consommation sur place du minerai (consommation qui, en 1935, atteignait jusqu'à 89,8 % de la production annuelle) ne lui permet que des expéditions assez rares en Belgique et en Allemagne. A quoi bon, du reste, livrer aux Allemands du minerai bon marché quand ils nous demandent eux-mêmes de la fonte et de l'acier bruts bien plus chers ? En

(8) M. PAUL. *L'avenir de l'industrie du fer en Lorraine* (Annales de l'Est, T. I, page 228).

nous orientant dans cette dernière voie, nous retiendrions dans le pays le profit de la transformation du minerai et nous empêcherions, pour le surplus, que les Thyssen et autres reconstruisent en Westphalie les grosses usines premières de Knutange et d'Hagondange que la dernière guerre leur a repris. D'une façon générale, il vaut mieux retenir la minette pauvre dans le pays que d'en faire cadeau à l'étranger. Et notamment, le minerai pauvre quant à sa teneur en fer du bassin de Thionville ne doit être considéré comme une matière d'exportation que dans des circonstances exceptionnelles, étant à ce point de vue, d'une valeur inférieure au minerai normand par exemple (doit la valeur d'exportation est plus grande que celle de la minette puisque sa teneur est plus forte et que les mines qui le renferment sont à proximité de la mer) (9).

Aussi les expéditions du minerai mosellan ont-elles surtout augmenté à l'intérieur de la France beaucoup plus que vers les débouchés étrangers, les expéditions à l'intérieur de la France passant de 104.579 tonnes en 1919 à 641.531 tonnes en 1928.

Au contraire, les expéditions du minerai de fer de Meurthe-et-Moselle, plus riche quant à sa teneur en fer, n'ont pas cessé d'augmenter à l'extérieur. Le rapport fait en 1936, par l'ingénieur en chef des mines de Meurthe-et-Moselle signalait que, pour l'année 1935, le total des expéditions de minerai de fer, dans son département, s'est élevé à 16.986.312 tonnes. Les stocks ont légèrement diminué de 282.128 tonnes au cours de l'année. Au 31 décembre 1935, ils peuvent être évalués à 2.324.444 tonnes, soit environ un mois et demi de production.

Mais, si l'on excepte le Luxembourg (qui ne reçoit que des livraisons de faible importance) on remarque que chacun des pays étrangers consommateurs voit sa part augmenter alors que les expéditions en France diminuent à la fois en pourcentage et en tonnage :

(9) H. LAUFENBURGER. *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée*, page 186.

PART DES PAYS CONSOMMATEURS DANS LES EXPÉDITIONS

	<u>1935</u>	<u>1934</u>	<u>1933</u>	<u>1930</u>
France	50 %	55 %	59,6 %	62,6 %
Belgique	31,6	28,6	28,2	23,7
Luxembourg	6,9	1,1	1,1	1,6
Sarre	11,9	10,2	7,7	8,0
Allemagne	5,6	5,1	3,4	4,1
	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>	<u>100 %</u>

Ainsi, la part française dans les expéditions du minerai de Meurthe-et-Moselle diminue et montre un recul à peu près continu: de 62,6 % en 1930, elle est passée à 50 % en 1935. Cette chute rapide inspire quelques inquiétudes au sujet de la situation économique de la sidérurgie française alors que les usines étrangères, et tout spécialement les usines sarroises et allemandes, retrouvent peu à peu une activité normale.

Tous les autres pays marquent, en effet, par rapport à 1933, un progrès sensible:

La Belgique reste le principal client étranger des usines de Meurthe-et-Moselle. Elle a importé 4.791.446 tonnes en 1934 contre 4.464.867 tonnes en 1933 et 5.926.650 tonnes en 1930.

On enregistre encore, en 1935, comme en 1934 et en 1933, une augmentation très sensible des importations allemandes et des importations sarroises.

Les premières passent de 539.216 tonnes en 1933 à 862.588 tonnes en 1934, soit une augmentation de 323.372 tonnes ou 60 %. Elles restent, malgré tout, inférieures aux importations de 1930 (1 million 1/2 de tonnes), soit en 1934, une perte de 14,6 %.

Quant aux importations sarroises, elles étaient, en 1935, en augmentation très sensible par rapport à 1933. La diminution par rapport à 1930 n'est que d'environ 14 %. La part des usines sarroises dépassait, dans le total des expéditions, 10 %, chiffre non encore atteint jusque-là.

Au total, les chemins de fer de la Compagnie de l'Est constataient que le tonnage du minerai de fer expédié en 1935 par les bassins de Briey, Longwy et Nancy s'était élevé à 11.890.000 tonnes, chiffre égal à celui de 1934. Une augmentation de 15 % des expéditions sur la Sarre et de 8 % des exportations sur la Belgique a compensé la diminution de 6 % des envois à destination des hauts-fourneaux français et de 22 % des exportations sur l'Allemagne (10).

Bien que la part française, dans les expéditions du minerai lorrain ait sans cesse diminué, tout au moins pour celui de Meurthe-et-Moselle, il n'en reste pas moins le grand pourvoyeur de la métallurgie française et il s'est créé notamment entre les bassins lorrains et la région du Nord un courant d'échanges continu et presque parallèle consistant en des envois de minerais de l'un et de combustibles chez l'autre. Grâce au minerai lorrain, la sidérurgie du Nord a pu subsister malgré l'épuisement presque absolu des minerais locaux qui lui avaient donné naissance. Pourtant, il n'existe plus beaucoup de hauts-fourneaux dans le Nord, car ils ont été bien souvent transférés dans l'Est. Alors s'est substitué à l'envoi du minerai celui des demi-produits que les usines du Nord, spécialement celles de la vallée de la Sambre, se contentent maintenant de finir (520.000 tonnes de demi-produits ont, en 1929, quitté la région de l'Est pour celle de Maubeuge).

Le groupe métallurgique des Ardennes, lui aussi, qui, depuis longtemps déjà, a abandonné la fonte, s'est transformé sous l'influence lorraine; il reçoit environ 346.000 tonnes de fonte et 310.000 tonnes d'acier de Longwy et de Thionville. Ainsi se constitue au long de la frontière du Nord-Est tout un réseau enchevêtré d'intérêts économiques.

*
|* *

Mais les produits sidérurgiques ne donnent pas lieu à un courant d'échanges seulement intérieurs entre les bas-

(10) Rapport présenté en 1936 par le Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est.

sins lorrains et les autres régions françaises. Déjà, avant la guerre, notre région exportait à l'étranger 3,3 millions de tonnes de fonte dont une bonne part à l'étranger, et celui-ci absorbait, déjà à ce moment, les $\frac{3}{4}$ de la production de Micheville et une grande partie de celle d'Homécourt. La Lorraine annexée, surtout, a dû, après l'armistice, augmenter ses débouchés, et écouler sur des marchés extérieurs 50 à 60 % de sa production, proportion rarement atteinte en France.

La sidérurgie mosellane, de par sa composition, est, en effet, une industrie première; sa production comprend surtout de la fonte, de l'acier brut et des demi-produits, sauf celle de la maison de Wendel qui a intégré à ses matières premières une puissante industrie de transformation.

Or, la Moselle a perdu la plupart de ses débouchés en Allemagne et, dans les années qui ont suivi la guerre, ses expéditions dans ce pays ont été diminuant :

EXPORTATIONS LORRAINES EN ALLEMAGNE (en tonnes):

	1913	1920	1922
Fer brut, fonte brute, acier	1.200.000	10.464	487.066
Matériaux de construction de voies ferrées et de chemins de fer	115.000	215	34.865
Déchets de fer et ferrailles	50.000	13.704	41.698

Les expéditions de la Moselle ont, par contre, augmenté en Belgique, en Suisse, en Grande-Bretagne, qui sont ses clients les plus importants. Elle s'est même ouvert deux débouchés nouveaux: le premier dans les colonies, le second dans les pays scandinaves, dont la Westphalie et l'Angleterre avaient été jusque-là les fournisseurs privilégiés.

Par contre, la sidérurgie lorraine qui, longtemps, entretenait des rapports étroits avec la métallurgie sarroise, s'en est séparée de plus en plus. A la veille de 1870, le groupe des forges sarroises importait déjà 180.000 tonnes de minettes lorraines dont 120.000 t. de la Meurthe et 60.000 de la Moselle. Dans la même période, la métallurgie lor-

raine qui avait adopté le procédé de fonte au coke se tournait vers la Sarre pour lui demander du charbon. La formule d'un échange était trouvée, qui dure encore.

Mais, à partir de 1880, pour n'avoir plus à faire venir de minéral de Lorraine, la Sarre se met à construire des hauts-fourneaux en Lorraine sur le gisement lui-même. Les allemands les appellèrent « usines sœurs » (Tochterwerke). Dilligen fonde en 1886 l'usine de Rédange, Neunkirchen, en 1891, celle d'Uckange, etc. Les liens financiers qui unissaient les forges sarroises et les « sœurs » mosellanes garantissaient d'ailleurs les premières contre une concurrence prématurée.

Les usines sœurs furent, après 1918, placées sous séquestre et, à partir de 1921, vendues à des consortiums français. De là, en 1920, un vaste mouvement de capitaux qui fit passer la majorité des actions de quatre grandes forges sarroises entre des mains françaises.

Aujourd'hui, les forges sarroises n'ont plus leurs couées franches vis-à-vis de la sidérurgie du Bassin de Thionville. Les anciennes sœurs d'Uckange, de Thionville (celle-ci arrêté en 1933) devenues aujourd'hui des rivales pour la production de la fonte sarroise le seront peut-être demain pour l'acier et les produits finis. En bref, avant la guerre, la sidérurgie du Bassin de Thionville et celle de la Sarre étaient solidaires, aujourd'hui, elles ont des intérêts différents, parfois opposés (11).

Il en est résulté des transformations importantes dans l'approvisionnement de la sidérurgie sarroise et une diminution progressive des expéditions de fonte lorraine en Sarre, qui, de 140.967 tonnes pour la fonte brute en 1922, s'abaissaient à 53.661 tonnes en 1931.

*
! * *

Enfin, toute la métallurgie lorraine, longtemps spécialisée dans les matières lourdes ou les demi-produits s'est orientée, elle aussi, quelque peu vers la fabrication des produits finis et vers l'intégration des industries de trans-

(11) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 372.

formation. Déjà en 1922, on constatait que la Lorraine avait exporté à elle seule 502.889 tonnes de produits finis et qu'elle était nettement engagée dans la voie de l'exportation des produits achevés, voie dans laquelle on voudrait engager toute la France (12).

Parmi les sociétés exportatrices de ces produits deux sociétés lorraines se distinguent nettement par le chiffre de leurs envois à l'étranger : la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, dont les exportations depuis longtemps représentent plus de 40 % de la production totale et la Société Métallurgique d'Aubrives et Villerupt qui vend toute sorte de tuyaux pour conduites d'eau, de gaz, de vapeur, etc., et qui vient au premier rang des exportateurs en vendant à l'étranger 60 % de son tonnage fabriqué.

Finalement, si l'on considère les marchés étrangers qui servent de débouchés aux produits métallurgiques lorrains, on peut les classer en deux catégories différentes :

1° Le marché colonial où il n'y a plus guère que l'Algérie et le Maroc qui puissent être qualifiés de pays importateurs de produits sidérurgiques lorrains et français.

2° Le marché européen où la Grande-Bretagne, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse constituent les principaux acheteurs de l'industrie sidérurgique lorraine et où les relations commerciales avec l'Allemagne dépendent beaucoup des relations politiques de ce pays avec la France.

Ce sont ensuite, les pays d'outre-mer (Argentine, Chili, Brésil, Japon, Chine) qu'il faudrait disputer aux métallurgistes de l'Allemagne et de l'Angleterre. Enfin, certains pays rapprochés (l'Espagne, le Portugal) se tiennent toujours à l'écart.

La Sarre qui fut aussi longtemps un pays d'exportation pour les produits lorrains est devenue de nos jours un pays concurrent et son rattachement à l'Allemagne n'a fait qu'augmenter la force de cette rivalité.

(12) H. LAUFENBURGER. *L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée*, page 207.

Quant au marché français, il représente, pour la Lorraine métallurgique, le plus clair de ses débouchés, mais c'est particulièrement avec la région du Nord qu'elle entretient les relations commerciales les plus suivies. Les forces industrielles penchent vers le Nord et vers l'Est au point d'engendrer une disproportion singulière, sous ce rapport entre deux moitiés de la France « Et il existe, entre la Lorraine et les Flandres les deux cibles visées par l'hégémonie allemande, un rapport de solidarité qui, sans les enchaîner l'une à l'autre, exclut toute ingérence dans leurs relations réciproques » (13).

*
**

Si les produits sidérurgiques représentent à eux seuls, la plus grande partie des exportations lorraines, celles-ci sont cependant fort diverses.

Le charbon lui-même dont pourtant nous manquons, fait l'objet d'un certain commerce extérieur, les propriétés du charbon lorrain ne répondant pas toujours aux besoins de notre sidérurgie.

L'année 1935 a été plus favorable que les précédentes aux exportations de charbon à l'étranger par suite du retour de la Sarre à l'Allemagne qui a réduit les importations sarroises. Les stocks ont été ramenés en fin d'année à 195.185 tonnes contre 205.442 tonnes en 1934 et les expéditions se sont partagées de la manière suivante :

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPÉDITIONS
DE CHARBON MOSELLAN (en tonnes) :

	1934	1935
	—	—
Autres départements français que les départements lorrains (non compris les réseaux de chemins de fer)	2.557.000	2.227.000
Grands réseaux	547.000	520.000
Exportation	649.000	927.000
	3.753.000	3.674.000

(13) P. VIDAL DE LA BLACHE. *La France de l'Est*, page 242.

Avant guerre, 33 % de la production lorraine allait vers l'Allemagne du Sud et la Prusse. Il ne semble pas que ces expéditions puissent jamais reprendre dans ces proportions. La situation commerciale des houillères lorraines est très difficile, surtout en raison de la concurrence des charbons étrangers particulièrement âpre pour nos charbonnages.

Actuellement, dès qu'une licence est accordée, les charbons étrangers correspondants peuvent passer par un point quelconque de la frontière, profiter de la surprise, jeter le désarroi dans nos économies régionales. Une question très importante aussi pour la situation de nos houillères lorraines est celle du régime particulier du port de Strasbourg dont l'importance a augmenté depuis la percée des Vosges. Le port de Strasbourg, étant considéré comme port de mer, bénéficie d'un supplément de licences. L'importation est assurée par la Compagnie générale Charbonnière, organe franco-allemand, contrôlé en fait par le « Kohlen syndicat ». Cet organisme tient à des prix relativement bas une gamme variée de charbons à la disposition des acheteurs.

De l'aménagement plus ou moins large des licences octroyées par le port de Strasbourg dépend souvent la concurrence plus ou moins forte qu'auront à subir nos houilles lorraines de la part de charbons étrangers et notamment des charbons allemands.

L'industrie du charbon, ainsi que nous l'avons signalé, s'est, comme l'industrie métallurgique, intégrée fortement. Elle s'est notamment annexé un certain nombre de centrales productrices d'électricité et, des quatre départements, c'est celui de la Moselle qui exporte le plus d'énergie électrique grâce aux centrales rattachées aux houillères. La Salec a déjà exporté près de 300.000 kw vers le Luxembourg et, cette production allant croissante, la recherche des débouchés s'impose pour elle de plus en plus ainsi que pour le département de Meurthe-et-Moselle, grand exportateur de matériel électrique.

*
**

Le produit des Salines et des Soudières de l'Est a donné lieu aussi à un important mouvement commercial. La vente des sels, en Lorraine, est tombée presque aussitôt après la guerre, réduite de 175.000 t. en 1913 à 106.000 t. en 1921, d'où un déficit de 69.000 t. représentant 40 % du tonnage de 1913.

Les industriels des salines lorraines se sont donc préoccupés d'augmenter leurs débouchés, surtout à l'exportation. L'expérience de la guerre (en 1917, par suite d'une récolte déficitaire dans les salins de la Méditerranée, les usines de produits chimiques du Midi ont dû être partiellement alimentées par les usines de sel de M.-et-M.), a montré que toutes les forces actives d'un pays peuvent être, à un moment donné, utiles et même indispensables.

Les sels sont livrés en France à la consommation de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche. On exporte en Belgique des sels de consommation et d'industrie, des sels comprimés au Congo; les sels fins commencent à remplacer les sels similaires étrangers dans l'Ouest Africain et au Cameroun. On fait aussi le commerce de tous les sels de luxe et des sels spéciaux à usages industriels, et, à ce point de vue, la région industrielle sarroise reçoit presque tout son sel de Lorraine.

En M.-et-M., où les expéditions de sel raffiné sont particulièrement importantes, elles ont porté en 1935 sur 175.462 tonnes contre 154.152 t. en 1933 dont 163.453 t. ont été expédiées en France et 12.009 t. à l'étranger. Ces dernières se sont réparties de la manière suivante :

Territoire de la Sarre	85 tonnes
Allemagne	4.688 tonnes
Belgique	7.116 tonnes
Luxembourg	116 tonnes
Nouvelle Calédonie	4 tonnes
Total	12.009 tonnes

Quant aux expéditions de sel gemme, elles ont vu augmenter leurs stocks (20.009 tonnes au 31 décembre 1934). Les ventes sur le marché intérieur se sont élevées, la même année, à 40.013 tonnes et à 105.531 tonnes pour l'exportation dont 94.000 ont été expédiées en Belgique et plus de 11.000 en Hollande.

Sur les 40.013 tonnes de consommation intérieure, près de 29.000 ont été livrées aux industries chimiques et plus de 11.000 à l'agriculture.

Quant aux exportations de soude, elles ont considérablement augmenté ainsi que l'atteste ce tableau de l'exportation française dans laquelle la production lorraine a la plus grande part :

Exportations —	Carbonate de soude —	Soude caustique —
1891	31.373 tonnes	830 tonnes
1930	146.413 tonnes	36.204 tonnes

En rapprochant les chiffres d'après-guerre de production et d'exportation du carbonate de soude, on s'aperçoit qu'il y a stagnation pour les quantités fabriquées en même temps que développement des quantités exportées. La raison tient à la diminution importante de la consommation intérieure par suite de l'augmentation des cours sur le marché national : l'augmentation des prix de la soude entre 1913 et 1930 est, en effet, de 82,5 % (effet du quasi-monopole de fait de la Société Solvay) et dépasse de beaucoup celle que l'on constate sur l'ensemble des autres produits chimiques.

Malgré l'augmentation des exportations, celles-ci ne représentent qu'une part assez faible des quantités produites : en 1929, les ventes à l'étranger ont à peine dépassé les 5 % de la production totale de carbonate de soude des usines françaises.

Dans la période antérieure à 1914, comme dans celle qui l'a suivie, c'est surtout le commerce avec la Belgique qui a été très actif. Mais depuis la guerre, il ne s'est pas offert à

l'industrie de la soude de débouchés absorbant de grosses quantités de production. La guerre de 1914 ne lui a pas fourni l'occasion d'un développement spécial et, d'autre part, les Etats-Unis se sont affirmés, de ce côté, comme de bien d'autres, comme des compétiteurs avec lesquels il faut compter désormais.



Toutes les autres industries mineures de l'économie lorraine donent lieu à un mouvement d'échange appréciable :

Les bois qui sont débités sous forme de bois de charpente et de planches sont destinés à l'exportation et le bois de chauffage lui-même, objet d'un commerce autrefois important, aujourd'hui délaissé, vient de trouver un nouveau débouché depuis que le menu bois ou charbon de bois peut remplacer avantageusement le pétrole dans la consommation des tracteurs automobiles. Evénement heureux dont la région forestière lorraine est appelée à profiter.

Le produit des filatures et des tissages est, lui aussi, destiné à un commerce important où le marché français tient la plus grande place (il consomme 75 % de la production totale), l'importance de la consommation intérieure oblige les industriels à varier énormément leur production, le public français offrant une grande variété de goût qui gêne la production en série. Pour se prémunir contre ces difficultés du marché national les industriels ont cherché à élargir leur marché, particulièrement le marché colonial qui absorbe environ 18 % de la production lorraine, notamment le Maroc, gros consommateur de nos tissus. Quant aux envois à l'extérieur, ils ont pour la production lorraine une importance très réduite (7 % environ) que l'on s'efforce vainement d'accroître, se heurtant sur tous les marchés étrangers à des concurrences qu'il est à peu près impossible de défier.

Parmi les industries qui portent au loin le renom de la production lorraine, il n'en est guère qui l'aient porté plus

loin que les industries d'art : toutes les maisons souveraines d'Europe ou d'Asie ont commandé, paraît-il, à Baccarat leurs services de table, sans parler, pour l'Orient surtout, des innombrables lustres, candélabres et cristaux de toutes sortes qui ont été expédiés au loin.

Les produits de la verrerie et de la céramique sont exportés en Angleterre et au Japon, voire même aux Etats-Unis ainsi que les produits connexes : grès, tuiles, carrelages, produits réfractaires, poteries, etc...

Une seule exception cependant doit être apportée à cette règle de l'exportation au loin des produits d'art : Sarreguemines, en effet, déjà avant 1914, écoulait en Alsace-Lorraine la majeure partie de sa production. Elle vend peu à l'étranger et rien en Allemagne (concurrence de Metlach) et seul le débouché intérieur compte pour elle.

Enfin, un certain nombre de petites industries, à première vue peu importantes exportent, quelquefois très loin, leurs produits : pour n'en citer qu'une, la tonnellerie a un rayon d'action qui s'étend dans les pays d'Europe, les colonies françaises et anglaises, l'Amérique du Sud. Actuellement, l'exportation a repris son cours d'avant-guerre qui se chiffrait par années à plusieurs millions.

*
,* *

Bien qu'importateur de produits agricoles, le pays lorrain en produit suffisamment de variétés pour en faire, chaque année, un commerce important.

Importateur de blé, il exporte des farines. Importateur de bétail, il exporte du lait dans toutes les régions voisines, des fromages qui sont vendus à Paris, dans le Midi de la France, en Algérie, au Maroc, mais surtout en Alsace. Il exporte aussi des produits maraîchers ; alors que la consommation locale est faible (quelques wagons sont cependant dirigés, chaque semaine, sur Nancy), la plus grosse partie de la production, notamment celle de Lunéville et des environs est expédiée au loin (on a vu, en certaines années, plus de 60 wagons de sélériz-raves et de salsifis expédiés en Suisse).

Le vin lorrain qui, longtemps, a fait l'objet d'un commerce actif avec la Champagne (il faisait de l'excellent mousseux), la région parisienne et même les Etats-Unis (jusqu'au moment où on l'a proscrit dans les pays alliés), a perdu aujourd'hui tous ces débouchés. La bière dont l'exportation se faisait surtout, avant guerre, vers les colonies, ne possède plus aujourd'hui de marché important.

Par contre, on a exporté, ces dernières années, la presque totalité de la production de houblon dont l'Allemagne a absorbé les 5/6°.

Enfin, jusqu'à une époque toute proche, il se faisait un courant d'échanges si important pour nos produits agricoles qu'on doit le mettre à part : celui du commerce avec la Sarre.

Il existait, entre les régions lorraines et sarroises des transports journaliers par camions amenant à Sarrebrück les marchandises de Metz et de Nancy, et on évaluait à environ 6 wagons de 10 tonnes par jour, soit 18.000 tonnes par an avec une valeur moyenne de 3.000 francs à la tonne l'envoi des produits agricoles de Lorraine (14).

Jusqu'aux environs de 1890, la Lorraine lui fournissait surtout des grains et du bétail. Le seul cercle de Forbach, encore peu industrialisé, exportait 52.000 quintaux de blé et autant d'avoine. La région de Sarreguemines, avec ses moulins anciens, et sa bourse aux céréales était également un grand centre d'approvisionnement en grains. Le lait n'était alors que l'accessoire.

Depuis la guerre, la Lorraine était devenue le fournisseur principal de la Sarre et en même temps, la nature de son commerce avec elle s'était modifiée. Sans cesser de vendre les grains, la paille et le foin, elle a concentré ses efforts sur trois sortes de produits : le lait, le bétail, les fruits et les légumes.

Le trait le plus original de son commerce était sans doute celui du lait : la région qui expédiait le plus en Sarre

(14) A. CONSTANTIN. *L'économie sarroise entre la France et l'Allemagne*, page 338.

n'était pas la plus proche (la vallée de la Sarre, entre Sarreguemines et Sarralbe ne fournissait rien). C'était le pays entre la Nied allemande et la Seille qui envoyait plus des $\frac{3}{4}$ du lait lorrain consommé en Sarre. On a établi, par des recherches directes, que la Sarre recevait ainsi plus de 120.000 litres de lait par jour venant de Lorraine.

Quant aux fruits et aux légumes, on estimait à environ 30.000 tonnes de légumes et 35.000 tonnes de fruits, la quantité reçue par la Sarre et provenant de la région lorraine, et l'on estime que la Sarre, à elle seule, absorbait plus de la moitié de la production mosellane en fruits et en légumes (15).

Aujourd'hui, la plupart de ces débouchés sont fermés aux industries lorraines et il a fallu à ces dernières trouver des nouveaux marchés pour l'écoulement de leur production. Le lait mosellan, entre autres, avait déjà été, quelque temps avant le plébiscite sarrois, expédié vers d'autres centres, et, en particulier, vers la région parisienne. Pour toutes ces denrées périssables, cependant, la question des transports est un véritable obstacle, et, pour résoudre celle des nouveaux débouchés à trouver, on s'est tourné de plus en plus vers les organismes si nombreux qui, dans la région lorraine ont pour but d'organiser la vente des divers produits.

§ 2. — L'ORGANISATION DU MARCHÉ

Elle s'est posée très vivement ces dernières années, avec beaucoup plus d'acuité depuis que la crise a raréfié tous les débouchés. Chaque industriel a du reste le choix entre plusieurs formules de vente suivant la nature des produits qu'il cherche à écouler.

La première de ces formules est celle de la vente directe du producteur au consommateur, le producteur ayant souvent des dépôts ou des agences de vente : c'est ainsi que les aciéries de Longwy possèdent 12 dépôts en France et 3 au Maroc.

(15) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, p. 571.

Une seconde formule a été trouvée par les industries métallurgiques, qui se sont intégrées des industries transformant leurs produits, et qui, généralement par le procédé des participations se sont alliées à des usines de dénatura-tion diverses: la sidérurgie lorraine possède ainsi des participations dans des entreprises de construction de ma-tériel de chemins de fer: Longwy possède 17,26 % du capital des *Ateliers de construction du Nord de la France* qui fabriquent, à Blanc-Misseron des locomotives et du matériel roulant pour les chemins de fer, les tramways, les mines et autres industries et qui commandent à Lon-gwy une bonne partie des tôles profilées qui leur sont nécessaires; Marine-Homécourt et de Wendel sont inté-ressés dans les *Etablissements Delattre et Frouard* qui se chargent d'installer hauts-fourneaux, aciéries, laminoirs, sucreries et, d'une façon générale, fabriquent tout le ma-tériel mécanique destiné aux usines sidérurgiques et autres.

La plupart des usines, nous l'avons déjà vu, prati-quent cette forme d'intégration qui est aussi l'un des moyens les plus sûrs d'assurer aux produits métallurgi-ques des débouchés.

Mais toutes ces organisations préalables du marché ne sont en somme, que des moyens particuliers appartenant à chaque industriel pour organiser la vente de ses pro-duits, mais seulement des siens. Il y a, en effet, un certain nombre de formules générales qui réunissent tous les industriels fabriquant un même produit, pour organiser la vente en commun de celui-ci. Ces formules s'adressent à toutes les branches de la production, plus spécialement cependant aux produits agricoles s'il s'agit de la coopéra-tion et aux produits strictement industriels si l'on consi-dère les différentes méthodes préconisées par les comp-toirs, les sociétés commerciales et les Ententes.

1° *La coopération et ses différentes formes*

La coopération est, en deux mots, une formule de reconstruction économique que, par son but, on oppose généralement à l'entreprise capitaliste. C'est, en effet, au moins dans son principe, une association volontaire constituée d'après les principes égalitaires de la démocratie, en vue de satisfaire les besoins de ses membres. Tandis que l'entreprise capitaliste a pour moteur la recherche du profit, l'entreprise coopérative a pour but, non de réaliser des profits et de les partager entre ses membres, mais de rendre à ceux-ci des services d'ordre économique et de satisfaire leurs besoins les plus variés soit en leur fournissant à bon compte des produits ou des capitaux (coopérative de consommation et de crédit) soit en leur permettant de tirer un meilleur parti de leur travail (coopératives de production).

Ces dernières, celles qui nous intéressent ici, prennent parfois la forme de coopératives patronales, c'est-à-dire de coopératives de petits patrons, généralement d'agriculteurs qui se trouvent, en raison de leur faible importance, en état d'infériorité vis-à-vis des grandes entreprises. Ce sont les seules qui, parmi les coopératives de production ont réussi, encore répondent-elles assez mal au but de la coopération, car, c'est l'attrait du profit qui commande généralement à ces sortes d'entreprises et elles pratiquent les mêmes efforts que les entreprises capitalistes.

Les coopératives agricoles ont pris naissance dans la Meuse après la guerre. L'idée de coopération s'est formée dans les syndicats agricoles. Certains de ceux-ci ayant envisagé la vente en commun avec succès, la forme coopérative, plus simple, s'y est substituée.

Le principal domaine de la coopérative agricole a été jusqu'ici celui du lait. La coopérative se charge généralement de le ramasser chez ses adhérents et de le vendre; dans la Meuse, notamment, trois coopératives se chargent de ce soin; celle de Bar-le-Duc a son origine dans un syndicat producteur de lait; la Laiterie Coopérative de Saint-Aubin-sur-Aire opère sur 13 communes et vend directe-

ment au consommateur sur le marché de Bar-le-Duc, chez des détaillants et aux Halles de Paris. Elle groupe 203 sociétaires et a travaillé, en 1929, 1.016.783 litres de lait (16).

La Coopérative agricole laitière de Vaucouleurs (375 adhérents) est la plus importante de toutes, ramassant plus de 3.000 litres de lait par jour qu'elle transforme, en partie, en beurre et en fromage, et qu'elle vend en partie en nature sur le marché de Paris. Cette Société a pris une extension remarquable. Son activité porte aussi bien sur l'achat que la vente en commun des produits agricoles. Elle assure l'achat et la répartition des engrais, des semences, etc. Elle achète aussi le blé de ses adhérents pour la vente en commun.

On trouve des organes de ce genre dans les trois autres départements lorrains : laiteries coopératives de Vézelize et de Villancy-Lamalmaison. En Moselle, également, le lait se vend directement ou par l'intermédiaire de la coopérative laitière de la Moselle.

Tous les produits dérivés du lait se prêtent à la forme de transformation et de vente qu'est la coopérative. Nombreuses sont, dans les Vosges, surtout, les coopératives fromagères : ayant des représentants aux Halles de Paris, ou dans les grands centres, elles se sont constituées pour se passer du négoce local : à Cornimont, la Bresse, Le Thillot, Gérardmer. Dans la plaine vosgienne, aussi il s'en est créé quelques-unes : Morizécourt, Sérocourt, Saint-Julien-les-Thons, Pompierre. Cette dernière est en plein succès, elle travaille avec le lait de six communes environnantes et en fait du fromage à pâte molle, genre Brie et Coulommiers.

Un autre domaine où la forme coopérative s'est particulièrement répandue dans les Vosges est la pomme de terre et toutes les féculeries coopératives auxquelles sa vente a donné naissance : la première fut créée à Corcieux en 1903 dans le but de trouver un débouché à une production plus abondante (due à l'emploi intensif des engrais

(16) Office régional agricole de l'Est : la Meuse.

chimiques). Le mouvement gagna la région qui comprenait 34 féculeries coopératives au 1^{er} janvier 1935. La plupart, bien outillées, fabriquent près des 2/3 de la fécule obtenue dans les Vosges.

Le vin, enfin, est un des produits dont la vente, si difficile en Lorraine, exigerait une entente des producteurs. La coopérative viticole, par laquelle les membres sont unis pour effectuer la production et la vente en commun du vin, présente bien des avantages pour les viticulteurs qui, par elle, peuvent arriver à la vinification collective. Elle permettrait aux viticulteurs lorrains d'employer des procédés perfectionnés et de fabriquer les vins blancs et gris, plus rémunérateurs que les vins ordinaires.

Quatre types principaux de coopératives viticoles sont possibles :

1° Les distilleries coopératives qui transforment en eau de vie les marcs et les sous-produits.

2° Les sociétés de vinification qui se bornent à la vinification collective des récoltes pour remédier à l'insuffisance du matériel des viticulteurs.

3° Les caves coopératives de consommation qui fabriquent elles-mêmes le vin qu'elles livrent à leurs clients.

4° Les caves coopératives vigneronnes qui réalisent le type parfait de la coopérative viticole et qui sont à la fois coopératives d'achat, de production et de vente.

Tout ceci a toujours été très pratiqué par les viticulteurs champenois et méridionaux, allemands et italiens. Les producteurs lorrains, moins avancés dans cette voie, ne possèdent guère qu'une cave coopérative : celle de Bruley, près de Toul. Trop individualistes, les viticulteurs, en Lorraine, reculent généralement devant les difficultés de la coopérative (abdiquer une partie de leur indépendance, souscrire des parts du capital social, etc.).

Toutes ces coopératives dont le but principal est la production en commun et la vente des produits se doublent bien souvent de coopératives d'achat, en commun, des choses nécessaires à leurs adhérents, et, par conséquent, se rapprochent des coopératives de consommation. Telle est

la nature de certains organismes départementaux : coopérative agricole de la Meuse et surtout coopérative agricole de la Moselle qui, créée en 1925, est le centre commercial des syndicats agricoles mosellans, et dont les magasins sont établis à Metz. Le chiffre d'affaires traitées par elle atteint de 5 à 6 millions et pourtant, elle n'a pas pour but de « faire des affaires ». Elle constitue un merveilleux régulateur des cours. Ses prix publiés chaque semaine, dans la « Terre Lorraine », journal agricole du département, sont ainsi connus de tous.

*
*
*

Toutes ces coopératives qui, par leur essence, sont des coopératives de production entretiennent des rapports étroits avec les coopératives de consommation proprement dites. Celles-ci, associations de consommateurs qui se groupent, le plus souvent, pour acheter en commun, parfois aussi, de plus en plus, pour produire en commun les choses nécessaires à la consommation de leurs adhérents, ont formé en Lorraine un véritable mouvement régional : l'Union des Coopérateurs de Lorraine dont le champ d'action s'étend sur les quatre départements lorrains et qui, par sa politique de concentration (en 1922 elle a fusionné avec la Coopérative départementale de la Meuse) avec ses 36.000 sociétaires, ses 291 magasins mène un front coopératif unique.

Il n'y a peut-être qu'une région très spéciale qui s'oppose au développement des coopératives de consommation en Lorraine : ce sont les bassins industriels où la coopération proprement dite est moins répandue que dans les autres régions de l'Est en raison d'abord du caractère instable de la main-d'œuvre et surtout parce qu'elle s'y heurte aux organismes de vente particuliers des usines, dits aussi coopératives, et qui détiennent, dans ces régions, une partie plus ou moins considérable du commerce (dans les cités ouvrières, les commerçants privés n'obtiennent pas toujours la permission de s'établir).

L'Union des Coopérateurs de Lorraine possède un magasin de gros qui, lui-même, détient toutes sortes de fabriques (de chaussures, de conserves, de café, etc.), mais cela ne lui suffit pas. Elle s'est efforcée de tirer parti des ressources naturelles de la région de l'Est, notamment de la production du sel et de la production agricole.

Depuis 1922, la Saline d'Einvillle-Maixe, en M.-et-M., est gérée par le magasin de gros. L'union participe à l'exploitation comme actionnaire et comme cliente.

De plus, l'Union collabore avec toutes les petites coopératives agricoles de production; d'accord avec la plupart d'entre elles, elle a même préparé un projet de fédération des coopératives agricoles, où elle s'engagerait à établir dans ses entrepôts et succursales un service de dépôts et de vente des produits agricoles (17).

*
* * *

Toutes les coopératives agricoles trouvent dans cette collaboration un surcroît de débouchés, et toutes ces organisations pourraient rapprocher les producteurs des consommateurs et régulariser le marché intérieur et, d'autre part, vivifier certains éléments de « petite culture » en leur assurant des moyens de vente dans les conditions les plus sûres et les plus efficaces.

Dans la vente des produits agricoles, deux faits handicapent le cultivateur :

1° Il est avant tout spéculateur (veut toujours vendre au plus haut cours et se trompe souvent ;

2° Il n'est pas maître de ses prix de vente : la méthode lorraine des produits agricoles est encore celle de la vente à la maison, les « ramasseurs » passent dans les villages et on accepte la plupart du temps les prix offerts.

Les foires et les marchés, si nombreux autrefois dans les Vosges, ont perdu de leur importance; on n'y amène plus que les porcelets. Les seules foires un peu importantes qui subsistent sont celles de Poussay, de Boulaincourt, du Val-d'Ajol, de Xertigny et de Châtenois.

La méthode de la vente à la maison n'est pas tellement mauvaise, du moins en ce qui concerne le bétail (producteur et intermédiaire, dans ce cas, se connaissent généralement. Que l'on vende à la ferme (cas le plus fréquent en M.-et-M.), ou sur des foires et des marchés (comme dans la plupart des départements français) l'intermédiaire existe et il exige dans tous les cas sa rémunération.

Depuis quelques années, un progrès a été réalisé par le magasin de livraison institué dans chaque arrondissement par le comice agricole, et les sociétés agricoles ont aidés leurs membres dans la vente de leurs produits. Ici, les syndicats de communes peuvent jouer un rôle actif. Jusqu'alors ils ont groupé les commandes d'engrais, de semences, etc. Il est désirable qu'ils s'entraident pour une vente plus rémunératrice de leurs produits.

Un premier pas a été réalisé quand, de la nécessité d'organiser des débouchés commerciaux pour la mirabelle, de l'établissement de négociations entre producteurs et acheteurs en gros et transformateurs (fabriques de conserves et de confitures) est né le syndicat des Bouilleurs de crû et producteurs de fruits de M.-et-M.

On ne peut espérer cependant d'amélioration réelle du marché des produits agricoles que par l'organisation coopérative de la vente. Le développement coopératif affirme la richesse agricole de régions comme la Savoie, le Jura, le Vaucluse, la Charente. Les quelques essais lorrains de coopératives laitières, fromagères, vinicoles doivent être le prélude d'un élargissement du marché agricole, entraînant une vente plus rémunératrice des produits.

2° Les Ententes et les Comptoirs de vente

Elles concernent plus particulièrement les produits industriels proprement dits, et représentent une organisation collective de la vente d'un même produit. La première formule employée fut celle des sociétés commerciales constituées par un ensemble de producteurs désireux de trouver des débouchés. Pour faciliter la vente du minerai, par

exemple, certaines entreprises sidérurgiques (Nord et Est, Marine-Homécourt, Commercy - Fourchambault-Decazeville, Pont-à-Mousson, Micheville, Saulnes, etc.), et certaines sociétés minières (Anderny-Chevillon, Murville) se sont mises d'accord en 1919 et ont constitué la *Société des minerais lorrains*, chargée de la vente à la commission des minerais de fer à extraire des mines en exploitation appartenant aux propriétaires actuels ou futurs des actionnaires de la Société.

Mais ce qui caractérise la vente des produits lorrains et spécialement des produits métallurgiques c'est l'organisation de Comptoirs d'exportation aujourd'hui généralisés pour toute la France, mais dont la région lorraine semble bien avoir été l'initiatrice.

Les Comptoirs sont à la fois la généralisation et la spécialisation du système des sociétés commerciales, organismes de vente qui embrassent la majorité ou la totalité des entreprises d'une même branche et qui s'occupent de l'écoulement d'une catégorie de produits déterminés.

Ces Comptoirs, on les trouve, ou ils ont existé dans presque toutes les branches des industries lorraines : tous les cotonniers des Vosges se sont réunis pour faire un seul comptoir d'exportation qui centralise les offres et les demandes et partage les frais entre tous les adhérents : c'est de la région de l'Est qu'est partie, en cette matière, l'idée de l'association pour l'exportation, ce comptoir étant beaucoup plus ancien que ceux de Roubaix et de Lille.

De même, les salines lorraines (à l'exception de celles de Dombasle et d'Einviller-Maixe) sont aidées par un comptoir commercial : « *Le Comptoir de vente des sels de l'Est* », le premier qui ait été créé en France, permettant de régulariser la production et le cours des sels.

Ce comptoir est parti de l'idée que les comptoirs, en général, ne produisent tous les avantages qu'on en peut attendre que s'ils maintiennent entre les groupements régionaux qu'ils constituent un état d'équilibre qui, seul, permettra à l'industrie salicole française de surmonter la crise de surproduction qu'elle traverse depuis 3 ans.

Quelques chiffres montreront l'activité du « Comptoir de vente des sels de l'Est » : En 1930, il a vendu en France :
200.000 tonnes pour la consommation domestique.

48.500 tonnes pour les industries agricoles.

Et il a exporté 141.500 tonnes ce qui représente un total de 390.000 tonnes de sel écoulé grâce à l'activité commerciale de ce Comptoir.

Dans les houillères lorraines, a fonctionné un organisme similaire, à partir du 1^{er} décembre 1928 : « *Le Comptoir de vente des Charbons lorrains* » (Charlor). Il englobe dans sa zone d'action les territoires compris à l'Est des départements suivants y compris ces derniers : Ardennes, Marne, Aube, Yonne, Cote-d'Or, Saône-et-Loire, Isère, Savoie ; les zones éloignées, la région parisienne, l'étranger en sont exclus. Les pourcentages jusqu'en 1930 furent à peu près les suivants :

Petite-Rosselle	34 %
Sarre et Moselle	48 %
La Houve	18 %

Charlor créa un tarif par zone, qui a été étendu aux zones situées hors de sa compétence, de plus, un accord fut passé avec les usines domaniales de la Sarre qui adoptèrent le même tarif.

Le contrat de Charlor qui expirait le 1^{er} novembre 1930, fut prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 1935 et depuis sa compétence fut élargie : des Ardennes à la Corrèze et à la Savoie.

Il faut noter également la constitution du « Groupe des Houillères de l'Est » où entrent les mines lorraines et sarroises, qui n'est pas un organisme de vente comme « Charlor », mais simplement un organe de coordination et grâce auquel la concurrence des houillères est moins âpre, la lutte économique émuossée.

Mais le plus ancien et l'origine de tous ces comptoirs fut le *Comptoir Métallurgique de Longwy* aujourd'hui disparu : avant 1877, les fontes lorraines étaient peu connues en France, c'est alors que, pressés par le besoin de se procurer de nouveaux débouchés, les producteurs de notre

région créèrent cet organisme de vente: le Comptoir métallurgique de Longwy qui fut chargé de centraliser la production et d'en effectuer le placement. Par son organisation et par les moyens d'action multiples qu'il mit en œuvre, ce comptoir réussit à refouler les fontes anglaises de toutes les régions de la France et à y substituer celles de M.-et-M. L'accroissement continu et rapide de la production lui fit même une obligation de rechercher à l'étranger le placement de son trop plein. C'est ainsi que notre région qui luttait autrefois avec difficulté contre les importations de fontes étrangères devint exportatrice. Pendant plus de 40 ans, ce comptoir fut l'auxiliaire le plus précieux de notre métallurgie lorraine, agissant comme régulateur des prix, les modérant dans les périodes de grande hausse, et les soutenant dans celles de forte dépression. Action utile non seulement aux producteurs mais aux acheteurs qui trouvaient dans la sagacité et la pondération de ce comptoir une sécurité que n'eut pu leur assurer un marché livré aux hasards de fluctuations imprévisibles et souvent désordonnées.

Ce comptoir, disparu vers 1922, a laissé place à des organisations similaires, moins étendues qui se sont constituées d'abord sous la forme d'entente partielle:

La *Longovica*, pour la vente des produits de Longwy comprenait: La Société Electro-Métallurgique de Dives, la Société des Usines Renault, la Compagnie Générale Electrique de Nancy, la Société Métallurgique de Gorcy, etc...

La *Nortrilor* qui se chargeait des exportations du groupe des Forges et Aciéries du Nord et de Lorraine et des sociétés sarroises.

La *Sogeco* (société générale pour le commerce des produits industriels) groupant la Compagnie des Forges de la Marine et d'Homécourt, les aciéries de Rombas, de Micheville, etc.

Toutes ces ententes, plus générales que le Comptoir Métallurgique de Longwy qui ne groupait que les usines lorraines, ne sont cependant que des ententes partielles à

côté du grand organisme général qu'est pour la métallurgie le *comptoir sidérurgique de France* (C.S.F.).

Fondé en 1919 pour aider, après guerre, la renaissance de la sidérurgie, disparu en 1923, le C.S.F. fut reconstitué le 23 novembre 1935. Il assigne à chaque adhérent qui doit indiquer mensuellement ses prévisions de fabrication, des quantums de production. La plus grande partie des usines sidérurgiques lorraines ont adhéré au C.S.F. depuis la Société Métallurgique de Knutange, les Aciéries de Longwy, la Société Minière et Métallurgique, les Aciéries du Nord et de l'Est, jusqu'à la Société Lorraine des Aciéries de Rombas, l'Union des Consommateurs de produits métallurgiques et industriels (Hagondange), la Société: M.-M. les Petits Fils de François de Wendel, etc.

Le C.S.F. est lui-même un « omnium de comptoirs », réunissant, en effet, les comptoirs des rails, des fils-machine, des tôles, des poutrelles, etc.

Si l'on ajoute qu'à cette entente nationale réalisée par le C.S.F., se sont adjointes des ententes internationales, comme celle de l'acier qui, conclue une première fois en 1926, comportait une certain nombre de conventions annexes, et notamment une convention entre la France et le Luxembourg, d'une part, et l'Allemagne d'autre part sur l'importation en Allemagne des fontes lorraines et luxembourgeoises; si l'on tient compte aussi des comptoirs internationaux de vente dont les usines lorraines peuvent profiter au même titre que les autres entreprises françaises, on assiste, sur le marché mondial, à une réduction notable de la concurrence qui met aux prises, si âprement les industries des divers pays.

« Ce n'est donc pas d'hier que nos industriels de Lorraine, dans la branche sidérurgique notamment, se sont aperçus que l'entente et le groupement qui donnent aux Etats-Unis de si prodigieux résultats et demeurent un des facteurs principaux de l'expansion allemande, leur étaient à eux-mêmes d'une absolue nécessité » (18).

(18) J. BUFFET. *La Lorraine économique*, page 189.

Pourtant, la France, sauf de rares exceptions, a souvent négligé son commerce d'exportation. Le succès en exige des méthodes, notamment dans l'ordre financier, peu généralisées dans beaucoup de régions françaises. Il exige surtout le « crédit à l'exportation » dont le nœud sera bien près d'être tranché le jour où la banque et l'industrie, s'associant à ces fins, auront trouvé le moyen d'être renseignées avec le maximum de garanties sur les questions qu'elles ignorent.

Mais le commerce n'appelle pas seulement cette forme spéciale qu'est le crédit à l'exportation. Il a besoin du crédit, sous toutes ses formes. A ce point de vue, il fut puissamment aidé par les banques régionales et tout particulièrement par les banques lorraines qui avaient trouvé là un moyen nouveau de resserrer les liens, si étroits déjà, qui les ont toujours unies aux destinées des usines lorraines.

CHAPITRE III

LE CRÉDIT ET LES BANQUES

Le développement économique de l'industrie d'un pays dépend, dans une large mesure, de l'aide qu'elle trouve auprès des banques. Nulle part peut-être autant qu'en Lorraine le besoin de crédit a revêtu une pareille ampleur. C'est le sort des régions en cours d'évolution d'exiger une quantité importante de capitaux que, seuls, des organismes financiers spéciaux peuvent leur distribuer. Ces capitaux, toutes les industries, quelque soit leur nature, les ont trouvés en Lorraine, distribués soit par des organismes particuliers s'il s'agit du crédit agricole, soit par des organismes généraux constitués pour toutes sortes d'industries : les banques régionales lorraines.

§ I. — LE CRÉDIT AGRICOLE

L'agriculture, aujourd'hui, exige des capitaux importants qui lui sont fournis, dans tous les départements, par de petites caisses de crédit agricole. C'est depuis la guerre seulement que toutes les formes de crédit agricole ont commencé à prendre en France une grande extension et que les caisses de crédit agricole sont devenues peu à peu les véritables banques de l'agriculture. Au contraire, en Lorraine annexée, aussitôt après le traité de Francfort, la Fédération des Caisses Raiffeisen commença sa propagande pour fonder des Caisses d'épargne et de prêts, qui sont de véritables caisses coopératives de consommation où les emprunteurs se groupent, fournissent le capital et tirent tout le profit de l'opération sous la forme d'avances à bon marché.

En 1918, la Fédération des Caisses rurales d'Alsace-Lorraine organisées d'après ce type, comprenait 484 caisses locales réunissant environ 72.000 adhérents et 200.000 déposants.

En 1901, un autre groupement autonome s'était constitué sous le nom de « Fédération de Syndicats et Associations agricoles d'Alsace et de Lorraine » comprenant au moment de l'armistice 265 caisses ou sociétés locales.

C'est donc en Moselle qu'est née l'idée de Crédit agricole et que ce dernier est le mieux assuré par deux sortes d'organes :

1° Par la Fédération des agriculteurs d'Alsace et de Lorraine avec 153 caisses communales, système Raiffeisen, situées presque toutes dans les régions Nord et Est du département ;

2° Par la Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Moselle.

Mais le crédit agricole est aussi pratiqué sous une forme locale et départementale dans tous les départements lorrains qui possèdent chacun une Caisse régionale de crédit agricole à laquelle sont affiliées de nombreuses caisses locales qui sont, elles aussi, des caisses coopératives. Cependant, la plus importante des caisses régionales est, par l'importance de ses opérations et du nombre des caisses locales affiliées : la caisse régionale de crédit agricole de la Moselle. Elle a réalisé toutes sortes d'opérations et de prêts : prêts à court terme qui ont pour objet le paiement des dépenses courantes d'exploitation, achats d'engrais, de matériel, de bétail, etc., et qui sont faits sur des billets à 3, 6, 9 ou 12 mois, prêts à moyen terme dont la durée maximum est de 10 ans et qui comportent des modalités spéciales réservées :

1° Aux ouvriers agricoles ou fils de famille peu aisés qui, ayant exercé la profession agricole pendant cinq ans au moins veulent s'établir à bon compte ;

2° Aux agriculteurs qui, ayant, par suite de calamités, éprouvé des pertes résultant de sinistres non assurables, n'ont pu être dédommagés par des secours suffisants de l'Etat.

La Caisse Régionale consent aussi des prêts à long terme ayant pour objet : l'acquisition, l'aménagement, la transformation de petites exploitations rurales et dont la durée maxima est de 25 ans et des prêts à long terme pour le logement des travailleurs agricoles.

La Caisse régionale se charge aussi de tous les achats, des ventes de titres et effectue toutes les opérations bancaires.

Il n'est donc pas une catégorie de travailleur agricole et pas un besoin de l'agriculture que la Caisse régionale ne soit en mesure de satisfaire par l'intermédiaire des caisses locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription.

Ces caisses locales, affiliées à la Caisse régionale, sont, pour la Moselle, au nombre de 38 (1) et au point de vue souscription-part, la Caisse locale de Forbach vient en tête avec 438.750 francs, suivie par les Caisses locales de Hayange et de Metz.

La crise qui s'est manifestée dans le domaine agricole comme dans celui de l'industrie, a eu des répercussions sur l'activité de la Caisse régionale de crédit agricole de la Moselle, qui a vu diminuer progressivement ses dépôts en comptes-courants, lesquels vont chercher dans les Caisses d'épargne un taux supérieur.

Toutes les Caisses régionales agricoles de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges, présentent une organisation semblable. La Caisse de la Moselle leur a donné cependant l'initiative d'un système de warrantage particulier qui est né de sa coopération avec la Coopérative agricole de la Moselle. Ce système, qui a attiré l'attention de nombreux groupements agricoles, est le suivant : la Caisse régionale a consenti à avancer à tout cultivateur qui aurait déposé son blé dans les magasins de la Coopérative, 100 francs par quintal. Le solde est réglé en fin de saison quant la Coopérative peut établir son prix de vente moyen.

(1) Assemblée de la Caisse régionale de Crédit agricole de la Moselle, rapports et bilans en 1934.

Les premiers résultats du warrantage et de la vente coopérative du blé en Moselle ont permis de conserver au cours de cette céréale une fermeté jusqu'alors inconnue. Et il y a dans cette initiative, un exemple des remèdes appropriés aux difficultés actuelles, que le crédit agricole lorrain met à la disposition de ses adhérents.

§ 2. — LES BANQUES RÉGIONALES

Il existe, a-t-on dit, une « géographie du crédit » (2) qui explique, aussi bien que l'histoire, le régionalisme bancaire, et qui est un des traits les plus intéressants de la physionomie économique de la Lorraine. Il n'y a jamais dans l'organisation bancaire d'un état une homogénéité absolue. C'est ainsi que, suivant les pays, on distingue : des banques d'affaires, des banques régionales, des établissements de crédit ou encore des banques de dépôt. Ces différents types de banque, en matière de crédit, n'observent pas la même politique et les tendances spéciales à chaque type sont à étudier séparément bien qu'elles ne constituent, en fait, que les « remous d'un même courant » (3).

Par quels caractères une banque régionale se distinguera-t-elle donc des autres établissements de crédit ? Ce n'est pas par sa formule de constitution (de la banque particulière à la société anonyme, elle est susceptible de revêtir toutes les formes). Est-ce donc d'être une banque de province ? sans doute, mais cela ne suffirait pas à la caractériser. Sans prétendre donner une définition de la banque régionale, on peut dire que, ce qui la spécifie, c'est la nature plus personnelle des relations qui l'unissent à sa clientèle : l'industriel apporte à la banque un mouvement d'opérations rémunératrices. Le banquier, tenu exactement au courant de la marche de l'affaire, fournit, sous des formes diverses, l'appui des capitaux dont l'industriel a besoin. Tous deux y trouvent leur compte.

(2) *Annuaire de la Société Générale Alsacienne de Banque*, 1928, page 95.

(3) G. CAULLET. *Liquidité des capitaux. Aide des banques à l'industrie*, p. 1.

Ce caractère, peu de banques l'ont présenté à un aussi vif degré que les banques régionales lorraines. Leur action fut toujours conforme aux deux buts fixés par Jean Buffet, fondateur de la Société Nancéienne : coopération à l'industrie et au commerce, régionalisme. Sans doute, d'autres banques régionales ont suivi la même politique : les banques du Dauphiné sont aussi un exemple de ce que peut être la politique bien comprise des banques régionales. Elles ont su voir les chances du développement de l'industrie hydro-électrique dans leur région et n'ont pas hésité à lui consacrer tous leurs moyens. Mais ce qui caractérise peut-être le plus les banques lorraines, c'est l'intensité de l'effort avec lequel elles ont poursuivi l'essor industriel de leur région. De l'œuvre régionale, il leur était loisible de ne faire qu'une des cellules de leur activité. Elles ont préféré y concentrer le meilleur de leurs efforts.

Par leur nature, les banques régionales appartiennent au groupe des banques mixtes. Elles diffèrent, en effet, à la fois des banques d'affaires proprement dites et des sociétés de crédit. Elles se distinguent tout d'abord de certaines banques comme la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'Union Parisienne, qui portent la dénomination usuelle de Banque d'affaires. « Celles-ci ont un capital-action très important qui fait fonction pour elles, de capital de travail, c'est-à-dire de prêt. N'étant l'objet d'aucune obligation de remboursement, ce capital peut être avancé à échéance très longue, sans compromettre l'équilibre de leur budget » (4).

Or, les banques régionales font, comme les banques d'affaires, des opérations de participation, de financement, et d'émission de valeurs ; mais tandis que les banques d'affaires opèrent principalement sur le marché de Paris, au profit de très grandes entreprises parisiennes ou d'entreprises provinciales très importantes, les banques régionales soutiennent toutes les petites industries dont l'importance est trop minime pour atteindre le marché parisien.

(4) L. BROCARD. *Coopération régionale et nationale entre la Finance et l'Industrie* (L'Europe Nouvelle 1930 page 61).

De plus, elles ne se cantonnent pas dans ces opérations, mais se livrent encore aux opérations de banque pure.

Les banques régionales contrastent encore avec les grandes sociétés de crédit, telles que le Crédit Lyonnais, la Société Générale, le Crédit Industriel et Commercial, etc., établissements qui ont des succursales en province mais sont fortement centralisés à Paris. Ces sociétés ne sont pas, du reste, exactement des banques de dépôts puisqu'elles ont un capital-action assez important qui fait fonction, au moins partiellement, de capital de travail. Néanmoins, elles se distinguent des banques régionales :

1° Par leurs moyens d'action. Les moyens financiers des établissements de crédit sont infiniment supérieurs à ceux des banques régionales, ce qui se justifie par la différence d'étendue de leur rayon ;

2° Par leur politique financière. En principe, les établissements de crédit ne pratiquent que le « crédit réel » ; les banques régionales, au contraire, font du crédit « personnel ». En d'autres termes, les premiers sont réputés n'accorder de crédit que contre des garanties bien certaines (marchandises, titres, par exemple), en faisant abstraction de la personnalité du débiteur. Les secondes font des avances sur signature, des ouvertures de crédit à découvert, ce qui présente pour elles de graves dangers, mais aussi leur procure des bénéfices notables, car « pour l'industriel, pour le débutant, l'important n'est pas de payer le crédit plus ou moins cher, c'est d'en obtenir ».

Bien que possédant tous ces caractères particuliers des banques régionales, les banques lorraines y ont ajouté leur aspect original. Souvent on a opposé les banques de l'Est à celles du Nord ; alors que celles-ci sont qualifiées de banques de dépôts et de « commerce », les banques de l'Est ont depuis longtemps reçu le nom de banques « industrielles » en raison du rôle actif qu'elles ont joué si longtemps dans l'expansion des industries de leur région. L'Est, disait M. Germain-Martin, « Terre classique, pour ainsi dire, de la banque régionale et locale où s'est réalisée avec

un bonheur singulier l'association des capitaux et de l'industrie ».

Les banques lorraines étaient toutes, à l'origine, de petites banques locales qui ont étendu leur rayon d'action dans la région par l'achat d'autres banques locales : c'est ainsi que la politique de la Société Nancéienne, la plus puissante maison de banque lorraine, fut jusqu'à la guerre, d'absorber sans cesse différentes maisons de banque en augmentant chaque fois son chiffre d'affaires et toutes les étapes de son histoire bancaire se caractérisent ainsi :

- 1881. — Fondation de la Banque ;
- 1884. — Reprise de la Banque Bourgeon ;
- 1894. — Reprise de la Banque Lenglet ;
- 1902. — Reprise de la Maison Lung ;
- 1907. — Reprise de la Banque Thomas ;
- 1909. — Reprise de la Banque Xilliez.
- 1910. — Reprise de la Banque Herbulot.

Résultat : à cette dernière date, la Société Nancéienne était parvenue à posséder en dehors du siège social et d'un bureau rattaché à Nancy : 9 agences et 14 bureaux répartis dans les départements lorrains.

Est-ce à leur rayon d'action très étendu que les banques lorraines durent une vitalité solide pendant de longues années, alors que la plupart des banques régionales disparaissaient dans les autres régions ? Les banques de la Lorraine annexée, notamment pendant toute la durée de l'occupation allemande, ont pu poursuivre activement et en sécurité leur propre extension. Aucune n'a été absorbée par un grand établissement français ou allemand (5). Ce résultat ne peut s'expliquer que par l'interpénétration réciproque que les banques lorraines, comme leurs sœurs alsaciennes, ont réussi à établir avant la guerre, entre elles et le commerce et l'industrie.

Trouvant les secours nécessaires auprès de leurs banquiers, commerçants et industriels de la Moselle n'avaient aucun intérêt à les quitter pour s'adresser aux établissements allemands.

(5) M. KLEIN. *L'évolution contemporaine des banques alsaciennes*, p. 136.

Tout ceci explique sans doute la puissance et la vitalité, jusqu'à ces dernières années, du régionalisme bancaire en Lorraine et le fait que, si longtemps, nos banques ont continué à exercer leur « magistrature commerciale ». Elles doivent aussi cette longévité à leurs méthodes caractéristiques si bien adaptées à la région en pleine évolution qu'était la Lorraine industrielle au moment où elles se sont constituées.

Ces méthodes se résument dans le principe de l'aide à l'industrie que les banques régionales réalisent d'abord en aidant la formation des industries naissantes, en soutenant par la suite ces industries grâce au crédit qu'elles leur dispensent.

La Lorraine annexée, conséquence de l'influence allemande, a toujours pratiqué une politique moins prudente que celle des banques de la zone restée française. Celles-ci furent gagnées à leur tour par les attrait d'un crédit plus osé. Ce mouvement se répandant dans toute la région lorraine explique la disparition progressive de nos banques régionales, éliminées définitivement ou intégrées dans les grands établissements de crédit français.

1° *L'aide aux industries naissantes*

La région lorraine, a-t-on dit, a eu l'ambition d'être sa propre protégée; de la solidarité économique, l'argent lorrain ne s'est pas tenu à l'écart et ce n'est pas un des caractères les moins intéressants de l'évolution lorraine (6).

« Jusqu'en 1914, l'état d'esprit individualiste régnait dans l'industrie française et l'organisation économique était basée sur le dogme de la libre concurrence entendu au sens étroit. La moyenne industrie procédait, dans la mesure du possible, par prélèvement sur ses bénéfices ou sur ses fonds de réserves mais ne trouvait que des affaires bancaires insuffisantes. Les petites banques locales mieux à même de juger les entreprises et leurs dirigeants, ne disposaient, en général, que de capitaux beaucoup trop réduits. Pour la

(6) J. BUFFET. *La Lorraine économique*, page 16.

réalisation de certaines affaires, le Syndicat des Banques de province réussissait bien à grouper quelques-uns de ses membres, mais son action, quoique très notable, était limitée. Quant aux banques régionales, ou bien elles étaient surtout banques d'Escompte, ou bien, comme le Crédit du Nord, elles venaient en aide à l'industrie en lui consentant de larges crédits lorsqu'il s'agissait de grandes entreprises. Leur action, dans certaines régions, vis-à-vis de la moyenne industrie a pourtant été fort importante, en particulier à Lyon, Marseille et dans la région du Nord. Mais, seules, deux banques, la Société Nancéienne et la Banque Renauld, deux banques lorraines d'un type d'ailleurs différent, ont résolument tourné leur activité vers le financement d'entreprises industrielles participant à la constitution et au lancement de sociétés minières et métallurgiques du bassin de Briey et de nombreuses entreprises diverses de la région de l'Est » (7).

Or, l'absence de marché régional rendait plus difficile la tâche des banques lorraines dans leur aide à la moyenne industrie. La création d'une bourse de valeurs à Nancy ne fut décidée qu'en 1920. Mais jusqu'à cette date nos titres régionaux n'avaient pas de marché. Or, on estime à 4 milliards la valeur boursière des titres émis par les nombreuses sociétés anonymes qui se sont créés pour une mise en valeur des richesses naturelles de l'Est. N'ayant pas de marché, la plus grande incertitude planait sur la valeur réelle de ces titres et en rendait la négociation extrêmement difficile, inconvenient particulièrement ressenti en période de crise économique.

Si donc nos banques régionales avaient devant elles un vaste champ d'action avec les opérations de financement de cette nature, l'absence d'actifs marchés financiers régionaux leur rendait difficile la réalisation de ces titres sans notoriété. A Nancy même où, pourtant, les banques régionales avaient émis pour près de deux milliards de titres avant la guerre, la Bourse était peu active et ce sont les

(7) G. GAULLET, *loc. cit.*, p. 294.

banques elles-mêmes qui tâchaient à y suppléer en organisant les négociations de ces titres.

C'est aux banques lorraines que la région a dû le merveilleux essor qui a suivi les désastres de 1870. Ni le développement de la sidérurgie lorraine, ni la transplantation dans les vallées occidentales des Vosges des industries textiles alsaciennes n'auraient été possibles sans le concours de ces banques, et c'est elles encore qui ont aidé à la reconstitution des usines de nos industriels, après la dernière guerre.

Cette liaison de la banque et de l'industrie est apparue tout particulièrement dans la constitution des conseils des banques lorraines. Celles-ci y avaient appelé des industriels qui pouvaient exprimer directement les désirs de la clientèle, donner des avis éclairés sur les entreprises qu'ils connaissent par les rapports quotidiens d'affaires qu'ils ont avec elles, arrêter le geste d'un directeur parfois trop hardi, ou vaincre les hésitations d'un commandité souvent trop prudent. Cette politique est celle des firmes allemandes. Elle fut et elle est restée longtemps, plus encore que de l'autre côté du Rhin, celle des banques lorraines.

Ainsi, sur 35 membres formant, avant-guerre, le total des conseils de quatre banques de Nancy, on trouvait 22 industriels, négociants ou ingénieurs, 5 financiers, 4 officiers ministériels, 4 propriétaires. Ces 35 administrateurs faisaient partie, à divers titres, de 153 conseils d'administrations d'entreprises régionales (8).

Le but poursuivi par les banques lorraines fut donc toujours l'aide aux industries sur le point de se constituer, ou en état de nécessité de se relever. Pourtant, chaque banque avait quelque peu sa branche spéciale d'industrie qu'elle protégeait, et, avant la dernière guerre et même dans les années qui ont suivi, chacune semble avoir au moins une préférence :

La *Société Nancéienne* est, dit-on, le type de la grande banque de province, dont les capitaux sont réservés au développement économique d'une région déterminée. Mais on l'appelle aussi : la Banque de la Métallurgie de l'Est ;

(8) P. JACQUEMARD, *Les Banques lorraines*, p. 62.

non seulement elle a émis les obligations et les actions nouvelles des affaires sidérurgiques mais, pour satisfaire aux besoins de sa clientèle, elle a été amenée à s'occuper d'entreprises récentes que le mouvement d'intégration industrielle rattachait aux aciéries de l'Est : les charbonnages et les mines de fer. En même temps, elle a pris une part active à la mise en valeur du bassin de Briey. La presque totalité des mines de fer appartient en tout ou en partie aux grands métallurgistes, clients de la Nancéienne. Aussi, bien que toutes les banques de Nancy prêtent leurs guichets à la souscription des obligations minières, c'est la Nancéienne qui est chargée de les émettre directement.

Elle a créé, du reste, des filiales un peu partout et, en dehors des 170 succursales installées dans les six départements de l'Est et du Nord de la France, elle possède, en tant que filiales : la Banque Régionale de la Sarre, à Sarrebrück, la Société Luxembourgeoise de Crédit et de Dépôt, à Luxembourg, la Société Alsacienne de Crédit Industriel et Commercial, à Strasbourg.

La *Banque Renault*, la seconde banque de Nancy, à la différence de la précédente, n'est pas surtout la banque d'une industrie particulière et l'on a pu dire qu'elle n'était point seulement une banque régionale mais la banque régionale par excellence. Son portefeuille-titres, inexistant en 1913, se montait à 5 millions en 1916, 9 millions en 1921, 13 millions en 1926 et représentait en 1928, 32 % des capitaux propres de la Banque Renault. Elle a moins de guichets et a moins essaimé que la Nancéienne. En ne créant pas de succursales, elle a trouvé l'avantage de ne pas disperser ses forces de production. Elle fut la première à comprendre l'intérêt que la banque locale a à s'occuper des titres de valeurs régionales qui, selon l'expression même de M. Renault constitueraient « le réduit imprenable de la banque locale ».

Dans ses opérations, rares sont les créations d'affaires nouvelles, une douzaine au plus. Elle a surtout facilité des transformations d'entreprises privées en sociétés par actions, des augmentations de capital, ou des emprunts

d'affaires anciennes. C'est là un principe de succès mis en lumière par une de ses circulaires. « La cause première de bien des échecs financiers est que les banques ont dû créer des entreprises nouvelles ».

Telles étaient les méthodes remarquablement prudentes, qui hélas, ne furent pas suivies toujours mais qui faisaient avant la guerre, de la Banque Renauld la vraie banque régionale lorraine.

Moins importantes sont les autres banques de notre région : la *Banque d'Alsace-Lorraine* cependant, présente une physionomie particulière : celle d'abord d'être un produit de l'annexion puisqu'elle doit son transfert à Nancy à l'émigration d'une partie des alsaciens et à l'établissement en Meurthe-et-Moselle de certaines industries messines et strasbourgeoises, ce qui détermina la direction de la Banque à suivre sa clientèle et à aller la retrouver sur le territoire français. (La succursale de Nancy fut ouverte en 1880).

Autre physionomie particulière de cette banque : elle est la doyenne des succursales françaises de la Banque. D'où son importance spéciale : c'est à elle que sont rattachés directement les agences et les bureaux fondés plus récemment dans la région de l'Est. Elle ressemble donc plus à une filiale autonome qu'à une succursale étroitement unie au siège social. Grâce à cette indépendance elle a acquis une place importante sur le marché de Meurthe-et-Moselle. Elle y occupe le troisième rang parmi les banques locales.

Enfin, elle présente la particularité d'être la banque des salines. L'origine même de la succursale de Nancy la destinait à cette clientèle : l'industrie du sel est la vieille industrie lorraine. Les familles anciennes du pays conservent ses actions en portefeuille de génération en génération. Aussi, quand, pour suivre les émigrants, la Banque d'Alsace-Lorraine est venue s'établir en Meurthe-et-Moselle, elle était sûrement appelée à devenir la « banque des salines ».

Le *Comptoir d'Escompte de Nancy*, banque moins importante que les précédentes possède, dans ses affaires, un

compartiment principal qui est celui des « Eaux et Hôtels » représentant 40 % de sa clientèle. Cette industrie ayant un caractère purement commercial, le Comptoir d'Escompte est donc la banque du commerce lorrain. Il n'émet pas beaucoup de titres, participe surtout aux souscriptions ouvertes chez ses confrères plus importants (notamment à la Banque Renauld) et donne un appui considérable aux commerçants.

Enfin, la *Banque de Nancy* est aussi surtout la banque du commerce lorrain et particulièrement celle de l'alimentation. Cependant, elle possède un caractère moins marqué que les autres banques. Elle est formée d'un groupe qui s'est lancé, tout au début, à la recherche du charbon et a eu la chance de recouper le premier le gisement houiller dans le sondage d'Eply. La faible étendue de sa clientèle, le manque de guichets ne lui permettent guère de faire d'émissions particulières; elle facilite seulement le placement des valeurs locales quand ses concurrents veulent bien lui céder des titres.

*
** *

L'essor économique de la région est donc la cause fondamentale de l'existence même et du développement des banques lorraines. Inversement, celles-ci ont contribué à la naissance et au développement des industries elles-mêmes en leur fournissant les capitaux considérables dont elles avaient besoin pour s'installer.

On a souvent reproché aux capitaux allemands et belges d'être intervenus dans la constitution des sociétés des bassins de Briey et de Longwy. Personne ne nie que des firmes de ces nationalités y soient intervenues pour une assez large part. Dans certains cas, cette intervention avait, du reste, une contre-partie dans la participation d'établissements métallurgiques français à des charbonnages allemands. De plus, le capital action n'eut pas suffi à la mise en exploitation du gisement. Il a fallu aussi des émissions d'obligations (près de 60 millions de francs) et de larges crédits en banque. Or, tout ceci a été fourni exclusivement

par les banques françaises, en grande partie par les banques régionales.

Dans ce rôle, elles ont été plus souvent des offices de placement que des comptoirs d'émissions. En Allemagne, les demandes de capitaux dépassent l'augmentation de la fortune publique. En France, les affaires nouvelles n'absorbent pas toute l'épargne annuelle. Aussi, les banques lorraines n'ont pas toujours besoin d'engager leurs propres disponibilités. Chaque fois qu'elles le peuvent, elles se bornent à servir d'intermédiaire pour placer des emprunts.

Elles sont arrivées à recruter des souscripteurs assez nombreux pour couvrir leurs émissions grâce à leur publicité (locaux, circulaires périodiques chaque semaine ou chaque quinzaine, annuaires de certaines banques : la Banque Renauld émit le premier annuaire paru jusque-là). Elles ont été, a-t-on dit, les « éducatrices des capitalistes lorrains » (9).

Elles réussissent car elles ne lancent presque jamais d'affaires nouvelles, ou tout au moins inconnues. Leur connaissance de la région, des possibilités de développement d'une industrie les guident. Elles transforment surtout des entreprises privées en commandites par actions, elles fournissent à ces sociétés le fonds de roulement nécessaire en émettant des obligations dont le montant correspond à une valeur réelle (outillage nouveau ou agrandissement récent).

Elles prennent ferme les emprunts avec des commissions peu élevées et classent petit à petit les titres dans les portefeuilles lorrains. Cette opération de placement est généralement effectuée par plusieurs confrères, pratique qui vient de l'habitude lorraine de partager sa clientèle entre plusieurs établissements de crédit. Même lorsqu'une seule maison signe le contrat, un consortium de fait existe souvent. Il profite à toutes les banques : à celle qui a traité, pour liquider plus vite l'opération ; aux autres, pour bénéficier d'affaires sans lesquelles elles n'auraient peut-être pas de titres à placer elles-mêmes. Les banques lorraines

(9) L. BROCARD. *Les Banques lorraines. Pays Lorrain*, 1908, p. 101.

sont ainsi arrivées à émettre en commun : 152 millions de valeurs régionales de 1899 à 1908.

Un des caractères intéressants de l'action bancaire en Lorraine fut qu'au moyen des émissions industrielles, le public y fut largement associé. De plus, elles n'ont pas fait de leur régionalisme une étroite question de frontières provinciales : c'est ici que s'affirme une autre de leur méthode qui fut de suivre l'industrie lorraine partout où elle étendait son influence, de servir les intérêts lorrains en quelque contrée, en quelque pays, qu'ils fussent en cause (constitution, par des lorrains, d'entreprises textiles en Russie, recherches, par des lorrains, de minerais en Anjou, en Normandie, au Maroc et ailleurs ; création, par des lorrains, d'exploitations charbonnières en Belgique, etc.), qui ne verrait, dans ces participations diverses, une des meilleures voies qui puissent conduire du régionalisme au nationalisme financier ? (10).

Toute cette aide à l'industrie régionale surtout, mais quelquefois hors des cadres de la région, les banques lorraines l'apportaient d'une façon prudente : alors qu'en Allemagne, la banque est non seulement la créancière, mais la commanditaire de l'industrie, nos banques régionales, chaque fois qu'elles le pouvaient, se sont bornées à servir d'intermédiaire pour placer des emprunts. Ceux-ci apparaissent donc, le plus souvent, comme le complément de leurs opérations de crédit.

2° *Le soutien des industries existantes*

Comme les enfants, les industries ont leurs crises de croissance. C'est dans ces heures difficiles qu'il appartient au banquier de discerner si le malade peut survivre et prendre son plein développement. Le régionalisme financier n'aurait-il qu'un mérite, mais il en a presque le monopole et aucune institution nouvelle ne l'en peut déposséder, c'est de permettre le maintien à flot des affaires aux heures des inévitables dépressions et « l'auscultation industrielle » ne peut se pratiquer à distance.

(10) J. BUFFET. *Du régionalisme au nationalisme financier*, page 198.

De même qu'elles se rapprochent des banques d'affaires parce qu'elles traitent des opérations sur titres, de même les banques régionales relèvent des grands établissements de crédit par leurs opérations de banque pure. Les opérations de banque courantes (opérations de caisse, d'escompte) procurent au banquier un bénéfice certain quoique relativement minime. Leur caractère général étant de constituer des investissements à réalisation rapide et d'aider au maintien de la liquidité, ces opérations sont recherchées et par les grands établissements de crédit qui les affectionnent particulièrement et par les banques régionales.

Celles-ci vont donc apporter leur aide aux industries déjà formées mais dont le maintien, par suite d'une crise quelconque, nécessite du crédit, au moyen de trois catégories d'opérations :

1° En lui offrant des crédits à court terme, sans cesse renouvelés au moyen de l'escompte. Et ce moyen apparaît comme le procédé le plus efficace pour le banquier, sauf en période de pléthore de capitaux ou pour quelques entreprises privilégiées, d'aider, pour ainsi dire journellement, le commerce, petit ou gros, ainsi que l'industrie en pratiquant une politique d'escompte très libérale.

2° Ou bien le banquier avance à l'industriel, en compte courant, les sommes dont il a besoin. Cette extension des crédits au comptes courants est caractéristique de la politique particulière des banques de l'Est qui, en temps de crise, n'hésitent pas à augmenter leur concours aux industries touchées par celles-ci. Le danger consistera en une diminution de liquidité qui pour les banques régionales devait tomber à 67 % en 1919, 36 % en 1920, 33 % en 1921.

Ces sortes d'avances sont moins dangereuses lorsqu'il s'agit de la distribution de crédit à court terme, sous forme de crédits saisonniers, d'avances temporaires et pour un but déterminé. On souhaiterait même souvent, voir les banques françaises « ouvrir un peu plus largement leurs robinets » et particulièrement les établissements de crédit

qui, à ce point de vue, sont beaucoup plus « réservés » que les banques régionales (11).

3° Mais un commerçant peut vouloir, ainsi qu'un industriel, étendre son entreprise, intensifier sa production. Pour cela, il lui faut acquérir des moyens nouveaux, œuvre de longue haleine et dont la réalisation demandera du temps. Le banquier, alors, peut lui consentir des avances à long terme.

Il semble donc que les transformations, les extensions industrielles et commerciales quelque elles soient, nécessitent l'aide des banques sous forme de crédit à long terme. Toutes n'y sont pas disposées. Ces opérations de crédit personnel à long terme sont interdites aux grands établissements de crédit par suite des dangers qu'elles présentent. Elles sont gagées par la fortune du débiteur, mais surtout par les espérances que l'entreprise permet de concevoir et cet élément impondérable ne peut être apprécié que par un banquier de la région et difficilement par nos grandes banques de dépôt (qui se caractérisent par la centralisation de leur direction et le manque d'initiative de leur personnel).

D'autre part, la liquidité qu'elles doivent conserver à leurs ressources ne leur permet pas de se livrer à ces opérations qui nécessitent de longues immobilisations allant parfois jusqu'à la véritable commandite (12).

De même, on a reproché aux banques d'affaires de n'être pas assez « allantes » pour le crédit à long terme et d'avoir parfois négligé les industries françaises au bénéfice des industries étrangères. C'est la supériorité des banques régionales que ce domaine du crédit personnel, crédit à long terme, pratiqué dans la plus large mesure, avec la seule réserve commandée par le souci du maintien d'une liquidité « normale » (sans oser dire « optima »).

L'aide à l'industrie a été donnée à profusion en Allemagne comme en Lorraine, mais les banques lorraines ont su longtemps éviter la méthode de leurs confrères allemands. Si elles consentent des avances à longue échéance, leurs

(11) G. CAULLET, *loc. cit.*, page 313.

(12) M. REBOTIER. *Les participations bancaires à l'industrie*, p. 188.

participations financières ne dégénèrent jamais en commandite comme en Allemagne. Elles ont paré à ce danger en faisant des ouvertures de crédit sous la forme d'effets renouvelables. Ce procédé permet de donner aux avances à long terme toute la durée qui leur convient et la continuité qu'elles réclament; mais il laisse encore à la banque la possibilité de disposer de ses immobilisations en réescomptant ce papier en cas de besoin.

Ici, on ne peut passer sous silence l'aide précieuse que la Banque de France n'a jamais ménagé aux banques lorraines comme aux autres banques régionales. Les progrès parallèles de ces banques et de la Banque de France, ou plutôt de sa succursale de Nancy, ont montré combien est inexacte la thèse qui prétend que la Banque de France est la concurrente des banques régionales. Celles-ci, lorsqu'elles comprennent leur véritable rôle empêchent l'escompte direct à la Banque de France en appliquant aux papiers le taux officiel. Si elles ne gagnent rien sur cette opération, l'appui de la Banque de France leur permet de réaliser indirectement des bénéfices. La Banque de France est leur banquier. Elle leur prend des effets qui, en général, ne leur rapportent presque rien et leur prête, en échange, de l'argent. Les banques locales peuvent ainsi trouver au fur et à mesure de leurs besoins les disponibilités nécessaires pour alimenter les comptes débiteurs qu'elles ouvrent.

Si donc les banques lorraines ont pu généraliser leurs avances et en faire profiter l'ensemble de l'activité économique, ce fut en les mobilisant par des traites que la qualité et la sûreté de leurs opérations a toujours permis de monnayer à la Banque de France.

Enfin, la conception française de l'industrie qui procède par étapes et se développe avec ses propres bénéfices, au lieu de créer au premier jet des entreprises énormes n'entraîne pas la banque régionale à fournir aux usines leurs capitaux fixes mais seulement leurs fonds de roulement.

Politique prudente. Mais, déjà dans les années qui ont suivi la guerre, quelques essais d'une politique plus osée se faisaient sentir dans l'action de certaines banques lorraines qui, presque toutes appartenaient à la région désannexée.

3° *L'aspect particulier de l'industrie bancaire dans le département recouvré*

Ces banques, malgré l'annexion, étaient toujours restées en rapport étroit avec leurs sœurs lorraines et la plupart relevaient en grande partie des banques nancéiennes : c'est ainsi qu'à Metz en retrouvait la « Société Nancéienne de Crédit industriel et de Dépôts ».

L'une d'elles : la Banque d'Alsace et de Lorraine entièrement orientée vers la France chercha sur son développement, dès ses origines, dans l'Est de la France. Aprement combattue par les établissements allemands, elle était réellement un foyer de résistance aux idées allemandes.

Représentant et correspondant officiel du « Trésor Français », de la Banque de France, de la Ville de Paris, des Compagnies de Chemins de Fer etc. elle s'était attachée une clientèle alsacienne et lorraine de vieille souche et, tout en pratiquant les mêmes méthodes de crédit que les autres banques, elle était considérée comme une banque française (13).

Etablie en 1880 à Nancy, elle poussa en 1909 son extension en Lorraine française et l'étendit jusqu'à la Marne et les Ardennes, ouvrit en 1909 une succursale à Vitry-le-François, et en 1914 à Epinal. Elle se construisit un réseau serré d'agences et de bureaux : à Neufchâteau, Verdun et Sainte-Menehould en 1909, à Longwy-Bas, Homécourt en 1910, à Sarrebourg en 1913.

Mais, malgré ce rattachement aux banques lorraines, la conception même de la banque dans les pays recouverts n'était pas, dans ces départements, tout à fait la même que la conception française. L'Alsace et sa sœur annexée étaient, avant 1914, un milieu de négoce et d'industrie qui a exclu sinon le pur rentier, tout au moins la prépondérance du rentier telle qu'elle se manifestait dans la France d'avant-guerre. « Ici le capital ne s'endort pas. Les banques s'orienteront donc plus vers l'opération de crédit véritable que vers les opérations dites capitalistes qui ont tant

(13) M. KLEIN. *L'évolution contemporaine des banques alsaciennes*, p. 131.

absorbé les banquiers français entre 1875 et 1915 ». Tout ce côté de la question est fatalement psychologique. « Nous n'en croyons pas moins écrivait-on pendant la dernière guerre que les méthodes bancaires de notre région (il s'agit de l'Alsace-Lorraine) resteront sensiblement différentes des méthodes françaises, formant ainsi une transition nécessaire entre l'Orient et l'Occident Européen » (14).

Les banques allemandes ont en effet, pendant l'annexion, introduit en Lorraine leurs méthodes de crédit. Elles y ont répandu, notamment, le crédit d'acceptation, qui consiste à ne plus mettre effectivement le montant du crédit ouvert en espèces à la disposition de l'emprunteur, comme c'est le cas de l'avance en compte-courant pure et simple, mais à autoriser celui-ci à disposer pour un montant convenu de traites sur sa banque qui revêt les effets ainsi créés de son acceptation les rendant dès lors escomptables au marché hors banque. Avantages de ce crédit : il dispense la banque d'acceptation de décaisser les fonds et fait profiter l'emprunteur, grâce à la signature de la banque, des conditions du marché hors banque, c'est-à-dire d'un taux d'intérêt particulièrement bon marché.

Inconvénient : le crédit ainsi multiplié est susceptible de devenir un danger pour l'économie nationale, par l'exagération de la circulation à laquelle il tend à donner lieu, s'il n'est pas sérieusement pratiqué et surveillé.

Mais ce n'est pas seulement une nouvelle forme de crédit que les banques allemandes apportèrent dans les régions annexées, c'est surtout l'application audacieuse qu'elles en firent qui devait laisser des traces sur nos banques lorraines : dès qu'elles étaient convaincues des chances de développement d'une entreprise, les banques allemandes ne reculaient devant aucun risque et octroyaient des facultés de crédit qui auraient paru excessives aux vieux banquiers lorrains.

Lorsque les deux parties démembrées furent enfin réunies, les banques de la région annexée renforcèrent l'action des banques restées françaises de leur vigoureuse et

(14) J. BUFFET, *loc. cit.*, p. 35.

féconde initiative. Elles lui apportèrent leur orientation similaire mais cependant plus hardie, et ce fut cet apport nouveau qui détermina, semble-t-il, les banques lorraines à abandonner leur vieille politique si prudente, et l'une des causes qui précipitèrent leur évolution au point de faire à peu près disparaître le régionalisme bancaire.

4° *L'évolution récente du régionalisme bancaire*

Bien souvent, au cours de leur histoire, nos banques régionales ont eu de mauvais moments à passer. Déjà, au 31 décembre 1913, le bilan de la Société Nancéienne se présentait sous un aspect terriblement immobilisé: le coefficient de liquidité n'était que de 17 %. A 150 millions d'exigibilité, la Nancéienne pouvait opposer 5 millions en caisse et en banque et 20 millions d'effets en portefeuille. D'où l'augmentation du capital de cette banque en 1914.

Plus d'une fois nos banques lorraines ont surmonté ces crises bancaires. Bien plus, elles étaient à peu près les seules des banques régionales qui, en 1926, gardaient encore leur caractère essentiel: l'aide à l'industrie. A cette époque, en effet, on pouvait classer, au point de vue de leur évolution, les banques régionales en trois groupes:

Au premier groupe appartenait notamment la Société Marseillaise de Crédit dont, en 1926, la relation entre les investissements et l'actif n'était que de 0,5 % et dont la liquidité atteignait 97 %. A ce stade, la Société Marseillaise, tout en n'étant pas encore un petit établissement de crédit se retire du marché financier et renonce déjà aux participations.

Dans le deuxième groupe, on trouve des banques régionales comme le Crédit du Nord, la Banque Générale du Nord, et, à la limite de ce groupe: la Banque Adam. Le pourcentage des investissements de ces banques est nettement supérieur à celui de la Société Marseillaise, mais, en valeur absolue, il est encore très bas. Toutes ces banques ont donc nettement évolué dans le sens des banques de dépôts.

Enfin, dans un troisième groupe se placent la Société Nancéienne de Crédit, et la Banque Renault. L'une et l'autre se caractérisent par le fait qu'elles se livrent bien aux opérations de banque pure, mais sont restées en même temps des banques d'affaires. La relation entre le capital propre et le capital étranger était pour la Société Nancéienne de Crédit 14 % et pour la Banque Renault 40 % en 1926 et la relation entre les placements et l'actif était d'environ 9 % (15).

Mais la crise éclata, beaucoup de nos banques en se développant, perdirent leur caractère jusqu'au moment où certaines (Banque Renault, Banque d'Alsace-Lorraine) ont fermé leurs guichets et où d'autres (Société Nancéienne) ont été absorbées par de grands établissements de crédit.

Cette faillite du régionalisme bancaire, les banques régionales l'ont provoqué en abandonnant la politique qui, jusque-là leur avait permis d'apporter une aide efficace à l'économie lorraine.

Elle se sont d'abord développées, et, par des augmentations successives de capital, ont renforcé leurs moyens d'action. Voulant suivre dans leur développement les établissements parisiens, elles se transformèrent en sociétés anonymes à capital trop important, procédant à des augmentations de capital sans en prévoir la rémunération.

« Le développement de certaines banques régionales a souvent fait croire que le régionalisme n'était pas mort et qu'il allait simplement changer de forme pour subsister, mais il faut bien constater qu'en se développant ces banques régionales ont beaucoup perdu des caractères et des vertus des petites banques, pour copier les grandes banques parisiennes » (16).

Alors que si longtemps elles avaient réalisé l'équilibre entre leur nature de banque de dépôts et de banques d'affaires à la fois, certaines comme la Banque Renault ou la Société Nancéienne ont au contraire, pris le caractère

(15) Sur cette évolution, voir J. MARCHAL et P. HUGON: Die Beziehungen zwischen Kapitalmarkt und Industriewirtschaft in Frankreich, p. 19.

(16) M. REBOTIER, *loc. cit.*, p. 98.

de nos grandes banques d'affaires parisiennes, ne consentant plus à s'intéresser qu'à de grandes entreprises, car elles ne pouvaient plus mettre leur lourd mécanisme en mouvement en faveur de petites affaires.

Or, tandis que les banques mixtes trouvent dans les opérations de banque des profits réguliers qui couvrent les frais généraux et laissent généralement des bénéfices, les banques d'affaires n'ont relativement que fort peu de profits réguliers. Elle ne peuvent vivre longtemps sans faire des émissions, sans créer et négocier des valeurs mobilières. « Elles sont constamment en proie à l'incertitude du lendemain, à moins qu'elles n'aient eu la chance de débiter dans une période très favorable aux opérations financières et la prudence d'en profiter pour constituer d'importantes réserves dont les revenus, s'ils sont sagement employés, pourront, éventuellement, remplacer les bénéfices d'escompte des banques mixtes » (17).

Bien qu'elles prenaient figure de banques d'affaires et avaient recours le plus souvent, à des émissions de valeurs mobilières, les banques de l'Est continuaient leur aide au moyen de découverts qui restent importants ainsi que le montre ce bilan de la Banque Renault :

BANQUE RENAULD		
	Portefeuille-titres En milliers de francs	Comptes-courants débiteurs En milliers de francs
1925	14.212	73.999
1926	13.425	86.597
1927	16.202	81.826
1928	12.302	77.994
1929	12.462	42.235
1930	16.701	42.928
1931	22.188	41.863

Mais, en plus de leurs immobilisations hasardeuses, les banques régionales ont été gênées par la dépendance étroite

(17) G. GAULLET, *loc. cit.*, p. 287.

qui les liaient aux industries. La crise qui s'est abattue sur les grandes industries de l'Est a placé les banques dans une situation très difficile, qui a été aggravée par les retraits massifs de dépôts qu'elles ont dû subir puisque malgré leur évolution, elles étaient encore restées des banques mixtes.

La petite entreprise, déjà très handicapée par les méthodes actuelles de production, en perdant son appui financier naturel est amenée fatalement à disparaître. La banque régionale perd ainsi sa clientèle et l'on se trouve en présence d'un cercle vicieux qui amène le triomphe de la très grande industrie et de la banque géante.

Pourtant la crise aiguë des banques régionales depuis la guerre et leur rattachement fréquent à des banques parisiennes, peut être une modification heureuse apportée à la structure bancaire de la région : les premières banques régionales s'étaient efforcées surtout d'accroître la facilité de leurs crédits. Les grands établissements parisiens ont ramené la concurrence sur leur terrain favori du bon marché des conditions sur lequel les banques régionales ne pouvaient pas les suivre.

Quant au crédit de plus longue durée, il a fait sans doute la particularité des anciennes banques régionales, mais depuis la guerre, toutes les méthodes bancaires françaises ont suivi une évolution en faveur du crédit à long terme ou du crédit industriel.

Par ailleurs, le problème de l'aide des banques au commerce et à l'industrie dépend, a-t-on dit, moins des systèmes que des hommes qui les appliquent. Par une décentralisation appropriée, les grands établissements de crédit pourront créer, et c'est sans doute l'évolution qui se poursuit actuellement, des succursales régionales qui, dirigées de façon à connaître les besoins du milieu, pourront néanmoins bénéficier de tous les avantages des grandes banques lesquelles, mieux que les petites, peuvent résister aux fluctuations des crises périodiques.

Un fait milite en faveur de cette évolution du régionalisme bancaire de notre région : sa sœur voisine, l'Alsace, a vu, elle aussi, se modifier son régionalisme bancaire au-

trefois très vivace et ses banques fusionner avec les grands établissements de crédit de Paris. Ceux-ci ont précisé, en s'installant en Alsace, qu'ils ne modifieraient pas le caractère général des banques qu'ils absorbaient. Et l'histoire bancaire alsacienne a prouvé par la suite que, si certaines institutions particulières se trouvent supprimées par ce qu'elles ne répondent plus à des besoins nouveaux, d'autres, mieux adaptées, les remplacent sans qu'il en résulte un dommage réel pour la région.

SECTION V

La solidarité et les rapports interrégionaux des industries lorraines

CHAPITRE PREMIER

L'INTERDÉPENDANCE DES INDUSTRIES

L'étude du régionalisme bancaire en faisant ressortir l'union intime qui rapproche vie financière et vie industrielle en Lorraine nous a montré un des aspects de la solidarité qui réunit toutes les industries de notre région. Cette solidarité apparaît dans toutes les phases de la vie industrielle, dans l'influence que les industries ont exercé les unes sur les autres. Elle fut encore renforcée par les bouleversements qu'apportèrent à première vue dans la vie économique de notre région ses transformations politiques.

§ 1. — L'ACTION ET LA RÉACTION DES INDUSTRIES SUR LEUR DÉVELOPPEMENT MUTUEL

En général « les industries s'attirent mutuellement parce qu'elles se fournissent les unes aux autres tous leurs éléments d'activité et elles se les fournissent d'autant plus commodément qu'elles sont plus rapprochées les unes des autres parce qu'en raison de leur proximité elles sont, techniquement, économiquement, socialement, plus étroitement solidaires » (1).

(1) L. BROCARD. *Principes d'économie nationale et internationale*, t. I, p. 124.

La solidarité apparaît avec évidence dans les rapports des industries extractives avec les diverses industries de transformation qui utilisent leurs produits, et dans les rapports de ces industries de transformation entre elles.

L'industrie houillère est à la base de presque toutes les autres industries, et il y a notamment entre forges, houillères et salines des liens si étroits qu'on a voulu parfois les réunir dans une organisation commune. L'idée en est ancienne puisqu'elle date des premiers mois de l'an IX où une proposition fut émise en Moselle par les sieurs Lasalle et Duquesnoy : la régie des salines de l'Est serait chargée de continuer l'exploitation des houillères et des forges mosellanes. Fondre la ferme des forges et des houillères avec la régie des salines c'était réaliser un énorme progrès dans la concentration de ces trois grandes industries régionales. La proposition, il est vrai, aboutit à un échec. Elle n'en avait pas moins tenté de donner une consécration officielle à un état de fait indéniable : la solidarité qui rapproche constamment ces trois groupes d'industries.

La houille est tellement à la base des autres productions industrielles que, lorsqu'elle vient à leur manquer, l'activité des autres industries s'en ressent immédiatement ; la baisse considérable des productions métallurgiques à la suite de la dernière guerre n'a pas eu d'autre cause : le bassin mosellan, en particulier, privé brusquement du charbon de la Ruhr et ne trouvant pas d'approvisionnement compensateur dans les houillères dévastées du Nord, vit diminuer son activité productrice pendant plusieurs années avant de pouvoir trouver d'autres fournisseurs.

L'industrie salicole a été également dans notre région l'origine de toute l'industrie chimique et particulièrement de celle du carbonate de soude qui y prit un développement inattendu.

Mais en Lorraine, c'est surtout la métallurgie qui a servi d'entraîneur aux autres industries. Sans doute le développement du machinisme dans toutes les industries, l'extension des voies ferrées, la substitution du fer au bois, les progrès réalisés, en tous les pays, par les armements, la

création d'industries électriques dont le métal est la principale matière première, la prépondérance prise par l'emploi du fer sur celui du bois dans l'industrie du bâtiment, expliquent l'étonnante progression de la demande des produits sidérurgiques.

Mais inversement l'extension prise par l'industrie métallurgique a provoqué l'apparition de toutes ces industries de transformation dans la région. L'économie lorraine ignorait encore, il y a quelques années, la fabrication des produits finis, se cantonnant dans celle des demi-produits. Aujourd'hui, elle s'oriente quelque peu vers cette industrie nouvelle, plus fructueuse. Ce sont les liens entre les industries métallurgiques proprement dites (forges, aciéries) et les industries de transformation qui expliquent, par exemple, le but de l'*Union des consommateurs de produits métallurgiques et industriels*, propriétaire des usines d'Hagondange : la Société, constituée par cette union, alimente ses actionnaires en produits métallurgiques ou autres.

Dans le même domaine, on trouve une solidarité étroite entre la production et la construction électrique d'une part, les mines, la métallurgie, le textile, les produits chimiques, d'autre part, auxquels le moteur électrique a apporté sa force, sa souplesse, sa propreté, sa sécurité. L'exemple de cette solidarité est particulièrement frappant dans les usines sidérurgiques où l'on produit l'énergie électrique et où celle-ci, à son tour, sert à alimenter les moteurs de l'usine, accomplissant un véritable cycle fermé.

Enfin, le développement de la grande sidérurgie de l'Est eut pour effet d'attirer à elle toutes les industries secondaires qui en sont le complément et, par la concentration d'une population ouvrière qu'il fallait nourrir, loger et vêtir, de transformer entièrement les conditions économiques de la région. De plus, enchevêtrant par de multiples liens économiques et financiers les intérêts de la métallurgie, la concentration des industries vint rendre plus étroite, ainsi que nous l'avons constaté, la dépendance qui les liait déjà les unes aux autres.



La solidarité apparaît moins clairement dans les rapports de l'industrie proprement dite et de l'agriculture. L'histoire économique de notre région est pourtant faite des réactions de l'une sur l'autre. L'on constate avec stupeur que, non seulement, l'agriculture a primé autrefois l'industrie dans nos régions mais l'a commandée: ce sont les paysans qui, dans l'intervalle des travaux des champs, camionnaient les coupes de bois des forêts aux hauts-fourneaux et amenaient le charbon des points d'arrivage par eau aux usines. Les transports ainsi liés aux semailles, à la moisson, aux vendanges, bref aux multiples travaux des champs et surtout de la vigne, ne pouvaient avoir aucun caractère régulier et l'industrie était astreinte à suivre ainsi les mouvements agricoles. De plus, elle dépendait encore de l'industrie agricole par le combustible employé (en l'espèce: le bois des forêts).

Aujourd'hui, les facteurs de solidarité sont renversés. La région industrielle a pris à la région agricole sa main-d'œuvre. Le préjudice qu'elle lui a causé réside moins cependant dans la raréfaction de la main-d'œuvre que dans la hausse exceptionnellement forte des salaires qui s'est transmise par contagion à l'agriculture. Celle-ci, cependant, a profité de l'essor de la grande industrie: elle y a gagné, d'abord, des débouchés très étendus dus non seulement au développement de la population mais à l'apparition d'une multitude d'industries alimentaires: féculeries, malteries, brasseries, meuneries qui répandent leurs produits dans la région, qui les exportent dans toute la France. Elle y a gagné par là, des prix de vente très avantageux.

Une collaboration s'est souvent organisée aussi entre elles: l'industrie apportant à l'agriculture, dans ses périodes creuses, une aide bienfaisante. Déjà, avant-guerre, on constatait, pendant la crise viticole de 1910 que, « sans l'industrie de la broderie qui permettait aux femmes de gagner 25 à 30 sous par jour, ce serait la misère noire dans

nos villages du vignoble » (2). Aujourd'hui, dans beaucoup de localités vosgiennes, les enfants travaillent à l'usine (aux filatures, aux tissages, aux fabriques de papier) et cette association a donné aux montagnards une aisance que n'ont pas tous les habitants de la plaine.

Enfin, au voisinage de la grande industrie, l'agriculture a gagné « le pouvoir de s'approvisionner sur place, avec une grande économie de frais de transport : des scories de déphosphoration fournies par la grande industrie métallurgique et qui sont d'excellents engrais, d'outillages divers, surtout de petits moteurs électriques qui se multiplient dans les campagnes lorraines. Enfin, elle y a gagné l'exemple d'une industrialisation qui a déteint quelque peu sur l'agriculture et a aidé à la constitution de grandes fermes qui sont de véritables usines de transformation (3) ».

*
* *

Les industries lorraines, enfin, ont suscité l'apparition d'industries connexes qui, par leur développement, conditionnent à leur tour la production industrielle. Cette solidarité réciproque est apparue très vivante au moment de la constitution de nos lignes de chemins de fer : elles ont modifié toute la physionomie économique des régions qu'elles traversaient, provoquant le développement industriel de celles-ci, laissant dans l'oubli les régions loin de toutes communications. Leur construction n'a pas été sans influence sur la métallurgie lorraine par la demande accrue du fer qu'elle a provoquée : en 1846, en effet, le Comité de direction de la Compagnie des Chemins de fer à Strasbourg passa un marché de rails avec la maison de Wendel. Pour satisfaire à la demande, celle-ci dut prévoir une extension de ses établissements : c'était une usine nouvelle à fonder à Forbach pour y traiter les minerais des environs de Metz. Le comité de direction favorisa cette initiative et consentit pendant 15 ans à la maison de Wendel une

(2) J. BOHIN. *La crise viticole en Lorraine*, p. 169.

(3) L. BROCARD. *La réforme sociale*, 1913, p. 728.

réduction de tarif. Ainsi la Compagnie de Chemins de fer provoqua la création d'un nouveau foyer métallurgique en Lorraine: l'usine de Styring.

Aujourd'hui encore, les réseaux de chemins de fer aident à l'écoulement des produits lorrains soit par les moyens de transport qu'ils mettent à la disposition de nos industriels soit par l'emploi qu'ils font eux-mêmes des matières premières (ce sont les réseaux d'Alsace-Lorraine et de l'Est qui consomment une grande partie de la houille mosellane). Dans cette collaboration, la question des tarifs joue un rôle important puisqu'elle contribue à la formation plus ou moins élevée du prix de revient.

Le prix de revient d'un même produit présente souvent, en effet, un caractère régional. Les prix sont grandement différents d'une région à l'autre, variant d'après les ressources du sol, les moyens de transport, les aptitudes de la main-d'œuvre, le crédit plus ou moins facile, etc.

« Le caractère régional du prix de revient est d'autant plus accentué qu'il s'agit de choses plus pondéreuses, telles que le charbon, la fonte, l'acier, les produits agricoles. Le caractère régional est moins accentué pour les produits finis qui ont beaucoup de valeur par rapport à leur poids et dont l'achat à grande distance n'est pas grevé de frais très élevés. Mais, à ces frais de transport qui, si faibles qu'ils soient, ne sont pas nuls, viennent s'ajouter les frais de vente supportés par le commerce local qui, suivant l'organisation du commerce, varient sensiblement. Même pour les produits finis tels que les vêtements, etc., on sait que les maisons de commerce qui ont des succursales dans différentes régions, vendent souvent à des prix différents, suivant les localités » (4).

Le commerce est lui-même dans l'étroite dépendance des prix de revient; mais le plus bel exemple de solidarité des facteurs industriels en Lorraine est certainement représenté par l'aide apportée à l'industrie par les banques régionales au moins jusqu'à ces dernières années. Collaboration

(4) L. BROCARD. *Principes d'économie nationale et internationale*, T. 2, p. 274.

réci-proque car, si d'une part, nos banques lorraines ont assuré la constitution des sociétés industrielles en facilitant les émissions de valeurs régionales, émissions qui constituent « le réduit imprenable » de la banque locale (du moins jusqu'au moment où ces valeurs peuvent affronter le marché national), d'autre part, les industriels concourent eux-mêmes au fonctionnement de la banque et lui fournissent des éléments d'activité.

« Quoique tentent les banques pour se solidariser avec le commerce et l'industrie, elles n'y parviendront pas ou même elles s'abstiendront de l'essayer, si les industriels et les commerçants ne font pas un effort parallèle pour se solidariser avec la banque, pour lui accorder aussi libéralement qu'à l'étranger, en Allemagne, en Angleterre, les contrôles et les garanties dont elle a besoin. Comme en témoigne l'exemple de l'étranger, des banques lorraines et de bien d'autres, la banque d'affaires ne peut fonctionner que par la compénétration, par la participation de la banque au fonctionnement de l'industrie et réciproquement, par la collaboration méthodiquement organisée dans la région et dans la nation entre les banquiers, les producteurs et les capitalistes » (5). La métallurgie, notamment, par l'accroissement de ses bénéfices, a contribué plus encore que les autres industries à retenir, par centaines de millions, sur le sol régional d'abord, national ensuite, des capitaux qui, sans elle, n'y auraient peut-être pas trouvé d'emploi.

§ 2.— LES CHANGEMENTS DE FRONTIÈRE ET LEURS EFFETS

Tous les facteurs industriels de l'économie lorraine sont si étroitement solidaires que les transformations politiques subies par une des parties quelconque de la région devaient entraîner immédiatement des répercussions sur la région toute entière. Par deux fois ces bouleversements

(5) L. BROCARD. *Coopération régionale et nationale entre la finance et l'industrie. L'Europe Nouvelle*, 1930, p. 61.

politiques et économiques se produisirent et de ces deux phases de leur histoire, Lorraine démembrée ou Lorraine reconstituée devaient sortir victorieuses.

1° *En 1871*

Les répercussions du traité de Francfort semblaient être désastreuses pour la Lorraine démembrée à qui il ne restait, de ses ressources naturelles et économiques précédentes, que quelques miettes. Or c'est à partir de ce moment que date le véritable essor industriel de la Lorraine : chaque partie démembrée s'efforçant de reconstituer les industries dont elle a été spoliée.

La Lorraine non annexée ayant été privée de houille, on entreprend de nouveaux sondages qui découvrent un prolongement du gisement mosellan en Meurthe-et-Moselle. Surtout, c'est de la perte du bassin ferrière mosellan que date la découverte du bassin de Briey. A l'annexion, les trois départements restants gagnèrent une nouvelle industrie métallurgique : celle de Jœuf établie par la Maison de Wendel qui voulait conserver de l'autre côté de la frontière un débouché français. Ils gagnèrent encore une foule de petites industries mosellanes qui émigrèrent en terre française et notamment d'industries messines comme des tanneries, des cordonneries, des fabriques de vêtements, etc., qui vinrent s'établir à Nancy.

De l'autre côté de la frontière, après une période d'adaptation fort délicate, l'industrie minière, après avoir failli périliter en se trouvant brusquement en concurrence avec la sidérurgie allemande, prit une nouvelle impulsion après l'annexion de 1871. Elle profita notamment des facilités qu'accordait la loi allemande sur la loi française de 1810. Celle-ci avait entraîné un émiettement trop grand des concessions. Les sociétés n'avaient pas, généralement, les ressources financières suffisantes pour entreprendre des forages profonds. C'est seulement après 1871, à la faveur du statut minier de l'Alsace-Lorraine calqué sur la législation prussienne de 1865, que purent se constituer les grou-

pes financiers qui exploitent aujourd'hui le bassin de la Moselle.

L'agriculture mosellane se développe aussi au contact des méthodes allemandes et il n'est pas, dit-on, jusqu'à l'origine des confitures et des conserves de fruits qui ne serait la conséquence du traité de Francfort, en obligeant un restaurateur messin privé des conserves qu'il recevait de France à mettre lui-même en conserves les primeurs mosellanes.

2° En 1918

Après le traité de Versailles, la région lorraine se retrouvait dans son intégrité. La désannexion renforça encore la solidarité des deux Lorraine en attribuant les usines sous séquestre à des sociétés appartenant, pour la plupart, au bassin de Briey. Mais, pendant l'annexion, les deux parties s'étaient considérablement développées : un problème nouveau vint alors se poser pour toutes deux, celui de l'exportation, les obligeant ainsi à sortir du cadre de la région et à entretenir des rapports plus fréquents de collaboration interrégionale, voire même des rapports avec l'étranger.

CHAPITRE II

LES RAPPORTS DES INDUSTRIES LORRAINES AVEC LE MARCHÉ NATIONAL ET INTERNATIONAL

On assiste actuellement à un développement parallèle de deux mouvements qui paraissent contradictoires et que cependant la vie parvient à harmoniser : le mouvement dans le sens de l'autonomie régionale et le mouvement dans le sens de la collaboration interrégionale et de l'intégration nationale.

Longtemps cependant les régions se sont cantonnées dans un autonomisme absolu, séparées les unes des autres par des frontières douanières : l'Alsace et la Lorraine, notamment, les dernières provinces rattachées à l'économie nationale furent vis-à-vis de celle-ci, des « provinces à l'instar de l'étranger effectif ». Appartenant politiquement au royaume de France, elles étaient économiquement vis-à-vis de celui-ci, dans la situation d'un pays étranger. Certaines industries lorraines, notamment les faïences devaient souffrir de cet isolement.

Avec la Révolution, un changement d'orientation s'est fait dans le sens de la compénétration des régions. Puis, vers la fin du XIX^e siècle, de nouveau l'autonomie régionale reparaît, mais tempérée de nombreux emprunts faits aux marchés régionaux et même aux marchés étrangers. « L'élargissement du cercle des échanges est la contrepartie de l'élargissement du cercle de la production. Les deux mouvements sont fonction l'un de l'autre.

« Partout, l'évolution économique a produit un double effet, elle a élargi le marché régional, étendu son champ d'action ; elle lui a subordonné plus étroitement les petits marchés locaux, qui ont perdu, à son profit, la plus grande

partie de leur indépendance et non d'ailleurs la totalité. Puis, par le développement des échanges interrégionaux, par les transformations de l'organisation économique, elle a intégré plus fortement les marchés régionaux dans le grand marché national ».

« Les causes de cette intégration nationale et même internationale sont nombreuses. La facilité grandissante des transports à partir du XIX^e siècle, et la liberté absolue des échanges intérieurs ont permis à chaque région d'acheter et de vendre dans toutes les autres des quantités croissantes de produits. La concentration des entreprises, à travail de plus en plus divisé, les a mises dans la nécessité d'aller chercher, toujours plus loin, hors des frontières régionales, leurs capitaux, leurs matières premières, leurs débouchés. De là, cette compénétration régionale, cette intégration nationale qui relie de plus en plus étroitement les régions les unes aux autres » (1). Ainsi on échappe aux inconvénients d'un régionalisme trop poussé qui va parfois jusqu'au particularisme et dont certains pays très décentralisés, comme la Belgique, ont fini par reconnaître le danger; et la région profite de tous les avantages que cette collaboration soit avec les autres régions soit avec l'étranger ne peut que lui apporter.

Cette collaboration est particulièrement étroite avec les régions limitrophes, voisines de la région lorraine; elle est encore fort active, avec toutes les autres régions françaises plus lointaines. Quant à l'étranger, il entretient avec la région lorraine des rapports qui, parfois lointains, sont, pour certains pays, fort suivis, ou l'ont été à la suite de certains événements politiques.

§ I. — LA COLLABORATION AVEC LES RÉGIONS LIMITROPHES

Elle se fait par le phénomène général de l'osmose et vient de ce qu'il n'y a pas ni au point de vue naturel, ni au point de vue économique de frontières régionales très

(1) L. BROCARD. *Principes d'économie nationale et internationale*, t. I, p. 189.

marquées. Aussi, l'influence d'une industrie lorraine se fait-elle souvent sentir sur les régions voisines et a-t-elle agi sur leur développement respectif.

La métallurgie lorraine, en particulier lorsqu'elle a pris son essor, a complètement modifié la métallurgie des Ardennes et de la Haute-Marne voisines. Une formule de collaboration s'est établie entre les trois régions et notre métallurgie apparaît maintenant comme le pourvoyeur de celle des deux autres régions auxquelles elle fournit les matières premières nécessaires à la fabrication des produits finis.

Il y eut encore autrefois un lien très étroit entre les forges vosgiennes et la Franche-Comté qui leur fournissait du bois et du minerai. Aujourd'hui les liens métallurgiques entre les deux régions se sont desserrés par suite de la disparition des forges vosgiennes. Ils ont été remplacés par d'autres rapports, et notamment par ceux de l'industrie textile vosgienne et du textile de la Haute-Saône. Aussi dans la formation des grandes régions économiques, à la suite du projet Clémentel, a-t-on rattaché à la région de Nancy l'arrondissement de Lure qui appartient à la vallée de la Saône mais qui se rattache à la région lorraine par ses affinités économiques. C'est encore le cas de Belfort qui, pour l'industrie textile et métallurgique regarde Nancy ou vers l'Alsace, mais qui, pour l'industrie horlogère, regarde vers le Jura.

« On ne conçoit pas plus l'action prépondérante d'une ville éloignée fut-ce Paris, que le gouvernail séparé du navire ou le frein de la machine. Ainsi la région économique pourra souvent correspondre à la région naturelle, mais elle pourra la dépasser si elle a un pouvoir d'attraction supérieur à celui des régions qui l'avoisinent (2).

Ces rapports de collaboration entre régions voisines ont été particulièrement étroits entre l'Alsace et la Lorraine. C'est à l'Alsace que le textile vosgien doit son origine première, et c'est surtout à l'émigration des industries alsaciennes, que le groupe cotonnier de l'Est doit d'être devenu

(2) J. DIEZ. *Le régionalisme économique*, page 14.

le groupe cotonnier le plus important de France et que l'industrie de la toile a pu, depuis 1870, décupler le nombre de ses métiers.

C'est encore à cette émigration que la région lorraine doit l'apparition d'un certain nombre d'industries nouvelles qui n'avaient rien de lorrain, mais qui ont émigré d'Alsace pour rester françaises comme l'avaient fait leurs sœurs messines. Jusqu'à l'industrie alsacienne des chapeaux de paille qui vint se transporter en Lorraine fabriquant, dans une région où l'on n'en avait guère besoin quelques 20.000 chapeaux en une semaine.

Des exodes d'industries alsaciennes complètes se firent ainsi, rendant plus étroite la solidarité qui unit les deux provinces. De chaque côté de la frontière, le foyer industriel se dédoubla : c'est ainsi que Saint-Dié correspond à Sainte-Marie, et qu'en face de Colmar et de Mulhouse se sont développés les centres d'Épinal et de Remiremont. D'autres exemples de collaboration sont fréquents dans l'histoire lorraine : tel celui qui exista longtemps avec la Champagne à laquelle notre région fournissait des vins qui faisaient d'excellents mousseux. Cet exemple est, aujourd'hui, tombé dans le domaine du passé. Il prouve une fois de plus que ces rapports entre régions voisines sont généralement des rapports d'entraide, plus rarement de concurrence comme il arrive souvent avec les régions plus lointaines.

§ 2. — LA COLLABORATION AVEC LES AUTRES ÉCONOMIES RÉGIONALES

Cette collaboration se fait à travers toute l'économie nationale par l'intermédiaire des voies de transports. Nancy, avant la guerre, était un des rares centres possédant des communications transversales rapides en dehors des lignes dirigées sur Paris. Aujourd'hui, notre centre régional est admirablement relié aux autres régions : au Nord par Longwy et la vallée de la Meuse, à Dijon et au Midi de la France par Neufchâteau et Langres.

Si les voies de transports sont des moyens d'échange et de communication entre régions, la concentration des industries fut un autre moyen de solidarité interrégionale. Elle entraîna entre plusieurs régions des rapports financiers qui lient par exemple les intérêts de la métallurgie lorraine à la métallurgie du centre (Creusot) ou à celle du Nord (intégration des matières premières, des charbonnages notamment).

La collaboration interrégionale se fait ici surtout par le moyen de l'échange. L'observation révèle que les régions qui, sur le marché national, usent davantage des ressources fournies par les autres régions sont celles qui disposent le plus de ressources propres. Riche en industries de toutes sortes, la région lorraine est naturellement grande consommatrice de matières premières, encore qu'elle en extrait une certaine quantité de son sol.

Le textile vosgien demande au Nord une partie de ses fils; la culture et la filature du lin ayant été abandonnées dans la région; la métallurgie lorraine lui demande son combustible. Il y a entre ces deux régions du Nord et de la Lorraine des liens indissolubles. Concurrentes à un moment donné, elles se sont modifiées l'une et l'autre pour trouver une formule d'échange: le Nord envoie son charbon, la Lorraine son minerai, mais surtout des demis-produits depuis que la métallurgie du Nord s'est spécialisée dans les industries de transformation.

Ainsi le Nord a pris peu à peu, vis-à-vis de la Lorraine, la place de la Ruhr et de la Sarre et il existe maintenant entre les deux régions un réseau financier qui les enserre indissolublement, orientant à toutes deux leurs achats et leurs ventes.

Tous les échanges interrégionaux de produits très divers seraient ici à citer; ils rentrent dans la catégorie des importations et des exportations que nous avons déjà étudiées. Mais il est une solidarité interrégionale qu'on ne peut passer sous silence, c'est celle du crédit.

Organes autonomes de la vie financière régionale, les marchés régionaux sont, en même temps, avec le marché de Paris, les organes associés de la vie financière nationale et internationale (3). Cette association se fait par l'intermédiaire d'un certain nombre de rouages qui tous concourent au même but de solidarité. Sans doute l'émission de valeurs régionales est restée longtemps l'apanage de nos banques régionales. Mais les sociétés de crédit peuvent, dans ce domaine, collaborer avec les banques locales et le font plus ou moins activement suivant les régions. En Lorraine, les grandes sociétés de crédit, par l'intermédiaire de leurs succursales de provinces, s'intéressaient déjà avant-guerre non seulement à la circulation des valeurs déjà constituées, mais même à l'émission des valeurs nouvelles.

Mais ce sont surtout les relations entre banques nancéiennes et Banque de France qui sont empreintes d'une solidarité étroite. Grâce au concours que leur a prêté la Banque de France, les banques de Nancy ont réussi « à mettre les industries lorraines, par l'intermédiaire de notre banque nationale, en relation, non seulement avec les marchés voisins, mais avec tous les marchés français, à ramener au crédit régional les capitaux engagés dans le courant de la circulation nationale. Il est à noter que le problème a été résolu de façon analogue, pour les mêmes opérations, dans le domaine du crédit agricole par la création des Caisses régionales qui mettent à la disposition des Caisses locales les avances de la Banque de France à l'Etat (4) ».

Enfin, les Bourses de valeurs servent aussi d'intermédiaires entre les marchés régionaux. Sans doute, chaque bourse particulière s'occupe essentiellement des valeurs de la région, mais, de plus en plus, elles s'intéressent aux valeurs émises par la France toute entière. Les bourses

(3) L. BROCARD. *Les marchés financiers de province*, p. 110.

(4) L. BROCARD, *loc. cit.*, p. 136

locales « rendent ainsi d'immenses services aux valeurs régionales en leur assurant, à l'abri des agitations du marché parisien, un large champ de circulation ».

Les opérations qui se font par l'intermédiaire de ces rouages très différents sont essentiellement variables suivant leur nature et leur caractère personnel et régional plus ou moins accentué. Les opérations qui relèvent nettement du crédit personnel, basées essentiellement sur le voisinage opposent une grande résistance aux communications interrégionales du moins à leurs débuts. « Les banques régionales jouent ainsi le rôle de trait d'union entre les marchés pour la préparation des émissions de titres au profit des entreprises d'importance moyenne qui ne peuvent pas aborder directement les marchés de Paris. Une fois constituée, la circulation de ces valeurs est favorisée par la publicité, les garanties, l'importance prise par l'industrie, aussi se fait-elle beaucoup plus aisément d'un d'un marché à l'autre.

Quant aux opérations de crédit plus ou moins impersonnel, elles sont assurées dans les communications interrégionales, de la façon la plus parfaite par tous les moyens indiqués précédemment. Grâce notamment à la Banque de France, tous les marchés régionaux peuvent par l'intermédiaire de toutes les Banques françaises, attirer à eux, des points les plus divers du territoire les dépôts dont ils ont besoin pour leurs avances à courte échéance. Enfin, les relations entre les marchés régionaux sont encore plus étroites pour les placements à longue échéance, en grandes valeurs mobilières négociables sur le marché de Paris, en bourse ou en banque. « L'importance des garanties pécuniaires, la puissance financière des emprunteurs supplée aux relations personnelles du voisinage. Aussi toutes ces opérations convergent-elles vers le marché de Paris ».

Ainsi s'opère, suivant les rouages financiers et la nature de leurs opérations, une sorte de division du travail entre les marchés régionaux. Toutefois, ceux-ci ne se comportent pas en vases clos. Ils ne sont avec le marché de Paris « que les organes collectifs d'un grand marché national

totalement unifié qui entretient une circulation d'autant plus intense ou plutôt encombrée que la circulation régionale est plus resserrée ».

*
* *

Les rapports interrégionaux n'offrent pas toujours seulement un caractère d'entr'aide et de collaboration, ils sont souvent aussi des rapports de concurrence et de lutte. Le commerce interrégional n'offrirait que des avantages pour les régions si l'activité de chacune était orientée de façon que leurs productions fussent complémentaires les unes des autres. Au contraire, chaque région a évolué dans le sens du développement complexe, de la fabrication de la série entière des produits de l'industrie humaine. Aussi ont-elles souvent besoin en même temps des mêmes débouchés, des mêmes matières premières, des mêmes moyens de production et de consommation, d'où, quelque fois, une véritable compétition économique qui se retrouve, plus ardente, dans les rapports internationaux.

Cette concurrence s'est présentée, entre autres, dans les rapports des charbons mosellans avec ceux du Nord, ces derniers ayant souvent supplanté nos charbons lorrains jusque dans notre région, grâce aux facilités d'accès qui leur sont offertes par les voies ferrées.

Cette concurrence peut du reste devenir parfois une collaboration fructueuse, telle la rivalité longtemps existante entre les minerais mosellans et les minerais normands. Ces minerais de nature différente sont de plus en plus dirigés vers des débouchés distincts. Ceux de Normandie, plus riches en fer, sont réservés surtout à l'exportation. Ceux du Bassin Mosellan, plus pauvres, sont réservés à la fabrication sur place des demi-produits. Formule heureuse qui, au lieu d'engendrer une guerre économique entre les deux bassins, leur donne une orientation différente.

Finalement, du reste, « la lutte économique interrégionale profite toujours à la Nation, parce qu'elle profite toujours à une région nationale, parce qu'aussi, grâce au jeu

de la collaboration et de la solidarité nationale, la prospérité de chaque région, si à certains points de vue elle nuit aux autres, leur procure des avantages compensateurs. Il n'en est pas toujours de même dans la lutte internationale ».

§ 3. — LA COLLABORATION AVEC LES ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES

De même qu'avec les autres régions françaises, cette collaboration se fait essentiellement par le moyen de l'échange: échange de marchandises d'une part et de capitaux d'autre part.

L'échange de marchandises comporte ici encore des courants inverses d'importations et d'exportations (un des plus beaux exemples « d'Interconnexion », est celui de la Compagnie Lorraine d'Electricité qui envoie du courant jusqu'en Suisse).

Mais la concurrence est plus âpre sur le terrain international, elle emprunte souvent la forme d'une bataille économique, d'un véritable dumping qui caractérisa notamment la lutte entre les charbons lorrains et les charbons anglais, qui, aujourd'hui encore rend redoutable pour nos textiles la concurrence des tissus japonais.

Quant au commerce des capitaux, il se fait également dans les deux sens. Les capitaux allemands et belges sont intervenus avant-guerre dans la constitution des grandes sociétés du Bassin de Briey, dans une participation cependant modeste et destinée à compléter l'insuffisance du capital régional. Inversement, il n'est aucune banque française, y compris les anciennes banques régionales qui n'ait placé des valeurs étrangères. « La préoccupation de participer plus largement à leur émission a même contribué tout spécialement à la constitution de la Société Centrale des banques de Province » (5). Mais ce sont surtout les grandes sociétés de crédit qui, grâce à leurs multiples succursales, sont les agents les plus actifs de nos placements à l'étranger.

(5) L. BROCARD. *Les marchés financiers de province*, p. 145.

Placements auxquels on a reproché d'avoir été trop nombreux détournant ainsi les capitaux nécessaires à l'essor de nos régions. Pour protéger celles-ci dans cette concurrence internationale des capitaux, il n'existe pas, en effet, de mesures de protection comparables à celles dont dispose le marché national pour le commerce des marchandises. Elles consistent en prohibitions d'entrées et de sorties, en droits de douanes payés à l'importation ou à l'exportation.

Lorsque ces mesures sont prises par l'Etat étranger, elles rendent difficiles les échanges internationaux. Ainsi, les textiles lorrains se heurtent-ils à d'énormes droits dans leur recherche des débouchés extérieurs.

Inversement, certaines mesures ont été cherchées par le gouvernement français pour réserver, par exemple, le minerai lorrain à l'industrie nationale. Une commission réunie à cet effet, en mai 1929 avait proposé différentes mesures de sauvegarde (suppression des avantages de transport dont bénéficient actuellement les exportations de minerais; on avait même envisagé l'institution d'une taxe de sortie ou d'un contingentement des exportations). La crise seule a différé leur mise en application.

Le contingentement apparaît, il est vrai, ici, comme une arme à deux tranchants. Il risque de frapper des mines qui sont outillées pour une exploitation à grand rendement et, indirectement, les sociétés métallurgiques intéressées à ces mines.

Mesures d'entente opposées aux contingentements et aux droits de sorties, les *unions douanières* tendent à organiser une solidarité plus grande entre deux nations. Celles-ci cherchent à se fondre en une seule et à « faire évoluer la concurrence internationale dans le sens d'une concurrence interrégionale » (6).

C'est une sorte d'union douanière imparfaite qui, pendant cinq ans, a facilité aux provinces recouvrées leur séparation avec l'économie allemande (à laquelle elles

(6) J. MARCHAL. *Union douanière et organisation européenne*, page 4.

avaient été rattachées pendant près de 50 ans). Les articles 68 et 268 du Traité de Versailles établirent, en effet, un régime d'exportation spécial pour la Lorraine annexée et pour l'Alsace (franchise pendant 5 ans à partir du 10 janvier 1920, de tous droits de douane) maintenant ainsi certains liens économiques qui rattachaient à l'Allemagne une partie de la Lorraine. Mais celle-ci ne put guère profiter de ce régime exceptionnel : l'Allemagne mise dans l'impossibilité de nous vendre ses produits s'étant tout naturellement refusée à accepter les nôtres.

*
* *

C'est une union douanière plus complète qui s'efforça, d'organiser encore après l'armistice, la situation de la Sarre vis-à-vis de l'Allemagne. L'économie sarroise était rattachée jusqu'au plébiscite de 1935 à l'économie française. Toutefois, afin de faciliter la transition entre les deux situations ancienne et nouvelle, on avait prévu que, « pendant 5 ans à dater de la mise en vigueur du traité, les produits originaires et en provenance du Bassin jouiraient de la franchise d'importation en Allemagne et que, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin des articles destinés à la consommation locale serait également libre de droits de douane » (avec quelques restrictions).

Les relations sarro-lorraines ont été et sont encore, bien que dans une mesure plus restreinte, l'un des plus baux exemples de collaboration interrégionale. Géologiquement du reste les bassins lorrains et sarrois forment un tout. Economiquement, une indéniable interdépendance s'est créée entre les deux régions limitrophes tant au point de vue industriel qu'au point de vue agricole.

Il y a toujours eu entre les deux régions une sorte de sympathie « naturelle » qui ne demandait qu'à s'affirmer. Le Traité de Versailles enlevant la Sarre pour un temps à la domination allemande, a permis aux deux régions de pratiquer des échanges plus nombreux. Autant le charbon

sarrois nous était utile autant le minerai et les produits agricoles lorrains étaient indispensables à l'économie sarroise. Cette solidarité interrégionale était même si intense qu'il aurait suffi, quelques mois avant le plébiscite sarrois, d'une grève en Lorraine pour arrêter les 17 fourneaux en activité dans la métallurgie sarroise (7).

D'un côté comme de l'autre on s'efforça de modifier le courant d'échanges. Du côté allemand, dès avant le plébiscite, on s'était efforcé de remplacer l'approvisionnement lorrain en produits agricoles. Pour le lait, par exemple, la capacité de production a été méthodiquement accrue dans la région de Trêves.

Du côté français, la séparation douanière du territoire de la Sarre apporte un soulagement à nos mines de houille (particulièrement aux mines lorraines). Elle diminue aussi la concurrence que subissaient certaines de nos industries et qui s'aggravait du fait que, sous le régime du traité de Versailles, la Sarre produisait avec des charges fiscales réduites. L'industrie lorraine et alsacienne est toute prête à remplacer les produits sarrois et l'on peut considérer que les chômeurs qui seront réembauchés par nos entreprises industrielles pour produire ce que la Sarre ne nous vend plus absorberont une partie des produits agricoles que nous exportons dans ce pays.

Ici, encore, les accords du 14 et du 21 février 1935 ont créé une « période transitoire » de quatre mois pour permettre les indispensables rajustements d'échanges. Mais il faudra se résigner à voir diminuer le courant commercial qui existait, depuis 15 ans entre la France (et particulièrement la Lorraine) et la Sarre et dont le volume était en partie dû à une situation exceptionnelle. « Il est d'ailleurs certain que les relations qui ont pu se nouer ou se renforcer entre nos provinces de l'Est et de la Sarre au cours de ces 15 ans, subsisteront en partie et que notre activité commerciale continuera d'en tirer profit » (8).

(7) R. CAPOT-REY. *La région industrielle sarroise*, p. 378.

(8) H. BUISSON. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1935, p. 635.

TROISIÈME PARTIE

Les facteurs humains

On a toujours reconnu que le succès de toute entreprise est avant tout dans l'homme qui la dirige. Parmi tous les éléments qui font sa destinée, c'est l'élément humain qui tient la première place et c'est lui seul, par conséquent qui peut vraiment donner la vie à l'histoire d'une industrie.

En Lorraine, les rapports entre le sol et l'homme, entre les facteurs naturels et les facteurs humains, sont empreints d'un caractère original d'ancienneté, de continuité. Pourtant, de l'expansion de l'industrie dans notre région sont résultés de nouveaux modes de groupement de la population. Tandis qu'au cours du XVIII^e et dans la première partie du XIX^e siècles, ce sont les progrès de l'agriculture qui régissent les mouvements de la population, aujourd'hui c'est aux progrès de l'industrie qu'appartient ce rôle. Si dissemblables que se montrent à cet égard ces deux périodes, on ne peut méconnaître entre elles un enchaînement car l'impulsion imprimée à la population par la période agricole a fourni la majeure partie de la main-d'œuvre qu'a utilisée la période industrielle et, inversement, l'économie rurale a trouvé dans l'essor de la région industrielle des débouchés nouveaux.

Il y a donc corrélation très étroite entre les faits économiques et démographiques. Pourtant, aujourd'hui encore, c'est le travail agricole qui, par sa nature même, par son objet et par ses formes particulières tient le plus intimement au sol et fait ressortir les traits les plus caractéristiques de la vie régionale. C'est peut-être la population agricole lorraine qui met le plus d'unité dans la région

humaine: quelque soit la nature du sol et l'économie rurale dans les départements lorrains, le peuplement, l'habitat, les habitudes agricoles sont partout les mêmes et représentent une tradition à peu près séculaire qui fait la force de la région.

Si l'unité de celle-ci est en quelque sorte assurée par la vie agricole, par contre les variations démographiques ont pris naissance avec l'essor industriel et sont, aujourd'hui encore, dans la dépendance des fluctuations de cet essor. « Au vieil équilibre de la population et des subsistances qui caractérise le régime agricole et à l'économie relativement stable qui en résulte, succède une économie en incessante et rapide progression. La population ne dépend plus seulement des subsistances, mais des ressources industrielles et de leurs possibilités d'utilisation. L'énergie mécanique est devenue un élément essentiel de la répartition de la population et lui communique une étonnante mobilité. L'équilibre entre les ressources désormais changeantes et la population ne peut s'établir que par des mouvements migratoires facilités d'ailleurs par le développement des transports inhérent au régime industriel. Il en résulte un équilibre démographique essentiellement dynamique. Ce n'est plus le taux de la mortalité qui mesure le degré de surpopulation, mais le chômage et l'importance des mouvements migratoires » (1).

Toute l'Europe industrialisée du xix^e siècle connut cette mobilité économique et démographique; la région lorraine l'a ressentie particulièrement et, aujourd'hui encore, ce sont les mouvements du régime industriel qui déterminent les fluctuations de ses populations depuis leur répartition, leurs migrations, leurs ressources, jusqu'à leur essence technique et leur plus haut développement intellectuel.

(1) G. MAUCO. *Les étrangers en France*, p. 15.

SECTION I

La Population

CHAPITRE PREMIER

LES FACTEURS ETHNIQUES

Avant d'être un pays frontière, la région lorraine fut un pays de transit en raison de toutes les facilités qu'elle offrait à la circulation.

Ces facilités sont non seulement favorables au développement des échanges commerciaux, mais aussi au brassage d'hommes qui, pour n'être pas impossible au travers d'une barrière naturelle s'opère d'autant plus aisément que la région est plus facilement pénétrable.

Ces facilités de pénétration, la région lorraine les offre en effet, au moins sur certaines de ses frontières, et ce fait explique qu'elle a toujours été composée d'éléments de races différentes et qu'elle fut pour cette raison sans cesse tiraillée entre nations opposées car les territoires contestés sont généralement ceux qui ont ou qui ont eu, à une époque rapprochée, une population composée d'éléments différents.

Le problème ethnique, en Lorraine, présente un double aspect : l'un traditionnel, historique, conséquence des fluctuations politiques subies par la région et toujours à l'ordre du jour ; l'autre plus récent, consécutif au changement d'orientation économique qui a exigé une main-d'œuvre plus abondante.

§ 1. — LA QUESTION ETHNIQUE TRADITIONNELLE

A la base de la population lorraine, se trouve un fond celtique constitué par trois peuples belges (les Trévires, les Médiomatrices et les Leuques). Rome devait donner à la région conscience d'elle-même. Mais, au temps de la domination romaine, la région mosellane, déjà voisine de la frontière, avait souvent reçu la visite des peuples barbares. Les Francs l'emportèrent sur les Alamans mais beaucoup de ceux-ci demeurèrent dans le pays et ces invasions ont laissé des traces durables surtout dans le bassin inférieur de la Moselle : sur les rives de la Sarre ou de la Nied allemande, c'est encore un dialecte germanique que l'on parle aujourd'hui, l'unité linguistique s'est trouvée brisée de ce fait et pour toujours. Dans la partie de la région mosellane restée française, la langue romaine a prévalu ; pourtant divers indices prouvent qu'ici encore il y a eu mélange de plusieurs éléments ethniques.

C'est qu'en effet, même dans la Lorraine de langue française, les populations se sont longtemps développées à part ainsi que l'indiquaient les différences de parler, de mœurs, de caractères physiques qui s'offraient à chaque pas et qui distinguaient gens du plateau de ceux du Barrois et du Bassigny ; trace d'origines ethniques aussi dissemblables qu'entre le normand de la plaine de Caen et celui du Bocage.

Après être restées longtemps étrangères les unes aux autres, toutes ces parties ont formé une région vivante, unifiée. Mais il subsiste cependant en Lorraine une division marquée à peu près par la limite des langues et séparant la Lorraine de langue romane de la Lorraine de langue allemande. Durant le ^{xix}^e siècle, la pénétration germanique, pacifique ou armée, fut incessante, mais ne modifia pas profondément la race et sa mentalité. Elle entraîna cependant une différence de langues dont la limite a sans cesse reculé ou avancé au cours de l'Histoire.

En Lorraine, la limite des langues est, d'une façon générale, parallèle à l'ancienne frontière politique. Entre

les deux lignes s'étend une zone qui a parfois quelques lieues d'étendue et qui appartient exclusivement au territoire de langue française. Le pays de Dabo est de langue allemande. Par contre, les deux vallées supérieures de la Sarre (Sarre rouge et Sarre blanche) appartiennent au domaine français. Près de Sarrebourg, la Bièvre allemande, et la Sarre, française, se réunissent; Sarrebourg appartient aux deux domaines, français et allemand. Au nord-ouest de la ville, la limite linguistique franchit les étangs du Stock et du Mühlweiher laissant à la langue allemande toute la vallée inférieure de la Sarre et tout le canton de Fénétrange (Finstingen). Les anciens cantons de Dieuze, de Delme, de Vic et de Château-Salins n'ont jamais eu d'autre langue que le français, mais le canton d'Albestroff est divisé entre les deux domaines, de même que celui de Gros-Tenquin. Tout près de la frontière des langues, coulent deux ruisseaux (Nied française et Nied allemande), dont les noms sont caractéristiques. Mais, tandis que la première traverse un pays entièrement français, la seconde n'appartient pas en entier au domaine allemand. Son cours supérieur, il est vrai, est allemand, encore qu'à Faulquemont, le français soit compris et parlé, mais le village de Bionville (Bingen) sur cette Nied ne parle que le français.

Tirez une ligne à peu près droite de Condé à Uckange sur la Moselle et cette ligne représentera la limite linguistique (1). Entre Uckange et Thionville, le long de la Moselle, le français est compris, mais les localités appartiennent sans conteste au domaine allemand. Sur la rive gauche de la Moselle, la limite historique a été marquée jadis par des noms de lieux tels qu'Audun-le-Roman et Audun-le-Tiche (c'est-à-dire deutsch), mais, dans les deux, aujourd'hui, on parle le français.

Cette limite des langues a son origine dans une différence ethnique; elle est la survivance des invasions germaniques qui se sont infiltrées en Lorraine et qui ont parfois

(1) Ch. PFISTER. *La limite de la langue française et de la langue allemande*, p. 16.

absorbé une partie de la population (2). La limite des langues n'est du reste pas rigide. Elle a varié au cours des âges: la ville de Metz n'a jamais été germanisée par exemple et, avant 1870, on ne parlait pas plus allemand à Metz qu'à Thionville. Le pays de Dieuze, allemand vers 1600, a été conquis par le français dans la suite. Après un gain pris par la langue allemande pendant l'annexion, le français a repris l'avantage depuis l'armistice: la courbe de l'évolution du français, en Alsace-Lorraine, de 1878 à 1926 s'établit ainsi:

1878, 17,3 % - 1882, 15,6 % - 1900, 11,9 % - 1910, 11,1 % - 1926, 19,1 %. Le français a ainsi regagné en huit ans, plus qu'il n'avait perdu en 40 ans de régime allemand (3) et, bien que la limite des langues ne coïncide pas toujours avec celle des races cette assimilation n'en est pas moins le signe d'une unité ethnique qui s'affirmerait de jour en jour si un problème nouveau, suscité par les besoins de main-d'œuvre de l'industrie n'était venu poser avec plus d'acuité qu'autrefois le problème de l'assimilation des races.

§ 2. — LA QUESTION ETHNIQUE ACTUELLE

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, la région lorraine a vu sa population indigène se compléter d'un mélange de races appartenant aux nationalités les plus diverses et qui, par plus d'un côté, ont suscité des questions sociales et économiques difficiles à résoudre.

La région lorraine sera toujours, au moins dans certaines parties industrielles, composée d'un mélange de populations hétéroclites. La main-d'œuvre est, en effet, plus difficile à trouver dans l'Est que dans les autres ré-

(2) L'importance militaire du massif des Ardennes et de la chaîne des Vosges est minime en raison de leur importance ethnologique. Quoiqu'on ait dit souvent, les populations du Verdunois, du Barrois, de la Haute-Lorraine n'ont jamais été germanisées: l'Ardennes et les Vosges ont empêché le mélange des races. Seulement, au nord, des immigrants de race allemande se sont établis d'une manière permanente grâce à la brèche que leur offrait la vallée de la Moselle. La limite des langues coïncide en cet endroit avec celle des races.

(3) H. DEMANGEON. *Annales de géographie*, 1931, p. 682.

gions françaises. Le passage des travailleurs d'une industrie à une autre, qui nécessite une éducation technique nouvelle et des changements d'habitudes ne se fait jamais sans résistance en effet. Dans le Nord, la métallurgie qui, de longue date d'ailleurs, s'y est développée régulièrement et progressivement, a trouvé une population très dense, accoutumée au travail industriel. Dans le Centre, la métallurgie dispose d'une main-d'œuvre exceptionnellement habile, formée par une longue tradition, et qui a augmenté progressivement en même temps que la production. En Lorraine, au contraire, le développement brusque et parallèle de l'industrie minière et des usines métallurgiques a suscité, pour le recrutement de la main-d'œuvre, des difficultés d'autant plus graves que, de l'autre côté de la frontière, les industries minières et métallurgiques progressent aussi très rapidement (4).

L'usine, a-t-on-dit, est une « mangeuse d'hommes », les mines de fer et de houille en exigent aussi un grand nombre et sont peut-être plus deshéritées que les usines métallurgiques, car le travail auquel elles donnent lieu est infiniment plus pénible. Aussi le lourd labeur de la mine et de la carrière tend-il, dans tous les pays évolués, à devenir l'apanage des miséreux et l'ouvrier soucieux de son bien-être et obéissant à la loi du moindre effort, déserte les chantiers d'extraction. Ce phénomène est naturellement plus sensible en France par suite des conditions de travail plus pénibles de nos mines, de la raréfaction de la main-d'œuvre, et du dédain professé pour les tâches qui demandent plus de force musculaire que d'ingéniosité intellectuelle. « Fils de mineur, mineur lui-même », disait un vieil axiome qui a cessé d'être une réalité. L'Allemagne elle-même, en dépit de sa natalité très forte est obligée d'entretenir en Ruhr un nombre considérable de polonais. « En France, la seule province capable d'envoyer hors de chez elle des milliers de ménages est la Bretagne. Mais si nos Bretons sont bons marins, soldats stoïques, par contre, ils sont peu aptes au travail industriel, ils souffrent quand

(4) L. BROCARD. *Le mouvement des prix dans la grosse métallurgie*, p. 394.

ils sont dépayés et ils considèrent la mine comme le vestibule de l'enfer » (5).

Pourtant, grâce aux mesures de rationalisation, on peut obtenir la même production qu'avant la guerre avec le même effectif et dans certains cas avec moins : dans les mines où l'on ne travaillait déjà plus que 8 heures avant la guerre, l'effectif est resté sensiblement le même. Le nombre d'ouvriers a pourtant augmenté fortement dans beaucoup d'usines mais la raison en est que la production est poussée beaucoup plus loin qu'avant la guerre et ce sont les derniers stades de la production qui demandent le plus de main-d'œuvre. Certaines usines, comme par exemple les aciéries de Longwy qui obtiennent une production brute plus forte le font avec le même nombre d'ouvriers qu'avant la guerre.

Il n'en reste pas moins que les mines et usines lorraines occupent actuellement environ 120.000 ouvriers, dont la majorité est étrangère parce que nul ouvrier français ne veut accepter ce travail, particulièrement celui de mineur, dont certains auteurs ont traduit la géhenne.

1° *La répartition des nationalités étrangères en Lorraine*

La répartition des étrangers dans une région dépend d'un certain nombre de facteurs dont le principal est le caractère frontalier de la région. En France, il y a ainsi au moins cinq régions frontalières où la pénétration étrangère s'est faite en vertu de la loi de l'osmose et où elle présente plutôt un caractère d'installation que de passage plus ou moins saisonnier. Il y a ainsi des régions frontalières avec l'Italie, avec l'Espagne, avec la Belgique (Nord, Ardennes, Meurthe-et-Moselle); avec l'Allemagne (Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin); avec la Suisse et avec le Luxembourg (Moselle et Meurthe-et-Moselle) (6).

Ce ne sont pas de simples émigrés, ils représentent un élément de population étroitement lié à la population locale

(5) L. NAUDEAU. *La population du département de Meurthe-et-Moselle*. (*L'Illustration*, numéros des 16 et 23 août 1930).

(6) S. WLOCEVSKI. *Revue d'économie politique*, 1935, p. 324.

en vertu de son ancienneté. C'est une concentration frontière qui constitue, selon l'expression de M. MAUCO : « comme un prolongement démographique des nations dont ils sont originaires ».

Ainsi s'explique, par exemple, la prédominance de l'élément belge dans la vallée de la Chiers et de l'élément allemand dans certaines usines mosellanes (on en compte environ 50.000 en Alsace-Lorraine).

Mais à cette première émigration concentrée aux alentours de la frontière a succédé une seconde émigration qui a consisté dans la dispersion des étrangers à l'intérieur du pays. La répartition des nationalités se fait alors surtout par industrie.

Les italiens sont nombreux dans les mines de fer lorraines où les trois départements de la Meuse, Meurthe-et-Moselle et Moselle en occupent environ 88.000, notamment dans les bassins de Briey et de Longwy. L'appel des régions dévastées, qui exigeaient de nombreux travailleurs du bâtiment et du terrassement où les Italiens excellent en a également attiré beaucoup. L'Italien est bien, en effet, le type d'ouvrier simple et résistant auquel conviennent les durs travaux. Alors que l'émigrant français recherche plutôt les grandes villes et les petits métiers qui demandent plus à son intelligence et moins à ses bras, pour l'italien, au contraire, le choix du travail est indifférent : pourvu que le salaire soit suffisant et lui laisse entrevoir des loisirs plus ou moins immédiats, et plus ou moins prolongés, il ne se laisse rebuter ni par l'effort musculaire que sa constitution physique lui permet de donner, ni par les conditions dans lesquelles ce travail s'accomplit. Quelquefois maladroit dans l'exécution des travaux minutieux, il est parfait, en revanche, comme manœuvre ou comme terrassier (7).

Les polonais se trouvent groupés dans les régions d'industrie et de culture. Ils sont aussi nombreux que les italiens dans le bassin de Briey. Une colonie de polonais est signalée aussi à Pont-à-Mousson, bien que la région de Nancy soit la seule où le recrutement de la main-d'œuvre

(7) G. HOTTENGER. *Le Pays de Briey*, p. 98.

n'ait suscité aucune difficulté et soit en partie satisfait par des ouvriers français. Très nombreux aussi dans les houillères lorraines, ils constituent la majeure partie des ouvriers agricoles étrangers auxquels l'agriculture lorraine est obligée de faire appel.

Les Suisses, enfin, s'étaient avant guerre, répandus dans les départements frontières, conséquence du phénomène d'osmose entre populations voisines. Depuis la guerre, ce mouvement s'est renforcé et s'est étendu aux départements contigus à la région jurassienne, et particulièrement dans les Vosges. Le colon suisse s'installe presque toujours au hasard des exploitations et des occasions qui lui sont connues, constituant le plus souvent une petite exploitation agricole : dans certains départements de l'Est (Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle) c'est la population minière et industrielle qui alimente, en partie, la colonisation et qui permet aux ouvriers suisses ayant réalisé quelques économies de s'installer comme exploitants.

Nombreuses sont encore les autres nationalités qui ont leurs représentants en Lorraine, mais ce sont les nationalités préalablement citées qui constituent, dans notre région, la majeure partie de la population étrangère (8).

LES ÉTRANGERS EN LORRAINE
PAR NATIONALITÉ ET PAR DÉPARTEMENT EN 1926

	M.-et-M.	Meuse	Moselle	Vosges	Total
Allemands	1.186	130	32.520	100	33.936
Belges	6.776	898	2.023	579	10.276
Italiens	47.046	9.660	31.945	6.055	94.706
Luxembourgeois	3.301	618	11.658	104	15.681
Polonais	12.121	1.484	20.755	429	34.789
Russes	231	224	2.233	192	2.880
Suisses	1.278	513	1.255	729	3.775
Thécoslovaques	1.257	203	1.900	95	3.455
Divers	6.578	3.107	6.760	1.175	17.620
Total en 1926.....	79.774	16.837	111.049	9.458	217.118
Total en 1931.....	99.533	16.009	130.095	8.577	254.214

(8) Il s'agit de la population totale étrangère comprenant non seulement les ouvriers mais leurs familles.

D'après ce tableau, la Moselle est, parmi les départements lorrains celui qui compte le plus d'étrangers. Elle arrivait, à ce point de vue, dans le recensement de la population effectué en 1936 au sixième rang derrière la Seine, le Nord, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes. La Meurthe-et-Moselle vient au septième rang, laissant loin derrière elle les Vosges et la Meuse.

Ce sont de beaucoup les nationalités italiennes et polonaises qui dominent en Lorraine si on laisse à part la nationalité allemande, dont la prédominance en Moselle est due aux nombreuses naturalisations qui, après la guerre, eurent lieu en Lorraine annexée. La présence des belges et des luxembourgeois, moins nombreux, tient à la proximité des frontières de ces deux pays. Quant au département des Vosges, les étrangers y sont peu répandus, sauf les italiens et les suisses qui sont essentiellement des colons agricoles.

Si, au lieu de procéder par départements, on recherche la proportion de la population étrangère dans les différentes branches d'activité on obtient les résultats suivants :

	M.-et-M.	Meuse	Moselle	Vosges	Total
	—	—	—	—	—
Forêts et agriculture	1.578	1.739	2.295	527	6.139
Industries extractives	9.245	1.436	21.189	382	32.252
Industries de transforma- tion	26.365	4.452	23.962	4.179	58.958
Commerce et banques....	2.459	492	3.819	329	7.099
Professions libérales	462	76	1.091	113	1.742
Domestiques	739	136	1.691	103	2.669
Services publics	594	250	985	455	2.380
Pourcentage de la popula- tion active étrangère ..	16,7	8,8	20	2,9	12,1

Deux industries occupent donc une grande proportion d'étrangers en Lorraine: les industries extractives et les industries de transformation (ce terme englobant toutes les phases de l'industrie métallurgique). La région de l'Est vient du reste au second rang en France par le nombre de

ses métallurgistes étrangers après la région parisienne qui tient le premier rang.

Le commerce, les banques, l'agriculture viennent ensuite. Enfin certaines industries lorraines sont réputées n'employer à peu près exclusivement que de la main-d'œuvre indigène: il y a très peu d'étrangers dans les cristalleries en raison du travail plus délicat qui exige des ouvriers spécialisés (9). La proportion de main-d'œuvre étrangère apparaît surtout très faible dans l'industrie textile, par suite de la nature du travail qui a gardé un caractère familial et rural.

Avec le grand nombre de ses petits établissements, de ses petits ateliers familiaux, avec la possibilité d'utiliser la main-d'œuvre féminine, l'industrie textile a contribué, dans les régions où elle s'est développée, à fixer la main-d'œuvre des campagnes en élargissant l'horizon de travail, en fournissant un travail d'appoint aux familles rurales.

Ces particularités apparaissent dans les Vosges où l'industrie, très disséminée, garde plus qu'ailleurs son caractère familial et puise davantage dans la population rurale: les femmes et les enfants y fournissent les trois quarts de la main-d'œuvre totale et, en 1929, dans 180 établissements occupant 38.700 travailleurs on ne comptait que 757 étrangers, soit 2 %, dont 263 hommes, 355 femmes et 139 enfants (10).

Mais l'industrie textile représente dans le recrutement de la main-d'œuvre une exception et la plupart des industries lorraines ont attiré dans la région un extraordinaire contingent d'étrangers qui a suscité parfois de graves problèmes et dont l'apport a modifié la situation démographique de notre pays.

(9) Il en est de même dans la céramique: à Sarreguemines, par exemple, les 2.000 à 2.500 ouvriers occupés par la faïencerie sont presque tous de la région (mis à part quelques sarrois en nombre très faible).

(10) G. WALTER. *L'évolution du problème de la main-d'œuvre dans la métallurgie de la Lorraine désannexée*, p. 136.

2° *La situation démographique de la population étrangère*

Toute cette tribu d'étrangers a amené avec elle ses caractères particuliers qui ont modifié parfois heureusement, d'autres fois d'une façon regrettable les caractères traditionnels de la population lorraine. Ils présentent, au milieu de celle-ci, deux grands défauts : leur instabilité et leur difficulté d'assimilation, le second étant du reste la conséquence du premier.

L'instabilité de la main-d'œuvre étrangère est une des caractéristiques de celle-ci et le principal inconvénient qu'elle apporte à l'industrie. Au contraire, la main-d'œuvre spécialisée est aussi plus stable : de bonne heure, l'indigène a déserté le métier de mineur (bien que son salaire soit élevé) de même que les jeunes générations fuyant un effort musculaire trop rude ont abandonné le métier de fondeur au haut-fourneau.

Le désir du travailleur d'améliorer son sort et celui de ses enfants (la capillarité sociale) a été favorisé ainsi en Lorraine plus que dans toute autre région. Aujourd'hui, la plupart des ouvriers qualifiés sont originaires du pays et cette spécialisation de l'ouvrier lorrain constitue pour celui-ci, il faut bien le reconnaître, tant au point de vue matériel que pour sa formation intellectuelle, un progrès incontestable sur sa condition sociale antérieure.

Une autre caractéristique de l'ouvrier indigène lorrain est qu'il est presque toujours petit propriétaire. Il possède un bout de champ acquis soit par héritage (lorsqu'il descend d'une famille de paysans), soit par droit à un bien communal (ainsi que l'y autorisent par exemple les communes d'Aumetz et d'Ottange). Par ce caractère de mineur propriétaire, l'ouvrier lorrain se rapproche du type général de l'ouvrier sarrois qui, presque toujours, possède un champ qu'il cultive à ses moments perdus. C'est du reste à cette intime pénétration de la vie agricole et de la vie minière que la Sarre doit d'avoir assuré la stabilité de son personnel (II).

Mais l'ouvrier indigène est exceptionnel en Lorraine, et la main-d'œuvre étrangère, au moins pendant plusieurs années, n'y a pas acquis beaucoup d'ancienneté. L'effort de recrutement doit se renouveler chaque année. Les ouvriers d'Italie arrivent le plus souvent munis d'un contrat de quatre mois, les polonais d'un contrat d'un an; mais beaucoup d'ouvriers, sans distinction de nationalité, partent avant l'expiration de leur contrat. En 1927, encore, une mine du bassin de Metz-Thionville avait 124 embauchages pour 100 ouvriers, la moyenne de stabilité du bassin étant de 87 % (12). A Tucquegnieux, au cours de 1926, 20 % des 1.400 ouvriers appelés par la mine n'ont pu s'y habituer et 1.309 l'ont quittée au bout de quelques mois.

Dans certaines mines, il est vrai, la main-d'œuvre est beaucoup plus stable; l'emplacement de la mine, à ce point de vue, est important: les mines se trouvant un peu à l'écart (Aumetz et Roncourt par exemple sur les plateaux au nord de la Fentsch et au sud de l'Orne) sont plus favorisées que les mines situées le long de la frontière luxembourgeoise.

Par contre, dans les usines où le travail est moins pénible, la stabilité du personnel apparaît mieux assurée. Et d'une façon générale aussi bien pour les mines que pour les usines, les difficultés de placement que la crise a entraînées ont eu une répercussion très sensible sur la mobilité du personnel: en 1928, l'ensemble des mineurs ayant moins de 1 an de présence était encore supérieur à 40 % de l'effectif total, alors que ce chiffre n'était plus que de 17 % en 1932. Inversement, le nombre des mineurs ayant plus de trois ans de présence passe de 31 % en 1918 à 59 % en 1932.

Toutes sortes de mesure ont été prises depuis longtemps pour assurer la stabilité du personnel étranger, et la plupart se sont efforcées d'atténuer les difficultés d'assimilation qu'il présente au premier abord:

Les premières viennent de l'absence de famille chez

(12) A. SÖMME. *La Lorraine métallurgique*, p. 151.

l'ouvrier étranger. Jadis, presque toujours il arrivait seul, ayant laissé femmes et enfants à l'étranger. Ceci est particulièrement fréquent dans l'émigration saisonnière et temporaire et dans une grande partie de l'émigration spontanée des pays voisins. De plus, la France, souffrant plus spécialement depuis la guerre de la diminution de la main-d'œuvre masculine, devait s'adresser surtout à l'élément masculin étranger. Aussi bien cette prédominance des hommes dans la population étrangère est-elle, depuis la guerre, notablement plus accentuée qu'elle ne l'était avant 1914.

L'assimilation des étrangers est peut-être plus difficile encore en Lorraine qu'en d'autres régions par suite des éléments si différents qu'on y rencontre; dans le Midi de la France, par exemple, on ne rencontre qu'une seule race d'émigrés: les Italiens en Provence, les Espagnols en pays Basque. En Moselle et en Meurthe-et-Moselle, toutes les nationalités: allemande, luxembourgeoise, belge, italienne, polonaise, russe, tchèque, semblent s'être donné rendez-vous et il est ainsi plus difficile d'assimiler à la population indigène des éléments aussi disparates.

Même lorsqu'ils ont fait venir leur famille auprès d'eux (et c'est de plus en plus le cas général), les ouvriers étrangers forment entre eux des petites colonies indépendantes. Les colonies polonaises surtout sont empreintes d'un véritable particularisme: elles ont leur prêtres, leurs religieuses, leurs écoles, leurs sociétés; trois prêtres polonais se trouvent à Audun-le-Tiche, Knutange et Hayange, ils y sont les véritables chefs spirituels des cités et leur action est souvent très grande sur les ouvriers qui s'adressent à eux pour les grands comme pour les petits problèmes de la vie quotidienne.

En 1934, neuf écoles polonaises fonctionnaient à Algrange, Angeviller, Aumetz, Boulange, Hagondange, Rombas, Hottange-Grande, Hayange et Nilvange, groupant plus de 750 élèves.

La même année, on trouvait, en Moselle, 47 sociétés de sport ou de musique reliées entre elles par un comité cen-

tral à Metz et qui ont été maintenues malgré la crise qui en a diminué les effectifs. Ces sociétés sont des sociétés polonaises.

Les colonies italiennes présentent moins d'originalité que les colonies polonaises : l'esprit de groupement et d'association, si favorable au conservatisme national, est loin d'y être aussi développé. Par ailleurs, les italiens, par suite d'une plus grande communauté ethnique et de civilisation, n'éprouvent pas le même désarroi, le même dépaysement que les polonais, ils s'acclimatent plus facilement à leur nouvelle condition.

Mais les Italiens présentent un autre danger pour la population locale : celui de la concurrence qu'ils apportent souvent au petit commerce indigène. La plupart viennent en France avec un contrat de travail, mais à l'expiration de celui-ci et même parfois avant, les manœuvres se transforment en commerçants. Ils ouvrent une cantine, deviennent marchands forains et, plus tard, s'installent définitivement. Autour, ou parfois à l'intérieur de toutes les colonies étrangères se développe un important commerce de détail et se multiplient les petites professions artisanales ou libérales. Le nombre des boutiquiers italiens est ainsi considérable dans les colonies ouvrières de l'Est. Il est des communes comme Auboué, Tucquegnieux, Jœuf, Homécourt en Meurthe-et-Moselle où les italiens, avec quelques polonais, assurent toute la vie économique locale. Dans le seul bassin de Briey, en 1913, on recensait plus de 500 cafés étrangers constituant la majorité (60 %) des débits de la région. Aujourd'hui, la proportion a encore augmenté : les polonais se sont joints aux italiens et nombreuses sont les boutiques de toutes sortes qui ravitaillent la population en produits étrangers (13).

Cette concurrence amenée par la main-d'œuvre étrangère a suscité bien des critiques d'autant plus que les bénéfices réalisés par ce petit commerce et, d'une façon générale par tous les ouvriers étrangers dans la région, semblent échapper à celle-ci. On remarquait un peu tristement

(13) G. MAUCO. *Les étrangers en France*, p. 339.

autrefois que la Caisse d'Épargne de Briey qui, quelques années avant la guerre, avait multiplié succursales et guichets dans un grand nombre des agglomérations industrielles de l'arrondissement (huit bureaux en 1900, 19 en 1911) avait vu ses recettes rester les mêmes ou peu s'en faut. Et l'on constatait qu'il était regrettable, inquiétant même que, sur les millions de salaires payés chaque année dans le pays minier, il n'y ait qu'une si faible part qui arrivât jusqu'aux guichets de la Caisse d'Épargne (14)

Le transfert des épargnes est, en effet, un des désavantages économiques les plus marqués de l'immigration. Le pouvoir d'épargne de l'immigrant est très élevé car, outre son désir d'économiser pour assurer la subsistance de sa famille restée souvent à l'étranger, il reçoit en général un salaire supérieur au niveau de vie auquel il est habitué. Toutefois, la perte ainsi subie par la région n'est pas aussi forte qu'on pourrait le croire. Outre la compensation des petits capitaux amenés par les immigrants et de l'énorme capital qu'ils représentent eux-mêmes, il ne faut pas oublier que l'argent exporté n'a pas été simplement raflé, mais qu'il a été créé, et bien au delà, par les immigrés.

Plus grave est la dépendance où la nécessité de cette main-d'œuvre place notre économie régionale. De par son importance, elle commande jusqu'à un certain point notre activité. Que deviendraient, en effet, les mines de Lorraine privées de 80 % de leur main-d'œuvre ! La défaillance de celle-ci entraînerait une véritable paralysie de la région industrielle lorraine.

On s'est efforcé alors, pour la rendre plus stable, de l'attacher davantage au sol lorrain et même de l'y fixer définitivement par des naturalisations nombreuses et facilitées. Celles-ci apparaissent encore à certains inabordables, car on trouve excessif le terme de 3 ans de résidence imposé. D'autres jugent exorbitant de faire dépenser de 1.200 à 1.500 francs à un ouvrier étranger ; d'autres

(14) G. HOTTENGER. *Le Pays de Briey*, p. 201. — Au soir de certains jours de paye, le bureau de poste d'Homécourt a envoyé ainsi à l'étranger de 50.000 à 100.000 francs.

encore regrettent qu'on lui fasse faire son service militaire en France, s'il n'a pas 30 ans, et réclament que la limite d'âge soit abaissée à 25 ans.

L'emprise du milieu et le pouvoir assimilateur de la France semblent l'emporter depuis quelques années. Le fait que, depuis 1926, les naturalisations d'italiens surtout, atteignent des chiffres de plus en plus importants, même dans les régions de forte immigration comme la Meurthe-et-Moselle où elles étaient rares jusqu'ici, semble démontrer que l'influence nationaliste perd singulièrement de son pouvoir en passant la frontière.

Pourtant, ces dernières années encore, le total des ouvriers naturalisés n'atteignait pas en Lorraine le chiffre de certains départements comme celui du Nord ou de la Seine et même venait assez loin derrière eux ainsi que l'indique le tableau suivant :

Départements	Naturalisés recensés en 1926	Naturalisés en 1927 1928 et 1929	Total approximatif en 1930
Seine	51.137	38.252	89.000
Nord	37.251	9.862	47.000
Moselle ..	13.991	8.563	22.000
M.-et-M. ..	4.347	3.282	7.000

Proportionnellement à sa population étrangère, le département lorrain qui compte le plus de naturalisés est donc celui de la Moselle en raison des nombreux allemands qui ont été francisés après la guerre. Par contre le nombre des naturalisés apparaît faible en Meurthe-et-Moselle où les cités ouvrières étrangères sont nombreuses, où l'immigré subit moins l'influence française et où, enfin, la population étrangère s'est beaucoup accrue depuis la guerre et n'a encore qu'un temps de séjour réduit.

Finalement, les facteurs favorables à l'assimilation apparaissent nombreux et puissants. Ils ont été aidés particulièrement en Lorraine par toutes les œuvres sociales destinées à retenir l'ouvrier et sa famille et s'appliquant à la fois à la main-d'œuvre française et étrangère. Ainsi

l'apport extérieur de races nouvelles permettra à la population indigène de bénéficier des qualités incontestables de cette main-d'œuvre à première vue aussi hétéroclite qu'indésirable.

♦ ♦

La population étrangère est une population relativement jeune, la moitié des étrangers hommes, étant âgés de 20 à 39 ans. On comprend alors que la mortalité générale soit en-dessous de la moyenne, les étrangers qui vieillissent retournant presque toujours dans leur pays natal, et, comme la natalité est très forte dans ces populations de l'extérieur, il en résulte un excédent remarquable des naissances dans les centres de forte immigration par opposition au faible excédent dans les régions plus exclusivement françaises :

Arrondissements classés par ordre d'importance de leur population étrangère	Naissances en moyenne pour 1.000 habit.	Décès pour 1.000 habit.	Excédent des naissances
Briey	31	15	15
Thionville-Est ..	29	13	16
Nancy	21	19	2
Lunéville	20	17	3

Dans l'Est, on est, en effet, frappé après avoir quitté le bassin de Nancy où domine la main-d'œuvre française, peu prolifique, de rencontrer, dans la région de Briey où la population étrangère l'emporte sur l'élément français un tel grouillement d'enfants dans les rues et dans les cités, que l'on a « l'impression de circuler parmi une humanité de mœurs différentes. » Aussi bien, la natalité qui, de 1924 à 1928, n'est que de 2 % de la population dans les arrondissements de Nancy et de Lunéville s'élève-t-elle à 3,6 % dans celui de Briey, qui renferme 73 % de la population étrangère du département. Et, de même, lorsqu'en Moselle, on compare dans un centre industriel la natalité moyenne de l'élément étranger et celle de l'élément français, on constate l'infériorité de ce dernier.

A Audun-le-Tiche, par exemple, les naissances françaises et étrangères ont été bien différentes dans la période qui va de 1928 à 1933 :

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
	—	—	—	—	—	—
Naissances françaises	58	61	59	68	60	55
Naissances étrangères.....	139	135	114	111	99	72
	—	—	—	—	—	—
	197	196	173	179	159	127

Il convient cependant de remarquer que la forte natalité des ménages étrangers s'atténue assez vite au bout d'un certain temps. Si les nouveaux arrivés apportent la natalité de leur pays d'origine, très rapidement, ils subissent l'influence française qui la leur fait perdre. Leur esprit s'affine plus ou moins, leurs besoins se multiplient, leur niveau de vie s'élève, leurs croyances morales et religieuses évoluent.

Néanmoins, malgré la diminution de la natalité des immigrés après un certain temps de séjour en France, les ménages d'étrangers restent, dans l'ensemble, bien plus prolifiques que les ménages français. De sorte que les familles particulièrement nombreuses des immigrés sont appelées à fournir une main-d'œuvre importante. Déjà certaines entreprises ont trouvé des jeunes travailleurs dans les enfants des immigrés venus depuis la guerre. Il y a là un précieux avantage pour les employeurs qui ont su stabiliser leur main-d'œuvre et suivre une politique familiale en matière d'immigration.

De plus, cette main-d'œuvre qui, au point de vue productif a longtemps présenté des défauts (d'insuffisance de préparation professionnelle, de manque d'assiduité, etc.), qui sont surtout des défauts de début, les atténue aujourd'hui avec l'expérience et la stabilisation. L'on constate, dans la plupart des mines et usines, que le rendement de l'ouvrier étranger n'est pas inférieur à celui de l'ouvrier français et que, même dans certains travaux particulièrement rudes, les polonais et les italiens du Nord apportent

une vigueur physique qui leur permet, dans les plus durs travaux manuels, un rendement exceptionnel.

Enfin, un dernier aspect de la population ouvrière étrangère est son peu d'activité dans les questions syndicales et sociales: en général, l'ouvrier étranger reste en dehors de tout mouvement politique. Même en Moselle où la vie syndicale a pourtant été fort active tant que l'Alsace-Lorraine fut rattachée au mouvement ouvrier allemand, les syndicats n'ont pas la puissance qu'ils ont dans d'autres régions industrielles. On trouve, pourtant, dans ce département, trois organisations:

1° Les syndicats indépendants qui ont succédé aux anciens syndicats chrétiens possèdent en Lorraine un secrétariat départemental.

2° L'Union des Syndicats Confédérés des travailleurs du département de la Moselle possède, dans les principaux centres, des sections plus ou moins florissantes.

3° La C. G. T. U. entretient en Lorraine deux sous-groupes: le syndicat des ouvriers métallurgistes de la Moselle et le syndicat des ouvriers mineurs de la Moselle.

Nulle part, sauf peut-être à Rombas, ces organisations n'ont le degré de cohésion qu'elles atteignent à Basse-Metz par exemple (où se trouve une colonie de cheminots d'origine alsacienne, animée d'un esprit de fronde très développé).

L'ignorance des travailleurs étrangers contribue à les rendre moins actifs et plus dociles aux exigences patronales. Et c'est sans doute à ce caractère un peu passif de la main-d'œuvre étrangère que les agitations des grèves récentes ont à peu près épargné la métallurgie lorraine: une seule grève s'est déclarée dans le bassin minier de Briey, et les grèves n'ont été importantes dans la région métallurgique lorraine que précisément dans la partie de main-d'œuvre presque exclusivement française; dans le bassin de Nancy.

Récemment, un livre documentaire exprimait cet avis: « Du point de vue de l'Etat français il est dangereux d'avoir une telle quantité d'étrangers dans une région

frontière et d'une importance économique aussi grande que la Lorraine » (15). Pourtant, à cause de l'extrême diversité des races, la population immigrée ne semble pas devoir nous inquiéter.

Et, en définitive, si la main-d'œuvre étrangère reste généralement inférieure à la main-d'œuvre française, si par son instabilité, son insuffisante préparation professionnelle, et la nécessité d'une période d'adaptation plus ou moins longue, elle pèse incontestablement sur notre économie régionale d'abord et nationale ensuite, il faut bien remarquer qu'avec le temps, elle se stabilise, s'adapte et tend à une productivité qui se rapproche sensiblement de celle des ouvriers français de même niveau.

Surtout, comment se passer de cette main-d'œuvre ? La population étrangère a fortement diminué en Lorraine ces dernières années, puisque de 254.000 individus qu'elle représentait dans l'ensemble, en 1931, elle était descendue à 178.000 en 1936.

Certaines usines comme celles de Pompey ont progressivement liquidé leur personnel étranger. Mais celui-ci constitue encore dans bien des centres industriels la majeure partie de la main-d'œuvre : il en constitue les deux cinquièmes à Bonvillers, les quatre cinquièmes à Trieux, la moitié à Homécourt et à Algrange, les deux tiers à Ottange et, à Metz même, les étrangers forment encore 10 % du total de la population.

Le bassin métallurgique lorrain est farci d'étrangers : certaines usines comme celle de Villerupt ne comportent-elles pas 84 % d'ouvriers étrangers ? Et, finalement, plus encore que les difficultés d'assimilation, que les défauts de leur race, c'est l'incertitude de cette population étrangère qui ne fait que passer, la dépendance dans laquelle elle tient toutes nos industries qui constituent le gros péril de l'invasion étrangère.

(15) L. NAUDEAU, *loc. cit.*

CHAPITRE II

LES FACTEURS NUMÉRIQUES

A côté de l'élément qualitatif (race, qualités) l'élément quantitatif joue de nos jours où l'on se plaint d'une dépopulation aiguë un rôle essentiel. La région lorraine est encore, à l'heure actuelle, une des régions françaises où le facteur numérique n'a pas sensiblement diminué.

§ I. — LES VARIATIONS GLOBALES DES QUATRE DÉPARTEMENTS LORRAINS

Pendant tout le cours du XIX^e siècle, la population lorraine a suivi, à peu de choses près, le mouvement général de la population française. Elle présente, pendant la première moitié du XIX^e siècle un progrès numérique considérable dû au développement pris par l'agriculture à cette époque. Des arrondissements qui, plus tard, ne devaient cesser de décroître: ceux de Neufchâteau, Mirecourt, Château-Salins, atteignent, vers 1846, des densités qui dépassent notablement 50 habitants par kilomètre carré.

Mais, vers 1846 et surtout 10 ans après, des changements s'annoncent. Le divorce tendra de plus en plus à se poursuivre entre la vie agricole et la vie industrielle. La main-d'œuvre agricole commence à manquer, les salaires industriels font le vide. En 1846, à peine peut-on trouver en Lorraine deux villes dépassant 20.000 habitants: Nancy en possède 47.765, Metz 55.112.

A ce moment aussi se constitue en France le réseau des chemins de fer. Pour la première fois, en 1856, le recensement constate une diminution de la population rurale.

De 1812 à 1914, ces phénomènes démographiques s'accroissent: la population s'est considérablement accrue

dans les départements industriels de la M.-et-M. et des Vosges, tandis qu'elle diminuait dans la Meuse, restée vouée à l'agriculture. Pendant la même époque, on fait en Lorraine annexée les mêmes observations compliquées seulement de l'émigration lorraine qui, vers 1871, conduisit une partie de la population mosellane vers les départements restés français. Cette émigration se produisit dans des conditions différentes de l'émigration alsacienne : au lieu de partir en groupe, comme dans cette dernière, les paysans se disséminèrent de tous côtés et ne se réunirent nulle part. Ces émigrants lorrains ne furent point remplacés dans les villages qu'ils quittaient par une population allemande. Cette dernière, en effet, lorsqu'elle émigra en Lorraine après l'annexion, se concentra dans les villes et les petites garnisons (1).

Si, à cette évolution du siècle dernier, on joint les résultats publiés par les derniers recensements, on trouve, pour les quatre départements lorrains les modifications suivantes :

Départements	1872	1911	1926	1931	1936
Moselle ..	490.459	655.211	633.461	639.408	696.246
M.-et-M. ..	365.137	564.730	552.087	592.632	576.041
Meuse ...	301.653	277.955	218.131	215.819	216.934
Vosges ...	397.981	434.000	382.100	377.980	376.926
Total ..	1.555.230	1.931.896	1.785.779	1.879.839	1.866.147

Après avoir augmenté jusqu'à la guerre, la population lorraine marquait, aux derniers recensements, une diminution sur les chiffres d'avant-guerre. Bien qu'aujourd'hui encore elle soit supérieure à la population de 1871, son maximum a été atteint depuis la guerre en 1931 avec 1.879.839 habitants.

Le recensement de 1936 (2) fait ressortir, pour la région lorraine, une diminution de population de 13.692

(1) Ch. GUYOT. *Le passé et l'avenir de la Lorraine*, p. 15.

(2) *Journal Officiel* des 28 et 29 décembre 1936.

habitants. Seuls les départements de la Moselle et de la Meuse ont vu leur population légèrement augmenter. Sans doute, la diminution de population des deux autres départements et particulièrement de la M.-et-M., est-elle due aux nombreux départs des étrangers, ces dernières années. Au nombre de 254.000 en 1931, la population étrangère ne comptait plus en Lorraine, en 1936, qu'un effectif de 179.000 personnes. Mais, par contre, ces départs ont été en quelque sorte contrebalancés par un renforcement des garnisons lorraines, dû à l'occupation de la Ligne Maginot, occupation estimée à une dizaine de milliers d'hommes. Sans cet appoint militaire, la diminution de la population lorraine aurait donc été double (3).

C'est le département de M.-et-M. qui porte le poids de la plus grande partie de cette diminution puisqu'il compte, en 1936, 16.591 habitants de moins qu'en 1931. La M.-et-M. naquit, en 1871, de nos désastres, réunissant les parties restées françaises de nos deux anciens départements de la Meurthe et de la Moselle. L'essor industriel fut particulièrement sensible sur le développement de la population qui de 365.137 habitants en 1872 montait, en 1931, à 593.632 habitants. Ces mouvements rapides sont dus en partie à l'immigration étrangère qui, en 1931, formait en M.-et-M., une masse de 99.533 habitants.

Mais ce département est différent de celui des Bouches-du-Rhône, par exemple, où la natalité, très faible, est submergée par les étrangers. En M.-et-M., où la population étrangère intervient aussi dans des proportions considérables, les autochtones montrent encore une natalité appréciable.

Si on s'en rapporte à la proportion des enfants déclarés vivants pour 10.000 habitants, la M.-et-M. ne le cédait, en 1931, qu'au Pas-de-Calais. Son taux était de 234 enfants pour 10.000 habitants (celui du Pas-de-Calais est de 246 pour 10.000). Viennent ensuite la Moselle, le Morbihan, avec des résultats moins élevés.

(3) A. GAIN. *La Lorraine et le problème de la dépopulation*. Conférence donnée le 25 février 1937 au Centre d'Etudes Lorraines.

Enfin, le département de M.-et-M., possède une densité de population de 109 habitants au km², densité supérieure par conséquent à la densité moyenne de la France (76,5 au km²).

Mais à ce point de vue, comme au point de vue global, la Moselle est de beaucoup le plus florissant de nos départements lorrains. Avec une densité de 111,96 habitants au km², elle présente une population de 696.246 habitants, c'est-à-dire supérieure à celle des Vosges et de la Meuse réunies. Pourtant, l'augmentation de la population moselane (plus de 7.000 habitants) de 1931 à 1936 apparaît insignifiante si l'on tient compte des augmentations de garnison et de l'émigration de sarrois après le plébiscite.

La densité de la population y apparaît également inférieure à celle de sa voisine: la région alsacienne (145 hab. au km²). Différence qui s'explique par la faiblesse de densité des arrondissements agricoles en Moselle comparée à celle de l'Alsace. Cette dernière, en effet, avec un climat plus tempéré, des sols de lehm et de loess qui lui donnent une terre légère bien différente du lourd sol lorrain, connaît une exploitation intensive que ne permet pas la Moselle agricole.

Pourtant, ce département lorrain reste un des départements les plus peuplés de France qui a longtemps occupé le 2^e rang avec un excédent annuel de 110 naissances pour 1.000 habitants et n'était dépassé que par le Pas-de-Calais avec 114. Aujourd'hui, il occupe le 3^e rang à ce point de vue après le Nord.

Bien différente est la situation de la Meuse, fort attristante avec ses 34,77 hab. au km². Jamais ce département n'a été très peuplé. Toutefois, les recensements de la première moitié du XIX^e siècle indiquaient encore un accroissement de population, surtout dans les bourgs industriels et agricoles. La décadence qui se manifeste à partir de 1851 a été très brusque puisque de 1851 à 1856 seulement, certaines communes ont perdu le 1/6^e de leurs habitants. La guerre de 1914 a accentué ce mouvement de dépopulation, car la Meuse fut le département qui eut le

triste record des évacuations. De plus, alors que dans d'autres régions (comme celle du Nord) l'industrie a comblé les vides, ici aucun essor nouveau n'a amené une recrudescence de population. Au contraire, après l'armistice, la Meuse qui avait déjà perdu le 1/4 de sa population a vu partir ces garnisons dont elle était le parasite, et ses nombreuses petites villes-casernes d'autrefois s'endorment dans une décadence sans espoir.

Sans doute la désertion générale des campagnes est une des causes de ce mouvement décroissant, mais la baisse de la natalité a joué ici son rôle. En 1910, la Meuse était parmi les départements de France où il y avait le plus de familles sans enfants, et l'on cite certain village d'Armoncourt resté 28 mois sans baptême. Pourtant, une reprise de natalité s'est manifestée dans la Meuse depuis 1920: de nouveau, les naissances l'emportent sur les décès, fait qu'on n'avait plus constaté en moyenne depuis 1876 et le phénomène dure encore. De 1920 à 1928 inclus, le total des naissances est de 42.207, celui des décès de 33.324. La Meuse est rentrée, pour le moment, dans la partie de la France où la natalité se maintient encore (4).

Ainsi s'explique la légère augmentation de population qui, dans la Meuse a passé pendant les 5 dernières années de 215.819 à 216.934 habitants.

Les Vosges, font, avec la Meuse, au point de vue démographique un certain contraste. Leurs cantons sont souvent intermédiaires entre les cantons purement industriels et les cantons purement ruraux. Mais, tandis que le paysan meusien est groupé en de petits villages, la dispersion humaine est la caractéristique des Vosges. Aussi, le paysan vosgien, isolé, n'a pas pris en grippe le village qui meurt. Dans la montagne vosgienne, la population se maintient. L'arrondissement d'Épinal compte 55 % de la population vosgienne. Le développement industriel a beaucoup aidé aussi au développement humain. Malheureusement, les communes rurales sont très nombreuses dans les Vosges où, sur 581 communes que compte le département,

(4) A. SCHMITT. *La population du département de la Meuse*, p. 91.

448 sont à peu près essentiellement agricoles. Aussi, malgré ses 77 communes de plus de 1.000 habitants (proportion exceptionnellement forte en France) le département des Vosges se dépeuple ayant encore perdu un millier d'habitants au dernier recensement et n'ayant que 64 hab. au km².

Malgré cette diminution du chiffre global de leur population, due soit au départ de la main-d'œuvre étrangère, soit à la désertion des campagnes, tous les départements lorrains présentent encore aujourd'hui une vitalité qu'on ne trouve pas dans beaucoup d'autres régions : en 1935, dans 31 départements français seulement, le chiffre des naissances était supérieur à celui des décès ; les 4 départements lorrains y figuraient : les Vosges et la Meuse avec un excédent de 800 enfants, la M.-et-M., avec 1.600 enfants et la Moselle avec 4.500 enfants en excédent. Cette dernière occupait ainsi le 3^e rang en France, après le Nord et le Pas-de-Calais. Sans doute ces faits réconfortants sont-ils dus en partie aux masses prolétariennes (mineurs et métallurgistes) et à la main-d'œuvre étrangère, très prolifique, particulièrement importante en Lorraine (la région du Nord présente les mêmes caractères). Il n'en reste pas moins que, dans les problèmes de dépopulation si agités aujourd'hui, la région lorraine, dans son ensemble, constitue une donnée plutôt rassurante parmi les facteurs d'inquiétude que présentent bien des autres régions.

§ 2. — LES DÉPLACEMENTS INTÉRIEURS DES POPULATIONS LORRAINES

Ces populations émigrent peu ; le lorrain, c'est un des traits distinctifs de son caractère, quitte rarement le sol natal pour l'étranger où il se sent, suivant un mot qui a fait fortune « déraciné ». Les échanges de populations sont surtout très rares entre ouvriers lorrains et industries des pays voisins. C'est ainsi qu'on constatait, avant le plébiscite sarrois, que de nombreux ouvriers sarrois ou allemands venaient par l'autobus ou par le tramway de

Sarrelouis à Creutzwald-la-Houve et repartaient, tous les soirs, dans leur pays d'origine (on les appelle les « frontaliers » et leur situation a été maintenue depuis le plébiscite). Or, on ne trouve, en sens inverse, aucun courant de main-d'œuvre du même genre. Une centaine d'ouvriers au plus, domiciliés à Forbach, Petite-Rosselle, franchissaient, ces dernières années, la frontière franco-sarroise pour travailler dans les usines de la Sarre. Sarreguemines en envoyait 6 ! Beaucoup de ces localités, cependant, notamment Sarreguemines, sont près de certaines mines sarroises, plus près même que de la mine lorraine la plus proche. Interrogés sur leur refus de s'éloigner les ouvriers lorrains répondent qu'ils ne tiennent pas à travailler « à l'étranger ». Or, cet étranger, lorsqu'il s'agit de la Sarre, parle la même langue, a associé pendant 50 ans la Lorraine à ses destinées, envoie ses fils aux mines lorraines.

Cette absence de réciprocité pourrait bien n'être qu'un reflet de l'inégale évolution de la vie industrielle dans les deux districts. Pour qui a vécu dans le « Gau » lorrain, dont la vie est d'une étreinte monotone et puissante, toute autre vie constitue un dépaysement. Au contraire, le Sarrois, habitué depuis longtemps à quitter son village, a élargi sa conception du « Heimat » (5).

L'ouvrier lorrain est donc peu migrateur. Il n'a émigré que quand les circonstances politiques l'y ont obligé. Après l'annexion, en 1870, eut lieu un exode dont on suit la trace à travers un long cycle d'années. On a évalué à cette époque qu'environ 1 million d'Alsaciens-Lorrains avaient quitté leur pays. Les statistiques officielles ont relevé à ce moment, non sans surprise, dans l'ensemble de l'Alsace-Lorraine, la proportion considérable d'habitations non occupées par rapport au nombre total des maisons : cette proportion atteignait en Lorraine annexée près de 1/10°. Les plus éprouvés des cantons étaient ceux qui s'étendaient à l'Est et au Sud de Metz depuis Delme et Château-Salins jusqu'à Pange et Vigny (6).

(5) R. CAPOT-REY, *loc. cit.*, p. 294.

(6) P. VIDAL DE LA BLACHE, *La France de l'Est*, p. 184.

Un double courant s'est ainsi produit en Moselle après 1870, l'un, arrachant à leur foyer, individuellement ou par groupes, des alsaciens-lorrains les a dirigés vers la France ou l'Algérie, mais en a fixé le plus grand nombre dans les départements contigus à l'ancienne frontière; l'autre, sans combler tout à fait le vide résultant de cet exode, a introduit dans les rangs qui s'éclaircissaient une émigration considérable de vieux allemands qui s'est surtout concentrée à Metz où elle entraînait pour moitié dans la population totale et qui, après la dernière guerre, a entraîné un nouveau courant inverse d'allemands rentrant dans leur pays.

Mais, lorsqu'il n'y est pas tenu par suite de circonstances exceptionnelles, l'ouvrier lorrain n'émigre pas volontiers. Il n'en est pas de même du lorrain agricole qui, conformément à un mouvement, général d'ailleurs en France aujourd'hui, s'est dirigé vers les régions industrielles, abandonnant son exploitation agricole.

Les régions industrielles ont donc attiré à elles un courant d'immigration, souvent au détriment des régions rurales. Quant aux centres et aux villes lorraines, elles ont évolué dans des voies différentes suivant leur situation dans un milieu industriel ou rural.

I. — *Les variations d'effectifs dans les régions industrielles*

La population de la Lorraine industrielle (essentiellement métallurgique) n'a pas cessé d'augmenter jusqu'à ces dernières années, en gros, jusqu'à l'année 1930 inclusive-ment. L'augmentation des effectifs donnait lieu ainsi à un courant d'immigration presque entièrement constitué par des étrangers.

La main-d'œuvre française n'a fourni, en effet, que peu d'ouvriers aux industries lorraines. L'émigrant français, qu'il vienne d'Auvergne ou de Bretagne (les deux principaux foyers d'émigration) recherche surtout les petits métiers; aussi les entreprises sidérurgiques ont-elles dû orienter leurs recherches d'un autre côté.

Elles ont cherché à l'étranger la main-d'œuvre qui leur manquait. L'immigration étrangère a, suivant les régions, un caractère agricole, industriel ou commercial : agricole dans le Bassin Parisien et le Bassin Aquitain, commerciale dans l'Ouest où elle est du reste peu nombreuse, la main-d'œuvre étrangère apparaît nettement industrielle dans la région de l'Est.

D'abord spontanée et individuelle, l'immigration est devenue organisée et collective. C'est dans l'Est que cette initiative fut prise : l'exploitation des Bassins de Briey et de Longwy y ayant amené, au début du ^{xx}^e siècle, un essor de l'industrie comparable à celui que le Nord avait connu au ^{xix}^e siècle. Mais, tandis que les belges, voisins de la région du Nord avaient fourni un appoint de main-d'œuvre à cette dernière, l'Est n'avait pu recevoir un appoint comparable. De plus, l'industrie ne pouvait puiser dans la population rurale, celle-ci étant déjà raréfiée.

Aussi, à partir de 1900, l'industrie de l'Est commençait-elle à organiser le recrutement des ouvriers étrangers. Les Italiens étant particulièrement recherchés, comme plus aptes aux durs travaux de terrassements dans les mines de fer, les principales compagnies envoyaient des agents recruteurs dans les gares frontières. Mais ces agents se concurrençaient et les ouvriers recrutés n'arrivaient jamais tous à destination. Aussi, en 1908, le Comité des Forges de l'Est s'efforça de régulariser cette immigration et, finalement, en 1911, créa un service de recrutement collectif qui négocia avec l'Italie un accord provisoire. Cet accord garantissait aux ouvriers italiens l'égalité de traitement avec les ouvriers français et accordait au Comité des Forges, à titre précaire, licence de recruter en Italie. Après un examen médical, les ouvriers embauchés étaient dirigés sur Nancy par la Suisse et l'Allemagne (7).

Plus de 7.000 Italiens furent ainsi introduits dans l'industrie de l'Est, le Comité des Forges les groupa dans le Bassin de Briey, autour des mines et des usines nouvelles.

Cette première tentative pour organiser l'immigration

(7) G. MAUCO. *Les étrangers en France*, p. 64.

ouvrière et la stimuler dans la région lorraine devait marquer pour toute la France le début d'une politique nouvelle en matière d'émigration. Le XIX^e siècle avait connu la liberté de circulation et de travail, nécessaire à son organisation économique individualiste. Le XX^e siècle, au contraire avec ses besoins économiques grandissants, ses tendances d'organisation collective et centralisée devait régler et coordonner les mouvements migratoires.

Immigration organisée et collective, tel est le premier caractère de l'augmentation des effectifs dans la région industrielle lorraine.

De plus, la double évolution de la population française vers la réduction en nombre et l'ascension sociale permet de comprendre à la fois l'importance et le rôle de cette immigration étrangère.

Au début, il s'agissait d'une immigration de spécialistes, aujourd'hui l'industrie a surtout besoin d'ouvriers manuels. « Ce sont les bras, non plus les têtes qui viennent en France ». En conséquence, le mouvement de l'immigration se trouve étroitement lié aux besoins de main-d'œuvre du pays et suit le développement du régime industriel et la baisse de la natalité.



Le développement industriel a entraîné ainsi une augmentation constante des effectifs notamment de ceux du bassin minier et métallurgique.

Si on envisage ses fluctuations dans les *houillères mosellanes*, le nombre des ouvriers augmente depuis 1871 : de 2.222 à cette époque il monte à environ 17.000 en 1914. Après guerre, l'ascension continue : 22.000 en 1920 ; 23.991 en décembre 1921 et 25.693 en décembre 1932 (8).

Dans cet effectif, la population polonaise s'accroît constamment : 3.123 en 1924 ; 4.277 en 1926 ; 5.206 en 1927.

Même augmentation d'effectifs *dans la région minière* : le nombre maximum d'ouvriers a été atteint en 1929 pour la Moselle et en 1930 pour la M.-et-M. Pourtant, il est

(8) A. EISELÉ. *Le charbon mosellan*, p.149.

curieux de constater que ce chiffre n'atteint pas encore à cette date celui de l'effectif ouvrier reconnu en 1913 et ceci ne peut s'expliquer que par les méthodes de rationalisation qui permettent d'augmenter la production sans entraîner l'accroissement de l'effectif ouvrier.

EFFECTIFS DES BASSINS MINIERES LORRAINS

	1913	1925	1929	1930
Meurthe-et-Moselle	17.670	15.285	19.059	18.933
Moselle	17.500	13.500	15.218	14.951
Total	35.170	28.785	34.267	33.884

Dans ces chiffres, c'est la population étrangère qui, de 1925 à 1930, représente le facteur d'accroissement et particulièrement les ouvriers polonais dont le nombre ne cesse de s'accroître tandis que le nombre des ouvriers français, déjà faible en 1913, n'a pas cessé de diminuer jusqu'en 1930 ainsi que l'indique la composition du personnel des usines de fer depuis la guerre en M.-et-M. :

Nationalités	1913	1925	1930
Français	31 %	28 %	23 %
Italiens	60 %	51 %	36 %
Polonais	»	12 %	34 %
Divers	9 %	9 %	7 %
	100 %	100 %	100 %

Enfin, ce mouvement ascendant des effectifs ouvriers s'observe aussi, semble-t-il, jusqu'en 1930, *dans toutes les usines sidérurgiques.*

Les effectifs atteignent pour le Bassin Mosellan (le seul qui produise des statistiques à ce point de vue) 36.307 ouvriers métallurgistes, chiffre maximum atteint en 1930 et qui, depuis ne sera pas dépassé.

Les chemins de fer ont également nécessité une main-d'œuvre sans cesse accrue : à Jarny, le personnel de la gare

et des trains dépassait en 1928 le nombre d'ouvriers employés par les trois mines voisines : celles-ci occupaient 1.317 ouvriers, alors que les chemins de fer en monopolisaient 1.400. Et, dans le canton de Thionville-Est, une population d'environ 15.000 personnes (ouvriers et leur famille) vivait du trafic des chemins de fer.

Exceptionnellement, quelques usines en Lorraine n'ont pas augmenté considérablement le nombre de leurs ouvriers parce que la nature de l'industrie ne s'y prête pas : il en est ainsi du personnel occupé dans les industries chimiques pour lesquelles la Meurthe-et-Moselle venait en tête du recensement de 1901 avec 2.800 personnes, laissant derrière elle l'Aisne et la Seine, qui n'occupaient que le troisième rang. Au recensement de 1926, la Meurthe-et-Moselle occupe bien un nombre un peu plus considérable d'ouvriers (4.300), mais elle ne vient plus qu'au cinquième rang dans les ateliers de préparation des acides, bases et sels. La Seine, au contraire, vient en tête avec 9.900 personnes employées, le Nord en seconde ligne avec 5.500 personnes (9).

Dans cette différence d'effectifs employés, on trouve l'indice d'une évolution intéressante : d'abord l'idée que l'industrie chimique est devenue une chose essentielle dans la vie économique du pays en 1926, tandis qu'en 1901 les quelques usines qui en dépendent ont tenu compte surtout des contingences locales pour se développer (la Meurthe-et-Moselle se place au premier rang en 1901 parce qu'elle profite de la richesse des salines lorraines). Mais on trouve surtout dans cette évolution la caractéristique des industries chimiques : même très développées, elles occupent peu d'ouvriers, et, par suite de la mécanisation de cette industrie, on trouve surtout parmi le personnel ouvrier peu de manœuvres, le chimiste étant avant tout un spécialiste. Il y a donc là une espèce d'industrie où la main d'œuvre ne peut pas indéfiniment se développer et où surtout elle ne

(9) M. FAUQUE. *L'évolution économique de la grande industrie chimique en France*, p. 149.

peut faire appel à la population étrangère qu'exceptionnellement.

Mais, ces industries mises à part, l'effectif ouvrier en Lorraine n'a pas cessé d'augmenter au moins jusqu'à l'année 1930, faisant appel surtout à l'immigration étrangère qui ne devait s'arrêter qu'avec les premières années de crise.

*
* * *

Le chômage de ces dernières années a entraîné d'abord une réduction du temps de travail puis une diminution des effectifs employés dans la Lorraine industrielle.

Si l'on envisage à ce point de vue la situation générale de la France, on constate que les effectifs ont baissé continuellement depuis la crise. Toutefois, on peut distinguer deux périodes : la première qui va de la fin de 1930 jusqu'en avril 1932 est marquée par une chute de 20 %. La seconde, d'avril 1932 à fin 1934, se caractérise par un glissement d'ensemble de 4 %. Depuis lors, la tendance à la baisse semble s'accroître à nouveau.

Si l'on envisage plus particulièrement l'adaptation de l'industrie minière à la crise, on y trouve trois étapes : dans la première, on a diminué, assez peu du reste, la durée du travail ; dans la seconde, la crise se précipitant, on a réduit à la fois les effectifs et la durée du travail ; dans la dernière enfin, lorsqu'il y a eu stabilité dans le marasme, les effectifs ont subi une réduction moindre et la durée du travail s'est relevée, la hausse de l'une compensant à peu près la baisse des autres.

Quant à la métallurgie, la baisse des effectifs est de 30 % environ, mais elle se complique de variations considérables dans la durée du travail. A cet égard, 1933 et 1934 marquent une amélioration nette sur 1932, amélioration qui aboutit à un accroissement du nombre total d'heures de travail. Peut-être faut-il y voir les résultats du Cartel international de l'Acier et l'effet des commandes passées au titre de la Défense nationale (10).

(10) « La crise et l'emploi en France ». *L'Activité économique*, 15 avril 1935.

Si nous étudions maintenant les effets du chômage en Lorraine, nous remarquons que la Moselle et la Meurthe-et-Moselle sont dans une situation relativement favorable (11). Alors que les départements de la Creuse et de la Haute-Vienne, par exemple, secourent: le premier 251 chômeurs et le second 966 pour 10.000 personnes actives, la Meurthe-et-Moselle en secoure seulement 69 et la Moselle 71. La Meuse, département agricole, n'a pas de chômeurs, et les Vosges en secourent seulement 22 pour 10.000 personnes actives:

	Population active (non compris cultivateurs et militaires)	Chômeurs secourus au 27 octobre 1934		Demandes d'emploi non satisfait. au 27 oc. 1934	
		Nombre	Proportion pour 10.000	Nombre	Proportion pour 10.000
M.-et-M.	234.081	1.632	69,7	2.554	109,1
Meuse	63.788	rien	»	60	9,4
Moselle	229.569	1.629	71,0	2.356	102,6
Vosges	143.890	321	22,3	431	30,0
Creuse	32.771	825	251,8	825	251,8
Haute-Vienne ..	82.854	8.005	966	8.437	1.025

Par le nombre des chômeurs secourus, les départements lorrains ne sont donc pas les plus touchés par la crise. Cette faiblesse des chiffres et de la proportion des chômeurs qui ressort du tableau précédent vient en partie de ce que les industriels lorrains ont cherché plutôt à diminuer la durée de la journée de travail et même le nombre de jours de travail du personnel (système dit à *short time*) qu'à licencier une partie de ce personnel.

Aussi, le tableau des variations des effectifs et des heures de travail dans trois grandes régions: parisienne, nancéienne et strasbourgeoise, fait-il ressortir dans la région de Nancy une diminution moindre des effectifs que dans la région parisienne notamment, alors que c'est dans la région nancéienne que l'on travaille le moins d'heures par semaine.

(11) *Bulletin de la Statistique générale de la France*, janvier-mars 1935, p. 264.

VARIATION DES EFFECTIFS
ET DES HEURES DE TRAVAIL PAR GRANDES RÉGIONS (12)

	1 ^{er} janvier 1933	1 ^{er} janvier 1934	1 ^{er} juillet 1934	1 ^{er} février 1935
Paris	581,5 (70,9)	578,8 (70,8)	566,8 (72,6)	537,1 (66,6)
Nancy	181,5 (64,4)	174 (67,1)	175,6 (49,1)	165,7 (40)
Strasbourg ..	143 (73,3)	147 (80)	140 (58,2)	130 (52,8)

Si l'on a cherché, dans la sidérurgie lorraine, à diminuer les heures de travail plutôt qu'à renvoyer les ouvriers et à arrêter la marche de l'entreprise au moins pour un temps, c'est que, s'il faut beaucoup de temps à la métallurgie pour prendre son élan, il lui en faut davantage aussi que d'autres industries pour l'arrêter. C'est, d'abord, que le chômage de son outillage lui inflige des pertes exceptionnellement élevées : un arrêt total de l'exploitation du minerai, à Briey surtout, déterminerait l'inondation de certaines mines, la destruction des boisages et du matériel, l'écroulement des galeries. L'exploitation, non seulement doit être continue, mais doit, pour être lucrative, porter sur des masses énormes de minerai, pour lesquelles il faut, à tout prix, trouver des débouchés. Enfin, l'extinction des appareils à feu nécessite, pour les rallumer plus tard, des dépenses importantes ; elle entraîne souvent leur détérioration et, parfois, s'il s'agit d'un haut-fourneau, leur destruction ; sans parler de la dispersion de la main-d'œuvre que l'on a eu tant de peine à se procurer et qu'il sera si difficile de réunir à nouveau. Sans parler encore de la baisse des cours en bourse, qu'entraîne la diminution des profits, et de la fuite des capitaux qui en résulte. De là, dans les périodes de baisse, les efforts des métallurgistes, les sacrifices qu'ils s'imposent pour maintenir ou ra-

(12) *L'Organisation*, numéro du 1^{er} mars 1935 (d'après l'enquête des inspecteurs du travail sur les établissements de plus de 100 personnes et des ingénieurs des mines). Il s'agit de la diminution de l'effectif par 1.000 ouvriers. Entre parenthèses est indiqué le pourcentage de l'effectif travaillant au moins 48 heures par semaine.

lentir le moins possible leur production, efforts d'autant plus redoutables pour l'équilibre déjà compromis de l'offre et de la demande, que la métallurgie travaille en partie à se développer elle-même (13).

D'autres industries, pour des raisons particulières, ne peuvent renvoyer une grande partie de leur main-d'œuvre : ce sont toutes celles qui emploient une main-d'œuvre spécialisée et pour ainsi dire familiale, parce que les ouvriers se succèdent dans l'industrie de père en fils : il en est ainsi des industries d'art, comme les cristalleries, ou des industries textiles qui emploient une main-d'œuvre essentiellement locale, dont le renvoi priverait de ressources toute une région environnante vivant de cette industrie depuis de longues années.

Après avoir usé du *short time*, force fut pourtant à certaines entreprises de diminuer leurs effectifs, et, depuis 1920 jusqu'à 1934 environ, un certain nombre d'industries lorraines diminuent le chiffre de leur main-d'œuvre, mais le licenciement a surtout porté sur la population étrangère.

En 1931, la réduction du personnel des houillères mossellanes, par rapport à 1929, atteint 38 %, tandis que la diminution de la production pendant la même période n'était que de 11,4 % (les causes de cette diminution de main-d'œuvre ne découlent donc pas seulement de la crise, mais de la rationalisation des méthodes d'exploitation, de l'amélioration du rendement ouvrier). En 1934, on constatait encore une nouvelle diminution du personnel, le personnel restant étant atteint d'un chômage partiel. Aussi les départs volontaires sont-ils plus rares ; l'ancienne instabilité du personnel a pratiquement disparu (14).

En 1935, l'effectif moyen des houillères lorraines a continué à décroître pendant le premier semestre pour se stabiliser ensuite à 16.691 ouvriers (contre 17.000 en 1934). L'embauche, généralement supérieure à 25 % de

(13) L. BROCARD. *L'évolution des prix dans la grosse métallurgie*, p. 435.

(14) A. EISELÉ, *loc. cit.*, p. 191.

l'effectif moyen, s'est réduite pendant la même année à 7,2 % de ce même effectif. Le pourcentage des départs, qui est généralement du même ordre que le précédent, s'est élevé, par contre, à 9,3 % (chiffres de 1930: 26,3 et 23,1)). Le licenciement dans les houillères a porté sur la main d'œuvre étrangère, le pourcentage du personnel français s'accroît maintenant tous les ans dans les mines de houille lorraines (15):

	1934	1935
Français	55,3 %	62,1 %
Allemands	26,5 %	20,1 %
Polonais	12,2 %	11,7 %
Autres nationalités..	6,0 %	6,1 %
	100 %	100 %

Les mêmes considérations se dégagent de l'étude des effectifs du bassin sidérurgique pendant ces dernières années: en Meurthe-et-Moselle et en Moselle, le personnel minier diminue de la façon suivante:

Années	M.-et-M.	Moselle
1929		15.218
1930	18.933	14.951
1931	15.879	12.311
1932	12.100	9.070
1933	11.282	9.053
1934	11.398	9.328
1935	11.191	9.381

Dans les usines sidérurgiques on constate, tout au moins en Moselle (seul département qui ait fourni des statistiques sur ce point), le même mouvement de diminution du personnel: 36.207 ouvriers en 1929, 28.578 en 1931, 23.701 en 1933. Depuis, leur nombre remonte légèrement.

(15) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de la Moselle, 1936.

Dans les bassins miniers, on fait aussi les mêmes observations que dans les houillères sur les changements de nationalité du personnel employé. Ce sont les ouvriers français dont le nombre augmente, formant au 31 décembre 1935, 32,7 % du personnel total contre 23 % en 1930. Au contraire, le pourcentage des ouvriers polonais et italiens diminue.

Ici encore, on se félicite de posséder un personnel beaucoup plus stable que celui des années précédentes. Le « coefficient d'instabilité » (rapport du nombre des départs enregistrés dans une année aux effectifs ouvriers au 31 décembre de l'année précédente) tombe à 12 % contre 14 % en 1934, 20 % en 1933, 26 % en 1932, et 47 % en 1931. Ces chiffres sont fournis par le bassin de Meurthe-et-Moselle, mais celui de Metz-Thionville indique également une stabilité du personnel beaucoup plus grande : on y comptait, au 31 décembre 1935, 14,7 % d'ouvriers ayant moins d'un an de présence contre 16 % en 1934 et 17 % en 1932.

Au sujet du chômage proprement dit, les diverses mines et usines suivent des politiques très différentes. Au cours de l'année 1935, certaines usines mosellanes ont chômé pendant 50 jours, d'autres ont travaillé chaque jour ouvrable.

La diminution des effectifs et le renvoi d'une partie de la main-d'œuvre a donné lieu à un courant d'émigration inverse du courant d'immigration qui caractérisa la période d'essor industriel. Parmi ces étrangers qui, parfois avant l'expiration de leurs contrats, ont dû chercher ailleurs un gagne-pain, quelques-uns ont trouvé sur place des emplois momentanés : aux travaux de fortification entrepris dans la région mosellane par exemple. D'autres, toujours en Moselle, ont pu se faire embaucher aux travaux d'établissement d'une ligne de chemin de fer dont la réalisation était projetée depuis longtemps entre Boulanges et Ottange, à proximité du plateau d'Aumetz. Mais la majorité de ces ouvriers (la plupart célibataires car on a gardé les familles) a dû reprendre le chemin du retour vers leur pays d'origine.



Allons-nous assister de nouveau à une recrudescence de l'immigration étrangère qui ramènerait la population lorraine aux chiffres de 1931? Déjà, malgré le chômage, il était difficile de trouver pour les industries de la métallurgie et du travail des métaux une main-d'œuvre qualifiée, le personnel étranger ne fournissant guère que des manœuvres. La semaine de 40 heures vient à nouveau de poser la question du recrutement. Nul doute qu'il amène une augmentation considérable des effectifs dans l'industrie. Il est certain aussi que son application, à l'étude actuellement, soulève bien des difficultés lorsqu'il s'agit de trouver cet appoint. Un certain nombre d'industries (dans les chemins de fer notamment) feront appel à la main-d'œuvre licenciée les années précédentes. Mais la métallurgie et surtout les mines lorraines qui ont renvoyé chez eux les ouvriers étrangers dont elles n'avaient plus à utiliser les services vont être de nouveau obligées de les rappeler. Sans doute, le moyen le plus simple paraissait d'utiliser des chômeurs français et, à cet effet, on a commencé à faire venir, dans le Bassin de Briey notamment, les ouvriers du Midi de la France actuellement sans emploi. Chaque semaine, actuellement on embauche dans certaines mines de ce bassin, environ 60 mineurs et il en part environ 59. Dans le nombre, certains se rendent seulement jusque sur le carreau de la mine et refusent d'aller plus loin (16).

Manifestation nouvelle de l'inaptitude, depuis si longtemps confirmée, de l'ouvrier français au travail de la mine.

Les industriels lorrains vont donc faire appel de nouveau à la main-d'œuvre extérieure. Peut-être éprouveront-ils, en provoquant ce nouveau mouvement d'émigration des difficultés nouvelles, qu'ils n'ont pas eues à subir autrefois : la masse italienne, notamment, qui a longtemps

(16) Renseignements obtenus au cours de visites effectuées dans le Bassin de Briey.

constitué la principale main-d'œuvre des mines lorraines, surtout dans le Bassin de Briey, ne grossit plus comme autrefois, depuis que le régime fasciste a mis des entraves au départ de ses nationaux. Et lorsque l'on trouve comme récemment, dans les journaux, une demande de 7.000 mineurs, on constate que la question de main-d'œuvre revient à l'ordre du jour, plus anxieuse que jamais puisque la production en dépend.

Dans les usines sidérurgiques, cet appoint nécessaire est devenu également un problème vital qu'exprimait la Chambre de Commerce de Metz dans sa séance du 7 novembre 1936 :

Après avoir constaté que la mise en application de la semaine de 40 heures dans les houillères mosellanes se traduit par une majoration reconnue nécessaire par le gouvernement, de 21 francs par tonne sur les prix de vente des charbons et par une diminution sensible de l'extraction, la Chambre constatait également l'absence de chômeurs en Moselle dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux. Elles concluait, finalement, qu'à défaut d'un appoint de main-d'œuvre française ou étrangère, les mines de fer et les industries de la métallurgie et du travail des métaux de la Moselle subiraient par suite de l'introduction de la loi de 40 heures, *une perte de leur production de l'ordre de 25 % (17).*

II. — L'exode rural et ses conséquences

La désertion des campagnes que l'on observe depuis le début du xx^e siècle n'a pas toujours été la règle en Lorraine et l'on se plaint au siècle précédent que l'industrie manque de bras qui vont tous à l'agriculture.

L'exode rural fut pourtant un phénomène général et d'ailleurs nécessaire en Europe à la fin du xix^e siècle, car l'accroissement de la population urbaine ne put suivre le développement prodigieux de l'industrie. Mais en France il parut particulièrement sensible par suite du non-accrois-

(17) *L'Union Economique de l'Est*, 1^{er} décembre 1936, p. 257.

sement de la population qui obligea l'industrie à puiser toute sa main-d'œuvre dans la population rurale. Celle-ci, qui formait 75 % de la population totale en 1846, n'en constitue plus que 55 % en 1911.

Si l'exode rural fut général, il a été fort sensible dans la région lorraine et surtout dans le développement de la Meuse, très agricole. La guerre l'a frappé cruellement et la reconstitution des régions dévastées fournissait une occasion admirable de désertir la terre; onze territoires communaux avaient été, dans la Meuse, si bouleversés que leur remise en état aurait dépassé la valeur du terrain: Douaumont, Fleury, Vaux, Bezonvaux et bien d'autres, ont été rachetés en totalité par l'état et forment aujourd'hui la zone rouge. Mais les paysans n'y sont pas revenus.

L'introduction de la machine a rendu moins nécessaire la main-d'œuvre agricole (avant-guerre, on comptait qu'en Moselle, sur 92.402 exploitations agricoles, 22.209 seulement employaient des machines). Aujourd'hui, il n'est guère d'exploitations qui n'y fassent appel.

La nécessité de l'achat, pour une exploitation agricole, de machines coûteuses a fortement augmenté le capital d'exploitation nécessaire aux jeunes agriculteurs pour s'établir et constitue souvent pour eux un obstacle insurmontable.

« Que ce soit dans les vallées de la Blette, de l'Euron, de la Vezouze ou de la Seille, ou dans les mornes plaines de la Woëvre, écrivait-on il y a quelques années, nous assistons à l'effondrement de la campagne lorraine, lent avant la guerre, précipité depuis 1914 » (18).

Le premier signe de cet exode rural est la diminution considérable depuis un siècle de la population purement rurale. Dans les communes restées complètement nettes d'influence industrielle, la dépopulation, depuis 1841, dépasse le 1/4 et atteint presque la moitié de la population communale. Si la Meuse a vu sa population passer de 301.653 habitants en 1892 à 216.934 habitants en 1936,

(18) V. LOISELET. *L'effondrement de la campagne lorraine* (Les Etudes, 1928, p. 194).

elle le doit à l'exode rural. En Moselle, alors que 65 % de la population de l'arrondissement est concentrée dans le seul canton de Metz-Campagne qui compte 70.500 habitants, grâce à la proximité des centres industriels de Maizières, de Hagondange et de Rombas, les cantons de Gorze, Pange, Verny et Vigy n'abritent qu'une population agricole qui se montait, pour 1931, à 38.593 âmes et est en constante régression depuis 1870.

En Meurthe-et-Moselle, la différence de population entre cantons agricoles et cantons industriels apparaît plus nette encore: de 1872 à 1926, 109 communes de ce département ont perdu au moins 50 % de leur population, 110 en ont perdu de 40 à 50 %, 151 de 25 à 40 % et 58 de 10 à 25 %. Toutes ces communes sont à peu près exclusivement des communes agricoles. Si l'excédent des naissances sur les décès dans l'arrondissement de Briey est de 1,7 %, c'est parce que cet arrondissement est celui qui contient la majeure partie des immigrants étrangers en Meurthe-et-Moselle. Mais à Briey même, petite sous-préfecture toute « vieillotte, ratatinée, délicieusement paisible », restée le centre du plateau agricole qui l'entoure (malgré les cheminées qui, aujourd'hui, coupent l'horizon) la mortalité l'emporte beaucoup sur la natalité. En 1928, Briey n'a-t-il pas enregistré 47 naissances et 187 décès!

De même, l'arrondissement de Lunéville, essentiellement agricole, où la proportion des étrangers est à peu près insignifiante comptait au dénombrement de 1901: 96.764 habitants et n'en avait plus que 87.850 en 1926 et 86.130 en 1936; il présente un excédent de naissances sur les décès et, s'il périlite, c'est donc surtout parce qu'il est déserté.

Désertés sont aussi les cantons purement agricoles des Vosges où la densité par km² décroît en allant de l'Est vers l'Ouest, des populations industrielles aux populations surtout rurales: Remiremont compte 90 habitant au km², Saint-Dié 84, Epinal 78, Mirecourt 45, Neufchâteau 32.

Autre signe non moins caractéristique de l'exode rural: la disparition de certaines classes d'ouvriers agricoles en

Lorraine: en Moselle par exemple, le nombre des ouvriers et des employés agricoles est passé de 39.800 en 1907 à 34.000 en 1921 et à 24.240 en 1929 (19). Dans tous les départements lorrains, cette catégorie de la population rurale baisse à une allure vertigineuse. Ce sont surtout les ouvriers spécialisés (marcaires, bergers, premiers valets) qui, dans beaucoup de fermes jouent le rôle de chef d'équipe et sont le bras droit du patron, qui font défaut. On voit aussi disparaître de nombreux artisans agricoles (charrons, forgerons, selliers, tonneliers, meuniers, etc., difficiles à trouver dans différentes régions à une époque où ils seraient particulièrement nécessaires (l'intensification dans certaines branches, l'emploi du machinisme, plus compliqué, la réduction des heures de travail sont conditionnés par la présence de bons ouvriers).

On a vu disparaître surtout une classe de la population rurale très caractéristique de nos régions: celle des manœuvres. Autrefois, le fermier employait le manœuvre à certains travaux: le battage au fléau, par exemple, occupait les longues semaines de l'hiver, maintenant, avec les machines à battre, c'est l'affaire de quelques jours. Pendant l'hiver encore, le manœuvre trouvait souvent à vivre en s'adonnant à quelque métier accessoire: il était cloutier, vannier, menuisier, mais l'industrie en grand atelier a tué tous ces petits métiers de la campagne. Enfin, toutes les subventions naturelles (pâtis communaux, affouages) qui l'aidaient si puissamment à vivre ont bien diminué d'importance et de valeur (20).

Même disparition dans les Vosges où pourtant le manœuvre, exemple à peu près unique en France, possède quelques champs, rarement du matériel de culture. Un agriculteur lui fait ses labours. En échange, il fournit des journées de travail. Cette heureuse collaboration disparaît, hélas, de plus en plus.

(19) Résultats généraux de l'enquête de 1929. Statistique agricole de la France, 1936.

(20) G. HOTTENGER. *Le Pays de Briey*, p. 31.

Misère démographique de nos villages. Elle s'exprime par des chiffres mais aussi par des faits : dans la commune de Grémilly (canton meusien de Damvillers) sur 54 ménages qui étaient venus s'y installer après guerre, 40 sont allés ailleurs, 14 sont restés sur place dont 3 seulement sont des ménages de cultivateurs. A Ogéviller, en Meurthe-et-Moselle, 6 jeunes gens furent libérés pendant l'année 1927, 5 entrèrent dans la Garde Républicaine et si le sixième fit retour à la terre et ne suivit pas l'exemple de ses camarades..., c'est qu'on l'avait refusé.

De plus, le dynamisme de la population d'un village ne se traduit pas seulement dans un chiffre global mais par le nombre de familles créatrices. Or, la diminution des classes rurales lorraines porte précisément sur les classes jeunes et non sur les vieillards.

Ici encore, pour combler les vides on a fait appel à la population étrangère. Cette immigration est nécessaire, quoi que peu importante en Lorraine. Elle présente la particularité d'avoir été organisée pour la première fois en France par des agriculteurs lorrains, de même que ce sont des industriels de l'Est qui ont organisé les premiers la pénétration des ouvriers étrangers. Le président de la Société d'Agriculture de Nancy s'entendit à cet effet en 1906 avec un député polonais venu en France. Au printemps de 1907, 400 Polonais des deux sexes arrivaient à Nancy et étaient répartis dans les campagnes par les syndicats agricoles de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. C'était l'amorce d'un courant nouveau, prenant sa source au loin et qui devait se développer par la suite à côté des courants anciens venus des pays voisins, lesquels après avoir alimenté l'immigration pendant tout le XIX^e siècle se révélaient désormais insuffisants pour satisfaire aux besoins de la France du XX^e siècle (21).

Aujourd'hui, les étrangers se rencontrent partout dans l'agriculture lorraine où ils apparaissent soit sous forme

(21) G. MAUCO, loc. cit., p. 61.

d'émigration saisonnière (il s'agit surtout des frontaliers qui viennent en Lorraine pour la période de travaux des champs), soit sous forme d'émigration définitive. Ce sont les belges, qui constituent, si l'on peut dire, l'immigration riche, celle qui fournit un bon nombre de nouveaux fermiers, non seulement dans l'arrondissement de Briey, mais dans celui de Lunéville. Les journaliers et les tâcherons sont surtout des Italiens. Quant aux colons allemands leur immigration dans nos campagnes était assez active avant la guerre, notamment dans la région frontitière du Nord-Est. Aujourd'hui, c'est seulement dans les départements recouvrés d'Alsace-Lorraine que l'on trouve un grand nombre d'agriculteurs allemands : sur les 503 recensés pour toute la France, la Moselle en compte 245 dont la plupart sont restés après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France.

Enfin, la colonie polonaise a trouvé dans la région lorraine une nombreuse population de compatriotes, un climat et des cultures qui lui conviennent mieux que ceux de toute autre région de France. Aussi est-ce ici qu'on y rencontre le plus grand nombre de propriétaires, de fermiers et de métayers polonais :

Départements	Propriétaires	Fermiers et métayers	Total	Superficies cultivées
Moselle	22	3	25	234 hect.
Meuse	14	6	20	18 —
M.-et-M.	7	—	7	96 —

En Meurthe-et-Moselle, à Regniéville (canton de Thiaucourt) on se trouve en présence de 11 étrangers qui, à eux seuls, constituent la commune, celle-ci ne comportant pas un seul français, le seul cas de ce genre que l'on trouve en France (22).

L'immigration étrangère est cependant beaucoup moins importante dans l'agriculture que dans l'industrie. Elle présente aussi avec celle-ci une différence caractéristique :

(22) Recueil des actes administratifs de 1937 (préfecture de M.-et-M.).

dans l'industrie, l'immigration est essentiellement variable selon les besoins. « Elle est devenue écrit G. MAUCO, le baromètre de l'activité économique de la France, la soupape de sûreté pour le marché du travail. Y a-t-il pénurie? On ouvre largement les frontières. Dépression? Elles se ferment ». Il en va autrement de l'entrée des travailleurs agricoles qui se fait avec une régularité remarquable, indice certain de besoins permanents: l'écart extrême ne dépasse pas 50 % (23).

Ici, la protection contre l'envahissement étranger n'est même pas nécessaire: l'obligation, pour l'agriculture, de n'employer qu'un certain pourcentage d'étrangers dans chaque exploitation lui serait même extrêmement préjudiciable. Elle ne pourrait, à leur défaut, trouver des ouvriers français pour les remplacer.

L'agriculture, dit-on souvent, perd tout ce que gagne l'industrie mais elle ne regagne jamais ce que l'industrie perd. Les ouvriers, en effet, ne retournent pas aux champs. Les drapiers de Mercy-le-Bas, dans le Bassin de Briey, après la fermeture de la fabrique de Pierrepont, émigrèrent à Elbœuf et à Sedan; après la faillite de la papeterie de Mainbotel dans les Vosges, les ouvriers se répandirent dans ce département et allèrent jusqu'en Bretagne chercher du travail ailleurs (24).

Et l'agriculture perd tout ce que gagne l'industrie quoique la région agricole présente aujourd'hui une certaine immobilité vis-à-vis des industries voisines, mais il n'en a pas été toujours ainsi:

« Dans la vallée de la Meuse, il y a une stabilité à l'épreuve des transformations économiques du voisinage. Un pays agricole où tout se conserve s'offre à une région envahie par les ouvriers étrangers. Mais si l'industrie ne tente pas aujourd'hui une population agricole déjà raréfiée, il n'en a pas été de même à toutes les époques. Il est certain, que, dans la Haute-Meuse, les deux arrondis-

(23) G. DAULATLY. *La main-d'œuvre étrangère en France et la crise économique*, p. 144.

(24) B. AUERBACH. *Le Plateau lorrain*, p. 324.

sements de plaine de Neufchâteau et de Mirecourt se sont vidés au profit de l'industrie textile des Vosges. Aujourd'hui, la campagne paraît vidée jusqu'à l'extrême limite et cela rend toute émigration difficile (25).

Enfin, cette sorte de transvasement de la population rurale dans la population industrielle ne s'est pas faite toujours au même degré et l'on peut, à ce point de vue, distinguer trois sortes de villages d'après la destinée qu'ils ont subie depuis une cinquantaine d'années :

1° Le village resté exclusivement rural tel qu'on le trouve dans la vallée de la Seille, de la Woèvre, dans la Haye, etc., où, souvent, aux produits de la culture, les habitants ajoutent les ressources d'un travail accessoire, mais de nature rurale.

2° Le village seulement influencé par l'industrie où la population ou tout au moins une partie, tout en continuant à habiter le pays, se déplace journellement pour se rendre à l'usine ou au chemin de fer, l'autre partie qui comprend les propriétaires de quelque importance restant attachée aux travaux des champs. Ici, la vie agricole garde quelque emprise sur l'habitant devenu ouvrier. En bien des endroits il a encore quelques pièces de terre. Mais bien fragile est le lien qui le retient encore à celle-ci.

Tel est le type de village que l'on trouve dans la vallée du Madon, dans le Pays des Salines, autour de Nancy et de toutes les agglomérations industrielles. A vrai dire, la zone d'influence des industries ne cesse de s'étendre.

3° Le village industrialisé, celui où la présence d'une industrie installée dans la localité même ou dans son propre voisinage a enlevé aux occupations agricoles toute la génération nouvelle, les meilleures terres restant seulement cultivées par 2 ou 3 fermiers (cas fréquent dans le Pays-Haut, dans le Bassin de Briey, dans les vallées de la Moselle et de la Meurthe, depuis Pont-Saint-Vincent et Lunéville jusqu'à Pagny-sur-Moselle).

Ce village industrialisé est parfois devenu un vrai centre industriel, une petite ville comme il y en a tant, dans le

(25) J. VIDAL DE LA BLACHE. *La vallée lorraine de la Meuse*, p. 143.

bassin lorrain, qui se sont multipliées à côté de vieilles villes, decadentes.

III. — *Le groupement des habitants et le développement urbain*

Parlant des causes de l'agglomération en Lorraine, VIDAL DE LA BLACHE les attribue à des différences de sol : « Ces différences de sol, dans un espace si étroit, ont favorisé des rapports de solidarité entre les habitants ». La répartition des établissements humains en fournit la preuve géographique. Ils recherchent en général les lignes de contact des zones de façon à combiner les avantages de l'une et de l'autre. C'est ainsi que, sur la lisière du grès, les villages aiment à profiter de la proximité des prairies, des champs et des bois. Une série de petites villes jalonnent en général la lisière des grès et des calcaires coquilliers. On les compte depuis Lamarche aux confins de la Bourgogne par Rambervillers, Blâmont, Sarrebourg, Lorquin, jusqu'à Sarreguemines aux confins du Palatinat. Toutefois, c'est au pied des Côtes que, grâce aux avantages de position et à la proximité des riches terrains argilo-calcaires, s'est porté le principal développement urbain : Metz et Nancy ont fini par prévaloir, trop rapprochées pour n'être pas rivales (26).

Ce sont, en effet, les conditions du sol et la richesse des terrains qui ont déterminé, comme en la plupart des régions, les premiers groupements humains en Lorraine. Mais à ces premières causes d'attraction s'en sont vite ajoutées d'autres ; l'industrie a fait surgir une foule de centres industriels qui se sont développés au détriment des anciennes petites villes rurales, de sorte que l'on peut répartir les groupements humains actuels en Lorraine en trois catégories, en trois types de villes : la ville industrielle, la ville de consommateur et la ville de commerce, chacune de ces villes empruntant du reste parfois aux autres quelques-uns de leurs caractères.

(26) P. VIDAL DE LA BLACHE, *La France de l'Est*, p. 30.

Le caractère plus exclusivement économique de l'immigration et la tendance à une nouvelle répartition de la population étrangère qui en résulte ne sont pas sans amener un nouvel aspect de géographie humaine. Certains centres industriels ont surgi et se sont développés grâce à l'apport massif de l'élément étranger avec une rapidité foudroyante qui rappelle le développement des villes champignons aux Etats-Unis.

Mais les grandes villes de certains bassins houillers, par exemple, sont inconnues en Lorraine. Seule, Hayange avait dépassé 10.000 habitants avant 1914. Après la guerre Moyeuivre et Jœuf ont également atteint ce chiffre. En règle générale, on peut dire qu'une usine complète d'une capacité de 1/2 million de tonnes d'acier crée autour d'elle une ville de 10.000 habitants.

Auboué n'en a guère que 5.000; Homécourt, 7.770; Villerupt, 9.400; Hussigny, 3.600 et ce sont à peu près les mêmes chiffres que l'on trouve à Micheville, Hagondange, Moulaine, Réhon, Senelle, Mont-Saint-Martin, « toute une Ruhr en terre française » (27).

La plupart des nouveaux centres miniers sur le plateau de Briey, où l'extraction minière se monte en général à un million de tonnes par an, comptent environ 2.000 habitants: Mancieulles, autrefois hameau du village d'Anoux, s'est élevé d'environ 100 habitants à 2.216; Moutiers de 369 à 2.072.

Exceptionnellement, les communes minières atteignent un chiffre de 4.000 habitants (comme celles de Piennes, de Tucquegnieux, de Boulogny), mais la cause en est pour Tucquegnieux qu'il se trouve 2 mines sur son territoire et qu'à Piennes se trouve la cité ouvrière de la mine de Landres et une partie des cités ouvrières des mines de Piennes et de la Mourière.

Dans le bassin houiller mosellan, le peuplement a été aussi brusque mais plus concentré, la population des centres industriels est plus importante:

(27) L. NAUDEAU, *loc. cit.*

Merlebach possédait, en 1931, 7.915 habitants; Saint-Avoid: 8.893, Stiring-Wendel 11.045.

Et, d'une façon générale, ce sont les cantons de nature particulièrement industrielle qui ont subi la plus grande augmentation de population:

Cantons	1856	1931	1936
Forbach	17.375	53.989	53.512
Saint-Avoid	15.434	32.102	33.650
Sarreguemines	21.961	31.572	34.736

Que l'on rencontre des « rues d'usines » comme le long de la vallée de l'Orne ou de la grande vallée de la Moselle ou des groupes plus concentrés, répartis en relation avec les limites des concessions et les facilités de l'approvisionnement en eau comme sur le plateau de Briey ou dans le bassin houiller, dans tous les cas, une forte concentration d'habitants sur un espace restreint demeure la loi générale.

Il en est de même pour les centres industriels des Vosges où les petites villes s'échelonnent le long des cours d'eau. Dans le canton du Thillot, sur la Haute-Moselle, 8 communes ont plus de 1.000 habitants chacune, Anoux en possède 2.511; Plainfaing 3.319; Fraize 3.594; Portieux, centre de verrerie, en a 2.580 et les centres du textile comme: le Thillot (4.011); Senones (4.435); Thaon (8.191) sont encore plus peuplés (28).

Ce ne sont pas seulement l'industrie et les mines qui sont générateurs de villes, les chemins de fer le sont également, dans une proportion généralement ignorée: à Jarny, par exemple, centre ferroviaire important, en Meurthe-et-Moselle, la population est passée de 771 habitants en 1901 à plus de 6.000 habitants en 1926.

Enfin, à côté de cette multitude de petits centres industriels dont la population ne dépasse guère une dizaine de milliers d'habitants, quelques grands centres se sont développés, en relation étroite avec l'industrie, tels que ceux

(28) Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Vosges (1937).

de Pont-à-Mousson (11.343 habitants), Sarreguemines (16.001), Thionville (18.934), Saint-Dié (20.315), etc., qui tous, ont pris leur essor au détriment des petites villes rurales qui, à côté d'eux végètent.



Dans les campagnes dépeuplées, il y a, en effet les vieilles villes qui se raccornissent : les anciennes métropoles de la Meuse paraissent s'éteindre peu à peu dans leur calme bourgeoisie. En Meurthe-et-Moselle, Briey malgré son entourage industriel, n'est que la 13^e commune de son arrondissement. Toul est aussi une ville morte. Dans la Meuse, bien des petites villes comme Stenay, que leur garnison militaire a longtemps animées sont retombées dans la solitude. Dans la courbe où, autrefois, Meuse et Moselle se rejoignaient, on ne trouve plus que des villes déchues : Void gauloise et Sorcy médiévale ; Commercy, fief de l'évêché de Metz, qui appartint longtemps aux comtes de Sarrebrück est seule demeurée ville, mais médiocre ville ; Ligny-en-Barrois n'avait plus, au dernier recensement, que 4.800 habitants ; Saint-Mihiel s'est relevée avec peine de ses quatre années de guerre ; Etain, Montfaucon, se sont vidées. Villefranche-sur-Meuse est une ville avortée, Longuyon « un bijou perdu dans la lèpre des usines » (29).

Dans les Vosges apparaît un contraste très sensible entre la montagne qui garde les centres industriels et la plaine où les villes minuscules ne sont souvent que de gros bourgs. Dans le canton de Coussey, le plus deshérité, Domrémy, avec ses 283 habitants n'est-elle pas la troisième commune du canton ? Et Neufchâteau elle-même apparaît, comme une ville déserte (14.083 habitants seulement).

Enfin, même en Moselle, le plus peuplé de nos départements, à côté de l'augmentation des communes minières, les centres purement agricoles ont vu, eux aussi, la popu-

lation de leurs villes se rétrécir : Sierck possède seulement en 1936 : 1.641 habitants ; Boulay 2.611 ; Bouzonville, 2.458 ; Château-Salins 1.850 et Vic-sur-Seille 1.284 (30).

Tous ces centres sont situés dans des régions à peu près exclusivement rurales et ils ont subi le contre-coup de l'exode des campagnes. A peu près sans intérêt désormais au point de vue commercial ils sont et restent presque uniquement des villes de consommateurs.

*
**

Villes de commerce, telle est la nature des quatre chefs-lieux lorrains : Bar-le-Duc, Epinal, Metz et Nancy, qui, ces deux dernières surtout, ont attiré les plus grosses agglomérations lorraines.

Bar-le-Duc n'a pourtant que 14.666 âmes et est, à ce point de vue éclipsée par Verdun qui en possède 15.436. Mais Bar-le-Duc, la vieille capitale du duché de Bar, une des cités principales de la Lorraine autrefois, en raison de ses marchands, de sa noblesse de robe, de ses souverains est restée ville de commerce, marché agricole de la région meusienne.

Dans les Vosges, Epinal 27.708 habitants a hérité de Muhouse devenue prisonnière en 1870 et est un centre commercial de premier ordre pour toutes les industries vosgiennes et notamment pour les industries textiles environnantes.

Mais dans les grandes agglomérations lorraines, deux villes : Metz et Nancy se sont continuellement disputé au cours des âges le titre de capitale régionale. Toute économie régionale, en effet, se caractérise par son centre qui attire à lui non seulement les populations, mais encore les industries, les échanges de toutes sortes. Or, chacune de ces deux villes semble avoir été à son tour la capitale de la région lorraine.

Metz avec son titre d'ancienne capitale du Royaume d'Austrasie, ses fortes traditions municipales qui en ont

(30) A. GAIN. *La Lorraine et le problème de la dépopulation*, loc. cit.

fait longtemps une république indépendante apparaît comme la vieille ville lorraine qui fut longtemps le centre non seulement de la région mosellane, mais des pays voisins: avant 1870, Metz comptait seule aux yeux des gens de la Woèvre, de la région de Spincourt notamment (31). Elle fut la ville de guerre tour à tour « boulevard de l'Empire et boulevard de la France ». Elle fut et est encore la ville de commerce; autrefois grande ville d'entrepôts et de banque, elle jouit encore de sa merveilleuse situation au point où la vallée se rétrécit en un pays exceptionnellement fertile.

Malheureusement, atteinte par des guerres incessantes, par la mutilation de 1871, par l'exode de ses principales familles qui suivit l'annexion, Metz a vu se rétrécir à la fin du XIX^e siècle toutes les perspectives que semblait lui ouvrir l'éveil d'une nouvelle période industrielle.

Nancy a pris alors lentement, mais plus tardivement qu'on pourrait le croire le rôle de ville maîtresse de la vallée mosellane. Plus favorisée que Metz par le réseau de chemins de fer et de canaux qui en fait la principale étape entre Paris et le Rhin, elle devint bientôt la métropole industrielle, le centre des banques d'affaires, la ville d'université.

Pourtant, depuis la guerre, Metz semble se développer plus rapidement. Au dernier recensement, la population de Nancy (121.300 habitants) n'avait guère augmenté. Au contraire, Metz, avec ses 83.119 habitants a augmenté de 4.350 habitants depuis 1931 et de près de 10.000 habitants si on lui adjoint ses environs de Montigny, de Woippy, etc. Si ce mouvement ascendant se poursuivait, on pourrait en conclure que, vers 1960, Metz éclipserait Nancy (32).

Il semble qu'il y ait dans nos deux grandes villes régionales, comme dans les deux villes sarroises voisines de Sarrebrück et de Sarrelouis: deux fonctions, deux destinées. Douées chacune d'un arrière-pays industriel, mais

(31) M. BARRÈS. « *Jean Perbal* ».

(32) A. GAIN, *loc. cit.*

différent (c'est vers Metz que se concentre notamment l'orientation de l'industrie houillère mosellane) elles se complètent admirablement et contribuent dans cette collaboration (parfois teintée de rivalité) à l'unité régionale lorraine.

SECTION II

La condition des travailleurs et la vie sociale

CHAPITRE PREMIER

LE SALAIRE

Les statistiques font ressortir un lien très étroit entre la situation du marché du travail et les taux des salaires pratiqués dans les industries lorraines. La loi de l'offre et de la demande et la rareté de la main-d'œuvre dans presque tous les domaines a fait hausser continuellement les salaires.

§ 1. — LES SALAIRES AGRICOLES

Ils ont considérablement monté, au moins jusqu'en 1930, date à partir de laquelle ils descendent insensiblement du reste. Ces salaires sont, évidemment, très différents suivant les catégories d'ouvriers agricoles. Parmi ceux-ci, les uns sont des ouvriers à demeure, logés et nourris dont les salaires mensuels seront inférieurs à ceux des ouvriers dits journaliers qui ne sont pas logés mais seulement nourris et très en dessous de ceux des manœuvres qui ont leur chez-eux et quelquefois leurs champs et ne sont ni nourris, ni logés.

Si l'on considère les salaires des ouvriers agricoles de Meurthe-et-Moselle et leurs variations depuis près d'un siècle, on constate que ces salaires n'ont pas augmenté uniformément pour toutes les catégories de salariés :

**SALAIRES AGRICOLES EN MEURTHE-ET-MOSELLE
D'APRÈS LES DIFFÉRENTES CLASSES DE SALARIÉS (1)**

(En francs)

	An IX	1882	1892	1912	1926	1930	1932	1934	Juin 1936
1) <i>Ouvriers à demeure, logés et nourris (salaires mensuels):</i> suels):									
Garçon de culture, dit « commis »	10	30	35	40	225	580	550	525	516
Berger	10	35	45	55	420	833	833	787	787
Vacher dit « marcaire »..	10	30	35	50	300	755	700	683	682
2) <i>Journalier agricole nourri, non logé:</i>									
Salaire journalier	0,40	1,75	1,75	2,50	10	31,50	31,50	20	20
3) <i>Journalier ni nourri, ni logé, dit « manœuvre »:</i>									
Salaire journalier	0,90	3	3	3,75	20	21	21	20	20

La différence d'évolution des salaires est particulièrement sensible dans la première catégorie de travailleurs agricoles qui comporte trois sortes de salariés : les commis, les bergers, les marcaires. Tous les trois recevaient en l'an IX 10 francs par mois, alors qu'en 1930 le berger jouissait d'un salaire mensuel de 833 francs, supérieur à celui du marcaire monté à 755 francs et bien au-dessus de celui du commis qui n'atteignait que 580 francs. Depuis, les salaires respectifs de ces trois catégories de salariés ont baissé, mais la différence entre chacun d'eux subsiste, illustrant la difficulté déjà constatée pour l'agriculture de se procurer ces catégories d'ouvriers agricoles spécialisés dits « bergers » ou « marcaires ».

Quant aux journaliers agricoles nourris et non logés, leur salaire journalier est actuellement le même que celui du manœuvre qui n'est même pas nourri et s'est même, en 1930, élevé au-dessus de celui-ci après lui avoir été inférieur de plus de moitié. Ici encore, le mouvement des salaires correspond à un changement des habitudes agricoles

(1) Chiffres tirés, jusqu'en 1927, du *Bulletin de l'Office régional agricole de l'Est* sur la Meurthe-et-Moselle et, pour les récentes années, des arrêtés préfectoraux communiqués par les services agricoles de Meurthe-et-Moselle.

en Lorraine, et à la disparition de cette classe du manœuvre autrefois si répandue dans notre région et qui, aujourd'hui, n'y trouve plus de quoi vivre.

Nous avons pris, comme type d'évolution des salaires agricoles, ceux de Meurthe-et-Moselle, car ils reproduisent assez fidèlement le mouvement de ces salaires dans les trois autres départements. Ces salaires qui sont des salaires journaliers ou mensuels moyens varient du reste, essentiellement suivant le moment de l'année. Inférieurs en hiver où les travaux agricoles sont peu nombreux, ils montent au printemps, pour atteindre leur maximum au moment de la fenaison et de la moisson.

Il faut remarquer, en outre, que le coefficient de majoration qui frappe les salaires indiqués précédemment serait beaucoup plus fort s'il était tenu compte de la nourriture (il s'agit des ouvriers nourris naturellement): d'une part, en effet, une hausse particulièrement forte a porté sur les denrées alimentaires, d'autre part, l'alimentation à la ferme s'est grandement améliorée.

Enfin, si l'on compare ces salaires à ceux pratiqués dans les autres régions, on constate qu'ils sont plus élevés en Lorraine que dans des régions purement rurales quoique étant nettement inférieurs à ceux de bien des régions agricoles (à ceux du Loiret ou de l'Aisne par exemple); mais les salaires de nos régions lorraines sont supérieurs à ceux des départements de Seine-et-Oise, de la Côte-d'Or qui sont pourtant des régions agricoles; ils sont aussi plus élevés que ceux de la région alsacienne voisine dont un des départements est presque entièrement consacré à l'agriculture. Ce caractère de supériorité des salaires agricoles en Lorraine, leur vient de la proximité des usines qui offrent des salaires élevés dont il leur faut se rapprocher si l'on veut trouver la main-d'œuvre agricole. Aussi, les salaires agricoles de Moselle et de Meurthe-et-Moselle notamment, ont-ils tendance à augmenter en proportion de la hausse des salaires industriels.

§ 2. — LES SALAIRES INDUSTRIELS PROPREMENT DITS

En Lorraine, comme ailleurs, certaines catégories d'ouvriers, les mineurs notamment, gagnent davantage que la grande masse des ouvriers en général, mais les salaires y sont, dans l'ensemble, un peu plus élevés que dans les houillères du Nord par exemple, le gain minimum y est surtout moins bas que ceux de la plupart des autres départements et l'écart entre les gros et les petits salaires moins prononcé. Les ouvriers d'usines gagnent aussi davantage en Lorraine que dans les autres régions, mais, dans l'appréciation du salaire nominal que nous allons envisager dans les principales industries, il faudra nous rappeler que le niveau local des prix, et d'une façon générale, du coût de la vie dans notre région y est aussi plus élevé et vient contrebalancer, pour l'ouvrier, l'augmentation de son salaire.

1° *Les salaires dans les houillères mosellanes*

Après avoir fait un bond en 1922, qui augmenta non seulement leur valeur absolue mais leur pouvoir d'achat, les salaires continuèrent à augmenter lentement jusqu'en 1926, cependant que leur pouvoir d'achat diminuait (par suite de l'augmentation du coût de la vie). Ce fut pendant le second semestre de 1930 que leur pouvoir d'achat atteignit son maximum cependant que leur valeur absolue continuait à croître jusqu'à la fin de l'année. En 1931, la crise mondiale entraîne deux baisses de 4 et 3 % suivies de nouvelles baisses les années suivantes. Dès 1933, cependant, l'indice des pouvoirs d'achat se relevait en raison de la diminution du prix de la vie et malgré la baisse du salaire nominal.

SALAIRES DES MINES DE HOUILLE

	1913	1922	1926	1928	1930	1932	Déc. 1935
	—	—	—	—	—	—	—
	marcks	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Ensemble des :							
Ouvriers du fond..	5,27	18,66	31,90	35,84	43,03	39,82	38,62
	3,93						
Ouvriers du jour..	3,97	13,12	23,64	22,55	31,29	28,56	27,61
Ensemble du							
Personnel	4,42	17,08	29,43	32,65	39,21	35,91	34,50

Les salaires varient évidemment dans les houillères avec la qualité des ouvriers : les ouvriers à l'abatage toucheront davantage que les autres ouvriers du fond. Mais ils varient aussi d'une usine à l'autre. Au total, c'est Sarre-et-Moselle qui pratique les prix les plus élevés, principalement pour la main-d'œuvre d'abatage. C'est chez elle aussi que la diversité des salaires est la plus poussée. Les salaires moyens les plus faibles sont obtenus à la Houve, cette situation résultant, du reste, uniquement des salaires du fond, ceux du jour, en effet, sont supérieurs à ceux de Petite-Rosselle.

Si l'on replace ces quelques chiffres parmi les salaires des autres régions houillères, on constate une première différence entre le régime lorrain des salaires et le régime sarrois voisin. Tandis que le premier comporte de grandes variétés de salaires suivant la qualité des ouvriers, le régime sarrois, à l'inverse, se caractérise par une tendance marquée au nivellement (en conséquence, les ouvriers du jour en Lorraine seront payés davantage qu'en Sarre et les ouvriers du fond le seront moins). D'autre part, le niveau de la vie étant plus élevé en Sarre qu'en Moselle, les retenues pour les assurances sociales plus considérables, le pouvoir d'achat du salaire lorrain sera en général supérieur ; bien que le salaire nominal n'atteigne pas toujours le salaire sarrois, l'ouvrier mosellan paraît du reste jouir d'un salaire supérieur à celui de bien des bassins houillers ainsi que le montre le tableau suivant :

TABLEAU, POUR 1930, DES SALAIRES MOYENS
INDEMNITÉS FAMILIALES COMPRISES (en francs)

	Nord	Pas-de-Calais	Moselle	Sarre
Piqueurs	—	—	48,20	47,88
Ouvrier moyen du fond	40,25	40,5	43,01	—
Ouvrier moyen du jour	30,82	30,09	31,27	—

L'ouvrier mosellan est donc nettement avantagé par rapport à son camarade du Nord ou du Pas-de-Calais. Il faut, il est vrai, tenir compte d'un niveau supérieur des prix de détail en Lorraine. Mais cette cause d'infériorité est elle-même compensée approximativement par un taux bien inférieur des cotisations obligatoires aux institutions d'assurances sociales (2).

2° Les salaires dans les mines de fer et dans les usines métallurgiques

De même que dans les houillères mosellanes, les salaires du bassin ferrifère ont subi une hausse continue jusqu'en 1930, année où ils sont particulièrement élevés. Depuis cette date, ils diminuent, l'année 1936 se traduisant par des salaires quelquefois plus bas que ceux de 1926 :

EVOLUTION DES SALAIRES DANS LES MINES DE FER LORRAINES

	1913		1926		1930		Décembre 1935	
	Bassins		Bassins		Bassins		Bassins	
	Briey	Metz-Thi.	Briey	Metz-Thi.	Briey	Metz-Thi.	Briey	Metz-Thi.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Ouvriers :								
à l'abatage..	8,68	7,43	34,20	38,91	43,01	48,02	37,43	37,06
du fond	7,83	—	29,70	30,78	37,38	38,29	34,01	31,43
du jour	5,54	4,41	20,50	21,72	28,18	26,57	26,66	24,62

Dans une même entreprise, ici encore, les salaires sont essentiellement variables entre ouvriers du jour et ouvriers du fond et même parmi ceux-ci entre le vrai mineur et celui qui se contente de charger le minerai. Actuelle-

(2) A. EISELÉ. *Le charbon mosellan*, p. 197.

ment, le gain journalier d'un ouvrier du fond ordinaire se monte à une trentaine de francs, mais les mineurs qui travaillent au jour gagnent moins. Tous les mineurs du fond, du reste, ne sont pas au même échelon : ceux qui chargent les bennes ne gagnent pas autant que les vrais mineurs : le travail se fait aux pièces et l'ouvrier peu habile n'arrive pas à dépasser de beaucoup 20 francs. Le vieux mineur expérimenté lui, peut aller à 50, 60 et même 70 francs par jour, mais la proportion des mineurs à l'abatage n'est pas très élevée (dans le bassin de Metz-Thionville, elle ne se montait, en 1927, qu'à 20,8 % de l'effectif total des mines).

C'est du reste sur l'atténuation de ces inégalités de salaires entre mineurs qu'a porté l'évolution de ces dernières années. La baisse des salaires a particulièrement éprouvé les piqueurs : de 1930 à 1935, leur gain journalier a baissé de 11,93, alors que la moyenne fond et jour n'a été réduite que de 6,14. Et, si l'on envisage le salaire moyen par tonne extraite, il passe de 5,96 en 1934 à 5,85 (dont 0,37 d'allocations familiales) en 1935.

De fortes inégalités de salaires existent aussi entre les diverses exploitations : en décembre 1935, par exemple, le salaire moyen jour et fond oscille entre 34,35 et 26,74 (3). D'une façon générale, c'est le bassin de Metz-Thionville qui donne aux différentes catégories de mineurs les plus hauts salaires, ce bassin est en effet celui qui a toujours le plus besoin de faire appel à la main-d'œuvre, les exodes de population qui se sont produits après 1870 et après le Traité de Versailles l'ayant privé d'une partie de ses ouvriers. Ceux-ci, aujourd'hui encore, se caractérisent par leur instabilité plus grande qu'en Meurthe-et-Moselle.

Quant aux salaires donnés par les usines métallurgiques, il existe pour eux peu de statistiques. Eux aussi varient avec les centres industriels : ainsi au début de 1936, ils s'étaient maintenus en moyenne à 800 francs par mois aux aciéries de Pompey, alors qu'ils étaient infé-

(3) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de Moselle.

rieurs à Neuves-Maisons où ils variaient entre 200 et 300 francs par quinzaine.

Enfin, il est intéressant de comparer, en Moselle par exemple, pour connaître la situation annuelle des mineurs de fer, les gains moyens annuels (allocations familiales non comprises) avec le coût moyen de la nourriture :

	Salaire annuel	Variations à partir de 1930	Coût de la nourriture	Variations à partir de 1930
	fr.	—	fr.	—
1930 (salaire maxima) ..	10.323			
1932	7.970	— 23 %	6.564 (1 ^{er} janvier 1931)	— 20 %
1933	8.274	— 19 %	5.207 (1 ^{er} janvier 1933)	— 24 %
1934	8.195	— 20 %	4.968 (1 ^{er} janvier 1934)	— 30 %
1935	7.858	— 24 %	4.190 (1 ^{er} janvier 1936)	— 36 %

On pouvait donc conclure que le coût de la nourriture a représenté en 1930, 1932, 1933, 1934, 1935, respectivement 64 %, 66 %, 61 %, 56 % et 54 % des salaires moyens des mineurs, et que l'année 1935 avait été relativement facile pour les ouvriers ayant du travail.

Il n'en a pas toujours été de même pour les ouvriers métallurgistes. Leurs salaires, en règle générale, sont un peu plus élevés en Lorraine et en France qu'en Belgique, un peu inférieurs à ceux du Luxembourg. Mais un salaire qui, dans certaines usines, n'est guère que d'une vingtaine de francs par jour est loin d'être suffisant et c'est pourtant ce que gagnait, jusqu'à ces derniers mois, la grande masse des 80.000 ouvriers répartis dans les différents bassins.

§ 3. — LA MOYENNE DES SALAIRES JOURNALIERS NORMAUX

Si l'on fait, suivant l'exemple des statistiques générales de la France, la moyenne journalière des salaires des principaux métiers dans les départements lorrains, ceux-ci présentent quelques différences dans les chiffres produits : la Moselle donne, en général, les salaires les plus élevés, les plus bas se rencontrent dans les Vosges :

MOYENNES DES SALAIRES JOURNALIERS NORMAUX (en francs)

	Octobre 1934	Octobre 1933	1911	Indices pour 1934 Base 100 en 1911
M.-et-M.	33,05	36,40	6,02	549
Meuse	34,35	35,60	5,41	635
Moselle	35,00	35,85	—	—
Vosges	31,90	31,90	4,66	684 (4)

D'une façon générale, pris globalement, les salaires des quatre départements apparaissent intermédiaires entre les salaires les plus bas et les salaires les plus hauts des principales régions françaises: parmi les plus bas atteints en 1934, on rangeait ceux des Basses-Alpes (27,15), de la Charente-Inférieure (27,00), de la Mayenne (26,95), de la Vienne (26, 80); parmi les salaires les plus hauts, la même année, apparaissent ceux de la Seine (50,72), des Alpes-Maritimes (47,90), de la Seine-et-Oise (45,60), du Rhône (45,40).

Finalement, la moyenne pour l'ensemble des villes françaises était, en 1934, légèrement inférieure à 33 francs par jour, moyenne dépassée par tous les départements lorrains, sauf celui des Vosges.

Mais, si le salaire constitue le prix du travail, il ne doit pas être envisagé seulement en qualité d'élément du coût de production, mais aussi en tant que revenu du travail au point de vue de son pouvoir d'achat. A côté du salaire économique apparaît la notion du salaire social comprenant deux éléments: un élément essentiel basé sur la productivité du travailleur, un élément complémentaire variable suivant le coût de la vie et suivant le développement des besoins individuels et sociaux de l'ouvrier, de son « *standard of life* ».

Or, si le chiffre nominal apparaît considérable en Lorraine pour la plupart des salaires, il n'en est pas toujours

(4) *Bulletin de la statistique générale de la France*, janvier-mars 1935, p. 279.

de même pour leur pouvoir d'achat. Actuellement, un mineur, par exemple, lorsqu'il arrive à gagner (comme en 1930) 50 francs par jour et plus peut faire des économies, mais avec un salaire mensuel de 650 francs que gagne la grande majorité, il n'arrive que dans des cas exceptionnels que l'ouvrier puisse épargner.

Aussi, le salaire se complète-t-il, particulièrement dans l'industrie sidérurgique lorraine, d'un certain nombre d'avantages en nature ou en argent dont la loi ou l'initiative privée ont fait bénéficier la majorité des ouvriers.

CHAPITRE II

L'AIDE AUX TRAVAILLEURS ET LA VIE SOCIALE

La baisse des salaires observée dans les mines et dans les usines ces dernières années a été sensiblement parallèle à la baisse du coût de la vie dans ces régions. Déjà, avant la guerre, le coût de la vie variait sensiblement d'une cité industrielle à l'autre, plus élevé à proximité de la frontière luxembourgeoise et sur le plateau minier d'Aumetz (en raison de l'absence de voies de communication commodes).

Depuis 1919, l'indice du coût de la vie a suivi un mouvement ascendant dans nos régions, sauf un léger fléchissement pendant la crise et la baisse générale des prix qui sévit de 1920 à 1922. Le maximum de cet indice fut atteint en 1927. Après le printemps 1931, la courbe de l'indice fléchit d'une façon brusque et continue. Elle fléchit même dans les localités frontières mosellanes où la cherté de la vie est plus grande qu'ailleurs (à Ottange, par exemple, beaucoup de ménages ouvriers sont allés, pour cette raison, habiter la commune luxembourgeoise la plus proche). Le coût de la vie d'une famille de quatre personnes (indice moyen de 13 denrées) a pourtant sensiblement diminué en Moselle ainsi que le montre le tableau suivant(1) :

			Hayange		Metz		Thionville	
			Coût	% d'aug. sur le 1 ^{er} tri. 1913	Coût	% d'aug. sur le 1 ^{er} tri. 1913	Coût	% d'aug. sur le 1 ^{er} tri. 1913
1 ^{er}	janvier	1931..	5.935	432	6.811	480	6.927	492
1 ^{er}	janvier	1935..	4.141	285	5.030	356	4.511	326
1 ^{er}	janvier	1936..	3.865	258	4.560	313	4.146	291

(1) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de la Moselle, 1936.

Depuis ces derniers mois, le coût de la vie s'est relevé non seulement en Moselle, mais dans tous les départements lorrains. Aujourd'hui, comme autrefois, il est cependant moins élevé dans les localités industrielles si l'on tient compte de l'élément modérateur que constituent certaines institutions comme les coopératives patronales, et d'une façon générale, la plupart des institutions patronales qui tendent à augmenter ainsi le pouvoir d'achat des salaires en diminuant, pour l'ouvrier, la cherté de la vie.

Les institutions patronales qui remplissent ce but se définissaient autrefois : « des prestations en nature ou en argent accordées à leur personnel à titre volontaire et facultatif » (2). La loi sur les assurances sociales, en rendant obligatoires certaines de ces prestations, a enlevé un certain intérêt aux initiatives privées. Celles-ci, dans bien des domaines, n'en restent pas moins importantes, et les institutions sociales en Lorraine ont été souvent les premières que l'on ait connues en France et ce domaine est encore un de ceux où la région lorraine fut l'initiatrice des autres. Aujourd'hui encore, la Meurthe-et-Moselle passe pour être le département le plus social avec celui du Nord.

Les institutions patronales qui ont pour but l'aide aux travailleurs et sont le complément du salaire, n'ont pas toutes la même nature. Les unes concernent le bien-être matériel et présent de l'ouvrier ; les autres son bien-être moral ; les troisièmes enfin, qui participent de la nature des deux premières, rentrent plus spécialement dans la catégorie des Institutions de Prévoyance.

§ I. — LES INSTITUTIONS CONCERNANT LE BIEN-ÊTRE MATÉRIEL ET PRÉSENT DE L'OUVRIER

1° *Les logements ouvriers*

Le problème de l'habitation ouvrière se présente sous deux aspects différents : ou bien il s'agit de faciliter aux travailleurs l'acquisition d'une petite maison, ou bien on

(2) GLUGE. *Les institutions patronales. Leurs résultats en Lorraine*, p. 3.

s'efforce d'assurer à ceux qui ne peuvent songer à la propriété un logement sain, abordable. D'où deux catégories d'initiatives et d'entreprises ayant pour but soit la vente, soit la location des immeubles, la première s'appliquant normalement à l'habitation individuelle, et l'autre à l'habitation collective à logements multiples (3).

Un certain nombre de sociétés se sont constituées en Lorraine pour satisfaire à l'un ou à l'autre de ces deux buts: beaucoup ont employé pour se constituer la forme coopérative: tel le Foyer lorrain, fondé en 1903 à Nancy par un groupe d'ouvriers, telle l'Union lorraine des Sociétés Coopératives d'Habitation à bon marché qui groupa en 1913 les cinq sociétés coopératives de Nancy, de Bouxières, de Frouard, de Lunéville et de Pont-à-Mousson. D'autres, comme le « Coin du Feu lorrain » ont préféré à la forme coopérative celle d'une société anonyme qui construit d'abord à son compte puis revend maison par maison avec paiement différé, généralement réparti en 20 annuités.

Toutes ces sociétés ont cherché à améliorer l'habitation ouvrière des grandes villes, particulièrement de Nancy dont les vieux quartiers se sont trouvés peu à peu rajeunis: Nancy doit, il est vrai, à ses ducs philanthropes et bâtisseurs et peut-être bien aussi à ses affinités nordiques de ne point contenir aujourd'hui comme tant d'autres de nos vieilles villes, des taudis innombrables, des cloaques. Il y eut pourtant la fameuse rue Clodion qui jusqu'à ces dernières années était le cauchemar des hygiénistes nancéiens: dans ce quartier, il y avait 49,3 maisons à l'hectare, tandis que l'ensemble de la ville en a 8,1; chaque hectare était habité par 712 personnes contre 70,6 ailleurs. La densité des habitants par maison y était de 14,4 alors qu'elle est de 8,6 pour l'ensemble de Nancy. Aussi la mortalité générale s'élevait-elle à 263 pour 10.000 habitants dans le quartier Clodion alors qu'elle est de 183 seulement dans la cité entière. Aujourd'hui cette rue tristement réputée n'est plus qu'un souvenir. Finalement l'habitation

(3) G. HOTTENGER. *L'habitation populaire*, p. 28.

ouvrière trouve dans une grande ville comme Nancy deux groupes d'organes dont les uns ont pour but la vente et les autres la location.

Dans le premier groupe rentrent trois sociétés :

Le Foyer lorrain organisé suivant la forme coopérative et dont le but est de distribuer des prêts pour construire.

La Société de Crédit Immobilier pour le département de Meurthe-et-Moselle qui construit, vend à crédit et prend hypothèque sur la maison.

Enfin la Société lorraine de Crédit Immobilier organisée comme la précédente.

Au second groupe (construction pour location) appartiennent l'Office municipal de la Ville de Nancy et surtout la Société anonyme des Habitations à bon marché de Nancy considérée dans ce domaine comme une œuvre type non seulement en Lorraine, mais dans les régions avoisinantes (au 16 février 1937, elle logeait 4.302 habitants contre 1.017 en 1930).

*
* * *

Tout l'effort des industriels pour assurer le logement de leurs ouvriers s'est concentré dans les « Cités ouvrières ». Elles s'élèvent partout en Lorraine et il n'est guère d'industrie de l'Argonne jusqu'aux Vosges, qui ne possède ses cités. Le problème de l'habitation s'est, il est vrai, soulevé dans notre région avec peut-être plus d'acuité qu'ailleurs en raison de l'immigration massive mais nécessaire de la main-d'œuvre étrangère. L'absence de logement fut une des premières causes de l'instabilité de cette main-d'œuvre, les ouvriers ne pouvant faire venir leur famille pour l'installer près d'eux.

De très bonne heure, les chefs d'industrie se sont efforcés d'y pourvoir et, déjà, avant la guerre, les cités ouvrières avaient en Lorraine et dans cette région seulement, l'homogénéité et l'importance qu'elles ont actuellement (4).

(4) G. MAUCO, *loc. cit.*, p. 323.

A côté du village rural où la majorité des hommes travaillent aux mines et aux usines, on trouve donc dans les centres industriels des agglomérations construites spécialement pour les ouvriers et habitées uniquement par eux.

Dans la région des houillères l'effectif logé était au 31 décembre 1935 de 63,4 % de l'effectif total. La Cité Wendel qui surgit à partir de 1904 est le plus important groupe de constructions de cet ordre. Sarre et Moselle ont édifié à Carling 5 grandes colonies qui donnaient l'impression de cités industrielles, avec leurs rues monotones désignées par des lettres. Il existe également une colonie près de Folschviller.

Dans le bassin minier, on comptait, au 31 décembre 1935 : 7.858 logements ouvriers dont 6.660 pour le bassin de Briey ; 801 pour celui de Longwy et 451 pour celui de Nancy ; les effectifs logés en hôtels et logements représentant 71,8 % du personnel inscrit.

L'industrie textile vosgienne a, elle aussi, ses cités, et il n'est pas jusqu'à la construction électrique qui, par la Société « l'Alsthom » ne possède ses logements ouvriers avec l'importante Cité Montagu de Jarville. Quant aux usines du bassin mosellan, elles ont droit à une mention particulière ayant construit trois fois plus de logements pour leurs ouvriers que les usines des trois anciens bassins français réunis (5).

En Lorraine, dans cette région industrielle tout au moins, presque rien n'a été bâti par les soins des Sociétés Coopératives de constructions subventionnées par les pouvoirs publics : il est, en effet, presque impossible aux ouvriers de prélever une somme suffisante sur leur modeste salaire pour payer des intérêts et des amortissements.

La construction des cités ouvrières s'est faite généralement par l'intermédiaire d'une Société d'Habitations à bon marché. L'Etat a permis aussi aux Sociétés Industrielles d'utiliser les dommages de guerre pour élever des cités ouvrières à la place des usines qu'elles jugeaient inutile de reconstruire telles qu'elles étaient.

(5) A. SÖMME, *La Lorraine métallurgique*, p. 165.

Malgré les grands efforts accomplis le problème du logement est loin d'être résolu actuellement. L'impossibilité dans laquelle se trouvent les industriels de recourir au concours des finances publiques et au crédit constituent pour eux le principal obstacle à la construction des logements ouvriers: ils ne peuvent, en effet, bénéficier de la loi Loucheur (car on considère ces constructions comme une charge normale de l'entreprise). Par ailleurs, les Sociétés d'Habitations à bon marché ne bénéficient d'exonération fiscale que si elles contractent leurs emprunts directement dans le public; or, la plupart, trop peu connues, doivent s'adresser aux banques.

Aussi, d'après le rapport annuel de l'ingénieur en chef des Mines de Meurthe-et-Moselle en 1929 (les chiffres ne se sont guère modifiés depuis, la crise ayant arrêté la construction des logements ouvriers) un pourcentage encore important du personnel n'était pas logé:

	Briey	Longwy	Nancy	Total
	—	—	—	—
Pourcentage d'ouvriers logés par rapport aux effectifs moyens..	87 %	61 %	31 %	78 %

Quel est le mécanisme intérieur de la cité ouvrière? Les logements ont d'abord été attribués de préférence à la main-d'œuvre française, mais l'ancienneté joue aussi dans leur attribution et l'attribution de tel ou tel logement constitue parfois pour l'ouvrier une prime à laquelle il tient plus qu'à une autre gratification. Chaque maison comporte en général deux logements ayant chacun une entrée indépendante: A Mancieulles, par exemple, où se trouvent les cités de la mine de Saint-Pierremont, dans le Bassin de Briey, on a pris soin de grouper autour des écoles les familles nombreuses (comportant plus de cinq enfants). Les célibataires sont logés dans les pavillons (4 hommes par chambre et une vingtaine d'hommes par pavillon). Exceptionnellement, cette cité qui comporte 400 logements arrive à abriter tous ses ouvriers sans exception et même ses employés qui bénéficient de logements spéciaux (6).

(6) Renseignements obtenus au cours d'une visite de la mine.

On s'est efforcé de construire la cité assez loin de la mine sur un plateau bien aéré. D'autres cités sont adossées à la lisière d'un bois. On a conservé le plus de verdure possible. Les loyers sont modiques: 300 à 600 francs par an suivant le nombre de pièces et parfois ne couvrent même pas les frais d'entretien.

Enfin, on a multiplié les types de maisons et évité les alignements monotones des vieux corons français. Il n'y a plus guère qu'à Nilvange que l'on trouve un type de construction voisin de la caserne. Et, pour presque toutes les cités ouvrières, on pourrait dire ce que L. NANDEAU écrivait pour l'une d'entre elles: « Avec ses toîts rouges, ses rues claires et larges, son parc, ses cours de tennis, ses pelouses, ses parterres fleuris, ses roseraies, son kiosque à musique, son stade: elle vous a, ma foi, toutes les allures d'une petite ville d'eau »!

2° Les avantages en nature

Ils sont très divers et consistent, par exemple, dans les houillères mosellanes, en des distributions de charbon aux ouvriers des mines (en 1932 on a réparti ainsi 83.470 tonnes). Mais les besoins journaliers de l'ouvrier, notamment pour tout ce qui concerne l'alimentation ont trouvé leur satisfaction d'abord dans les Economats (le Creusot en avait ouvert un dès avant 1870) puis, quand ceux-ci furent supprimés en 1910, dans des sociétés coopératives de consommation possédées et administrées par les ouvriers eux-mêmes, vendant en général les marchandises à un prix commercial et répartissant en fin d'année entre leurs membres les bénéfices disponibles.

La suppression des économats industriels fut surtout apparente, les coopératives étant financées à peu près uniquement par la direction de la mine ou de l'usine.

D'autres industriels ont fait bénéficier du prix de gros certains produits acquis par leurs ouvriers, en groupant les demandes des acheteurs sans avoir recours à une coopérative.

Enfin, les sociétés métallurgiques elles-mêmes se sont quelquefois associées pour fonder des organismes destinés à procurer à meilleur compte possible, les denrées, articles et fournitures d'habillement, de ménage aux groupements coopératifs et aux associations d'achats en commun. Ainsi fut créé, en 1919, l'Union de l'Alimentation des Industries métallurgiques et minières fondée sur l'initiative de la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt et de quelques autres sociétés lorraines. Le rayon d'action de l'Union prit une extension rapide. En 1920, près de 150 groupements coopératifs étaient ravitaillés par ses soins. La dispersion de ces groupements, dans des régions souvent mal desservies avait provoqué la création de dépôts de marchandises dans certains centres importants (Nancy, Homécourt, Paris). Depuis une dizaine d'années, les difficultés de transport de l'après-guerre ayant disparu, l'utilité de l'Union s'est fait de moins en moins sentir et son rayon d'action a, peu à peu, diminué (7).

§ 2. — LES INSTITUTIONS CONCERNANT SON BIEN-ÊTRE MORAL

Elles consistent dans une aide à tous les besoins intellectuels de l'ouvrier : telles les mesures prises en vue de son instruction et de son éducation professionnelle ; ou encore l'organisation de ses loisirs ; ou dans un encouragement, moral et matériel à la fois apporté à ses préoccupations familiales : telles les mesures destinées à favoriser le développement de la natalité.

1° *L'encouragement au développement de la natalité*

Il se matérialise dans la pratique rendue obligatoire par la loi du 11 mars 1932, des allocations familiales. Déjà, avant cette loi, les « magnats » des industries lorraines avaient pris des dispositions pour encourager la natalité de leurs familles ouvrières. La moyenne des dispositions prises consistait à accorder pour chaque naissance une

(7) J. DUPARCQ. *Les œuvres sociales dans la métallurgie française*, p. 67.

allocation de 500 francs. Le fait d'être marié valait à un homme un supplément de salaire de 1 fr. 75 par jour. Le même supplément lui était accordé pour chacun de ses enfants âgé de moins de 14 ans. Assurément, nous sommes là très loin des allocations familiales instituées chez les frères Michelin ou à Elbœuf (8).

Les allocations familiales étaient servies, au début, sous la forme d'un supplément de salaire. Puis elles prirent celle d'une subvention fixe, payée sur la tête de chacun des enfants. A partir de 1926, la plupart des sociétés adoptent le principe d'une allocation dont le taux était progressif avec le nombre des enfants.

La loi du 11 mars 1930 posa le principe de l'affiliation obligatoire à une Caisse de Compensation, mais autorisa les établissements occupant au moins 3.000 ouvriers à assurer directement le service des allocations familiales par un organisme privé ayant reçu l'agrément de l'administration.

Il n'existe pas de Caisse de Compensation régionale lorraine; pas plus qu'il n'y en a eu dans d'autres régions; la Caisse de Rouen, entre autres, qui projetait l'organisation d'une fédération de caisses normandes a dû abandonner ce dessin. Il est, en effet, apparu à l'expérience que le sur-salaire doit être fonction du « Standard of life » de l'ouvrier. Or, celui-ci varie suivant le centre où il vit. Le coût de la vie, la façon de vivre ne sont pas les mêmes pour l'ouvrier du grand centre et celui du petit village. Ceci explique l'insuccès de ces initiatives dans le domaine régional (9). Par contre, une Caisse de Compensation doit réussir entre usines de même nature, dont les ouvriers auront par conséquent le même genre de vie.

Ainsi s'est formée notamment la « Caisse Corporative d'allocations familiales et de compensation des Usines et Mines métallurgiques de la Moselle », agréée par un arrêté du Ministère du Travail en date du 18 septembre 1933. Pour les mines et usines de Meurthe-et-Moselle, existe

(8) L. NAUDEAU, loc. cit.

(9) P. BRUN. *Les régions économiques*, p. 85.

également la Caisse de Compensation de la Sidérurgie de l'Est à laquelle s'est affiliée aussi la Société Lorraine des Aciéries de Rombas.

Le taux des allocations journalières versées par les Caisses est à peu près le taux modèle de la plupart des Caisses de Compensations et s'applique à tout enfant à la charge du salarié n'ayant pas dépassé l'âge de l'obligation scolaire.

Il s'établit progressivement de la façon suivante :

Pour le 1^{er} enfant : 1 fr. 20 par journée de travail.

Pour le 2^e enfant : 1 fr. 60 par journée de travail ; soit pour les 2 enfants : 2 fr. 80.

Pour le 3^e enfant : 2 fr. par journée de travail ; soit pour les 3 enfants : 4 fr. 80.

Pour le 4^e enfant : 2 fr. 80 par journée de travail ; soit pour les 4 enfants : 7 fr. 60.

Pour le 5^e enfant : 3 fr. 60 par journée de travail ; soit pour les 5 enfants : 11 fr. 20.

Pour le 6^e enfant : 4 fr. 40 par journée de travail ; soit pour les 6 enfants : 15 fr. 60.

Pour le 7^e enfant : 5 fr. 20 par journée de travail ; soit pour les 7 enfants : 20 fr. 80.

Pour le 8^e enfant : 6 fr. par journée de travail ; soit pour les 8 enfants : 26 fr. 80.

C'est dans les institutions d'encouragement à la natalité qu'il faut ranger encore les écoles maternelles si nombreuses dans les centres industriels : à Mancieulles, l'école maternelle groupe environ 150 enfants répartis suivant leur âge en trois salles où toute l'ingéniosité se déploie pour développer déjà leur intelligence.

Est-ce l'effet de toutes ces mesures ? dans un pays où l'on déplore une forte dépopulation, on trouve encore des régions, des cités ouvrières où, comme à la mine de Saint-Pierremont, qui occupe un personnel de 800 ouvriers, se constatait l'an dernier un total imposant de près de 700 enfants de moins de 10 ans.

2° *L'organisation des loisirs*

La question de l'aménagement des loisirs des ouvriers avait pris en France depuis l'application de la loi de 8 heures une importance que les nouvelles lois sociales de ces derniers mois ont encore intensifiée.

Les salariés des villes ont déjà à leur disposition de multiples distractions avec les Sociétés sportives, le Théâtre, les Sociétés de musique, les Cercles ouvriers, etc. Mais il n'en est pas de même des ouvriers habitant la campagne et le problème a été mis à l'étude par tous les chefs d'industrie.

Les jardins ouvriers ont paru un des meilleurs moyens de distraire sainement l'ouvrier tout en lui permettant de faciliter, par un supplément de revenus, l'entretien du ménage. Leur développement est dans une certaine mesure fonction de celui des logements, les maisons ouvrières étant presque toujours pourvues d'un jardinet attenant. Presque toujours les établissements métallurgiques ou textiles aussi donnent en plus aux ouvriers ayant une famille des parcelles de terrain ou lui permettent d'en louer une pour une somme modique (dans les Vosges, les ouvriers du textile peuvent louer un terrain pour la modique somme de 5 francs par an). Distribution de semences, concours annuels dotés de prix pour les jardins les mieux tenus, création de jardins scolaires pour enfants leur inculquant déjà le goût du jardinage, tels sont les efforts unanimement réalisés en Lorraine pour développer l'œuvre si saine des jardins ouvriers.

Pour aménager au mieux les loisirs ouvriers, on a fait appel également à toutes les sociétés de sport, de tir, d'éducation physique, de musique, aux chorales, au cinéma, aux bibliothèques, au théâtre même dont les vedettes sont recrutées parmi la jeunesse ouvrière.

Une question plus que jamais ardue à résoudre a toujours été celle des loisirs forcés, celle de l'occupation des femmes et surtout des jeunes gens ou jeunes filles qui, après le certificat d'études se trouvent sans travail.

L'emploi des femmes qui ne peut se faire dans les usines de la grosse métallurgie est organisé par nombre d'employeurs d'autres industries. Certains ont organisé le transport des cités à leurs usines soit par trains spéciaux, soit par auto-cars. Le Nord, à cet égard, s'est trouvé favorisé par suite de la proximité des cités ouvrières des mines et des grands centres industriels, notamment du textile. Dans l'Est, l'horizon de travail, plus limité, raréfie les possibilités d'emplois pour les femmes.

La plupart des centres industriels en Lorraine ont créé des écoles ménagères pour occuper les jeunes filles, les études y durent au moins deux ans au bout desquels elles obtiennent le certificat d'aptitude professionnelle.

Les employeurs se sont efforcés également de créer de petites industries annexes : fabrique de boîtes de conserves, de toiles, tricotage mécanique, etc., qui utilisent sur place la main-d'œuvre féminine disponible.

Plus difficile à résoudre est la question de l'emploi des jeunes garçons qui, à 13 ou 14 ans, quittent l'école pour toujours. Comme fils de mineurs, ils entrent alors à la mine où, pour un salaire de quelques francs par jour, ils nettoient des machines, graissent des wagons, etc. Toutefois, ce débouché naturel est forcément limité dès que le nombre des familles vient à s'accroître dans la cité, la mine ne put plus augmenter en proportion le nombre de ses « mousses ».

On pourrait, il est vrai, les placer chez des cultivateurs du voisinage, mais les travaux agricoles sont peu en honneur dans les régions industrielles.

Comme pour les jeunes filles, on a créé, pour eux, des cours postsecondaires, cours de perfectionnement de langue, d'éducation physique, de technique, etc., et on s'est efforcé, surtout, de développer les méthodes d'apprentissage vers lesquels on les oriente au besoin en faisant pression sur les parents logés. Toutefois, les immigrés, tout comme les Français, tendent assez vite à faire prendre à leurs enfants un métier plus relevé que le leur. Le mineur envoie son fils à l'usine, le métallurgiste fait du sien un électri-

cien, un mécanicien. De sorte que les colonies perdent régulièrement une partie de leurs éléments et la plupart n'entretiennent leurs effectifs et leur particularisme, que par l'apport incessant de nouveaux immigrés fraîchement débarqués du pays.

3° *L'éducation professionnelle*

Longtemps cette catégorie d'enseignement fut assez rare en France alors qu'au contraire elle apparut indispensable en Lorraine et dès une origine éloignée on s'en occupait dans des centres comme Baccarat, Portieux, Longwy, Moutiers, Micheville, parce que le travail est plus difficile et plus délicat dans les mines, la métallurgie et les industries d'art.

L'apprentissage prend, en période de crise, une importance capitale : on s'efforce alors de l'intensifier et de réaliser l'organisation professionnelle des chômeurs : quatre ateliers de formation professionnelle ont été ainsi ouverts à Paris au cours de l'année 1935, réunissant une centaine d'élèves recrutés parmi les jeunes ouvriers en chômage ; ainsi qu'un « Centre de sélection pour la formation professionnelle rapide des chômeurs adultes de la région Parisienne ».

L'apprentissage en usine a pris, de ce fait, une importance bien supérieure encore à celle qu'elle avait autrefois d'autant plus que, malgré les difficultés actuelles, l'industrie métallurgique manque de spécialistes et c'est à ce titre qu'on peut parler de « crise de l'apprentissage ». Dans certaines industries comme celle de la construction électrique, il n'y a place qu'exceptionnellement pour de simples manœuvres : elle exige non des spécialistes, mais des ouvriers spécialisés dans une certaine catégorie d'ouvrages, surtout dans le gros matériel (par exemple pour le tournage d'un gros collecteur de dynamo).

La plupart des grands établissements industriels organisent directement par eux-mêmes l'apprentissage dont ils ont besoin et forment dans leurs ateliers la quasi-totalité

de leur main-d'œuvre qualifiée (méthode suivie par la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt, la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, la Société des Aciéries de Micheville, la Société des Hauts-Fourneaux-Forges et Aciéries de Pompey, la Société Lorraine des anciens Etablissements de Diétrich et Compagnie, etc.).

Parfois aussi, des groupements corporatifs ont créé des écoles d'apprentissage ou des cours professionnels et, parmi eux, il faut citer la Chambre Syndicale des Fondateurs et Constructeurs de l'Est.

Malgré ces organisations, la crise de l'apprentissage subsiste, même en Lorraine où il a toujours été en faveur. Cette crise ne réside pas seulement dans la fermeture de quelques ateliers patronaux mais dans leur désertion. L'abandon des métiers manuels par les jeunes gens, leur orientation de plus en plus fréquente vers des emplois de bureau, l'écart trop minime entre le salaire effectif du manœuvre spécialisé et celui de l'ouvrier qualifié, telles sont les causes de la défaveur de l'apprentissage qui sévit dans notre région avec peut-être un peu moins d'acuité que dans les autres.

§ 3. — LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

Elles constituent tous les services d'assistance qui ont été organisés en vue d'aider matériellement et moralement l'ouvrier dans toutes les périodes difficiles ou imprévues de sa vie. Les uns ont un caractère préventif suivant qu'il s'agit d'empêcher les accidents, par exemple ou de prévenir la maladie, la vieillesse, le décès prématuré. Les autres interviennent pour réparer le dommage causé. La plupart des institutions patronales envisagent concurremment les deux aspects du problème et protègent l'ouvrier contre tous les risques sociaux qui peuvent l'atteindre.

1° *Protection contre les accidents*

On considère généralement le nombre d'accidents mortels comme trois fois plus considérable dans une mine de fer lorraine que dans un charbonnage où, au contraire, les petits accidents sont très fréquents. Les causes tiennent en particulier à la différence de profondeur des couches exploitées: dans les mines du Bassin de Briey, par exemple, la couche exploitée dépasse 5 mètres; dans les charbonnages où elle atteint rarement un mètre, les pierres tombent sans causer de morts. De même, il y a davantage d'accidents dans les mines du Bassin de Metz-Thionville qu'en Meurthe-et-Moselle, car les exploitations y sont plus anciennes et le travail plus dangereux (10).

Le nombre des accidents varie essentiellement d'une année à l'autre: dans les mines de fer mosellanes, il atteignait le chiffre de 2.597 dont 32 morts pour l'année 1935 alors que, la même année sur 4.490 accidents survenus dans les houillères lorraines, 29 seulement ont été mortels (11).

Devant une telle fréquence d'accidents, la plupart des grandes industries ont organisé aujourd'hui des Commissions de Prévention contre les accidents du travail. Les premières de ces commissions, fort peu répandues il y a quelques années, ont été constituées dans des usines métallurgiques de l'Est (aux aciéries de Pompey, aux Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, aux Fonderies d'Auberives à Villerupt, aux Forges de la Providence à Rehon, aux Aciéries de la Chiers à Longwy et dans quelques autres). L'exemple a été suivi dans toute la France où, actuellement, plus de 450 établissements métallurgiques groupant environ 500.000 ouvriers possèdent un service de sécurité (12).

Chaque accident un peu grave est pris en considération à la Commission de Prévention. Une initiative de propa-

(10) A. SÖMME. *La Lorraine métallurgique*, p. 161.

(11) Rapport de l'ingénieur en chef des mines de la Moselle en 1936.

(12) J. DUPARCO, *loc. cit.*, p. 245.

gande pour la prévention s'est exercée en faveur des apprentis dans le Bassin de Longwy-Briey-Nancy. Tout l'effort a consisté surtout au point de vue physiologique et psychologique à développer les méthodes de sélection en vue de placer chaque individu suivant ses compétences, ses facultés et la classe de dangers personnels à laquelle il appartient (13). Toute la propagande s'est réalisée par d'immenses panneaux affichés dans les usines.

Malgré une prévention si méthodiquement organisée, les accidents sont encore nombreux et la question de réparation se pose. Le Bassin de Metz-Thionville a hérité depuis longtemps, à ce point de vue, du régime allemand des assurances sociales qui embrasse tous ceux dont le revenu ne dépasse pas un certain minimum; dans le restant du bassin lorrain, même avant la loi de 1930, les mineurs et les ouvriers d'usine ont toujours été obligatoirement assurés contre les accidents.

2° Protection contre la maladie

Ici encore, on trouve, dans le domaine de la prévention, des organisations individuelles ou collectives: certains grands établissements ont leur hôpital ou leur dispensaire, comme, par exemple: L'Hôpital et le Dispensaire d'Hygiène sociale organisés à Genibois par les Etablissements de Wendel, ou le dispensaire du Facteur Humain fondé en 1933 à Pont-à-Mousson par la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de cette ville.

Parfois aussi, les établissements d'une même région ont décidé de réunir leurs efforts pour installer, à proximité de leurs usines, des hôpitaux collectifs où seraient soignés tous leurs ouvriers malades ou blessés dont l'état nécessiterait l'hospitalisation. Ainsi furent constitués: l'L'Hôpital d'Hussigny, l'Hôtel-Dieu de Villerupt, l'Hôpital Saint-Louis organisé à Longwy et entretenu par une Société composée des établissements de la région, l'Hôpi-

(13) P. ALISON. *Le problème de la prévention des accidents du travail dans les entreprises*, p. 91.

tal des Mines et de la Métallurgie de Briey créé en 1913, etc.

Certains dispensaires fonctionnent grâce à l'action combinée des industriels et des Offices Départementaux d'Hygiène Sociale: tel le Dispensaire de Jœuf, créé en 1922, qui exerce son action sur les communes de Montois-la-Montagne, de Jœuf, d'Homécourt et d'Auboué. Tel le Dispensaire anti-tuberculeux de Longwy fondé en 1927 par les Aciéries de Longwy ou celui des mines d'Anderny-Chevillon financé uniquement par cette entreprise.

Les industriels du canton des Vosges ont donné un million 400.000 francs pour aider à la fondation d'un centre anti-cancéreux à Nancy et avoir le droit d'y faire soigner gratuitement tous leurs ouvriers. De plus, 22 lits sont réservés aux ouvriers tuberculeux du textile au Sanatorium de Lay-Saint-Cristophe et à l'Hôpital Villemin et une douzaine de lits à Berck.

Enfin, les sociétés de secours fonctionnaient dans tous les centres industriels lorrains avant la loi des Assurances Sociales. Elles présentaient une extrême diversité depuis la Caisse de Secours complètement dirigée et alimentée par l'établissement sans la coopération de l'ouvrier jusqu'à la Société totalement indépendante et simplement encouragée par le patron en passant par la forme mixte comportant la double participation des patrons et des ouvriers.

Les Sociétés de Secours mutuels ont subsisté malgré la loi de 1930 qui n'est pas encore appliquée dans les mines de Meurthe-et-Moselle. Et, dans la presque totalité des usines métallurgiques de ce département (celles de la Moselle étant soumises au régime des assurances sociales dès avant la désannexion), on voit subsister, à côté de la Caisse Primaire-Répartition assurant le fonctionnement de l'Assurance-maladie légale, la Caisse ou la Société de Secours continuant, comme par le passé, à garantir les exclus de la loi sur les Assurances Sociales contre le risque de maladie et donnant aux assurés sociaux eux-mêmes, moyennant une cotisation spéciale, des avantages complémentaires.

3° Protection contre la vieillesse et le décès prématuré

Ce genre de prévoyance est plus rare mais il existe cependant en Lorraine où le risque de la vieillesse a été prévu, soit par l'action individuelle, soit par l'action collective. Individuellement, cette protection se fait à l'aide de retraites patronales basées soit sur le principe de l'assistance (les grandes entreprises accordent à leurs ouvriers des allocations ou des pensions dont le taux varie suivant la durée et la valeur de leurs services), soit sur celui de liberté subsidée (d'accord avec l'assuré, l'entreprise prélève un pourcentage du salaire et y ajoute un versement au moins égal destinés tous les deux à la Caisse Nationale des Retraites).

C'est le système le plus généralement adopté quoique, déjà avant la guerre, on trouvait chez les usines Solvay par exemple une caisse de retraite pour les employés et les contremaîtres, alimentée exclusivement, par les libéralités de la Société et procurant aux employés au moment de leur retraite la propriété d'un capital.

Mais les industriels peuvent aussi adhérer à des organismes collectifs comme la « Caisse Syndicale de Retraite des Forges, de la Construction mécanique, des Industries électriques et de celles qui s'y rattachent ».

Cette caisse a élaboré des régimes facultatifs de retraites : le premier en date, celui des Comptes d'Epargne, est destiné au personnel employé des établissements industriels. Le second, créé après la guerre, est le régime des Retraites supplémentaires s'appliquant plus spécialement au personnel ouvrier.

Ces régimes subsistent depuis la mise en application de la loi sur les assurances sociales.

Quant au risque du décès prématuré il peut être évidemment couvert par des assurances-décès rarement pratiquées par les ouvriers, car elles sont trop onéreuses. Ici encore les entreprises ont concédé quelques avantages et la Caisse Syndicale de Retraite des Forges a pris des dispositions spéciales en vue de permettre au travailleur de

Situation	Le personnel intéressé	Les moyens mis gratuitement à la disposition des intéressés
Avant la naissance.	Le médecin. La sage-femme.	Repos un mois avant la naissance et un mois après pour les femmes employées.
La naissance.	La sage-femme. Le médecin.	Femme de ménage. Soins médicaux. Pharmacie.
La première année.	Le médecin et la sage-femme les six premiers mois. L'infirmière d'hygiène sociale après six mois.	Soins médicaux. Pharmacie. Vaccination jennérienne.
La première enfance.	Le médecin. L'infirmière visiteuse. L'institutrice de l'école maternelle.	Soins médicaux. Pharmacie. Ecole maternelle. Vaccination antidiptérique.
A l'école.	Les instituteurs-institutrices. Les professeurs bénévoles. Le médecin. L'infirmière visiteuse.	Cours complémentaires (italien, polonais). Cours préparatoire de l'école ménagère. Cours professionnels.
Après le certificat d'études.	Le directeur. Les chefs de service. Les infirmières. L'instituteur. Les professeurs bénévoles.	Préparation au C. A. Cours d'italien, polonais. Ecole ménagère. Cours d'adulte.
L'arrivée à l'usine après le régiment.	Le directeur. L'ingénieur. Les chefs de service. Le médecin.	Muni du C. A. P., de choix.
La famille.	Le médecin. L'infirmière.	Logement gratuit avec jardins. Médaille d'Honneur du travail et d'ancienneté.
La vieillesse.	Le médecin. L'infirmière.	
Le décès.		

(1) Communiqué par la mine de Saint-Pierremont, du Bassin de Briey.

LA PROTECTION DE LA FAMILLE DANS L'INDUSTRIE LORRAINE (1)

Œuvres Obligatoires	Œuvres de première nécessité	Œuvres de protection de la santé	
Société de secours	Consultation prénatale.		
Société de secours	Prime de natalité. Consultations nourrissons. Goutte de lait. Layettes par l'ouvroir.	Garderie d'enfants (frères et sœurs)	
Société de secours	Consultations de nourrissons. Dispensaire. Goutte de lait. Ouvroir.	Pouponnières (Blâmont - Saint-Mihiel). Garderie d'enfants.	
Société de secours	Dispensaire. Ouvroir.	Préventorium de Flavigny. Garderie d'enfants.	Eco
Société de secours	Dispensaire. Ouvroir. Hygiène scolaire. Jardins scolaires.	Préventorium. Colonies de vacances.	Cou Edu Cin Thé Sali
Société de secours Caisse de retraites	Dispensaire. Jardins ouvriers. Enseignement profession- nel. Atelier de confection.	Sanatorium.	Soc Soc Cer Cer Sec ti
Société de secours Caisse de retraites	Cours supérieurs.	Dispensaire d'hygiène so- ciale. Sanatorium.	Cor
Comme ci-dessus.	Allocations familiales avec chiffre progressif sui- vant nombre d'enfants. Coopérative.	Comme ci-dessus.	Cor
Société de secours Caisse de retraites			
Société de secours Caisse de retraites	Association du franc au décès aux ayant-droits.		

Ouvres de secours	Œuvres nationales ou départementales	Observations
	Allocations aux femmes en couches. Primes d'allaitement.	
	Primes d'allaitement.	Pour les frais de journées en pouponnières, la Soc. de Secours paie 1/3, les parents 1/3, le timbre antituberculeux 1/3.
sein air.		Préventorium: Société de secours, 1/3; Parents, 1/3; Timbre antituber- culeux, 1/3.
pupille. physique. matif. antin. union.	Pupilles de la nation. Bourses.	Colonies de vacances: Société Secours 1/3, pa- rents 1/3, timbre 1/3.
air. lecture. phonique. employés. ninine d'éduca- tique.		Sanatorium: Société de Secours 1/3. Parents 1/3. Timbre 1/3.
dessus.		
dessus.	Secours aux familles nom- breuses. Médaille aux mères de fa- milles nombreuses.	
	Caisses de retraites pour la vieillesse.	

couvrir le risque décès par la constitution d'un capital ou d'une rente au profit de ses ayants-droits.

*
* *

Toutes ces institutions patronales dont certaines aujourd'hui sont légales, mais existaient en Lorraine bien avant la promulgation d'une loi, constituent un ensemble parfaitement organisé de mesures protectrices de l'ouvrier. Et l'on ne peut trouver de meilleure conclusion à ce rapide exposé des institutions patronales dans la région lorraine que de dresser un tableau de toutes les dispositions prises dans une mine du Bassin de Briey pour aider le travailleur dans toutes les périodes de son existence. Aucun acte de sa vie n'a été laissé de côté et il n'y a peut-être pas un jour de son existence où le mineur ne trouve l'aide dont il a besoin.

CHAPITRE III

LES AMÉLIORATIONS DE LA VIE RURALE

Sans doute l'essor industriel a bouleversé l'aspect de l'économie lorraine, mais à côté des centres les plus miniers et métallurgiques, la vie rurale a continué son cours paisible. Quand on circule sur le plateau de Briey on est frappé de l'aspect très rural qu'a gardé le pays. De loin en loin, il est vrai, les panaches des mines rappellent la richesse du sous-sol. Mais, « pour circuler entre l'une et l'autre de ces concessions, vous traverserez parfois de rustiques villages aux senteurs de fumiers, des hameaux où de vrais paysans sont aperçus, identiques sans doute à ce qu'étaient leurs aïeux quand tout ce district n'était qu'une campagne à demi-déserte. Le plateau de Briey si industriel porte aussi ses pâturages et il produit plus de lait que sa population si dense n'en peut consommer » (1). De même, en Moselle, si l'on va de Woippy vers Thionville par exemple on s'apercevrait à peine, sans les usines de Rombas qui se profilent à l'horizon de la présence de l'industrie.

Ainsi donc le village lorrain a subsisté malgré les transformations profondes que l'industrie, surgie à ses côtés a entraînées pour lui et, si la guerre d'abord, puis toutes les améliorations qu'on lui a apportées avec l'électrification des campagnes, le remembrement des terrains, la défense des intérêts agricoles l'ont en quelque sorte modernisé, c'est néanmoins le type du village lorrain connu depuis des siècles qui subsiste encore aujourd'hui.

(1) L. NAUDEAU, loc. cit.

§ 1. — LA PERSISTANCE DU TYPE
DE L'ANCIEN VILLAGE VOISIN

Villages agglomérés, mais minuscules, villages de petites cultures morcellées, groupements de propriétaires, plus rarement de fermiers, tels étaient et sont encore les trois traits caractéristiques de nos villages agricoles.

Que l'on envisage la Meuse ou le plateau de la Lorraine orientale, tous les villages de notre région présentent une concentration extrême des habitations. La Meuse, notre département agricole est, de toute la France, le département qui a le moins de hameaux (2). La campagne meusienne où aucune habitation n'arrête la vue, entre les clochers éloignés de 3 ou 4 kilomètres paraît assez vide : à une certaine sévérité de la nature, s'unit l'impression des grands espaces isolés et des habitations groupées (3).

Sans doute, cette forme de village n'est pas particulière à la Lorraine : la Champagne, la Bourgogne, le vignoble alsacien ont des villages groupés ; mais à part les Hautes-Vosges lorraines dont la population est dispersée et quelques grosses fermes isolées sur l'emplacement d'anciens étangs mis en culture, la concentration des habitants est la règle dans toute la Lorraine agricole (4).

L'Histoire qui explique souvent la naissance des villes n'a pas grand chose à voir dans l'origine du peuplement rural. La question de l'eau a été prépondérante. La présence d'une source a si généralement déterminé l'emplacement d'un village que l'exception à cette règle sert parfois de caractéristique à l'agglomération dépourvue d'eau (Norroy-le-Sec, Villers-le-Sec, etc.).

La forme du village lorrain qui s'explique encore, dit-on, par la nécessité de se défendre contre les attaques incessantes du dehors, tient surtout au mode d'exploitation

(2) A. SCHMITT. *La population du département de la Meuse*, p. 94.

(3) P. VIDAL DE LA BLACHE. *La vallée lorraine de la Meuse*, p. 137.

(4) L'habitat isolé est si peu dans les traditions lorraines que beaucoup de fermes isolées, en Moselle notamment, sont exploitées par des étrangers, surtout par des Suisses que la situation écartée de leur ferme maintient en dehors de la vie commune.

du sol. La monoculture, l'élevage surtout favorise la dispersion. Or, la région lorraine est essentiellement un pays de cultures variées. Aucun ne répugne davantage à la monoculture. Mais on n'y trouve guère, non plus, comme cela se passe ailleurs (Normandie, Auvergne) des domaines qui rassemblent autour d'une ferme toutes les cultures nécessaires à son alimentation.

Tour à tour, selon la saison, les paysans sont aux près, ou aux champs, ou au vignes ou aux bois, si bien que chaque portion du territoire communal s'appelle une saison : saison des près, saison des champs ou saison des vignes et l'une s'anime après l'autre, et l'une se vide après l'autre. Dans ces conditions, la ferme isolée n'a pas de raison d'être. Dès lors, on se rassemble autour du clocher ; on s'y est toujours rassemblé « et les villages des serfs du Moyen Age étaient en tout semblables aux villages des petits propriétaires d'aujourd'hui » (5).

Mais le plan de l'agglomération n'est pas toujours uniforme, tantôt elle se présente comme une longue chenille de maisons qui s'allongent interminablement le long de la route, tantôt comme un paquet informe autour du clocher : c'est le village nébuleuse ou encore, comme on l'appelle dans la Lorraine orientale « le village en tas » (Haufen-dorf).

Villages agglomérés et pourtant, fait en apparence contradictoire, poussière de villages. La Meuse, notamment, est le pays des cantons minuscules. Plus de 100 communes y ont moins de 100 habitants chacune et 200 communes ont une population qui varie de 100 à 300 habitants. Il y a donc dans la Meuse plus de 300 communes (la moitié du département) qui n'ont pas 300 habitants !

La guerre a diminué l'importance déjà bien faible des villages lorrains. On admire la ténacité avec laquelle nos paysans lorrains ont reconstruit leur maison sur l'emplacement de l'ancien village dévasté. Mais la population, après-guerre, était réduite. De plus, les cultivateurs ont remployé leurs indemnités de dommages de guerre sur un

(5) GRODIDIER DE MATONS. *Pays Lorrain*, 1925, p. 193.

seul immeuble, au lieu d'en reconstruire deux ou trois (6). La conséquence en fut la réduction du village non seulement quant au nombre de sa population, mais quant au nombre des habitations.

On se demande si l'on ne revient pas à la « villa » romaine qui groupait autour d'elle 50 à 100 travailleurs et s'il n'aurait pas mieux valu, au lieu de reconstruire un à un ces villages qui meurent dans leur isolement, les rassembler en des agglomérations plus importantes pour en faire des bourgs nouveaux...

*
**

Villages agglomérés, ils ne se composent guère que de petits propriétaires. Le faire valoir direct est le mode d'exploitation le plus répandu en Lorraine et le nombre des fermiers y est relativement restreint :

MODES D'EXPLOITATION DE LA TERRE (7)

	Propriétaires	Fermiers	Métayers	exploitants
M.-et-M.	18.834	2.678	1	21.513
Meuse	8.887	1.705	14	10.606
Moselle	68.898	22.764	17	91.679
Vosges	35.986	3.648	30	39.664

D'après ce tableau on constate, en effet, la disparition presque complète du métayage en Lorraine et la prédominance du faire valoir direct notamment dans les Vosges où 70 % des agriculteurs sont propriétaires de la totalité de leurs exploitations.

Mais ces propriétaires n'ont, en général, que des petites cultures. La région lorraine est un pays de petites et de moyennes propriétés. Les grandes exploitations y sont rares, sauf dans la partie Ouest de la Moselle, notamment dans les arrondissements de Château-Salins, Boulay et

(6) S. BRION. *Les transformations du village rural dans la zone dévastée de la Meuse (Annales de l'Est, 1935, t. I, p. 17).*

(7) Résultats généraux de l'enquête de 1929. Statistique agricole de la France, 1936.

Metz-Campagne où les exploitations de 20 à 100 hectares cultivent près du 1/3 et celles de plus de 100 hectares près de 12 % de la superficie totale réservée à l'agriculture. Mais, dans les autres départements lorrains ce sont les petites exploitations, celles de 1 à 10 hectares qui par le nombre, sinon par la superficie, l'emportent.

NOMBRE ET SUPERFICIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (8)				
	M.-et-M.	Meuse	Moselle	Vosges
Exploitations de :				
0 à 1 hectare :				
Nombre	3.355	1.280	45.179	19.528
Superficies (hect.).	2.939	950	25.270	11.140
1 à 10 hectares :				
Nombre	10.237	1.971	37.079	24.052
Superficies (hect.).	53.800	58.080	80.332	40.290
10 à 50 hectares :				
Nombre	6.058	8.277	7.401	8.002
Superficies (hect.).	169.558	292.379	145.362	168.008
50 à 100 hectares :				
Nombre	1.006	859	729	453
Superficies (hect.).	77.603	77.641	53.680	30.390
Plus de 100 hectares :				
Nombre	407	258	392	275
Superficies (hect.).	53.508	13.795	149.621	111.420

Cette faible étendue de la propriété en Lorraine, cette prédominance des petites cultures qui a toujours existé dans notre région est peut-être un des caractères qui distinguent le mieux son économie régionale: elle a entraîné la plupart des autres particularités rurales: l'étroitesse du territoire du village, la petitesse des maisons et peut-être aussi certains caractères de l'âme du villageois lorrain, C'est à elle surtout que revient en partie l'exode rural de nos populations: les petites propriétés sont de plus en plus difficiles à exploiter « Tout semble conspirer à rendre médiocre le sort du petit cultivateur, tout tend de plus en plus à faire en sorte que l'agriculture soit surtout rémunératrice dans les grandes exploitations » (9). On remar-

(8) D'après les résultats de l'enquête de 1929.

(9) L. NAUDEAU, *loc. cit.*

que, en effet, que l'importance du capital d'exploitation tend à être inversement proportionnelle à la surface des propriétés. Dans la Meuse, ce capital varie à peu près de la manière suivante :

- Pour les grandes exploitations : 2.000 à 3.000 fr. à l'hectare ;
- Pour les moyennes exploitations : 2.000 à 3.000 fr. à l'hectare ;
- Pour les petites exploitations : 2.500 à 3.500 fr. à l'hectare (10).

Ce fait, à première vue contradictoire, s'explique par l'existence, dans les petites propriétés, de tout le matériel agricole moderne : à partir de 3 hectares de blé et 3 hectares environ d'avoine, on trouve, dans de nombreux cas : une batteuse, un moteur, une lieuse, etc. D'où des charges très lourdes pour les petits et moyens exploitants et un capital d'exploitation hors de proportion avec l'importance de la ferme.

Une seule solution est à envisager : l'utilisation collective de certains appareils, mais elle se heurte à l'indépendance des populations rurales. Pourtant, si la petite propriété veut conserver sa place, elle doit s'orienter vers les méthodes (la coopération en particulier) qui lui permettent d'abaisser les prix de revient.



Caractérisée par son peu de superficie, la petite culture en Lorraine est enfin très morcellée. Le morcellement n'est pas, en effet, la contre-partie nécessaire des exploitations de peu d'étendue : un pays de grandes propriétés peut néanmoins être très morcelé si ces propriétés ne sont pas d'un seul tenant et inversement une région où domine la petite propriété peut n'être pas morcelée (comme dans la Sarthe par exemple) si toutes ces exploitations sont bien groupées.

Or, il est rare de trouver dans la région lorraine des propriétés d'un seul tenant. En général, les exploitations se composent d'un nombre excessif de parcelles dispersées

(10) Office régional agricole de l'Est : la Meuse.

par toute la banlieue, voire sur plusieurs banlieues limitrophes. Dans les Vosges, par exemple, on compte que la moyenne des parcelles n'excède pas 30 ares.

Les causes du parcelllement excessif du pays lorrain doivent être recherchées dans l'histoire du peuplement de notre pays, dans le relief et la physionomie de notre sol. Au début du peuplement de notre région, les terres sont limitées, on doit s'organiser pour obtenir le meilleur rendement de la terre. Or, il faut que celle-ci se repose pendant un an, alors, on divise le sol en deux parties ou «Saisons», l'une restant en jachères pendant que l'autre est cultivée. La saison en jachères reste soumise pendant l'année au droit de parcours; aussi, il est nécessaire pour que chaque famille puisse vivre qu'elle possède une portion de terre dans chaque saison. D'autre part, tout le monde doit pratiquer le même genre de culture afin que les récoltes soient faites en même temps car la communauté reprend son droit de vaine pâture après l'enlèvement des récoltes.

Le morcellement, ainsi à l'origine de la propriété, ne tarde pas à s'étendre, car chacun, à mesure que ses biens s'accroissent, entreprend la culture d'une nouvelle terre qu'il s'approprie et qui est évidemment plus ou moins éloignée de celle qu'il possédait déjà.

Aujourd'hui, encore, à ce point de vue, « les caractéristiques de la communauté primitive se retrouvent dans le village lorrain actuel » (11).

C'est donc presque le village d'autrefois avec la plupart de ses caractères qui subsiste dans la campagne lorraine. Pourtant le progrès qui a si fortement marqué la région industrielle, a atteint aussi la vie de la population rurale. Il s'est efforcé de la rendre moins rude, de faciliter soit le cadre de cette vie en améliorant l'habitation rurale et ses annexes, soit son domaine en atténuant, par le remembrement, les inconvénients du morcellement, soit enfin les difficultés de chaque jour en organisant la défense des intérêts professionnels de l'agriculteur et l'enseignement agricole.

(11) G. HOTTENGER. *Morcellement et remembrement*, p. 36.

§ 2. — L'HABITATION RURALE

« De tous les faits essentiels par lesquels s'inscrit l'activité des hommes sur l'épiderme terrestre, la maison est sans doute le plus géographique et le plus révélateur. Elle est un fait souvent considérable qui utilise en général des ressources naturelles toutes proches et elle est un fait qui dure sur un emplacement déterminé » (12).

Or, la maison du cultivateur lorrain obéit à un type de construction bien connue : la façade reflète les trois divisions de la maison et rappelle leur importance respective : la grande porte monumentale, dessinant un beau cintre de pierre, une des gloires de la maison lorraine, conduit dans la grange ; sur le côté, une porte plus basse mène aux écuries ; et enfin un petit portillon conduisant à la cuisine. Trois divisions correspondant à une hiérarchie établie dans l'ordre : grains, bétail, homme (13).

La maison du cultivateur, dans l'ancien village, se signale par l'encombrement très grand de « son devant de porte » occupé, pendant la période des travaux, par le charriot lorrain ou, dans les villages accidentés du plateau par le « haquet » charrette à deux roues.

Étroitement solidaire de ses voisins avec lesquelles elle partage ses murs latéraux, la maison lorraine est basse. La demeure des hommes y tient peu de place. Par contre, le foin, le blé, couvrent tout le grenier au-dessus de la grange et des chambres, mettant entre la tuile sur laquelle mordra l'âpre hiver et les êtres vivants en dessous comme une épaisse et chaude couverture. « Le Lorrain aime voir tout son bien clos et il se clôt dans son bien ».

Sans doute à ce type de maison, on trouve quelques variantes : l'habitat de l'Argonne comporte une architecture plus simple qui fait ressembler la maison du bûcheron aux huttes des bois. L'ancienne économie rurale des contrées viticoles a créé un type particulier d'habitat dont

(12) J. BRUNHES. *Géographie humaine*, p. 410.

(13) *Guide Bleu* : Les Vosges.

les formes les plus pures se rencontrent encore dans les localités des Côtes et dont le caractère extérieur le plus remarquable, consiste dans sa faible longueur opposée à son extrême profondeur (nécessité des pièces annexes : la cuverie, la chambre à four qui sert comme atelier de distillation) (14).

Enfin, assez différent est l'habitat vosgien qui correspond à un autre genre de vie : au fur et à mesure que l'on approche de la région montagneuse, les habitations s'écartent les unes des autres, les villages se décomposent en hameaux, la porte de la grange s'abaisse (les côtes abruptes ne permettent plus les lourds et hauts chargements). Le grès, puis les blocs de granite remplacent dans les constructions les calcaires blancs. A mesure qu'on atteint la zone des forêts et des pâturages la maison s'éparpille sur les croupes de collines. Enfin, plus haut, sont disséminés les chalets où, chaque été, les « marcaires » montent pratiquer leur industrie fromagère.

L'habitat rural de nos jours est resté, pour l'essentiel, semblable à ce qu'il était avant-guerre, mais la guerre a simplifié les types d'habitations après avoir fait, parmi elles, de nombreux vides. On a relevé les maisons détruites et ce fut l'œuvre des coopératives de reconstruction. Aujourd'hui lorsqu'on traverse les villages neufs, on est frappé de la ressemblance des maisons entre elles. La maison de l'ancien cultivateur lorrain reste le type élémentaire et se retrouve dans les quatre départements quels qu'ils soient. Mais on y a introduit plus d'hygiène et de confort. Les maisons sont moins profondes mais plus longues. La pièce borgne qu'on y rencontrait fréquemment a disparu, le nombre des pièces augmente. On s'est efforcé de faire admettre aux propriétaires la séparation du corps de logis des bâtiments d'exploitation, etc.

Pourtant, ces maisons neuves se rencontrent surtout dans la Meuse dévastée et reconstruite, partout ailleurs, l'ancienne habitation a subsisté. Il est cependant une amé-

(14) E. Millet. « Le vignoble du Pays meusien ». *Annales de l'Est*, 1935. t. 3, p. 131.

lioration dont tous les types d'habitat commencent à jouir quelque'ils soient depuis qu'on a réalisé progressivement l'électrification des campagnes. Problème à première vue difficile à résoudre que celui-là : besoin urgent disaient les cultivateurs, mauvaise clientèle répondaient les fournisseurs d'électricité. Le problème nécessitait un effort financier considérable pour la création et l'exploitation de réseaux étendus dans des régions à faible densité de population où, en raison de la nature très spéciale de la consommation agricole, la durée d'utilisation de l'énergie ne peut être que très faible.

L'électrification des communes fut cependant réalisée grâce à la formule heureuse des syndicats de communes : dès 1920, 14 syndicats groupaient environ 500 communes de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et de la Meuse, et trouvaient le moyen de résoudre la difficulté financière en émettant des emprunts couverts par l'ensemble des habitants intéressés (15).

En Moselle, l'électrification se fit rapidement grâce aux principales sociétés lorraines distributrices d'électricité. Et il n'est guère de commune lorraine aujourd'hui qui ne bénéficie de cette fée moderne non seulement dans la maison, mais dans l'outillage qui, de plus en plus, comporte de nombreux moteurs électriques (appareils de laiterie, appareils pour la préparation des aliments du bétail, pour la conservation et le nettoyage des grains, etc.).

§ 3. — LES AMÉLIORATIONS FONCIÈRES

Elles relèvent du Génie Rural et comprennent : les améliorations foncières proprement dites (drainage, irrigation) et les améliorations dans les conditions d'exploitation du sol. Pour l'irrigation, dont le climat lorrain ne fait pas une grande nécessité régionale, le service du Génie Rural n'a été saisi que de petits projets. Il n'en est pas de même du drainage car nombreuses sont en Lorraine les terres

(15) PRÉAUD : Etablissement des réseaux ruraux de distribution d'électricité dans la région lorraine. *O.A.R. Est*, 1927.

humides à sous-sol imperméable qui nécessitent un assainissement : celles de la Woëvre en particulier qui se signalent par leur imperméabilité, n'ont de valeur que si elles sont drainées et il en est de même de certaines terres meusiennes du plateau de l'Argonne où l'argile affleure à la surface de la couche arable. Dans la Meuse, la surface à drainer est évaluée à 200.000 hectares environ. Mais l'obstacle le plus sérieux qui s'offre à la généralisation du drainage est la dépense coûteuse qu'il entraîne. Jusqu'ici, les différentes formes d'encouragements officiels (études gratuites, subventions, prêts à taux gratuits) n'ont abouti qu'à de médiocres résultats, non pas seulement en Lorraine, mais à peu près dans toutes les autres régions de France.

Le morcellement du sol lorrain est un autre obstacle sérieux, et c'est, en somme, à l'occasion d'un remembrement général que l'on devrait envisager désormais les opérations de drainage d'un territoire.

La question la plus urgente parmi les améliorations foncières et d'intérêt spécifiquement lorrain est celle des améliorations dans les conditions d'exploitation du sol et, tout spécialement, celle du remembrement, de « l'aménagement nouveau des terroirs ». Nulle part, plus qu'en Lorraine, il est nécessaire de mettre en ordre le cadre même du travail agricole : l'enchevêtrement des parcelles y est en effet considérable, survivance plus ou moins nette du vieux régime communautaire de nos campagnes.

Le remembrement est en effet, dans sa définition la plus générale, la mise en valeur sous toutes ses formes de l'exploitation agricole d'un territoire. Il s'efforce de la réaliser non seulement par des réunions de parcelles, mais par la création de chemins d'exploitation, de chemins ruraux, par des abornements généraux.

Le remembrement est donc un ensemble d'opérations collectives qui comporte accessoirement tous les travaux utiles d'amélioration foncière, bien que son but essentiel soit « le regroupement de parcelles, jonction des parties précédemment dispersées d'une même propriété ».

La loi du 27 novembre 1918, dite loi CHAUVEAU, qui organisait pour la première fois le remembrement lui donna une certaine extension dans l'Est de la France accentuée encore pour les régions dévastées par le remembrement spécial organisé par la loi du 17 avril 1919 qui met à la charge de l'Etat les frais de cette reconstitution et laisse aux habitants intéressés le choix de demander le rétablissement pur et simple des anciennes limites ou l'exécution d'un nouveau lotissement. Enfin, le décret du 30 octobre 1935 précisa les conditions dans lesquelles devait s'effectuer le remembrement.

Mais pour que celui-ci soit possible, il ne suffit pas d'une bonne législation, il faut encore que le domaine s'y prête et il se trouve des régions en Lorraine où, par suite de la composition ou du relief du sol ou de la nature des cultures qu'on y pratique (16), il est impossible de remembrer les propriétés. C'est ainsi que la partie montagneuse des Vosges n'intéresse pas au point de vue du remembrement (le parcellement n'y existe pas, les terrains y sont bien groupés).

De plus, on remarque que, plus les terres sont homogènes, plus il est facile de remembrer : les terres de plaine et d'alluvion s'y prêtent bien, mais dans les pays accidentés comme la région lorraine où le sol est formé de couches successives affleurant à faible distance les unes des autres, l'échange est plus difficile.

Est-ce pour toutes ces raisons, mais le remembrement est assez rare dans les Vosges (bien que l'on ait procédé dernièrement au remembrement de la commune de Marainville-sur-Madon) et en Moselle où le remembrement serait pourtant tout indiqué : d'abord parce que ce département a subi longtemps l'influence germanique dont la législation rend le remembrement obligatoire, puis, parce que cette opération y bénéficierait, sur les autres départements lorrains, d'un cadastre tenu à jour. Malgré ces avantages, une seule commune en Moselle a procédé depuis 1900 au remembrement : celle de Malancourt-sur-Seille.

(16) R. LOUIS. *Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine*, p. 56.

Les échanges, par contre, sont nombreux dans ces deux départements. Ils s'y heurtent, malheureusement, à la méfiance si souvent reprochée au paysan lorrain (on ne veut pas lâcher son terrain contre un autre qui serait peut-être moins bon), aux exagérations de prix et à toutes les difficultés qui ont fait dire « qui terre a, guerre a ».

C'est donc dans la Meuse et en Meurthe-et-Moselle que l'on trouve le terrain d'élection du remembrement et, en 1933, les résultats obtenus en Lorraine par les services du Génie Rural se chiffraient de la manière suivante dans ces deux départements et celui des Vosges (mais ce dernier y figure à peine):

Nombre de communes remembrées	83
Surfaces remembrées	37.399 hectares
Nombre de parcelles: avant	153.870
après	41.166
Parcelles supprimées, soit	112.704
Coefficient moyen de réduction	73 %

Bien que pratiqué encore à trop basse échelle, le remembrement a déjà atténué dans nos campagnes lorraines une partie des inconvénients du morcellement. Ceux-ci affectent la propriété elle-même et l'exploitation. Le morcellement rend plus difficile la délimitation des propriétés, entraîne des surcroîts de charge, est une source intarissable de procès provoqués par les empiétements des « retourneurs de raies ». Il rend plus difficile l'emploi des machines, nécessite une surveillance plus compliquée, provoque des pertes de temps. En d'autres termes, il enlève à l'exploitant une partie de sa liberté.

Tous ces inconvénients sont en partie atténués depuis que les opérations du remembrement ont un peu diminué le nombre des cases multiples que représente le « damier » des champs lorrains.

§ 4. — LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS PROFESSIONNELS

Elle s'exprime dans la notion de mutualité qui, mises à part les sociétés d'agriculture plus anciennes, n'a pris une véritable extension que depuis la guerre. Les intérêts agricoles ont d'abord été défendus par des associations correspondant à certaines limites du territoire: arrondissement ou département.

Les comices agricoles étaient déjà avant guerre les principaux propagateurs du progrès agricole. Leur association centrale assurait l'achat, plus rarement la vente en commun des produits nécessaires à l'exploitation agricole et avait pour mission de représenter et de défendre l'agriculture de leur district.

Les intérêts agricoles sont encore défendus dans chaque département par des organes administratifs: par une chambre départementale d'agriculture qui étudie les questions agricoles, émet des vœux, etc.; par un office agricole départemental (ces offices agricoles ont leur origine dans la loi du 6 janvier 1919) qui distribue des primes d'encouragement (celui de la Meuse a distribué 2.635.000 francs de 1919 à 1930), organisent des concours départementaux, donnent des subventions pour l'amélioration du cheptel, etc..

C'est surtout dans la vie syndicale que les agriculteurs trouvent le meilleur appui pour la défense de leurs intérêts. La plupart des syndicats professionnels agricoles ont aussi pour but principal l'achat en commun des matières premières utiles à l'agriculture. Leur rayon d'action est communal, intercommunal ou cantonal et, peu à peu, leur action s'étend à l'acquisition d'appareils à usage collectif (distributeurs d'engrais, trieurs, etc): cette catégorie d'appareils fait, du reste, l'objet de subventions de l'office départemental qui donne aussi des ristournes pour l'achat de semences.

D'un but différent, mais d'un effet semblable sur la vie agricole, les syndicats d'élevage s'efforcent d'améliorer les races de bovins et de chevaux. Ils organisent aussi le con-

trôle laitier qui permet la constitution d'élevages-types et qui constitue, notamment en Moselle, la plus importante association française de ce genre.

Tous ces syndicats, à but différent, sont nombreux et groupent de multiples adhérents (17):

	Syndicats locaux de défense professionnelle		Ne pratiquant pas	
	Pratiquant l'achat		l'achat en commun	
	Syndicats	Membres	Syndicats	Membres
M.-et-M.	325	5.850	—	—
Meuse	150	9.062	—	—
Moselle	240	14.655	3	137
Vosges.	133	12.199	20	6.621

	Syndicats locaux d'élevage		Syndicats d'élevage	
	Syndicats d'élevage bovin		hippique	
	Syndicats	Membres	Syndicats	Membres
M.-et-M.	52	1.200	4	330
Meuse.	30	1.069	5	840
Moselle	45	1.879	15	443
Vosges.	102	3.087	3	386

Enfin, on ne peut passer sous silence les associations syndicales qui se forment en Lorraine et particulièrement en Moselle chaque fois qu'il y a un intérêt agricole à défendre, une amélioration à réaliser, telles les associations d'assainissement des terres, d'adduction d'eau potable, de canaux d'irrigation et autres. Les premières comptent en Moselle 196 groupements réunissant 7.973 membres.

La mutualité agricole trouve encore son expression dans les sociétés d'assurances mutuelles les plus diverses contre l'incendie, les accidents, la grêle, la mortalité du bétail, qui toutes se rencontrent en Lorraine. Les Vosges sont cependant le département où la mutualité a le plus de succès et où l'on rencontre le plus grand nombre de sociétés d'assurances : 310 contre l'incendie, 161 contre la mortalité du bé-

(17) Résultats de l'enquête de 1929.

tail, 177 contre les accidents. En outre, les secondes sont réassurées à une caisse régionale.

Comices agricoles, sociétés départementales d'agriculture, offices agricoles départementaux, syndicats multiples, sociétés d'assurances nombreuses, tels sont les organismes dont les rouages forment l'ensemble le plus complet de la défense des intérêts agricoles les plus divers. Et il serait intéressant de comparer ces associations volontaires répondant chacune à un but bien déterminé à l'antique association de la vie communautaire spontanément établie en vue d'un but général et d'une commune existence.

§ 5. — L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Son importance s'est encore accrue depuis que, depuis 1870 environ, la profession agricole a cessé d'être un métier pour devenir une science en délaissant la routine pour s'industrialiser.

On a toujours remarqué que les cultures commerciales (le houblon, le tabac, etc.) demandent chez l'agriculteur des qualités d'excellent technicien et même de petit capitaliste et de commerçant. Il faut bien choisir l'objet de la culture qui subit couramment des fluctuations considérables sur le marché; il faut surtout bien répartir les risques en combinant des cultures aléatoires (houblon) avec des cultures de tout repos. La souplesse, l'esprit d'adaptation et la mentalité commerciale s'ajoutent ainsi aux qualités très réelles du paysan lorrain.

Ce que l'on disait autrefois de la culture commerciale est vrai aujourd'hui de tout agriculteur; quelque soit la culture à laquelle il se livre, il lui faut réunir bien souvent des qualités de technicien à des qualités de commerçant et de capitaliste. C'est justement le but de toutes les écoles d'agriculture de lui infuser la science qu'exige aujourd'hui l'économie rurale.

L'enseignement agricole dont les débuts furent difficiles dut sa naissance d'abord à l'initiative privée (il se donnait alors sous la forme de conférences), puis apparurent les

petites écoles d'hiver qui existent un peu partout, mais sont très nombreuses en Moselle. C'est cependant le département de Meurthe-et Moselle qui peut revendiquer l'honneur d'avoir été le berceau de l'enseignement agricole en France. L'Institut agricole de Roville créé par Mathieu de Dombasle près de Bayon reçut en 1824 ses premiers élèves et, en fait, c'est bien la première école d'agriculture qui ait existé dans notre pays (18).

L'école de Roville a disparu, mais aujourd'hui chacun de nos départements a son école d'agriculture: à Tomblaine pour la Meurthe-et-Moselle, à Courcelles-Chaussy pour la Moselle, à Ménil-la-Horgne pour la Meuse, à Mi-recourt pour les Vosges.

Toutes ces écoles s'efforcent de diffuser des méthodes d'exploitation plus en rapport avec l'évolution actuelle de l'agriculture, de modifier parfois l'habitude du vieil assolement triennal qui, comme aux siècles derniers, est encore la règle de culture dans nos campagnes; l'ensemble des trois soles: jachères, blé, avoine, constitue encore aujourd'hui les « saisons ». Les nouvelles méthodes d'agriculture commencent à perfectionner cet assolement et même à le transformer en assolement quadriennal (plantes sarclées ou versaines, céréales de printemps (avoine), trèfle et céréales d'hiver (blé) qui présente de gros avantages dans des régions qui s'orientent parfois vers un élevage intensif (comme la région mosellane). Début d'une évolution heureuse qui suffit à modifier totalement l'économie rurale actuelle restée longtemps à la merci des récoltes et des prix du blé et assure au cultivateur une deuxième source de revenus,

On a offert aussi à l'exploitation agricole les méthodes scientifiques qui ont fait l'industrie moderne: analyse du sol, choix rationnel des cultures, des semences, des engrais; outillage perfectionné et même, aujourd'hui, diffusion de la force motrice, sans parler de l'organisation des débouchés commerciaux.

(18) N'est-il point caractéristique aussi que ce soit un lorrain (Mathieu de Dombasle) qui ait découvert la charrue moderne?

Il semble qu'à ce point de vue il n'y ait pas incompatibilité de l'ancienne formation agricole et de l'industrie moderne (19). Et l'on s'est parfois demandé avec une certaine exagération semble-t-il si l'on n'arriverait pas à l'aspect d'une Lorraine agricole industrialisée où l'exploitation agricole, montée sur le type industriel, prendrait elle-même la forme d'une usine avec ses machines diverses.

Ou bien reviendra-t-on aux très grandes propriétés, se rapprochant ainsi du régime des « latifundia » de la Gaule romaine !

Pourtant la région lorraine est encore, d'après les statistiques, un pays de petite culture. Et il faut remarquer qu'avant la guerre, la situation de la petite propriété en Lorraine n'était point défavorable. Et même, aujourd'hui c'est la grande culture qui souffre, beaucoup plus que la petite, du défaut de main-d'œuvre. Le petit cultivateur qui fait tout par lui-même surmonte plus facilement cette difficulté de personnel, surtout s'il est aidé par sa femme et par ses enfants.

« Il n'y a pas d'antagonisme nécessaire entre l'agriculture et la grande industrie et la crise en Lorraine est surtout une crise de la volonté ».

Enfin, il est bon de rappeler que c'est ce pays de petite et de moyenne cultures qui a fait l'originalité de la race. Ceux que l'on appelle les « Princes Lorrains », les Barrès, les Raymond Poincaré, avocat de la terre, ou littérateur du territoire nous répètent indéfiniment en deux langues différentes : « vous êtes des héritiers ». Héritiers, en effet, de cette race de paysan lorrain, un peu fermé car il aime « plus penser que dire », sérieux, fidèle, attaché à cette terre qui lui coûte si cher à garder ; race naturellement réaliste et pécunieuse où l'on connaît la valeur des choses et des gens, où l'on trouve encore le goût de la terre et du monde propre, ce qui n'exclut pas un autonomisme ardent contre lequel la France, avant de s'attacher cette région, a eu souvent maille à partir et une combativité séculaire

(19) Ch. GUYOT. *Le passé et l'avenir de la Lorraine*, p. 46.

qu'évoque encore aujourd'hui le chardon des armes de Lorraine... « Et qui nous poinct, très fort se pique ».

Sans doute les vieilles traditions ont disparu, on ne « daille » plus, le soir, à la veillée, les maisons se sont modernisées et l'hygiène ne s'en plaint pas. Le patois n'est plus guère parlé et bien qu'il ait eu sa valeur locale qui n'est pas à dédaigner, il n'a jamais trouvé dans notre région un Mistral pour en faire une langue littéraire.

Mais le climat, ici, a créé comme un « état d'âme » qui dure encore. On se sent en présence d'un type frappé à l'effigie du sol. Cette population de villageois-campagnards représente un groupe plutôt géographique qu'éthnique. Sur les limites de la Bourgogne comme du Luxembourg, les mêmes aspects de vie rurale se présentent. Les traits sont communs, à peu de chose près, dans la partie de langue française et dans celle de langue allemande. Il y a un fonds de caractères communs, sur lequel le germanisme a inégalement influé sans jamais le faire disparaître. « L'unité de la région lorraine repose exclusivement sur ce fonds très ancien d'habitudes agricoles, contractés en conformité avec le sol ».

SECTION III

La vie intellectuelle

Il est certain que, depuis une trentaine d'années, dans la plupart des industries et notamment dans la métallurgie, le rôle du travail intellectuel est devenu plus important. La vieille industrie fondée sur des routines ancestrales, le commerce de jadis fondé sur le flair des commerçants, font place à des organismes modernes établis sur des données scientifiques. À mesure que celles-ci s'accroissent, elles exigent la collaboration d'un nombre plus grand d'ingénieurs et de techniciens.

« Dès lors, le rôle des universités qui, longtemps, fut purement intellectuel, s'est élargi singulièrement. Ce ne sont plus seulement comme jadis, les futurs professeurs, les futurs savants qui viennent s'asseoir sur les bancs, mais tous les directeurs, tous les ingénieurs, tous les contremaîtres. En 1871, l'Université de Nancy, née d'une idée d'ailleurs fort juste de décentralisation intellectuelle n'a pas encore fait corps ni avec la ville ni avec la région : elle est née d'un décret qui pourrait la supprimer. Aujourd'hui, une telle suppression serait bien difficile : car c'est sous l'influence de la nécessité que sont nés successivement tous les instituts qui font corps aujourd'hui avec nos Facultés et sont le lien indestructible qui les unit étroitement à la région industrielle » (1).

(1) Ch. BRUNEAU. *Le passé et l'avenir de l'Université (Pays Lorrain, 1934, p. 193).*

CHAPITRE PREMIER

L'UNIVERSITÉ

« L'Université de Nancy est aujourd'hui un des foyers les plus vivants du régionalisme moderne » (1), et c'est à ce régionalisme qu'elle doit son existence. En 1789, Nancy possédait déjà une des 22 Universités du Royaume, et une Université complète à 4 Facultés, tandis qu'une demi-douzaine de ses rivales ne possédaient qu'un enseignement partiel. Le décret du 15 septembre 1793 supprima les universités laissant subsister un enseignement libre organisé de bonne heure à Nancy.

Ce ne fut que grâce à l'activité de certains régionalistes ardents (tel le baron Guerrier de Dumast), à la pétition souscrite par 42 villes lorraines en 1850 que Nancy obtint en 1854 les deux Facultés des Lettres et des Sciences en attendant que la loi du 10 juillet 1896 rétablisse officiellement, après 103 ans d'interruption, l'Université Lorraine.

Celle-ci, il faut bien le reconnaître, profita toujours de la décadence ou du sort malheureux de ses rivales :

Metz qui fut longtemps la capitale scientifique de l'Est aurait voulu pour elle la Faculté des Sciences, laissant les Lettres à Nancy et elle ne pardonna à celle-ci son échec que longtemps après : puisque c'est seulement en 1869 que les doyens signalent enfin un retour des étudiants de la Moselle vers notre ville (2).

L'Université de Nancy fut aussi l'héritière de la vieille Université Lorraine de Pont-à-Mousson, fondée au xvi^e

(1) J. GODFRIN, *loc. cit.*, p. 65.

(2) Ch. ADAM, *Discours du Cinquantenaire des Facultés des Lettres et des Sciences de Nancy*, p. 10.

siècle dans un but de prosélytisme religieux pour offrir une solide résistance aux doctrines réformées et qui, néanmoins, avait vite pris figure d'école scientifique jusqu'au moment où elle fut transférée à Nancy, en 1768.

Nancy, enfin, hérita de la très ancienne Université de Strasbourg, qui lui transféra, après la guerre de 1870, sa Faculté de Médecine (l'une des trois seules existant en France à cette date) et grâce à laquelle Nancy devint alors la seule ville de province possédant 4 facultés (3).

Aujourd'hui, l'Université Lorraine est une université complète dotée de 5 facultés qui représentent, pour toute la région lorraine l'enseignement supérieur le plus complet :

§ 1. — LES SCIENCES

La Faculté des Sciences qui est, avec celle des Lettres, l'ainée des autres Facultés lorraines est surtout connue par ses Instituts de Sciences appliquées; on le lui a plus d'une fois reproché: ne se rabaissait-elle pas au niveau d'une Ecole des Arts et Métiers? Pourtant, on ne peut pas dire que la science pure y était négligée. Le culte des hautes mathématiques ne pouvait manquer d'avoir ses fervents dans une ville et une région qui ont donné à la France deux grands mathématiciens: Henri POINCARÉ et Charles HERMITE.

Aussi se classe-t-elle par une culture scientifique d'un niveau élevé dans tous les instituts et les écoles qui dépendent d'elles et qui sillonnent l'histoire de sa longue carrière. Fondée en 1854 avec 4 professeurs seulement, elle n'eut guère jusqu'à 1871, que 4 à 5 licenciés par an en moyenne. Et, jusque là, le petit nombre des chaires empêcha les professeurs de se spécialiser. A partir de ce moment se créent l'un après l'autre les instituts des sciences appliquées qui font sa renommée: C'est en 1889, l'Institut Chimique, puis, peu de temps après, dans le voisinage, on bâtit l'Ecole de Brasserie qui fonctionne avec une brasserie véritable doublée bientôt d'une Malterie en 1904;

(3) A. GAIN. *Pays Lorrain*, 1933, p. 67.

en 1907, c'est le bel Institut de Mathématiques et de Physique avec salles de cours, salles de travaux pratiques, laboratoires de recherches. En 1913, on bâtit un grand Institut Electrotechnique presque achevé en 1914. La guerre n'interrompt pas cet essor. Et après l'armistice, on crée un Institut Minier qui reçut bientôt le nom d'Ecole Supérieure de la Métallurgie et des Industries Minières, et se classa rapidement à côté des Ecoles des Mines de Paris et de Saint-Etienne. Enfin, apparaissent un Institut de Botanique et un Institut de Zoologie dont l'œuvre a consisté notamment à tenir au courant la zoologie de la Lorraine commencée en 1863 par GODRON et qui possède une collection d'études comprenant la faune lorraine complète.

Mathématiques, Physique, Chimie, Sciences Naturelles, pour tous ces enseignements l'esprit reste le même: très large part réservée aux exercices pratiques, développement de l'esprit de recherche et du travail personnel, étude scientifique de tout ce qui est susceptible d'intéresser la région lorraine (particulièrement chez les sciences naturelles), et, par dessus tout, un enseignement général d'une haute culture.

§ 2. — LES LETTRES

La Faculté subit plusieurs crises graves puisque, depuis 1854 à 1871, elle ne compte guère que 6 à 7 licences par an. Elle tint tête, pourtant, après 1871, à la nouvelle Université allemande de Strasbourg, créée sur la rive de l'Ill après l'annexion au prix de 25 millions. La dernière guerre, lui fut une rude épreuve; puisqu'en novembre 1917, aucun étudiant ne s'y est inscrit et qu'elle dut fermer au début de 1918.

Depuis elle a repris son essor, avec, actuellement 12 chaires et 3 annexes originales: l'Institut d'Archéologie, les cours spéciaux pour étrangers et surtout le centre d'Etudes Lorraines. Celui-ci est groupé autour de la Chaire d'Histoire de l'Est, car c'est l'originalité de notre Faculté d'avoir été la première à créer un enseignement de

l'histoire locale et régionale et si, depuis lors, on a vu paraître des histoires de la Bourgogne, de Lyon, du Sud-Est de la France, de Bordeaux, de la Normandie, l'exemple a été donné par les trois volumes de l'Histoire de Nancy, véritable monument élevé par l'Alsacien PFISTER en l'honneur de sa ville d'adoption. La tradition, une fois établie, fut continuée par trois volumes sur l'Histoire de Lorraine. Aussi la Chaire d'Histoire de l'Est doit devenir un centre de hautes études en même temps que de propagande et de rayonnement provincial. C'est dans le même esprit que les « Annales de l'Est » ressuscitées au début de 1933, ont pris pour sous-titre l'ambitieuse formule: « Le passé, le présent, l'avenir de la région lorraine », et que travaillent bien des petits centres d'études lorraines comme l'Académie Stanislas.

§ 3. — LA MÉDECINE

Sa Faculté naquit en 1872 lorsque les 16 chaires de la Faculté de Strasbourg furent transportées par décret à Nancy. A ce moment là, il n'y avait à Nancy que trois cliniques, dans de vieux bâtiments qui n'existent plus. Par la suite, il n'est guère d'années qui ne marque pour la Faculté de Médecine un nouveau progrès. A chacune d'elle correspondent de nouveaux laboratoires et de nouvelles cliniques. Les professeurs ont pris les devants, la Ville et l'Etat ont suivi; tous les services des Hôpitaux de Nancy sans exception sont mis à la disposition de la Faculté pour ses cliniques d'enseignement, le tout rayonne sur une zone d'action qui s'étend sur la région entière; et si ces multiples services étaient réunis, ils formeraient une véritable Cité.

A la Faculté fut rattaché en 1894: l'Institut Sérothérapique de l'Est qui prépare et distribue le sérum et fut transformé, dernièrement, en Institut Régional d'Hygiène, centre de recherches en liaison avec plusieurs départements de la région de l'Est.

En 1902, la Faculté prenait possession de ses nouveaux locaux rue Lionnois (où se trouvent de multiples services (physiologie, chimie, thérapeutique et pharmacologie, etc.) Un grand Laboratoire d'Hydrologie fut créé dans l'ancien Hôtel des Missions Royales. La Faculté fut la première en France à organiser, dès 1901, l'enseignement dentaire dont l'Institut date de 1910. Enfin, un décret en 1929 transforma la charge de Cours d'Education Physique en Institut Régional d'Education Physique rattaché à la Faculté de Médecine.

Entre temps, les services hospitaliers se modifiaient. Alors que jadis les hôpitaux ne comptaient guère que deux grands services, depuis un certain temps, la science a une tendance à se fractionner en un certain nombre de spécialités dont chacune a des méthodes scientifiques et un outillage approprié. La Faculté de Nancy fut du reste la première à réaliser des diplômes spéciaux (ophtalmologie, électro-radiologie, chirurgie infantile, etc., etc.).

A la Faculté de Médecine sont rattachés aussi les hospices civils de Nancy qui sont devenus des hôpitaux régionaux, tel que l'Hôpital Villemin, le premier en France spécialement réservé aux tuberculeux et qui fonctionne comme hopital-sanatorium. Deux fondations s'y rattachent : le Sanatorium de Lay-Saint-Christophe et le Préventorium de Flavigny. De même qu'il possède un centre antituberculeux, Nancy a encore son centre anticancéreux de Lorraine, créé en 1924.

Ainsi, grâce à l'union constante et au concours efficace de tous, la Faculté de Médecine qui n'avait, en 1872, que 3 cliniques seulement, en compte aujourd'hui une vingtaine ; l'hygiène publique y trouve son compte aussi bien que l'enseignement, et le progrès social va de pair, ici, avec le progrès de la science.

§ 4. — LE DROIT

Sa Faculté, en Lorraine, a de qui tenir, puisque l'enseignement juridique était, paraît-il, professé à Toul au ^x^e siècle et à l'Université de Pont-à-Mousson, au ^{xvi}^e siècle. Etablie à Nancy par un décret impérial en 1864, elle ne comprenait alors que 7 chaires, trois de Droit Civil, une de Droit Romain, de Procédure Civile, de Droit Commercial et de Droit Administratif. A partir de 1880, les chaires nouvelles se succèdent. En 1890 elle joint l'Histoire du Droit et des Institutions Juridiques de l'Est, devenue plus tard Cours d'Histoire du Droit lorrain, à son enseignement, et ce fut l'origine de toute une floraison de thèses de doctorat qui éclosent à cette époque ayant pour objet les institutions lorraines.

Un peu avant 1914, elle offrit le concours de ses maîtres à la Chambre de Commerce de Nancy et de cette union est sortie une création originale, la première de ce genre qu'on ait vue en notre pays, un Institut Commercial qui n'est du reste pas la seule union du monde juridique et du monde des affaires (car la Faculté a institué un enseignement pratique du droit dont profite ses étudiants), mais qui s'adresse aussi aux jeunes employés des administrations publiques. Institut des Sciences Politiques, Certificat Spécial d'Etudes administratives et financières, Certificat d'Economie Sociale actuellement à l'étude, sont autant d'innovations, manifestations d'une vitalité qui n'a pas cessé de s'affirmer malgré la dernière guerre qui a privé la Faculté de Nancy de plusieurs de ses Maîtres au profit de Strasbourg.

Elle a aussi la satisfaction non seulement de prospérer elle-même mais d'aider puissamment les autres (par suite du nombre de ses étudiants) donnant ainsi un bel exemple d'union tant prônée ailleurs et qui, nulle part, n'apparaît aussi efficace.

« L'heure est belle pour elle avec l'apparition de nouveaux organismes économiques paraissant répondre aux nouveaux besoins de la production, de la consommation et

des échanges, avec les troubles profonds de l'ordre économique provenant d'un désir immodéré du gain, d'une production effrénée et des embarras financiers des Etats. Tout cela et la foule de problèmes qui en découlent s'imposent à l'esprit du juriste, du politique et de l'économiste. Ils trouvent écho dans leurs œuvres et dans leurs enseignements (4).

§ 5. — LA PHARMACIE

Par un contraste qui ne laisse pas d'être piquant, cette Faculté est la voisine la plus proche de la précédente. Venue de Strasbourg, en 1872, sous le nom d'Ecole Supérieure de Pharmacie, réunie pendant quelques années à la Faculté de Médecine, elle reprit bientôt son indépendance et s'il est vrai que différenciation et spécialisation sont une condition du progrès surtout dans les sciences, rien de plus légitime que cette revendication. Pour l'affirmer davantage, elle demanda, la première en France, que de simple école supérieure elle fut érigée en Faculté et en 1920 on fit droit à sa requête à laquelle s'étaient associés les établissements similaires de Paris, Montpellier et Strasbourg.

Aujourd'hui, ses laboratoires n'ont rien à envier aux laboratoires de la Médecine et des Sciences, les travaux pratiques y sont organisés mieux que partout ailleurs. Enfin, son action s'étend à toute la région et l'intérêt du public lorrain se manifeste à elle par des visites nombreuses lorsqu'elle organise des expositions, non seulement à Nancy, mais dans toute la Meurthe-et-Moselle et dans les Vosges.

Telle est, rapidement esquissé, le cadre de la vie intellectuelle et scientifique, il se manifeste par une activité régionale intense, par des institutions multiples pour lesquelles l'Université de Nancy fut souvent, en France, une initiatrice. Aussi, se place-t-elle, quant au nombre de ses étudiants, au troisième rang en France après Paris et Lyon, et il semble qu'aujourd'hui rien ne lui manque

(4) F. SENN. *Le Pays Lorrain*, 1933, p. 163.

plus : ni maîtres, ni locaux, ni livres. Un seul point noir subsistait encore il y a quelques années : la Bibliothèque Universitaire en partie détruite par le bombardement ennemi le soir du 31 octobre 1918. Aujourd'hui sa reconstruction est chose faite, et, malgré le caractère de simplicité qui frappe peut-être le plus le visiteur si l'on songe aux palais construits par nos voisins, plus rien ne manque aujourd'hui au centre intense de vie intellectuelle qu'est l'Université Lorraine.

CHAPITRE II

LES RAPPORTS DE LA VIE INTELLECTUELLE ET DES INDUSTRIES LORRAINES

« L'idéalisme lorrain est créateur parce que le sens pratique de la race l'y contraint promptement » (1). La vie intellectuelle de notre région est peut-être la plus vive illustration de cette idée car, à côté de la science pure, l'Université a toujours entretenu des rapports étroits avec nos industries. Déjà avant 1870, la première Faculté des Sciences avait été dédoublée et la seconde de ces facultés s'appelait Ecole des Sciences appliquées ou « Faculté de l'Industrie », car on y organisa un enseignement industriel qui fonctionna presque jusqu'à 1870.

L'aide à l'industrie ne consiste pas seulement, dans un enseignement approprié, mais dans toutes les découvertes propres à favoriser l'essor de notre région et dans la formation de spécialistes, d'industriels, de chefs d'industrie, dont toutes les branches lorraines ont besoin.

Lorsque l'on commença les premiers essais de chimie industrielle et agricole, c'était, disait-on, afin que « Nancy fut une capitale autrement par ses souvenirs » (2). La même idée préside encore à tous les rouages des instituts et des écoles rattachés à l'Université et qui lui servent de liens avec l'industrie et dans les rares écoles industrielles qui vivent aujourd'hui d'une vie indépendante.

(1) L. MADELIN. *Croquis lorrain*, p. 279.

(2) Ch. ADAM, *loc. cit.*, p. 27.

§ I. — LES INSTITUTS ET LES ÉCOLES INDUSTRIELLES
ANNEXES DE L'UNIVERSITÉ

La Faculté de Droit offre son tribut à l'industrie avec son Institut Commercial qui naissait à peine lorsque la guerre a éclaté et qui, depuis a repris vigueur et délivre des diplômes d'ingénieurs commerciaux et d'études supérieures commerciales. Il ne compte pas seulement des étudiants réguliers, mais bon nombre de nos futurs ingénieurs, chimistes, électriciens, mécaniciens qui suivent seulement les cours qui leur sont le plus utiles.

La Faculté de Médecine ou plutôt les services hospitaliers qui lui sont rattachés, ont souvent conclu des pactes avec nos industriels qui, comme nous l'avons déjà signalé ont contribué à la fondation de certains hôpitaux ou dispensaires en échange des soins gratuits qui y sont accordés à leurs ouvriers.

La Faculté des Sciences, pourtant peu prospère à son origine, se mit à étudier, avec NICKLÈS, le procédé Leblanc pour la fabrication de la soude (la méthode Solvay n'étant pas encore passée dans la pratique), puis un autre procédé plus facile et moins insalubre et , sous son impulsion, se fonda la Société des Salines de Sommervillers (près de Lunéville) pour exploiter cette découverte.

Pour remédier à la perte du Bassin Houiller Mosellan, la Faculté préluda aux recherches sur la houille à Eply, dans le canton de Nomeny et dans l'arrondissement de Nancy.

N'alla-t-elle pas enfin jusqu'à découvrir un « feu liquide » (ce fut la dernière des interventions de Nicklès) que l'on voulait appeler « le feu lorrain » ?

Puis, comme l'industrie régionale prenait un essor inattendu, la Faculté des Sciences spécialisa alors différentes branches de son enseignement dans des rapports plus particuliers avec certaines industries.

Le premier en 1889, l'Institut Chimique fit, à côté des leçons de science pure, des conférences spéciales sur les industries lorraines : métallurgie, céramique, matières co-

lorantes, féculeries, etc. Elle fournit des futurs « capitaines d'industries » sous le titre d'ingénieurs-chimistes, (titre le plus élevé), ou de chimistes simples qui ont rendu ainsi qu'on le devine, des services incomparables pendant la guerre à la défense nationale.

L'Ecole de Brasserie, autre création originale née de l'Institut Chimique, s'en est détachée en 1897 pour vivre d'une vie propre. Ici encore ce fut une préoccupation nationale (le désir de lutter contre l'invasion de la bière allemande dans notre pays) qui dicta la création de cette école. Elle fonctionne avec une brasserie véritable douée d'une malterie, et ses résultats ne tardèrent pas à se faire sentir dans l'industrie lorraine: alors qu'en 1893 les bières allemandes présentaient une suprématie indiscutable sur les bières françaises (leur importation annuelle dépassait 100.000 hectolitres), les bières françaises actuellement, ne craignent plus la comparaison avec les fabrications étrangères. En 1933, le laboratoire-école effectuait annuellement 6.000 analyses pour les brasseries de toutes les régions de France, l'école comptait 650 anciens élèves. Alors qu'en 1893, presque toutes les grandes brasseries françaises confiaient leur fabrication à des étrangers (surtout allemands), aujourd'hui, presque toutes nos usines françaises ont leur personnel dirigeant choisi parmi les anciens élèves de l'école qui forme:

- 1° Le personnel dirigeant par ses cours normaux;
- 2° Des contremaîtres instruits par ses cours moyens (3).

Les industries agricoles sont encore en rapport avec la Faculté des Sciences par l'Institut Agricole et Colonial, école d'ingénieurs et d'études supérieures dont le but est de préparer à la profession d'agriculteur et aux industries agricoles en France et aux Colonies; par une école de laiterie bien placée au centre d'une région aussi productrice de lait puisqu'elle en est même exportatrice.

Mais les industries électriques et mécaniques ne pouvaient manquer d'intéresser aussi les professeurs: on ou-

(3) E. HUSSON. *La Faculté des Sciences de Nancy (Pays Lorrain, 1933, p. 555).*

vrit d'abord de vastes laboratoires où furent installés et mis en service les principaux types de machines hydrauliques et thermiques. Puis, ces laboratoires de machines ne suffisant pas, on construisit un grand Institut Electrotechnique qui, arrêté par la guerre, s'ouvrit en 1923 et fournit depuis à l'industrie, ingénieurs électriciens et ingénieurs mécaniciens.

Dans cette formule de collaboration entre l'industrie et l'université entrent encore : le Laboratoire de Minéralogie de la Faculté des Sciences qui poursuit l'étude systématique des richesses minérales de la région et dans lequel l'industrie du feu, si développée, trouve maintenant des appareils et des méthodes uniques en France ; et l'Institut de Géologie appliquée qui comporte un cours adjoint de géologie de la région lorraine.

La plus grande collaboration entre la métallurgie lorraine et l'Université fut réalisée au lendemain de la dernière guerre pour répondre aux besoins et aux demandes des métallurgistes du Bassin de Thionville qui s'ajoutait dès lors au Bassin de Briey, et même du Bassin de la Sarre. Ces demandes trouvèrent leur satisfaction dans un Institut minier qui reçut bientôt le nom d'Ecole Supérieure de la Métallurgie et des Industries Minières. On n'y est admis qu'après concours et le nombre des places est limité. Elle forme environ 35 ingénieurs par an et son caractère particulier est que les conditions d'admission et les programmes ont été fixés par le Conseil d'Administration qui, sauf deux membres, comprend uniquement des chefs d'industrie (conception très favorable au placement des élèves).

Telle est l'énumération des branches universitaires en rapports de collaboration avec l'industrie, collaboration réciproque, car si l'Université a mis ses professeurs, son enseignement à la disposition des industriels, ceux-ci sont à l'origine de presque tous les Instituts Techniques : à la fondation de l'Institut Chimique, Ernest SOLVAY contribua pour 100.000 francs (en 1889) et, pour une somme triple les industriels de la région lorraine. En 1907, c'est

la Société Industrielle de l'Est qui prit l'initiative d'une souscription en vue de la création de l'Institut Electro-Technique, qui créa, par des moyens analogues, l'Institut de Géologie, qui coopéra avec la Chambre de Commerce à la formation de l'Institut Commercial, etc.

Il n'est pas jusqu'aux brasseurs de la région lorraine qui n'aient apporté un modeste concours financier à l'Ecole de Brasserie.

Ouverts non seulement aux futurs industriels de la région mais encore à l'extérieur (les étrangers ont peuplé les Instituts Techniques dans une proportion qui a dépassé parfois 50 %), tous ces instituts et ces écoles, empruntant aux industries voisines ennemies leur vieille formule de collaboration entre industrie et université, ont ainsi, à leur tour, fait profiter la région lorraine d'une méthode qui avait si bien réussi aux fabrications allemandes.

§ 2. — LES ÉCOLES INDUSTRIELLES INDÉPENDANTES

Elles empruntent la même formule de collaboration qu'il s'agisse de la vieille école nationale des Eaux et Forêts dont Nancy est le centre ou de l'Ecole Régionale des Beaux Arts et des Arts appliqués.

C'est seulement dans le deuxième quart du XIX^e siècle que l'on comprit la nécessité d'un enseignement forestier. Depuis, avec les progrès de la science et de la pratique, cet enseignement a constamment évolué. L'Ecole de Nancy est l'unique école en France de hautes études forestières. Créé en 1825, au centre d'une région peuplée de forêts nombreuses et variées qui constituent un champ d'instruction et d'expériences très avantageuses, cette école n'a pas cessé de rendre de précieux services à toute l'industrie forestière. Elle reçoit non seulement des élèves-fonctionnaires mais encore diverses catégories d'élèves libres, des étrangers dont un bon nombre se destinent à prendre rang dans les administrations forestières de leurs pays respectifs (l'école a aussi reçu des élèves anglais qui maintenant assurent la gestion des forêts des Indes, des élèves

belges et des élèves roumains), ou encore des élèves libres français désireux d'acquérir les notions nécessaires à la gestion de propriétés particulières. Enfin, certains élèves viennent acquérir à l'Ecole des connaissances qu'ils comptent utiliser dans le commerce et l'industrie des bois, catégorie qui devient de plus en plus nombreuse (4).

L'évolution a abouti au perfectionnement de l'enseignement technique dans toutes les branches et notamment pour tout ce qui concerne l'utilisation du bois : enseignement pour la forêt, mais aussi apport de la forêt à l'enseignement, car celui-ci, devant être pratique, l'école possède elle-même un domaine forestier destiné aux exercices pratiques, excursions et applications sur le terrain.

Enfin, à l'Ecole, organe d'enseignement, est annexée une station de recherches et expériences forestières, organe d'études comprenant plusieurs sections : Recherches forestières, Botanique forestière et étude des bois, Zoologie, Restauration des Montagnes.

Ce que l'Ecole Forestière est à l'industrie rurale, l'Ecole des Beaux-Arts de Nancy l'est aux industries d'art. Les industriels d'art de Nancy ont réclamé longtemps un enseignement pratique des arts décoratifs susceptible de former des jeunes gens capables de collaborer efficacement à leur production, mais les ateliers ne furent d'abord pas compris dans la distribution générale des cours et les locaux furent affectés surtout aux cours normaux (dessin, peinture, architecture).

C'est seulement après la guerre, en 1919, que la direction de l'école, sous l'impulsion de Victor PROUVÉ, réalisa l'enseignement des métiers d'art. Au vocable Ecole Régionale des Beaux-Arts, on ajouta celui « des arts appliqués » ; puis, on y créa un atelier-école de broderie destiné à l'enseignement pratique de cette branche très importante de l'activité régionale, un atelier de sculpture ayant surtout pour objectif de former des sculpteurs capables de gagner leur vie dans le plus bref délai possible, tout en

(4) Ph. GUINIER. *Nancy, la région lorraine*, p. 290.

acquérant les meilleures notions artistiques. On créa encore d'autres ateliers: de ferronnerie pour la renaissance du travail artistique du fer, d'ébénisterie. L'enseignement de la gravure, de la lithographie fut institué grâce aux concours du syndicat des maîtres-imprimeurs. Finalement, sans entrer dans les détails de l'organisation de cet enseignement pratique, on peut dire qu'une grande partie du programme de « l'Ecole de Nancy » s'est trouvée réalisée après la guerre.

L'Ecole Régionale des Beaux Arts et des Arts Appliqués est fréquentée par des élèves de l'étranger mais il en vient surtout des départements voisins. A ce point de vue, l'école est donc vraiment régionale. Elle l'est davantage encore par son enseignement. Non seulement elle cherche l'initiation aux arts théoriques, mais elle vise surtout aux applications, soit que celles-ci aient lieu dans les ateliers mêmes de l'école, soit qu'elles soient confiées à des industries régionales. L'idéal de l'école est de lier les intérêts des industriels intimement avec l'art chaque fois que cette fusion peut entraîner une orientation vers des recherches nouvelles et par conséquent la production d'objets pouvant concurrencer l'étranger.

Instituts dépendant de l'Université, Ecole des Eaux et Forêts ou Ecole des Baux-Arts, tous « contribueront de plus en plus à la prospérité régionale, aideront la région à dégager ses caractères économiques particuliers » (5). Tous, enfin, auraient plus d'une page à ajouter au livre que rêvait d'écrire Guerrier DE DUMAST, le promoteur de l'Université, sur les « initiatives lorraines ».

(5) H. HAUSER. *Les régions économiques*, p. 48.

Conclusion

L'alliance jamais rompue de l'industrie et de l'université lorraines n'est qu'une manifestation particulière de l'étroite solidarité qui unit entre eux les trois facteurs du développement lorrain (facteurs naturels, industriels et humains) que nous avons dû étudier séparément mais qui, en fait, exercent leur action en étroite union les uns avec les autres. Si, en effet, la variété et la diversité rentrent parmi les principaux caractères de l'économie lorraine, elles n'ont d'égale que la solidarité intime qui, dans cette économie, réunit toutes les branches.

Ce qui, depuis 1870, frappe le plus dans la vie économique lorraine, c'est l'expansion harmonique de toutes les forces productives de la région. Toutes les industries peut-on dire sont nées du sol, du moins les industries principales : ce sont des industries minières transformant en marchandises une matière trouvée sur place (houille, fer, sel) ou des entreprises dont un facteur de production essentiel consiste en une matière première locale (verrerie, industrie du ciment, soude, faïence). Ce sont des industries lourdes, la plupart fort anciennes. Toutes les industries secondaires qui ont surgi après ces industries séculaires n'en sont que des industries dérivées et notamment toutes les industries nouvelles implantées après l'annexion et toutes celles qui se sont créées à ce moment dans le but d'être des « remplaçantes » ne sont plus des industries « naturelles » et n'ont parfois rien de lorrain.

Or, la crise de surproduction atteint semble-t-il, surtout, dans une région, les industries qui n'ont aucun rapport avec le sol. Ainsi s'expliquerait la disparition de certaines industries comme celles des chapeaux de paille, de

la broderie sur tulle, de la tannerie, qui n'avaient aucun rapport avec le sol et la crise qui frappe d'autres industries comme celle du coton (où l'on fait venir la matière première de loin) ou de la lutherie (cette industrie si originale de Mirecourt qui ne se sert même pas des bois lorrains car elle fait venir de l'étranger les bois nécessaires à la fabrication des violons) ou de la papeterie si répandue dans les Vosges où il n'y a pas moins de 15 usines à papier, mais qui est tributaire de l'étranger pour la cellulose dont elle a besoin. Aujourd'hui, les papeteries subissent une sorte de décentralisation : attirées primitivement par les cours d'eau, elles subissent désormais l'attraction des ports où l'on décharge la matière première importée, et les papeteries lorraines ont moins de raison d'être.

La crise a, semble-t-il, cet effet de faire disparaître toutes les industries inadaptées. Suivant une formule heureuse, « la crise c'est la géographie qui reprend ses droits » : ne laissant subsister que les industries étroitement enracinées dans le sol, que les industries dites « naturelles », il semble bien qu'elle concoure aujourd'hui, à dégager plus nettement les caractères industriels et régionaux d'une économie particulière.

Solidarité des facteurs naturels et industriels. Mais tous deux ne pourraient davantage se détacher du facteur humain avec lequel ils sont étroitement liés. Si l'essor industriel a modifié les conditions du peuplement, la vie des populations, inversement celles-ci ne font qu'un avec la région industrielle. La collaboration intime de l'industrie avec l'art et avec la science a été l'une des particularités les plus remarquables et les plus fécondes du développement économique de la Lorraine. « C'est un fait que, dans cette région, pour mener à bien les entreprises de tous ordres, il s'est toujours prouvé à point nommé des ingénieurs, des savants, des négociants, des banquiers »(1).

Solidarité des hommes et du sol. Elle apparaît si étroite qu'elle explique parfois les qualités et les travers de cette

(1) G. CAULLET, *loc. cit.*, p. 251.

race lorraine et particulièrement cet attachement du Lorrain à son sol, ce régionalisme ardent d'un peuple qui, même éloigné, arrive dans son exil, au moyen d'associations comme celles des « Vosgiens de Paris » ou des « Lorrains de Paris » à se reconstituer une petite Lorraine.



Mais unité et solidarité régionales ne veulent pas dire isolement. De même que les nations entre elles sont en rapports d'échanges incessants, de même la région lorraine pratique au plus haut degré la collaboration interrégionale et ne peut se passer de l'économie nationale. A celle-ci, elle doit ses multiples moyens de communications et de circulations, tout ce qui touche l'outillage national (routes, canaux, chemins de fer, télégraphes, téléphones, billets de banque, etc.); les capitaux fournis par les capitalistes français (car les capitaux régionaux auraient été insuffisants pour la mise en valeur du sol lorrain), par les grandes sociétés de crédit, surtout par la Banque de France qui collabore avec les banques locales et qui a certainement contribué dans une large mesure au développement économique régional. A l'économie nationale, elle doit encore un marché intérieur où elle écoule une partie de ses produits et où elle prend une multitude de matières premières complémentaires de sa production, de charbons notamment qu'elle ne saurait trouver en quantité suffisante ailleurs.

Ainsi, entre toutes les régions, l'Etat dans son rôle de législateur, d'administrateur, de gouvernant, met une véritable unité. « Ainsi se développe peu à peu, dans chaque région, le sentiment qu'elle fait partie d'un ensemble, dont la vie se mêle à la sienne, contribue à la renforcer, à l'enrichir, dont, en tout cas, elle ne pourrait se séparer sans subir des dommages plus grands que ceux qui résultent parfois pour elle de la vie en commun ».

La région lorraine, comme ses voisines, n'a donc pas la prétention de pratiquer « l'autarkie ». Sa population le sait bien qui, malgré son esprit décentralisateur et régio-

naliste à l'excès, malgré ce que Mæterlinck appelle « l'esprit de la ruche » possède aussi « l'esprit de couverture » et met dans cet esprit son amour-propre local.

Mais, donnant à l'économie nationale: les 60 % de l'acier français, les 90 % du minerai de fer exploité, des houillères qui viennent immédiatement après celles du Nord comme extraction; la totalité des salines industrielles, une population qui figure parmi celles où la natalité est encore la plus vivace, la région lorraine constitue pour l'économie nationale un immense capital de forces économiques aussi bien que spirituelles.

VU:

Nancy, le 9 Mars 1937.

Le Professeur agrégé, Directeur de la Thèse,

J. MARCHAL.

VU:

Nancy, le 10 Mars 1937.

Le Président de la Thèse,

F. DE MENTHON.

VU:

Nancy, le 12 Mars 1937.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Nancy, le 12 Mars 1937.

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

Bibliographie

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BERLET (Ch.). — Les provinces au XVIII^e siècle et leur division en départements, Paris 1913.
- BROCARD (L.). — Principes d'économie nationale et internationale (3 tomes), Paris 1929-1931.
- Les conditions générales de l'activité économique. (Paris Sirey, 1934).
- BRUN (P.). — Les régions économiques. (*Thèse Droit*, Montpellier, 1928, 100 pages).
- BRUNHES (J.). — Géographie humaine (t. I de *l'Histoire de la Nation française*, par HANOTEAUX, Paris, 1920).
- CONSTANTIN (A.). — L'Economie sarroise entre la France et l'Allemagne. (*Thèse Droit*, Nancy, 1934, 728 pages).
- DIEZ (J.). — Le régionalisme économique. Organisation de la région économique de l'Est. (*Thèse Droit*, Paris, 1925, 100 pages).
- HAURER (H.). — Les régions économiques, 1918.
- Le problème du régionalisme, Paris, 1924.
- LAVISSE (E.). — Histoire de France, t. I. Tableau de la géographie de la France, Paris, Hachette, 1920.
- LAUFENBURGER (H.). — Cours d'économie alsacienne, 2 vol. Paris, 1930.
- PREVET (F.). — Le régionalisme économique, Paris, 1929, in-8°, 295 pages.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.). — La relativité des divisions régionales de la France.

II. — OUVRAGES ET ARTICLES SUR LA RÉGION LORRAINE DANS SON ENSEMBLE

- Alsace et Lorraine. - Leurs productions. - Leurs industries, Strasbourg, 1926, in-8°, 126 pages.
- Atlas guide et touristique des régions de France et d'Algérie : région de l'Est de la Lorraine, Paris, 1923, in-8°, 72 pages.
- BROCARD (L.). — La lorraine dans le mouvement économique français. (*Le Pays lorrain*, 1908).

- Le développement économique de la Lorraine française. (*La réforme sociale*, 1913).
- BOUCHOT (L.). — Leçons et récits sur l'histoire de la Lorraine, Nancy, 1930, 174 pages.
- BUFFET (J.). — La Lorraine économique, Nancy, 1915.
- EISENMENGER (G.). — La Lorraine au travail, Paris 1925, in-8°, 266 pages.
- ENGERAND (F.). — Les frontières lorraines et la force allemande, Paris, 1916, in-16, 304 pages.
- GORÉ (E.). — La Lorraine, le milieu, les habitants, Dory, Nancy, 1932.
- GUYOT (Ch.). — Le Passé et l'Avenir de la Lorraine, Nancy, 1919.
- HOTTENGER (G.). — La Lorraine économique au lendemain de la Révolution, Nancy, 1924, 110 pages.
- L'Illustration économique et financière, nos du 14 mai 1921 (*L'Alsace-Lorraine*); 17 mars 1923 (*La Meurthe-et-Moselle*); 13 mars 1926 (*Les Vosges*); 10 septembre 1927 (*La Meuse*).
- LAFITTE (L.). — La région lorraine, son évolution, son essor, Paris, 1913, 50 pages.
- LAFOND (G.). — En parcourant la Lorraine. (*L'Union Economique de l'Est*, 15 novembre 1932).
- Nancy, la région lorraine (*XVIII^e Congrès Médical*, Humblot et C^{ie}, Nancy, 1925, in-8°, 326 pages).
- PARISOT (R.). — Histoire de la Lorraine, 3 vol., Paris 1919-1922-1924.
- PFISTER (Ch.). — La Lorraine, le Barrois, les Trois Evêchés, Paris, 1912, in-8°, 137 pages.
- RENAULT (Ch.). — Quelques renseignements d'ordre économique et financier sur la Lorraine avant et après la guerre. (*B. S. I. E.*, 1915, p. 25).
- WITTICH. — Caractères généraux de l'économie alsacienne et lorraine depuis la guerre. (*Revue d'Economie politique*, nov. 1924, p. 332).

III. — OUVRAGES ET ARTICLES CONCERNANT
PLUS PARTICULIÈREMENT LA RÉGION NATURELLE

- AUERBACH (B.). — Le plateau lorrain, Paris 1883, in-8°, 359 pages
- BADEL (E.). — *La terre lorraine*, Nancy, 1917, in-8°, 444 pages.
- BLEICHER. — Guide du géologue en Lorraine, Paris, 1887, in-12°.
- CAPOT-REY (R.). — La région industrielle sarroise. - Le bassin houiller de la Moselle. - Etude géographique, Nancy, 1934, in-8°, 637 pages.
- CHENET. — Le sol et la population de la Lorraine et des Ardennes, Paris, 1916, in-8°, 289 pages.

- DAUDIER (Ch.). — La région lorraine et ses différents pays. (*Pays lorrain*, 1925, p. 496).
- GRAVIER (G.). — La plaine lorraine. (*Annales de géographie*, 1910).
- GROSDIDIER DE MATONS. — 1° De l'Argonne aux Vosges, Grenoble, 1932, in-8°, 184 pages; 2° Le cœur de la Lorraine, Genoble, 1933, in-8°, 158 pages.
- JOLY (H.). — Géographie physique de la Lorraine et de ses enloupes, Nancy, Barbier, 1911, in-8°, 350 pages.
- MARTONNE (DE E.). — Les régions géographiques de la France, Paris, 1921.
- STALINSKY (E.). — Traits essentiels de la structure du gisement de fer lorrain. (*Revue de l'Industrie Minérale*, 15 septembre 1936).
- VIDAL DE LA BLACHE (J.). — Etude sur la vallée lorraine de la Meuse, Paris 1908, in-8°, 183 pages.
- VIDAL DE LA BLACHE (P.). — La France de l'Est, in-8°, 183 pages Colin, Paris, 1917.

IV. — OUVRAGES ET ARTICLES CONCERNANT
PLUS PARTICULIÈREMENT LA RÉGION INDUSTRIELLE

- BAUD (P.). — L'industrie chimique de la France. Essai de géographie industrielle. *Thèse Lettres*, Paris, 1932, 418 pages.
- BOHIN (J.). — La crise viticole en Lorraine. *Thèse Droit*, Nancy, 1911, 179 pages.
- BRAIBANT (M.). — L'agriculture française. Paris, 1936.
- BROCARD (L.). — La grosse métallurgie française et le mouvement des prix de 1890 à 1913. Paris, 1923.
- Les banques lorraines. *Le Pays Lorrain*, 1908, p. 101.
- Les marchés financiers de province - Les grands marchés financiers. Paris, 1912.
- Coopération régionale et nationale entre la finance et l'industrie. *L'Europe Nouvelle*, janvier 1930.
- BUISSON (A.). — La Sarre allemande et l'économie française. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1935.
- BUFFET (J.). — Du régionalisme au nationalisme financier. Nancy, 1917.
- CANAL. — Le réseau routier de Meurthe-et-Moselle. *Revue Industrielle de l'Est*, 23 août 1930.
- CAULLET (G.). — Problèmes bancaires - Liquidité des capitaux - Aide des banques à l'industrie. *Thèse Droit*, Lille, 1928, 547 p.
- CRETON (H.). — Les voies navigables de l'Est de la France. *Annales de Géographie*, 1932, p. 583.
- DAUM (A.). — Verriers d'autrefois. *L'Union Economique de l'Est*, 15 juin 1928.

- DEMEUFVE (G.). — La céramique ancienne de la région lorraine. *Pays Lorrain*, 1932, p. 241 ; 1933, p. 145.
- DEMANGEON (A.). — La Lorraine métallurgique. *Annales de Géographie*, 1921, p. 179.
- DÉTRÉ (J.). — La répartition du trafic voyageurs entre transporteurs ferroviaires et transporteurs routiers dans la région lorraine. *Thèse*, Nancy, 1937, 201 pages.
- L'ÉCOLE DE NANCY. — *Le Pays Lorrain*, n° de février 1936.
- EISELÉ (A.). — Le charbon mosellan. *Thèse Droit*, Paris, 1936.
- FAUQUE (M.). — L'évolution de la grande industrie chimique en France. *Thèse Droit*, Strasbourg, 1932, 253 pages.
- FERRADOU (P.). — La navigation intérieure, son état actuel. *Thèse Droit*, Bordeaux, 1934, 348 pages.
- FOU (R. DU). — Le mouvement de concentration de la sidérurgie lorraine. *Thèse Droit*, Nancy, 1934, 156 pages.
- GUERDER (Ch.). — La coopération dans l'Est de la France. *Thèse Droit*, Nancy, 175 pages, 1931.
- HOTTENGER (G.). — Les forêts lorraines et l'agriculture. *M.A.S.*, 1928.
- Les anciennes salines domaniales de l'Est. Nancy, 1929.
- L'ancienne industrie du fer en Lorraine. *S. I. E.*, Nancy, 1926.
- Le pays de Briey. Nancy, 1912.
- HOUPERT (A.). — La Moselle navigable. Metz, 1932, 282 pages.
- HUGON (R.). — L'évolution économique de la brasserie française. *Thèse Droit*, Paris, 1926, 396 pages.
- JACQUEMARD (P.). — Les banques lorraines. Paris, 1911, in-8°, 136 p.
- JACOB (J.). — La crise cotonnière. *Thèse Droit*, Paris, 1934, 165 p.
- JOUFFROY. — Une étape de la construction des grandes lignes de chemins de fer en France : la ligne de Paris à la frontière d'Allemagne. *Thèse Lettres*, 3 vol., Paris, 1932.
- DER KHATCHADOURIAN. — Rapport sur le concours de la Prime d'Honneur dans les Vosges. *O.R.A.E.*, 1936, in-8°, 96 pages.
- KLEIN (M.). — L'électricité en Alsace-Lorraine. Strasbourg, 1929.
- KLEIN (P.). — L'évolution contemporaine des banques alsaciennes. Paris, 1931, in-8°, 414 pages.
- LABASTE (A.). — Les relations par voie ferrée entre l'Est et le Nord de la France. *Annales de Géographie*, 1932, p. 242.
- LAUFENBURGER (H.). — L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France. Nancy, 1924, in-8°, 251 pages.
- LECAT (R.). — L'industrie de la construction électrique en France. *Thèse Droit*, Bordeaux, 1933, 193 pages.
- MADRE (B.). — La question forestière. *Thèse Droit*, Paris, 1934, 229 pages.

- MARCHAL (J.) et HUGON (P.). — Die Beziehungen zwischen Kapitalmarkt und Industriewirtschaft in Frankreich — *Weltwirtschaftliches Archiv. von Kiel*, janvier 1937.
- MARCHAL (J.). — Union douanière et organisation européenne. *Thèse Droit*, Nancy, 1929, 227 pages.
- MATTENET. — Le sel lorrain. *Pays Lorrain*, 1932, p. 255.
- MILLET (E.). — Le vignoble du Pays meusien. *Annales de l'Est*, t. 3, 1935.
- MONOGRAPHIES publiées par l'Office Régional agricole de l'Est :
Les Vosges, 1925, in-8°, 100 pages. — La Meurthe-et-Moselle, 1927, in-8°, 260 pages. — La Moselle, 1929, in-8°, 244 pages. — La Meuse, 1931, in-8°, 204 pages.
- PAUL (M.). — L'avenir de l'industrie du fer en Lorraine. *Annales de l'Est*, 1933, t. I.
- PETIT (P.). — Brasserie et Malterie. 2 vol., Paris, 1926.
- PRATVIEL. — Les grands réseaux de chemins de fer français. *Thèse Droit*, Toulouse, 1932, 196 pages.
- RANDON DE GROLIER (J.). — L'industrie cotonnière dans les Vosges. *Thèse Droit*, Paris, 1927, 184 pages.
- REBOTIER (M.). — Les participations bancaires à l'industrie. *Thèse Droit*, Paris, 1935.
- SÖMME (A.). — La Lorraine métallurgique. Nancy, 1930, in-8°, 249 pages.

V. — OUVRAGES ET ARTICLES

CONCERNANT PLUS SPÉCIALEMENT LA RÉGION HUMAINE

- ADAM (Ch.). — Cinquantenaire des Facultés des Lettres et des Sciences de Nancy. Compte rendu des travaux des Facultés. Nancy, 1904.
- ALISON (P.). — Le problème de la prévention des accidents du travail dans les entreprises. *Thèse Droit*, Nancy, 1930, 366 pages.
- BRION (S.). — La transformation du village rural dans la zone dévastée de la Meuse. *Annales de l'Est*, 1935, t. 2.
- DAULATLY (G.). — La main-d'œuvre étrangère en France et la crise économique. *Thèse Droit*, Paris, 1933, 163 pages.
- DUPARC (J.). — Les œuvres sociales dans la métallurgie française. *Thèse Droit*, Paris, 1936, 289 pages.
- GLUGE. — Les institutions patronales - Leurs résultats en Lorraine. *Thèse Droit*, Paris, 1911, 206 pages.
- GODFRIN (J.). — Quelques traits de la vie et de l'âme lorraine. 1931, in-16, 67 pages.
- GROSDIDIER DE MATONS. — Le village lorrain. *Pays Lorrain*, 1925, p. 193.

- HOTTENGER (G.). — L'habitation populaire. - Le développement des habitations à bon marché. Nancy, 1915.
- LOISELET (V.). — L'effondrement de la campagne lorraine. *Les Etudes*, 1928, p. 194.
- LOUIS (R.). — Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine. *Thèse Droit*, Nancy, 1936.
- LYZINSKI. — Aperçu sur l'alcoolisme dans le bassin de Briey. *Thèse Médecine*, Nancy, 1932.
- MAUCO (G.). — Les étrangers en France. *Thèse Lettres*, Paris, 1932, 602 pages.
- NAUDEAU (L.). — Enquête sur la population de la France: la Meurthe-et-Moselle. *L'Illustration*, 16 et 23 août 1930.
- PFISTER (Ch.). — La limite de la langue française et de la langue allemande en Alsace-Lorraine. Nancy, 1890, 44 pages.
- PRÉAUD. — L'établissement des réseaux ruraux de distribution d'électricité. *O.R.A.E.*, 1927, in-8°, 38 pages.
- SADÓUL (Ch.). — Metz et Nancy. *Pays Lorrain*, 1923, p. 581.
- SCHMITT (A.). — La population du département de la Meuse depuis le commencement du XIX^e siècle. *Thèse Lettres*, Nancy, 1929, 93 pages.
- SCHWOB (P.). — La crise et l'emploi en France. *L'Activité Economique*, 15 avril 1935.
- L'UNIVERSITÉ DE NANCY (1572-1934). — Nancy, 1934, édition du *Pays Lorrain*, 196 pages.
- WALTER (G.). — L'évolution du problème de la main-d'œuvre dans la métallurgie de la Lorraine désannexée. *Thèse Droit*, Strasbourg, 1935.
- WLOCEVSKI (S.). — Y a-t-il trop de travailleurs étrangers en France? *Revue d'Economie politique*, 1935, p. 324.

VI. — STATISTIQUES ET DOCUMENTS

- Les Annales de l'Est*. — Bibliographie lorraine (1913 à 1936 inclus). Arrêtés préfectoraux.
- Comptes rendus des travaux de la Chambre de Commerce de Nancy.
- Comptes rendus des travaux de l'Office National météorologique pour le département de la Moselle.
- Statistiques de l'Office de statistique d'Alsace-Lorraine.
- Statistiques du *Bulletin du Comité des Forges*.
- Statistiques du *Bulletin de la Statistique générale de la France*.
- Statistiques du *Journal Officiel*.
- Statistiques de la *Revue de l'Industrie minière*.
- Statistiques de *L'Organisation*.
- Statistiques des *Annales des Mines*.

Statistiques agricoles de la France publiées par le Ministère de l'Agriculture.

Statistiques de l'*Annuaire du Syndicat général de l'Industrie cotonnière*.

Statistiques du *Brasseur Français*.

Rapports de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est et de la Compagnie d'Alsace-Lorraine, présentés par le Conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires.

Rapports annuels de l'ingénieur en chef des mines de Meurthe-et-Moselle.

Rapports annuels de l'ingénieur en chef des mines de Moselle.

Rapports et bilans de la Caisse régionale de crédit agricole de la Moselle.

Rapport du Conseil d'administration de la Société anonyme des Habitations à bon marché de Nancy, 1937.

Recueils administratifs des préfectures.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	I
PREMIÈRE PARTIE. — LES FACTEURS PHYSIQUES DE L'ÉCONOMIE LORRAINE	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le sol et son relief</i>	13
§ 1. Le sol et les terrains qui le constituent....	13
§ 2. Le relief et les pays lorrains.....	16
CHAPITRE II. — <i>Le climat et l'hydrographie</i>	24
§ 1. Le climat	24
§ 2. L'hydrographie	27
CHAPITRE III. — <i>Les ressources naturelles du sous-sol lorrain</i>	33
§ 1. Les sources minérales	34
§ 2. Les carrières	35
§ 3. Les gisements	37
1° Le gisement salin.....	37
2° Le gisement houiller.....	39
3° Le gisement ferrière.....	41
DEUXIÈME PARTIE. — LES FACTEURS INDUSTRIELS	
Section I. — L'industrie mère: l'agriculture et les industries qui en dépend.....	51
CHAPITRE PREMIER. — <i>La culture et ses différentes variétés</i>	53
§ 1. La culture des céréales.....	55
§ 2. Les cultures maraîchères et fruitières....	60
§ 3. Les cultures industrielles	62
§ 4. La culture de la vigne.....	65

	Pages
CHAPITRE II. — <i>L'élevage</i>	70
§ 1. La production fourragère	70
§ 2. Le cheptel	73
CHAPITRE III. — <i>Les industries qui dépendent de l'agri-</i> <i>culture</i>	79
§ 1. Les industries, annexes de l'exploitation agricole	80
§ 2. L'industrie forestière	85
§ 3. L'industrie brassicole	90
<i>Section II. — Les industries clés en Lorraine</i>	95
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'industrie du sel et ses dérivés</i>	97
CHAPITRE II. — <i>Le fer et l'industrie métallurgique</i>	106
§ 1. Les étapes de la localisation de l'industrie métallurgique	107
§ 2. L'industrie minière et la production de fer.	113
§ 3. Les usines sidérurgiques en Lorraine et leur production	119
§ 4. Les aspects techniques et territoriaux de la concentration dans la sidérurgie lor- raine	126
<i>Section III. — Les industries mineures</i>	149
CHAPITRE PREMIER. — <i>Une industrie fille du sous-sol:</i> <i>L'industrie houillère et les industries annexes</i>	151
§ 1. Le charbon mosellan.....	152
§ 2. Les cokeries lorraines.....	163
§ 3. Les « ennoblissements » du charbon.....	165
CHAPITRE II. — <i>Des industries filles du sous-sol et des</i> <i>hommes: La céramique et la verrerie et leurs bran-</i> <i>ches artistiques</i>	168
§ 1. La céramique	169
§ 2. La verrerie et la cristallerie.....	172
§ 3. L'Ecole de Nancy et son influence sur la verrerie et la céramique.....	178

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Une industrie fille du sol et surtout de l'heure: L'industrie textile</i>	183
§ 1. Les causes du développement de l'industrie textile en Lorraine.....	183
§ 2. Les centres de production et leurs spécialités	187
§ 3. L'organisation de la production dans les textiles lorrains et ses difficultés.....	192
<i>Section IV. — Les industries auxiliaires</i>	199
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les transports et l'énergie électrique</i>	201
§ 1. Les voies de communication par eau.....	207
§ 2. Les voies ferrées	215
1° Les différentes lignes des voies ferrées	216
2° Le trafic des marchandises.....	219
3° L'adaptation aux conditions économiques actuelles	223
§ 3. L'énergie électrique	227
1° La production de l'énergie électrique en Lorraine	227
2° Sa distribution	231
3° Les industries annexes.....	235
CHAPITRE II. — <i>Le commerce des marchandises</i>	237
§ 1. La répartition des ventes.....	240
1° Les échanges régionaux.....	241
2° Les relations commerciales à l'extérieur de la région.....	245
§ 2. L'organisation du marché.....	265
1° La coopération et ses différentes formes	267
2° Les ententes et les comptoirs de vente	272
CHAPITRE III. — <i>Le crédit et les banques</i>	278
§ 1. Le crédit agricole.....	278
§ 2. Les banques régionales.....	281
1° L'aide aux industries naissantes.....	285
2° Le soutien des industries existantes..	292
3° L'aspect particulier de l'industrie bancaire dans le département recouvré.	296
4° L'évolution récente du régionalisme bancaire	298

	Pages
<i>Section V. — La solidarité et les rapports interrégionaux des industries lorraines.....</i>	303
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'interdépendance des industries</i>	303
§ 1. L'action et la réaction des industries sur leur développement mutuel.....	303
§ 2. Les changements de frontière et leurs effets	309
CHAPITRE II. — <i>Les rapports des industries lorraines avec le marché national et international.....</i>	312
§ 1. La collaboration avec les régions limitrophes	313
§ 2. La collaboration avec les autres économies régionales	315
§ 3. La collaboration avec les économies étran- gères	320
 TROISIÈME PARTIE. — LES FACTEURS HUMAINS	
<i>Section I. — La population.....</i>	327
CHAPITRE PREMIER. — Les facteurs ethniques.....	327
§ 1. La question ethnique traditionnelle.....	328
§ 2. La question ethnique actuelle.....	330
1° La répartition des nationalités étran- gères en Lorraine.....	332
2° La situation démographique de la po- pulation étrangère	337
CHAPITRE II. — <i>Les facteurs numériques.....</i>	347
§ 1. Les variations globales des quatre départe- ments	347
§ 2. Les déplacements intérieurs des populations	352
1° Les variations d'effectifs dans les régions industrielles	354
2° L'exode rural et ses conséquences....	366
3° Le groupement des habitants et le développement urbain	374
<i>Section II. — La condition des travailleurs et la vie sociale</i>	381
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le salaire.....</i>	381
§ 1. Les salaires agricoles.....	381
§ 2. Les salaires industriels proprement dits..	384
§ 3. La moyenne des salaires journaliers nor- maux	388

	Pages
CHAPITRE II. — <i>L'aide aux travailleurs et la vie sociale.</i>	391
§ 1. Les institutions concernant le bien-être matériel et présent de l'ouvrier.....	392
1° Les logements ouvriers.....	392
2° Les avantages en nature.....	397
§ 2. Les institutions concernant son bien-être moral	398
1° L'encouragement au développement de la natalité	398
2° L'organisation des loisirs.....	401
3° L'éducation professionnelle	403
4° Les institutions de prévoyance.....	404
CHAPITRE III. — <i>Les améliorations de la vie rurale..</i>	410
§ La persistance du type de l'ancien village lorrain	411
§ 2. L'habitation rurale	417
§ 3. Les améliorations foncières.....	419
§ 4. La défense des intérêts professionnels....	423
§ 5. L'enseignement agricole	425
Section III. — La vie intellectuelle	429
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'Université.....</i>	431
§ 1. Les Sciences.....	432
§ 2. Les Lettres	433
§ 3. La Médecine	434
§ 4. Le Droit	436
§ 5. La Pharmacie	437
CHAPITRE II. — <i>Les rapports de la vie intellectuelle et des industries lorraines</i>	439
§ 1. Les instituts et les écoles industrielles annexes de l'Université.....	440
§ 2. Les écoles industrielles indépendantes....	443
CONCLUSION	447
BIBLIOGRAPHIE	451

